

ANNALES ALGÉRIENNES

NOUVELLE ÉDITION,
REVUE , CORRIGÉE ET CONTINUÉE JUSQU'À LA CHUTE D'ABD-EL-KADER

AVEC EN APPENDICE,

**Contenant le Résumé de l'Histoire de l'Algérie de 1848 à 1854
et divers Mémoires et Documents ;**

PAR

E. PELLISSIER DE REYNAUD.

TOME DEUXIÈME.

**PARIS,
LIBRAIRIE MILITAIRE,**

**J. DUMAINE, LIBRAIRE-ÉDITEUR DE L'EMPEREUR.
Rue et Passage Dauphine, 30.**

ALGER. — LIBRAIRIE BASTIDE.

Octobre 1854.

**Livre numérisé en mode texte par :
Alain Spenatto.
1, rue du Puy Griou. 15000 AURILLAC.**

**D'autres livres peuvent être consultés
ou téléchargés sur le site :**

<http://www.algerie-ancienne.com>

**Ce site est consacré à l'histoire de l'Algérie.
Il propose des livres anciens,
(du 14e au 20e siècle),
à télécharger gratuitement ou à lire sur
place.**

ANNALES ALGÉRIENNES.

LIVRE XVII.

Arrivée du maréchal Clausel à Alger en qualité de gouverneur général. — Choléra-morbus. — Nominations de Beys. — Expéditions dans la province d'Alger. — Événements de Bône et de Bougie. — Expédition de Mascara. — Combat du Sig. — Combat de l'Habra. — Entrée des Français à Mascara et incendie de cette ville. — Fin de l'expédition de Mascara.

M. le maréchal Clauzel, nommé gouverneur général des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, arriva à Alger le 10 août 1835, deux jours après le départ du comte d'Erlon, son prédécesseur. Les souvenirs de sa courte administration de 1830 lui étaient en général favorables, et bien des gens ne voyaient qu'en lui le salut de la colonie. Les personnes réfléchies, qui ne partageaient pas entièrement cet enthousiasme, reconnaissaient cependant au nouveau gouverneur une force de volonté susceptible de vaincre bien des obstacles, si elle était bien dirigée, et des talents militaires dont les circonstances où se trouvait l'Afrique demandaient une prompte application. Il était impossible, d'un autre côté, de ne pas lui savoir quelque gré

du zèle avec lequel il avait défendu les intérêts de nos possessions africaines. Ainsi donc, toutes ces causes agissant à la fois, le maréchal reçut à son arrivée à Alger de nombreuses et sincères félicitations. Pénétré de cette confiance en soi-même qui, renfermée dans de justes bornes, est un élément de succès, il répandit une proclamation où il donnait sa nomination au gouvernement d'Alger pour preuve irrécusable des bonnes intentions du roi des Français envers la colonie; et, comme les courses des Arabes hostiles étaient ce qu'il importait le plus de faire promptement cesser, il fit entendre ces paroles rassurantes pour la population européenne : « *Dans deux mois il n'y aura plus d'Hadjoutes.* » Ces mots, transmis de bouche en bouche, semblaient justifier les espérances que l'on avait mises en M. le maréchal Clauzel. Les ennemis passionnés et systématiques des indigènes y virent une menace d'extermination qu'un prompt effet devait suivre, et les hommes raisonnables l'annonce de l'adoption de sages mesures destinées à mettre un terme aux hostilités. Chacun étant ainsi satisfait, les Européens exprimèrent par des démonstrations bruyantes leur reconnaissance anticipée pour le nouveau gouverneur et leur confiance dans l'avenir.

Le choléra éclata à Alger peu de jours après l'arrivée du maréchal Clauzel; il frappa principalement sur les juifs. Il en avait été de même à Oran, l'année précédente. On attribua avec raison la préférence avec laquelle le fléau semblait choisir ses victimes dans cette partie de la population, à la malpropreté dans laquelle elle vit ; entassée dans des habitations petites et malsaines. L'administration lui ouvrit en conséquence un asile au Bouzaréa, qui est le point le plus sain de la banlieue d'Alger ; elle y trouva, avec

un air pur, une bonne nourriture et des soins assidus. M. Vialar, dont nous avons déjà eu occasion de parler, prit la direction de cet établissement. Tant que dura l'épidémie, il se dévoua tout entier à cette œuvre de charité, puissamment secondé par sa sœur, dame supérieure des hospitalières. Ces pieuses filles n'étaient à Alger que depuis peu de jours, lorsque le choléra y éclata ; de sorte que l'heure du danger et du combat ne tarda pas à sonner pour elles. Depuis cette époque, elles ne cessèrent de prodiguer leurs soins et leurs consolations aux pauvres et aux malades, sans jamais faire aucune distinction de race ni de secte. Le Musulman ainsi secouru par des mains consacrées à Jésus-Christ, apprenait à ne plus maudire une religion qui peut enfanter un aussi pur dévouement à l'humanité.

Les Arabes souffrirent plus que nous du choléra. La ville de Blida fut surtout maltraitée. Les deux races qui se disputent le sol africain étant ainsi courbées sous les coups d'un fléau qui les frappait également, les hostilités furent un instant suspendues, et pendant deux mois tout resta en stagnation. Enfin, lorsque la maladie eut cessé ses ravages, la guerre recommença les siens.

Un des premiers soins du maréchal Clauzel devait être de venger l'affront de la Macta. Une expédition sur Mascara avait été résolue par le Gouvernement ; mais l'apparition du choléra et quelques hésitations de la part du ministère ayant suspendu l'envoi des renforts considérables que cette entreprise exigeait, elle fut renvoyée à un peu plus tard. En attendant, et comme pour occuper l'attention du public, qui avait hâte de le voir à l'œuvre, le maréchal forma des beylicks sur la carte, et nomma des

beys destinés à ne jamais être qu'imaginaires. Le 9 septembre, un arrêté éleva Ben-Omar⁽¹⁾ à la dignité fictive de bey de Miliana et de Cherchel. Le 15 du même mois, un vieux Turc, nommé Mohammed-ben-Hussein, échappé à la proscription de 1830, fut nommé bey de Titteri. La partie de la population de cette province qui avait quelques dispositions à se rapprocher de nous, ne vit pas ce choix d'un œil favorable. Il contrariait les projets de Ben-Aouda-el-Moktari, qui ne voulut pas le reconnaître. Son exemple fut suivi par les tribus du sud ; mais les Abid, les Douair et les Hassan-ben-Ali, tribu à laquelle appartenait la femme du vieux Mohammed, résolurent d'envoyer des députés à Alger, plus encore pour s'assurer des intentions des Français que pour reconnaître le nouveau bey, ainsi que les événements le prouvèrent. Cette simple démarche déplut tellement à la majorité des tribus, que les députés, craignant d'être arrêtés et maltraités par elles, n'osèrent suivre la route ordinaire; ils se rendirent furtivement à Alger par des chemins détournés. Le maréchal les reçut avec distinction et, les ayant réunis dans son palais, proclama solennellement Mohammed-ben-Hussein bey de Titteri, lui fit prêter serment de fidélité à la France, et lui remit le sabre et la candoura⁽²⁾. Tous les députés reçurent des bournous et autres présents en usage parmi les Arabes.

Trois jours après cette cérémonie, le général Rapatel partit du camp de Bouffarik avec une colonne de 2,000 hommes, pour mettre le bey Hussein sur la route de sa, pro-

(1) Le même qui avait été nommé bey de Titteri en 1830

(2) Espèce de vêtement d'honneur.

vince. On supposait, sans que rien y autorisât, qu'un fort parti viendrait au devant de lui ; mais, arrivé au pied des montagnes, sur le territoire des Mouzila, le général s'aperçut que ce n'était là qu'une complaisante illusion, et que, dans la réalité, il faudrait combattre, si l'on voulait s'engager dans les montagnes. Les Mouzaïa étaient en armes. On entra en pourparler avec eux, mais sans résultat. Le général Rapatel avait trop peu de monde, et surtout trop peu de vivres, pour forcer le passage. D'un autre côté, une pointe sur Médéa n'aurait servi à rien, dès l'instant que la province de Titteri ne se prononçait pas pour notre bey. L'avis de tous les chefs de corps, que le général consulta, fut donc qu'on devait rentrer à Bouffarik. En conséquence, après avoir bivouaqué aux environs de la ferme de Mouzaïa, le 4 octobre, la colonne se mit en retraite le 5 au matin. Les Mouzaïa, qui, là veille, n'avaient pas tiré un coup de fusil, se livrèrent alors à des actes d'hostilité contre l'arrière-garde. Il y eut là un petit engagement, où M. Bro, sous-lieutenant au 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique, fut grièvement blessé et eut son cheval tué ; abandonné par le peloton qu'il commandait, il se défendait encore vaillamment seul contre trois ennemis malgré sa faiblesse, mais il allait périr, lorsqu'il fut secouru par le commandant Lamoricière et les capitaines Grand et Bonorand.

Le général Rapatel, après avoir laissé à Bouffarick le vieux Mohammed-ben-Hussein, retourna à Alger auprès du maréchal qui aurait dû comprendre dès ce moment qu'un arrêté ne suffisait pas pour créer des beys.

M. le lieutenant-colonel Marey fut aussi laissé à Bouffarick avec les zouaves et les spahis réguliers. Il, eut ordre d'effectuer deux de ces petites expéditions que les

Arabes appellent razzia. Dans la nuit du 7 au 8 octobre, cet officier supérieur envahit le Haouch-ben-Burnouh et le Haouch-ben-Salah, dans le Merdjia, où se trouvaient réunies plusieurs familles de Beni-Khelil, qui faisaient cause commune avec les Hadjoutes ; on leur enleva du bétail, des femmes et des enfants.

Dans la nuit du 9 au 10, M. Marey, toujours avec les zouaves et les spahis, marcha sur la demeure des marabouts de Sidi-Habchi, sur les premières pentes de l'Atlas, à deux lieues de Bouffarick. On reprochait à Sidi-Yahia, l'un de ces marabouts, d'être en relation avec El-Hadj-el-Sghir⁽¹⁾, dont il était beau-frère, et de recevoir chez lui les Hadjoutes. Son habitation fut dévastée ; ses frères parvinrent à s'échapper, mais lui fut pris avec sa femme et conduit à Alger. En revenant de cette expédition, les zouaves essuyèrent le feu de quelques Kbaïles et eurent deux hommes tués.

Les femmes et les enfants pris dans l'expédition du 7 furent échangés, peu de jours après, contre la famille d'un Arabe à notre solde enlevée par les Hadjoutes.

Mohammed-ben-Hussein ne resta que peu de jours à Bouffarick. Bientôt las du rôle équivoque qu'il y jouait, il résolut de se rendre dans la province de Titteri seulement avec les quelques cavaliers qu'il avait auprès de lui, puisque les Français semblaient renoncer au projet de l'y conduire eux mêmes ; il espérait déterminer un mouvement populaire en sa faveur. Il partit donc de Bouffarick pendant

(1) El-Hadji-Mahiddin-el-Sghir-ben-Sidi-Ali-ben-Moubarrek, qui avait été notre aga sous le général Berthézène et le duc de Rovigo, et qui était, à cette époque, bey de Miliana pour Abdel-Kader.

la nuit, traversa les montagnes inaperçu, et arriva chez les Hassan-ben-Ali, où un petit nombre d'amis de la famille de sa femme se réunirent à lui. Après quelques courses, entreprises pour attirer les autres tribus qui ne bougèrent pas, il fut abandonné de ses faibles partisans et réduit à se réfugier chez son beau-père, lequel fut souvent obligé de le cacher dans un silo pour le soustraire aux recherches de ses ennemis.

Le projet d'établir un bey à Cherchel ne réussit pas mieux que celui de Titteri. Le maréchal avait autorisé Ben-Omar à recruter quelques volontaires. Celui-ci était parvenu, moyennant une solde d'un franc par jour, à réunir une centaine de vagabonds. Le maréchal résolut de l'envoyer à Cherchel avec cette milice et quelques compagnies françaises. Il chargea le capitaine de Rancé, son aide de camp, d'aller l'y installer en son nom ; mais Ben-Oman, qui savait que les habitants de Cherchel n'étaient nullement disposés à le recevoir et qu'il avait surtout à craindre les Beni-Menasser, résista ; il fallut presque employer la force pour le faire embarquer lui et ses gens. Le bateau à vapeur qui le conduisait arriva devant Cherchel par un fort mauvais temps. On eut beaucoup de peine à faire venir à bord quelques habitants qui déclarèrent que leurs compatriotes se souciaient assez peu de Ben-Omar, et que s'il débarquait il serait indubitablement massacré. M. de Rancé le ramena alors à Alger où, plus heureux que le vieux Mohammed, il continua à jouir paisiblement, au sein de sa famille, de la pension de 6,000 fr. que lui faisait l'État.

Les résultats des deux premières combinaisons politiques du maréchal Clausel excitèrent les plaisanteries de l'armée. Des avis officiels lui prescrivirent d'être plus ré-

servé dans sa manière de juger les actes de l'autorité. Néanmoins, M. le maréchal, comprenant que ce début était fâcheux, se détermina à une expédition dont il attendait une meilleure issue. Il s'agissait de marcher contre El-Hadj-el-Sghir, le véritable bey de Miliana⁽¹⁾ qui avait paru dans la plaine avec des forces que l'on disait considérables. Il était temps en outre de remplir la promesse faite au sujet des Hadjoutes, qui, loin de disparaître, devenaient chaque jour plus entreprenants.

Le 17 octobre, le maréchal se rendit au camp de Bouffarick où il réunit environ 5,000 hommes. La veille, ce poste avait été attaqué par les Arabes, mais sans succès. Le 18, le maréchal en partit à la tête de trois petites brigades commandées par le général Rewbel, et par les colonels Marte et Hequet. Le général Rapatel marcha avec l'expédition qui se dirigea vers le pays des Hadjoutes. A peu de distance du camp, l'ennemi se présenta, mais en petit nombre. Quelques tirailleurs et quelques coups de canon l'eurent promptement éloigné. Il se retira sur l'Afroun, à l'entrée d'une gorge où El-Hadj-el-Sghir avait établi son camp. Le corps d'armée se reposa quelques instants à la Chiffa; Il se porta ensuite sur le camp des Arabes, qui en était éloigné de près de trois lieues.

A l'approche des Français, El-Hadj-el-Sghir fit filer ses bagages sur la route de Millana et établit son infanterie sur les hauteurs de la rive gauche du Bouroumi, qui sort des montagnes en cet endroit. Quelques centaines de cava-

(1) Ce personnage n'avait reçu d'Abd-el-Kader que le titre de khalifa ; mais les indigènes s'étaient habitués à l'appeler bey : Il en avait du reste l'autorité.

liers se mirent en ligne sur la rive droite pour masquer la retraite. Le maréchal Clauzel les fit charger par deux escadrons de chasseurs et par un peloton de la garde nationale à cheval d'Alger qui l'avait suivi. Les Arabes n'attendirent pas le choc et ils s'éloignèrent. Un ravin que l'on rencontra empêcha de les poursuivre. Sur la rive gauche, une brigade, dirigée par le général Rapatel en personne, attaqua les troupes d'El-Hadj-el-Sghir qui étaient en retraite sur la route de Miliana, mais qui cependant faisaient face à nos Zouaves de mamelon en mamelon ; on leur fit éprouver quelques pertes. Dans ce combat, le général Rapatel se portant avec une faible escorte de chasseurs d'un point à l'autre de la ligne, se trouva, au détour d'un mamelon, face à face d'un fort détachement d'Arabes. Il le chargea sans hésiter avec le peu de monde qu'il avait avec lui, tua un ennemi de sa main et mit les autres en fuite. Cela fait, comme il n'entrait pas dans les vues du maréchal de pénétrer dans les montagnes, il laissa El-Hadj-el-Sghir poursuivre son chemin sur Miliana, et ramena les troupes sur la rive droite de la rivière où le corps d'armée bivouaqua.

Le lendemain 19, le maréchal rentra dans la plaine. Lorsque le corps d'armée se fut ébranlé, quelques coups de fusil furent tirés de loin sur la colonne ; mais ils étaient si rares et si insignifiants que les zouaves, qui formaient l'arrière-garde, ne daignèrent pas même y répondre. Le maréchal voulant traverser tout le pays des Hadjoutes, se dirigea sur le lac Aloula, en brûlant toutes les habitations qu'il rencontra, et même toutes les meules de paille, ce qui fit que, le soir et le jour suivant, sa cavalerie n'eut rien à manger. Du reste on ne rencontra pas un être vivant, à

l'exception d'une femme et d'un enfant qui furent pris. Le soir, on bivouaqua sur les bords du lac, où l'on trouva un peu de bétail abandonné. Le 20, le maréchal alla visiter le monument dit Tombeau de la chrétienne (*Koubar Roumia*). Il ramena ensuite la colonne sur les bords de la Chiffa, où elle passa la nuit. Le 21, il se présenta devant Belida, qui fournit du pain à la troupe, et que le général Rapatel alla visiter. Il alla coucher à Bouffarick le même jour, et rentra à Alger le 22.

Le bruit s'était répandu, ou ne sait comment, dans cette ville, que tous les guerriers Hadjoutes avaient été pris ou tués et qu'ainsi les promesses du maréchal étaient remplies, Aussi une partie de la population européenne se porta à sa rencontre, ayant en tête le conseil municipal, et l'intendant civil qui le harangua. Le soir, les édifices publics furent illuminés comme après une grande victoire, La joie des habitants paraissait si vive, que les personnes qui avaient été de l'expédition ressentaient quelque peine à la diminuer en rétablissant la vérité des faits; mais les Hadjoutes se chargèrent de ce soin ; car, pendant que l'on célébrait leur extermination à Alger, ils se dédommageaient des pertes que leur avait fait éprouver l'incendie de leurs cabanes, en enlevant les troupeaux de nos alliés. Le 21, pendant que le maréchal revenait à Bouffarick, ils étaient même venus piller la ferme de Baba-Ali qui n'est qu'à une lieue du pont d'Oued-el-Kerma et qui appartenait au maréchal lui-même, Lorsque ces faits furent connus, la multitude, toujours prête à passer d'un extrême à l'autre, ne voulut plus voir qu'une promenade insignifiante dans une expédition qui avait excité ses transports. Cependant cette expédition força El-Hadj-el-Sghir à rentrer à Miliana,

et eut pour résultat de diminuer le fâcheux effet produit par les entreprises irréfléchies de Titteri et de Cherchel.

Le maréchal Clauzel reçut en entrant à Alger, après sa course chez les Hadjoutes, la nouvelle que les hésitations du ministère au sujet de l'expédition de Mascara avait cessé et que les renforts nécessaires allaient être dirigés sur l'Afrique. Il se disposa dès lors à partir pour Oran; mais, avant de l'y suivre, il convient de faire connaître au lecteur les événements survenus à Bône et à Bougie dans les derniers mois de 1835.

A Bône, une petite expédition fut dirigée dans le mois d'octobre contre les Beni-Salah. Voici à quelle occasion les Beni-Salah avaient dépouillé des Arabes de la tribu d'Ichaoua et refusaient de leur rendre ce qu'ils leur avaient pris. On s'en plaignit aux cheickhs, qui répondirent que leur autorité étant méconnue, ils ne pouvaient pas eux-mêmes faire cesser le désordre. Ce fut pour mettre un terme à cette anarchie que le général d'Uzer marcha contre les Beni-Salah. Une partie seulement de la tribu avait pris part à la révolte. A l'approche du général, ces dissidents s'enfuirent; plusieurs d'entre eux s'étaient absentes depuis la veille pour aller commettre de nouveaux vols chez les Ichaoua. Le général s'empara de leurs troupeaux, et rentra à Bône ; ils y vinrent eux-mêmes le lendemain pour faire leur soumission et demander grâce. On leur rendit alors le butin fait sur eux, à l'exception de ce qui servit à indemniser les Ichaoua, et de quelques pièces de bétail détournées par les spahis auxiliaires.

Il ne se passa rien de remarquable à Bône depuis cette expédition jusqu'au départ du général d'Uzer, départ qui eut lieu au mois de mars suivant, ainsi que nous le raconterons plus tard. Les tribus ne se livrèrent à aucun

acte d'hostilité, ni entre elles, ni contre nous ; seulement un brigand, nommé El-Arbi, commit quelques crimes dans les environs de Bône sans qu'on prit l'arrêter.

M. le maréchal Clauzel était arrivé à Alger avec l'intention d'évacuer Bougie, où il aurait désiré établir un gouvernement indigène dépendant d'Alger. Il avait pensé que cette place, qui n'avait encore été qu'un embarras pour nous, pouvait être abandonnée sans inconvénient moral dans un moment où le Gouvernement était disposé à déployer de la force sur d'autres points. En conséquence, il en annonça la prochaine évacuation et donna des ordres pour la préparer. L'occupation de Bougie nous paralysait trois à quatre mille hommes. C'était là une considération qui ne pouvait qu'agir puissamment sur l'esprit essentiellement militaire du maréchal. M. le colonel du génie Lemerancier entreprit de l'affaiblir et même de la détruire, et il y réussit. Il persuada au maréchal que Bougie, moyennant quelques nouveaux ouvrages, pourrait être facilement gardée par une garnison de 1,000 hommes. Dès lors tous les inconvénients de l'occupation paraissant détruits, il ne fut plus question d'abandon.

Le changement fut si subit, que M. le lieutenant-colonel Girot, qui commandait à Bougie, reçut par le même courrier des ordres concernant l'évacuation et communication, par le chef du génie, d'instructions qui les annulaient. Ne croyant pas que la position pût être défendue avec 1,000 hommes, il ne voulut pas accepter la responsabilité d'une mesure qu'il désapprouvait, et il demanda son rappel ; il fut remplacé par M. de Larochette, lieutenant-colonel du 63^e de ligne.

Ce nouveau commandant supérieur prit les troupes de Bougie dans un fâcheux moment. L'isolement, les priva-

tions leur étaient devenus d'autant plus pénibles, que l'annonce de l'évacuation leur avait donné l'espoir de les voir bientôt cesser. Aussi l'ennui, le découragement, le dégoût s'étaient-ils emparés de cette brave garnison. M. de Larochelle mit tout en œuvre pour combattre cette atonie : il fit établir un cabinet de lecture pour les officiers, et un théâtre de société pour la troupe; il fit cultiver des jardins. Par l'emploi intelligent de ces petits moyens, il releva le moral de son monde. Du reste, la garnison ne fut pas réduite à 1,000 hommes ; on en sentit bientôt l'impossibilité. Restreinte au 2^e bataillon d'Afrique, à quelque peu d'artillerie et à une compagnie du génie, elle présenta toujours cependant un effectif de plus de 2,000 hommes en 1836 ; il varia peu depuis cette époque.

Ce fut sous le commandement de M. de Larochette que l'on occupa la position de Démous d'une manière permanente. Cette position était en quelque sorte le quartier général des Kbaïles dans leurs attaques contre Bougie, qu'elle domine à médiocre distance. Ils voyaient de là tout ce qui se faisait dans la place et dans les deux camps retranchés. Pouvant arriver à Démous par la plaine et par la montagne, ils restaient toujours maîtres de leur retraite, parce qu'on ne pouvait prendre aucune disposition pour les tourner, sans qu'ils s'en aperçussent. L'occupation de ce point fut décidée dans une visite que le maréchal fit à Bougie le 28 octobre, au moment même d'une attaque des Kbaïles. En même temps qu'elle enlevait à l'ennemi des vues sur la place, elle devait nous en donner sur la plaine, et rendre plus sûr le pacage de nos troupeaux.

Le 7 novembre, avant le jour, nos troupes s'établirent sur le rideau dont Démous forme le point principal. Il y

avait là une vieille tour que l'on a cru être un ancien moulin. Après avoir bouché les brèches de cette tour, on la coiffa de l'étage supérieur d'un blockhaus. On construisit ensuite, sur d'anciennes constructions, une enceinte bastionnée liée à la tour, et l'on donna à cet ouvrage le nom de fort Clauzel. Les Kbaïles cherchèrent par leurs attaques à arrêter les travaux. Le 7, on tirailla presque toute la journée sur les hauteurs. La garnison de Bougie se composait alors du 2^e bataillon d'Afrique, d'un bataillon du 13^e de ligne, d'une compagnie de zouaves, et d'un détachement du 3^e régiment de chasseurs à cheval d'Afrique. Toutes ces troupes donnèrent, l'infanterie dans les montagnes, et la cavalerie dans la plaine.

Le 8 novembre, les Kbaïles abandonnèrent les villages de Dar-Nassar, de Zeithoun et de Tarmina. Nos avant-postes s'établirent au premier ; les travailleurs du fort Clauzel furent dès lors tout à fait couverts. Dans la plaine, notre cavalerie chargea celle du cheikh Amiziane, qui fut dispersée; le brick *le Liamone*, en station à Bougie, lui envoya quelques volées de canon. Amiziane fut blessé dans l'action ; ce cheikh avait depuis peu remplacé son frère, Saïd-Oulidou-Rebah, mort de maladie.

La journée du 8 fut assez tranquille. M. de Larochette fut légèrement blessé dans une reconnaissance qu'il poussa vers la Summan.

Le 10 au matin, les Kbaïles occupèrent de nouveau le village de Dar-Nassar⁽¹⁾. Cette position leur fut enlevée

(1) DAR NASSAR (*la maison de la Victoire*), ainsi nommé parce que c'était là qu'était le quartier général du général arabe qui enleva Bougie aux Romains du Bas-Empire.

par le 2^e bataillon d'Afrique et la compagnie de Zouaves. Tout allait bien jusque-là ; mais M. de Larochette, ne se contentant pas de rester maître des hauteurs, voulut agir au loin dans la plaine. Il y fit descendre le bataillon du 13^e et la compagnie de Zouaves, formant deux colonnes sans liaison entre elles. L'ennemi, profitant de cette faute, tomba sur les Zouaves qui étaient trop éloignés du 13^e pour être secourus. Ils furent obligés de se replier, après avoir perdu une dizaine d'hommes. Le capitaine Davière, qui les commandait, fut grièvement blessé. Le lendemain il, le commandant supérieur se rendit avec le e bataillon d'Afrique sur le champ de bataille de la veille pour faire enterrer les morts. A son retour, il fut attaqué par les Kbaïles, mais il les repoussa et leur fit éprouver des pertes sensibles. Les jours suivants, les Kbaïles ne parurent plus qu'en petit nombre jusqu'au 19, où ils cessèrent entièrement de se montrer. Les travaux du fort Clauzel étant terminés, on appuya cet ouvrage à droite et à gauche par deux nouveaux blockhaus, dont l'établissement parut nécessaire au complément du nouveau système de défense. Celui de droite reçut le nom de blockhaus Doriac⁽¹⁾, et celui de gauche le nom de blockhaus Rapatel. Le camp retranché inférieur, qui était très-malsain, fut évacué. Le bataillon dit 13^e et la compagnie de Zouaves rentrèrent à Alger. L'escadron du 3^e de chasseurs d'Afrique fut renvoyé à Bône, moins un faible détachement.

Nous avons conduit, dans le livre XVI, le récit des événements de la province d'Oran, jusqu'à l'évacuation de Misserghin par le kaïd Ibrahim, qui s'était replié, avec les

(1) Nom d'un officier tué à la prise de Bougie.

Douair et les Zmela, jusque sur la ligne de nos blockbaus, par crainte des Beni-Amer. Ce mouvement eut lieu le 27 août, et fut protégé par le général d'Arlanges. Le 29, un fort parti d'Arabes se présenta devant nos avant-postes; il attaqua les Douair et Zméla qu'il mit en fuite; mais il fut bientôt repoussé lui-même par les troupes françaises qui sortirent de la place.

Le 31 août, Adda-ben-Othman, kaïd des Douair, se porta dans la nuit à Misserghin avec cinquante cavaliers et cinquante hommes à pied, surprit les Beni-Amer, leur tua quelques hommes et leur enleva quelques chevaux ; il rentra heureusement à Oran après ce hardi coup de main. Peu de jours après, le kaïd Ibrahim tenta un autre coup de main sur les Garaba; il réussit aussi bien que le premier.

Le général d'Arlanges était personnellement réduit à l'inaction par l'extrême faiblesse de la garnison d'Oran. Le 2 septembre, l'arrivée du 47^e de ligne changea cet état de choses. Aussi, dès le 14 du même mois, M. d'Arlanges se porta à la position du Figuier, à trois lieues de la place, et y construisit un camp retranché. Cette opération fut fort avantageuse aux Douair et aux Zméla, en ce qu'elle ouvrit de vastes pâturages à leurs troupeaux qui trouvaient à peine de quoi se nourrir dans l'intérieur de nos lignes. Le 6 octobre, le général poussa une forte reconnaissance sur Ttélât, où il trouva Intacts les ouvrages construits par le général Trézel au mois de juin précédent. A son retour, deux à trois cents Arabes vinrent tirailler avec son arrière-garde.

Le même jour, le chef de bataillon Friol, du 66^e de ligne, qui commandait à Mostaganem, fit une sortie et enleva

beaucoup de bétail aux Arabes ; sa garnison en avait grand besoin. Le 13, un habitant turc de Mostaganem ayant été assassiné par des Arabes dans les environs de la place, et les assassins s'étant enfuis vers Mazagran, le commandant Friol opéra une seconde sortie dans laquelle quelques Arabes furent tués. Le 25, les Arabes vinrent attaquer Mostaganem, si toutefois on peut appeler attaque un feu de tirailleurs dirigé contre des postes fermés. Quelques coups de canon firent bientôt cesser cet insignifiant combat.

Quelque temps auparavant, le parc aux bœufs de la petite garnison d'Arzew avait été enlevé par les Garaba qui nous tuèrent quelques hommes ; mais il est inutile d'arrêter plus longtemps le lecteur sur ces détails de peu d'importance.

Abd-el-Kader ne se montra pas dans toute cette petite guerre, dont il laissait le soin aux zélés des tribus, se réservant le droit de les désavouer au besoin. Sa conduite circonspecte et prudente, plusieurs lettres écrites par lui au comte d'Erlon, après l'affaire de la Macta, prouvent que, pressentant l'orage qui était près de fondre sur lui, il cherchait plus à faire oublier sa victoire qu'à s'en prévaloir. Du reste, il se préparait à soutenir de son mieux une lutte qu'il aurait voulu éviter.

Aussitôt que l'expédition de Mascara fut bien décidée, le maréchal fit occuper la petite île, ou plutôt le rocher de Rachgoun, en face de l'embouchure de la Tafna. Le chef d'escadron d'état-major Sol s'y établit avec 150 hommes le 30 octobre. Cette occupation fut une excellente mesure, en ce qu'elle inspira aux tribus de l'ouest la crainte de voir d'un instant à l'autre débarquer les Français sur leur territoire, et retint dans leurs foyers des

guerriers qui sans cela se seraient rendus auprès d'Abd-el-Kader ; elle eut aussi de l'influence sur la position des Koulouglis du Méchouar de Tlemecen. Ils étaient serrés de très-près depuis quelque temps par Ben Nouna et presque réduits aux abois. Mais, ce kaïd s'étant porté sur les côtes pour examiner les mouvements des Français, le blocus du Méchouar fut moins rigoureux, et la place put recevoir des vivres. La garnison fit même une sortie où elle eut l'avantage.

Dans la première quinzaine de novembre, le 11^e régiment d'infanterie de ligne, le 2^e et le 17^e régiments d'infanterie légère arrivèrent à Oran, ainsi que les maréchaux de camp Oudinot et Perregaux (1). M. de Guirroye, sous-intendant militaire, y fut envoyé d'Alger pour diriger les opérations administratives. On organisa, pour la première fois en Afrique, en cette occasion, des transports auxiliaires au moyen des ressources des localités. Plus de six cents chameaux furent loués à cet effet aux Douair et aux Zméla. On les destina au transport des subsistances.

Le 21 novembre, le maréchal Clauzel, qui devait commander en personne l'expédition de Mascara, arriva à Oran, accompagné du duc d'Orléans, ce jeune prince ayant désiré faire la compagnie. Le maréchal avait pris à Alger une partie du bataillon de zouaves et une compagnie d'élite de chacun des régiments qui s'y trouvaient, et qui étaient le 10^e léger, le 13^e et le 63^e de ligne. Le corps

(1) M. le général Desmichels avait été aussi envoyé en Afrique pour l'expédition de Mascara, mais le maréchal le retint à Alger.

expéditionnaire, fort de 11,000 hommes environ, forma quatre brigades et une réserve, commandées et composées ainsi qu'il suit :

PREMIÈRE BRIGADE. — *Général Oudinot.*

Les Douair, les Zméla et les Turcs d'Ibrahim.

Le 2^e régiment de chasseurs d'Afrique.

Les zouaves.

Le 2^e léger.

Une compagnie de mineurs.

Une compagnie de sapeurs.

Deux obusiers de montagne.

DEUXIÈME BRIGADE. — *Général Perrégaux.*

Les trois compagnies d'élite venues d'Alger.

Le 17^e léger.

Deux obusiers de montagne.

TROISIÈME BRIGADE. — *Général d'Arlanges.*

Le 1^{er} bataillon d'Infanterie légère d'Afrique.

Le 11^e de ligne.

Deux obusiers de montagne.

QUATRIÈME BRIGADE. — *Colonel Combes.*

Le 47^e de ligne.

Deux obusiers de montagne.

RÉSERVE. — *Lieutenant-colonel Beaufort, du 47^e de ligne.*

Un bataillon du 66^e de ligne.

Une compagnie de sapeurs.

Quatre obusiers de montagne.

Une batterie de campagne.

La saison était déjà un peu avancée pour entreprendre une expédition lointaine dans un pays sans routes et sans

ponts. On avait tout à craindre des pluies qui, en Afrique, sont d'une intensité et souvent, en hiver, d'une continuité effrayantes ; mais le maréchal se confia à son étoile, heureuse jusqu'alors. Il resta cinq jours à Oran, du 21 au 25. Le 23, Ibrahim fut proclamé bey de Mascara. Le temps, assez mauvais depuis l'arrivée du maréchal, se remit au beau le 25. Le 26, le quartier général s'établit au camp du Figuier. On eut quelque peine, au dernier moment, à réunir les chameaux qui devaient fournir les Douair et les Zméla. Ces Arabes, pris soudain de je ne sais quelle méfiance, les avaient éloignés; il fallut faire marcher quelques troupes pour les avoir.

Le 27, le général Oudinot se porta sur le Tlélat avec sa brigade, la 4^e, et le bataillon d'Afrique de la 3^e. Le 28, le quartier général s'établit sur ce même point, où toute l'armée se trouva réunie. Elle en partit le 29, et se dirigea sur le Sig. La 1^{ère} brigade était en tête. Venaient ensuite l'artillerie de réserve, les bagages et le convoi, chameaux et voitures, ayant à droite la 2^e brigade et à gauche la 3^e. La 4^e brigade fermait la marche. L'armée formait ainsi un grand carré au centre duquel étaient les impedimenta. La réserve marchait dans l'intérieur de ce carré, avec le convoi.

L'armée traversa le bois de Muley Ismaël, sans rencontrer d'ennemis. A la sortie de ce bois, quelques cavaliers arabes tiraillèrent avec l'arrière-garde, mais fort peu de temps. Les troupes arrivèrent vers le soir sur les bords du Sig, au marabout de Sidi-Abd-el-Kader, à près d'une lieue au-dessous du point où le chemin de Mascara coupe la rivière. Elles campèrent en carré sur la rive gauche. Un bataillon et les gens d'Ibrahim s'établirent seuls sur la rive droite. Dans la nuit, des feux assez nombreux annoncèrent

la présence de l'ennemi sur les montagnes.

Il existe trois lignes de communication fréquentées conduisant de la plaine de Céirat ou du Sig à Mascara, en traversant les montagnes qui séparent cette plaine de celle d'Ehgrès : la première, et la plus directe en venant d'Oran, passe par la gorge de Kerouf et l'Oued-Hamman; elle est difficile aux voitures et coupe les montagnes dans une largeur de huit lieues environ ; la seconde, presque partout impraticable aux voitures, entre dans les montagnes par la gorge d'où l'Habra en sort. Il n'y a que cinq lieues de ce point à Mascara. Il est lui-même à cinq lieues à l'est de Kerouf ; la troisième ligne, à trois lieues à l'est de la seconde, passe par les marabouts de Sidi-Ibrahim, Sedjerara et Aïn-Kebira ; elle a six à sept lieues de montagnes accessibles aux voitures.

M. le maréchal se décida d'abord pour la première ligne ; mais, ne se dissimulant pas les difficultés du terrain, il résolut de laisser ses voitures et l'artillerie de campagne au Sig, sous la garde de 1,000 hommes pris dans les divers corps de l'armée. A cet effet, il ordonna la construction d'un camp retranché, auquel les troupes se mirent à travailler dès le 30 au matin. Abd-el-Kader s'était établi, pendant ce temps-là, à une lieue et demie au-dessus de nuire position, au pied des montagnes, auprès des marabouts de Sidi Amer. Il envoya de là Bel-Aziz, son kaïd du parasol, au bivouac d'Ibrahim, pour porter indirectement des paroles de paix. La mission, très-difficile de cet officier, consistait à faire entendre que l'Émir désirait la paix, mais qu'il fallait qu'on la lui demandât. Comme il était impossible d'entreprendre la moindre négociation sur ce terrain, Bel-Aziz fut renvoyé dès qu'il se fut expliqué

assez clairement pour qu'on pût le comprendre.

Le temps était parfaitement beau. L'armée, bien pourvue de vivres et de munitions, ne demandait qu'à combattre. Une grande quantité de silos d'orge et de meules de paille que l'on avait trouvés à peu de distance du camp, permettaient de bien nourrir les chevaux; de sorte, que tout était en parfait état.

Le 1er décembre, le maréchal voulut reconnaître de près les forces de l'ennemi qui restait dans l'inaction. Il marcha vers lui avec la cavalerie, les zouaves et toutes les compagnies d'élite. A notre approche, les Arabes plièrent précipitamment leurs tentes, et gagnèrent les flancs des montagnes sous le feu de notre artillerie. On put voir que leurs forces ne s'élevaient pas sur ce point à plus de 4,000 hommes. La précipitation de leur retraite semblait annoncer du découragement ; mais il paraît qu'ils n'avaient été que surpris, car ils se rassurèrent bientôt et vinrent nous assaillir à leur tour. Deux escadrons de chasseurs, qui s'étaient trop aventurés sur la droite, furent un instant compromis⁽¹⁾. Il fallut leur envoyer de l'infanterie pour protéger leur rentrée dans la colonne, qui reprit le chemin du camp, le but de la reconnaissance étant rempli. Les Arabes, formant un demi-cercle sur le derrière de la colonne, la poursuivirent avec un acharnement que nos boulets et nos obus ne ralentissaient qu'imparfaitement. Nos soldats, de leur côté, manœuvrèrent avec autant de sang-froid que de précision. M. le maréchal envoya cepen-

(1) M. d'Arnaud, lieutenant d'ordonnance de maréchal Clauzel, fut tué dans cette affaire, où il se conduisit avec beaucoup de bravoure.

dant chercher au camp trois bataillons pour soutenir la retraite, qui s'opéra dans un ordre parfait.

Ce combat, où l'on ne peut dire que nous ayons eu l'avantage, modifia les idées du maréchal. Renonçant à la route du Kerouf, il abandonna aussi le projet de laisser du monde au camp du Sig, qui fut à peu près terminé le 2 au soir. Le 5 au matin, l'armée passa le Sig sur deux ponts de chevalets jetés par le génie, quoique la rivière n'eût que quelques pouces d'eau; elle se dirigea vers l'Habra dans le même ordre que le 29.

L'arrière garde, retardée au passage de la rivière par la nécessité de replier les ponts, fut attaquée par un millier d'Arabes qui la harcelèrent presque toute la journée de leurs tiraillements, plus fatigants, au reste, que meurtriers; elle fut un instant séparée du corps d'armée, qui marchait trop vite. L'Émir, suivant une direction parallèle à celle de l'armée française, longeait les montagnes en observant nos mouvements. Il s'aperçut de la solution de continuité que présentait la colonne française, et fit un mouvement de flanc pour en profiter. Mais comme le sentiment de la supériorité de notre artillerie sur la sienne, qui n'était composée que de quatre mauvaises pièces, lui avait fait écarter autant que possible sa ligne de marche de la nôtre, l'arrière-garde rejoignit le corps principal avant qu'il pût se jeter entre les deux : cette jonction se fit au delà d'un bois que traversa l'armée, après avoir passé le Sig. Le maréchal, ayant alors toutes ses brigades sous la main, opéra un changement de direction à droite par brigade, à l'exception de la quatrième, qui, avec le convoi et la réserve, resta sur l'ancienne direction. Par ce mouvement, aussi régulièrement exé-

cuté qu'habilement conçu, les trois premières brigades se trouvèrent en un clin d'œil formées en échelons par la gauche en ordre inverse, et marchèrent dans cet ordre vers la montagne, où elles refoulèrent l'ennemi. Cela fait, le maréchal opéra un mouvement semblable par la gauche, et alors les mêmes brigades, en échelons par la droite et dans l'ordre naturel, reprirent la direction primitive. Tout cela se fit avec un ensemble merveilleux, qui dénotait et l'habileté du général et l'instruction parfaite des troupes. Il était impossible d'appliquer avec plus d'intelligence les principes de la tactique aux besoins stratégiques du moment. Abd-el-Kader, qui, dans cette journée, manœuvra de son côté aussi bien que le lui permettaient les éléments imparfaits qu'il avait entre les mains, forcé de renoncer à son attaque de flanc, se porta par les montagnes en avant de notre direction, et s'établit perpendiculairement à cette direction dans une position formidable, sa droite appuyée à un bois et sa gauche aux montagnes. Son artillerie prit position à gauche sur un mamelon attenant aux montagnes, où il pouvait se retirer en cas de revers. Il nous attendit ainsi dans un lieu resserré, où il restait maître de sa retraite. Le choix de cette position et les dispositions qu'il prit pour la défendre auraient fait honneur à un général européen; mais il oublia trop qu'il n'avait que des troupes arabes. Il existe entre la manière d'employer un peuple à la guerre, et ses mœurs, ses habitudes, et surtout son organisation sociale, des rapports intimes qu'il est dangereux de méconnaître.

Quatre chapelles dédiées à Sidi-Embarek, se trouvaient en avant de la position de l'Émir. Arrivées à leur hauteur, nos troupes essuyèrent une vive fusillade de l'in-

fanterie ennemie, placée en arrière de ces petits édifices. Les soldats d'Ibrahim, qui marchaient en tête, refusèrent de la charger ; mais la 2^e brigade et la 3^e, qui venaient après eux, continuant leur marche comme si de rien n'était, balayèrent par leur seule force d'impulsion des adversaires peu habitués à combattre en ligne. Pendant ce temps, l'artillerie d'Abd-el-Kader, assez bien servie, tonnait sur la 1^{ère} brigade. Nos troupes, bien moins accoutumées aux boulets que les Arabes (qui en reçoivent plus dans une simple reconnaissance qu'ils ne nous en ont envoyé dans toutes leurs guerres), furent étonnées un instant, mais cet instant fut court. Le général Oudinot fit demander au maréchal l'autorisation de manœuvrer pour s'emparer des pièces de l'Émir ; mais comme il aurait fallu les poursuivre dans les montagnes, et qu'il était déjà tard, le maréchal lui fit dire de les laisser sur sa droite et de continuer sa marche. Ce général fut blessé un instant après d'un coup de feu à la cuisse. Le colonel Menne, du 2^e léger, prit le commandement de sa brigade.

L'ennemi, partout enfoncé, se retira dans les montagnes ; quelques cavaliers qui avaient paru sur le flanc gauche, et ceux qui tiraillaient avec l'arrière-garde, s'éloignèrent aussi, mais restèrent dans la plaine. L'armée, continuant sa route, arriva fort tard sur l'Habra, au point où cette rivière sort des montagnes, à l'origine de la seconde ligne de communication dont nous avons parlé plus haut.

Cette journée, à l'exception de la petite faute commise le matin, lorsque l'arrière-garde se trouva un instant séparée du corps principal, fut une excellente leçon de guerre. Le duc d'Orléans en étudia les détails avec soin,

se portant partout où il pouvait bien voir, sans éviter le danger, ni sans mettre d'affectation à le rechercher. Il reçut une légère contusion à la cuisse.

Dans la nuit, l'ennemi couronna les hauteurs des gorges de l'Habra. Ses feux étaient peu nombreux. Le maréchal alla lui-même à l'ambulance compter nos blessés, pour s'assurer s'il n'en serait pas gêné dans sa marche le nombre en était peu considérable; néanmoins, le bruit courut qu'il irait les déposer à Mostaganem avant de marcher sur Mascara.

Le 4 au matin, l'armée partit de l'Habra, qu'elle traversa sur un pont de chevalets jeté par le génie sans plus de nécessité que pour celui du Sig. Comme la veille, l'arrière-garde fut attaquée, mais l'ennemi était bien moins nombreux. Le maréchal prit d'abord la direction de Mostaganem, ce qui sembla confirmer le bruit de la veille ; mais, après une halte assez longue et quelques hésitations apparentes ou réelles, il changea de direction et marcha vers l'est. Les Arabes, au nombre de 2,000 au plus, étaient sur nos derrières et sur le flanc droit, entre nous et la montagne : l'artillerie leur envoyait de temps à autre des obus et des fusées à la congrève.

Après avoir marché quelque temps à l'est, le maréchal, arrivé à l'origine de la troisième ligne de communication, tourna brusquement à droite et se dirigea vers la montagne. La première brigade, dont le général Marbot, de la suite du prince, prit le commandement, et la deuxième occupèrent les premières crêtes à droite et à gauche de la route. Le convoi et les deux dernières brigades firent halte dans la plaine. Quelques centaines d'Arabes furent facilement chassés des montagnes : les deux dernière brigades

continrent ceux qui, en plus grand nombre, étaient restés dans la plaine. Lorsque le chemin eut été bien reconnu, le convoi et ces mêmes brigades se remirent en marche, et pénétrèrent dans les montagnes. Les Arabes, nous voyant définitivement sur la route de Mascara, se retirèrent, les uns dans leurs tribus respectives, les autres avec Abd-el-Kader sur l'Habra, d'où ils se dirigèrent sur Mascara le jour même. On aperçut, quelques heures après, leur colonne sur la droite ; elle suivait la deuxième ligne de communication.

L'armée bivouaqua, le 4, en carré irrégulier, aux deux marabouts de Sidi Ibrahim, dans le cœur des montagnes. Le 5, au point du jour, elle se remit en marche. Le chemin, dans cette direction, suit en général les vallées ; le maréchal y engagea le convoi et la réserve ; la deuxième brigade prit par les crêtes de gauche ; les trois autres, avec le maréchal, par les crêtes de droite. On s'attendait à rencontrer l'ennemi dans le courant de la journée il était donc prudent de rester maître des crêtes. La deuxième brigade ne vit que quelques Arabes sur son flanc gauche ; elle crut un instant Abd-et-Kader aux marabouts de Sidi-Mohammed, mais il n'en était rien. La colonne de droite ne rencontra que quelques Arabes de la tribu des Beni-Chougran, qui s'étaient postés sur un mamelon pour couvrir la retraite de leurs familles et de leurs troupeaux. Les zouaves et quelques compagnie, du 2^e léger les mirent en fuite aux premiers coups de fusil.

Le convoi rencontra trois ravins, qu'il ne put franchir qu'après que les troupes du génie les eurent rendus praticables, ce qui ralentit, considérablement sa marche. Il fut débordé par les deux colonnes et resta à découvert. Les Arabes que la deuxième brigade avait vus sur la gauche s'en

approchèrent, et déjà les balles arrivaient sur l'ambulance, lorsqu'un officier d'état-major prit sur lui de demander à la troisième brigade un bataillon qu'il y conduisit et qui tint l'ennemi à distance.

La colonne de droite, que la direction des crêtes qu'elle suivait éloignait du chemin fut bientôt obligée de descendre de ces mêmes crêtes, de traverser une profonde vallée, et de remonter sur des hauteurs plus rapprochées de chemin. Peu de temps après, le convoi rencontra une montée fort roide que le génie déclara ne pouvoir rendre praticable avant la nuit. Le maréchal fit alors arrêter toutes les brigades dans la position où elles se trouvaient. La deuxième à Aïn-Kebira ; la première un peu en arrière; la troisième au marabout de Sidi Mohammed, et la quatrième avec le convoi. Celui-ci, grâce à l'activité prodigieuse des troupes du génie et de M. Lemercier, leur colonel, put franchir le défilé dans la nuit.

Dans cette même nuit, le maréchal reçut sur Abd-el-Kader des nouvelles contradictoires, mais dont l'ensemble le décida cependant à hâter sa marche sur Mascara. Le 6 au matin, il partit avec les deux premières brigades, les chameaux et quelques pièces de montagne, pour se porter rapidement sur cette ville. Il laissa le reste de l'armée et les voitures au général d'Arlanges, avec ordre de suivre la même direction, autant que le lui permettraient les difficultés du chemin. On calcula approximativement que ce général pourrait arriver à Mascara deux jours après les deux premières brigades.

Au dessus d'Aïn-Kebira règne, de l'est à l'ouest, un vaste plateau qui s'étend jusqu'à Mascara ; il est coupé par quelques ravins peu profonds qui débouchent dans la

plaine d'Ehgrès. On rencontre à son origine le gros village, ou plutôt la petite ville d'El-Bordje, dont le cheikh vint se présenter au maréchal pour lui déclarer que les habitants ne prendraient point les armes contre nous si l'on voulait épargner leur ville, ce qui leur fut promis. Le maréchal annonça à ce cheikh et aux Arabes qui l'accompagnaient qu'il donnerait 30,000 fr. à celui qui livrerait Abd-el-Kader, ce qui parut faire assez peu d'impression sur eux. Le bruit courait dans ce moment que l'Émir nous attendait à Aïn-el-Fers sur la route de Mascara, à deux lieues d'El-Bordje ; mais, en arrivant sur ce point, le maréchal ne trouva qu'un juif de Mascara, qui lui apprit qu'Abd-el-Kader avait abandonné la ville avec toute la population musulmane et qu'il n'y restait que les juifs. Ceux-ci avaient été pillés et maltraités par les Arabes dans le désordre de l'évacuation. A cette nouvelle, le maréchal fit presser le pas à la troupe d'Ibrahim, qu'il envoya en avant. Il suivit lui-même à petite distance avec peu de monde, laissant loin derrière lui les brigades qui ne pouvaient point marcher aussi vite. Le temps s'était gâté depuis le matin ; la pluie rendait la marche pénible. Le quartier général arriva, à l'entrée de la nuit, presque seul à Mascara. Il n'aurait fallu qu'un parti de 300 chevaux pour l'enlever, et conduire à la fois à Abd-el-Kader le général en chef de l'armée française et l'héritier présomptif de la couronne. Les brigades n'arrivèrent que deux heures après.

L'état-major, les zouaves, l'artillerie et quelques compagnies s'établirent en ville ; le reste occupa les faubourgs. Le maréchal et le prince logèrent ensemble dans la maison d'Abd-el-Kader. On trouva, dans presque toutes les maisons, du grain, de la paille, et même quelques

autres provisions. Les nombreux jardins qui entourent Mascara étaient pleins de légumes, et, dès le lendemain de notre arrivée, des paysans arabes amenèrent des bœufs, en petit nombre il est vrai, mais, enfin, c'était un commencement de marché. On aurait donc pu rester un mois à Mascara sans en épuiser les ressources. Abd-el-Kader était à Cachero, à trois lieues au sud, avec la population fugitive.

Le 7, l'armée qui croyait être venue à Mascara pour y remplacer par un pouvoir nouveau celui d'Abd-el-Kader, ne fut pas peu surprise d'apprendre qu'elle repartirait le lendemain. Il est difficile de dire ce qui détermina le maréchal à précipiter ainsi sa retraite, avant d'avoir rien tenté pour grouper la population autour du bey qu'il avait nommé. On savait que les tribus du Chélif, que celle de Flita, et quelques autres étaient mal disposées pour l'Émir. En restant quelque temps à Mascara, on aurait pu leur donner celui de se prononcer, surtout si l'on avait cherché à entrer en négociation avec elles. Ibrahim voulait au moins avoir le temps de ramener à lui ceux des Douair et des Zméla qui étaient encore avec l'Émir ; mais ce fut avec peine qu'il obtint qu'on différât le départ jusqu'au 9 : c'était vingt-quatre heures de plus, pendant lesquelles il ne put rien faire. Le maréchal lui laissa alors le choix de revenir à Mostaganem ou de rester dans le petit château de Mascara : il préféra le premier parti.

Cependant chacun se demandait, au quartier général, ce qu'on était venu faire à Mascara, et personne ne pouvait répondre à cette question. Enfin, on annonça que Mascara était une très-mauvaise position, sans influence sur le pays, où il était inutile que nous missions un bey,

et qu'en conséquence on allait la brûler pour ne pas la laisser à Abd-el-Kader. Ceci était contradictoire : car si la ville était de si peu d'importance, quel intérêt avions-nous à ce que l'Émir ne pût l'occuper ?

Cette détermination fut prise le 8 ; la nouvelle s'en répandit aussitôt dans l'armée, ce qui amena un grand désordre, les soldats s'imaginant qu'on devait sur-le-champ passer à l'exécution. Il fallut battre la générale pour rétablir l'ordre parmi les troupes. Ce même jour, on brûla les portes de la ville, les affûts des pièces trouvées à Mascara, au nombre de vingt environ, tous les bois de construction, le soufre, les cordages, en un mot, tout ce que l'on trouva dans l'arsenal d'Abd-el-Kader.

Le 9, au matin, la triste population juive sortit de la ville chargée du peu d'effets qui lui restait, et se réunit au cimetière de l'Est sur la route de Mostaganem. On mit alors le feu partout. Les remparts semblaient devoir résister seuls à cet incendie. Par la négligence de l'état major, les chameaux destinés au transport des munitions, ne s'étant pas trouvés à leur poste au moment du départ, on fut obligé de laisser au milieu des flammes 150,000 cartouches.

L'armée s'éloigna alors poussant devant elle la population juive, et laissant des ruines derrière. Une épaisse fumée, chassée par le vent d'ouest, la poursuivit longtemps comme un remords que la barbarie envoyait à la civilisation.

Le maréchal et ses deux brigades passèrent la nuit au village d'El-Bordje que ses habitants avaient abandonné. Le 10, on s'engagea dans les montagnes avec une pluie horrible et un brouillard épais qui permettait à peine de voir où l'on posait le pied. La route n'était qu'une rivière

de boue. A chaque instant des chevaux et des chameaux, surtout, se précipitaient dans les ravins et se brisaient contre les rochers. Les malheureux juifs rampaient plutôt qu'ils ne marchaient. Ils étaient tellement couverts de boue qu'on avait quelque peine à distinguer leurs formes. Plusieurs périrent de froid, de misère et de lassitude. Des enfants abandonnés furent relevés par nos soldats, dont les sentiments les plus habituels sont la bienveillance et la générosité⁽¹⁾.

Le 10 au soir, on arriva au marabout de Sidi-Ibrahim où toute l'armée fut réunie.

Le général d'Arlanges, comme nous l'avons vu, était resté dans les montagnes avec les voitures pendant que le maréchal marchait sur Mascara. Le premier jour de la séparation, les troupes du génie travaillèrent avec tant d'ardeur que toutes les voitures, à l'exception d'une fourragère qu'on fut obligé d'abandonner, arrivèrent sur le plateau d'Aïn-Kbira. Le lendemain 7, on parvint à la hauteur d'El-Bordje. Les chevaux manquant de fourrages, on voulut en acheter aux habitants qui refusèrent insolemment d'en vendre. Le général fit alors occuper le village, et prit ce dont Il avait besoin. Le 8, il reçut du maréchal, par un émissaire arabe, l'ordre de rétrograder sur Sidi-Ibrahim. Ce mouvement s'effectua le 9 et le 10, jour de la réunion de l'armée. Les brigades du général d'Arlanges souffrirent beaucoup de la pluie et de la faim pendant ces quatre jours. En partant

(1) J'ai vu un chasseur d'Afrique, chargé de deux enfants d'un âge si tendre qu'il ne pouvait les nourrir qu'en mâchant du biscuit qu'il leur faisait avaler.

d'Oran, on avait donné à chaque homme un petit sac contenant des vivres pour cinq jours, en lui recommandant de ne conserver comme une précieuse réserve pour les besoins les plus pressants. On avait compté sur cette ressource, mais malheureusement la plupart des soldats l'avaient gaspillée.

Les premières brigades n'eurent pas à combattre dans le trajet de Mascara à Sidi-Ibrahim, car on ne peut appeler combat quelques rares coups de fusil à l'arrière-garde. Celles du général d'Arlanges tiraillèrent à plusieurs reprises, et quelquefois assez vivement, avec un parti d'un millier d'Arabes.

Le 11, toute l'armée descendit dans la plaine et alla bivouaquer dans un lieu appelé Mesra, sur le territoire des Medjar. On tirailla encore un peu ce jour-là. Le 12, l'armée arriva à Mostaganem où le duc d'Orléans s'embarque, pour rentrer en France.

Le maréchal résolut de clore là la campagne, se réservant d'aller un peu plus tard secourir Mustapha-ben-Ismaël et la garnison du méchouar de Tlémcen. Le matériel fut embarqué pour Oran, où les brigades se rendirent successivement par terre, du 16 au 21. Les juifs se partagèrent entre Oran et Mostaganem. Ils furent généreusement secourus par leurs coreligionnaires.

Ibrahim fut laissé à Mostaganem avec ses Turcs. Le maréchal, qui n'avait pu le substituer à Abd-el-Kader, voulant effacer par des fictions l'insuccès politique de l'expédition de Mascara, avait signé dans cette ville un arrêté qui divisait en trois beylicks la province d'Oran, savoir : le beylick de Tlémcen, le beylick du Chélif et le beylick de Mostaganem.

Le 18 décembre, M. le maréchal Clauzel rentra à Oran. Le 2^e léger, moins les compagnies d'élite, fut embarqué pour Alger. Il devait remplacer le 10^e léger qui rentra en France dans le courant de février.

LIVRE XVIII.

Événements survenus à Alger pendant l'expédition de Mascara. — Négociations avec Abd-el-Kader. — Le maréchal Clauzel marche sur Tlémcen. — Entrée des Français dans cette ville. — Contribution de Tlémcen. — Occupation du Méchouar. — Combats de la Tafna. — Rentrée des troupes françaises à Oran et du maréchal à Alger. — Expéditions du général Perrégaux dans la province d'Oran.

Pendant que l'attention publique était fixée sur la province d'Oran, celle d'Alger fut le théâtre de quelques événements d'une importance secondaire, mais qui, cependant, doivent être mentionnés. Les Hadjoutes, renforcés des émigrés des tribus soumises, faisant des incursions continuelles dans l'intérieur de nos lignes, et inquiétant sans cesse nos communications, une colonne d'infanterie et de cavalerie, commandée par M. le lieutenant-colonel Marey, marcha contre eux, dans la nuit du 27 au 28 novembre. Elle surprit deux villages arabes voisins de Coléah, Chaïba et Daouda, et y fit quelque butin. Deux jours après, le bey de Miliana, El-Hadj-el-Sghir, fit incursion dans le Sahel avec 600 cavaliers. Il se posta au marabout de Sidi-Abd-el-Moumen, non loin de Maelema, et fit marcher sur le village de Douéra la moitié de son monde. Ce détachement enleva les troupeaux et dépouilla les habitants qu'il rencontra sur son chemin. L'alarme se répandit aussitôt au camp. Pendant que l'infanterie prenait les armes, la cavalerie, consistant en un seul escadron de chas-

seurs d'Afrique et quelques spahis, montait rapidement à cheval et marchait à l'ennemi ; le capitaine de Signy, qui la commandait, la partagea en deux détachements ; l'un poussa droit aux Hadjoutes, et l'autre manœuvra de manière à leur couper la retraite. Ce double mouvement réussit complètement. Les Hadjoutes, quoique supérieurs en nombre, se voyant attaqués en tête et en queue, prirent l'épouvante, abandonnèrent leur butin, et se débandèrent. On leur sabra une vingtaine d'hommes ; le reste se replia sur la réserve d'El-Hadj-el-Sghir, qui, voyant le mauvais succès de son entreprise, reprit à l'instant même le chemin de Miliana.

Le combat était terminé lorsque l'infanterie du camp de Douéra arriva sur le terrain où il s'était livré. M. le capitaine de Signy, qui dirigea l'attaque avec autant d'intelligence que de bravoure, était le même officier qui, étant lieutenant, tua, lors de l'insurrection de 1832, le kaïd de Beni-Mouça-ben-Ouchefoun. Pendant que le premier détachement d'El-Hadj-el-Sghir se portait sur Douéra, un second détachement moins fort marchait sur Oulad-Mendil. Il fut repoussé par deux compagnies de discipline campées sur ce point pour les travaux de la route.

Le 31 décembre, le général Rapatel fit marcher contre les Hadjoutes, toujours remuants et jamais découragés, le général Desmichels avec des forces assez considérables, composées de toute la cavalerie, d'une partie du 10^e léger, du 3^e bataillon d'Afrique, des compagnies de zouaves restées à Alger, et de quelques compagnies de discipline. Cette forte colonne partit de Boulfarik à huit heures du soir, arriva au bois de Koresa, refuge ordinaire des Hadjoutes, au point du jour ; surprit les Arabes qui s'y trouvaient et s'empara d'une fort grande quantité de bétail,

après un petit combat où elle perdit quelques hommes. Le général Desmichels voulut ensuite revenir par Coléah et Mocta-Kera, mais il s'égara dans les broussailles et ne put trouver la vraie route. Après l'avoir longtemps cherchée, il se détermina à opérer sa retraite par Bouffarik. Il vint coucher entre la Chiffa et ce camp, ayant marché vingt-quatre heures presque sans interruption. Le 2 janvier, il rentra à Bouffarik.

Cette expédition fut, comme tant d'autres, sans résultat. Les Hadjoutes n'en continuèrent pas moins leurs courses ; ils y mirent même plus d'acharnement; mais ils introduisirent dans la guerre un principe d'humanité jusqu'alors méconnu des Arabes dans leurs démêlés avec nous : ils firent des prisonniers. Cette amélioration dans les mœurs arabes, doit être remarquée.

Le principe de faire des prisonniers, cette première concession accordée par la guerre à l'humanité, étant enfin admise de part et d'autre, des échanges purent s'opérer. Le premier eut lieu en faveur du marabout Sidi-Yahia-el-Habchi, qui fut échangé avec sa famille contre quelques français pris pendant et après l'expédition du général Desmichels. Sidi-Yahia ne pouvant retourner chez lui, se retira à Miliana, auprès de son beau-frère, et embrassa comme lui la cause d'Abd-el-Kader.

Ce dernier, peu de jour après le départ des Français, était rentré à Mascara, où il avait ramené la population musulmane. L'incendie, dont les progrès avaient été arrêtés par la pluie, n'y avait pas fait autant de ravages qu'on aurait pu le croire; deux faubourgs étaient même intacts, celui d'Aïn-el-Béda, où Abd-el-Kader établit sa famille, et celui d'Agoub-Ismaël. Ce dernier avait été occupé par les

Douair et les Zméla qui l'épargnèrent, beaucoup de familles de leurs tribus y ayant des propriétés. L'autre avait été occupé par la brigade Perrégaux. A peine l'Émir se fut-il réinstallé à Mascara, qu'il se porta chez les Beni-Chougran qui paraissaient disposés à se séparer de lui, mais que sa promptitude et sa fermeté maintinrent sous sa domination. Cela fait, il leva un petit corps de troupe dans cette même tribu, en donna le commandement à Chadelie, kaïd des Beni-Chougran, et le dirigea sur la petite ville de Calah, pour arrêter quelques habitants qui avaient paru disposés à se rapprocher de nous. Chadelie, homme fin et rusé, cherchant à se faire des amis dans tous les partis, fit prévenir secrètement ceux qu'il était chargé d'arrêter; de sorte, que lorsqu'il arriva à Calah il ne les y trouva plus. Ils s'étaient enfuis dans les montagnes, d'où ils se rendirent à Mostaganem auprès du bey Ibrabim, à qui ils ne manquèrent pas de vanter la générosité de Chadelie. Ce kaïd, après avoir reçu de la population de Calah, l'assurance de sa soumission à Abd-el-Kader, retourna auprès de l'air qui vint s'établir sur l'Habra avec environ deux mille hommes de cavalerie et sept cents fantassins. Il agissait de là sur les tribus pour les maintenir dans son obéissance.

Cependant Abd-el-Kader éprouva une défection qui lui fut très-sensible, mais qu'il avait amener par une faute : ce fut celle d'El-Mezari, un de ses aghas. Cet homme, neveu de Mustapha-ben-Ismaël, avait été son ennemi; mais depuis quinze mois il le servait avec fidélité; il avait même été blessé au combat de l'Habra. Cependant, comme le malheur rend souvent injuste, l'Émir, après ses revers, lui montra une méfiance qui fit naître en lui de justes craintes,

et réveilla peut-être d'anciens ressentiments. El-Mezari fit alors secrètement des ouvertures à Ibrahim. Dès qu'il fut sûr d'en être bien reçu, il se réfugia à Mostaganem, entraînant avec lui une partie des Douair et des Zméla restés fidèles à Abd-el-Kader, après la seconde révolte de leurs tribus. Le maréchal, instruit de cet événement, qui n'était pas sans importance, lui envoya le commandant Yousouf pour l'assurer de sa bienveillance et le lui conduire à Oran. Il y vint avec Ibrabim et Kadour-el-Morfy, ancien kaïd des Borgia, qui avaient aussi abandonné l'Émir avec quelques hommes de sa faction. Le maréchal reçut fort bien El-Mezari, lui assigna un traitement, et le nomma lieutenant du bey Ibrahim et agha de la plaine d'Oran.

Deux autres officiers de l'Émir, le kaïd du parasol⁽¹⁾ et le fils de l'agha, El-Hadj-Boualem, se rendirent aussi à Oran, comme pour se soumettre au vainqueur. Mais leur foi paraissant suspecte, on était sur le point de les arrêter, lorsqu'ils déclarèrent, comme pour prouver qu'ils étaient de véritables transfuges et non des espions, qu'ils avaient tué le kadi de Mascara, leur ennemi personnel, dans le désordre de l'évacuation de cette ville ; que ce Crime était connu, et qu'ainsi ils ne pouvaient avoir la pensée de retourner auprès de l'Émir. On les laissa alors en liberté, tout en les méprisant comme d'obscurs criminels. Mais ils s'étaient accusés à faux ; car, dès le lendemain, ils disparurent, et allèrent sans doute rendre compte à Abd-el-Kader de ce qu'ils avaient vu et entendu à Oran.

(1) C'était un des premiers officiers de la maison de l'émir, il portait son parasol, et marchait toujours à ses côtés.

Les fils de Sidi-el-Aribi écrivirent vers le même temps à Ibrahim-Bey qu'ils étaient tout disposés à le reconnaître ; mais ils ne firent aucune démonstration hostile contre l'Émir. Celui-ci s'embarrassant peu des correspondances plus ou moins significatives que des tribus éloignées pouvaient entretenir avec ses ennemis, comprit que L'essentiel pour lui était d'empêcher celles qui étaient plus rapprochées d'Oran de se réunir à El-Mezari, si la pensée leur en venait, et de former ainsi un noyau de résistance arabe à son pouvoir. En conséquence, il porta son camp dans la plaine de Méléta, et, le 28 décembre, il vint attaquer nos Douair et nos Zméla à peu de distance d'Oran, leur tua du monde et leur enleva du bétail. Quelques troupes sortirent d'Oran pour aller au secours de nos alliés, mais elles arrivèrent trop tard. Deux jours après, l'Émir écrivit aux deux tribus, qu'il supposait effrayées de ce coup de main, pour les engager à revenir à lui. Il les assurait de son amitié, et leur en donnait pour preuve que ce n'était pas lui qui les avait attaquées le 28, mais bien les Beni-Amer qui avaient agi sans ordre. Cette lettre fut livrée à El-Mezari qui l'envoya aux Beni-Amer, espérant par là les indisposer contre Abd-el-Kader, ce qui n'eut pas lieu.

Quoique les Douair et les Zméla ne se montrassent nullement disposés à rentrer dans le parti de l'Émir, ils étaient peu attachés au bey Ibrahim. Ils vinrent un jour prier le maréchal de le remplacer par un nommé Mustapha-ben-Othman, dont le père avait été bey d'Oran sous les Turcs. Sans prendre leur demande au sérieux, le maréchal leur répondit que l'installation d'un nouveau bey exigeant des frais considérables, il ne changerait le leur qu'autant qu'ils s'engageraient à les payer. Cette réponse

coupa court à leurs réclamations ; ils ne pensèrent plus à Mustapha.

Cependant, depuis son retour de Mascara, le maréchal Clauzel s'occupait des préparatifs de l'expédition qu'il avait projetée sur Tlémcen. Leur lenteur prouvait de nouveau combien les immenses besoins des armées civilisées donnent d'avantages sur elles aux barbares, pour la promptitude et la facilité des mouvements. Abd-el-Kader, malgré ses pertes, était rentré en campagne depuis quinze jours ; il était aux portes d'Oran, et les Français n'étaient pas encore en mesure d'en sortir. Fatigué de ce retard, le maréchal fut plus d'une fois sur le point de renoncer à l'expédition. Dans un de ces moments de lassitude, il permit au Juif Durand, frère de celui qui avait eu tant de part à la confiance du comte d'Erlon, d'écrire à l'Émir pour le sonder au sujet d'une pacification dont la soumission à la France serait la base. Abd-el-Kader répondit qu'avant de se déterminer à reconnaître un suzerain, il voulait savoir, d'une manière bien positive, quelle position on prétendait lui faire et quelle garantie on comptait lui offrir. Le maréchal, à qui Durand montra cette réponse, lui remit un sauf-conduit pour Miloud-ben-Arach, et lui prescrivit d'écrire à l'Émir qu'il n'avait qu'à envoyer celui-ci à Oran, où ces divers objets seraient discutés avec lui. Lorsque cette seconde lettre parvint au camp de l'Émir, Miloud venait de partir pour Mascara, et Abd-el-Kader se préparait à marcher sur Tlémcen pour combattre les gens d'Angad qui cherchaient à débloquer le Méchouar. Il l'écrivit à Durand, en lui disant que cet incident ne devait pas arrêter les négociations, mais qu'il fallait bien qu'il empêchât ses ennemis d'effectuer leur projet ; car, sans cela, sa position

n'étant plus la même, les conditions qu'on lui offrirait pourraient être plus dures.

Le gens d'Angad du parti d'El-Gomari, ayant à leur tête le fils aisé e ce cheik, s'approchaient en effet de Tlémcen ; mais Abd-et-Kader fit tant de diligence qu'il arriva avant eux sous les murs de cette ville. Mustapha-ben-Ismaël et une partie des Koulougli du Méchouar étaient imprudemment sortis de cette place pour aller à leur rencontre. L'Émir fondit sur eux, en tua quelques-uns et refoula le reste dans le Méchouar. Faisant aussitôt après volte-face, il marcha sur ceux d'Angad et les mit en pleine déroute ; le jeune Gomari fut blessé mortellement dans cette affaire.

Cependant le maréchal ayant appris les événements de Tlémcen, et voyant enfin les préparatifs de l'expédition terminés, renonça à la voie des négociations ; il partit d'Oran, le 8 janvier, à la tête de 7,500 hommes formant trois brigades⁽¹⁾.

La première, commandée par le général Perrégaux, fut formée du 2^e régiment de chasseurs d'Afrique, des zouaves, de deux compagnies de sapeurs, du bataillon d'élite⁽²⁾, du 17^e, léger, des Douair et des Zmela, et de deux obusiers de montagne.

La deuxième, commandée par le général d'Arlanges,

(1) Je publiai dans les journaux de l'époque le récit de l'expédition de Tlémcen, tel qu'on va le lire. Il en est de même de celui de l'expédition du général Perrégaux sur le Chélif, et de ceux des petites expéditions qui eurent lieu à cette époque dans la province d'Alger.

(2) Ce bataillon avait été formé des quatre compagnies d'élite du 2^e léger, et de trois compagnies d'élite venues d'Alger.

comprit le 1^{er} bataillon d'Afrique, le 66^e de ligne et deux obusiers de montagne.

La troisième, enfin, se composa du 11^e de ligne, sous les ordres du colonel Vilmorin ; deux obusiers de montagne furent aussi attachés à cette brigade.

Le jour de son départ, l'armée alla coucher à Bridia, et, le 9, sur les bords de l'Oued-Melah ou Rio-Salado, dans le lieu où Barberousse fut tué par les Espagnols en 1517. Elle arriva sur l'Oued-Senan, le 10, et y passa la nuit. Le 11, elle coucha à Aïn-el-Bridje ; la première brigade poussa à trois lieues plus loin, et alla coucher sur les bords de l'Isser. Le 12, toute l'armée coucha sur les bords de l'Aamiguer. Dans la nuit, le maréchal reçut une lettre de Mustapha-ben-Ismaël, qui lui annonçait que l'Émir et les Hadars (citadins) avaient évacué la ville, et que le camp des Arabes était sur la montagne d'Aouchba, à une lieue et demie à l'est de Tlémcen. Le 13, l'armée quitta l'Aamiguer au point du jour. Après quelques heures de marche, elle descendit dans la belle plaine de Tlémcen. Mustapha-ben-Ismaël vint au-devant du maréchal et eut un long entretien avec lui. L'entrevue de ces deux vieux guerriers, tous deux encore aussi vigoureux de corps que d'esprit, tous deux illustres dans leur nation, offrit à l'armée un spectacle qui ne manquait ni de grandeur ni de majesté.

Les troupes françaises firent leur entrée à Tlémcen à une heure. La première brigade y arriva par la route de Mascara; elle avait reçu ordre d'appuyer fortement à gauche, pour donner la chasse à quelques cavaliers d'Abd-el-Kader qui s'étaient montrés dans cette direction, mais elle ne put les atteindre.

L'occupation de Tlémcen se fit avec beaucoup d'ordre.

La ville était déserte, à l'exception du quartier du Méchouar, peuplé de Koulouglis et de Juifs ; cependant, on y trouva d'abondantes ressources en vivres, car la fuite des habitants avait été si précipitée, qu'ils n'avaient eu ni le temps, ni les moyens de tout emporter. Il existait, tant dans la ville qu'à l'extérieur, un grand nombre de moulins que l'on mit en activité, et la troupe reçut des distributions régulières.

Le 16 janvier, le maréchal fit marcher contre Abd-el-Kader la première et la deuxième brigade, les cavaliers de Mustapha et d'El-Mezari, ainsi que les Turcs et les Koulouglis dont il avait fait renouveler l'armement la veille⁽¹⁾. A l'approche de ces troupes, qui manœuvraient de manière à l'envelopper, l'Émir s'éloigna en toute hâte. Une cinquantaine de ses gens tombèrent entre les mains de nos auxiliaires et furent impitoyablement massacrés par eux. Dans la nuit qui suivit cette affaire, Sidi-Hamadi-ben-Scal, ancien kaïd de Tlémcen, vint se rendre, avec une partie de la population fugitive, au général Perrégaux, campé au village d'Ibder. La brigade d'Arlanges, qui avait manœuvré dans la plaine pour couper à l'Émir la route de Mascara, coucha ce jour-là au marabout de Muley-Hallou, à deux lieues de Tlémcen. Le 16, les brigades d'expédition ramassèrent encore quelques fuyards dans les gorges des montagnes ;

(1) La revue qui fut passée à cette occasion par le chef d'état-major constata l'existence de 775 Turcs ou Koulouglis en état de porter les armes. Sur ce nombre, qui présentait infiniment plus de Koulouglis que de Turcs, 343 n'étaient pas armés. C'est donc une population de 420 hommes qui, pendant cinq ans, a gardé le Méchouar.

mais on perdit l'espoir d'atteindre Abd-el-Kader ou Ben-Nouna, kaïd de Tlémcen, que la veille on avait un instant serrés d'assez près. Le 17, les brigades rentrèrent à Tlémcen, ramenant avec elles 2,000 individus de tout sexe et de tout âge, parmi lesquels on comptait cependant moins d'hommes que de femmes et d'enfants.

Dans cette expédition, Abd-el-Kader perdit une bonne partie de ses bagages, quelques chevaux, et un drapeau pris par un brave cavalier Zmela nommé Mohammed-ben-Kadour. Il n'était resté aussi près de Tlémcen que dans la persuasion que les troupes françaises n'y feraient pas un plus long séjour qu'à Mascara; mais le maréchal avait dans ce moment d'autres vues.

L'armée n'avait parcouru depuis Oran qu'un pays triste et monotone ; mais les environs de Tlémcen lui offrirent une contrée délicieuse. Dans aucune autre partie de l'Algérie, la végétation ne présente autant de force et de fraîcheur. La ville est bâtie sur un plateau, au nord duquel s'étend une vaste et belle plaine parfaitement cultivée. Elle est abritée des vents du sud par une montagne élevée qui, en hiver, est souvent couverte de neige. Les eaux y sont belles et abondantes; le sol y est d'une admirable fertilité. La montagne présente plusieurs ressauts qui forment autant d'étages couverts de terre végétale où croissent les plantes de l'Europe et celles de l'Afrique, mêlées, séparées, mêlées de nouveau, selon l'élévation et la disposition des lieux. Des ruisseaux tombent en cascades d'un étage à l'autre, et répandent partout la vie, la fraîcheur et la gaieté. A un quart de lieue à l'est de la ville, on rencontre le beau village de Sidi-bou-Meddin, et, à une lieue au sud, celui d'Aïn-el-Houth (la Source des Poissons). A l'ouest de Tlémcen

le voyageur admire les ruines de Manzourah. C'est une vaste enceinte fortifiée à l'antique, au centre de laquelle on voit les restes d'une mosquée qui a dû être d'une grande magnificence. Manzourah n'a cependant jamais été, dit-on, qu'un camp retranché construit par un empereur de Maroc, qui fit inutilement pendant dix ans le siège de Tlémcen. Le méchouar⁽¹⁾, ou citadelle, est situé dans la partie sud de la ville, à l'enceinte de laquelle il est lié. C'est un poste qui ne peut être d'une bonne défense que contre des Arabes, et qui ne pourrait résister que quelques heures à la moindre artillerie européenne.

Tlémcen, ancienne capitale d'un royaume puissant, a conservé de nombreux vestiges de sa splendeur passée. S'élevant majestueusement au milieu de ses beaux jardins, de ses imposantes forêts d'oliviers, elle nous présentait, sur des bases romaines, les débris de ces gracieuses constructions sarrasines, qui tombent, mais ne vieillissent pas. Semblable au peuple ingénieux qui la rendit longtemps florissante, elle pouvait se réveiller d'un long sommeil; mais notre contact, qui devrait partout porter la vie, fut alors pour elle le plus funeste des fléaux.

La vue du beau pays que l'armée française venait de conquérir avec tant de facilité, agit puissamment sur l'imagination ardente du maréchal Clauzel. Il se dit qu'avec une bonne administration cette partie de l'Algérie pourrait devenir une des plus riches contrées du monde. Puis, comme si la chose était déjà faite, il se persuada que la triste et mutilée population de Tlémcen regorgeait de richesses. Ses

(1) Le mot méchouar signifie proprement sénat ; appliqué à un édifice, il peut se rendre littéralement par le mot curia.

idées prirent dès lors une fâcheuse direction. Une contribution dont le chiffre ne fut point déterminé, fut frappée sur les habitants. Elle eut d'abord pour but le remboursement des frais de l'expédition, puis l'entretien de 500 hommes que le maréchal se détermina à laisser dans le méchouar et une gratification pour les troupes qui venaient de faire l'expédition. Cette mesure portait principalement sur les Koulouglis. Comme ils déclarèrent qu'il leur était impossible de satisfaire à cette exigence, attendu que la nécessité où ils avaient été de vivre pendant six ans sur leurs capitaux avait épuisé leurs ressources⁽¹⁾, on emprisonna les plus nota-

(1) Voici la lettre écrite à cette occasion au maréchal Clauzel, par Mustapha-ben-Ismaël, au nom des Turcs et des Koulouglis :

« Nous sommes vos sujets, vos enfants, à vous qui êtes prince. Voilà six ans que nous sommes en guerre contre les Arabes en ville et au dehors. Vous êtes venu avec votre armée victorieuse attaquer et repousser nos ennemis et nos oppresseurs; vous nous demandez le remboursement des dépenses qu'a faites votre armée depuis son arrivée de France : cette demande est hors de proportion avec nos ressources; il est même au-dessus de notre pouvoir de payer une partie de ces dépenses. En conséquence, nous implorons votre compassion et vos bons sentiments pour nous qui sommes vos enfants, et qui ne pouvons supporter cette charge ; car il n'y a parmi nous ni riches, ni hommes faisant le commerce, mais bien des hommes faibles et pauvres. Nous reconnaissons tout le service que vous nous avez rendu, et nous prions Dieu qu'il vous en récompense. Pour nous, nous vous donnons tout ce dont nous pouvons disposer, c'est-à-dire les maisons que nous habitons, nos maisons de campagne et autres immeubles que nous possédons. Nous vous prions de nous accorder un délai, car nous sommes vos sujets et vos enfants; vous êtes notre

bles d'entre eux. On fit subir le même traitement aux Juifs. Un Juif d'Oran, nommé Lassery, qui avait suivi le maréchal et qui vivait dans son intimité, le commandant Yousouf, et le nommé Mustapha-ben-Mekelech, fils d'un ancien bey, furent chargés de faire rentrer cette contribution. La guerre justifie sans doute bien des choses, mais le sauvage anathème de Brennus n'aurait pas dû s'étendre jusqu'aux amis et aux alliés⁽¹⁾.

Pendant que ses agents procédaient à la rentrée de la

Sultan, et nous n'avons que notre Dieu et vous pour soutiens. Nous sommes sous vos ordres et disposés à vous suivre, comme soldats, partout où vous voudrez. »

(1) On lit, dans une brochure sans nom d'auteur, distribuée aux Chambres en 1836, que, plusieurs mois avant l'expédition de Tlémeen, les Turcs et les Koulougliis du Méchouar, qui désiraient vivement qu'elle se fit, avaient écrit au maréchal Clausel pour offrir d'en payer les frais; c'est une erreur. Il n'a jamais été rien écrit de semblable. Aussi M. Clauzel ne parle nullement de cette offre prétendue dans ses *Explications*, publiées en 1837. Au surplus, Il n'est pas nécessaire d'y recourir pour établir le droit qu'a un général en chef de lever une contribution sur un pays conquis. Personne, que je sache, n'a jamais songé à contester ce droit à M. le maréchal Clauzel. On a dit seulement qu'il n'en avait pas fait un usage convenable, et, en cela, on a eu raison. Il était certainement peu politique et peu généreux de débiter dans le pays que nous avions conquis par pressurer précisément la partie de la population qui nous y avait appelés, d'autant plus que cette population était pauvre. Il est vrai que M. le maréchal se faisait, à cet égard, une complète illusion. S'il eût cru à la pauvreté des Koulougliis, il n'aurait probablement jamais songé à les imposer ; car il nous apprend, dans ses *Explications*, qu'il avait recommandé aux collecteurs de ne s'adresser qu'aux riches.

Dans ces mêmes *Explications*, M. le maréchal dit que, *d'après sa volonté expresse, l'administration française a été entièrement*

contribution, le maréchal organisait le bataillon de volontaires destiné à former la garnison du Méchouar. Les officiers et les sous-officiers qui y entrèrent occupèrent les emplois du grade supérieur au leur. Le maréchal s'engagea à demander pour eux les grades de ces mêmes emplois. Le commandement du bataillon fut donné au capitaine Cavaignac de l'arme du génie, officier fort estimé dans l'armée.

L'établissement d'une garnison française à Tlemcen

étrangère au prélèvement de la contribution, et que les chefs indigènes ont eu seuls à s'en occuper.

La commission de budget de 1837 dit à ce sujet dans son rapport que le Gouvernement a pensé que la faute était là où l'on plaçait l'excuse. En effet, d'après les règlements sur la matière, ce sont précisément les membres de l'intendance militaire qui sont chargés des contributions de guerre. Mais, d'un autre côté, il n'est point exact de dire que les chefs indigènes ont agi seuls. Les trois véritables collecteurs de la contribution de Tlemcen ont bien été les personnes que nous venons de nommer : c'est un fait patent, connu de l'armée entière ; il est impossible de le nier sérieusement. On peut voir, au reste, le rapport de la commission, cité plus haut : or, de ces trois personnes, les deux premières ne pouvaient certainement pas être considérées comme des chefs indigènes de Tlemcen. Quant à Mustapha-Ben-Mekelech, Il ne fut nommé bey que le 2 février, et la contribution fut ouverte dès le 21 janvier. Au reste, tout ceci est de peu d'importance. L'Afrique est un pays d'exception où le fond, plus que partout, doit emporter la forme. Or, le fond était ici une mesure fâcheuse et inopportune en soi, indépendamment des formes dont on l'a compliquée. Une contribution a aussi été frappée à Constantine, sans que l'administration française ait été non plus appelée à s'en occuper dans les détails, et personne ne s'est élevé contre, parce que Constantine, ville prise d'assaut, n'était pas dans la même position morale que les Turcs et les Koulouglis du Méchouar qui étaient, non des ennemis, mais des alliés.

imposait au maréchal l'obligation d'assurer les communications entre cette ville et Oran, qui en est à plus de trente lieues. Il pensa que ces communications devaient s'établir par l'embouchure de la Tafna et la petite île de Rachgoun, ce qui ne laissait que dix lieues à faire par terre, le reste devant se faire par mer.

En conséquence, le 25 janvier, le maréchal partit de Tlemcen avec la 2^e et la 3^e brigade, quelques escadrons de chasseurs et les indigènes auxiliaires, pour aller reconnaître le cours de la Tafna, établir un fort poste à l'embouchure de cette rivière, et se mettre en communication avec Rachgoun. La première brigade fut laissée à la garde de Tlemcen. Cette opération n'eut pas tout le succès qu'on en attendait. Le petit corps expéditionnaire arriva à la plaine de Remcha, au confluent de la Tafna et de l'Isser, sans avoir rencontré l'ennemi. Mais le maréchal avait reçu dans la nuit l'avis que la gorge qui est au delà de ce point était occupée par Abd-el-Kader. En effet, des feux assez nombreux décelèrent la présence de l'ennemi à droite et à gauche de la Tafna, dans la nuit du 25 au 26, que le corps expéditionnaire passa entre les deux rivières.

Le 26, au matin, le maréchal fit franchir l'Isser à toutes ses troupes, moins le 11^e de ligne, qui resta sur la rive gauche pour couvrir les bagages et les malades que l'on conduisait à Rachgoun, dans le but de les embarquer pour Oran. Le général d'Arlanges, commandant la 2^e brigade, reçut ordre de gravir les hauteurs de droite avec le 1^{er} bataillon d'infanterie légère d'Afrique, les Arabes auxiliaires, commandés par Mustapha, et environ 300 Koulouglis à la tête desquels se mit le commandant Yousouf. Le colonel de Gouy s'établit avec le 2^e régiment de chasseurs

d'Afrique et un bataillon du 66e de ligne au pied des hauteurs, pour recevoir l'ennemi dans la plaine, lorsque le général d'Arlanges l'aurait débusqué de ses positions. Le 2e bataillon du 66e de ligne fut placé en intermédiaire entre le colonel de Gouy et les bagages. Voici maintenant quelle était la position de l'ennemi Abd-el-Kader avec 2,000 chevaux occupait un contrefort des hauteurs de droite. Un monticule situé à l'entrée de la plaine, au pied de ce contrefort, était occupé par un millier de fantassins. Les Kbaïles d'Ouelassa garnissaient les hauteurs de la rive gauche de la Tafna. Quelques cavaliers avaient passé cette rivière et étaient venus prendre position dans la plaine, en face du 11e de ligne. Les ennemis formaient ainsi un demi-cercle autour de notre armée.

L'action commença à dix heures du matin. Elle fut engagée par Mustapha, qui fondit avec sa troupe sur celle d'Abd-el Kader, L'Émir étant sous le feu de l'artillerie du général d'Arlanges, ne l'attendit pas et descendit dans la plaine. Il fut séparé d'une partie de son aile gauche, qui gagna le haut des montagnes et cessa de prendre part au combat. Mustapha, enhardi par ce premier succès, et soutenu par les Koulouglis, se mit à la poursuite d'Abd-el-Kader, Mais, arrivé dans la plaine, l'ennemi s'aperçut du petit nombre d'adversaires qu'il avait à ses trousses, fit volte-face, et allait sans doute refouler les auxiliaires dans la montagne, lorsque le colonel de Gouy le chargea avec son régiment, soutenu par un bataillon du 66e de ligne. L'escadron turc de ce régiment, escadron commandé par le lieutenant Mesmer, se conduisit dans cette circonstance avec la plus grande intrépidité. Un brigadier, nommé Mehemed-Soliman, tua pour sa part trois cavaliers d'Abd-

el-Kader. Il fut, pour ce fait, nommé maréchal des logis sur le champ de bataille. L'Émir eut quelque peine à repasser la Tafna. Le colonel de Gouy l'ayant franchie sur ses traces se mit à sa poursuite en remontant la rivière. Pendant ce temps, le maréchal s'étant mis à la tête de quelques compagnies du 66e, la remontait par la rive gauche en écrasant les Arabes sous le feu de deux pièces de campagne. A quatre heures le combat avait cessé, et l'ennemi avait complètement disparu. Le maréchal rallia ses troupes, qui couchèrent sur le même emplacement que la veille.

Pendant cette série d'opérations, les bagages furent un instant assez vivement attaqués, mais une charge d'un seul escadron, conduite par le capitaine Bernard et soutenue par une compagnie de grenadiers du 11e de ligne commandée par le capitaine Ripert, suffit pour disperser l'ennemi sur ce point.

L'affaire du 26 janvier ne nous coûta que trois morts et quelques blessés. Les Koulougliis, en rentrant au camp, portaient des têtes d'Arabes au bout de leurs baïonnettes. Rançonnés à Tlemcen par ceux mêmes qui étaient venus les secourir, ils se montraient précédemment abattus et découragés, mais le sang de leurs plus anciens ennemis effaça ce jour-là le souvenir de leurs griefs contre leurs équivoques alliés.

Le vieux Mustapha-Ben-Ismaël fit preuve dans cette affaire d'une grande habitude de la guerre et d'un courage encore jeune et bouillant. Et Mezary se conduisit aussi avec habileté et bravoure. Un des porte-drapeau d'Abdel-Kader, poursuivi par le sous-lieutenant Savarez et sur le point d'être atteint par lui, se précipita dans le lit de la Tafna, dont les bords sont à pic et très-élevés. Il périt dans

la chute, mais il sauva son drapeau, qui fut ramassé par un autre Arabe descendu dans le lit de la rivière par un endroit plus facile.

La nuit qui suivit le combat du 26 fut fort tranquille. Les feux des ennemis devenaient faibles et rares ; tout semblait annoncer qu'ils abandonnaient encore une fois la partie. Le 27 au matin, le maréchal voulant, avant de s'engager dans la gorge de la Tafna, connaître si elle était gardée, résolut d'y envoyer une forte reconnaissance, mais, au moment où il se préparait à la faire partir, M. de Montauban, capitaine au 2^e régiment de chasseurs d'Afrique, qui rentrait du fourrage, vint le prévenir que de nombreuses colonnes de cavalerie et d'infanterie paraissaient dans la direction de l'ouest et qu'elles marchaient sur notre camp. Après s'être assuré de l'exactitude de ce rapport, le maréchal fit ses dispositions pour recevoir l'ennemi, qui paraissait fort de 8 à 10,000 hommes. Le convoi quitta la plaine et fut placé sur un plateau à cheval sur la route de Tlemcen, un peu en arrière de sa première position. Les deux brigades occupèrent les hauteurs à droite et à gauche de cette route. La cavalerie resta dans la plaine au pied des hauteurs. Les auxiliaires furent placés à l'aile gauche de l'infanterie française.

A peine ces dispositions étaient-elles terminées, que l'ennemi attaqua à la fois la cavalerie et les auxiliaires. Les Koulouglis furent enfoncés et se replièrent sur la brigade d'Arlanges. La cavalerie, qui avait en tête un ennemi dix fois plus nombreux, dut aussi se rapprocher de nos lignes. Une vive fusillade s'engagea alors sur la gauche et sur le centre, mais elle avait à peine duré quelques minutes, que l'on vit l'ennemi ralentir son feu, puis se retirer en ordre,

mais avec précipitation, sans qu'aucun mouvement de la ligne française motivât cette retraite. Elle était causée par l'arrivée inattendue d'une partie de la brigade du général Perrégaux, à qui le maréchal avait écrit dans la nuit. Cette troupe s'était jetée à gauche de la route de Tlemcen, et se disposait à tomber sur les derrières des Arabes, qui, pour ne pas se trouver entre deux feux, prirent le parti de se retirer. L'Émir alla établir son camp à deux lieues du nôtre, en amont de la Tafna.

Le combat du 27, qui fut fort court, fut aussi très-peu sanglant; mais il donna la fâcheuse certitude qu'Abd-el-Kader n'était pas aussi abattu qu'on avait été un instant en droit de le croire. Le maréchal voulut aller l'attaquer dans son camp, le lendemain 28. Il l'annonça même à l'armée par un ordre du jour. On devait remonter la Tafna en suivant les hauteurs de la rive droite, jusqu'en face de la position occupée par l'ennemi, laisser le convoi sur les crêtes, et fondre avec toutes les troupes disponibles sur le camp des Africains. Ce projet ne put recevoir son exécution. On rencontra des difficultés de terrain ; ensuite on s'aperçut, en approchant, qu'Abd-el-Kader avait si bien choisi sa position, qu'il aurait été difficile de lui couper la retraite. Le maréchal, renonçant donc à l'attaque projetée, rentra à Tlemcen le 28, à quatre heures du soir. L'ennemi, s'étant aperçu de sa retraite, fit sortir de son camp un millier de cavaliers qui vinrent échanger quelques coups de fusil avec notre arrière-garde. Après une demi-heure de tiraillements insignifiants, ils se retirèrent en célébrant par de nombreuses décharges ce qu'ils regardaient comme une victoire. Dans le fait, quoiqu'ils eussent été battus dans deux combats, le maréchal avait été obligé de

renoncer à, son projet d'ouvrir les communications avec Rachgoun.

Cependant, le lieutenant-colonel Beaufort, qui commandait à Oran en l'absence du général d'Arlanges, avait, d'après les ordres du maréchal⁽¹⁾, expédié plusieurs bâtiments à Rachgoun pour y transporter les objets nécessaires au poste de la Tafna. Ces bâtiments y arrivèrent au moment où le corps expéditionnaire rentrait à Tlemcen. Leur présence dans ces parages faisant craindre aux Kbaïles d'Ouélassa une attaque combinée par mer et par terre, ils écrivirent au maréchal dans un style qui pouvait faire croire à quelques sentiments de soumission. Mais ces bâtiments, objets de leur crainte, s'étant bientôt éloignés, cette première démarche ne fut suivie d'aucune autre.

On avait un instant espéré que les Beni-Ornid, que les Krossel, les Houassan et les autres tribus des environs de Tlemcen, que les, Beni-Amer même, reconnaîtraient l'autorité française. Il fallut bientôt renoncer à cet espoir; plusieurs attaques partielles de nos postes avancés apprirent au maréchal qu'il n'était encore entouré que d'ennemis. Dès les premières ouvertures que parurent faire ces tribus, on s'était hâté de les frapper d'une réquisition de chevaux, ce qui eut pour résultat nécessaire de les éloigner de nous. On commit les mêmes fautes à l'égard des gens d'Angad, qui étaient venus présenter au maréchal leur cheik, jeune enfant, dernier fils d'El-Gomary et seul

(1) La correspondance entre Oran et Tlemcen se faisait par des émissaires arabes, qui ne voyageaient que de nuit, et avec de grands dangers.

rejeton d'une famille dont tous les membres avaient péri en combattant Abd-el-Kader. Les personnes qui furent chargées de les recevoir et de leur parler les traitèrent avec hauteur, ne trouvèrent pas assez beau le cheval d'hommage qu'ils offraient au maréchal, et leur ordonnèrent d'en amener d'autres, non-seulement pour le maréchal, mais encore pour sa suite. Ces hommes s'éloignèrent en promettant de revenir avec ce qu'on exigeait d'eux, mais ils allèrent sur-le-champ faire leur soumission à Abd-el-Kader, dont ils avaient méconnu l'autorité jusqu'alors.

Ce qui se passait à Tlemcen au sujet de la contribution ne pouvait non plus augmenter le nombre de nos partisans. On avait emprisonné jusqu'à Boursali, kaïd du Méchouar ; mais bientôt, voyant que la prison était un moyen insuffisant, on employa les tortures corporelles⁽¹⁾. Les malheureux

(1) C'est-à-dire la bastonnade, que M. le maréchal Chancel appelle, dans ses Explications, le moyen de coercition le plus ordinaire des habitants de l'Afrique. Il est très-vrai que la bastonnade est, pour les crimes et les délits, au nombre des peines dont les lois et les usages autorisent et même prescrivent l'application. Mais, en matière d'impôt, ce moyen est aussi tyrannique en Afrique qu'ailleurs. Il a pu être employé dans les avanies, mais non dans les opérations financières régulières, où les biens saisissables du contribuable répondent toujours de ce qu'on exige de lui. Chacun peut avoir son opinion sur les châtimens corporels, légalement infligés, dans les pays où cette pénalité existe. On peut même dire que la bastonnade offre un excellent moyen de graduer exactement la peine sur le délit, et qu'elle a de plus l'avantage de n'atteindre que le coupable, tandis que, dans plusieurs cas, la détention du chef d'une famille pauvre entraîne la ruine de cette famille. On peut se servir de ces arguments pour défendre le maintien de la législation existante en Afrique à cet égard, et c'est

qui y furent soumis offrirent alors pour se libérer les bijoux de leurs femmes et tout ce qu'ils avaient d'armes précieuses et d'objets d'orfèvrerie. L'offre fut acceptée⁽¹⁾, mais les objets étant estimés par Lassery, le furent tous bien au-dessous de leur valeur. Chaque habitant était appelé à son

dans ce sens que M. Laurence, dont M. Clauzel invoque l'autorité, a parlé de la bastonnade. Mais Il n'a pu entrer dans l'esprit de M. Laurence, ni d'aucune personne sensée, de confondre la règle avec l'abus. Il ne faut pas non plus qu'on veuille nous faire croire, au moyen de plaisanteries fort usées sur la sensibilité des philanthropes, que les indigènes ne sont jamais plus heureux que quand on les pille et qu'on les écrase sous le bâton.

(1) C'est-à-dire que Lassery prit les bijoux pour son compte, en se portant créancier, envers la contribution, des sommes auxquelles ils avaient été estimés. C'est ce qui résulte des explications de M. le maréchal Clauzel, qui s'opposa à ce qu'ils figurassent directement dans la contribution, ainsi que les imposés le demandaient. Le but de M. le maréchal Clauzel était louable : il pensait que l'estimation des bijoux pouvait donner lieu à un trafic qu'il voulait éviter (Explications de M. le maréchal Clauzel, page 69). Mais le moyen qu'il employa tourna contre ses intentions et favorisa ce trafic : car Lassery, qui, de fait, se trouvait sans concurrent, acheta au prix qu'il voulut à des gens placés sous le bâton. Il est à présumer que l'estimation des bijoux aurait été plus équitable, s'ils avaient été versés directement à la contribution, parce qu'alors elle aurait pu ne pas être faite par un intérêt aussi personnel.

La nécessité où se trouvaient les Koulouglis de donner jusqu'aux bijoux de leurs femmes pour acquitter la contribution, était certainement une preuve convaincante de leur pauvreté. Il paraîtrait que M. le maréchal Clauzel en fut d'abord frappé; mais il paraîtrait aussi qu'on parvint à lui persuader que cela ne prouvait rien : car il dit dans ses Explications, page 47, qu'en Afrique, on va au marché avec des bijoux, usage qu'en conscience je ne pense pas que personne ait observé avant lui. Peut-être y a-t-il quelque faute typographique, quelque interposition dans le texte.

tour devant les collecteurs; on lui indiquait sa quote-part, et il recevait des coups de bâton jusqu'à ce qu'il l'eut payée. Souvent le même individu était appelé plusieurs fois, si l'on pouvait présumer qu'il lui restait encore quelque chose. Tout cela se faisant au nom de la France, l'armée en était honteuse et indignée.

Lorsque tout ce qui pouvait être pris l'eut été, et qu'il fut manifeste que le bâton ne pouvait plus rien produire, on déclara que l'on renonçait à la contribution, et que les sommes déjà perçues seraient comptées en déduction de l'impôt annuel du beylik de Tlemcen, fixé à 200,000 francs⁽¹⁾ : une somme de 35,200 francs en numéraire, provenant de

(1) Cette décision se trouve dans une lettre de M. le maréchal Clauzel à Mustapha-Ben-Mekelech. Il paraît que depuis il y eut un arrêté, portant la date du 6 février, qui fixa à 150,000 francs la contribution imposée aux habitants de Tlemcen, pour participation aux frais de l'expédition et pour l'entretien de la garnison du Méchouar, en stipulant que cette contribution serait remboursée plus tard sur les impôts et autres revenus du beylik. Cet arrêté, qui ne fut publié nulle part, était ignoré de tout le monde lorsqu'il fut imprimé dans la petite brochure, sans nom d'auteur, dont il a été parlé dans la note de la page 54. On voit cependant, dans le rapport de la commission du budget en 1837, qu'il avait été adressé au ministre, le 14 février 1836. Le 28 du même mois, un arrêté, cette fois-ci, authentique et publié dans le Bulletin des actes du Gouvernement, donna à la contribution de Tlemcen, toujours fixée au chiffre de 150,000 francs, un caractère encore plus prononcé d'emprunt forcé. Tous ces actes illusoires et rédigés après coup ne prouvent que le besoin qu'éprouvait M. le maréchal de donner une régularité apparente à des mesures qui n'en avaient pas eu de réelle. *Enfin*, dit le rapport de la commission du budget, *M. le maréchal, averti, éclairé sur le caractère de la contribution par les*

la contribution, avait été versée dans la caisse du payeur de l'armée, qui reçut, le 2 février, l'ordre d'en faire la remise à Mustapha-ben-Mekelech, nommé ce jour-là seulement bey de Tlemcen. Elle ne reçut pas, au reste, cette destination : 29,000 francs servirent à la solde de l'armée, et 6,000 furent versés au commandant du Méchouar⁽¹⁾.

réclamations pressantes de la tribune, éprouvâ le besoin de mettre fin à ces débats. En conséquence, la restitution de la partie non employée de la contribution fut annoncée dans le Moniteur algérien, comme devant avoir lieu. Des fonds furent votés par les Chambres pour la restitution totale, calculée sur les déclarations de recettes faites par les collecteurs, et présentant un chiffre de 91,444 francs seulement.

(1) L'administration n'eut aucune connaissance officielle de ce qu'avait produit la contribution en sus des 35,200 francs versés dans la caisse du payeur. L'annonce de l'abandon de la contribution dut lui faire penser, comme à tout le monde, que les diverses valeurs avaient été laissées au bey que M. le maréchal venait de nommer. Mais on apprit bientôt que ces valeurs suivaient le maréchal à Oran ; qu'elles étaient transportées dans un fourgon du quartier général. Plus tard, on sut que Lassery, qui d'Oran se rendit à Alger, avait déclaré à la douane pour 110,000 fr. de valeur or et argent ; qu'une vente de bijoux avait été effectuée chez MM. Bacuet et Belard, négociants à Alger, et que Lassery avait transporté d'autres bijoux à Tunis. De là certains bruits dont il est fort concevable que M. le maréchal ait été vivement blessé. Il résulte des explications, que ces bruits l'ont mis dans la nécessité de donner, que les valeurs en bijoux et autres objets d'orfèvrerie emportés de Tlemcen par Lassery devaient dire réalisées en numéraires par celui-ci et renvoyées sous cette forme au bey, jusqu'à concurrence des sommes portées en recette au rôle de la contribution que ces valeurs représentaient, ou plutôt dont elles étaient le gage. Ce fut pour la sûreté de ce gage que M. le maréchal la fit déposer dans un de ses fourgons. Mais n'était-ce pas prendre une part directe à une opération à laquelle il avait désiré

Pendant que le maréchal était sur la Tafna, une partie des Maures de Tlemcen, ramenés par nos troupes dans cette ville le 17, la quittèrent de nouveau pour se soustraire aux exactions qui leur étaient réservées. Les Koulouglis en auraient sans doute fait autant, s'ils n'avaient pas été aussi fortement compromis envers Abd-el-Kader. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils en exprimèrent le désir, et que le jour même où l'on se décida à clore la contribution, une foule de ces misérables obstruaient la rue où était logé le maréchal, en criant qu'ils s'étaient de bonne foi soumis à la France, et que, si l'on voulait les traiter sans miséricorde, comme des ennemis forcés par un assaut, ils se disperseraient dans les tribus. Ce n'était là, du reste, que de vaines paroles arrachées par le désespoir, car les malheureux savaient bien, dans le fond du cœur, qu'une nécessité de fer les clouait à Tlemcen. Ils étaient destinés à prouver

que l'administration française restât étrangère ? Est-il bien étonnant que le public, qui n'était pas dans sa confiance, en conçût quelques vagues et pénibles soupçons ? Cette disposition à croire au mal est déplorable sans doute, mais M. Clausel lui-même y avait-t-il toujours été étranger ? Le premier acte de son premier commandement en Afrique n'avait-il rien eu d'hostile, sous ce rapport, à l'administration de son prédécesseur ? Ensuite, dans l'affaire de Tlemcen, n'était-il pas naturel que les violences commises, en soulevant les consciences, aient rendu les esprits pins soupçonneux ?

M. le maréchal Clauzel ne devait donc s'en prendre qu'à lui des bruits qui l'ont si justement blessé.

J'aurais voulu passer sous silence le triste épisode de la contribution de Tlemcen, mais la chose n'étant pas possible, j'ai dû entrer dans assez de détails pour que le lecteur pût apprécier la nature d'un acte dont on s'est tant occupé en France. Je n'ai pas dû aller plus loin.

de nouveau aux indigènes qu'il valait mieux pour eux nous avoir pour ennemis que pour amis ; triste vérité qui a cessé d'en être une, fort heureusement, mais qui, pendant neuf ans, fut d'une application presque générale, par suite de tant de fautes et d'autres actes qui mériteraient une plus sévère qualification.

Des lettres trouvées sur des Arabes tués aux deux combats de la Tafna avaient fait connaître au maréchal que, dans ces deux affaires, Abd el-Kader avait eu pour auxiliaires quelques Marocains des environs d'Ouchda. Il écrivit au kaïd de cette ville, qui n'est qu'à quinze lieues de Tlemcen, pour se plaindre de cette violation de neutralité, laquelle détermina plus tard la mission du colonel de Larue à Méquinez.

Quoique M. le maréchal ne fût point parvenu à assurer les communications entre Tlemcen et Oran, ni à établir l'autorité de la France dans la contrée, il n'en persista pas moins dans le projet de laisser une garnison française au Méchouar. Cette garnison aurait été fort utile, si l'on avait su grouper autour; d'elle et des Koulouglis une population amie. Il aurait, été possible d'y parvenir, mais on fit tout ce qui devrait au contraire éloigner ce résultat. Il aurait été alors plus avantageux, peut-être, de détruire le Méchouar et d'emmener les Koulouglis et leurs familles, pour les établir à Masagran, comme on en avait eu un instant la pensée ; mais, dans ce cas, on livrait la ville entière à Abd-el-Kader, de sorte que le résultat de la campagne aurait été de le débarrasser des Koulouglis. On voit que, quand on pêche par la base, il ne reste plus que le choix, des fautes.

Avant de quitter Tlemcen, le maréchal réunit les chefs

des Maures et des Koulouglis. Il leur fit promettre de vivre en bonne intelligence ; ils firent machinalement ce qu'on exigeait d'eux. Une oppression égale semblait, du reste, avoir étouffé la haine qu'ils se portaient jadis.

Le Méchouar ayant été abondamment approvisionné, mis en bon état de défense, et confié aux mains fermes et habiles du capitaine Cavaignac, l'armée partit de Tlemcen pour retourner à Oran, le 7 février, emportant avec elle des vivres pour huit jours : c'était à peu près tout ce qu'on avait pu trouver de disponible dans une ville où, depuis un mois, les denrées n'arrivaient plus. Le maréchal, soit pour tromper l'ennemi, soit pour connaître une autre partie du pays, ne voulut pas prendre la route qu'il avait suivie en venant. Il prit celle de Mascara, laissant les indigènes en doute sur ses intentions. L'armée, qui marchait la gauche en tête, coucha le 7 sur l'Aamiguer, et le 8 sur l'Isser, dans des lieux beaucoup plus rapprochés des sources de ces deux rivières que ceux où elle les avait franchies un mois auparavant. Ces deux journées furent très-pénibles, à cause des difficultés du chemin qui parcourt un sol excessivement raviné. Les troupes du génie aplanirent les obstacles à force de travail. Le 9, l'armée atteignit et même dépassa la crête de la chaîne de montagnes qui règne entre Oran et Tlemcen. Elle coucha non loin, des sources du Rio-Salado, au delà du point où la route d'Oran se sépare de celle de Mascara. Quelques centaines, de cavaliers ennemis vinrent tirailler ce jour-là avec, l'arrière-garde. Dans la nuit, quelques Arabes se, glissèrent dans le camp et y volèrent des armes.

Le 10, l'armée s'étant remise en marche, l'ennemi parut aussitôt en plus grand nombre que la veille. A huit

heures du matin, Abd-el-Kader vint en personne attaquer l'arrière-garde avec des forces assez considérables. Cependant il ne serait pas parvenu à en arrêter la marche un seul instant, si les voitures n'avaient pas rencontré un passage fort difficile qui nécessita de grands travaux. Pendant que les troupes du génie les exécutaient avec leur zèle et leur intelligence ordinaires, la brigade Perrégaux, qui formait l'arrière-garde, dut prendre position et repousser les efforts de l'ennemi. Au moment où la fusillade avait le plus de vivacité, il survint un incident de peu d'importance en lui-même, mais qui prouve bien la légèreté d'esprit et les rapprochements de caractère des deux peuples qui se combattaient : un sanglier, effrayé par le bruit des armes à feu, vint à passer entre la ligne arabe et la ligne française : aussitôt les combattants, cessant de tirer les uns sur les autres, se mirent à diriger leurs coups sur ce nouveau-venu, en s'adressant réciproquement des plaisanteries, comme on pourrait le faire dans une partie de chasse. L'animal s'étant tiré la vie sauve de ce mauvais pas, les balles reprirent leur première direction.

Les travaux du génie étant terminés, les bagages se remirent en marche sous l'escorte de deux bataillons, et, lorsqu'ils furent suffisamment éloignés, le maréchal ordonna à l'arrière-garde de s'engager dans le défilé, tandis qu'il occupait lui-même les hauteurs avec la 2^e brigade. L'ennemi, redoublant alors d'ardeur, renouvela ses attaques, et parut décidé à tenter un effort qui nous aurait au moins coûté beaucoup de monde ; mais le maréchal, presque sans s'engager, le paralysa complètement par l'effet de ses manœuvres. Il ordonna à toute l'armée une retraite en échelons, pivotant tantôt sur une aile, tantôt sur l'autre,

en présentant toujours à l'ennemi une pointe prête à le déborder et à fondre sur lui. Abd-el-Kader, voyant qu'il ne pouvait rien contre des manœuvres aussi habiles, retira ses troupes et se mit hors de la portée du canon. L'armée, continuant paisiblement sa marche, alla coucher sur les dernières rampes des montagnes. Dans la nuit, quelques postes furent attaqués. Le lendemain, 11, l'armée arriva dans la plaine à l'ouest du lac Salé, et vint camper à trois lieues de Bridia. Ce fut le dernier jour de la campagne. Le 12, le maréchal rentra à Oran :

Ainsi se termina l'expédition de Tlemcen. La puissance matérielle d'Abd-el-Kader n'en fut que médiocrement affaiblie, et il y gagna en influence morale tout ce qu'une mesure funeste nous avait fait perdre en considération. Néanmoins, M. le maréchal publia une proclamation où il annonçait avec plus d'emphase que de vérité qu'Abd-el-Kader ne songeait plus qu'à cacher, dans les gorges du grand Atlas et dans les déserts du Sahara, sa révolte et sa trahison, et que la guerre était finie. Il n'y avait certes dans la conduite d'Abd-el-Kader ni trahison, ni révolte ; mais il y avait eu, du côté de M. le maréchal, impuissance à l'abattre, parce qu'il lui avait constamment laissé l'avantage des moyens moraux, que M. Clauzel n'a jamais su employer.

Pendant l'expédition que nous venons de raconter, un assez fort parti de cavalerie de la tribu des Garaba avait constamment battu la campagne dans les environs d'Oran. Il avait attaqué deux fois les détachements de la garnison qui allaient au bois, et quelques hommes avaient été tués dans ces rencontres. Les Douair et les Zmela, privés de l'appui de leurs guerriers qui avaient presque tous suivi

l'armée, s'étaient vus forcés de se réfugier entre les blockhaus et la ville. Ce mouvement s'était opéré la nuit avec assez de désordre. Les cris des femmes et des enfants avaient retenti jusque dans la place, où ils avaient répandu l'effroi, bien que les Arabes ne pussent songer sérieusement à l'attaquer.

Vers la fin de février, le maréchal retourna à Alger d'où il était absent depuis trois mois. Il laissa le général Perrégaux à Oran avec mission de faire quelques courses dans le pays. Le général d'Arlanges n'en continua pas moins à commander la province. Avant son départ, le maréchal alla visiter Rachgoun ; il décida qu'un fort poste serait établi à l'embouchure de la Tafna par le général d'Arlanges, qui devait ouvrir des communications entre ce point et Tlemcen, ce que l'on n'avait pu faire avec des forces supérieures à celles qui allaient être laissées dans la province d'Oran. Les zouaves et les compagnies d'élite formées en bataillons furent embarqués pour Alger.

La viande manquait totalement à Oran. Les Douair et les Zmela, nos seuls alliés, étaient épuisés ; les autres Arabes se tenaient obstinément éloignés de nos marchés il fallut donc aller chercher ce qu'on refusait de nous apporter. Le 23 février, le général Perrégaux sortit d'Oran avec 4,000 hommes ; le 25, il surprit les Garaba et leur enleva 2,000 têtes de bétail, ce qui ramena l'abondance à Oran.

Le 14 mars, le général Perrégaux sortit une seconde fois d'Oran avec un bataillon du 11^e de ligne, un du 66^e, un du 17^e léger, quelques escadrons de chasseurs d'Afrique, trois pièces de campagne, trois de montagne, et les cavaliers de Mustapha-ben-Ismaël. Il alla coucher à la fon-

taine de Goudiel. Le 15, il se dirigea sur la Macta, en passant par le vieil Arzew, et bivouaqua au delà de la rivière. Le 16, il fit sa jonction avec le colonel Combes, le bey Ibrahim et El-Mezary à qui il avait écrit de se Mettre en marche ; cette jonction s'opéra dans un lieu appelé Assian. Le colonel Combes avait avec lui 700 hommes du 47^e de ligne ; Ibrahim et El-Mezary n'avaient que 150 fantassins et 50 cavaliers. Un corps d'Arabes, appartenant aux tribus de Beni-Chougran, Abid-Cheraga, Hamian et Bordjia, se montra ce jour-là dans la plaine, conduit par un des lieutenants d'Abd-el-Kader. Mustapha, Ibrahim et El-Mezary, soutenus par la cavalerie française et par toute la colonne qui la suivait, marchèrent à l'ennemi, qui fut repoussé au delà de l'Habra après avoir perdu une quarantaine d'hommes. Parmi les morts se trouvèrent le kaïd de Calah, Mohammed ben-Djelil, et un porte-drapeau ; deux drapeaux furent pris. Le corps expéditionnaire coucha sur la rive droite de l'Habra, en face de la position que le maréchal Clauzel avait occupée, le 3 décembre, en marchant sur Mascara. On enleva à l'ennemi des bœufs, des moutons, et une cinquantaine de chevaux. Le résultat de ce combat fut la soumission des Bordjia.

Le 17, une pointe fut poussée dans les montagnes des Beni-Chougran. La cavalerie française, la cavalerie indigène, et 1,600 fantassins furent employés à cette expédition. On prit aux Beni-Chougran du bétail, des tentes, des chameaux et 43 femmes et enfants. Dans la soirée, les Hamian, les Beni Gaddoun et une partie des Beni-Chougran, firent leur soumission. Le général Perrégaux, voulant donner à d'autres tribus le temps de se prononcer, résolut de rester quelques jours sur l'Habra. Il mit ce temps à profit

pour y construire un camp retranché. L'expérience a prouvé que ces sortes d'ouvrages, qui nous sont fort utiles dans nos expéditions, ne nous imposent pas l'obligation de les occuper d'une manière permanente ; car, non-seulement les Arabes ne savent point s'en servir pour leur propre défense, mais ils ne se donnent pas même la peine de les détruire.

Pendant que le général était campé sur l'Habra, les anciens habitants d'Arzew⁽¹⁾, dispersés depuis trois ans dans la plaine de Ceirat, vinrent lui demander l'autorisation de retourner dans leur ancienne patrie qui était restée déserte. Cette autorisation leur fut accordée, moyennant certaines conditions d'ordre public ; mais les événements, qui annulèrent bientôt les succès du général Perrégaux, ne leur permirent pas d'en profiter.

Le 21 mars, le général Perrégaux partit de l'Habra, et alla s'établir chez les Mader qui font partie de la puissante tribu des Medjar. Le 22, Sidi-Chaaban-Oulid-el-Aribi, fils aîné de feu Sidi-el-Aribi, et chef de la tribu de ce nom, se présenta à lui avec le kaïd des Mekalia. Cet événement, très-important, assurait la soumission de presque toute la vallée du Chelif. Aussi, depuis ce moment, la marche du général Perrégaux né fut presque plus qu'une promenade pacifique. Les Arabes se rendirent en foule auprès de lui ; le marché de son camp fut bien approvisionné, et ses communications avec Mostaganem, d'où il tirait ce que les tribus ne pouvaient lui fournir, furent parfaitement

(1) Il s'agit ici de ce que nous appelons le vieil Arzew, et non du point militaire que nous appelons Arzew, auquel les Arabes donnent la dénomination de Mersa.

sûres. Ce général, par la dignité et l'affabilité de ses manières, par son extrême justice et la discipline sévère qu'il fit observer à ses soldats, s'acquit l'amour et l'estime des indigènes, dont son esprit appliqué et travailleur lui fit bientôt connaître les affaires et les besoins.

Le 24 mars, il porta son camp au delà de la petite rivière d'Hilhil, et le 25 sur la Mina, où il séjourna le 26. Toute la famille de Sidi-el-Aribi vint l'y voir. Le 27, il alla coucher à Sour-Koul-Mitou, sur la rive gauche du Chelif, entre la Mina et la mer. Il fallut un peu combattre ce jour-là avec la tribu kbaïle des Beni-Zerouel : El-Mezary fut blessé. Ces faibles ennemis furent aisément enfoncés, mais ils se retirèrent dans leurs montagnes et ne firent aucune espèce de soumission.

Sour-Koul-Mitou, où les troupes bivouaquèrent le 28 et le 29, est une ancienne ville romaine abandonnée. Elle est dans une position charmante qui domine le Chelif. Le 30, les troupes, laissant Mostaganem à droite, allèrent coucher à la fontaine de Sdidia. La garnison de Mostaganem, d'après les ordres venus d'Alger, fut réduite à 400 hommes, au grand déplaisir du bey Ibrabim. Le corps expéditionnaire coucha, le 31, à Goudiel, et rentra à Oran le 1^{er} avril.

Cette heureuse excursion prouva tout le parti que l'on aurait pu tirer des tribus du Chelif dans l'expédition de Mascara, si l'on avait eu s'y prendre. Ces tribus étaient en effet les moins attachées à Abd-el-Kader. En leur donnant un bey de leur choix et non un Turc, et en dépensant quelque argent pour son établissement, on pouvait créer là une puissance arabe rivale de celle de l'Émir. De tous les généraux que nous avons alors en Afrique, nul n'était

plus propre que le général Perrégaux à l'accomplissement de cette œuvre, mais il partit dans les premiers jours d'avril et la laissa incomplète ; sa position n'était pas assez déterminée dans la province d'Oran, qui avait un autre commandant que lui, pour qu'il pût y rester plus longtemps. Après son départ, les tribus, un instant soumises, nous échappèrent de nouveau, ainsi qu'il sera dit dans le livre suivant.

Pendant que le général Perrégaux marchait sur le Chelif, le général d'Arlanges, à la tête d'un petit corps de 1,200 hommes, s'avança à l'ouest jusqu'à Bridia, où il construisit quelques retranchements. Il n'eut pas à combattre ; mais il ne reçut aucune soumission. Abd-el-Kader était à Aïn-el-Houth, près de Tlemcen. Il attendait là qu'une circonstance favorable lui permit d'agir avec quelque espérance de succès; elle ne tarda pas à se présenter.

LIVRE XIX.

Retour du maréchal Clauzel à Alger. — Expédition de Médéa. — Rappel du général d'Uzer. — Yousouf mameluk, bey de Constantine. — Voyage du maréchal en France. — Malheureuse expédition du général d'Arlanges. — Camp de la Tafna. — Défaite et prise du bey nommé à Médéa par le maréchal. — Le général Bugeaud en Afrique. — Combat et victoire de la Sikak. — Événements de Bougie. — Meurte du commandant Salomon.

Le maréchal Clauzel, en rentrant à Alger, après son expédition de Tlemcen, trouva le pays dans l'état où il l'avait laissé, c'est-à-dire toujours inquiété par les Hadjoutes. Dans les premiers jours de mars, les troupes commandées par le général Rapatel firent dans l'ouest de la plaine encore des courses sans résultats et presque sans but dont on avait pris l'habitude à Alger, et qui servaient de thèses à d'insignifiants bulletins de victoire.

Cependant le ministre, qui recevait par chaque courrier des nouvelles satisfaisantes de l'Afrique, crut trop légèrement que l'état du pays lui permettait de rentrer dans les limites de son budget, et de réduire l'armée d'occupation à ses forces ordinaires, c'est-à-dire à ce qu'elle était avant l'expédition de Mascara. Le lieutenant-colonel de Larue, un de ses aides de camp, fut envoyé à Alger, porteur d'ordres précis touchant cette réduction. M. le maréchal, dont les exagérations officielles avaient en quelque sorte provoqué cette mesure intempestive, en connaissait

mieux que personne les inconvénients. Aussi, tout en paraissant s'y soumettre avec empressement, il mit tout en usage pour en atténuer les effets et en éloigner l'exécution. On était au mois de mars ; l'entreprise commencée par le général Perrégaux sur le Chelif, l'obligation où il était lui-même de tirer le vieux Mohammed-ben-Hussein de la désagréable position où il l'avait mis, étaient des raisons très-légitimes de ne rien précipiter. Il les fit valoir, et après avoir désigné pour rentrer en France le 13^e de ligne, le 66^e, le 59^e, le 3^e bataillon d'Afrique, et quelques compagnies de discipline, il décida que le départ de ces troupes ne s'effectuerait que lorsque l'expédition du général Perrégaux et celle qu'il méditait lui-même seraient terminées.

Celle-ci, dont on parlait depuis longtemps dans le public, paraissait devoir nous conduire à Médéa et à Miliana. Le maréchal s'était même exprimé à ce sujet, de manière à ne pas laisser de doute sur ses intentions. Cependant, au moment de l'exécution, se souvenant, par ce qui lui était arrivé à la Tafna, qu'il peut y avoir quelque danger pour l'amour-propre d'un général, à proclamer sans nécessité des projets qu'il peut être forcé d'abandonner, il se contenta de donner la dénomination peu significative de reconnaissance à l'expédition qu'il allait entreprendre, et qui, dans le fait, fut sans résultat. Le 29 mars, quatre petites brigades, commandées par les généraux Desmichels et Bro, et par les colonels Kœnigsegg et Hequet, se réunirent à Bouffarik. Elles en partirent le 20 au matin et se dirigèrent vers la ferme de Mouzaïa, l'avant-garde marchant à une lieue du corps d'armée. Quelques coups de fusil furent tirés par les Hadjoutes au passage de la Chiffa. Au delà de la rivière,

il y eut sur la gauche un engagement assez vif entre nos spahis et un gros d'Arabes et de Kbaïles. La colonne, continuant sa marche, alla coucher à une lieue en deçà de la ferme de Mouzaïa.

Le 31, dans la matinée, on arriva à cette ferme, où le maréchal laissa presque toutes les voitures sous la garde d'un détachement de condamnés militaires aux travaux publics. On les avait armés pour cette expédition où ils se conduisirent fort bien.

L'armée pénétra dans les montagnes dans l'ordre suivant : l'avant garde, sous les ordres du général Bro, composée des zouaves, du 2^e léger, du 3^e bataillon d'Afrique et de deux pièces de montagne, marcha en deux colonnes, dont une suivit la route tracée de Médéa, et l'autre un contre-fort à gauche de cette route ; le général Rapatel marcha après le général Bro avec le 13^e de ligne, l'artillerie de campagne, et ce qu'on avait conservé de bagages. Le maréchal se mit en marche par la droite avec toute la cavalerie, le 63^e de ligne et deux pièces. Il suivit quelque temps le chemin de Miliana, et dispersa à coups de canon un gros d'Arabes qui y avaient pris position. Après cela, il appuya à gauche pour se rapprocher du reste de l'armée, qui se dirigea tout entière vers un plateau séparant les pentes inférieures et assez douces de l'Atlas des pentes supérieures qui sont plus roides. La colonne de gauche, en tête de laquelle marchaient les zouaves, eut un engagement assez vif, qui lui coûta trente à quarante tués ou blessés. L'armée passa la nuit sur le plateau. On évacua les blessés sur la ferme de Mouzaïa encore peu éloignée.

Le 1^{er} avril, à huit heures du matin, il s'agissait de gagner le Ténia, déjà célèbre par le combat du 21 novem-

bre 1830. Le général Bro reçut ordre de s'y porter par les crêtes de gauche avec les zouaves, le 3^e bataillon d'Afrique et le 2^e léger. Les horribles difficultés du terrain ne permirent pas d'affecter de l'artillerie à cette colonne. Les 13^e de ligne se porta en avant en suivant la route tracée.

Le général Bro s'empara des crêtes, mais l'extrême fatigue des troupes les força de s'arrêter avant d'arriver aux pics qui dominant le col. Pendant ce temps, le 13^e de ligne parvint au pied de la dernière rampe ; mais il aurait été téméraire de la gravir, sans être couvert sur la gauche par la brigade du général Bro qui s'était laissé dépasser. Le maréchal voulut lui envoyer l'ordre de se hâter. Comme elle était éloigné, et que l'ennemi était répandu partout, il hésitait à désigner un officier pour cette dangereuse mission ; M. Villeneuve, capitaine d'état major, s'offrit et fut assez heureux pour arriver à sa destination. Les ordres furent ponctuellement et intelligemment exécutés. Les clairons sonnèrent, et les zouaves poussant leurs cris de guerre, se précipitèrent sur l'ennemi avec le 3^e bataillon d'Afrique et le 2^e léger. Les Kbaïles, chassés de pic en pic, furent culbutés au delà du col par une tête de colonne composée des hommes les plus lestes qui avaient pris les devants dans cette attaque, où l'élan des troupes avançait presque les ordres des chefs. L'armée prit position et bivouaqua sur les crêtes.

Le 2 avril, le génie travailla, avec un zèle et une ardeur qui depuis longtemps n'étonnaient plus l'armée, à une route destinée à rendre plus facile le passage des montagnes dans cette direction. Le travail fut fait sous la protection de l'infanterie, continuellement occupée à repousser les attaques des indigènes.

Le 3, le travail et les combats continuèrent. Une position détendue par vingt-cinq chasseurs du troisième bataillon d'Afrique fut enlevée par les Kbaïles, et reprise un instant après par ces mêmes chasseurs, soutenus par un détachement de zouaves et commandés par le capitaine de Mondredon.

A la nouvelle de l'arrivée des Français au col, les habitants de Médéa, à l'exception des Koulouglis, d'une trentaine d'Hadar et des Juifs, abandonnèrent la ville. Le vieux. Mohamed-ben-Hussein sortit alors de sa cachette, et se rendit à Médéa, où les Koulouglis le reçurent. Il eut pour auxiliaire, dans cette affaire, le fils de Bou-Mzerag, l'ancien bey de Titteri. Ce jeune homme, plein de ressources d'esprit et de résolution de caractère, aurait été lui-même un excellent chef de parti ; mais ses passions brutales et ses débauches lui ayant fait perdre toute considération personnelle, il ne pouvait se mettre qu'à la suite d'un autre. Il prit cause, dans cette circonstance, pour Ben-Hussein. Ce dernier, après son entrée à Médéa, écrivit au maréchal pour le prier de faire une démonstration en sa faveur, chose qu'on ne pouvait évidemment lui refuser, et qui était d'accord, au reste, avec les projets du maréchal. En conséquence, le 4 avril, le général Desmichels fut envoyé à Médéa, avec toute la cavalerie, le 68^e de ligne, et deux pièces de montagne. Il y arriva sans combat ; mais l'aspect de la ville lui fit sur-le-champ comprendre que le bey était loin d'y être solidement, établi. Les Koulouglis paraissaient fort effrayés. Mohamed-ben-Hussein n'avait avec lui que très-peu de cavaliers arabes. Presque toutes les maisons de la ville étaient abandonnées ; la tristesse et la méfiance étaient peintes sur tous les visages. Il était aisé

de voir que si les Koulouglis n'avaient pas fui comme les Hadar, cela tenait à ce qu'ils n'avaient pas espéré trouver le même accueil auprès des Arabes. Le général Desmichels fit tout son possible pour rendre un peu de confiance à cette population effrayée, mais ses paroles ne produisirent que peu d'effet. Le bey le supplia de rester quelques jours à Médéa. Ses instructions ne le lui permettaient pas ; cependant il en écrivit au maréchal, dans la nuit. Le lendemain, à midi, la réponse n'étant pas arrivée, il dut, pour obéir à ses premiers ordres, se mettre en route pour le col, après avoir distribué aux Koulouglis 600 fusils et 50,000 cartouches, qu'on avait apportés à cet effet.

Arrivé sur le soir à Zeboubdj Azarah, le général Desmichels reçut l'autorisation de rester un jour de plus à Médéa, pour avoir le temps de châtier la tribu d'Ouzera qui s'était fortement prononcée contre notre bey. Comme cette tribu est aussi près de Zeboudj-Azarah que de Médéa, il ne revint point sur ses pas, mais se contenta d'écrire au bey pour lui donner rendez-vous sur le territoire d'Ouzera : le lendemain, ils s'y rendirent chacun de son côté. Les Ouzera n'opposèrent point de résistance ; ils s'éloignèrent en déclarant qu'ils ne voulaient ni des Français ni de leur bey. Piqué de ce dédain, Mohammed-ben-Hussein fit incendier leurs demeures. Il se sépara ensuite du général, et rentra à Médéa un peu moins découragé que la veille. Le général alla coucher à Zeboudj-Azarah. Le lendemain, 7 avril, il reprit le chemin du col, où il arriva d'assez bonne heure. Toute l'armée se remit alors en marche sur Alger. La partie de la tribu de Mouzaïa la plus voisine de la route avait envoyé une députation au maréchal, pour faire acte

de soumission. Il lui avait imposé l'obligation de fournir des bœufs à l'armée, et quelques otages qui devaient être incorporés dans les zouaves. Aucune de ces conditions n'ayant été remplies, on incendia le territoire de Mouzaïa.

L'armée coucha à la ferme de ce nom, le 7. Elle y reprit les troupes et les voitures qu'elle y avait laissées, et se dirigea, le lendemain, sur Bouffarik. Deux à trois cents Hadjoutes vinrent, ce jour-là, tirailler avec l'arrière-garde; Mohammed-el-Hadj-Oulid-Rebah, un de leurs plus braves cavaliers, nommé kaïd par Abd-el-Kader, fut tué dans cette petite affaire. Le 8, l'armée coucha à Bouffarik, et, le 9, le maréchal rentra à Alger.

Nous eûmes, dans cette expédition de dix jours, trois cents hommes tués ou blessés ; c'était plus que dans les deux expéditions de Mascara et de Tlemcen.

L'expédition que je viens de raconter et celle du Chelif parurent avoir eu pour résultat la consolidation de nos beys de Médéa et de Mostaganem. Lorsqu'elles furent terminées, les troupes qui devaient rentrer en France furent immédiatement embarquées.

M. le maréchal partit lui-même le 14 avril. Il fut appelé à Paris par les ministres, qui paraissaient craindre les dispositions de la Chambre des députés sur la question d'Alger et qui pensaient que personne ne pouvait mieux la défendre que le gouverneur général. M. l'intendant civil Lepasquier quitta aussi l'Afrique, mais pour n'y plus revenir ; il existait un désaccord complet entre le maréchal et lui : nous en reparlerons dans un autre livre.

Pendant que M. le maréchal Clauzel était à Tlemcen, il donna au commandant Yousouf un brevet de bey de

Constantine⁽¹⁾. Cette mesure fut l'origine des événements qui ont clos d'une manière si fâcheuse en Afrique l'année 1836. Yousouf, en attendant que les circonstances permissent de le conduire à Constantine, devait gouverner les tribus que l'administration paternelle du général d'Uzer avait ralliées à la France. Mais comme il comptait employer d'autres moyens que ceux qui étaient mis en usage par ce général, et que l'on savait que celui-ci ne serait pas d'humeur à tolérer certains actes que l'on méditait il fut convenu qu'on éloignerait M. d'Uzer de Bône, pour laisser le champ libre au nouveau bey.

M. d'Uzer, ainsi que M. Clauzel lui-même, avait fait d'assez nombreuses acquisitions d'immeubles en Afrique, Mustapha-ben-Kerim, en qui il avait mis sa confiance, passait, aux yeux de bien des gens, pour un homme d'argent et, d'intrigue. Le cadi de Bône avait, de son côté, donné lieu à quelques plaintes. En rapprochant ces trois circonstances, on insinua que les acquisitions de M. d'Uzer, faites par l'entremise de ces deux hommes, n'étaient pas toutes le résultat de franchises et loyales transactions ; qu'en un mot, le général avait abusé de sa position pour devenir propriétaire à des titres peu onéreux, et quelquefois équivoques. Ces accusations méritaient sans doute d'être éclaircies ; mais

(1) Le Gouvernement eut quelque peine à reconnaître cette nomination qu'il ne sanctionna que plus tard. Le ministre écrivait au gouverneur général, le 15 août 1836 ; « Malgré les plaintes graves que les excès commis à Tlemcen ont soulevées, le Gouvernement consentira à laisser Yousouf investi du titre de bey qui lui a été conféré par vous ; mais un officier-général, capable de lui en imposer et de le diriger, sera placé dans la province. »

M. le maréchal Clauzel, qui lui-même était en butte à des accusations de même genre, aurait dû peut-être ne s'avancer qu'avec circonspection sur ce terrain glissant. Cependant, il n'en fut pas ainsi ; car, sur sa demande, la révocation du commandant de Bône fut signée par le ministre et envoyée à Alger. Vers le même temps, le général d'Uzer, fatigué des tracasseries qu'on lui suscitait, demandait lui-même à rentrer en France. On eut alors assez de condescendance pour accéder à sa demande sans lui parler de sa révocation, qui fut considérée comme non avenue ; ainsi il parut se retirer volontairement.

Les tracasseries suscitées à M. d'Uzer consistaient principalement .en une enquête dirigée, en apparence, contre Mustapha-ben-Kerim et le cadi seulement, mais qui, dans le fait, l'était aussi contre le général. Elle fut faite par M. Réalier-Dumas, procureur général, et par M. Giacobi, juge d'instruction au tribunal supérieur. Ce dernier, sur qui tomba tout le poids de ce travail, s'en acquitta avec l'impartialité qui distingue la magistrature française. L'enquête ne produisit rien contre le général. Les griefs les plus graves allégués contre Mustapha et le cadi furent mis au néant⁽¹⁾. Il ne resta que quelques soupçons plus ou moins vagues et l'impression assez fondée que Mustapha avait usurpé des biens domaniaux et fait disparaître les titres d'autres. Ces deux hommes, envoyés d'abord à Alger, à la disposition du gouverneur, en furent quittes pour perdre leur position administrative ; Yousouf, qui s'attendait à autre chose, fit alors à Mustapha des avances qui furent repoussées avec

(1) On avait accusé Mustapha d'un empoisonnement et d'une substituca de condamné

dédain. Celui-ci, ne voulant ni vivre sous la dépendance de Yousouf, ni rester exposé à sa vengeance, se retira à Tunis.

L'agitation produite par l'enquête mit en lumière des faits honorables pour le général d'Uzer. On sut que, malgré l'augmentation de valeur des immeubles, il avait cédé, au prix d'achat, à un vieil officier, un terrain qu'il avait amélioré. On sut aussi qu'après avoir légalement acheté à un Maure un autre terrain que le vendeur n'avait cru propre qu'au pacage, il tripla, de son propre mouvement et sans y avoir été provoqué de nulle manière, le prix convenu, parce qu'il reconnut, après avoir bien étudié sa nouvelle acquisition, qu'elle avait une valeur bien supérieure à l'estimation faite par l'ancien propriétaire.

M. le général d'Uzer avait des ennemis à Bône parmi les Européens. Ces ennemis lui faisaient un crime de sa bienveillance pour les indigènes : car montrer quelque sympathie pour les Arabes, c'est presque une trahison dans l'opinion de certaines personnes. C'est une bien fâcheuse disposition d'esprit que cette haine sauvage qui anime un si grand nombre d'Européens contre des hommes que nous avons tant d'intérêts moraux et matériels à rapprocher de nous. Je l'ai souvent signalée et je ne cesserai de la combattre.

M. d'Uzer aimait les Arabes et en était aimé. Il réprimait avec énergie leurs actes de brigandage, quand ils s'en permettaient, mais il ne souffrait pas qu'il fût commis la moindre injustice à leur égard. Quelques Européens, acquéreurs de terres qu'ils ne cultivaient pas, cherchaient à en tirer profit en faisant saisir les troupeaux arabes qui allaient paître sur ces terrains vagues, selon les droits et

usages du pays, ou qui seulement les traversaient. Le général s'était souvent plaint de cet abus. Apprenant un jour qu'une immense quantité de bétail venait d'être mis en fourrière de cette manière, il le fit sur-le-champ relâcher. On voulut voir une usurpation de la puissance militaire dans ce politique empêchement mis à l'abus de la force et au dévergondage de la cupidité.

Le général d'Uzer ayant été sacrifié aux convenances personnelles de Yousouf mameluk, ce jeune aventurier, jusqu'alors heureux, se rendit à Bône où il fit une entrée théâtrale au bruit de l'artillerie qui le salua comme bey. Le colonel Duverger, chef d'état major, fut désigné pour remplacer provisoirement le général d'Uzer. Le colonel Corréard, du régiment de chasseurs d'Afrique, commanda à Bône, pendant le temps qui s'écoula entre le départ du général d'Uzer et l'arrivée du colonel Duverger⁽¹⁾.

Nous avons fait connaître l'état satisfaisant des relations des tribus de Bône avec l'autorité française, sous l'administration du général d'Uzer. Les Européens pouvaient parcourir librement le pays à une assez grande distance, et l'on peut dire qu'à l'exception de quelques brigands isolés, nous n'avions pas d'ennemis sur un rayon de plus de quinze lieues. Cet état de choses fut mis en parfaite lumière par l'établissement du camp de Dréan, à cinq lieues de Bône, établissement qui eut lieu peu de temps après l'arrivée du colonel Du verger. Jusque-là, quelques marchands, quelques officiers topographes, plus occupés de leurs affaires ou de leur service que du récit de leurs voyages, avaient seuls fait des excursions hors de Bône.

(1) Il arriva à Bône à la fin de mars 1836.

Mais le camp de Dréan ayant attiré des curieux, on se mit à parler, dans tous les journaux, de l'état prospère de la contrée. Malheureusement cet état, dû à l'ancienne administration, commençait à péricliter par les fautes de la nouvelle, au moment même où on en parlait la plus. L'engouement et quelquefois l'intrigue l'attribuaient à Yousouf, et ce même Yousouf allait le détruire.

Le maréchal Clauzel, en l'élevant à la dignité de bey, ne détermina pas ses fonctions, ne lui alloua aucun traitement fixe. Loin de s'en plaindre, Yousouf vit, dans le mot seul de bey, tout ce que le silence de l'autorité française semblait laisser dans le vague. La position qu'il avait su se créer par des services réels dans l'armée française, malgré sa jeunesse et des antécédents équivoques, lui fit croire que tout lui serait possible dès le moment qu'on le laissait libre sur le choix des moyens.

Il voulut d'abord avoir un banquier qui, naturellement, fut Lassery. Il passa, avec ce juif, un marché par lequel il lui céda, pour quelques avances, une part considérable dans les revenus présumés de son beylik. Ces revenus devaient d'abord se composer des razzias qu'il comptait, sur le moindre prétexte, effectuer sur les tribus arabes. À peine arrivé à Bône, le nouveau bey mit en pratique ce système d'administration.

Yousouf avait été autorisé, par le maréchal, à lever un corps de 1,000 Turcs, Maures ou Koulouglis ; il en avait réuni 280 à Alger. Pour compléter son bataillon, il eut recours, à Bône, à une espèce de presse. Ses chaouchs parcoururent les cafés, les boutiques, même les maisons particulières, et enlevèrent violemment tout homme qui leur parut en état de porter les armes. La population indi-

gène, effrayés, réclame auprès de l'autorité française, disant qu'au besoin elle ne se refuserait pas à prendre part à la défense commune, mais qu'elle demandait que ce fût dans les rangs de la garde nationale, et non comme soldats d'un bey qui ne devait exercer aucun pouvoir en ville. En effet, Yousouf avait été nommé bey de Constantine et non de Bône, dont les habitants devaient continuer à vivre sous la protection directe de l'administration française. M. Disaut, sous-intendant civil, prit leur défense, et arracha à Yousouf les hommes qu'il avait forcément enrôlés. Le corps d'infanterie du bey, réduit alors à de véritables volontaires, ne put parvenir qu'à un effectif de 300hommes. Yousouf avait de plus les escadrons de spahis réguliers, dont il était commandant, et les irréguliers répandus dans les tribus soumises.

Aussitôt après son arrivée à Bône, il publia une proclamation où il annonçait aux Arabes sa nouvelle dignité, et prescrivait aux cheiks de venir lui rendre hommage. Sous le point de vue politique, on pouvait, à cette époque, partager en deux zones concentriques les tribus de l'arrondissement de Bône. La plus rapprochée était composée de tribus, ou de fractions de tribus, soumises, reconnaissant l'autorité de la France, et dont les cavaliers étaient à notre solde. La zone la plus éloignée comprenait les tribus qui, sans reconnaître positivement notre autorité, étaient cependant pacifiées, et entretenaient avec nous des relations de commerce et de bon voisinage. Les peuplades de la première zone reconnurent sans difficulté le nouveau bey, tout au regrettant le général d'Uzer. Il n'en fut pas de même des autres, qui se montrèrent généralement fort mal disposées pour Yousouf. Une d'elles, la tribu des Radjetes, répondit à sa proclamation par des faux-fuyants.

Elle était trop éloignée de Bône, disait-elle, pour faire la démarche ostensible qu'on lui demandait, sans s'exposer à la vengeance d'Ahmed-Bey. Elle promettait, au surplus, de rester neutre, et de continuer à commercer avec Bône. A la réception de cette réponse, Yousouf résolut de commencer par les Radjetes son système de razzia. Il aurait désiré que le colonel Corréard mit quelques troupes à sa disposition ; mais cet officier supérieur qui n'avait pas d'instructions positives, à qui il avait été seulement prescrit de ne pas entraver la marche du bey, ne crut pas devoir prendre une part active à une entreprise semblable. Il promit simplement d'envoyer quelques escadrons sur le chemin que devait suivre Yousouf, pour le protéger en cas d'échec ; ce qu'il fit en effet. Le bey marcha donc contre les Radjetes avec ses seules troupes indigènes. Il surprit quelques douars de cette tribu et leur enleva 2,000 bœufs et 1,200 moutons. Les Radjetes, après cette expédition, quittèrent leur territoire, et se réfugièrent sur celui des Beni-Mehenna, c'est-à-dire que de neutres ils devinrent tout à fait hostiles. A l'époque de la moisson, ils firent au bey une soumission apparente pour pouvoir venir couper tranquillement leurs blés ; puis quand leur récolte fut faite ils retournèrent chez les Beni-Mehenna.

Satisfait du résultat lucratif de cette première expédition, Yousouf en dirigea une seconde quelque temps après contre les Oulad-Attia. Quelques hommes de cette tribu avaient eu, près de Bône, une rixe violente avec des Ichaoua, au sujet d'une femme enlevée. On les accusa d'être venus si près de la ville pour saccager une propriété européenne. Trois de leurs douars furent surpris et pillés. Un leur enleva beaucoup de bétail et neuf prisonniers. Trois

hommes furent tués. Les prisonniers ne furent rendus à la liberté qu'après avoir été mis à rançon.

Le résultat de tout cela fut que la plupart des Oulad-Attia abandonnèrent leur territoire comme l'avaient fait les Radjetes.

Plusieurs expéditions semblables à celles dont nous venons de parler furent dirigées sur d'autres tribus. Une d'elles eut un caractère plus militaire que celles qui l'avaient précédée. Il s'agissait de marcher contre Resgui, chef de la majorité des Hanencha, qui tenait pour Ahmed Bey. Mais ayant rencontré des bœufs en chemin chez les Eanebiel, tribu du parti de Resgui, Yousouf ne put résister à la tentation de les enlever. Les Arabes de la contrée coururent aux armes, la repoussèrent, et le menèrent battant jusque dans un terrain fourré, où il retrouva son infanterie, qui avait été longtemps séparée de lui par suite d'un faux mouvement. Il put alors rentrer à Bône sans être inquiété.

Si la conduite de Yousouf éloignait de lui beaucoup d'Arabes, elle lui en attirait en revanche quelques-uns de ceux qui, semblables aux routiers du moyen âge, se mettent toujours du parti qui pille. Haznaoui, rival de Resgui dans la tribu de Hanencha, où il avait un fort parti, cherchait depuis longtemps à s'appuyer sur les Français de Bône. Il en avait plusieurs fois écrit au général d'Uzer, qui l'avait toujours engagé à conserver sa position à Hanencha, jusqu'à ce que le Gouvernement se fût décidé au sujet de Constantine. C'est ce qu'il fit ; mais après la nomination de Yousouf, le parti de Resgui ayant puisé une nouvelle force dans la répugnance qui se manifesta bientôt parmi les Arabes contre ce bey, et par conséquent contre

les Français, Hamaoui ne put rester plus longtemps à Hanencha ; il vint trouver Yousouf avec près de 200 cavaliers. Le bey le reçut à bras ouverts, lui fit des présents, et l'employa dans toutes ses razzias. Yousouf attira aussi à sa cause le kaïd Soliman ancien lieutenant du bey de Constantine, réfugié à Tunis, personnage d'une certaine importance et d'une certaine habileté. L'adjonction de ces deux hommes lui fut d'un grand secours. Elle neutralisa, pour un instant, l'explosion du mécontentement général que ses actes avaient fait naître. Les tribus de l'est surtout se montrèrent tout à fait soumises et résignées. On établit un détachement de 50 Turcs à la Calle; sous le commandement d'un officier français. Ce poste, ancien chef-lieu des concessions françaises, rentra ainsi en notre pouvoir. Des officiers de cavalerie firent des remotes au loin, et une correspondance, à peu près régulière y fut établie, par terre, entre Bône et Tunis. Mais Yousouf ne vit pas le parti que, par une sage modération, il pouvait tirer de cet état de chose, non-seulement pour l'établissement de soit autorité, mais même pour la satisfaction bien entendue de ses besoins financiers. Loin d'établir un régime régulier, de songer à l'avenir, il ne s'occupa qu'à exploiter le présent. M. le colonel Duverger n'avait ni les moyens ni la volonté de le diriger. D'un côté, le colonel voulait plaire au maréchal en le laissant faire, et d'un autre s'arroger une partie des succès qu'il le croyait de bonne foi destiné à obtenir. Il se mit donc complaisamment à sa suite, ne voyant, ne pensant que par lui à Bône, mais le présentant toujours; dans ses relations officielles où d'intimité, comme un personnage en sous-ordre, qui n'avait que le mérite de le seconder avec intelligence dans le plan conçu par lui,

colonel, pour arriver promptement à la soumission du pays.

Une fois que Yousouf eut Hasnaoui avec lui, et qu'il eut tout à fait annihilé le colonel Duverger, son despotisme ne connut plus de bornes. Ce violent système d'administration produisit dans le courant de l'été des sommes assez considérables ; mais elles passèrent comme de l'eau dans les mains de notre bey, aussi généreux, et même prodigue, pour ceux qu'il croyait dévoués à sa cause, qu'impitoyable pour les autres, et qui de plus avait à pourvoir à quelques dépenses nécessaires, pour lesquelles il ne lui était pas alloué de fonds.

Le commandant Yousouf avait pour secrétaire un ancien cadi de Bône nommé Khalil. Cet homme, qui dès le principe n'avait pas voulu vivre sous la domination de la France, s'était réfugié à Tunis, en 1832 après la prise de Bône. Il entretenait là une correspondance suivie avec Ahmed-Bey, qui l'avait chargé de quelques affaires. L'autorité française, qui en fut instruite, exigea du bey de Tunis qu'il lui fût livré. Il fut conduit à Alger avec tous les papiers saisis dans son domicile par le consul de France. La plupart de ces pièces étaient écrites en chiffres. Les autres étaient sans importance. Du reste, dans aucun cas, Khalil ne pouvait être judiciairement poursuivi, puisqu'il n'avait jamais été sous notre domination, qu'il était libre de tout engagement envers nous, et qu'enfin il avait été arrêté sur un terrain neutre. Après l'avoir gardé quelques temps à Alger, on le renvoya à Bône sous la surveillance, et par conséquent la sauvegarde de l'autorité locale. Comme c'était un homme d'une certaine importance, Yousouf voulut se l'attacher, et, à force d'instances, il parvint à l'avoir auprès de lui.

Khalil ayant vu Yousouf à l'œuvre, blâma ses actes, ce qui le rendit bientôt suspect. Une nuit, après avoir passé la soirée à jouer aux échecs avec le bey, à Dréan, où ils étaient l'un et l'autre, il fut enlevé de sa tente et eut immédiatement la tête tranchée, sans que l'officier supérieur qui commandait le camp fût instruit de cette exécution. On dit que Khalil avait voulu empoisonner Yousouf; mais on ne produisit contre lui qu'une lettre sans cachet, par laquelle Ahmed-Bey l'aurait engagé à commettre ce crime. Du reste, on ne peut alléguer ni commencement d'exécution, ni rien qui pût faire soupçonner que Khalil eût eu l'intention d'accéder à la demande, vraie ou fausse, d'A Ahmed. Yousouf fit arrêter un Maure et un Juif qu'il donnait pour complices à Khalil. Mais l'autorité civile arracha ces deux hommes de ses mains, et comme aucune charge ne s'éleva contre eux, elle les mit en liberté au bout de quarante-huit heures⁽¹⁾.

La mort de Khalil répandit partout l'effroi. Bel-Cassem, ancien kaïd de Stora, qui servait en qualité de maréchal des logis dans les spahis, craignant le même sort, s'enfuit de Bône, et se réfugia à Alger, auprès du général Rapatel, qui commandait en ce moment en l'absence du maréchal. Cet homme connaissait bien le pays. Il avait joui de la confiance du général d'Uzer. A ce titre il était

(1) Il est peu admissible qu'A Ahmed-Bey ait voulu empoisonner Yousouf, dont la fausse politique le servait parfaitement. D'un autre côté, Yousouf n'avait aucun intérêt personnel à la mort de Khalil. Il est donc à croire qu'il fut trompé par quelque ennemi secret de cet Arabe. Ce fut, dans le temps, l'opinion la plus répandue parmi les indigènes.

suspect à la nouvelle administration. Il porta à Alger de graves accusations contre Yousouf. On y fit peu d'attention. Cependant M. Melcion-d'Arc, intendant militaire de l'armée d'Afrique, avait déjà signalé, dans l'intérêt de l'approvisionnement des troupes, les enlèvements continuels de bétail opérés par Yousouf. Comme la plus grande partie en était exportée à Tunis, ou par les Maltais à qui Yousouf le vendait directement, M. Melcion avait craint que le pays ne fut bientôt épuisé. Sur son rapport, le ministre envoya l'ordre au général Rapatel d'interdire, jusqu'à disposition contraire, toute exportation de bétail dans l'est de la Régence. Un arrêté fut signé à ce sujet le 20 juillet. Ainsi l'autorité centrale était réduite à s'armer officiellement contre des abus qu'elle avait fait naître. Le ministre adressa aussi, ou fit adresser quelques remontrances à Yousouf. Celui-ci en tint peu de compte, ayant entre les mains des lettres du maréchal Clauzel qui approuvaient sa conduite⁽¹⁾.

Enfin ce régime violent et peu sensé porta ses fruits. Une foule d'Arabes s'éloignèrent de nous, et suivirent l'exemple des Radjetes et de la majorité des Oulad-Attia. Ceux qui restaient soumis en apparence se remirent en rapport avec Ahmed-Bey, qui leur fit dire de dissimuler encore quelque temps, et que bientôt il les mettrait en position de lever le masque. Les cheikhs des Beni-Mohammed, des Sga, des Arba Aouen, des Djendel, n'attendirent pas même ce moment; ils allèrent franchement à Constantine demander l'investiture à Ahmed. Les Arabes faisaient

(1) Il les montra à M. Loyson, avocat général au tribunal supérieur.

tous ce raisonnement fort simple : *Puisque le bey des Français nous traite encore plus durement qu'Ahmed, mieux vaut retourner à celui-ci.* Ainsi Yousouf détruisit en peu de mois le bien qu'avait produit l'administration du général d'Uzer. Il s'aperçut lui-même, vers le milieu de l'été, que toutes les tribus allaient lui échapper ; mais il mit tout en usage pour cacher cette décadence, et il parvint, par les moyens les plus puérils, à abuser sur le degré d'influence qu'il était censé exercer des hommes haut placés, qui depuis se sont fait ses accusateurs et ceux du maréchal. Yousouf, dans la position où l'avait mis M. Clauzel, exploita toujours, avec plus d'esprit que de prévoyance, cette administration crédule et enfantine de notre nation pour ce qui est excentrique et bizarre.

Nous avons un peu anticipé sur l'ordre chronologique pour donner intégralement le tableau de l'administration de Yousouf à Bône. Elle a eu trop d'influence sur les événements, pour que le lecteur n'attache pas quelque intérêt aux détails dans lesquels nous sommes entré.

Nous avons vu, dans le livre précédent, qu'avant de quitter la province d'Oran, le maréchal Clauzel avait décidé que le général d'Arlanges établirait un camp à l'embouchure de la Tafna, et ouvrirait de là des communications avec Tlemcen. Conformément à ses instructions⁽¹⁾, ce général, dont les forces considérablement diminuées par

(1) à cette époque, les instructions du général d'Arlanges n'étaient encore que verbales. Elles lui avaient été données par le maréchal, à l'île de Rachgoun, le 14 février, et elles se trouvèrent confirmées par l'approbation donnée par le même maréchal au projet d'exécution de l'établissement de la Tafna, lequel

le départ du 11^e de ligne devaient encore subir d'autres réductions, voulant opérer avant d'être réduit à l'impossibilité matérielle d'agir, partit d'Oran, le 7 avril, avec 3,000 hommes de troupe et 8 pièces d'artillerie. Le 15 il traversa le Rio-Salado et alla bivouaquer sur l'Oued-Senane, au delà de la plaine de Zeldoure.

Le 14, on partit de ce point, et l'on passa près de la source de Guettara, où se tient le marché des Oulad-Kalfa. On aperçut ce jour-là, pour la première fois, un rassemblement d'Arabes armés ; c'étaient 200 cavaliers des Oulad-Abdallah. Ils s'abouchèrent avec ceux, de Mustapha, et leur déclarèrent qu'ils ne voulaient, ni se joindre à Abd-el-Kader, ni se Soumettre aux Français. A midi, la colonne prit position à l'Oued-Ghaser. Dans la soirée, des cavaliers ennemis vinrent caracoler devant nos postes ; des soldats qui allaient à l'eau furent attaqués.

Le 15, la colonne partit de l'Oued-Ghaser ; ayant son flanc gauche couvert par la cavalerie de Mustapha. L'ennemi se montrait dans cette direction. Après une courte marche, la colonne s'arrêta sur la montagne de Dar-el-Atchan. Mustapha, qui, depuis le matin ne cessait de demander du canon, s'engagea alors avec l'ennemi dont le nombre augmentait à chaque instant. C'était l'avant-garde d'Abd-el-Kader composée de cavalerie Mustapha la fit d'abord plier ; mais ayant vu derrière une infanterie nombreuse, il envoya prier le général d'Arlanges de le

lui fut présenté par le colonel directeur des fortifications, le 14 avril. Ainsi, le reproche d'avoir agi sans ordre, fait au général d'Arlanges par la commission du budget en 1837, ne paraît point fondé.

soutenir. Celui-ci fit avancer les chasseurs d'Afrique pour protéger la retraite de Mustapha, à qui il donna en même temps l'ordre de se replier. Mais l'infanterie d'Abd-el-Kader, parvenue sur le champ de bataille, fit un mouvement de flanc qui rendit cette retraite impossible, et qui même compromit les chasseurs. Le général d'Arlanges fit alors avancer sur ce plateau un bataillon du 17^e léger et deux pièces d'artillerie. Ce renfort dégagea la cavalerie française. Mustapha, au lieu d'en profiter pour exécuter l'ordre de retraite, laissa la sienne en position, et se rendit de sa personne auprès du général d'Arlanges, pour lui demander de nouveaux renforts qui lui permissent de battre complètement l'ennemi. Pendant son absence, ses cavaliers plièrent et furent ramenés jusque sur le bataillon du 17^e qui fut lui-même très-vivement attaqué.

Le général, qui aurait désiré ne pas engager la colonne, vit alors qu'il ne pouvait éviter le combat. Il laissa les bagages sur la montagne avec le 66^e de ligne et les troupes du génie, et s'avança avec le reste de ses forces. L'affaire fut courte, mais chaude. L'infanterie de l'Émir, composée de Kbaïles de la contrée, se battit admirablement, et ne céda qu'après avoir été foudroyée par la mitraille. L'ennemi s'éloigna en emportant ses morts. Nous eûmes de notre côté 10 tués et 70 blessés.

Le combat finit à midi. Le général prit aussitôt après des dispositions pour continuer sa marche sur la Tafna. Mustapha-Ben-Ismaël fit les plus grands efforts pour l'en détourner ; il descendit même de cheval, et se jeta en travers du chemin. Il représenta à M. d'Arlanges qu'après un combat peu décisif il était de la plus grande imprudence de pénétrer dans les montagnes des Kbaïles ; que la colonne

française courait le risque de périr en détail avant d'arriver à la Tafna ; que, si elle y parvenait, elle serait assiégée dans son camp par la population dont l'imagination n'avait pas été frappée par une incontestable défaite. Il ajouta que ce qu'il y avait de mieux à faire était de camper où l'on se trouvait, que les Kbaïles ne manqueraient pas de venir attaquer les Français dans cette position, où ceux-ci pouvaient les battre assez complètement pour qu'ils ouvrissent ensuite leur pays. Le général ne se rendit pas à ce raisonnement. Il pensa au contraire que, s'il ralentissait sa marche, les Kbaïles n'en seraient que plus audacieux. Il la continua donc. Elle ne fut que peu troublée, malgré les difficultés du chemin qui l'arrêtèrent souvent. Dans une de ces haltes, qui dura près de deux heures, les troupes d'Abd-el-Kader vinrent tirailler, mais avec peu d'acharnement. La colonne arriva, à la nuit, aux bords de la Tafna, à deux lieues au-dessus de son embouchure.

Le 16, le général d'Arlanges arriva à l'embouchure de la Tafna, en face du rocher de Rachgoun, où nous avons, depuis cinq mois, une petite garnison. Il établit ses troupes sur la rive droite. Un fort poste fut placé sur la rive gauche.

La garnison de Rachgoun était alors commandée par le capitaine Franconin, du 1er bataillon d'infanterie d'Afrique. Cet officier avait cherché à se mettre en rapport avec Mohammed-Bou-Hamidi, kaïd des Ouélassa ; il y était parvenu par le moyen d'un juif d'Oran, qui s'était fait fort de détacher le chef de la cause d'Abd-el-Kader. Bou-Hamidi et M. Franconin eurent une entrevue sur le rivage. On parla de paix, mais on ne se comprit de part ni d'autre, car M. Franconin, conformément à ses instructions, ne négociait que pour séparer les Ouélassa de

l'Émir, et Bou-Hamidi crut, ou peut-être feignit, de croire, que la paix que l'on voulait faire était demandée à Abd-el-Kader par son intermédiaire. Dans d'autres entrevues tout s'expliqua ; le kaïd déclara alors qu'il n'entendait pas faire défection à l'Émir, qu'il avait, dès le principe, porté à sa connaissance les ouvertures des Français, que la réponse d'Abd-el-Kader était favorable à la paix, mais que l'Émir ne traiterait qu'avec le Roi, et non avec des généraux que l'on changeait trop souvent pour qu'il y eût rien de stable avec eux. Dès lors les négociations furent rompues.

Tel était l'état des affaires à la Tafna, lorsque le général d'Arlanges y arriva. A Tlemcen, le capitaine Cavaignac n'avait été attaqué qu'une fois par les Arabes qu'il avait repoussés sans peine. Depuis son isolement il n'avait pu faire parvenir que deux lettres au général, et l'active surveillance d'Abd-el-Kader rendait chaque jour la correspondance plus difficile. Les instructions du maréchal prescrivaient d'ouvrir les communications par la Tafna et Rachgoun. Pour cela il fallait d'abord s'établir solidement au point de débarquement, ainsi que l'avait également prescrit le maréchal. Il existait encore une raison plus pressante de se fortifier sur ce point : la prédiction de Mustapha-Ben-Ismaël se réalisait. La population Kbaïle tout entière était en armes. Le travail des fortifications commença le 17, le lendemain même de l'arrivée du général d'Arlanges. Le 20, le colonel du génie Lemercier débarqua à la Tafna avec deux blockhaus et des bois pour les diverses constructions. Les travaux prirent dès lors plus d'activité.

Cependant Abd-el-Kader réunissait du monde. Chaque jour nos fourrageurs étaient attaqués par ses éclaireurs ;

mais le gros de ses troupes ne se montrait pas encore. Le 24 au soir, le général d'Arlanges résolut de reconnaître les forces de l'ennemi, et de s'assurer s'il n'était pas lui-même bloqué dans son camp, comme il commençait à s'en douter. Il partit avec l'infanterie, moins les gardes et les travailleurs, pour aller prendre position sur les hauteurs de la rive gauche de la Tafna. Au point du jour la cavalerie ayant rejoint l'infanterie, toute la reconnaissance se porta en avant vers le marabout et le village de Sidi-Yagoub, à l'ouest de la route de Tlemcen. Quelques Arabes se montraient au loin ; on les dispersa à coups de canon. Les spahis réguliers s'étendirent dans le pays, à plus de deux lieues, contrairement aux ordres du général, qui évitait avec raison de trop s'aventurer, et qui s'était arrêté avec l'infanterie. Enfin les spahis revinrent poursuivis par quelques centaines de Kbaïles. Déjà quelques groupes se montraient sur les flancs de la colonne. Elle commença aussitôt son mouvement rétrograde sur le camp, car la manière dont se présentait le petit nombre d'ennemis que l'on apercevait était, pour tous ceux qui connaissaient la guerre d'Afrique, un indice certain que l'on aurait bientôt affaire à des masses considérables. En effet, ces masses ne tardèrent pas à arriver, débouchant par toutes les gorges, et s'emparant de toutes les crêtes. Loin d'en être effrayées, nos troupes, qui n'avaient pas un effectif de plus de 1,800 hommes, montrèrent une telle ardeur, que le général voulut faire face à l'ennemi. Il s'arrêta de nouveau, mais, le nombre des assaillants augmentant à chaque instant, il fallut se remettre en retraite. On se retira sur deux petites colonnes, avec des tirailleurs sur les flancs et en arrière.

L'ennemi se précipita alors sur nos tirailleurs avec une fureur qu'on ne lui avait encore vue qu'à la Macta. Nos soldats en vinrent plusieurs fois à la baïonnette. Passant, sans ordre, de la défensive à l'offensive, ils ne se contentaient pas de résister à l'ennemi, mais ils prenaient souvent l'initiative en s'avançant sur lui. Cette manière de combattre, plus courageuse que prudente, ralentissait la marche, nous faisait perdre du monde et découvrait les flancs des colonnes. Une compagnie fut entourée par les Kbaïles ; une vigoureuse charge de cavalerie, conduite par le capitaine Bernard, la dégagea.

Bientôt, engagés sur un terrain dominé de toute part, les Français se trouvèrent exposés à un feu terrible. La nature des lieux ôtait tout avantage à l'artillerie, qui, du reste, était faiblement approvisionnée. Les tirailleurs furent enfoncés, et l'ennemi arriva enfin sur les colonnes. Jamais combat plus acharné n'avait eu lieu en Afrique. Les Kbaïles arrivèrent jusque sur nos pièces. Il fallut des efforts vraiment héroïques pour les repousser. Le général, le lieutenant-colonel Mausson, son chef d'état-major, le capitaine Lagondie, on aide de camp, furent blessés. L'arrière-garde, un instant séparée de la colonne, ne se sauva que par des prodiges de valeur. Enfin, à une heure, nos troupes atteignirent le camp de la Tafna. Si la marche eût dû être plus longue, tout aurait péri.

Nous eûmes dans cette malheureuse affaire 300 hommes mis hors de combat. Pendant que le général était aux prises avec les masses principales, s'élevant à 7 ou 8,000 hommes, une assez forte colonne s'était approchée du camp, où il ne restait que 600 hommes au plus et qui n'était pas encore fermé. Si elle eût osé l'attaquer, elle l'aurait peut-être enlevé. Abd-el-Kader perdit beaucoup

de monde dans le combat du 25 ; mais enfin, il eut l'avantage. Le général français, bloqué dans son camp, ne pouvait ni communiquer avec Tlemcen, ni retourner par terre à Oran. L'Émir établit son quartier général à Nédrouma, petite ville peu éloignée de la Tafna. Une division de son armée se posta sur la route de Tlemcen, au confluent de la Tafna et de l'Isser, et une autre sur celle d'Oran. Chaque jour, les éclaireurs ennemis venaient tirailler avec les avant-postes français, et inquiéter les fourrages. Il devint impossible de sortir du camp, dont les travaux se poursuivaient avec d'autant plus d'activité qu'ils devenaient plus nécessaires. Il ne s'était d'abord agi que d'établir deux blockhaus à la Tafna ; mais on finit par faire de cette position une véritable place forte, où l'on engloutit près de 800,000 francs. L'état de la mer ayant interdit toute communication avec l'île de Rachgoune, pendant plusieurs jours les troupes furent réduites à une mince ration de riz et à la chair des chevaux tués dans les combats ; elles ne firent cependant entendre aucun murmure, et se montrèrent aussi résignées que braves. Tout cependant tendait à les démoraliser : car, ainsi qu'il arrive presque toujours dans les circonstances difficiles, la désunion s'était mise parmi les chefs.

Abd-el-Kader profita avec habileté de ses avantages pour accroître son pouvoir sur les tribus. Il fit marcher sur la vallée du Chélif un petit corps de troupes, dont la présence suffit pour faire rentrer sous sa domination toute cette contrée. Ibrahim-Bey et El-Mezary, établis à Masagran, furent forcés par les Medjar de rentrer à Mostaganem. Enfin, tous les fruits de la brillante expédition du général Perrégaux furent perdus. Les Garaba se mirent à infester les environs d'Oran. Ils attaquaient les convois qui se

rendaient de cette place au camp du Figuier, et pénétrèrent même une fois dans l'intérieur de la ligne des blockhaus. L'enthousiasme pour Abd-el-Kader, qui reparaissait triomphant après deux campagnes malheureuses, ne connut plus de bornes chez les Arabes. Des tribus éloignées, et jusqu'alors indépendantes, se mirent volontairement sous sa domination. De ce nombre fut la tribu des Oulad-Sidi-Chirk, dont le chef, uni d'amitié depuis longtemps à Abd-el-Kader, donna l'exemple de cette libre soumission au plus digne.

Cependant l'Émir, éclairé par l'expérience, ne se laissait pas éblouir par ce retour de fortune. Il savait qu'il serait dangereux pour lui de vouloir pousser trop loin ses avantages, et qu'une seconde Macta serait suivie, sans aucun doute, d'une seconde expédition de Mascara. En conséquence, loin d'attaquer sérieusement le camp, il se contenta, comme nous venons de le voir, de l'inquiéter et de le bloquer. Il écrivit en même temps au général d'Arlanges pour entrer en négociation avec la France, mais on ne répondit pas à ses lettres.

Le camp était si étroitement bloqué que l'herbe manquant pour les chevaux, il fallut y envoyer du foin d'Oran. Mustapha, dont la cavalerie était inutile dans une pareille position, voulut s'évader la nuit avec son monde, et gagner cette ville. Mais son projet ayant été divulgué par un transfuge, l'Émir prit des mesures qui en rendirent l'exécution impossible. On fut forcé alors d'embarquer pour Oran une partie des chevaux des auxiliaires pour ménager les ressources. Le général d'Arlanges s'y rendit aussi par mer avec le détachement du 66^e. Le général Rapatel y en avait envoyé un du 63^e. Après avoir pris quelques mesures

de défense, le général d'Arlanges retourna à la Tafna, qui, étant le poste du danger, devait être le sien.

Notre fortune, qui pâissait ainsi dans la province d'Oran où nous avions eu quelque réalité de puissance, ne pouvait évidemment se soutenir dans celle de Titteri où nous n'avions qu'un bey, qui, à vrai dire, n'était qu'une fiction. Ce vieillard, quoique peu capable, avait néanmoins quelque force dans l'âme. Il fit, dans une position désespérée, tout ce qu'on pouvait attendre d'un homme de cœur. Mais les populations le repoussaient comme Turc, et nous l'avions laissé presque sans moyens d'action. Cependant, il passa près d'un mois assez tranquillement à Médéa. Sa chute définitive fut amenée par une circonstance qui prouve bien quelle antipathie ressentaient les Arabes pour le système turc, que la politique du maréchal Clauzel tendait à rétablir : Mohammed-ben-Hussein que nous avions laissé à peu près sans argent, écrivit à Alger, peu de jours après son installation, pour en demander ; il lui fut répondu qu'on n'en avait pas à lui donner, mais qu'il pouvait s'en procurer par les moyens mis en usage par ses prédécesseurs. Cette réponse tomba entre les mains de El-Hadj-el-Sghir, bey de Miliana. Il en fit tirer un grand nombre de copies, et les envoya dans les tribus comme preuve irrécusable de l'intention où étaient les Français de rétablir le régime turc. Aussitôt des forces considérables, prises dans les tribus de Soumata, Mouzaïa, Beni-Menad, Malmata, Beni-Zoug-Zoug, Djendel, Riga, Ouzera, et plusieurs autres, se réunirent sous les bannières du bey de Miliana, qui marcha avec elles et Mohammed-ben-Aïssa-el-Barkani contre Médéa. Notre bey n'avait pour lui que les Koulouglis, une partie des Hassan-ben-Ali et quelques Douair-el-Abid, en tout

très-peu de monde. Les Hadar (Maures citadins) étaient contre lui. Malgré l'infériorité de ses forces, il fit une sortie, et repoussa assez loin une partie des troupes ennemies ; mais, ne voulant pas trop s'écarter de la ville, il revint sur ses pas, et perdit du monde dans ce mouvement de retraite. El-Barkani fut blessé dans cette affaire. Rentré dans la ville, Mohammed-ben-Hussein, qui, avec raison, se méfiait des Hadar, fit occuper tous les postes par les Koulouglis ; cette précaution ne le sauva pas, car les Hadar parvinrent à s'emparer d'une des portes qu'ils livrèrent à l'ennemi. El-Hadj-el-Sghir entra dans la ville, et fit prisonnier le vieux bey qu'il envoya sur-le-champ à Abd-el-Kader ; les Koulouglis furent en partie désarmés et se soumirent. C'est ainsi que Médéa tomba de nouveau sous la domination d'Abd-el-Kader.

Ben-Aouda-el-Moktari, le plus puissant cheik du sud de la province de Titteri, ne fut pas plus satisfait de cette révolution qu'il ne l'avait été dans le temps de la nomination de Mohammed-ben-Hussein. Depuis que plusieurs tribus du Sahara avaient reconnu la souveraineté d'Abd-el-Kader, il craignait pour son indépendance ; il vit par conséquent avec peine rétablir le pouvoir de l'Émir à Médéa. Il écrivit au général Rapatel pour renouveler les offres de service et de coopération qu'il avait faites dans le temps au général Voirol, et chercha à susciter toutes sortes d'embarras à Barkani.

Pendant l'absence du gouverneur général, absence qui dura plusieurs mois, les affaires de la province d'Alger allèrent assez mal ; les courses des Hadjoutes furent incessantes et presque toujours heureuses et lucratives pour eux. Vers la fin d'avril, ils enlevèrent deux Européens et une femme

entre Douéra et Bouffarik. Un de ces Européens, M. Meurice, fut envoyé par eux à Abd-el-Kader ; l'autre, qui était blessé, fut gardé par un Hadjoute dont le frère était prisonnier des Français, et échangé quelque temps après ; la femme fut tuée par un autre Hadjoute, qui voulut mettre fin par une barbarie à une dispute dont elle était le sujet.

En apprenant l'enlèvement de ces trois personnes, le général Rapatel fit arrêter quelques Maures d'Alger que l'on croyait en relation avec El-Hadj-el-Sghir, ou qui avaient des parents à Miliana. La police pensa que ces Maures pourraient obtenir la délivrance des prisonniers si la leur y était attachée. Cette mesure excita de justes réclamations parmi les Musulmans d'Alger qu'elle rendait responsables des événements de l'extérieur. Ils ne pouvaient laisser consacrer un tel principe, sans voir s'appesantir sur leurs têtes une tyrannie de tous les instants. Aussi, les plus notables d'entre eux protestèrent contre la mesure, et envoyèrent leur protestation à Paris. Un ordre d'arrestation fut la réponse qu'on y fit. Il émanait du maréchal Clauzel. Ces nouveaux prisonniers étaient au nombre de six. On les envoya à la Casbah de Bône. Parmi eux étaient Ibrahim-ben-Mustapha-Pacha, le plus nul et le plus inoffensif des hommes, Amed-Bouderbah, intrigant à antécédents fâcheux, et Hassan, fils de cet Hamdan, qui a publié un livre intitulé le Miroir, où le maréchal est fort maltraité. On saisit chez eux des papiers que l'on disait les compromettre fortement, mais qui ne prouvèrent rien, car les passages qui pouvaient être suspects étaient écrits en chiffres. Des lettres écrites par Hamdan le père, qui était alors à Paris, ne prouvèrent rien non plus, au sujet des intelligences coupables que les proscrits auraient entretenues avec nos ennemis ;

elles prouvèrent seulement que celui qui les écrivait, et ceux à qui elles étaient adressées n'étaient point partisans du maréchal. Après une détention de quelques mois, un arrêté du gouverneur délivra quatre des prévenus, et exila d'Alger Bouderbah et Hassan-ben-Hamdan.

Les tracasseries suscitées aux Maures n'exercèrent et ne pouvaient exercer aucune influence sur les dispositions des Hadjoutes, qui n'en continuèrent pas moins leurs courses. Ils livrèrent plusieurs petits combats dans les environs de Bouffarik et de Mered, poste avancé sur la route de Blida. Le 10 juin, ils vinrent attaquer les colons de Dely-Ibrahim, leur tuèrent du monde, et leur enlevèrent des prisonniers et du bétail. Le 16 du même mois, ils enlevèrent, dans la nuit, le troupeau de l'administration à Douéra. Peu de temps après, ils pénétrèrent jusqu'à Bouzaréa ; des militaires furent tués par eux entre le fort de l'Empereur et Dely-Ibrahim ; un troupeau fut enlevé à la Pointe-Pescade. Jamais, depuis les premiers temps de l'occupation, les courses des Arabes hostiles n'étaient arrivées aussi près d'Alger.

Dans les premiers jours de juin, un camp provisoire fut établi au marabout de Sidi-Abd-el-Moumen, dans la plaine en avant de Maelma. Il fut occupé par les zouaves, et il avait pour objet de protéger la coupe des foins sur ce point.

Cependant, lorsqu'on apprit en France la position de nos troupes à la Tafna, les ministres et les Chambres, les partisans comme les adversaires de la colonisation ne virent plus que la nécessité de les en tirer avec honneur. Trois nouveaux régiments, le 23^e le 24^e et le 62^e de ligne, furent embarqués et transportés à la Tafna. Le général Bugeaud fut désigné pour commander cette nouvelle

expédition. Il débarqua à la Tafna le 6 juin. Lui et ses troupes arrivèrent sur trois vaisseaux : *le Nestor*, *la Ville de Marseille* et *le Scipion*. Le général de Létang fut nommé au commandement d'Oran, en remplacement du général d'Arlanges.

Le général Bugeaud passa six jours à la Tafna, pendant lesquels le camp fut abondamment pourvu de munitions de toute espèce. Il parut quelque temps indécis sur la manière dont il devait s'y prendre pour commencer la campagne. Enfin, il résolut de conduire sa petite armée à Oran, et de partir de là pour Tlemcen ; il laissa au camp le premier bataillon d'Afrique et quelques détachements. Le commandement de ce point fut confié au chef de bataillon du génie Perrault.

Parti de la Tafna le 12 de grand matin, le général Bugeaud arriva à Oran le 16, après avoir eu quelques légers engagements avec les Arabes. Le 19, il partit pour Tlemcen, où il arriva le 24. Il y eut, ce jour-là, un petit combat de cavalerie dans la plaine de Safsaf, dans lequel Ben-Omar, un des aghas d'Abd-el-Kader, fut tué. Les troupes françaises campèrent en dehors de la ville, où le général ne fit entrer qu'un bataillon. Le général Bugeaud trouva la garnison du Méchouar dans un état assez satisfaisant. Elle n'avait eu à repousser aucune attaque sérieuse. L'Émir avait fait dévorer toutes les récoltes des environs par tout le bétail qu'il avait pu rassembler ; mais l'approvisionnement de la place n'était pas encore épuisé. La viande avait manqué quelquefois. Cependant les Arabes venaient de temps à autre vendre du bétail, lorsqu'ils pouvaient tromper la surveillance des Beni-Ornid et des Oulad-Ria, que l'Émir avait chargés de bloquer la place quand il ne le faisait pas

lui-même. Les officiers et les soldats s'étaient faits des vêtements avec des étoffes du pays, et s'étaient procuré, à force d'industrie, quelque bien-être. Le capitaine Cavaignac inspirait à son monde une confiance sans bornes ; par des soins de tous les instants, il empêchait le découragement de s'emparer de cette poignée de Français relégués au milieu d'une population ennemie.

Le 26 au soir, le général partit de Tlemcen pour la Tafna, après avoir laissé deux cents éclopés dans le Méchouar et les avoir remplacés par deux cents hommes de la garnison. Il alla coucher à deux lieues seulement de la ville. Le lendemain 27, il partit de son bivouac à sept heures du matin, après avoir été rejoint par la cavalerie, les Arabes auxiliaires et le convoi de chameaux, qui, la veille, étaient restés à Tlemcen. L'armée alla bivouaquer en un lieu appelé Seba-Chiourk, en tournant le défilé de la Tafna, qu'elle laissa à gauche. Ce point est tout à fait dans les montagnes ; on y arrive cependant par des chemins assez faciles. Le 28, on descendit la montagne par le versant du nord, et l'on retrouva la Tafna à la sortie du défilé que l'on venait de tourner. Ce défilé est celui qui avait arrêté le maréchal Clauzel au mois de janvier précédent. Le général Bugeaud alla le reconnaître avec la cavalerie et deux bataillons. Il est très-difficile ; mais le chemin qui suit cette direction est plus court, de deux lieues au moins, que celui qui passe par Seba-Chiourk. Après cette reconnaissance, l'armée campa dans un lieu appelé Zabca. Le lendemain 29, elle reprit sa marche sur le camp de la Tafna, où elle arriva à neuf heures du matin.

Le général Bugeaud séjourna au camp jusqu'au 4 juillet. Ce jour-là il en repartit avec un fort convoi de vivres,

de munitions et de divers objets pour la garnison du Méchouar dont le ravitaillement était le but principal de l'expédition. Ce convoi se composait de 350 chameaux qui suivaient l'armée depuis Oran.

L'armée coucha à Zabca le 4 juillet. Le 5, elle franchit la montagne par Seba-Chiourk, laissant à droite le défilé de la Tafna, et bivouaqua sur les bords de l'Isser, non loin du confluent de cette rivière avec l'Oued-Safsaf. Dans la nuit, plusieurs feux annoncèrent la présence de l'ennemi ; il parut certain qu'Abd-el-Kader, renonçant à son prudent système de temporisation, cherchait à combattre. En effet, le 6, au petit jour, l'armée, descendant par trois colonnes dans la vallée de l'Oued-Safsaf, eut ses derrières attaqués par la cavalerie de l'Émir, qui avait établi son camp à l'entrée de la gorge que le général Bugeaud venait de tourner. Les Arabes auxiliaires, qui étaient à l'arrière-garde, soutinrent le choc. Le vaillant Mustapha fut blessé à la main ; il perdit une quinzaine d'hommes dans cet engagement. Pendant ce temps nos colonnes, franchissant la vallée, se déployaient sur le plateau de la rive gauche, le convoi appuyant à gauche gagnait la route de Tlemcen. Bientôt, l'infanterie africaine, conduite par l'Émir en personne, parut dans la direction que suivait le corps d'armée, tandis que la cavalerie redoublait ses efforts sur les derrières. Le général Bugeaud était ainsi attaqué en tête et en queue. Mais l'ennemi, en voulant le tourner, était lui-même coupé. Le général français profita de cette faute avec vigueur et habileté. Le 62^e et le bataillon d'Afrique furent placés en arrière ; le reste des troupes fit face à Abd-el-Kader. Ces dispositions prises, le général fit charger par les chasseurs l'infanterie africaine, couverte par quelques cavaliers. Ces

derniers furent facilement dispersés. L'infanterie, qui était derrière, tint assez pour que la cavalerie française eût un moment d'hésitation ; mais bientôt, reprenant la charge avec une nouvelle vigueur, nos chasseurs enfoncèrent, culbutèrent les Arabes, qui furent précipités dans une espèce d'entonnoir, formé par les sinuosités de l'Isser. Les Africains laissèrent plus de 200 hommes sur le champ de bataille ; 130 furent pris ; les autres se sauvèrent dans les ravins et dans les montagnes. En arrière, le combat ne fut pas moins décisif. Le 62^e et le bataillon d'Afrique repoussèrent les Arabes au delà de la vallée ; l'artillerie acheva leur défaite.

Ce glorieux combat ne coûta à nos troupes que 75 hommes, tués ou blessés. Les pertes de l'ennemi furent considérables. Nos soldats ramassèrent plus de 600 fusils sur le champ de bataille ; six drapeaux tombèrent entre les mains du vainqueur. Abd-el-Kader, qui combattit avec son courage ordinaire, eut un cheval tué sous lui ; il se mit en retraite dans la direction de Nédrouma.

Le combat finit à huit heures. Le convoi, escorté par le 24^e de ligne et le détachement de Tlemcen, continua aussitôt sa marche sur cette ville. Le reste de l'armée se porta sur les bords de la Tafna, où elle fut réunie à midi. A trois heures, la cavalerie partit pour Tlemcen, où elle arriva le même jour. L'infanterie et le général y arrivèrent le lendemain.

Les troupes se reposèrent à Tlemcen le 8. Le 9, elles se portèrent sur le plateau des Beni-Ornid, qui ne les attendirent pas. Elles enlevèrent beaucoup de grains à cette tribu, pour l'approvisionnement de Tlemcen, et rentrèrent

en ville le 10, après avoir passé la nuit auprès des belles sources du Loret⁽¹⁾.

Le 12 juillet, le général Bugeaud quitta Tlemcen avec sa petite armée pour retourner à Oran. Sa mission était littéralement accomplie : le Méchouar était ravitaillé, et Abdel-Kader battu. Peut-être restait-il encore quelque chose à faire ; peut-être devait-on profiter de la victoire du 6 pour rallier les tribus au bey, à peu près fictif, que le maréchal Clauzel avait établi à Tlemcen. Pour cela, il aurait fallu rester quelque temps dans cette ville ; mais, soit que M. Bugeaud ne voulut pas dépasser sa mission, qui était toute militaire, soit qu'il désespérât de rien faire en partant de bases vicieuses et qu'il ne lui appartenait pas de changer, soit enfin, ainsi que plusieurs de ses paroles ont pu le faire croire, qu'il n'eût alors aucune confiance dans l'avenir de l'Algérie, il partit de Tlemcen sans avoir amené une seule tribu à la cause française.

Le bataillon du Méchouar, si admirable de résignation et de dévouement, n'avait reçu aucune marque de bienveillance du ministre ; aucune des propositions faites en sa faveur par le maréchal Clauzel n'avait été accueillie. M. Bugeaud annonça cependant au capitaine Cavaignac qu'il demanderait pour lui le grade de chef de bataillon ; mais cet officier, d'une vertu et d'un désintéressement

(1) Ces sources forment une magnifique cataracte. La rivière qui en résulte porte le nom de *Loret*, dans les montagnes, et celui d'*Ouad-Safsaf*, dans la plaine de Tlemcen ; elle se jette dans l'Isser, sous celui de Sikak, qu'elle a donné au combat du 6 juillet 1836.

stoïques, répondit qu'il n'accepterait rien, s'il était le seul qui dût être récompensé.

Le général Bugeaud, en quittant Tlemcen, prit la direction de Mascara, et la suivit jusqu'au Mekerrat, qui est le Sig supérieur, où il arriva le 16. Il n'eut, dans sa marche, que quelques tiraillements d'arrière-garde. Il fit du reste au pays tout le mal possible, coupant ou brûlant les moissons sur son passage. Le 17, l'armée coucha à Tlélat, et rentra à Oran, une partie le 18, et l'autre le 19. Le général Bugeaud s'embarqua, le 30 juillet, pour Alger, devant de là rentrer en France, où il fut nommé lieutenant général. Le général Létang, nouvellement promu maréchal de camp, resta seul dans la province d'Oran.

Le combat du 6 juillet fut le coup le plus sensible qu'eût encore reçu Abd-el-Kader : son autorité auprès de plusieurs tribus en fut ébranlée ; l'argent lui manquait ; s'il n'eût pas reçu quelques secours de Maroc, il se serait trouvé dans la plus grande pénurie ; mais son activité et les ressources de son esprit ne l'abandonnèrent jamais. Il attira à Nédrouma tous les fugitifs de Tlemcen, même les Koulouglis qui rentrèrent individuellement en grâce auprès de lui, et qui mouraient de faim sous le canon français du Méchouar. On lui fabriquait là de la poudre, des armes et des vêtements pour ses soldats ; mais, comme cette ville est peu éloignée de la mer, et par conséquent exposée aux attaques des Français, que d'un autre côté, l'expérience lui avait démontré qu'il nous était facile d'aller à Mascara, il résolut de relever les ruines de Tekdemt, ancienne ville romaine située à trente lieues à l'ouest de Mascara, et d'y établir le siège de son gouvernement.

Avant de parler des événements qui signalèrent le retour

du gouverneur général à Alger, nous devons nous occuper quelques instants de Bougie. Ce point, sans lien avec les autres, isolé au milieu d'une population qui s'isole elle-même des populations musulmanes de l'Algérie, n'offre que des épisodes, mais ces épisodes méritent quelque attention.

Depuis l'établissement du fort Clauzel, il ne se passa rien de remarquable à Bougie, jusqu'au 28 mars. Ce jour-là, les Mezaïa vinrent attaquer les postes français. Ils furent repoussés avec perte, ce qui ne les empêcha pas de renouveler leurs attaques les 15 et 21 avril, mais avec aussi peu de succès. M. de la Rochette quitta Bougie, dont il était commandant supérieur, pour aller prendre le commandement d'un régiment en France. Il laissa d'honorables regrets à Bougie, où il fut remplacé par M. Salomon de Muis, chef de bataillon, commandant le 3^e bataillon d'infanterie légère d'Afrique.

Les Kbaïles vinrent attaquer les avant-postes le 5 et le 6 juin. On tira assez vivement, surtout au blockaus Doriac, qui fut criblé de balles.

Depuis longtemps on avait renoncé à toute espérance de pacification à Bougie. Oulid-ou-Rebah était mort d'une pleurésie ; son frère Amiziane l'avait remplacé, comme cheik des Oulad-Abd-el-Djebar, et aussi dans ses prétentions de domination sur les Kbaïles. Un jour, le fils d'Oulid-ou-Rebah, jeune homme de seize ans, voulant faire connaissance avec les Français, conduisit quelques bœufs au marché de Bougie. Les Kbaïles, fort mécontents de cette démarche, en firent un crime à Amiziane, qu'ils soupçonnèrent de l'avoir conseillée, et ils imposèrent une forte amende à ce cheik, menaçant de lui faire la guerre s'il ne la payait pas. Amiziane répondit à la sommation

qui lui fut faite, que son neveu avait agi sans ordre de sa part et d'après les conseils d'un certain Abderramane, marabout de Beni-Mimoun. Ensuite, pour prouver qu'il n'était pour rien dans cette affaire, qu'il en était lui-même fort courroucé, il alla dévaster les propriétés et enlever les troupeaux d'Abderramane. Cette expédition ne satisfit pas les Kbaïles, qui s'obstinèrent à voir dans Amiziane un partisan des Français. Celui-ci résolut alors de les désabuser par un crime : il écrivit à M. Salomon de Muis pour lui demander une entrevue. Cet officier, quoique malade, se rendit, le 4 août, au rendez-vous qui avait été fixé en avant du camp retranché inférieur. Il avait avec lui son interprète Taboni, M. Fournier, sous-intendant militaire, Médani, kaïd de Bougie, et le capitaine Blangini, du 2^e bataillon d'Afrique qui laissa sa compagnie à peu de distance. M. Salomon et Amiziane se firent d'abord des politesses réciproques ; mais, peu à peu, les cavaliers du cheick entouraient les Français. M. Blangini, qui s'aperçut le premier de ce mouvement, voulut faire avancer son monde, mais il était trop tard : une décharge avait étendu sans vie le commandant de Bougie et son interprète. Médani était grièvement blessé ; M. Fournier eut son cheval tué, et les Kbaïles cherchaient à l'assommer à coups de crosse, lorsque les soldats de M. Blangini arrivèrent. Les assassins fuirent de toutes parts, et laissèrent sur le champ du crime les cadavres de leurs victimes. Les Kbaïles parurent épouvantés eux-mêmes de cet acte horrible de perfidie ; pendant quelque temps on cessa de les voir.

M. Lapène, chef d'escadron d'artillerie, remplaça provisoirement M. Salomon de Muis. Le 25 septembre, les Kbaïles revinrent tirailler avec les avant-postes. Ils se

présentèrent encore le 26. Ce jour-là, M. Lapène fit exécuter une sortie qui les refoula jusqu'au delà du village de Dar-Nassar. Un ordre mal compris empêcha de les tourner ; sans cet incident, on en aurait tué ou pris un grand nombre. On leur mit cependant une cinquantaine d'hommes hors de combat. Le 27, les Kbaïles, après s'être battus entre eux, en se reprochant les uns aux autres leur insuccès de la veille, s'éloignèrent pour ne plus reparaître. Peu de temps après, M. Chambourleron, lieutenant-colonel d'état-major, fut nommé commandant supérieur de Bougie.

LIVRE XX.

Le maréchal Clauzel à Paris. — Nouveau plan de conquête. — Opérations militaires à Alger et à Oran. — Retour du maréchal Clauzel à Alger. — Mission du général Damrémont. — Révolte des tribus à Bône. — Préparatifs de l'expédition de Constantine. — Expédition de Constantine. — Insuccès et retraite. — Ravitaillement du Méchouar par le général Létang. — Incursion des Arabes dans la Métidja.

Nous avons dit que c'était la crainte de trouver la Chambre des députés mal disposée sur la question d'Alger qui avait déterminé le ministère à appeler M. le maréchal Clauzel à Paris, pour y défendre une cause qui était en quelque sorte la sienne. On voit que les rôles étaient changés ; jusqu'alors la colonie avait eu plus de motifs de suspecter les intentions du Gouvernement que de craindre les Chambres ; mais l'opinion publique, qui avait triomphé des répugnances du Gouvernement, devait dissiper ce nouvel orage, plus imaginaire que réel. Dans la Chambre des députés une majorité considérable se prononça pour Alger. La discussion fut, au reste, assez mal engagée : les adversaires de la colonie n'attaquèrent guère que les abus de l'administration, et ses partisans ne s'attachèrent qu'à justifier ou à pallier ces mêmes abus. Comme orateur, M. Clauzel ne jeta aucun jour sur la question ; mais sa présence, un certain prestige attaché à son nom, rendirent l'attaque plus vague et plus molle et la défense plus assurée.

M. le maréchal Clauzel prolongea son séjour à Paris après la clôture des Chambres ; car, après avoir défendu Alger devant elles, il eut à défendre ailleurs sa position personnelle qui était menacée. Quoique peu propre à jouer un rôle politique quelconque, il avait toujours paru se rattacher au parti de l'opposition la plus avancée. Il en était résulté contre lui des préventions qui devaient rendre le Gouvernement accessible aux récriminations dont il serait l'objet. Aussi prit-on, à Paris, en sérieuse considération certains documents qui y furent envoyés d'Afrique, et qui peut-être n'auraient pas même été examinés, s'il se fût agi d'un autre que du maréchal Clauzel. On chercha à lui faire entendre que sa retraite pourrait devenir nécessaire ; mais il repoussa cette insinuation. Mis alors en demeure de s'expliquer catégoriquement, le ministère recula devant cette nécessité et se contenta de contrarier le maréchal de toute manière : l'établissement d'un commissaire spécial de police en Afrique, institution toute récente de M. le maréchal, ne fut point sanctionnée ; M. Réalier-Dumas, qu'il aurait désiré conserver comme procureur général, fut envoyé en Corse et remplacé par M. Semerie⁽¹⁾ ; il avait proposé pour intendant civil M. de Sivry ; on lui donna M. Bresson. Un nouveau règlement ministériel remplaça celui du 4 septembre 1834, sur les attributions des grands fonctionnaires. Celles de M. Bresson furent plus étendues que ne l'avaient été celles de M. Lepasquier ; le directeur des finances lui fut subordonné, et il eut la correspondance

(1) Ce magistrat, déjà malade, mourut sans avoir pu prendre possession de son siège.

directe avec le ministre. Il était clair que c'était un surveillant que l'on donnait au maréchal. Celui-ci, opposant à ces contrariétés la plus grande insensibilité apparente, se mit à caresser adroitement la fibre qui, dans l'âme de M. Thiers, résonnait à des idées de gloire et de grandeur. Il lui parla de conquête générale, et ce ministre, foncièrement national, se montra sensible à la renommée qui s'attacherait à son nom, si de grandes choses s'opéraient en Afrique sous ses auspices. En même temps, il revint à des sentiments de bienveillance pour M. Clauzel, qu'il crut militairement nécessaire à leur accomplissement. Mais un esprit positif, comme celui de M. Thiers, avait besoin qu'on lui présentât un plan arrêté, et non de vagues et retentissants projets : il en demanda donc un à M. Clauzel, homme essentiellement antipathique à tout travail de ce genre. Cependant, le maréchal fit formuler un plan par M. de Rancé, son aide de camp, et chargea cet officier de le discuter avec les ministres. Ceux-ci l'examinèrent, firent leurs observations et leurs objections, et promirent de le débattre en conseil ; mais aucun engagement positif ne fut pris. Le ministère promit seulement d'envoyer en Afrique les troisièmes bataillons des régiments qui y étaient déjà. Néanmoins, M. le maréchal, passant aussitôt à l'exécution, envoya des ordres à Alger pour commencer les opérations.

D'après le plan de M. Clauzel, tous les centres de population, tous les points stratégiques, devaient être occupés : M. le maréchal devait faire, dans le mois de septembre, la conquête de la province de Titteri ; un camp devait être immédiatement établi sur la Chiffa, pour servir de base d'opérations dans cette expédition ; au mois d'octobre, on devait conquérir Constantine et la province

de ce nom ; ensuite, on en aurait fini avec celle d'Oran ; enfin, avant la fin de l'année 1836, la soumission entière de l'ex-régence devait être obtenue.

Le lieutenant général Rapatel, ayant reçu les instructions de M. le maréchal, se mit à l'œuvre vers le milieu du mois d'août. Le maréchal de camp, marquis de Brosard, partit de Bouffarik pour aller construire le camp de la Chiffa, avec une colonne d'environ 2,000 hommes, dont le 63^e de ligne formait le noyau.

On pensa qu'il était convenable, avant de s'établir à la Chiffa, de lier ce point à Bouffarik par des postes intermédiaires. En conséquence, le général Brossard⁽¹⁾ s'arrêta d'abord au marabout de Sidi-Khalifa, à deux lieues de Bouffarik, et se mit à y construire un petit camp ; il arriva sur ce point le 17 août. Dès le lendemain, les troupes commencèrent à travailler. Le 21, elles furent attaquées par quelques centaines d'Arabes, que le feu de l'artillerie dispersa facilement. Le 25, le petit camp étant terminé, le général Brossard y laissa garnison et reprit sa marche sur la Chiffa. Il s'arrêta encore à l'Oued-Lalague, que nous appelons le Ruisseau des Sangsues, à une lieue de Sidi-Khalifa, et se mit à y construire une redoute destinée à recevoir un blockhaus. Le jour de son arrivée sur ce point, c'est-à-dire le 25, son avant-garde eut un engagement sans importance avec les Arabes.

Ce système de petits postes était évidemment en opposition avec le plan de conquête générale adopté récemment par le maréchal. D'après ce plan, on devait occuper

(1) Ce général avait remplacé depuis peu le général Reubel, qui avait remplacé lui-même le général Trobriant.

toute la Régence avec 35,000 hommes. Pour cela on voulait avoir, sur les points principaux, des masses toujours prêtes à agir sur les populations par leur mobilité, et non incrustées au sol ; or, le système des petits postes, en immobilisant une grande partie des troupes, rendait impossible l'accomplissement de ce plan. Il y a plus : pour étendre à toute la Régence le réseau des petits postes, nous aurions eu besoin de plus de 200,000 hommes. Ainsi, dès les premiers jours, le système que le maréchal avait paru adopter se trouvait dénaturé.

Pendant que le général Brossard opérait vers la Chiffa, le général Létang agissait dans la province d'Oran. Il se mit en marche, le 16 août, avec la plus grande partie de ses troupes, divisées en deux brigades, et alla coucher au camp du Figuier. Le lendemain, il se dirigea vers les Oulad-Ali, qui font partie de la nombreuse tribu des Beni-Amer. Il comptait bivouaquer au Tlélat ; mais la chaleur devint tellement insupportable, qu'il dut s'arrêter avant d'y arriver ; l'infanterie ne pouvait plus avancer ; plusieurs soldats s'étaient brûlé la cervelle dans des accès d'excitation cérébrale, dont les cas sont assez fréquents en Afrique.

Le 18, le corps expéditionnaire coucha non loin des sources du Tlélat. Le 19, le général Létang, ayant laissé une de ses brigades en position, s'avança avec l'autre et la cavalerie dans le pays des Oulad-Ali. Après avoir mis en fuite quelques Arabes, on arriva dans un lieu couvert de silos d'où nos auxiliaires enlevèrent une grande quantité de grains. Les Oulad-Ali voulurent alors parlementer ; mais le général Létang leur fit dire qu'il ne traiterait avec eux qu'autant qu'ils fourniraient des otages. Ils se soumirent à cette condition. Le général accorda alors la paix

aux Oulad-Ali, et ramena ses troupes à Oran.

M. le maréchal Clauzel arriva à Alger le 28 août, après une absence de plus de quatre mois. Sa présence donna une nouvelle activité aux opérations militaires. Le général Brossard, après avoir établi ses postes intermédiaires, arriva enfin à la Chiffa, où il eut un petit engagement le 6 septembre.

Le 8 septembre, M. de Rancé, aide de camp du maréchal, arriva de France avec la nouvelle de la dislocation prochaine du ministère dont M. Thiers était le président. On paraissait surpris, à Paris, que M. le maréchal eût regardé son plan de conquête générale comme adopté, tandis qu'il n'avait été encore question que de le discuter en conseil ; en conséquence, on blâmait l'occupation prématurée de la Chiffa. M. le maréchal Clauzel avait évidemment agi sans ordre positif ; mais il est permis de croire que M. Thiers lui avait donné des espérances qu'il pouvait prendre pour des engagements. Quoi qu'il en soit, M. le maréchal, forcé de rentrer dans la réalité et n'espérant pas de renforts, donna l'ordre d'abandonner la Chiffa. Avant d'effectuer ce mouvement rétrograde, on jugea qu'il était convenable de faire une course dans le pays des Hadjoutes. Elle eut lieu le 12 septembre ; mal conçue et encore plus mal dirigée, elle n'eut que de fort médiocres résultats et nous coûta une trentaine d'hommes.

Le 14 septembre, le général Brossard quitta les bords de la Chiffa, se présenta devant Blida, et s'établit en dehors de cette ville. Le 15, il poussa une reconnaissance dans les montagnes des Beni-Salah, qui le reçurent à coups de fusil. Il apprit en même temps que plusieurs tribus se préparaient à venir le combattre. Le maréchal, instruit

de cette nouvelle, lui donna alors l'ordre de rester encore quelque temps devant Blida, pour ne pas paraître reculer devant les Arabes. Le 16, les Kbaïles s'embusquèrent dans les jardins de la ville, et ne cessèrent de tirer sur le camp des Français. Quelques Hadjoutes vinrent aussi tirailler avec nos troupes. Il en fut de même le 17. Ce jour-là, deux faibles escadrons de spahis réguliers, qui avaient été envoyés contre les Hadjoutes, s'engagèrent trop loin et furent ramenés. Un escadron de chasseurs, commandé par M. le lieutenant de Drée, vint au secours des spahis et culbuta les Hadjoutes. Cette charge, habilement et vigoureusement conduite, fut le seul événement remarquable de la journée. Comme depuis la veille les Kbaïles avaient détourné les eaux et qu'il n'en arrivait plus une goutte à la position occupée par les Français, le général Brossard s'éloigna de Blida le 18 avant le jour ; il alla s'établir au ruisseau des Sangsues.

Pendant que ces mouvements militaires s'effectuaient, la nouvelle de la formation du ministère du 6 septembre arrivait à Alger. Les membres de ce nouveau cabinet étant pris dans la nuance politique où l'administration de M. Clauzel avait rencontré le plus de censeurs, le maréchal crut voir, dans cette révolution ministérielle, l'annonce de son rappel. Voulant alors prendre les devants, il envoya M. de Rancé à Paris, avec la mission de demander au ministère les moyens d'exécuter le plan de conquête générale qu'il avait formé, et surtout un renfort immédiat de 10,000 hommes pour l'expédition de Constantine. Il paraît, de plus, que M. de Rancé devait déclarer au Gouvernement que le maréchal se croirait obligé de se retirer si ses demandes n'étaient pas accueillies. Cet officier vit les ministres, leur présenta l'ultimatum du gouverneur,

et ne put rien obtenir d'eux. Comme il persévéra de son côté dans la déclaration que le maréchal ne se relâcherait en rien de ses prétentions, le lieutenant général comte de Damrémont fut désigné pour le remplacer, et reçut l'ordre de se rendre sans retard en Afrique. Néanmoins, par ménagement pour M. le maréchal, sa nomination fut subordonnée au parti définitif que prendrait celui-ci. Le ministère se crut, dans cette circonstance, servi à souhait par la fortune : car, s'il désirait éloigner M. Clauzel des affaires, il craignait, en le révoquant, de choquer l'opinion publique qui, à cette époque, paraissait encore le soutenir. Sa retraite volontaire arrangeait tout. Mais malgré l'ultimatum dont M. de Rancé fut porteur, le maréchal n'avait pas encore dit son dernier mot.

Nous avons laissé le général Brossard à l'Oued-Lalagne. L'évacuation de la redoute construite sur ce point était résolue ; mais de nouvelles réflexions du maréchal le déterminèrent à la garder. La position était, du reste, complètement inutile, dès l'instant qu'on n'occupait pas la Chiffa. Le 20 septembre, M. le colonel du génie Lemerrier qui, depuis le commencement des opérations, était en campagne, vint à Alger, et, dans une audience qu'il eut du maréchal, il le détermina à donner des ordres pour que les troupes retournassent sur les bords de cette rivière, à l'effet d'y construire le camp annoncé. Ce camp devait être abandonné aussitôt que construit ; mais on savait par expérience que les Arabes ne le détruiraient pas, et on conservait l'espoir de l'utiliser plus tard. Le général Brossard, d'après cette nouvelle détermination, retourna donc à la Chiffa, où il s'établit le 22 ; ses troupes se mirent à construire les retranchements qu'on voulait y élever.

Le 15 octobre, le travail étant terminé, le général Brossard rentra à Bouffarik. Il alla peu de jours après établir un blockhaus à Oulad-Aïche, en avant de celui de Mered, près de Guérouaou, et au pied même des montagnes. Les travailleurs furent souvent inquiétés par les Kbaïles, qui détournèrent les eaux, comme les Beni-Salah l'avaient fait le mois précédent à Blida. Le 24, les attaques de ces Kbaïles devenant plus sérieuses, le général Brossard envoya dans leurs montagnes quelques troupes qui les dispersèrent et brûlèrent quelques-unes de leurs habitations. Le 25, le même général alla retirer le poste et le blockhaus de l'Oued-Lalague, et poussa une reconnaissance sur le camp abandonné de la Chiffa ; cela fait, il rentra à Bouffarik. Un ordre du jour annonça la fin de la série d'opérations qu'il avait dirigée depuis deux mois. Cette série était telle qu'on aurait pu y ajouter ou en retrancher plusieurs termes sans rien changer aux résultats, qui furent nuls, puisqu'il ne resta, de toutes ces opérations, que deux petits postes, celui de Sidi-Khalifa et celui de Oulad-Aïche, postes qui générèrent si peu les Hadjoutes, que ces Arabes vinrent plusieurs fois brûler des fermes et enlever des troupeaux entre les deux.

Au moment où le général Brossard se porta pour la seconde fois sur la Chiffa, les 3^e bataillons du 11^e de ligne et du 2^e léger arrivèrent à Alger ; celui du 65^e fut annoncé. Ces renforts, sur lesquels on ne comptait presque plus, réveillant les espérances du maréchal, le firent repentir de la mission qu'il avait donnée à M. de Rancé. Cette fluctuation de ses pensées fut décelée par un article du *Moniteur algérien*. Vers les premiers jours d'octobre, on commença à parler de l'expédition de Constantine

comme devant être entreprise par le maréchal avec les seuls moyens dont il pourrait disposer dans son gouvernement. Il devait dégarnir Alger et Oran pour réunir 10,000 hommes à Bône. On voit qu'il était déjà loin de son ultimatum, avant même de savoir comment cet ultimatum serait accueilli à Paris. Aussi, lorsque le général Damrémont arriva à Alger et qu'il eut fait connaître ce qui l'amenait, le maréchal assura qu'il n'avait jamais offert sa démission, qu'il n'avait jamais voulu mettre le marché à la main au ministère, et que, puisqu'on ne croyait pas pouvoir lui accorder les moyens d'action qu'il avait demandés, il s'en passerait ; en un mot, il désavoua son aide de camp⁽¹⁾. Quelques jours après, il annonça, dans un ordre du jour, que le général Damrémont allait prendre le commandement de la province d'Oran. En effet, le général avait reçu cette destination subsidiaire pour expliquer officiellement son voyage dans le cas où le maréchal se résoudrait à rester. Néanmoins, il n'alla pas à Oran. Après avoir passé quelque temps à Alger, et étudié les changements opérés depuis six ans dans un pays où il avait laissé, depuis 1830, de si honorables souvenirs, il retourna en France.

M. le maréchal Clauzel ne pouvait se dissimuler que sa conduite dans cette affaire devait nuire à sa considération politique. En France, ses amis avaient annoncé, dans les journaux, son retour comme certain ; car, disaient-ils, un homme d'un aussi haut caractère ayant proclamé un

(1) On ne pourrait ici défendre la bonne foi du maréchal qu'aux dépens de l'intelligence de son aide de camp, qui est cependant homme d'esprit et de réflexion.

système, ne saurait le sacrifier à sa position⁽¹⁾. Pour ne pas laisser l'opinion publique sous une impression fâcheuse, le maréchal accéléra les préparatifs de l'expédition de Constantine, l'annonça officiellement, et s'embarqua pour Bône le 28 octobre. On prit à Alger, pour cette expédition, le 65^e de ligne et un bataillon du 2^e léger, des troupes du génie et de l'artillerie ; à Oran, le 62^e et le 1^{er} bataillon d'infanterie légère d'Afrique ; à Bougie, la compagnie de M. Blangini. Cette compagnie et le 1^{er} bataillon d'Afrique furent placés sous les ordres du lieutenant-colonel Duvivier. Le 17^e léger, destiné pour Bône depuis longtemps, avait encore quelques compagnies à Oran et à Alger : on les envoya à Bône. Enfin, on retint dans cette ville le 59^e de ligne, qui avait ordre de rentrer en France.

Lorsque les ordres relatifs aux troupes d'Oran, qui devaient faire partie de l'expédition de Constantine, parvinrent au général Létang, ce général était en campagne. Il sortit d'Oran, le 4 octobre, à la tête de toutes ses troupes disponibles, présentant un effectif de 7 à 8,000 hommes, pour se porter sur l'Habra. Il arriva, le 6, au camp construit par le général Perrégaux. Il en repartit le 9, après avoir été rejoint par le bey Ibrahim et sa faible troupe. L'armée alla coucher ce jour-là à Mezra. Il y eut quelques coups de fusil à l'arrière-garde : c'était la première fois que l'on rencontrait l'ennemi. Le général Létang passa à Mezra la

(1) Il y a trois choses auxquelles il ne faut pas trop tenir pour jouir d'une véritable considération politique, même dans un pays corrompu. Ces trois choses sont : sa vie, sa fortune et sa position.

journée du 10 octobre. Il fit construire un mur en pierres sèches, liant entre eux les marabouts qui se trouvent sur ce point, ce qui constitua un petit fort pouvant contenir un bataillon. De Mezra l'armée se dirigea sur Mader, nom d'un des cantons des Medjar. L'ennemi se montra dans cette direction ; il pouvait être fort de 2 à 3,000 hommes ; il battit en retraite devant la colonne française, dont l'avant-garde eut un petit engagement avec l'arrière-garde des Arabes. Le général passa à Mader la journée du 12, sans chercher à joindre Abd-el-Kader, qu'il avait en face. Celui-ci manœuvrait de manière à se trouver toujours entre les Français et les tribus du Chélif, dont il avait tant de motifs de se méfier. Il pensait sans doute que l'intention du général Létang était de se porter sur le Chélif, comme l'avait fait le général Perrégaux ; mais, au lieu de prendre cette direction, ce général retourna à Mezra le 13. Il incendia, dans cette marche rétrograde, toute la belle vallée des Oulad-Sidi-Abdallah, et combla même les puits. Il passa à Mezra les journées du 14 et du 15 ; le 16, il retourna à Mader ; Abd-el-Kader promenait ses troupes dans les environs, manœuvrant toujours de la même manière. Le général quitta alors de nouveau Mader, et revint à Mezra. Le 18, il vint coucher sous les murs de Mostaganem, où il reçut les ordres du maréchal au sujet des troupes qu'il devait envoyer à Bône. Il se remit dès le lendemain en route pour Oran, où il rentra le 21. Cette expédition, de plus de quinze jours, fut si complètement nulle, que l'on est à se demander si elle avait un but.

Dans les premiers jours d'octobre, M. le général Trézel arriva à Bône pour commander sur ce point. Le colonel Duverger alla reprendre, à Alger, les fonctions de chef

d'état-major. Les conséquences de l'administration du bey Yousouf commençaient à se manifester par des faits qui ne pouvaient être dissimulés. Chaque jour était marqué par la défection d'une nouvelle tribu. Le jour même du départ du colonel Duverger, toutes les petites tribus des montagnes d'Edouk prirent les armes et envoyèrent un parti de 300 hommes ravager le bourg d'El-Kermiche, qui continuait à nous être soumis. Ce bourg n'est qu'à cinq quarts de lieue de Bône : c'est là que le brigand El-Harbi avait été tué quelques mois auparavant. Le 8 octobre, des Arabes de la tribu d'Ichaoua vinrent attaquer des ouvriers qui travaillaient à l'aqueduc de Bône, et en enlevèrent deux. On fit marcher contre eux un peloton de cavalerie, qui éprouva quelques pertes. Le lendemain, Ben-Aïssa, lieutenant d'Ahmed-Bey, poussa une reconnaissance de 2,000 cavaliers jusqu'au camp de Dréan, pour donner le signal de la révolte aux tribus qui tenaient encore. Yousouf étant sorti du camp avec la garnison se trouva subitement entouré d'ennemis. Il est douteux qu'il se fût tiré de ce mauvais pas sans l'arrivée inattendue d'un escadron du 3^e régiment de chasseurs d'Afrique, commandé par le capitaine Marion ; cet officier, parti de Bône sans savoir ce qui se passait à Dréan, fut conduit sur l'ennemi par la direction qu'il suivait naturellement. Il fondit aussitôt sur les Arabes, qui prirent la fuite, pensant que cet escadron, qui les attaquait ainsi malgré son infériorité numérique, était l'avant-garde de quelque forte colonne. Les Arabes laissèrent une vingtaine d'hommes sur le champ de bataille. Pendant ce temps, Resgui, avec ses Hanencha, parcourait toute la plaine en vainqueur. Haznaoui avait abandonné Yousouf, et s'était retiré du côté de Tunis. Le 22, les

Oulad-Dieb et les autres tribus de la Calle, envoyèrent à Bône une déclaration de leurs griefs ; elle était, dans les formes au moins, sage, modérée, et nullement hostile à l'autorité française, qu'elle prenait pour arbitre ; elle contenait des faits très-graves. Cependant on n'y fit pas la moindre attention. La défection fut alors presque générale.

Les Arabes, au nombre de plusieurs milliers, vinrent tirailler, le 24 octobre, devant le camp de Dréan. Ils revinrent le lendemain 25. Ce jour-là, le général Trézel était au camp avec des renforts. Ils cherchèrent à l'attirer dans les montagnes, où l'on supposait que se trouvait Ahmed-Bey ; mais le général ne quitta pas sa position et les Arabes s'éloignèrent.

La défection était si évidente et si générale qu'il était impossible de la nier. Le commandant Yousouf l'avoua donc au maréchal ; mais il l'attribua aux retards apportés à l'expédition de Constantine. Or, il se trouvait que c'était précisément au moment où cette expédition ne pouvait plus faire l'objet d'un doute, que la défection se manifestait avec plus de force dans les tribus. Au reste, l'aveu de Yousouf ne détruisit nullement la confiance que le maréchal Clauzel avait dans son influence supposée. Il accueillit ses explications, et parut ne pas douter qu'à mesure qu'il s'avancerait vers Constantine, les populations ne revinssent à lui.

Après les illusions de personnes vinrent celles du matériel : Yousouf avait annoncé, ou plutôt on lui avait fait annoncer⁽¹⁾, 1,500 mules pour les transports de l'expédition.

(1) Nous mettons cette restriction, parce que nous savons

Le maréchal, le ministre, l'administration militaire, comptaient sur ces 1,500 bêtes de somme, mais, au dernier moment, il ne s'en trouva que 475. C'est ainsi que l'on préludait par d'inconcevables déceptions à la fatale expédition de Constantine⁽¹⁾.

Arrivé à Bône, au commencement de novembre, M. le maréchal vit bientôt les maladies envahir son armée : 2,000 hommes entrèrent aux hôpitaux. L'administration militaire manquait de moyens de transport. Elle avait eu

de bonne part que Yousouf fut lui-même effrayé de l'empressement avec lequel on avait pris pour une certitude matérielle ce qu'il avait pu dire à ce sujet. Dans les derniers moments, il ne parlait plus que de 400 à 500 mulets.

(1) L'expédition de Constantine «tait une conséquence de la sanction donnée par le ministre à la nomination de Yousouf, donnée avec regret, il est vrai, mais enfin donnée (*Voir* la note de la page 78). Elle fut autorisée par dépêche ministérielle du 27 septembre, d'après cette considération. Il est dit, dans cette dépêche : « Le gouvernement du roi aurait désiré qu'il n'eût pas encore été question de l'expédition de Constantine. C'est parce que celte expédition a été annoncée, et par ce seul motif, que le gouvernement du roi l'autorise... Il doit être bien entendu qu'elle doit se faire avec les moyens (personnel et matériel) qui sont actuellement à votre disposition. »

Ces paroles du maréchal Maison, alors ministre de la guerre, sont reproduites dans une lettre du général Bernard, son successeur, à la date du 3 novembre. Dans cette dernière dépêche, M. Bernard s'attache surtout à bien établir que le gouvernement du roi n'a pas *ordonné*, mais qu'il a *seulement autorisé* l'expédition de Constantine.

Tout ce que cela prouve, c'est que M. Clauzel a voulu forcer la position, et que M. Bernard n'a cherché qu'à rejeter sur lui la responsabilité morale de l'entreprise. Si l'on appelle cela gouverner, il faut brûler les dictionnaires de la langue française.

beaucoup de peine à organiser d'une manière à peu près convenable le service de l'ambulance, le premier et le plus sacré de tous ; elle n'avait à sa disposition que douze voitures dont elle ne put atteler que dix, les attelages des deux autres ayant été pris pour des services particuliers. Sur les 475 mulets qu'elle avait trouvés, au lieu de 1,500 qu'on lui avait annoncés, elle s'était vue forcée d'en donner quatre-vingt-dix à l'artillerie, qui était encore moins bien pourvue qu'elle. Enfin, on allait commencer une guerre offensive avec cette pénurie de moyens qui n'afflige les armées que dans les guerres défensives, alors qu'après des revers et des malheurs elles se voient dans la nécessité de résister, coûte que coûte, à un ennemi qui prend l'initiative de l'attaque. M. Melcion d'Arc, intendant militaire de l'armée, présenta les observations et les remontrances dont sa position lui faisait un devoir ; mais M. le maréchal, tout en en reconnaissant la justesse, n'en tint nul compte, toujours dominé par cette fatale pensée que, l'influence de Yousouf devant lui ouvrir tout le pays, sa marche sur Constantine serait plutôt une promenade politique qu'une opération de guerre. On ne peut douter que sans cette illusion, un général de l'expérience de M. Clauzel n'eût pris toutes les mesures propres à faire réussir une entreprise dont il avait fait en quelque sorte une affaire personnelle⁽¹⁾.

(1) M. le maréchal Clauzel comptait tellement sur le commandant Yousouf, qu'il se proposait de le laisser à Constantine, seulement avec un bataillon français, 1000 Turcs et quatre escadrons de Spahis. Ces dispositions furent approuvées par le ministre le 30 octobre. On accorda de plus un subside de 50,000 francs pour le bey.

L'armée expéditionnaire, forte de 7,000 hommes de toutes armes, forma quatre petites brigades et une réserve, ainsi qu'il suit :

PREMIÈRE BRIGADE, OU BRIGADE D'AVANT-GARDE.

— *Maréchal de camp de Rigny.*

Les Spahis auxiliaires et réguliers.

Le bataillon d'infanterie de Yousouf, et son artillerie, consistant en quatre obusiers de montagne.

Le 3^e régiment de chasseurs d'Afrique.

Le 1^{er} bataillon d'Afrique.

La compagnie franche du 2^e.

Deux compagnies de sapeurs du génie.

Deux pièces de campagne (un canon de huit et un obusier).

DEUXIÈME BRIGADE. — *Colonel Corbin.*

Le 17^e léger.

Un bataillon du 2^e léger.

Deux pièces de montagne.

Troisième Brigade. — *Colonel Levesque.*

Le 62^e de ligne.

Deux pièces de montagne.

Brigade De Réserve. — *Colonel Petit d'Hauterive.*

Le 59^e de ligne.

Deux pièces de montagne.

QUATRIÈME BRIGADE. — *Colonel Hecquet.*

Le 63^e de ligne.

Deux pièces de campagne.

La réserve en artillerie fut de quatre pièces de campagne. Il y avait quelques tubes de fusées incendiaires. Les pièces de montagne étaient approvisionnées à quatre-vingts coups. Les canons de huit n'avaient qu'un demi-

approvisionnement. Les deux obusiers de vingt-quatre avaient trois caissons pour eux deux. L'artillerie avait en tout quatorze cents soixante coups à tirer. Il existait à Bône des canons de douze qui auraient pu être d'un grand secours dans l'attaque de Constantine, mais le maréchal refusa de les emmener.

Les 2^e 3^e et 4^e brigades furent réunies sous le commandement supérieur du général Trézel, de sorte qu'à vrai dire il n'y eut que deux brigades, ou corps distincts, commandés par les généraux de Rigny et Trézel, plus une petite réserve.

Malgré la confiance sans bornes que le maréchal Clauzel avait dans le bey qu'il voulait imposer au pays, craignant que les souvenirs de Tlemcen ne nuisissent à sa cause, il adressa aux habitants de Constantine une proclamation où il leur promettait que leurs propriétés seraient respectées, et qu'il ne leur serait rien demandé, rien imposé. En même temps, un ordre du jour interdisait à tout individu appartenant à l'armée ou autorisé à la suivre toute espèce de spéculation commerciale ou de brocantage pendant son séjour à Constantine. L'armée dut emporter pour quinze jours de vivres, dont sept dans le sac des soldats.

La brigade de Rigny, renforcée du 17^e léger, alla prendre position à Guelma le 10. Le 13, le reste de l'armée se mit en marche de Bône et du camp de Dréan, où l'on ne laissa que fort peu de monde. Le maréchal bivouaqua ce jour-là à Bou-Eufra.

Le 14, le maréchal, arrêté par un torrent grossi par la pluie, qui n'avait cessé de tomber toute la nuit, ne put partir de son bivouac qu'à midi, après que le temps se fut un peu remis. Il alla bivouaquer à Mou-Elfa, et le lendemain,

15, au bord de la Seybouse, à la hauteur de Guelma. Le 16, dans la matinée, il fut rejoint par le convoi qui était en arrière depuis le jour du départ. La jonction complète ne s'opéra même que le 17 : car ce fut seulement ce jour-là que les voitures de l'administration purent rejoindre.

Il n'existait alors à Guelma que les ruines de l'ancienne ville romaine. Comme il était facile de s'y retrancher, M. le maréchal résolut d'y déposer les hommes qui étaient tombés malades en route. On y laissa aussi près de 200,000 cartouches, que l'artillerie ne put transporter plus loin, les muletiers arabes destinés à ce transport ayant déserté dans la nuit avec leurs bêtes. Le 16, l'armée se mit en route en remontant la Seybouse jusqu'à Medjès-Amar. Malgré un ordre du jour qui le prescrivait, on oublia de laisser à Guelma la garnison nécessaire à la garde des malades et des munitions qu'on avait été contraint d'y déposer. M. Melcion d'Arc, que son service avait conduit à Guelma, donna avis de cette omission ; l'on fit alors rétrograder 150 hommes du 59^e, qui allèrent s'y établir. Quelques jours après, le 3^e bataillon du 62^e de ligne débarqua à Bône, et fut immédiatement dirigé sur Guelma.

Medjès-Amar, où l'armée arriva le 16 d'assez bonne heure, est le point où le chemin de Constantine franchit la Seybouse. Les bords de cette rivière sont en cet endroit excessivement escarpés et élevés ; les troupes du génie travaillèrent longtemps pour y pratiquer des rampes.

Le 17, l'armée toute réunie franchit la Seybouse, et alla bivouaquer aux ruines d'Anouna, à mi-côte de la fameuse montée de Djebel Sada, au haut de laquelle se trouve le col ouvert de Ras-el-Akba. Toute cette contrée est couverte de constructions romaines.

Le 18, l'armée dépassa Ras-el-Akba, et alla bivouaquer à une lieue au delà. Les troupes du génie eurent de grands travaux à exécuter pour rendre le chemin praticable aux voitures. Depuis Ras-el-Abka jusqu'à Constantine, le pays est entièrement dépourvu de bois. Ce fut une grande privation pour nos troupes, qui n'avaient aucun moyen de faire cuire leurs aliments, et qui, parvenues dans des régions élevées, souffrirent cruellement du froid.

Le corps expéditionnaire, dans les six jours de marche qu'il venait de faire, n'avait point rencontré d'ennemis. Des Arabes venaient même de temps à autre lui vendre de l'herbe pour les chevaux et quelques menues denrées. On en vit quelques autres dans les champs occupés aux travaux de l'agriculture ; mais personne ne se présenta pour marcher sous les drapeaux de Yousouf, qui les promenait en vain de la tête à la queue de la colonne, au son d'une sauvage musique. Les cheiks, les cavaliers qu'on avait annoncés avec emphase et sur lesquels on avait compté avec crédulité, ne se présentèrent point, ou se présentèrent en ennemis. Le 19, il y eut un léger engagement à l'arrière-garde. M. le capitaine de Prébois, chef du service topographique à Bône, chargé en cette qualité de lever la route parcourue, fut attaqué par des Arabes, perdit ses chevaux, et ne put sauver que ses dessins. L'armée coucha le même jour à Ras-oued-Zénati, peu loin des sources de la rivière de ce nom.

Le 20, on aperçut un corps assez considérable d'Arabes en bataille sur la direction que suivait l'armée ; on opéra quelques mouvements de troupes pour les attaquer, mais ils refusèrent le combat et s'éloignèrent après avoir tiré quelques coups de fusil. Il y eut aussi quelques tiraillements à l'arrière-garde. Le temps était redevenu fort mauvais ;

la pluie ayant défoncé les chemins, l'armée n'arriva que fort tard dans un lieu appelée Somma, où elle s'arrêta. On voit là une ruine de construction romaine qu'il plut aux antiquaires, que l'armée comptait dans ses rangs, d'appeler le monument de Constantin. Le convoi ne put aller jusqu'à Somma, et resta en arrière. La nuit fut affreuse, le froid très-vif ; le lendemain plusieurs cadavres marquaient la place où les troupes avaient couché. Le 21, lorsque le convoi eut rejoint, l'armée traversa avec des peines infinies l'Oued-Akmimin que la pluie avait grossi. A peine sur l'autre rive, qui n'est qu'à deux lieues de Constantine, le maréchal pressa son cheval, dépassa l'avant-garde et se présenta avec son état-major et une faible escorte sur le plateau de Mansourah en face de la ville. Il avait hâte d'arriver, car, malgré tous les mécomptes qu'il avait éprouvés, il était convaincu que les portes allaient lui être ouvertes. Il avait même fait publier dès la veille un ordre du jour⁽¹⁾ qui annonçait la prise de possession. Mais les habitants de Constantine étaient bien loin des dispositions qu'il leur supposait. Il y avait de plus, dans la ville, une assez bonne garnison de Turcs et de Kbaïles commandée par Ben-Aïssa, lieutenant d'Ahmed. Quant au bey, il tenait la campagne avec ses Arabes.

Cependant M. le maréchal, arrivé devant Constantine, cherchait des yeux la députation qui devait lui en apporter les clefs, lorsque le feu subit d'une batterie vint détruire ses illusions et le ramener à la réalité.

(1) Cet ordre commence par ces mots : *Aujourd'hui, le corps expéditionnaire entrera dans Constantine, qui a été le but de ses opérations.* Il fut lithographié Bône, avant le départ de l'armée.

Maintenant le gouverneur imprudent et trompé va faire place au général dont personne n'a jamais contesté l'habileté et la résolution. Le lecteur militaire découvrira de nombreuses fautes, sans doute, dans ce qui fut fait devant Constantine ; mais ces fautes furent la conséquence forcée d'une première, et celle-là ne fut pas militaire.

Constantine est assise sur un plateau entouré de trois côtés par un ravin extrêmement profond, à berges escarpées et sur plusieurs points verticales, au fond duquel coule l'Oued-el-Rummel. Ce plateau est incliné dans la direction de celui de Mansourah, de sorte que la ville est située, pour l'observateur placé à Mansourah, comme le serait un tableau sur un chevalet. Elle communique avec Mansourah par un pont en pierre, dont il faut aller chercher le tablier beaucoup au-dessous du sol du plateau. Au delà du Rummel, par rapport à Mansourah, est le plateau de Coudiat-Ati qu'aucun obstacle naturel ne sépare de la ville. Mais il y a là un mur d'enceinte en bon état. Sur les autres fronts, l'enceinte est formée par des murs sans terrassement, contre lesquels les maisons sont souvent adossées ; mais là, les escarpements du ravin forment une défense naturelle. Constantine a quatre portes ; celle du pont, ou Bab-el-Cantara, est du côté de Mansourah. Les trois autres, Bab-el-Djedid, Bab-el-Oued et Bab-el-Djabia, font face à Coudiat-Ati. Il y avait là un faubourg. Au-dessous sont les écuries du bey qu'on appelle le Bardo.

Le véritable point d'attaque était évidemment Coudiat-Ati. Aussitôt que les troupes furent arrivées à Mansourah, on y envoya la brigade de Rigny. Le bataillon du 2e léger y alla également. La compagnie qui marchait en

tête fut d'abord repoussée par les Arabes ; mais ceux-ci, attaqués un instant après par le reste de la brigade, cédèrent le terrain et rentrèrent dans la ville.

Le reste de l'armée s'établit à Mansourah. Le convoi, escorté par le 62^e de ligne, ne put arriver à la position ; il fut forcé de s'arrêter à une lieue en deçà, dans un site tellement horrible et fangeux que les soldats l'appelèrent le camp de la boue. Le lendemain 22, on fit de vains efforts sous le feu des Arabes pour retirer les voitures de l'administration du borbier dans lequel elles étaient engagées : il fallut les abandonner. Les mulets seuls gagnèrent Mansourah. Les soldats, avant d'abandonner les voitures, les pillèrent. Grand nombre d'entre eux, déjà soumis aux angoisses de la faim, se gorgèrent de l'eau-de-vie qu'ils y trouvèrent. Cette boisson, perfide sur des estomacs vides, les plongea dans une ivresse telle, que, ne pouvant plus opposer la moindre résistance aux Arabes, ils tombèrent sous les coups du yatagan. Leurs têtes, portées à Constantine, redoublèrent le courage des habitants. Les voitures du génie et une partie de celles de l'artillerie n'arrivèrent qu'à minuit à Mansourah.

Coudiat-Ati était, comme nous venons de le voir, le seul point par où l'on pût raisonnablement attaquer la ville. Mais le terrain qui y conduisait était si mauvais, et le passage de l'Oued-Rummel si difficile, qu'il parut impossible d'y transporter les pièces de 8. Le général de Rigny fut donc réduit à ses obusiers de montagne, évidemment inutiles contre des murs. Si le maréchal s'était attendu à la résistance qu'il rencontra, il aurait probablement manœuvré de manière à arriver par Coudiat-Ati devant Constantine. Dans toute hypothèse, c'était même le parti le plus sage.

Dans la journée du 22, le maréchal fit canonner la porte du pont, du bord du ravin, à une distance de 400 mètres. N'ayant plus de vivres et n'ayant que peu de munitions de guerre, il songeait plus à un coup de main qu'à une attaque régulière. Il espérait qu'après avoir endommagé la porte par son canon, il pourrait faire ouvrir entièrement le passage, dans la nuit, par les troupes du génie. Il donna des ordres en conséquence au colonel Lemerrier ; il désigna en même temps les compagnies d'élite du 59^e et du 63^e de ligne pour monter à l'assaut. Le colonel Lemerrier envoya, à minuit, le capitaine Hackett, et quelques hommes choisis, examiner l'état des lieux. La fatalité, qui s'attacha à toute l'expédition de Constantine, comme si ce n'était pas assez des fautes commises, cette fatalité, dis-je, voulut que la pluie cessât précisément au seul moment où elle aurait pu être utile, et qu'un clair de lune perfide vînt éclairer et faire découvrir la reconnaissance. Les braves gens qui en étaient chargés n'en accomplirent pas moins leur dangereuse mission au milieu d'une grêle de balles. Ils arrivèrent jusqu'à la porte qu'ils trouvèrent arrachée de ses gonds, penchée et appuyée sur une tête de voûte, laissant un étroit passage entre elle et le mur. Ils pénétrèrent par cette ouverture, et reconnurent derrière une autre porte en bon état ; c'était ce passage qu'il s'agissait d'ouvrir par le pétard. Cette opération exigeait quelques préparatifs qui la firent remettre à la nuit suivante.

Le 23, l'artillerie continua à battre la ville. Les troupes qui étaient à Coudiat-Ati furent assez vigoureusement attaquées par celle d'Ahmed Bey ; mais elles repoussèrent l'ennemi. La cavalerie exécuta une charge brillante. Les Arabes du dehors vinrent aussi tirailler sur le plateau

de Mansourah ; on leur opposa le 59^e de ligne qui les tint à distance.

La nuit étant venue, les troupes du génie se portèrent à la tête du pont ; le général Trézel plaça pour les soutenir celles du 59^e et du 63^e de ligne, ainsi que la compagnie franche du capitaine Blangini. On devait, après avoir fait sauter la première porte au moyen de sacs de poudre chargés de sacs de terre, pénétrer dans le tambour à ciel ouvert qui sépare les deux portes, et en escalader les murs, pendant qu'on enfoncerait la seconde. Cette entreprise échoua complètement. Les sapeurs du génie arrivèrent en trop grand nombre sur le pont ; le bruit et le clair de lune, encore funeste cette nuit-là, les trahirent ; ils se virent aussitôt en butte à un feu meurtrier qui mit nécessairement un peu de confusion parmi eux. Les hommes qui portaient les échelles furent tués⁽¹⁾. Les sacs à poudre, mêlés avec les sacs à terre, ne se retrouvèrent pas. Dans ce moment de trouble, un ordre imprudemment donné ou mal compris fit avancer la compagnie franche, qui augmenta l'encombrement et la confusion. Il était impossible de laisser une minute de plus cette masse intense sur le pont étroit de Constantine, exposée à un feu de mousqueterie dont tout coup portait. Le général Trézel fut blessé. Le colonel Héquet, du 63^e, prit le commandement. Le colonel Lemercier fit retirer les sapeurs et envoya prévenir le maréchal de l'insuccès de l'attaque. M. le maréchal avait reçu quelques instants auparavant une nouvelle toute contraire. Quelqu'un qui

(1) Il n'y en avait que trois construites dans la journée. Celles que l'on avait apportées de Bône avaient été jetées en route pour alléger les voitures.

était à l'attaque, mais que le hasard avait sans doute placé de manière à ne pas bien voir ce qui s'y passait, avait cru, et avait fait dire au maréchal, que les troupes étaient entrées à Constantine. Aussitôt l'ordre avait été donné aux administrations et aux parcs de quitter leurs bivouacs et de se diriger sur le pont. Ce fut une dernière illusion, de plus courte durée que les autres, car le moment qui la vit naître la vit aussi s'évanouir.

Le maréchal, pour partager l'attention de l'ennemi, avait ordonné une seconde attaque par Coudiat-Ati : elle ne réussit pas mieux que celle du pont. Il s'agissait de faire sauter la porte dite Bab-el-Oued, appelée aussi Bab-el-Rabah. Le lieutenant-colonel Duvivier se porta sur ce point avec le bataillon d'Afrique, deux obusiers de montagne et une section du génie ; mais la scène du pont s'y reproduisit : il y eut encombrement et confusion. Le sous-officier qui portait le sac à poudre ayant été tué, ce sac fut quelque temps égaré. On chercha alors et vainement à enfoncer la porte à coups d'obusier, puis avec la hache. Ces moyens n'ayant pas réussi et la colonne d'attaque perdant beaucoup de monde, M. Duvivier ordonna la retraite. Le capitaine Grand, de l'arme du génie, fut blessé mortellement dans cette affaire. Cet officier, qui joignait des connaissances spéciales et étendues à un esprit élevé et à un beau caractère, fut vivement regretté. On eut aussi à déplorer la mort du commandant Richepanse, fils de l'illustre général républicain de ce nom. Digne d'un tel père, il se faisait remarquer par une bravoure hors ligne⁽¹⁾.

(1) M. le maréchal Clauzel dit dans ses *Explications*, p. 42,

Les deux attaques ayant échoué, les vivres manquant complètement, et les munitions de l'artillerie étant réduites presque à rien, le maréchal se résigna à la retraite, qui fut immédiatement ordonnée. La brigade de Rigny reçut d'abord l'ordre de revenir sur le plateau de Mansourah. Le général y arriva le premier avec les chasseurs d'Afrique. Le 17^e léger, le bataillon d'Afrique, le bataillon du 2^e léger, effectuèrent ensuite en bon ordre leur mouvement sous le feu de l'ennemi ; malheureusement, on avait oublié quelques petits postes sur le plateau de Coudiat-Ati : quelques traînards y étaient aussi restés ; le commandant Changarnier, du 2^e léger, revint sur ses pas pour les dégager, et il les arracha à une mort certaine : ce fut ainsi qu'il commença une journée qui devait être si glorieuse pour lui. Le colonel Duvivier garnissait pendant ce temps-là la crête du ravin, et protégeait la retraite.

L'armée était déjà en mouvement, lorsque la queue de la brigade de Rigny arriva à Mansourah. D'après les ordres du maréchal, la retraite devait être couverte par le 63^e et le 59^e de ligne ; mais le plus grand désordre régna

que le colonel Duvivier, à la tête de quelques centaines d'hommes, et avec deux pièces de montagne, pénétra jusque dans les premières maisons de Constantine, et qu'il ne se retira que parce qu'il ne fut pas soutenu. Il renvoie, pour les détails, au rapport du colonel Duvivier, qui ne dit pas un mot de cela. Si un homme tel que le colonel Duvivier était parvenu à franchir l'enceinte de Constantine, on peut être assuré que la place aurait été à nous ; mais il ne la franchit pas. M. le maréchal Clauzel a commis ici une de ces erreurs si singulières, qu'on est tenté de les attribuer à son imprimeur, ainsi que nous l'avons déjà dit.

un instant partout. Le 17^e léger et le bataillon d'Afrique reçurent ordre de serrer sur la tête, et de dépasser ces deux régiments qui s'ébranlèrent aussitôt, ayant sur leurs derrières et sur leurs flancs des nuées d'Arabes sortis de la ville, ou accourus du dehors, en poussant des cris affreux. Quelques caissons d'artillerie le matériel du génie, deux obusiers de Yousouf, et, chose affreuse, des prolonges chargées de blessés, furent abandonnés. Plusieurs autres blessés et malades furent aussi laissés dans des cavernes, où on les avait déposés. Dans ce moment difficile, où l'armée se trouvait pressée par un ennemi implacable, supérieur en nombre et enflé de sa victoire, la bravoure et l'habileté d'un simple officier empêchèrent peut-être une déroute complète. Le commandant Changarnier, arrivé à Mansourah au moment où le 59^e et le 63^e effectuaient leur retraite, se trouva former l'extrême arrière-garde avec son bataillon, réduit à un peu moins de 300 hommes. Sa ligne de tirailleurs est enfoncée et en partie sabrée ; il arrête alors sa petite troupe et la forme en carré : *Allons ! mes amis*, dit-il, *voyons ces gens-là en face ; ils sont six mille et vous êtes trois cents, vous voyez bien que la partie est égale*. Les braves soldats auxquels il s'adressait, tous dignes d'un chef digne d'eux, attendent l'ennemi à portée de pistolet et le repoussent par un feu de deux rangs des plus meurtriers. L'ennemi, renonçant alors aux charges, reprit son système de tiraillements, et fut, pendant tout le reste de la journée, contenu à distance, tant par le bataillon Changarnier que par le 63^e de ligne et quelques escadrons de chasseurs.

Quoique l'ordre se fût rétabli dans la colonne, la pensée d'une longue retraite sans vivres, sans beaucoup de munitions, sans moyens de transport pour les blessés,

se présentait effrayante à tous les esprits. Plus d'une âme, qui pouvait se croire fortement trempée, se sentit faillir ; mais nous devons dire que celle du maréchal Clauzel, toujours intrépide, se maintint à la hauteur des terribles circonstances où il se trouvait.

Le temps, variable depuis deux jours, venait de se mettre entièrement au beau ; c'est ce qui sauva l'armée, qui, sans cela, aurait péri dans les boues. Elle avait beaucoup souffert devant Constantine. Quelques hommes étaient morts de misère et de froid ; plusieurs avaient eu les extrémités gelées. A chaque instant, on était obligé d'en abandonner qui ne pouvaient plus aller : ils se couchaient, se couvraient la tête, et attendaient avec résignation le coup qui devait mettre un terme à leurs souffrances et à leur vie.

L'armée bivouaqua, le 24, à Somma : on y trouva des silos de blé. Le grain cru, ou grillé quand on pouvait allumer un peu de feu, servit de nourriture aux troupes ; il restait, en outre, encore quelques bœufs.

Le 25, l'armée coucha à l'Oued-Talaga, qui est un des affluents de l'Oued-Zénati. Les Arabes la poursuivirent toute la journée ; elle marchait en carré, ayant les bagages au centre comme à l'expédition de Mascara. Lorsqu'il se présentait une position d'où l'ennemi aurait pu l'inquiéter, le maréchal la faisait occuper. Ce jour-là, Ahmed-Bey fit usage contre nous, mais de fort loin, de deux petites pièces de campagne. Les tiraillements cessèrent vers quatre heures. M. le maréchal, se laissant alors aller au pas de son cheval, se trouva, avec les premières troupes, éloigné de l'arrière-garde, séparée de lui par une grande distance. Le général de Rigny, qui commandait l'arrière-garde, voyant

sur ses flancs quelques Arabes qui se rendaient à leurs bivouacs, crut qu'il allait être attaqué dans cette position défavorable. Il envoya en toute hâte prévenir le maréchal ; bientôt, impatient de le voir arriver, il se porta à sa rencontre en faisant entendre des paroles indiscrètes, que les circonstances rendaient coupables. Le maréchal ; revenu à l'arrière-garde, reconnut facilement que les craintes de M. de Rigny n'étaient pas fondées. Le mécontentement qu'il en éprouva fut accru par le rapport qui lui fut fait des propos tenus par le général. Dans les premiers moments d'une colère légitime, il voulut ôter à M. de Rigny son commandement ; il signala sa conduite dans un ordre du jour ; mais vaincu bientôt par ses prières et ses excuses, il renonça à ce projet ; l'ordre du jour, dont les chefs de corps eurent seuls connaissance, ne fut pas publié. Celui qui le remplaça, peu de jours après, fut moins accablant pour cet officier général⁽¹⁾.

Le 26, les Arabes se montrèrent encore en assez grand nombre. L'armée, désormais sûre de sa retraite, marchait sans préoccupation, mais abandonnant toujours quelques hommes. On coucha au marabout de Sidi-Tamtam, sur l'Oued-Zénati.

Le 27, au moment où l'arrière-garde quittait le bivouac, les Arabes l'attaquèrent avec acharnement, dans l'espoir de s'emparer d'une voiture qui s'était embourbée. Les chasseurs d'Afrique les chargèrent et les mirent en fuite. Ahmed-Bey et les troupes de Constantine ne se montraient plus depuis la veille. L'armée coucha sur la

(1) La conduite de M. de Rigny a depuis été examinée par un conseil de guerre ; ce général fut acquitté.

Seybouse, à Medjès-Amar. Quelques centaines de Kbaïles voulurent disputer le passage de Ras-el-Akba, mais il suffit des troupes du commandant Yousouf pour les disperser.

Le 28, l'armée vint coucher à Guelma, après avoir échangé quelques coups de fusil avec les Kbaïles. Le chef de bataillon Philippi, du 62^e, qui commandait sur ce point, avait été attaqué deux fois par les Kbaïles de Guerfa. Il s'était bien défendu, et avait repoussé l'ennemi. Le maréchal le laissa à Guelma avec son bataillon et 150 malades, qui périrent presque tous peu de jours après. L'intention de M. le maréchal était de présenter ce point comme une conquête importante, qui devait consoler de ne pas avoir pris Constantine. En conséquence, le journal officiel annonça que Guelma était une place autrement forte que cette ville. Le ministre parut le croire, et le public en France pensa sans doute que Guelma était autre chose qu'un amas de ruines.

L'armée coucha à Mou-Elfa le 29, et à Dréan le 30. Le 1^{er} décembre, elle rentra à Bône ; elle n'avait eu que près de 500 hommes tués ou blessés. Mais bientôt, il en périt une si grande quantité dans les hôpitaux, qu'on peut bien porter la perte totale à près de 2,000.

Le 4 décembre, le maréchal s'embarqua pour Alger. Les troupes qui en avaient été tirées y furent ramenées. Le 59^e partit pour la France. Une partie du 62^e fut embarquée pour Alger ; d'Alger, on le renvoya à Oran, où il reçut l'ordre de retourner à Bône, puis encore à Alger, et enfin à Oran. Ce régiment, qui avait un grand nombre de malades, en perdit beaucoup dans toutes ces traversées.

Peu de jours après le départ du maréchal, le colonel

Duvivier alla s'établir à Guelma avec le bataillon d'Afrique, un bataillon du 17^e et quelques spahis.

Les ducs de Nemours, de Mortemar et de Caraman, firent, en amateurs, la campagne de Constantine, ainsi que M. Baude, membre de la Chambre des députés. Le duc de Caraman, vieillard septuagénaire, se fit remarquer par son dévouement et sa philanthropie ; on le vit plusieurs fois à pied, conduisant par la bride son cheval chargé de malades ou de blessés.

Pendant que le maréchal était devant Constantine, le général Létang marchait sur Tlemcen, pour ravitailler la garnison du Méchouar. Il partit d'Oran le 23 novembre, avec une colonne de 4,000 hommes et un convoi chargé de vivres. Il arriva à Tlemcen le 28, sans avoir eu à combattre. Il trouva la garnison française dans un état assez supportable ; mais le nombre des Koulouglis était considérablement diminué. Le général Létang séjourna à Tlemcen le 29. Ce jour-là, un officier du génie fut tué par les Arabes en allant visiter les ruines de Mansourah. Le général repartit d'Oran le 30. Il avait fait courir le bruit qu'il se rendrait au camp de la Tafna, ce qui trompa les Arabes qui étaient en armes, et les empêcha de venir l'attaquer dans sa marche. Cependant, le 2 décembre, il eut à soutenir un petit combat d'avant-garde entre El-Bridje et le Rio-Salado. L'ennemi était nombreux, et commandé par Ben-Nouna ; Abd-el-Kader était alors à sa nouvelle ville de Tekdemt, fort loin de là. Le 4 décembre, le général Létang et sa colonne rentrèrent à Oran.

Dans la province d'Alger, El-Hadj-el-Sghir chercha à profiter de l'affaiblissement de nos forces, causé par le départ des troupes destinées à l'expédition de Constantine,

pour nous susciter des embarras. Le 8 novembre, il envoya son neveu parcourir la Métidja avec les Hadjoutes et deux mauvaises pièces d'artillerie. Ce parti attaqua le nouveau blockhaus d'Oulad-Aïche. Après quelques coups de canon qui ne produisirent aucun effet, le neveu d'El-Hadj-el-Sghir renvoya ses pièces avec le peu d'infanterie qu'il avait, et se mit à ravager, avec ses cavaliers, les terres des Arabes qui tenaient encore pour nous. A peu de distance de Guerouaou, il rencontra une centaine de spahis réguliers que le général Brossard envoyait de Bouffarik en reconnaissance ; il les chargea, les mena battant jusqu'au blockhaus de Mered et leur tua dix-sept hommes, dont trois officiers. Un déserteur français du corps des spahis, qui combattait dans les rangs des Hadjoutes, animé d'une haine sauvage contre ceux qui avaient été ses chefs, écrivit son nom avec la pointe d'un poignard sur le cadavre d'un de ces officiers.

Le 9 novembre, le général Rapatel partit d'Alger avec le 11^e de ligne et tout ce dont il put disposer. Il alla coucher à Douéra ; il ravitailla le lendemain les divers blockhaus eu avant de Bouffarik. Le neveu d'El-Hadj-el-Sghir venait, le jour même, d'incendier plusieurs fermes entre ces blockhaus. Le général coucha au petit camp de Sidi-Khalifa. Le 11, il se mit à la recherche de l'ennemi, en s'avancant jusqu'auprès de la Chiffa et en se dirigeant ensuite sur Blida. Les Hadjoutes vinrent tirailler avec l'arrière-garde ; le général voulut les faire charger par les chasseurs d'Afrique, mais ils ne se laissèrent pas atteindre. Continuant sa marche, il alla faire reposer ses troupes auprès de Blida. Le hakem de cette ville ne s'étant pas présenté selon l'usage, le général la fit un instant canonner, puis il reprit le

chemin de Bouffarik. Les habitants de Belida et les Kbaïles le suivirent en tiraillant avec l'arrière-garde pendant une demi-lieue. Le 12, le général rentra à Bouffarik.

Quelques jours après, Sidi-Yahia-el-Habchi, beau-frère d'El-Hadj-el-Sghir, fit une nouvelle invasion dans la plaine. Il s'avança jusqu'aux limites de la tribu de Khachna, incendia les propriétés de quelques-uns de nos alliés, et en détermina d'autres à passer à l'ennemi. Le général Brossard opéra quelques mouvements de troupes pendant la course de Sidi-Yahia, mais il ne put empêcher ces dévastations.

Les courses continuelles des Arabes, notre impuissance à les prévenir et à les arrêter, firent adopter, dans le mois de novembre, un projet présenté quelque temps auparavant par le capitaine Grand (tué depuis devant Constantine), pour couvrir par des lignes continues et matérielles de défense le terrain d'occupation. Ce projet fut cependant modifié : M. Grand avait proposé d'établir la défense sur le Mazafran et le ruisseau de Bouffarik, qu'on aurait canalisé. On ne voulut pas s'étendre jusqu'au Mazafran : l'on adopta la ligne de l'Oued-Agar et d'une suite de ravins et de petits cours d'eau, dont on escarpa les berges et dont on brisa les gués. Cette ligne vint dans la plaine se relier à l'Oued-Bouffarik ; elle était loin d'être un obstacle infranchissable, mais enfin elle gêna quelquefois les Hadjoutes dans leurs courses.

LIVRE XXI

Administration coloniale. — Établissement de la Ras-saulha. — Établissement de Regahia. — Concessions diverses. — Bouffarik. — Ferme-Modèle. — Institution de la direction des habous. — Analyse de divers actes administratifs. — M. Cresson, intendant civil. — Travaux publics. — Port d'Alger. — Mouvement de la population européenne. — Instruction publique. — Suppression regrettable de l'hôpital militaire d'instruction.

Lorsque le maréchal Clauzel fut nommé gouverneur général des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, son nom seul, lié depuis longtemps à l'Algérie par l'opinion publique, opéra un mouvement favorable à la colonisation. Mais l'impulsion qu'il donna, mal dirigée ou entravée par la nature des choses, ne conduisit à rien de bien satisfaisant. Dès que le choléra eut cessé ses ravages, un accroissement assez rapide se manifesta dans la population européenne ; quelques capitaux se montrèrent ; l'intérêt de l'argent diminua. On se hâta de prendre ces signes indicatifs de la présence de quelques éléments de prospérité pour la prospérité elle-même, et dans la persuasion que le bien allait se produire tout seul, on ne prit aucune mesure pour l'amener.

M. Clauzel entretenait une active correspondance avec des comités qui s'étaient formés sur quelques points de la France et de l'Allemagne, pour envoyer des colons à Alger. Cette correspondance montrait, d'un côté, une

confiance fort grande dans les talents administratifs de M. Clauzel, de l'autre, cette assurance imperturbable qui peut tout aussi bien appartenir à la légèreté, qui se rit de tous les obstacles, parce qu'elle n'en voit aucun, qu'à la profondeur d'un esprit qui ne les craint point, parce qu'il se sent de force à les surmonter. Le but de M. Clauzel était d'attirer, à tout prix, beaucoup d'hommes en Afrique ; car il était persuadé qu'une fois qu'ils y seraient, il trouverait bien le moyen de les employer. Il paraissait convaincu que les misères partielles, les mécomptes individuels, ne devaient compter pour rien. Son raisonnement semblait se réduire à ceci : il arrivera 2,000 hommes dans un mois, il en mourra 1,000 de misère ou de maladie, restera 1,000 de bénéfice net. Cela peut être vrai en Amérique, pays auquel le maréchal reportait toutes ses pensées coloniales, parce que le malheureux émigré européen, qui y a une fois mis les pieds, ne peut plus revenir sur ses pas ; 2,000 lieues le séparent de sa patrie. Mais Alger est aux portes de l'Europe ; si l'on y est mal, on s'en va, et l'on détourne ses compatriotes d'y venir. Voilà pourquoi ce qui est applicable à l'Amérique ne l'est pas à Alger, abstraction faite de toute idée de morale et de respect pour l'humanité.

Dans les premiers jours de son administration, M. le maréchal Clauzel, désirant remédier aux inconvénients de l'accaparement des terres par les spéculateurs, parla d'établir une forte contribution sur les terres européennes non cultivées, ce qui aurait forcé la vente ; mais cette mesure, qui l'aurait frappé comme beaucoup d'autres, n'arriva pas même à l'existence de projet formulé. Ce que nous avons prévu se réalisa : les accapareurs, voyant arriver les travailleurs,

élevèrent leurs prétentions, loin de les abaisser, et ces derniers se retirèrent découragés⁽¹⁾.

Dans les derniers temps de l'administration du comte d'Erlon, un arrêté, approuvé par le ministre de la guerre, le 29 juillet 1835, avait concédé d'un seul lot au prince de Mir, réfugié polonais, cinq fermes du domaine dont le Haouch-Rassautha forme le centre. Ces cinq fermes sont : Haouch-Rassautha, Haouch-Mered, Haouch-Méridja, Haouch-el-Bey-el-Charg et Haouch-ben-Zerga. La plus grande partie de ce terrain, présentant une superficie de plus de trois mille hectares, avait déjà été concédée aux Arib par le général Voirol, ou plutôt, ce général avait autorisé les Arib à s'y établir et à les cultiver. On s'était engagé à n'exiger d'eux aucune redevance pendant trois ans. Nous avons parlé de cet établissement, qui fut un des actes les plus remarquables de la sage administration du général Voirol. Le ministre l'avait sanctionné. Cependant on ne tint nul compte des droits des Arib, dans la concession faite au prince de Mir, en 1855 ; celui-ci arrêta une partie des réclamations que les Arib pouvaient élever, en établissant un grand nombre d'entre eux sur ses terres comme khamas ou colons partiaires du cinquième ; il leur fit même plus d'avances que ne l'exigeait l'usage dans les baux de cette sorte. On vit alors un Européen diriger une exploitation agricole presque tout arabe. La Rassautha,

(1) Je citerai M. Emile Deschamps, qui, attiré à Alger par le gouverneur général lui-même, y vint avec quelques cultivateurs de la Franche-Comté. Après avoir épuisé leurs ressources et consumé plusieurs mois en démarches impuissantes, ces malheureux, réduits à la misère, rentrèrent en France.

chef-lieu de l'exploitation, fut restaurée par le prince de Mir, qui surmonta d'une croix le bâtiment principal. Les Arabes respectèrent ce signe d'une croyance qui n'est pas la leur. Les Européens qu'il avait avec lui vivaient en parfaite intelligence avec les Arabes, les enfants des deux races jouaient ensemble, les femmes se visitaient, les hommes s'unissaient d'amitié ; enfin, il y avait quelque apparence de fusion. Elle était due au caractère conciliant de M. de Mir. Mais à côté des idées philanthropiques et grandes qui l'animaient, existait ce germe d'aristocratie et de féodalité que, même après leurs malheurs, on retrouve chez tous les Polonais de la classe noble. Il voulait se créer une espèce de principauté, avoir des serfs bien traités, plutôt que des compagnons de travail. Il s'épuisa en avances pour avoir tout d'abord beaucoup de monde autour de lui, et couvrir ses terres de khamas, au lieu de procéder avec mesure et dans la proportion de ses ressources.

M. de Mir, qui n'avait pas de fonds, avait été obligé de s'associer des capitalistes. Ceux-ci eurent naturellement part à l'administration, qui fut tiraillée alors, M. de Mir étant un homme à ne pouvoir marcher que seul. Enfin, après un an d'existence, l'établissement succomba. Malgré cet insuccès, M. de Mir n'en est pas moins à nos yeux un homme qui a rendu un immense service à la colonie, en prouvant par l'expérience que des Européens et des Arabes peuvent se rapprocher par le travail et tendre vers un but commun.

D'après certains arrangements particuliers pris par le prince de Mir, depuis la chute de son établissement, la Ras-sautha passa à une société de capitalistes, qui finit par en être évincée pour inexécution des clauses de la concession.

Cette concession comprenant les belles prairies du Hamise, l'État acheta fort cher pendant quelques années, au prince de Mir d'abord et à ses ayants-droit ensuite, le foin qui en provenait et qu'il aurait continué d'avoir pour rien sans cette aliénation.

Le prince de Mir s'était établi à la Rassautha dans le mois de novembre 1835. Quelques mois après, M. Mercier, colon français, s'établit à Haouch-Regahia, à trois lieues plus loin que Rassautha. La propriété de cette ferme, que lui et son associé, M. Saussine, avaient acquise de la famille d'Omar-Pacha, lui était contestée par le domaine, avec raison, je crois. M. Mercier, sans entrer pour le moment dans le fond de la question, en demanda la concession, mais sans renoncer à faire valoir plus tard ses droits de propriétaire. La concession lui fut accordée, en tant que la ferme appartiendrait à l'État et en attendant la décision des tribunaux sur le litige. L'arrêté qui la constitua fut signé par le comte d'Erlon, le 3 juin 1835, et approuvé par le ministre de la guerre le 3 juillet suivant ; mais ce ne fut que sous l'administration du maréchal Clauzel que M. Mercier prit possession de Regahia. M. le maréchal, pour engager ce colon à se fixer sur ce point éloigné, lui promit d'établir dans sa ferme un détachement d'infanterie destiné à la défendre contre les Arabes. Cette promesse ne fut pas tenue. Elle n'aurait pu l'être sans consacrer un principe qui aurait mis en détail toutes les troupes à la disposition des colons, à qui il aurait pris fantaisie de s'établir au delà de nos lignes militaires. Mais alors, il aurait été convenable de ne rien promettre, même d'interdire formellement ces sortes d'établissements excentriques qui n'ont été que des embarras pour l'administration, et qui, jusqu'à présent, ont

été plus funestes qu'utiles à l'agriculture et à la véritable colonisation.

Le litige entre l'État et MM. Mercier et Saussine, au sujet de la propriété de Regahia, fut vidé par le tribunal de première instance d'Alger, en faveur de ces derniers. L'État n'ayant pas interjeté appel, ce jugement rendit ces messieurs propriétaires incommutables. Une société se forma sous leurs auspices pour l'exploitation de la Regahia, mais, malgré les lumières et l'activité de M. Mercier, elle fit de mauvaises affaires et dut se dissoudre.

Un autre Européen, M. Montagne, s'établit sous l'administration de M. le maréchal Clauzel, en dehors des lignes dans l'Outhan de Beni-Mouça à Haouch-ben-Chenouf. Ce colon, jeune, éclairé et prodigieusement actif, ne réussit pas mieux que M. Mercier et que le prince de Mir. L'agriculture, en Afrique, n'offre des chances de succès qu'aux familles de véritables cultivateurs de profession, exploitant un sol à elles. Il nous faut des agriculteurs en sabots, et non en gants glacés et en habits noirs. Un propriétaire peut encore réussir, ou au moins se soutenir, par l'emploi des méthodes arabes qui, si elles produisent peu, sont aussi très-peu coûteuses. M. de Tonnac en fit un essai assez heureux à Haouch-Khadra.

Le système de concessions en grand lots, adopté sous l'administration du comte d'Erlon, se continua sous le maréchal. Clauzel. On concéda de cette manière Haouch-Mimouch, Haouch-Fasly, Haouch-Bouageb, Haouch-souk-Ali. Les concessionnaires n'ayant rempli aucune des conditions qui leur étaient imposées, furent successivement évincés par les administrations qui suivirent celle de M. le maréchal Clauzel. Le ministre établit en principe qu'il ne serait plus

délivré que des promesses de concessions échangeables contre un titre définitif de propriété, après l'accomplissement des obligations imposées aux concessionnaires⁽¹⁾.

Une partie du territoire d'Haouch-Bouagueb et d'Haouch-Chaouch fut concédée en parcelles par le maréchal Clauzel. C'est sur le territoire de ces deux haouchs que se trouve Bouffarik. On y traça le plan d'une ville projetée, à laquelle on essaya de donner le nom de Médina-Clauzel.

Les concessions faites à Bouffarik furent divisées en 162 lots d'un tiers d'hectare environ pour le terrain de la ville, et en 173 de quatre hectares pour celui de la campagne. Les concessionnaires ne furent assujettis qu'à une redevance fort légère. Ils furent tenus de bâtir dans les alignements donnés, de borner, mettre en culture et planter d'arbres leurs lots dans l'espace de trois ans. Ce ne fut que le 27 septembre 1836 que fut signé et publié l'arrêté concernant les concessions de Bouffarik ; mais beaucoup de concessionnaires étaient déjà en jouissance plusieurs mois avant cette époque.

Nous avons parlé, dans le livre V, de la société de la ferme-modèle, à qui M. le maréchal Clauzel avait fait allouer, pendant sa première administration, 1,000 hectares de terrain sur les bords de l'Arach. Cette société cessa d'exister de fait en 1836, les tribunaux l'ayant évincée des

(1) L'administration eut dans un temps une telle rage de concessions, faites sans discernement et sans prévoyance, que, non contente de concéder ce qui existait, elle concéda ce qu'elle soupçonnait pouvoir exister. C'est ainsi que, le 13 mai 1835, elle concéda à Douéra 300 hectares de terres domaniales, au cas qu'il en existât sur ce point.

terres dont elle avait la jouissance, et qui furent reconnues propriétés privées. Les débats de cette affaire mirent en lumière un fait fort singulier, à savoir, qu'aux termes de l'arrêté du 30 octobre 1830, arrêté constitutif de la société de la ferme-modèle, les 1,000 hectares loués par l'État à cette société devant être pris sur les deux rives de l'Arach, à partir de son embouchure, comprenaient la Maison-Carrée, et non Haouch-Hassan-Pacha, qui est cependant ce qu'on lui livra.

L'administration des domaines, jadis si pauvre de documents et si embarrassée dans sa marche, parvint, à force de travail et de recherches, à des résultats satisfaisants dans l'année 1836. Plusieurs questions qui étaient encore obscures furent éclaircies, des usurpations furent découvertes, des titres reconnus. L'État connut enfin ce qu'il possédait dans la province d'Alger. Une direction spéciale, pour la surveillance administrative des biens des corporations et des établissements publics, fut instituée, sous la dénomination de *Direction des Habous*. M. Bernadet, chargé de cette branche importante de l'administration, mit de l'ordre dans ce qui, depuis la conquête, n'était qu'un chaos. M. Mangay, capitaine du génie chargé du domaine militaire, mit au grand jour la constitution de la propriété en Afrique, constitution que peu d'Européens connaissaient avant lui.

Nous allons maintenant présenter au lecteur, en suivant à peu près l'ordre chronologique, l'analyse des principaux actes administratifs, depuis le départ du comte d'Erlon jusqu'à la fin de l'administration du maréchal Clauzel.

La conservation des hypothèques, confiée aux greffiers des tribunaux par l'arrête du 8 mai 1832, passa à l'administration des domaines, par arrêté du comte d'Erlon,

du 22 juillet 1835. Nous en parlons ici parce que ce second arrêté ne fut publié que sous le maréchal Clauzel, dans le bulletin des actes du Gouvernement.

Le 11 novembre de la même année une ordonnance du roi établit le régime douanier sur les bases suivantes :

Tout transport entre la France et l'Algérie fut réservé aux navires français. Il en fut de même du cabotage, auquel on admit cependant les sandales maures de trente tonneaux et au-dessous, pourvu qu'elles appartenissent à des habitants français ou indigènes des lieux occupés par les troupes françaises. Les navires français et les navires indigènes admis au cabotage furent affranchis de tout droit de navigation. Le droit fut fixé pour les autres à 2 francs par tonneau, plus 50 centimes pour passeport et permis d'embarquement.

Les produits français, à l'exception des sucres, et les produits étrangers nationalisés en France par le paiement des droits, furent admis en franchise.

Les marchandises étrangères de consommation alimentaire et de construction furent aussi déclarées franches.

Les autres marchandises étrangères furent assujetties au cinquième ou au quart des droits fixés par le tarif général, selon que le port de provenance était français ou étranger. Quant à celles qui sont prohibées en France, elles furent soumises à un droit de 12 ou 15 pour cent *ad valorem*, également selon le port de provenance.

Les sucres et le café furent soumis à un droit variable selon la provenance.

A l'exportation pour la France, les marchandises furent affranchies de tout droit. Les droits d'exportation pour l'étranger furent ceux du tarif général ; et pour les articles prohibés à la sortie en France, 15 pour cent *ad valorem*.

Les farines et les grains furent exempts de tout droit.

Les marchandises provenant des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, et celles qui y auraient été admises, ne furent assujetties à aucun droit d'un port à l'autre de l'Algérie, pourvu que ces ports fussent sous la domination française, sans cela, ces marchandises durent être traitées comme venant de l'étranger où y allant. Cependant, le gouverneur général eut la faculté de designer ceux des ports non occupés par nos troupes dont on pourrait recevoir en franchises des objets de consommation alimentaire.

Il fut réglé que des entrepôts réels pourraient être établis à Alger, Bône et Oran, et qu'en attendant les marchandises seraient admises en entrepôt fictif pour six mois, avec faculté de prolongation de six autres mois.

Le 7 décembre 1835, une ordonnance royale rétablit que dans les possessions françaises du nord de l'Afrique la convention sur le prêt à intérêt ferait loi entre les parties. L'intérêt légal, à défaut de convention, et jusqu'à dispositions contraires, fut fixé à dix pour cent, tant en matière civile qu'en matière de commerce. Ainsi, il n'y eut plus de délit d'usure possible à Alger. Le commerce de l'argent y fut tout à fait libre. Au fait, les lois sont partout impuissantes contre l'usure. Les mœurs et une sage et démocratique direction donnée à l'industrie générale peuvent seules l'arrêter.

Le 19 mars, un arrêté soumis à certaines formalités les actes provenant de l'intérieur des provinces. Il fut établi que ces actes ne pourraient servir aux transactions passées sur le territoire occupé par les troupes françaises, s'ils n'étaient pas certifiés véritables par le cadi du lieu, et légalisés par le bey de l'arrondissement dans lequel ils

auraient été faits. Ces actes durent porter de plus le visa du chef de l'administration civile, et, à son défaut, celui du commandant des troupes françaises en résidence au chef-lieu du beylick.

Le 22 mars, un arrêté appela au service de la garde nationale tous les Européens de vingt à cinquante ans, domiciliés en Afrique, patentés ou propriétaires ; le 24 du même mois, les gardes nationales des communes rurales furent réunies en bataillon.

Le 24 mars, sur le rapport du procureur général, le gouverneur, prenant en considération l'accroissement des affaires portées au rôle du tribunal de première instance d'Alger, arrêta que, tous les trois mois, l'un des membres du tribunal supérieur serait adjoint, à tour de rôle, au juge civil du tribunal de première instance. Malgré les dispositions de cet arrêté, il existait un arriéré si considérable au tribunal de première instance, principalement dans les affaires concernant des Musulmans, que, le 28 mars, une chambre temporaire fut créée pour connaître seulement de ces sortes d'affaires.

Le même jour, 28 mars, le gouverneur général institua, pour toute l'Algérie, un emploi de commissaire général de police, c'est-à-dire un ministre de la police au petit pied. Cette institution ne fut point sanctionnée par le Gouvernement, et n'eut que quelques mois d'existence. Le mois d'avril vit la fin de l'administration de M. Lepasquier. Ce fonctionnaire ne vivait pas avec M. le maréchal en parfaite intelligence ; il était surtout rarement d'accord avec lui sur les questions de concessions. Il rentra en France ; M. Vallet de Chevigny prit par intérim les fonctions d'intendant civil.

Le 20 juin, un arrêté admit à une francisation provisoire, et à la faculté de caboter sur les côtes de la Régence en franchise de droits, les barques et les navires étrangers, moyennant certaines conditions et garanties. Les étrangers furent aussi admis à commander les navires français et les navires étrangers autorisés au cabotage. Cet arrêté tempéra ce que l'ordonnance du 11 novembre 1835 avait de trop restrictif sur le cabotage. Les conditions qu'il imposa n'y figurèrent même que pour mémoire, car, dans l'application, on ne les exigea pas. On peut dire que la navigation du littoral resta ouverte à tous les navires qui voulurent l'entreprendre. L'autorité seulement voulut conserver le droit de la restreindre, si elle le jugeait convenable. Mais on conçoit tout ce que présente d'inconvénients en ceci, comme dans toutes les autres branches de l'administration, la méthode de rendre des arrêtés que l'autorité applique ou n'applique pas selon sa volonté. L'usage laissa également le cabotage libre à toutes les sandales maures sans distinction, malgré l'ordonnance du 11 novembre, qui ne l'accordait qu'aux navires appartenant à des propriétaires domiciliés dans les ports occupés par nos troupes.

Le 13 septembre, par arrêté du gouverneur général, les lois des 2 et 5 juillet 1836 furent rendues exécutoires dans les possessions françaises du nord de l'Afrique, en ce qui concerne les dispositions qui peuvent y être appliquées. Ces deux lois abaissent des tarifs, lèvent des prohibitions et abrègent quelques formalités en matière de douane.

Le 6 octobre 1836, une ordonnance royale apporta quelques modifications à celle du 10 août 1834 sur l'organisation judiciaire. Un juge suppléant fut attaché au

tribunal de première instance d'Alger. Le tribunal supérieur eut, au lieu de trois juges, deux juges et un suppléant. Les juges d'Oran et de Bône connaissaient, en dernier ressort, d'après l'ordonnance du 10 août, des crimes contre lesquels la loi ne porte pas une peine plus forte que la réclusion, et à charge d'appel des autres crimes. Cette dernière clause fut étendue à tous les crimes par l'ordonnance du 6 octobre.

Un arrêté du 28 octobre, modifié par un autre du 1^{er} décembre, constitua la garde nationale sur de nouvelles bases et sous la dénomination de milice africaine.

Un autre arrêté, du 28 octobre, suspendit toutes transmissions d'immeubles entre-vifs dans la province de Constantine. Cet arrêté, dû à M. Bresson, nommé intendant civil en remplacement de M. Lepasquier, avait pour but de prévenir l'accaparement des terres dans cette province, que l'on se disposait alors à conquérir.

M. Bresson, dès son arrivée en Afrique, se mit à étudier le pays, ses ressources et ses besoins. Il vit qu'avant tout, l'administration doit être véridique, et que le mensonge est un déplorable moyen de colonisation. Aussi ne tarda-t-il pas à publier un avis qui fit connaître le véritable état des choses ; il prévint le public que l'État ne possédait plus que très-peu de terres à concéder dans les contrées occupées par nos troupes.

Aucune grande ligne de routes ne fut ouverte sous l'administration du maréchal Clauzel. Seulement, la route de Blida, poussée jusqu'à Oulad-Mendil par le général Voirol, et jusqu'à trois quarts de lieue de Bouffarik par le comte d'Erlon, fut continuée jusqu'à cette dernière localité ; on ouvrit aussi quelques chemins vicinaux.

A Alger, les constructions particulières furent assez

activement poussées dans les trois grandes rues qui, de la place du Gouvernement, conduisent aux trois portes principales. L'administration des ponts et chaussées ne resta pas en arrière de l'industrie particulière. M. Poirel, chef de ce service, après de laborieux essais, parvint, en 1835 et 1856, à se rendre complètement maître des flots qui menaçaient le port d'Alger d'une entière destruction. Ce point obtenu, on commença à s'occuper du prolongement du môle, grand et magnifique travail, suffisant pour illustrer toute la carrière d'un ingénieur, et qui doit donner à Alger une importance maritime incontestable.

Les aqueducs d'Alger, en si mauvais état depuis la conquête, furent en partie restaurés vers la fin de 1836. En général, tout le système des fontaines reçut, depuis cette époque, de notables améliorations. On commença aussi, dans la même année, les travaux de dessèchement de Bouffarik.

La population civile européenne, qui était de 11,221 âmes à la fin de 1835, s'élevait, au 31 décembre 1836, à 14,561, sur quoi on ne comptait que 5,485 Français. Cette population était répartie ainsi qu'il suit :

| | Français. | Étrangers. | Total. |
|------------|-----------|------------|--------|
| Alger | 3,625 | 5,469 | 9,094 |
| Oran | 959 | 2,109 | 3,068 |
| Bône | 723 | 1,244 | 1,967 |
| Bougie | 157 | 200 | 357 |
| Mostaganem | 21 | 54 | 75 |
| Total | 5,485 | 9,076 | 14,561 |

Cette statistique de la population européenne nous conduit à dire un mot de l'instruction publique. Elle fit

quelques progrès en 1836. On comptait, au 31 décembre de cette année, 81 élèves au collège d'Alger. Une école de langue française pour les jeunes Maures fut établie et eut bientôt une cinquantaine d'élèves.

Un autre établissement d'un ordre bien supérieur et d'une très-grande utilité fut supprimé sous l'administration du maréchal Clauzel. Je veux parler de l'hôpital d'instruction d'Alger, fondé par l'intendant militaire Bondurand ; il en a déjà été question. Cet hôpital d'instruction, dont les professeurs, pris parmi les plus habiles médecins et chirurgiens de l'armée d'Afrique, ne recevaient aucun traitement spécial, était une excellente école de clinique pour une foule de maladies qu'on n'a point ou peu d'occasions d'étudier en Europe. Trente surnuméraires, non rétribués, y puisaient une instruction théorique et pratique qu'ils auraient cherchée vainement ailleurs, à cause du concours des circonstances favorables qui ne se trouvaient que là. Ces surnuméraires étaient, en outre, fort utilement employés, dans bien des occasions, au service de l'armée. Enfin, tous les jeunes officiers de santé de la garnison d'Alger trouvaient à l'hôpital d'instruction tout ce qui pouvait perfectionner leurs études, et leur faire prendre des habitudes sévères et scientifiques. Sous le point de vue politique, cette institution n'était pas moins utile. On sait que les Arabes ont foi en la médecine, qui, de toutes les sciences, est celle à l'étude de laquelle il serait le plus facile de les déterminer à se livrer. Ainsi, loin de détruire l'hôpital d'instruction, on aurait dû en faire un établissement du genre de l'école de médecine d'Abou-Zabel, fondée par notre compatriote Clot Bey, en Égypte, où elle est un si puissant levier de civilisation.

On commença enfin à s'occuper, en 1836, des indem-

nités dues depuis si longtemps aux propriétaires expropriés pour cause, ou sous prétexte d'utilité publique. Une commission présidée par M. Baude, membre de la Chambre des Députés, fut chargée d'examiner les titres des ayants-droit et de présenter un travail qui resta, il est vrai, sans résultat.

LIVRE XXII.

Le général Brossard à Oran. — Ravitaillement de Tlemcen par Adb-el-Kader. — M. le lieutenant général comte Damrémont est nommé gouverneur général. — Son arrivée à Alger. — Mission du général Bugeaud à Oran. — Mouvements d'Abd-el-Kader dans la province de Titteri et du général Damrémont dans celle d'Alger. — Soulèvement des tribus de l'est. — Expéditions chez les Issers, et combat de Boudouaou. — Le général Damrémont, ayant pacifié l'est, marche vers l'ouest. — Événements de la province d'Oran. — Négociations avec Abd-el-Kader et traité de la Tafna. — Évacuation du camp de la Tafna et de Tlemcen.

M. le maréchal Clauzel, à peine rentré à Alger après son expédition sur Constantine, eut à s'occuper de la province d'Oran, où nos affaires étaient bien loin d'être dans un état satisfaisant. Le soldat, réduit depuis longtemps à moins d'une demi-ration de viande, se trouvait bien près d'en manquer totalement, les Garaba ayant enlevé le parc de l'administration. Les garnisons de Tlemcen et de la Tafna, toujours étroitement bloquées, ne tiraient aucune ressource d'un pays complètement hostile. Enfin, les Douair et les Zmela, resserrés sous le canon d'Oran, ne pouvaient plus nourrir leurs chevaux, et manquaient même de grains pour eux et pour leurs familles. Il fallut leur allouer des rations de pain et de fourrage ; sans ces secours, ils se seraient vus forcés de nous abandonner. Les choses en étaient là, lorsque le général Brossard prit, le

13 janvier, le commandement de la province d'Oran, en remplacement du général Létang, qui rentrait en France. Mais il ne suffisait pas d'envoyer un nouveau général à Oran, il fallait encore y faire vivre les troupes. L'administration militaire était au bout de ses ressources et ne savait trop où donner de la tête. Aussi accueillit-elle avec empressement les offres des frères Durand, qui promirent de la sortir de cet embarras. Ces habiles Israélites avaient conçu la pensée hardie de tirer des tribus mêmes soumises à Abd-el-Kader de quoi approvisionner nos garnisons réduites aux abois. Leur projet, qui réussit complètement, était d'intéresser l'Émir lui-même à cette opération, qui devait être une nouvelle source de richesses pour la maison Durand. Mais pour qu'il leur fut loisible d'opérer, il ne suffisait pas d'être d'accord avec l'administration militaire, il fallait encore avoir l'autorisation du gouverneur général. Ils l'obtinrent, en présentant leurs spéculations commerciales comme un moyen d'arriver avec Abd-el-Kader à une paix, que le maréchal désirait alors, et qui, ainsi que nous l'avons vu au livre XVIII, avait déjà été une fois dans ses idées.

La convention passée entre les Durand et l'administration n'avait point le caractère synallagmatique des marchés ordinaires : l'administration s'engagea à recevoir, à des prix convenus et très-avantageux pour la maison israélite, les fournitures que cette maison présenterait ; mais les Durand ne s'engagèrent, eux, à rien. Ils semblèrent dire, ou plutôt ils dirent réellement : « Nous nous croyons sûrs de réussir ; cependant, pour entreprendre, nous voulons être assurés des placements, sans courir les chances de perte d'un marché non accompli par l'entrepreneur. Si

nous envoyons des bœufs, vous serez forcés de les prendre ; si nous n'en envoyons pas, vous n'aurez rien à dire, et vos soldats s'arrangeront comme ils le pourront. »

Cette transaction, où les Durand ne couraient que le risque de ne rien gagner, n'offrant aucune garantie réelle, on se crut en droit à Oran de passer des marchés particuliers avec d'autres négociants, et on les passa sans la participation de l'administration centrale d'Alger, qui y resta étrangère.

L'affaire dont nous parlons ici avait été commencée par le plus jeune des frères Durand, et elle fut continuée par l'aîné, celui dont il a été question plusieurs fois dans cet ouvrage ; c'est ce dernier seul qui sera désormais en scène.

Les négociants israélites avaient raisonné juste : Abd-el-Kader, qui avait besoin de plusieurs marchandises que les marches européens pouvaient seuls lui fournir, leur permit d'acheter des bœufs sur ses terres et de les envoyer à Oran, à la condition qu'on lui procurerait les marchandises qu'il désirait. Cette première opération eut un plein succès. Quelques centaines de bœufs arrivèrent à Oran, et du soufre, du fer, de l'acier furent expédiés à l'Émir. Des voitures de l'artillerie servirent même à transporter ces objets au point où livraison devait en être faite aux agents d'Abd-el-Kader.

Mais ce n'était pas tout que d'avoir pourvu à l'approvisionnement des troupes placées sur le littoral, il fallait encore songer à la garnison de Tlemcen, qui commençait à éprouver le besoin d'un ravitaillement nouveau. En l'opérant par les moyens précédemment employés, le général Brossard se serait vu forcé de faire une expédition qu'il ne se croyait pas en mesure d'entreprendre. Ensuite, les

besoins mêmes des troupes qu'il aurait fallu mettre en campagne devant absorber une grande partie des transports, il n'en serait resté que fort peu de disponibles pour le ravitaillement de la place, but unique de l'expédition. Ces diverses considérations déterminèrent le général Brassard à accepter de nouveau les services de Durand, qui se fit fort de faire ravitailler le méchouar par l'Émir lui-même. Il y parvint en faisant entendre à Abd-el-Kader que la France lui rendrait, pour prix de ce service, les prisonniers qu'elle avait à lui depuis l'affaire de la Sika. L'Émir n'attachait pas une grande importance matérielle à la remise de ses prisonniers, mais il regardait comme un devoir religieux de profiter de l'occasion qu'on lui offrait de délivrer des Musulmans des fers des Chrétiens. Au reste, il ne figura point dans cette affaire d'une manière directe. Le marché ostensible, relatif au ravitaillement du méchouar, fut passé par un des membres de l'intendance militaire d'Oran avec Durand seul ; il n'y fut pas question des prisonniers. On convint avec Durand du prix, de la nature et de la quantité des denrées à fournir, et ce fut à lui à s'entendre avec l'Émir, pour les moyens d'exécution. Il conduisit lui-même à Tlemcen le convoi qui fut organisé par les soins d'Abd-el-Kader, lequel fournit le blé, l'orge et les bœufs. Dans sa pensée, cette fourniture devait être la rançon des prisonniers, car c'était ainsi que Durand lui avait présenté l'affaire. Ce Juif ne lui parla en aucune manière de l'argent qu'il toucha pour cet objet, et dont il disposa à sa fantaisie, sans que l'Émir n'en ait jamais eu un centime. Le ravitaillement de Tlemcen eut lieu dans le commencement du mois d'avril. Le commandant Cavagnac disposa d'un tiers de ce qu'il reçut en faveur des

plus pauvres habitants de la ville. Le reste lui procura un approvisionnement d'environ deux mois.

Le général Brossard, quelque temps après son arrivée à Oran, fit occuper Misserghin d'une manière permanente. Il établit aussi un bataillon près du petit lac à gauche de la route du camp du Figuier. Ces dispositions rétablirent la sécurité dans les environs d'Oran, et furent surtout très-utiles aux Douairs et aux Zmela.

Les événements que nous venons de rapporter eurent lieu pendant que le général Rapatel exerçait les fonctions de gouverneur par intérim, à Alger. M. le maréchal Clauzel était parti pour Paris, dans le courant de janvier, avec l'espoir de revenir bientôt ; mais il fut remplacé, le 12 février, par le lieutenant général comte de Damrémont. Le nouveau gouverneur général n'arriva à Alger que le 3 avril. Tous ses prédécesseurs avaient débuté par une proclamation, sorte de programme, souvent téméraire, auquel les événements avaient donné plus d'une fois de fâcheux démentis. Il crut devoir se conformer à cet usage, et le surlendemain de son arrivée, il fit paraître sa proclamation, qui promettait à la colonie une administration paternelle et pacifique, tout en annonçant une réparation de l'échec éprouvé devant Constantine. Partisan des moyens doux et conciliants, il avait espéré pouvoir les appliquer dès son arrivée ; mais tout respirait encore la guerre, et il ne tarda pas à reconnaître qu'il devait les ajourner.

Pendant que le général Damrémont prenait possession de son gouvernement, le général Bugeaud arrivait à Oran avec une autorité assez vaguement définie, mais qui, par le fait, devait être indépendante de celle du gouverneur général. La mission de M. Bugeaud était, ou de

combattre l'Émir à outrance, ou de faire avec lui une paix définitive et convenable. Ainsi que le général Damrémont, il crut devoir débiter par une proclamation. Ce manifeste, qui ne s'adressait qu'aux Arabes, avait pour but de les effrayer par des menaces d'une guerre d'extermination ; mais il avait à peine paru, que M. Bugeaud entama des négociations avec Abd-el-Kader, par l'intermédiaire de Durand, qui déjà, sous le maréchal Clauzel, avait été autorisé, ainsi que nous l'avons vu un peu plus haut, à agir dans le sens de la paix. Abd-el-Kader n'en était pas éloigné. Mais, comme d'un autre côté, il savait que les troupes de la division de M. Bugeaud ne pourraient, dans tous les cas, entrer en campagne que vers les premiers jours du mois de mai, il résolut d'employer le mois d'avril à visiter les tribus de l'est de la province d'Oran, et celles de Tittery. Il devait retirer de cette opération un double avantage : d'abord, les impôts qu'il comptait prélever dans cette contrée devaient améliorer l'état un peu obéré de ses finances ; ensuite, sa présence ne pouvait manquer d'y consolider son autorité, ce qui, dans le cas où la paix ne se ferait pas, lui permettrait, en soulevant contre nous les tribus voisines du centre de nos établissements, de créer assez d'embarras au gouverneur général pour le mettre dans l'impossibilité de tenter sur le Chélif une jonction avec le général Bugeaud, opération qui paraissait à tous si naturelle, que les Arabes, comme les Français, la croyaient dans la pensée du Gouvernement.

Abd-el-Kader arriva à Ataf, sur les bords du Chélif, dans les premiers jours d'avril. Il envoya de là sommer la ville de Cherchel et les Beni-Menasser de lui payer tribut. Cherchel se soumit, et reçut un kaïd de ses mains.

Quant aux Beni-Menasser, ils ne lui offrirent que leur amitié, et refusèrent de payer aucune espèce de contribution. Abd-el-Kader, ne voulant pas user ses forces dans une petite guerre épisodique, se contenta de cette demi-soumission, et n'insista point. Peu de jours après, il remonta le Chélif, parcourant jusqu'à Matmata des tribus mieux disposées, qui s'empressèrent de lui payer la dîme, qu'elles considéraient comme une obligation religieuse. Il redescendit ensuite à Miliana, où il ne fit qu'un court séjour. Puis il reprit ostensiblement le chemin de Mascara ; mais, parvenu à Oued-el-Fedda, il revint brusquement sur ses pas, et se dirigea sur Médéa, où il entra le 22 avril. Son premier soin, en arrivant dans cette ville, fut de faire arrêter les 80 Koulouglis les plus influents, parmi lesquels se trouvait Oulid-Bou-Mezrag⁽¹⁾. Il les envoya tous prisonniers à Miliana. Il se mit ensuite en rapport avec les tribus de l'est de la province d'Alger, qui jusqu'alors avaient à peine connu son nom, et les excita à prendre les armes contre nous. Sidi-Saadi, que nous avons vu figurer dans toutes les insurrections antérieures, fut son agent le plus actif dans cette contrée.

L'arrivée d'Abd-el-Kader à Médéa, mit en émoi jusqu'aux tribus que leur position rangeait tout à fait dans notre dépendance. Presque toutes lui envoyèrent secrètement des députations. La ville de Blida en envoya aussi, mais ostensiblement et sans mystère. Enfin, les villages arabes, placés sous le canon même de Bouffarik, craignant, de la part des Hadjoutes, quelques-unes de ces attaques

(1) Fils du bey Bou-Mezrag renversé, en 1830, par le maréchal Clauzel.

contre lesquelles nous n'avions jamais su les défendre, offrirent des présents au bey de Miliana, pour acheter sa protection. Cet état de choses était alarmant, et pouvait, en se prolongeant, aboutir à la révolte de toutes les tribus de la Métidja. En conséquence, le général Damrémont, sentant la nécessité de ne point laisser empirer le mal, prit des dispositions pour occuper Blida, dans le but de détruire, par cette opération, l'effet produit sur les Arabes par le voisinage d'Abd-el-Kader, et de prévenir une insurrection générale, en séparant les tribus de l'est de celles de l'ouest.

Le 28 avril, le gouverneur général, ayant réuni à Bouffarik presque toutes ses forces disponibles, envoya une petite colonne observer les gorges de l'Oued-el-Akra et du Hamise, par lesquelles l'ennemi pouvait déboucher dans la plaine, vers la partie de l'est ; il alla ensuite, de sa personne, reconnaître, avec quelques troupes, les abords de Blida. Le hakem, le cadî et les notables de cette ville se rendirent auprès de lui pour l'assurer de leur soumission ; mais un parti de Beni-Salah et d'Hadjoutes tira quelques coups de fusil sur nos troupes, et même sur un officier du gouverneur, qui, par son ordre, cherchait à entrer en pourparlers avec eux. Après avoir pris une connaissance sommaire du terrain sur lequel il voulait opérer, le général Damrémont rentra à Bouffarik. Les Beni-Salah et les Hadjoutes, pensant que cette fois, comme tant d'autres, tout se bornerait à une simple promenade de nos troupes, retournèrent aussi chez eux. Mais le lendemain, avant le jour, le gouverneur général se remit en route. Il divisa ses troupes en trois colonnes : la première, commandée par le général Bro, reçut ordre de se porter sur les montagnes des Beni-Salah, en tournant Blida par la droite ; la seconde,

conduite par le général Négrier, dut exécuter un mouvement semblable par la gauche ; la troisième, sous les ordres du colonel Schauenbourg, eut pour mission de marcher droit sur Blida par la plaine ; le gouverneur se trouvait avec cette troisième colonne. Ces divers mouvements s'exécutèrent avec ensemble et précision. Avant neuf heures du matin, Blida fut entourée par nos troupes qui, maîtresses des hauteurs, mettaient les montagnards dans l'impossibilité d'agir contre elles. Cependant quelques coups de fusil furent tirés sur la colonne de droite.

Tout paraissait terminé. Le général Damrémont entra dans la ville et l'examina avec soin, ainsi que les dehors. Blida est située à l'entrée d'une gorge, violemment déchirée, d'où sort l'Oued-el-Kebir, cours d'eau torrentueux qui va se jeter dans la Chiffa, à deux lieues plus loin. Du côté de la plaine, elle est entourée d'une épaisse zone de jardins et de vergers, d'orangers, de citronniers et de toutes sortes d'arbres fruitiers. L'Oued-el-Kebir alimente les fontaines de la ville, au moyen d'un barrage qui en exhausse les eaux. Cet ouvrage est situé à une petite demi-lieue, au sud de Blida, dans la gorge dont nous venons de parler, de sorte que les montagnards, en étant maîtres, peuvent détourner les eaux quand il leur plaît. Cette position semblait opposer à un établissement permanent des difficultés que les divers chefs de service déclarèrent ne pouvoir surmonter que par plus de dépenses et de travail que le gouverneur ne pouvait en consacrer à cette opération. D'un autre côté, la destruction de la plus grande partie des jardins et des vergers lui fut présentée comme indispensable à la défense. Cette destruction était tellement en désaccord avec ses principes, tout récemment

proclamés, qu'elle l'effraya avec raison. Il songea alors à établir un camp à l'ouest de la ville, sur l'emplacement à peu près où il en a été établi un en 1838, dans des circonstances, il est vrai, qui ne présentaient plus les mêmes difficultés. Cette opération, qui aurait séparé les Hadjoutes de Blida, et tenu les Beni-Salah en bride, offrait presque les mêmes avantages que l'occupation de la ville, sans les mêmes inconvénients. Mais l'administration militaire ne se sentit pas assez sûre de ses moyens d'action, pour garantir l'approvisionnement de ce nouveau camp. Enfin, après quelques hésitations, le gouverneur cessant de lutter contre les obstacles qu'il rencontrait à chaque pas dans les hommes et dans les choses, abandonna son projet, et ramena ses troupes à Bouffarik. De là, il alla visiter Coléa, et rentra à Alger, le 2 mai, après avoir donné l'ordre d'établir un fort détachement de cavalerie à Mered, où il n'existait encore qu'un blockhaus. Ce point est entre Bouffarik et Blida.

Cependant, l'Émir, voyant approcher l'époque où le général Bugeaud serait en mesure d'entrer en campagne, avait quitté Médéa et repris la route de la province d'Oran, après avoir nommé kalifa à Médéa, son frère, El-Hadj-Mustapha, en remplacement d'El-Barkani. L'installation de ce nouveau kalifa⁽¹⁾ coïncida avec le mouvement du général Damrémont, sur Blida. Un instant effrayé, El-Hadj-Mustapha se préparait à abandonner la position, lorsqu'il apprit la retraite de nos troupes ; reprenant alors courage,

(1) Abd-el-Kader ne donnait que le titre de *Kalifa* (lieutenant), aux chefs supérieurs qu'il établissait de tous côtés, mais celui de bey prévalut parmi les Arabes.

il ne songea plus qu'à suivre les instructions de son frère, en nous créant de nouveaux ennemis. Nous venons de voir qu'Abd-el-Kader s'était mis en rapport avec les tribus de l'est de la province d'Alger, pour les engager à prendre les armes contre les Français. Ces relations, continuées par El-Hadj-Mustapha, firent enfin éclater la guerre dans cette contrée qui, depuis longtemps n'avait pas fait marcher un seul homme contre nous. Le 9 mai, un fort parti d'Amraoua et d'Issers surprit la ferme française de Regahïa, tua deux hommes, et enleva une quantité assez considérable de bétail. Une ferme arabe fut également pillée. Le kaïd de Khachna était dans ce moment à Alger. Son lieutenant monta à cheval avec les cavaliers de l'outhan, et se mit sur les traces des pillards, qu'il ne put atteindre. Instruit de cet événement, le gouverneur fit partir, pour Regahïa, une colonne commandée par le colonel Schauenbourg, du 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique. Cet officier supérieur s'établit sur le territoire de Regahïa, en attendant, pour agir, de savoir positivement à quelle tribu appartenaient les Arabes qui avaient attaqué la ferme.

A peu de distance à l'est du méridien de Regahïa, court, du nord au sud, une chaîne de petites montagnes qui bornent la Mitidja dans cette direction, et la séparent du bassin de l'Isser. Ces montagnes assez abruptes, ne présentent que deux passages ; l'un est un défilé étroit entre la mer et des rochers escarpés : on le connaît dans le pays sous la dénomination significative de *Cherob-ou-Eurob* (bois et fuis). Ce nom lui vient d'une fontaine située dans ce lieu sauvage, où le voyageur a sans cesse à craindre la rencontre des brigands ou des bêtes féroces, et où, par conséquent, il est dangereux de s'arrêter. Le second

passage, qui est à trois lieues plus haut, est un col (Théniat) très-prolongé, mais qui du reste ne présente pas de bien grandes difficultés de terrain. Le pays où se trouvent ces deux passages est habité, du nord au sud, par les Djebil, les Bou-Khranfar, et les Beni-Aïcha. Ces montagnards n'avaient pris aucune part directe à l'attaque de la Regahïa, mais ils avaient eu le tort de laisser le passage libre à l'ennemi. Le colonel Schauenbourg se mit en rapport avec eux, et l'on connut les véritables auteurs de l'acte de brigandage qu'on voulait punir. On sut aussi qu'un rassemblement hostile assez considérable s'était formé au delà de la petite chaîne de montagnes dont nous venons de parler, sur l'Oued-Merdjia, entre l'Isser et ces mêmes montagnes. Le gouverneur général, ayant résolu de le disperser, envoya au colonel Schauenbourg l'ordre de franchir le Theniat des Beni-Aïcha. Le général Perrégaux, chef d'état-major du général Damrémont, reçut en même temps celui de s'embarquer à Alger, avec un millier de fantassins et deux pièces de montagne, pour aller opérer un débarquement sur les côtes des Issers, afin de couper la retraite au rassemblement de l'Oued-Merdjia.

Le colonel Schauenbourg, au moment où l'ordre de marcher lui parvint, était campé sur la rive gauche du Boudouaou, à une lieue et demie en avant de Regahïa. Il partit de ce point, dans la nuit du 17 au 18 mai, avec sa colonne composée de deux bataillons du 2^e léger, d'un bataillon du 48^e de ligne, de 200 chasseurs d'Afrique ou spahis réguliers, de deux pièces de montagne et d'une centaine de spahis auxiliaires. Contrarié par une pluie affreuse et par le mauvais état des chemins, il ne put arriver qu'à huit heures du matin à l'entrée du col. Une centaine de Kbaïles

au plus cherchèrent à défendre ce passage, qui fut facilement forcé. A la sortie du défilé, M. de Schauenbourg fit arrêter sa tête de colonne, pour rallier tout son monde avant de descendre dans la plaine. Pendant cette halte, Ben-Zamoun se présenta avec les Arabes et les Kbaïles qui s'étaient réunis à Oued-Merdjia. Il voulut nous fermer l'accès de la plaine des Issers, mais ses efforts furent impuissants et de courte durée. La marche de la colonne française suffit pour disperser l'ennemi, presque sans manœuvre et sans combat. Cependant deux compagnies du 2^e léger eurent, sur un mamelon de droite, un engagement assez vif, dans lequel M. Issoire, sous-lieutenant de ce régiment, fut mortellement blessé.

Après la défaite de Ben-Zamoun, le colonel Schauenbourg pénétra dans la plaine, en poussant devant lui les populations effrayées et leurs troupeaux. Il se dirigea vers l'embouchure de l'Isser pour opérer sa jonction avec le général Perrégaux. Malheureusement l'état de la mer, qui avait été fort grosse dans la nuit du 17 au 18, avait forcé le général Damrémont à renoncer au débarquement projeté, et le général Perrégaux n'était pas sorti de la rade d'Alger. M. de Schauenbourg le chercha donc vainement pendant toute la journée du 18. Vers le soir, il arriva au bord de la mer, qui était calme dans ce moment, et convaincu qu'il n'y avait pas eu de débarquement, il établit son bivouac auprès de l'Oued-Merdjia, dans une des plus riches et des plus riantes campagnes que présente l'Algérie.

Le lendemain 19, le colonel Schauenbourg, qui n'avait plus de pain que pour un jour, car on avait compté sur celui que devait apporter le général Perrégaux, dut

se replier sur le Boudouaou. Il prit la route de Cherob-ou-Eurob qui, du point où il était, est la plus courte. A peine ce mouvement rétrograde fut-il commencé, que les Arabes et les Kbaïles se présentèrent en assez grand nombre sur le flanc gauche et sur les derrières de la colonne. La retraite s'opéra en bon ordre, de mamelon en mamelon, de ravin en ravin, et avec des haltes fréquentes, à chacune desquelles le colonel de Schauenbourg reprenait l'offensive et faisait éprouver des pertes sensibles à l'ennemi.

Au point où la colonne parvint tout à fait au bord de la mer, en avant des profonds ravins qu'il faut franchir pour arriver à la fontaine de Cherob-ou-Eurob, la cavalerie des Amraoua entra en ligne ; elle attaqua par la plage, mais elle fut repoussée avec perte. Pendant ce temps, les Kbaïles qui garnissaient les hauteurs combattaient vaillamment sur le flanc gauche de la colonne. Leurs femmes, placées sur les mamelons les plus élevés, encourageaient les combattants par leurs cris. Repoussé sur tous les points, l'ennemi se retira peu à peu du combat, et le feu avait cessé lorsque nos troupes arrivèrent à Cherob-ou-Eurob. M. de Schauenbourg fit prendre à sa colonne, sur l'Oued-bou-Merdès au delà de Cherob-ou-Eurob, un repos nécessaire après une marche pénible et un combat qui avait duré depuis huit heures du matin jusqu'à deux heures du soir ; puis il continua sa marche sur Boudouaou, où il trouva un fort convoi de vivres et de munitions que venait d'amener, sous l'escorte d'un millier d'hommes, le lieutenant-colonel Bourlon du 63^e de ligne.

La guerre étant ainsi allumée dans l'est, et l'expédition du colonel Schauenbourg n'ayant pas eu le succès

décisif qu'on aurait pu en attendre si le débarquement projeté s'était effectué, le gouverneur général résolut d'occuper la position de Boudouaou d'une manière permanente ; mais comme il désirait en même temps opérer vers l'ouest pour favoriser les mouvements du général Bugeaud, il ne put laisser que peu de monde sur ce point. Le colonel Schauenbourg et le lieutenant-colonel Bourlon furent successivement rappelés. Le 24 mai, il ne restait plus à Boudouaou que 900 hommes d'infanterie, 45 cavaliers et deux obusiers de montagne, commandés par le chef de bataillon de La Torré du 2^e léger. Cette petite troupe était destinée à soutenir un des plus glorieux combats qui aient été livrés en Afrique. Le 25, elle était occupée aux travaux d'une redoute, dont la construction avait été ordonnée par le gouverneur général, lorsqu'elle fut attaquée, dès le matin, par plus de 5,000 fantassins et par quelques centaines de cavaliers. La position qu'elle occupait sur la rive gauche de la rivière dominait la vallée. Vers les six heures, l'ennemi se présenta sur les hauteurs de la rive droite. Le commandant de La Torré fit aussitôt ses dispositions pour le recevoir. Quatorze prolonges, arrivées la veille pour approvisionner la position, furent parquées en carré en arrière de la redoute commencée où l'on plaça deux compagnies, les pièces d'artillerie et l'ambulance. Deux autres compagnies occupèrent le village arabe de Boudouaou, situé à gauche et un peu au-dessous de la redoute. La cavalerie s'établit à droite, en arrière d'une longue ligne de tirailleurs qui, soutenue par deux autres compagnies, liait les différents points de la position.

Le combat commença à sept heures et fut tout d'abord extrêmement vif. L'ennemi s'empara de quelques ruines

situées en avant du village de Boudouaou et s'y établit. Une partie de sa cavalerie manœuvrait en même temps pour tourner la position de nos troupes et leur couper la route d'Alger ; mais chargée avec vigueur par la nôtre, qui ne comptait, comme nous venons de le dire, que quarante-cinq chevaux, elle se replia sur l'infanterie. Cette heureuse et brillante charge venait de faire tourner de notre côté les chances du combat, lorsqu'une sonnerie mal comprise faillit nous les faire perdre : les compagnies qui défendaient le village l'ayant prise pour celle de la retraite, évacuèrent la position ; leur exemple fut suivi par celles de droite, de sorte qu'en un instant l'ennemi eut acquis un grand avantage sur nos troupes. Les officiers voyant alors l'imminence du danger, se jetèrent en avant de leurs soldats et le cri à la baïonnette se fit entendre. Cette arme, toujours victorieuse dans des mains françaises, enfonça l'ennemi qui eut le courage d'attendre le choc, et le village fut repris ainsi que les autres positions. Celle des ruines résista cependant encore quelque temps, et ne put être forcée que par le canon. L'ennemi faiblissait sur tous les points, lorsqu'une compagnie du 48^e de ligne, qui arrivait de Regahia au bruit du combat, détermina sa retraite. Il l'effectua en désordre, en emportant néanmoins ses blessés et une partie de ses morts. Il laissa cependant une centaine de cadavres sur le champ de bataille.

Tel fut le combat de Boudouaou, un des plus beaux faits d'armes de nos guerres d'Afrique, digne, sous tous les rapports, de tirer pour jamais de l'oubli le nom de celui qui le soutint. La prise d'armes de toutes les tribus de l'est et leur projet d'attaque sur Boudouaou avaient été dénoncées au gouverneur, le 24 au soir, par le cheikh d'Ammal,

d'une manière si précise, que les troupes d'Alger et des camps voisins reçurent, dans la nuit, l'ordre de se tenir prêtes à marcher sous la conduite du général Perrégaux. Elles se mirent en effet en mouvement et arrivèrent à Boudouaou après le combat : dès le lendemain, elles prirent l'offensive. Une première colonne, commandée par le colonel Schauenbourg, se dirigea sur Cherob-ou-Eurob, et employa cette première journée à rendre le passage praticable aux voitures. Cette opération ne fut pas inquiétée par l'ennemi. Le 27, le général Perrégaux, avec la seconde colonne, partit de Boudouaou et se dirigea vers le Thénia des Beni-Aïcha, qu'il franchit sans difficulté. Il descendit ensuite dans la plaine des Issers et alla s'établir à Haouch-Seggara, où il fut rejoint par le colonel Schauenbourg. Jusque-là, l'ennemi n'avait pas paru ; mais, le lendemain, le général Perrégaux s'étant porté vers la montagne de Drohh, 3 à 4,000 Arabes et Kbaïles cherchèrent à s'opposer à sa marche. Après avoir franchi l'Isser sur plusieurs points à la fois, il les attaqua avec tant de vigueur, qu'il les dispersa entièrement en moins d'une heure. La cavalerie fournit une fort belle charge. Ce combat, qui fut meurtrier pour l'ennemi, ne nous coûta que quelques morts, et, parmi eux, le capitaine Germain, du 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique. Après l'affaire, le général Perrégaux fit fouiller les gorges de la montagne de Drohh, où l'on fit quelque butin en bétail. Il alla ensuite établir son bivouac à Haouch-Nakrel, non loin de la mer. Dans la nuit, plusieurs marabouts des Issers vinrent implorer sa clémence pour les vaincus. Il répondit que, pour cette fois, il consentait à ne pas pousser les choses plus loin ; mais que si les Issers désiraient une paix durable, il fallait qu'ils envoyassent des

députés au gouverneur général pour la demander. Au jour, le corps expéditionnaire se remit en marche et alla bivouaquer au delà de Cherob-ou-Eurob, d'où les troupes rentrèrent dans leurs cantonnements, à l'exception d'un détachement qui fut laissé à Regahia. Le 2^e léger, une partie du 48^e et du 63^e de ligne, deux escadrons de spahis et quatre escadrons de chasseurs prirent part à cette expédition.

Pendant les événements que nous venons de rapporter, un bateau à vapeur et une gabare se présentaient devant Dellys, qui avait pris part à l'insurrection. Cette petite ville se hâta de faire toutes les soumissions qu'on exigea d'elle. Le hakem, le cadi et plusieurs notables furent conduits en otages à Alger.

Les chances de la guerre avaient si mal tourné pour les tribus de l'est, que le gouverneur général, assuré de ne plus être inquiété de ce côté, porta toute son attention vers l'ouest. Le poste de cavalerie établi à Mered rendait plus difficiles les courses des Hadjoutes dans cette partie de la plaine ; cependant leur audace n'en paraissait pas diminuée. Dans la nuit du 9 au 10 mai, une de leurs bandes envahit le village arabe de Cheraga, en avant de Dely-Ibrahim, enleva une jeune fille au milieu des fêtes de son mariage, tua le fiancé, et s'empara de quelques effets et de quelques bestiaux. Cette audacieuse entreprise fut conduite par un amant de la jeune fille. Les Hadjoutes, pour l'exécuter, coupèrent la ligne de défense, près du blockhaus d'Oued-el-Agar, qui n'entendit rien. Une colonne mobile, commandée par le commandant Maumet, aide de camp du gouverneur général, fut alors formée pour observer la vallée du Mazafran et couvrir le Sahel. Mais les Hadjoutes tentèrent de tourner nos lignes par le sud, et de faire,

comme au mois de novembre précédent, des razzias en deçà. Le 24 mai, ils se présentèrent, au nombre de trois cents environ, en vue du blockhaus d'Oulad-Aïche, dont le feu donna l'éveil au capitaine Bouscarin, qui commandait à Mered et qui marcha aussitôt contre eux. Le général Négrier, qui était à Bouffarik, se mit aussi en mouvement avec quelques troupes. L'ennemi, se voyant découvert, se mit en retraite ; chargé par le capitaine Bouscarin, près de Blida, il se dispersa après avoir perdu quelques hommes.

Le 2 juin, les Hadjoutes attaquèrent des ouvriers européens occupés aux travaux de la fenaison en avant de Bouffarik, en tuèrent six, et en emmenèrent prisonniers plusieurs autres. Le général Négrier avait eu vent que l'ennemi préparait une attaque. Les Européens de Bouffarik avaient été avertis par lui de ne pas laisser sortir leurs ouvriers ce jour-là ; mais ils ne tinrent aucun compte de cet avertissement. Le lendemain, 3 juin, plusieurs points de notre territoire furent simultanément attaqués. Une reconnaissance de cavalerie, commandée par le chef d'escadron d'Erlon, eut à soutenir un combat assez vif en avant de Bouffarik. Le général Négrier, obligé de disséminer ses forces pour défendre une ligne fort étendue, ne pouvait prendre l'offensive nulle part ; cependant, il était urgent qu'elle fût prise. Ce fut dans ces circonstances que le gouverneur général, après avoir terminé avec une vigueur et une promptitude remarquables les affaires de l'est, porta son quartier général à Bouffarik, où il réunit tout ce qu'il avait de troupes disponibles. Il prit des mesures pour pouvoir se porter de là sur Médéa ou sur la vallée du Chélif, selon les circonstances et les nouvelles qu'il recevrait du général Bugeaud. Les moyens administratifs

de transport étant insuffisants, on y suppléa par une réquisition de bêtes de somme.

Le 6 juin, El-Hadj-el-Sghir, qui s'était établi sur l'Afroun, envoya du côté de Bouffarik une forte reconnaissance, qui fut battue par nos troupes entre Mered et Oulad-Aïche. Le 7, le gouverneur général se porta, avec la plus grande partie de ses forces, sur le camp construit à la Chiffa par le général Brossard, l'année précédente. Son intention était, avant de se porter plus à l'ouest, de faire une expédition sérieuse sur le bois de Kharésa, repaire ordinaire des bandes qui infestaient le Sahel, et qu'il désirait ne pas laisser derrière lui. Dans ce but, il avait donné ordre à une colonne partie de Maélma d'y pénétrer par le chemin de Coléa, pendant qu'il y arriverait lui-même par le côté opposé. Il partit, à cet effet, de la Chiffa dans la nuit du 7 au 8, et arriva au point du jour sur les bords du lac Halloula. Après une courte halte, les troupes, tournant à droite, entrèrent dans le bois, où elles eurent quelques engagements partiels avec les Hadjoutes. Vers le milieu du jour, la colonne de Maélma fit sa jonction avec le corps principal. A peu près au même moment, des cavaliers du bey de Miliana, qui était resté à Afroun, apportèrent au gouverneur général des dépêches du général Bugeaud, et un traité de paix que ce général avait conclu avec Abd-el-Kader, le 30 mai, sur la Tafna. Les mêmes cavaliers étaient porteurs d'une lettre où le bey de Miliana annonçait au gouverneur qu'en exécution du traité il allait retirer ses troupes, si lui, gouverneur, consentait à en faire autant. Le général Damrémont accepta cet arrangement, qu'il considéra comme une trêve jusqu'au moment où le Gouvernement aurait fait connaître sa volonté. En conséquence, il retourna au

camp de la Chiffa, où il passa la nuit, et, le lendemain, les troupes reprirent le chemin de leurs cantonnements.

Nous devons arrêter ici la marche de notre narration et revenir en arrière, pour faire connaître les événements et les négociations qui amenèrent le traité de la Tafna.

Nous avons vu que le général Bugeaud, très-peu de jours après la publication de son menaçant manifeste, s'était mis à négocier avec l'Émir par l'intermédiaire de Durand. Abd-el-Kader désirait la paix, mais, comme de raison, il la voulait avantageuse pour lui. Durand n'était pas pressé de conduire les affaires sur la voie d'une conclusion facile, parce que, tant qu'elles restaient en suspens, il pouvait exercer un monopole commercial qu'une paix définitive devait lui faire perdre, en lui donnant des concurrents. Mais au moment où le négociateur du général Bugeaud s'y attendait le moins, Abd-el-Kader prit subitement le parti de s'adresser directement au gouverneur général⁽¹⁾. Il est presumable qu'en agissant ainsi, il espérait augmenter

(1) M. Bugeaud a cru que cette démarche de l'Émir avait été provoquée d'Alger, et qu'on s'était servi pour cela de quelques prisonniers renvoyés à Abd-el-Kader, en retour de ceux qu'il avait rendus au général Rapatel quelque temps auparavant*. Il a cru aussi que c'était cette provocation qui avait déterminé l'Émir à marcher sur Médéa ; mais il a dû lui être facile de reconnaître son erreur, car ce ne fut qu'en revenant de Médéa qu'Abd-el-Kader vit les prisonniers en question. Il était alors sur la Mina. Ce fut Durand qui persuada, pour un temps, au général Bugeaud que si les négociations dont il était chargé ne marchaient pas plus vite, c'était parce qu'elles étaient entravées par les contre-négociations

* Parmi les prisonniers rendus au général Rapatel dans cette circonstance, était M. Defrance, jeune officier de marine, qui a publié une relation intéressante de sa *captivité*.

la mésintelligence que la force des choses devait faire naître entre les deux généraux, et profiter de leur rivalité. Quoi qu'il en soit, il écrivit au général Damrémont dans des termes qui, sans contenir de propositions directes, ne pouvaient être considérés dans leur ensemble que comme une véritable demande de paix. Le gouverneur répondit d'une manière qui, quoique vague, ouvrait la porte aux négociations. Il écrivit en même temps au ministre de la guerre pour lui faire connaître la démarche de l'Émir et lui proposer les bases sur lesquelles, selon lui, il était possible de traiter. Ces bases limitaient Abd-el-Kader au Chélif.

Dès que ce commencement des relations entre le gouverneur général et l'Émir fut connu du général Bugeaud, celui-ci se porta à des excès qu'il désavoua lui-même franchement un peu plus tard. Il accusa M. de Damrémont d'avoir fait à l'Émir des propositions de nature à nuire

d'Alger. Ce Durand, malgré le désir qu'il avait de les traîner en longueur, voyant bien cependant qu'il fallait en finir, sous peine de perdre toute son importance, trouva un moyen qui lui parut excellent de conclure sans désavantage matériel pour lui : à cet effet, dissimulant à l'Émir les facilités que lui offraient les dispositions pacifiques du Gouvernement, il ne craignit pas de lui demander une somme considérable pour corrompre, disait-il, les généraux français. Il ne serait pas impossible que l'Émir ait trouvé cette diplomatie trop chère, et que cette considération ait été au nombre des causes qui le déterminèrent à s'adresser au général Damrémont. Pendant que Durand demandait de l'argent à Abd-el-Kader, il en demandait aussi au général Bugeaud pour corrompre, disait-il encore, les conseillers de l'Émir. Voilà, je crois, l'origine de ces cadeaux *de chancellerie*, dont il a été parlé dans le procès de Perpignan, mais qui, au résumé, n'ont pas été faits.

aux négociations qu'il avait lui-même entamées. Il lui reprocha surtout d'enfler l'orgueil et les prétentions d'Abdel-Kader, en lui manifestant un désir trop vif de la paix. M. Bugeaud prétendait en outre avoir seul le droit de traiter. Ce fut alors que parurent, dans toutes leurs conséquences, ces inconvénients du partage du pouvoir, qui avait porté des fruits assez amers sous la bicéphale administration des généraux Voirol et Desmichels, pour que le ministère pût s'abstenir, sans grands efforts de raisonnement, de retomber dans la faute commise à cette époque. Mais, en ceci, les leçons du passé furent encore perdues. On renchérit même sur les anciennes erreurs : car, au tort de donner deux gouverneurs à l'Algérie, on ajouta celui de ne pas déterminer assez nettement la ligne de partage de leurs attributions. M. de Damrémont comprenait que le général Bugeaud pouvait être indépendant dans la conduite des opérations militaires, mais non dans les mesures qui enchaîneraient l'avenir du pays, comme un traité de paix⁽¹⁾. M. Bugeaud se croyait indépendant même en cela. Il en

(1) Dans une lettre du ministre de la guerre, écrite le 26 avril au général Damrémont, se trouve cette phrase : « Je rappelle au général Bugeaud que, dans le cours de ces négociations, il ne doit rien faire sans vous avertir, ni rien conclure sans *votre attache*. De votre côté, vous aurez soin de ne rien arrêter définitivement sans l'approbation du gouvernement du Roi, et de m'adresser à cet effet toutes les propositions qui vous seraient faites. »

D'après M. Bugeaud, le ministre lui aurait tenu un autre langage ; car il écrivit au général Damrémont le 25 mai : « Nulle part (dans ses instructions) il n'y est dit que vous devez sanctionner la paix que je ferai et que, selon l'expression de votre lettre du 14 mai, je ne dois que préparer le traité. Si le Gouvernement

résulta entre les deux généraux une correspondance d'abord fort vive, mais qui s'adoucit ensuite, parce qu'étant tous deux de bonne foi dans cette lutte, où l'incertitude des attributions faisait naître celle des droits, ils reconnurent que leurs prétentions réciproques venaient moins d'un désir d'empiétement que des termes trop souvent contradictoires de leurs instructions. M. de Damrémont, décidé à abandonner au général Bugeaud la conduite des négociations⁽¹⁾, fit connaître à Abd-el-Kader, qui lui avait écrit une seconde fois, que c'était à celui-ci qu'il devait s'adresser, se réservant cependant le droit de sanction que lui donnait la lettre ministérielle du 26 avril, droit que le général Bugeaud reconnut un instant, ainsi que nous le verrons un peu plus tard.

Sur ces entrefaites, Ben-Arach, envoyé de l'Émir, était arrivé à Oran, où il ne resta qu'un jour. Il en repartit avec Durand et M. Allégro, alors officier d'ordonnance du général Bugeaud. Durand écrivit, deux jours après, qu'on était sur le point de conclure ; mais, le 14 mai, M. Allégro revint et annonça que tout était rompu. Abd-el-Kader ne voulait laisser à la France que le Sahel d'Alger, et, dans la province d'Oran, le pays situé entre Bridia et la Macta.

vous dit autrement, si vous avez des pouvoirs qu'on m'a tenus cachés, les quiproquo, les inconvénients qui sont survenus, ne sont ni de votre faute ni de la mienne. Ils sont du fait du Gouvernement, qui n'a pas établi d'une manière nette et bien tranchée la séparation des pouvoirs... que la faute soit rejetée sur ceux à qui elle appartient. »

(1) Dans une dépêche du 16 mai, le ministre de la guerre déclara qu'il devait en être ainsi. Mais la chose était faite avant que cette dépêche parvint à Alger.

En conséquence, le 15, le général Bugeaud mit ses troupes en mouvement. Son intention était de ravitailler d'abord Tlemcen, de faire évacuer le camp de la Tafna, dont l'abandon était décidé en principe, et de se porter ensuite dans l'est pour opérer sur le Chélif. Tlemcen devait aussi être évacué à la fin de la campagne, quelle qu'en fût l'issue⁽¹⁾. Le corps expéditionnaire, présentant un effectif de 9,000 hommes, était composé ainsi qu'il suit :

Première Brigade. — *Général Leydet.*

Le 1^{er} régiment de ligne(2).

Le 3^e bataillon d'infanterie légère d'Afrique.

Deuxième Brigade. — *Général Rulhière.*

Le 23^e de ligne,

Le 24^e de ligne.

Troisième Brigade. — *Colonel Combes.*

Le 47^e de ligne,

Le 62^e de ligne.

CAVALERIE.

2^e régiment de chasseurs d'Afrique,

Spahis réguliers,

Douair et Zméla.

(1) Le 13 juin, le général Bugeaud écrivait au général Damrémont : « Je vous prie de remarquer que nous ne lui cédon rien (à Abd-el-Kader) que ce qu'il possède déjà, sauf Tlemcen, que j'avais ordre d'évacuer à la fin de la campagne. »

(2) Ce régiment était arrivé à Oran dans les premiers jours de mars. Le 3^e bataillon d'Afrique y était arrivé peu de temps après.

L'artillerie présentait un effectif de 329 hommes et un matériel de 12 pièces de montagne.

Le génie n'avait que 64 hommes, dont quatre officiers.

Le service du transport des subsistances était fait par environ 550 mulets de l'administration⁽¹⁾, plus 300 chameaux fournis par les Arabes auxiliaires.

Le 15 mai, la deuxième brigade et la troisième arrivèrent à Bridia, où elles prirent position. Le 16, le général Bugeaud s'y rendit de sa personne avec le reste des troupes. Le 17, le corps expéditionnaire partit de Bridia sur trois colonnes, et alla coucher sur l'Oued-Mélah. Le 18, il bivouaqua au delà de l'Oued-Senan, et le 19 sur l'Isser. Quelques rares coups de fusil furent échangés dans ces deux journées contre des groupes d'Arabes. Le 20, on arriva à Tlemcen, dont le ravitaillement fut opéré. Le corps expéditionnaire y passa la journée du 21, et se dirigea ensuite sur la Tafna, où il arriva le 23.

Pendant que ces mouvements s'opéraient, le juif Durand cherchait à renouer les négociations ; mais elles ne marchaient pas aussi vite que le général Bugeaud l'aurait désiré. Les moyens de transport diminuaient à vue d'œil : plusieurs mulets avaient péri en route ; on avait été forcé d'en laisser à Tlemcen un certain nombre qui ne pouvaient plus aller. Presque tous ceux qui étaient arrivés à la Tafna étaient horriblement blessés par suite de la mauvaise confection des bâts adoptés récemment par le ministre de la guerre. Ces bâts, à arçons triangulaires, rejetaient tout le poids de la charge sous le point de courbure des côtes

(1) Les mulets avaient été envoyés de France.

des mulets, ce qui tuait ou mettait promptement hors de service ces animaux, sur lesquels le général Bugeaud avait principalement compté pour ses transports. Il lui restait bien encore ses chameaux, dont les chargements n'avaient pas été soumis aux essais scientifiques des bourreliers du ministère ; mais cette ressource, suffisante pour une expédition de courte durée, ne l'était pas pour une longue campagne. De sorte que le général Bugeaud, qui avait espéré pouvoir au besoin prolonger la sienne pendant plusieurs mois, se voyait déçu dans ses prévisions. D'un autre côté, Abd-el-Kader faisait dire par Durand qu'il traiterait avec le général Bugeaud pour la province d'Oran, mais que pour celle d'Alger, il comptait s'adresser de nouveau au gouverneur général. Pressé d'en finir, suspectant, avec quelque raison, la bonne foi de Durand, le général résolut enfin d'essayer d'un autre négociateur : il fit choix de Sidi-Hamadi-ben-Scal, qu'il dépêcha au camp de l'Émir, le 24. Dès le lendemain, ce nouvel agent rapporta des propositions qui parurent pouvoir servir de base à un traité. Mais Abd-el-Kader ne voulait d'aucune manière abandonner la province de Titteri. Le général Bugeaud y tenait fort peu de son côté ; cependant, comme il avait reçu, le jour même, une lettre dans laquelle le Gouvernement lui prescrivait de restreindre Abd-el-Kader au Chélif, il fut un instant embarrassé. Mais considérant probablement que dans les affaires d'Afrique, le ministère n'avait jamais eu qu'une volonté flottante et nébuleuse, dont il était facile de ne tenir aucun compte, il résolut de passer outre⁽¹⁾. En

(1) Du point de vue où il s'était placé, le général Bugeaud

conséquence il rédigea un projet semblable au traité que l'on va lire plus loin, mais stipulant de plus un tribut annuel payable par Abd-el-Kader. Ben-Scal fut chargé d'aller présenter ce projet à l'Émir. Le général eut d'abord la pensée de le soumettre à l'approbation du gouverneur général. Il lui écrivit même pour lui dire que, dans le cas où il ne l'approuverait pas, et où par conséquent il ne serait pas disposé à l'envoyer à la sanction du Gouvernement, il se hâtât de le lui faire connaître, et que les hostilités commenceraient aussitôt. Mais il se ravisa dans le jour même, et envoya directement son projet en France, par un bateau à vapeur qu'il fit partir à cet effet.

Cependant Ben-Scal ne tarda pas à revenir au camp avec la réponse de l'Émir, qui acceptait le projet hors le tribut. Le général Bugeaud dut se trouver ici encore plus embarrassé que pour la cession de Titteri ; car le tribut était bien spécifié dans le projet envoyé à la sanction du Gouvernement, et il paraissait difficile de rien changer à une pièce sur laquelle le conseil des ministres allait être appelé à délibérer. Mais M. Bugeaud était un homme de résolution qui savait trancher les difficultés. En conséquence il renonça au tribut, comme il avait renoncé à Titteri, et les deux parties contractantes étant alors d'accord, le traité fut signé le 30 mai ; en voici le texte :

eut raison : car, pendant qu'il prenait sur les bords de la Tafna la résolution de ne pas s'arrêter aux ordres du ministre, celui-ci lui écrivait qu'il consentait à l'abandon de Titteri et de la ville de Cherchel.

TRAITÉ DE LA TAFNA.

Entre le lieutenant général Bugeaud, commandant les troupes françaises dans la province d'Oran, et l'Émir Abd-el-Kader, a été convenu le traité suivant.

Article Premier.

L'Émir Abd-el-Kader reconnaît la souveraineté de la France en Afrique.

Art. 2.

La France se réserve,

Dans la province d'Oran, Mostaganem, Mazagran et leurs territoires ; Oran, Arzew, plus un territoire ainsi délimité ; à l'est par la rivière de la Macta et le marais d'où elle sort ; au sud, par une ligne partant du marais ci-dessus mentionné, passant par le bord sud du lac, et se prolongeant jusqu'à l'Oued-Malah (Rio-Salado), dans la direction de Sidi-Saïd, et de cette rivière jusqu'à la mer, de manière à ce que tout le terrain compris dans ce périmètre soit territoire français ;

Dans la province d'Alger :

Alger, le Sahel, la pleine de la Métidja, bornée à l'est jusqu'à l'Oued-Kaddara, et au delà ; au sud, par la première crête de la première chaîne du petit Atlas jusqu'à la Chiffa, en y comprenant Blida et son territoire ; à l'ouest, par la Chiffa jusqu'au coude du Mazafran, et de là par une ligne droite jusqu'à la mer, renfermant Coléa et son territoire ; de manière à ce que tout le terrain compris dans ce périmètre soit territoire français.

Art. 3.

L'Émir administrera la province d'Oran, celle de Titteri et la partie de celle d'Alger qui n'est pas comprise à l'ouest dans la limite indiquée par l'article 2. Il ne pourra pénétrer dans aucune autre partie de la Régence.

Art. 4.

L'Émir n'aura aucune autorité sur les Musulmans qui voudront habiter sur le territoire réservé à la France : mais ceux-ci resteront libres d'aller vivre sur le territoire dont l'Émir a l'administration ; comme les habitants du territoire de l'Émir pourront s'établir sur le territoire français.

Art. 5.

Les Arabes vivant sur le territoire français exerceront librement leur religion. Ils pourront y bâtir des mosquées, et suivre en tout point leur discipline religieuse, sous l'autorité de leurs chefs spirituels.

Art. 6.

L'Émir donnera à l'armée française :

Trente mille fanègues d'Oran de froment.

Trente mille fanègues d'Oran d'orge.

Cinq mille bœufs.

La livraison de ces denrées se fera à Oran par tiers. La première aura lieu du 1^{er} au 15 septembre 1837, et les deux autres, de deux mois en deux mois.

Art. 7.

L'Émir achètera en France la poudre, le soufre et les armes dont il aura besoin.

Art. 8.

Les Koulouglis qui voudront rester à Tlemcen ou ailleurs y posséderont librement leurs propriétés et y seront traités comme les Hadar.

Ceux qui voudront se retirer sur le territoire français, pourront vendre ou affermer librement leurs propriétés.

Art. 9.

La France cède à l'Émir : Rachgoun⁽¹⁾, Tlemcen, le Méchouar et les canons qui étaient anciennement dans cette citadelle.

L'Émir s'oblige à faire transporter à Oran tous les effets, ainsi que les munitions de guerre et de bouche, de la garnison de Tlemcen.

Art. 10.

Le commerce sera libre entre les Arabes et les Français, qui pourront s'établir réciproquement sur l'un ou l'autre territoire.

Art. 11.

Les Français seront respectés chez les Arabes, comme les Arabes chez les Français. Les fermes et les propriétés que les Français auront acquises ou acquerront sur le territoire arabe leur seront garanties. Ils en jouiront librement, et l'Émir s'oblige à rembourser les dommages que les Arabes leur feraient éprouver.

(1) Non l'île, mais la position que nous occupions à la Tafna, et que les Arabes appellent aussi Rachgoun.

Art. 12.

Les criminels des deux territoires seront réciproquement rendus.

Art. 13.

L'Émir s'engage à ne concéder aucun point du littoral à une puissance quelconque, sans l'autorisation de la France.

Art. 14.

Le commerce de la Régence ne pourra se faire que dans les ports occupés par la France.

Art. 15.

La France pourra entretenir des agents auprès de l'Émir et dans les villes soumises à son administration, pour servir d'intermédiaires près de lui aux sujets français- pour les contestations commerciales ou autres qu'ils pourraient avoir avec les Arabes.

L'Émir jouira de la même faculté dans les villes et ports français⁽¹⁾.

(1) Le dissentiment qui ne tarda pas à s'élever entre nous et Abd-el-Kader au sujet de l'exécution de ce traité portait principalement sur l'article 2. L'Émir prétendait qu'il nous bornait à l'Oued-Kaddara, et que ce mot *au delà*, mis après le nom de cette rivière, était tout à fait sans valeur. Nous disions, au contraire, qu'il en avait une très grande, et qu'il signifiait que nous n'avions pas voulu nous limiter dans la direction de l'est. L'article 3 venait à l'appui de nos prétentions. Voici mot à mot comment cet article est rendu dans le texte arabe : « L'Émir commandera dans les provinces d'Oran, de Médéa, et dans

Ce traité fut lu par le général Bugeaud aux officiers généraux et aux chefs de corps et de service de sa petite armée, qui parurent l'approuver. Le 1^{er} juin, le général eut une entrevue avec Abd-el-Kader, qui eut l'adresse de l'attirer avec fort peu de monde jusqu'au milieu de ses troupes, où l'Émir paraissait aux yeux des Arabes attendre son hommage. Mais l'attitude personnelle du général français remit bientôt le cérémonial sur le pied de l'égalité.

Aussitôt après son arrivée à la Tafna et pendant qu'il négociait avec l'Émir, le général Bugeaud fit travailler à la démolition du camp, qui, dans tout état de cause, devait être abandonné. Après la conclusion de la paix, il ordonna de laisser exister quelques baraques, pensant qu'il s'y formerait un village indigène, ce qui n'eut pas lieu.

Le 3 juin, le général fit partir un de ses aides de camp pour Paris avec le traité. Le 4 du même mois, il quitta le camp de la Tafna qui fut complètement évacué. On continua cependant à occuper Rachgoun. Un bataillon du 47^e fut laissé au Méchouar, qui ne devait être livré à l'Émir qu'après la ratification du traité de paix. L'ancienne garnison, commandée par le commandant Cavaignac, rentra à Oran, où elle arriva avec quelques centaines de Kou-louglis qui ne voulaient pas rester sous la domination de l'Émir. Le 9, le corps expéditionnaire du général Bugeaud était de retour à Oran.

une portion de la province d'Alger, qui n'a pas été comprise dans les limites, *ouest* des limites dont nous avons parlé dans le deuxième article. Il ne pourra commander que dans les lieux dont il a été fait mention ci-dessus. »

Le général Damrémont adressa au Gouvernement, sur le traité de la Tafna, quelques observations dont les événements prouvèrent bientôt la justesse ; mais lorsqu'elles arrivèrent à Paris, tout était consommé. L'opinion publique, qui s'était tout d'abord prononcée contre l'œuvre du général Bugeaud, effrayant un peu les ministres, M. Molé, président du conseil, nia de la manière la plus formelle que le traité eût été ratifié, et dit que des modifications y seraient faites. C'était le 15 juin qu'il donnait cette assurance à la tribune de la Chambre des députés, et le même jour, une dépêche télégraphique, adressée au gouverneur général, annonçait que le traité était adopté par le roi⁽¹⁾. En vertu de cette sanction, qu'apporta au général Bugeaud un des aides de camp du ministre de la guerre, le Méchouar

(1) Cette dépêche télégraphique, insérée tout au long dans le *Moniteur algérien*, constitua M. Molé en flagrant délit de légèreté au moins. Quelque temps après, on lui demanda des explications à cet égard à la Chambre des pairs, et il répondit que la dépêche n'avait probablement pas été bien comprise. Voici cette dépêche ; le lecteur jugera s'il y avait deux manières de l'interpréter :

Dépêche télégraphique de Paris, du 15 juin 1837, à cinq heures et demie du soir.

Le Ministre de la guerre à M. le général Damrémont, gouverneur général.

Le Roi a approuvé aujourd'hui le traité conclu par le général Bugeaud avec Abd-el-Kader. Le lieutenant-colonel de Larue part aujourd'hui pour porter cette approbation au général Bugeaud, à Oran ; il se rendra ensuite à Alger. Je vous enverrai copie de ce traité par le courrier.

Pour copie,

Ch. Lemaistre.

de Tlemcen fut évacué, le 12 juillet, par le bataillon du 47^e qui avait relevé le bataillon du commandant Cavaignac, lequel fut réuni au corps des zouaves.

Le traité de la Tafna ne donnait à l'Émir que la partie de la province d'Alger qui est à l'ouest de la Chiffa ; nous restions maîtres d'agir dans l'est de cette province, du moins, d'après l'interprétation donnée par M. Bugeaud à son traité, dont les termes, malheureusement obscurs et équivoques, surtout en arabe, ne furent pas entendus par Abd-el-Kader de la même manière que par nous. Les Issers, après l'expédition du général Perrégaux, avaient fait des promesses de soumission qu'ils tardaient à accomplir. Comme il était important de terminer cette affaire, afin de constater nos droits sur cette partie du pays, le gouverneur général somma les Isser de lui envoyer des députés, et fit en même temps marcher des troupes sur Boudouaou. Cette démonstration eut l'effet qu'on en attendait : les Isser reconnurent l'autorité française, et remboursèrent en argent le peu qui leur était revenu du butin fait à Regahia. La ville de Dellys paya aussi quelque chose. Ces diverses sommes, peu considérables du reste, furent partagées entre les Européens et les Arabes qui avaient éprouvé des pertes par le fait de l'invasion des tribus de l'est. Les otages de Dellys furent rendus. Les Beni-Aïcha et les Isser s'engagèrent à défendre à l'avenir les passages de Cherob-ou-Eurob et de Ténia, et de faire, en cas de nouvelle guerre, cause commune avec nous. Les premiers furent placés sous le commandement du kaïd de Krachna, ainsi que la chose existait sous le gouvernement turc. Les Isser continuèrent à avoir leur kaïd particulier. Dès lors, la paix parut consolidée sur tous les points. Chacun se montra satisfait de cet état de choses,

tant sur notre territoire que sur celui d'Abd-el-Kader. Les populations étaient fatiguées de la guerre, dont elles avaient eu toutes plus ou moins à souffrir ; pendant quelques jours, elles se laissèrent aller avec délices à ces sentiments de bienveillance réciproques, si naturels après les grandes luttes. Mais bientôt on commença à dire, tantôt que la paix serait de courte durée, tantôt que les Français s'étaient engagés à évacuer toute la plaine et à se resserrer dans le massif d'Alger. Ces bruits jetant de la perturbation dans les esprits, ceux d'entre les Hadjoutes qui n'avaient renoncé qu'à regret à leurs actes de brigandage, les recommencèrent partiellement, malgré le bey de Miliana, sous les ordres de qui ils étaient placés. Ce dernier paraissait nourrir, depuis quelque temps, des pensées secrètes qui le préoccupaient vivement ; il écrivit au gouverneur, dans les premiers jours de juillet, pour le prier de lui envoyer un homme sûr, à qui il pût confier des choses importantes pour lui et pour nous. M. de Damrémont accéda à sa demande ; mais en arrivant à Miliana, l'émissaire du gouverneur trouva le bey à l'agonie. Une maladie subite venait de l'atteindre, et elle l'emporta au bout de trois jours ; son secret, s'il en avait un, mourut avec lui. On parla de poison, mais faiblement. Son neveu, Sidi-Mohammed-ben-Allal, le remplaça.

Le 23 juillet, le gouverneur général partit pour Bône, pour terminer, soit par les négociations, soit par les armes, la grande affaire de Constantine.

LIVRE XXIII.

État des affaires dans la province de Bône. — Le général Damrémont y arrive. — Négociations avec Ahmed-Bey. — Préparatifs de guerre. — Tentative d'intervention de la part de la Turquie. — Camp de Medjez-Amar. — Expédition de Constantine. — Mort du général Damrémont. — Prise et occupation de Constantine.

Nous avons dit, dans le livre XX, que M. le maréchal Clauzel, après sa malheureuse expédition de Constantine, avait décidé que Guelma serait occupé d'une manière permanente ; nous avons dit aussi que le commandement de ce point avait été confié au colonel Duvivier : cet officier supérieur se conduisit, dans cette position difficile, avec beaucoup d'habileté. La défense matérielle du poste dominait tout, sans doute ; mais, réduite à l'occupation stérile de quelques ruines, elle n'aurait point empêché le bey de Constantine de venir nous susciter des embarras jusque sous les murs de Bône. Il fallait, pour limiter au moins à la chaîne de Ras-el-Akba la sphère de son influence hostile, conquérir moralement les populations des environs de Guelma ; ce fut le but que se proposa le colonel Duvivier, et il l'atteignit en partie. Nous n'entrerons pas dans les détails des moyens, tout à la fois fermes et conciliants, qui l'y conduisirent ; il faudrait pour cela des développements qui seraient peut-être sans intérêt pour le commun des lecteurs, et que, d'un autre côté, nous ne pourrions rendre assez complets pour qu'ils fussent utiles à ceux qui

voudraient s'occuper sérieusement de ces sortes d'affaires. Nous nous bornerons à dire que la confiance que M. Duvivier sut inspirer aux Arabes était telle que, les envois d'argent de Bône au camp de Guelma ayant plusieurs fois éprouvé des retards, ils ne firent aucune difficulté d'accepter, en échange des denrées nécessaires à la consommation du camp, des billets à terme garantis par lui, et qui circulèrent dans les tribus comme monnaie courante.

L'influence morale qu'exerçait M. Duvivier sur les tribus des environs de Guelma ne pouvait se soutenir qu'à la condition de les protéger efficacement contre Ahmed-Bey et contre les Arabes qui tenaient pour lui. Aussi, malgré l'exigüité de ses forces, il n'hésita jamais à se porter à leur secours chaque fois que l'occasion s'en présenta ; il soutint pour eux plusieurs petits combats, dont les résultats furent toujours heureux, grâce à la bravoure de ses troupes et aux bonnes dispositions qu'il sut prendre. Le premier de ces combats eut lieu le 24 mai ; il fut livré contre les tribus de l'Oued-Zénati, agissant sous la direction de quelques chefs militaires qui leur avaient été envoyés de Constantine. Quelques jours après, le colonel marcha contre les Hacheches, qui avaient favorisé ce mouvement hostile. Il leur enleva une quantité assez considérable de bétail, dont il leur rendit la moitié après qu'ils eurent fait leur soumission ; le reste fut livré aux tribus qui marchèrent avec nous.

Le 16 juillet, M. Duvivier eut un combat assez sérieux contre des forces considérables, dont il soutint le choc avec avantage, quoiqu'il n'eût que 600 hommes d'infanterie et 120 chevaux.

Pendant que le colonel Duvivier était à Guelma, deux postes intermédiaires furent établis entre cette position et

Dréan, l'un à Nechméya, et l'autre, moins considérable, à Hammam-Berda. Dès le mois de mai, le commandant Yousouf avait quitté Bône, le Gouvernement ayant renoncé à en faire un bey de Constantine ; M. le capitaine de Mirbeck, nommé peu après chef d'escadrons, prit le commandement des spahis.

Tel était l'état des choses à Bône, lorsque le gouverneur général y arriva le 26 juillet.

Lorsque le Gouvernement rappela de l'Algérie M. le maréchal Clauzel, il était revenu au système d'occupation restreinte dont il s'était un instant écarté⁽¹⁾. Déjà, à cette

(1) Voici comment s'exprimait, à cet égard, le ministre de la guerre :

« Le but que le Gouvernement se propose n'est pas la domination absolue, ni, par conséquent, la conquête immédiate et l'occupation effective de tout le territoire de l'ancienne Régence. La guerre acharnée et ruineuse qu'il faudrait soutenir, pour en venir là, imposerait à la France des sacrifices hors de proportion avec les avantages que pourrait lui procurer le succès. Le principal objet qu'elle doit se proposer dans ses possessions du nord de l'Afrique, c'est son établissement maritime, c'est la sécurité et l'extension de son commerce, c'est l'accroissement de son influence dans la Méditerranée et parmi les populations musulmanes qui en habitent le littoral. La guerre est un obstacle à tous ces résultats. Le Gouvernement ne l'accepte que comme une nécessité, dont il désire, dont il espère pouvoir hâter le terme. Il s'y résigne, parce qu'il est impossible de passer brusquement d'un système à un autre, et parce qu'au point où en sont les choses, ses intentions ne seraient point comprises s'il se montrait pacifique sans se montrer fort... Dans le système dont les bases ont été posées en votre présence par le conseil, le point le plus important pour la France, c'est la possession du littoral. Les principaux points à occuper sont Alger, Bône et Oran. Toutefois, vous le savez, cette occupation ne doit pas s'entendre seulement de l'enceinte des villes et

époque, il pensait que la France n'avait aucun intérêt à détruire la puissance d'Ahmed-Bey, dont elle devait au contraire se servir pour créer un rival à Abd-el-Kader⁽¹⁾. Depuis le traité de la Tafna, cette considération était encore plus puissante, car il était évident que la destruction de l'autorité d'Ahmed-Bey ne pouvait plus tourner qu'au profit d'Abd-el-Kader qui, de Titteri, était en position de recueillir son héritage politique. En effet, une fois Ahmed renversé, à qui, si ce n'est à Abd-el-Kader, pouvaient se rallier les tribus du beylik de l'est ? Il tombait sous le sens que ce chef entreprenant, qui avait si habilement profité de l'anarchie où, depuis la chute du gouvernement turc, les tribus des beyliks d'Oran et de Titteri avaient été plongées, pour leur faire désirer sa domination, obtiendrait la même influence sur celles de Constantine, si la chute d'Ahmed les mettait dans la même situation, influence que nous n'aurions pu combattre qu'en occupant tout le pays, ce qu'on ne voulait pas alors. Cette vérité, généralement sentie, rendait le général Damrémont très-disposé à seconder les intentions du ministère, qui, jusqu'au dernier moment, voulut traiter avec Ahmed⁽²⁾. Mais il était convenable de

de leur banlieue... (on parle ici du territoire qui doit être réservé dans les trois provinces) ; le reste doit être abandonné à des chefs indigènes, choisis parmi les hommes qui ont une influence déjà faite, et assez nombreux, s'il est possible, pour qu'aucun d'eux n'ait sur les autres une prépondérance excessive. » (*Lettre du ministre de la guerre au général Damrémont, du 22 mai 1837.*)

(1) Ces expressions sont textuellement extraites de la lettre citée ci-dessus.

(2) Le 21 juillet, le ministre de la guerre écrivait au géné-

le faire à des conditions qui, par leur nature, effaçassent le souvenir de l'échec de l'année précédente ; ce fut dans ce sens que le gouverneur général se disposa à agir. En conséquence, dans le courant de mai, il fit partir pour Tunis le capitaine Foltz, un de ses aides de camp, qu'il chargea d'entrer de là, par des moyens indirects, en relation avec le bey de Constantine. Cet officier, quoique très-habile et très-versé dans les formes de la diplomatie de l'Orient, fut quelque temps sans y parvenir. Sur ces entrefaites, M. Busnack, dont il a déjà été question dans les livres précédents, vint annoncer au gouverneur qu'Ahmed-Bey venait de l'inviter à se rendre à Constantine, désirant l'employer pour intermédiaire entre lui et le Gouvernement français. M. Damrémont consentit à son départ et lui fit connaître sur quelles bases il consentirait à traiter avec Ahmed. D'après ces bases, la France se réservait l'administration directe d'une partie considérable de territoire ; elle exigeait une

ral Damrémont : « Vous ne perdrez pas de vue que la pacification est l'objet principal que le Gouvernement se propose, et que la guerre n'est considérée ici que comme moyen de l'obtenir aux conditions les plus avantageuses, moyen auquel il ne faudra avoir recours qu'à la *dernière extrémité*. »

Les mêmes recommandations sont répétées jusqu'à satiété dans toute la correspondance qui vint après, et notamment dans les dépêches du 9 août et du 6 septembre. Enfin, M. Molé, président du conseil, écrivait, le 3 septembre :

« Je ne puis assez vous recommander de vous mettre en garde contre l'ardeur de quelques officiers. Toute ma lettre se résume en peu de mots : *Jusqu'au dernier moment, la paix plutôt que la guerre, la paix aux conditions déjà convenues, sans y rien ajouter, ou la prise de Constantine à tout prix.* »

reconnaissance absolue de vassalité de la part d'Ahmed, vassalité manifestée par un tribut annuel et par l'érection, dans les grandes cérémonies, du pavillon français au-dessus de celui du bey. On exigeait de plus le remboursement des frais de la guerre.

M. Busnack était à peine parti, que M. Foltz arriva à Alger avec Ben-Bajou, autre Israélite, qu'Ahmed-Bey, avec lequel il était parvenu à se mettre en rapport, lui avait envoyé à Tunis. Dès lors, on put croire qu'Ahmed voulait véritablement la paix. Ce fut dans ce moment que le gouverneur partit pour Bône, où MM. Foltz et Ben-Bajou le suivirent. Peu de temps après, M. Busnack y arriva avec une lettre d'Ahmed ; les négociations furent dès lors régulièrement engagées, ce qui n'empêcha pas le général Damrémont de mettre la plus grande activité dans les préparatifs de guerre. Les troupes furent tirées d'Alger et d'Oran et transportées à Bône, où l'on concentra un matériel d'artillerie considérable et de puissants moyens de transport pour l'administration. En un mot, rien ne fut négligé pour assurer le succès d'une guerre que le Gouvernement aurait voulu pouvoir éviter avec honneur, mais qu'il était décidé à faire avec énergie. Quoi qu'on ait pu en dire, la conduite du Gouvernement fut sage et logique dans toute cette affaire de Constantine, au moins relativement à la position où il s'était mis par le traité de la Tafna, qui n'était, il est vrai, ni l'un ni l'autre.

Peu de temps après son arrivée à Bône, le général Damrémont se porta sur Medjez-Amar, dont il résolut de faire sa base d'opération, en cas que l'expédition eût lieu. Il y arriva le 9 août, avec le 47^e et le 33^e de ligne. Ces troupes se mirent aussitôt à construire, sous la direction

du génie, un camp retranché, sur la rive gauche de la Seybouse, et une tête de pont sur la rive droite, en amont du confluent de cette rivière et de l'Oued-Serf. On a reproché à cet établissement, comme à celui de Douaira, un développement en disproportion avec le but qu'il avait à remplir. Quoi qu'il en soit, le relief considérable qu'on voulut donner aux parapets pour le défilé méthodiquement prolongea tellement le travail, que, lorsque nos troupes partirent pour Constantine, elles n'avaient pas encore passé une seule nuit dans son enceinte inachevée.

Pendant le long séjour que le général Damrémont fit à Medjez-Amar, les communications entre lui et Ahmed-Bey furent assez fréquentes. On parut être plusieurs fois sur le point de conclure. Ahmed comprenait par moments les dangers de sa position, et alors un vif désir de la paix s'emparait de lui ; dans d'autres, il espérait que la Porte-Ottomane lui enverrait du secours par Tunis, ou même que Constantine pourrait résister seule comme l'année précédente, et alors il prenait un ton superbe. Il lui arrivait aussi très-souvent de dire, et même c'était une pensée qui le préoccupait beaucoup, qu'il ne comprenait pas pourquoi le gouverneur voulait lui imposer des conditions moins avantageuses qu'à Abd-el-Kader. Enfin, ce qu'il y avait en lui de dispositions pacifiques était combattu par Ben-Aïssa et par d'autres personnages puissants qui voulaient la guerre, et qui n'avaient pas les mêmes raisons que lui d'en craindre les résultats.

Les tergiversations d'A Ahmed prolongèrent les négociations jusque vers la fin du mois d'août. Le général Damrémont, ayant fait quelques concessions relatives à la quotité du tribut et à l'érection du pavillon français à Constantine, lui envoya son ultimatum, auquel le bey

répondit de manière à couper court aux négociations. Dès lors il ne fallut plus songer qu'à la guerre, et M. Busnack fut rappelé⁽¹⁾. Le général Damrémont demanda en même temps au Gouvernement l'autorisation de marcher sans délai sur Constantine, car il lui avait été formellement prescrit, par dépêche du 9 août, *de se borner à rassembler tous les moyens de guerre, à les organiser complètement, afin d'être prêt à marcher, et de ne rien entreprendre au delà sans avoir fait connaître au gouvernement du Roi l'état exact des choses et avoir reçu ses ordres*. Malgré les termes formels de cette dépêche, la réponse qu'il reçut montra qu'on était mécontent à Paris de ce qu'il n'avait pas pris l'imitative.

(1) Voici la lettre que le général Damrémont écrivit à Ahmed-Bey à cette occasion :

Au camp de Medjez-Amar, le 19 août 1837,

Le Gouverneur général à Ahmed-Bey :

La lettre que vous m'avez fait remettre par Mouchi-Busnack, votre serviteur, contient des propositions si extraordinaires, que je n'y répondrai pas. Elle m'a étrangement surpris, et je dois aussi vous exprimer mon étonnement de voir que, manquant à votre parole, vous repoussez maintenant un traité que vous aviez admis. Si les malheurs de la guerre doivent peser sur le pays que vous administrez, et entraîner la ruine de Constantine, toute la responsabilité retombera sur vous, qui préférez à une paix honorable, à un appui que vous regretterez plus tard, les chances d'une guerre que vous ne pourrez pas soutenir. Ce serait peut-être l'occasion de vous rappeler que Hussein-Pacha, cédant à de mauvais conseils, préféra la guerre, qui a entraîné sa chute, à une juste satisfaction que lui demandait la France, et qui n'avait rien de honteux, rien d'humiliant pour lui.

La présence de Busnack étant inutile près de vous, je lui donne l'ordre de quitter la province de Bône.

Ceci ne prouve qu'une chose : c'est qu'en 1837 comme en 1836, le ministère aurait été fort aise de pouvoir dire, en cas de revers, qu'on avait agi sans ordre.

Les espérances d'Ahmed au sujet de la Porte et de Tunis avaient quelques fondements : le Sultan voulait en effet le secourir par Tunis. A cet effet, il devait se débarrasser du bey de cette Régence, qui était opposé à ses desseins, et le remplacer par un homme dont il était plus sûr, et qui aurait envoyé des troupes à Ahmed. Dans ce but, une escadre était partie de Constantinople ; elle devait se présenter devant Tunis, où une conspiration, organisée par les agents de la Porte, aurait aussitôt renversé le bey régnant. Mais la conspiration fut découverte, les conspirateurs mis à mort, et l'amiral Lalande obligea l'escadre turque de se retirer avant qu'elle eût pu rien entreprendre.

Cependant, lorsqu'on eut acquis, à Paris, la certitude que les négociations ne conduisaient à rien, que l'on vit que le général Damrémont, éclairé par ce qui s'était passé l'année précédente, n'était point disposé à prendre une part de responsabilité plus forte que celle qui lui revenait naturellement, les ministres se résignèrent à faire usage de la leur. Un conseil fut assemblé ; l'expédition fut résolue, et le duc d'Orléans fut un instant désigné pour la commander. Ce prince avait fortement insisté pour obtenir cette mission, qu'il était certainement très-capable de remplir convenablement et de manière à assurer sa réputation militaire. Mais des considérations de famille, qui vinrent se jeter à la traverse, le privèrent d'un honneur qu'il ambitionnait avec l'ardeur de son âge. Le commandement de l'expédition de Constantine resta donc au gouverneur général qui, dans la première combinaison,

n'aurait été que le major général du duc d'Orléans. Le duc de Nemours obtint le commandement d'une brigade. Le commandement en chef de l'artillerie fut dévolu au lieutenant général Valée, la plus haute capacité de cette arme, et celui du génie au lieutenant général Rohaut de Fleury, une des célébrités de la sienne.

Pendant que ces dispositions étaient prises à Paris, le général Damrémont préparait tout pour que l'expédition pût se faire en temps opportun. Le 13 septembre, il poussa une grande reconnaissance jusqu'à l'Oued-Zenati, et dispersa quelques Arabes qui se présentèrent sur la route. Quelques jours après, il se rendit à Bône, pour s'assurer par lui-même de la situation des hôpitaux et des magasins, recevoir le duc de Nemours, qui y débarqua, ainsi que les généraux Valée et Fleury. Dans un conseil qui se tint chez le prince, le général Damrémont exposa la situation des choses. La question de l'opportunité de l'expédition fut agitée ; on parla de la renvoyer au printemps. Un incident fâcheux jetait surtout de l'indécision dans les esprits : le 12^e de ligne, qui avait été envoyé de France pour faire partie de l'armée d'expédition, était arrivé avec le choléra. Il avait fallu le mettre en quarantaine, ce qui diminuait de trois bataillons les forces disponibles sur lesquelles on avait compté. Mais le général Damrémont démontra qu'on pouvait agir sans cela, et sa conviction l'emporta⁽¹⁾.

(1) Jusqu'au dernier moment de l'existence du général Damrémont, la plus parfaite harmonie régna toujours entre lui et le général Valée. M. Damrémont écrivait à cette époque à une personne de son intérieur le plus intime : « J'ai eu des idées bien extraordinaires à combattre, bien des difficultés à vaincre,

Pendant qu'il était à Bône, le général Rullière, qu'il avait laissé à Medjez-Amar, fut attaqué trois jours consécutifs, les 21, 22 et 23 septembre, par 7 à 8,000 hommes de cavalerie et d'infanterie, commandés par Ahmed-Bey en personne. L'effort de l'ennemi se dirigea principalement sur un mamelon situé à droite et en avant du camp, sur la rive droite de la Seybouse. Le général Rullière, qui avait parfaitement compris l'importance de cette position, en avait confié la défense au lieutenant-colonel Lamoricière. L'ennemi, repoussé dans toutes ses attaques, perdit beaucoup de monde dans ces trois jours de combat, qui firent le plus grand honneur au général Rullière, ainsi qu'aux troupes qu'il commandait. Ces troupes étaient le 23^e et le 47^e de ligne, un bataillon du 2^e léger, le 3^e bataillon d'infanterie légère d'Afrique, le bataillon des tirailleurs d'Afrique, les Zouaves et les Spahis.

Dans les derniers jours de septembre, tout le personnel et tout le matériel de l'expédition se trouvèrent réunis à Medjez-Amar. Le départ fut fixé au 1^{er} octobre ; mais, au dernier moment, le chef d'état-major vint annoncer au général Damrémont que l'administration avait moins de chevaux qu'elle ne l'avait déclaré, et qu'ainsi elle ne pouvait transporter tout ce qui avait été convenu en fait de subsistances. Comme c'était, dans la circonstance, le premier de tous les services qui faisait défaut, il fallut y

bien des soucis de tout genre. Le général Valée, qui a l'esprit juste, ne met aucun entêtement à défendre sa manière de voir.... Maintenant, il abonde dans mes idées. Il m'aurait été très-pénible de me trouver en opposition avec lui. Je tirerai bon parti de ses conseils et de son expérience. »

suppléer à tout prix. En conséquence, l'artillerie et le génie reçurent ordre de réduire, autant que possible, leur approvisionnement et leur matériel, et de se charger de ce que l'administration n'était pas en mesure de transporter. C'est ainsi que l'on fut obligé de laisser à Medjez-Amar beaucoup de munitions de guerre et la plus grande partie du matériel du génie. Il fut décidé que l'artillerie se dégarnirait beaucoup moins que le génie, et dès lors établi que cette dernière arme ne pourrait jouer qu'un rôle fort secondaire dans les opérations du siège.

Le corps expéditionnaire, fort de 10,000 hommes, fut divisé en quatre brigades, ainsi qu'il suit :

Première Brigade. — *Le duc de Nemours.*

Un bataillon de zouaves,
Un bataillon du 2^e léger,
3^e régiment de chasseurs d'Afrique,
Deux bataillons du 17^e léger,
Deux escadrons de spahis,
Deux pièces de campagne et deux de montagne.

DEUXIÈME Brigade. — *Le général Trézel.*

Spahis irréguliers,
Bataillon turc,
Tirailleurs d'Afrique,
Compagnie franche,
Un bataillon du 11^e de ligne,
23^e de ligne,
Deux pièces de campagne et deux de montagne.

Troisième Brigade. — *Le général Rulhière.*

3^e bataillon d'Afrique,
Un bataillon de la légion étrangère,
Deux escadrons de spahis réguliers et deux du 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique.
Quatre pièces de montagne.

QUATRIÈME BRIGADE. — *Le Colonel Combes.*

47^e de ligne,
Un bataillon du 26^e de ligne,
Deux pièces de campagne et deux de montagne.

Le matériel de siège se composait de

Quatre canons de 24,
Quatre de 16,
Deux obusiers de 8,
Quatre de 6 p°,
Trois mortiers de 8 p°,

En tout 17 bouches à feu, avec un approvisionnement de 200 coups par bouche à feu, 1,000 kilogrammes de poudre, 200 fusées de guerre, 50 fusils de rempart, 500,000 cartouches d'infanterie, et plusieurs ponts et passerelles pour les hommes à pied : le tout formant un équipage de 126 voitures, dont 50 de, siège et 76 de campagne.

L'artillerie de campagne et de montagne répartie entre les brigades se composait de :

Quatre canons de 8,
Deux obusiers de 24,
Dix obusiers de 12, de montagne.

En tout 16 bouches à feu.

Les bouches à feu de campagne étaient approvisionnées à 180 coups, celles de montagne à 120 obus et 10 coups à balles par obusier.

L'artillerie, ayant pour commandant en chef le général Valée et pour commandant en second le général Carman, présentait un effectif de 46 officiers, 1,154 sous-officiers et soldats, et 1,227 chevaux ou mulets.

Le génie, dont le personnel était de 10 compagnies,

avait pour commandant en chef le général Rohaut de Fleury et pour commandant en second le général Lamy.

L'administration militaire avait à sa tête M. Darnaud, sous-intendant de première classe ; elle comptait 5 compagnies du train des équipages, 97 voitures, 589 chevaux de trait et 483 mulets de bât ; elle portait 429 quintaux métriques de biscuits, 109 quintaux de riz, 50 quintaux de sel, 31 quintaux de sucre et café, 7 hectolitres d'eau-de-vie et 536 quintaux d'orge. Les voitures de l'artillerie et du génie portaient de plus 366 quintaux de cette dernière denrée. Un troupeau considérable assurait le service des vivres-viande. L'armée avait en tout, en partant de Medjez-Amar, pour dix-huit jours de vivres, y compris ce que les soldats portaient sur eux.

Le 1^{er} octobre, à sept heures et demie du matin, la première et la deuxième brigade partirent de Medjez-Amar, avec la première division du parc d'artillerie, composée du matériel de siège. La première brigade bivouaqua au sommet de Raz-el-Akba, et la seconde, avec le matériel de siège, à la hauteur d'Anouna. Il plut dans cette première journée de marche, ce qui jeta un voile de pénible tristesse sur l'armée. Chacun se rappelant involontairement un passé que l'hostilité des éléments avait contribué à rendre si funeste, portait un regard de demi-effroi sur l'avenir ; mais le temps s'étant bientôt éclairci, la gaieté reparut sur les visages et la confiance dans les cœurs. Les eaux pluviales ayant détrempé les chemins, les voitures eurent beaucoup de peine à gravir les pentes du Djebel-Sada.

Le 2, les mêmes troupes, avec lesquelles marchait le quartier général arrivèrent au marabout de Sidi-Tamtam, où elles passèrent la nuit. Il fallut travailler sur plusieurs

points pour rendre la route praticable aux voitures. Le même jour, les deux dernières brigades et tout le convoi qui était immense, y compris la deuxième division du parc d'artillerie, bivouaquèrent à Raz-el-Akba, sur l'emplacement que la première brigade avait occupé la veille. Cet ordre de marche fut observé jusqu'à Constantine ; c'est-à-dire que les deux premières brigades furent toujours en avant avec la première division du parc d'artillerie, et les deux autres en arrière avec le convoi. Il y eut ainsi deux colonnes.

Le 3 octobre, la première colonne bivouaqua sur l'Oued-Meris et la seconde à Raz-Zenati. Les Arabes, dont on traversait le territoire, s'éloignèrent en incendiant les meules de paille sur l'emplacement de leurs douars abandonnés. Mais comme ils ne se déterminaient qu'avec une certaine répugnance à cette destruction ordonnée par Ahmed, nos soldats parvinrent souvent à se rendre maîtres du feu mis au dernier moment, et à arracher à l'incendie, qui n'avait pas eu le temps de tout consumer, la paille nécessaire à leurs chevaux.

Le 5 octobre, la première colonne, qui avait fait le matin un grand fourrage, ne se mit en marche qu'à dix heures ; elle alla coucher sur le Bou-Merzoug. La seconde bivouaqua à peu de distance de la première. Cette colonne eut, le lendemain 5 octobre, un petit engagement avec les Arabes, qui, tournés par un peloton du 1er régiment de chasseurs d'Afrique, perdirent quelques hommes. Dans la matinée de cette même journée, elle rejoignit la première, et toute l'armée réunie arriva à midi sur les hauteurs de Somma, après avoir un peu tirailé sur son flanc droit. Elle aperçut de là le camp d'A Ahmed et Constantine, but glorieux de ses efforts : cette vue redoubla l'ardeur des

soldats. Après une halte de deux heures, l'armée se remit en marche ; après avoir traversé encore une fois le Bou-Mersoug, la première colonne alla bivouaquer dans le lieu de fâcheuse mémoire que les soldats avaient appelé l'année précédente le camp de la boue. Le sol était sec alors, le temps ayant été constamment beau depuis le 2. La seconde colonne s'arrêta sur l'autre rive du ruisseau. On échangea quelques coups de fusil avec les Arabes, dont on voyait les bandes irrégulières aller et venir dans tous les sens, avec l'agitation saccadée de bêtes fauves qui voient le chasseur s'approcher de leur tanière.

Dans la nuit, le ciel se couvrit de nuages, que le lieu et les circonstances où l'on se trouvait rendaient menaçants. A trois heures du matin, la pluie commença à tomber avec force. Le gouverneur général fit partir l'armée de très-bonne heure, avant que les chemins ne fussent défoncés. La première colonne arriva sur le plateau de Mansourah à neuf heures. Le gouverneur général se porta aussitôt en avant pour observer la ville et en reconnaître les abords. Constantine se présentait, comme l'année précédente, hostile et décidée à une résistance énergique : d'immenses pavillons rouges s'agitaient orgueilleusement dans les airs que les femmes, placées sur le haut des maisons, frappaient de leurs cris aigus, auxquels répondaient par de mâles acclamations les défenseurs de la place. C'est ainsi que furent salués le général Damrémont et le jeune prince qui marchait à ses côtés. Bientôt, le son grave du canon, répété par des milliers d'échos, vint se mêler aux cris de ces créatures humaines, et de nombreux projectiles habilement dirigés tombèrent au milieu des groupes qui se présentaient sur la crête du ravin par lequel Constantine est séparée

de Mansourah. Trois à quatre cents hommes, sortis de la place par la porte d'El-Cantara, se glissèrent dans celui qui règne entre ce plateau et les hauteurs de Sidi-Messid et essayèrent de là d'inquiéter l'établissement de nos troupes qui se déployaient sur le plateau, mais repoussés par le 2^e léger et par les zouaves, ils rentrèrent en désordre dans la ville. De même qu'en 1836, Ben-Aïssa défendait la place et Ahmed-Bey tenait la campagne avec sa cavalerie.

Après les premiers moments donnés à la reconnaissance d'ensemble, le gouverneur général chargea le général Valée et le général Fleury d'en faire une de détails, pour déterminer les points d'attaque. Il fut reconnu que l'attaque sérieuse ne pouvait être tentée que par Coudiat-Ati, ce qui, du reste, avait déjà été démontré en 1836⁽¹⁾. En conséquence, il fut décidé que la batterie de brèche serait établie sur ce point. On résolut de construire en même temps, à Mansourah, trois autres batteries destinées à prendre d'enfilade et de revers les batteries ennemies du front d'attaque pour en éteindre les feux, ainsi que celui de la Casbah. On espérait en outre que ces trois batteries, en foudroyant la ville, en détermineraient la prompte reddition. Pendant ce temps, la seconde colonne arrivait sur le plateau de Sidi-Mabrouk, en arrière de Mansourah ; elle y laissa le convoi et reçut aussitôt l'ordre d'aller occuper

(1) Un souvenir aussi récent aurait dû, peut-être, engager le gouverneur général à donner à ses colonnes, à partir de Summa, une direction qui les eût fait arriver à Coudiat-Ati, sans passer par Mansourah. On aurait gagné à cela de se trouver tout d'abord en face du véritable point d'attaque et l'on n'aurait pas perdu plusieurs jours en essais infructueux, qui furent sur le point de compromettre le succès de l'entreprise.

Coudiat-Ati. La troisième brigade s'y porta en coupant le Rummel, au-dessous de sa réunion avec le Bou-Merzoug, et la quatrième, en traversant successivement les deux rivières au-dessus du confluent. Sur la croupe montueuse qui forme un haut promontoire entre ces deux rivières, se tenait, dans une attitude d'observation et à une certaine distance de la ligne de direction suivie par nos troupes, la cavalerie arabe, au milieu de laquelle était, disait-on, Ahmed-Bey. Le général Rullière, sous le commandement supérieur duquel étaient placées ces deux brigades, s'établit à Coudiat-Ati, sans avoir un coup de fusil à tirer. Ses troupes s'y mirent à l'abri, tant bien que mal, derrière des retranchements en pierres sèches dont il ordonna aussitôt la construction. Le général Fleury s'y porta aussi de sa personne. Le capitaine Rabin, un de ses aides de camp, fut tué d'un coup de canon parti de la place, au passage du Rummel. Le quartier général s'établit à Sidi-Mabrouk, avec le convoi et le parc d'artillerie. La pluie, qui avait cessé le matin, au moment du départ de l'armée, avait recommencé vers les deux heures ; mais le temps s'étant remis au beau dans la soirée, on put travailler aussitôt à la construction des batteries de Mansourah. Le capitaine d'état-major de Sales, gendre du général Valée, fut nommé major de tranchée ; les lieutenants d'état-major Leteilier et Mimont lui furent adjoints.

La première batterie, dite batterie du Roi, fut établie au revers, à gauche du Mansourah, sur un ressaut en saillie, au-dessous du grand plateau, à 300 mètres du corps de place ; elle dut être armée d'un canon de 24, de deux de 16, et de deux obusiers de 6 pouces.

La deuxième batterie f dite d'Orléans, fut construite

sur la crête du Mansourah. L'armement en fut fixé à deux pièces de 16 et deux obusiers de 8.

Une troisième batterie fut aussi établie sur la crête ; elle dut être armée de trois mortiers de 8 pouces.

On ne put commencer la batterie de brèche en même temps que les autres ; l'occupation de Coudiat-Ati n'était pas assez avancée pour cela.

Dans la nuit, les travaux de Mansourah furent poussés avec une rare activité. Les canonniers et les travailleurs d'infanterie rivalisèrent de zèle. Le 7 au matin, le gouverneur général, accompagné du général Valée et du duc de Nemours, nommé commandant des troupes du siège, vint les visiter. Les coffres de la batterie d'Orléans et de la batterie de mortiers étaient terminés ; la batterie du Roi était moins avancée : le coffre de cette batterie ne s'élevait encore qu'un peu au-dessous de la genouillère ; comme elle reposait sur le roc nu, il avait fallu y apporter de la terre dans des couffins pour la construire. Il fallut aussi pratiquer une rampe pour y arriver ; car, ainsi que nous l'avons dit, elle était au-dessous du plateau.

Dans la journée du 7, deux sorties furent tentées par les assiégés ; la première eut lieu par la porte d'El-Cantara et dirigea ses efforts sur la droite de Mansourah : comme la veille, les assaillants furent repoussés par le 2^e léger et les zouaves ; la seconde sortie, plus sérieuse, s'opéra par les portes qui font face à Coudiat-Ati ; elle fut repoussée par le 3^e bataillon d'Afrique, la légion étrangère et le 26^e de ligne, dont une compagnie perdit son commandant, le capitaine Béraud.

Les Arabes du dehors vinrent aussi attaquer Coudiat-Ati. Ils eurent affaire au 47^e de ligne et aux chasseurs

d'Afrique, qui les mirent en fuite. Quelques-uns de nos chasseurs, que leur courage avait entraînés trop loin à leur poursuite, périrent dans cet engagement.

Deux passerelles avaient été établies sur le Rummel et sur le Bou-Merzoug, en avant et en arrière des ruines de l'aqueduc romain. Le général Valée alla reconnaître le chemin que devaient suivre les pièces destinées à l'armement de la batterie de brèche, dite batterie de Nemours. Il s'avança jusqu'à l'emplacement de cette batterie et en désigna un à côté pour une batterie d'obusiers. On ordonna aussi la construction d'un retranchement sur le mamelon qui se trouve au-dessus du confluent des deux rivières, pour mettre les communications entre Coudiat-Ati et Mansourah à l'abri des attaques des Arabes du dehors. Ces divers travaux furent commencés dans la nuit suivante. Trois compagnies de sapeurs du génie et 750 hommes d'infanterie y furent employés ; mais, contrariés par une pluie qui tombait par torrents, et bientôt rendus impossibles, ils durent être momentanément abandonnés. Cette impossibilité tenait à ce que, pour les rampes, des torrents de pluie emportaient la terre qu'on remuait, et que, pour les batteries situées sur le roc, comme la batterie du Roi, l'eau détrempait tellement les sacs à terre qu'il fallait remplir au loin, et que les travailleurs se passaient de main en main, qu'ils arrivaient presque vides à leur destination.

A Mansourah, la batterie d'Orléans et la batterie de mortiers furent armées dans la soirée ; mais les pièces destinées à la batterie du Roi, arrivées sur la rampe qui devait y conduire et que la pluie avait dégradée, versèrent dans le ravin, d'où on essaya en vain de les retirer.

On voit que cette nuit du 7 au 8 fut féconde en mé-

comptes et en accidents fâcheux. Les soldats, harassés de fatigue et ne trouvant pas une place sèche pour se reposer, souffrirent cruellement. Dans la journée du 8, une batterie, destinée à remplacer la batterie du Roi jusqu'au moment où il serait possible de relever les pièces versées, fut construite avec rapidité sur la pointe méridionale du plateau ; elle prit le nom de batterie Damrémont et fut armée de trois pièces de 24 et de deux obusiers de 6 pouces. On aurait pu commencer le feu dans la soirée ; mais le temps était si brumeux qu'on n'y voyait pas pour pointer ; on en renvoya l'ouverture au lendemain.

La nuit fut encore affreuse. La pluie tomba sans relâche. Nos soldats, souffrants et inquiets, avaient besoin que les éclats de notre artillerie, répondant à celle de la ville, vinssent soutenir leur moral un peu abattu. Aussi l'ouverture du feu était-elle attendue avec une indicible impatience ; elle eut lieu le 9, à sept heures du matin. Au premier coup de canon, des cris d'une joyeuse fureur partirent de tous les points occupés par nos troupes et portèrent à Constantine l'annonce de sa chute prochaine. Cependant les batteries de Mansourah ne produisirent pas tout l'effet qu'on en avait attendu : le feu de la Casbah fut assez promptement éteint ; les pièces de la batterie d'El-Cantara furent mises hors de service, les défenses du front de Cou-diat-Ati souffrirent ; mais les bombes et les fusées ne mirent le feu nulle part, et la ville, bravant ce bruyant orage, ne parut nullement disposée à ouvrir ses portes comme on l'avait espéré⁽¹⁾. Pendant l'attaque de Mansourah, deux

(1) M. le capitaine de Latour-du-Pin, dans le récit animé et attachant qu'il a publié dans la *Revue des deux mondes*, dit,

obusiers de 6 pouces, conduits à Coudiat-Ati par le commandant d'Armandy, ne cessèrent de leur côté de tirer sur la ville. La batterie royale put aussi prendre part à l'attaque, dont le succès fut généralement regardé comme incomplet. Les pièces versées avaient été successivement relevées par les zouaves, troupe admirable, toujours bonne et prête à tout.

Le gouverneur général, renonçant sagement à une tentative qui, plus longtemps prolongée, aurait pu nous faire user toutes nos munitions de siège en pure perte, résolut de concentrer ses efforts sur le front de Coudiat-Ati. Comme la pluie, en défonçant les chemins, avait rendu très-problématique la possibilité du transport de la grosse artillerie sur ce point, il songea d'abord à faire attaquer la place de ce côté par le génie, au moyen de la sape et de la mine. Mais le génie qui, comme on l'a déjà dit, n'avait pu emporter qu'une très-faible partie de son matériel, ne put se charger de cette tâche. Il fallut donc la confier à l'artillerie, et, malgré les difficultés dont elle était hérissée, elle ne fut heureusement au-dessus ni de ses moyens d'action, ni de son admirable constance.

Dans la nuit, on se mit en devoir de conduire à Coudiat-Ati deux canons de 24 de la batterie Damrémont et deux de 16 de la batterie d'Orléans, avec huit chariots d'approvisionnement. Cette opération, que la nature des

avec une remarquable justesse d'expressions, au sujet des espérances que l'on avait assez généralement fondées sur les résultats du bombardement de Constantine : « *c'était se tromper sur la nature des Arabes qui sont capables, non de tout faire, mais de tout souffrir.* »

lieux et la pluie qui continuait à tomber rendaient très difficile, fut confiée au colonel Tournemine, chef d'état-major de l'artillerie. Ce ne fut qu'après des peines effroyables que les pièces, à quelques-unes desquelles il fallut atteler jusqu'à 40 chevaux, arrivèrent à leur destination le lendemain dans la matinée, sous le feu encore bien nourri de la place.

Dans la journée du 10, un pont de chevalets pour l'infanterie fut établi sur le Rummel au-dessous du confluent ; il remplaça les passerelles que les eaux avaient emportées. A trois heures, l'ordre fut donné de conduire, la nuit suivante, à Coudiat-Ati, la troisième pièce de 24 de la batterie Damrémont, les deux obusiers de 8 de la batterie d'Orléans, les mortiers et les fusées incendiaires. Pendant ce temps, on travaillait activement aux batteries, qui furent en état le 11 au matin. La batterie du roi resta seule armée à Mansourah.

Voici quelles furent les dispositions d'attaque à Coudiat-Ati : la batterie de Nemours, commandée par le capitaine Cafford, fut armée de trois pièces de 24 et de deux obusiers de six pouces. La batterie à gauche de celle-ci, commandée par le lieutenant Beaumont, fut armée de deux obusiers de six pouces ; on l'appela batterie n°6. Une autre batterie de deux pièces de 16 et de deux obusiers de 8 fut établie en arrière de la batterie de Nemours, à 800 mètres de la place ; elle fut commandée par le capitaine Lecourtois, et prit le n° 8. La batterie de mortiers, ou batterie n° 7, commandée par le capitaine Coteau, fut construite un peu plus loin.

Malgré des ondées fréquentes, les travaux de Coudiat-Ati avaient rapidement avancé dans la nuit du 9 au 10 : au jour, un soleil qui luttait encore contre les nuages,

mais qui à chaque instant s'en dégageait de plus en plus, vint les éclairer. L'ennemi, qui en comprenait l'importance, se mit en mesure d'en troubler l'exécution. De nombreux groupes, sortis successivement de la ville, vinrent se placer dans des replis de terrain à petite distance de nos ouvrages. Le général Damrémont, qui les observait de Mansourah, reconnut à leurs dispositions qu'ils se préparaient à une attaque générale ; il se porta en toute hâte à Coudiat-Ati, et, avant qu'ils eussent eu le temps d'exécuter leur projet, il lança contre eux quelques compagnies de la légion étrangère et du 3^e bataillon d'Afrique. Ces troupes, quoique très-aguerries, assaillies aussitôt par un feu meurtrier et par un ennemi supérieur en nombre, éprouvèrent un instant d'hésitation. Le général Damrémont, suivi du duc de Nemours et de son état-major, se précipita aussitôt à leur tête, et l'ennemi fut culbuté sur tous les points. Le gouverneur général, reconnaissable à son chapeau à plumes blanches, échappa ce jour-là comme par miracle aux coups qui de toutes parts furent dirigés contre lui. Un de ses aides de camp, le capitaine Mac-Mahon, fut blessé à ses côtés.

Dans l'après-midi, on choisit, à 120 mètres de la place, l'emplacement d'une nouvelle batterie de brèche, car on craignait que la batterie de Nemours, qui en était à 400 mètres, ne fût trop éloignée pour produire tout l'effet désirable. Il fut décidé aussi qu'une vaste place d'armes se reliait à cette batterie pour contenir les gardes de tranchée et servir de point de réunion aux troupes destinées à l'assaut. Le faubourg qui avait existé entre l'emplacement de ces ouvrages et la ville avait disparu depuis le premier siège ; Ahmed l'avait fait raser.

Dans la nuit du 10 au 11, les travaux avancèrent avec

rapidité. La place d'armes fut presque terminée et reliée au ravin qui conduit au Bardo. Le travail fut favorisé par la configuration du terrain dont les replis, sur plusieurs points, offraient un défilement naturel à nos troupes. L'ennemi tenta une sortie que le 47^e de ligne repoussa à la baïonnette, sans tirer un coup de fusil.

Dans la matinée du 11, le gouverneur général, le général Valée et le duc de Nemours se portèrent à la batterie de brèche. A neuf heures et demie, cette batterie et les batteries nos 6 et 8 ouvrirent leur feu. Les mortiers ne purent commencer le leur qu'à deux heures après midi. On tira d'abord pour éteindre les feux de la place, ce qui ne fut pas long ; puis on battit en brèche à la partie du rempart où se trouvait la grande batterie des assiégés ; le mur, fort épais et construit de solides matériaux, offrit assez de résistance. A deux heures et demie, un obusier de la batterie du capitaine Lecourtois, pointé par le commandant Maléchard, sur un but indiqué par le général Valée lui-même, détermina le premier éboulement qui fut salué d'un cri de joie unanime. Dès cet instant, Constantine put être considérée comme à nous. Il ne dépendait plus de la fortune de nous arracher une proie devenue facile, puisque le champ allait être ouvert aux baïonnettes de nos soldats.

A sept heures du soir, les travaux de la nouvelle batterie de brèche, indiquée la veille, furent commencés sous la direction du commandant d'Armandy. Les pièces du capitaine Caffort y furent transportées et furent remplacées, dans la batterie de Nemours, par d'autres, prises dans les batteries qui étaient en arrière.

Dans la journée du 11, le feu de la batterie royale seconda celui de Coudiat-Ati. Les assiégés exécutèrent une

sortie sur Mansourah, d'où ils furent repoussés par le général Trézel.

Les travaux continuèrent activement dans la nuit du 11 au 12, qui fut un peu pluvieuse. Vers deux heures du matin, l'armement commença à la nouvelle batterie de brèche. Aussitôt, un feu de mousqueterie remarquable par son activité partit de la place, et força de suspendre momentanément le travail ; peu à peu ce feu se ralentit et l'on put le reprendre.

Cependant le gouverneur général, moins jaloux de la gloire d'une prise d'assaut que désireux d'arrêter l'effusion du sang et d'empêcher les vaincus de courir à leur perte, avait résolu, avant de lancer les colonnes d'attaque, dont la formation était déjà arrêtée, de sommer les assiégés et de tenter de les éclairer sur le danger de leur situation ; il leur adressa à cet effet une proclamation, qui leur fut portée par un soldat du bataillon turc. Ce parlementaire s'approcha des remparts, en faisant connaître par des signes le caractère dont il était revêtu. Aussitôt les assiégés lui jetèrent une corde au moyen de laquelle il s'introduisit dans la place. Il revint le lendemain au jour sans rien d'écrit, mais avec la réponse verbale suivante : « Il y a à Constantine beaucoup de munitions de guerre et de bouche. Si les Français en manquent nous leur en enverrons. Nous ne savons ce que c'est qu'une brèche ni une capitulation. Nous défendrons à outrance notre ville et nos maisons. Les Français ne seront maîtres de Constantine qu'après avoir égorgé jusqu'au dernier de ses défenseurs. »

Après avoir entendu cette réponse, le gouverneur général s'écria : « Ce sont des gens de cœur ; eh bien ! l'affaire n'en sera que plus glorieuse pour nous. » Aussitôt

il demanda sa suite, monta à cheval et se dirigea sur Cou-diat-Ati. Le soleil radieux promettait une suite de beaux jours ; les inquiétudes que le mauvais temps avait fait naître étaient complètement dissipées ; la brèche, ouverte depuis la veille, allait être fouillée et rendue praticable dans peu d'heures par les projectiles de la nouvelle batterie. Aussi l'allégresse causée par la certitude de la victoire se peignait sur tous les visages, se faisait jour dans toutes les conversations ; les malades mêmes et les blessés se sentaient comme soulagés. Le général Damrémont, heureux du triomphe prochain de ses braves troupes, confiant dans l'avenir glorieux qui s'ouvrait devant lui, mit pied à terre, un peu en arrière des ouvrages, et s'avança vers la batterie de Nemours. Il s'arrêta sur le chemin qui y conduisait à un point très-découvert, d'où il se mit à observer la brèche. Le général Rulhière, qui s'était porté au-devant de lui, lui fit sentir le danger qu'il courait : « *C'est égal* », répondit-il, avec cette froide impassibilité qui le caractérisait ; ce furent ses dernières paroles. Presque au même moment un boulet, parti de la place, le renversa sans vie et, comme Turenne, il fut enseveli dans son triomphe. Le général Per-régaux, en se penchant sur lui, reçut une balle au-dessous du front, et tomba grièvement blessé sur le corps inanimé de celui qui avait été son chef et son ami.

Le général Valée, qui était déjà à la batterie de brèche, accourut à la nouvelle du triste événement qui venait de priver l'armée de son général en chef. Il fit retirer les spectateurs de ce lieu funeste, et le corps du général Damrémont, couvert d'un manteau, fut silencieusement transporté sur les derrières. La nouvelle de la mort du gouverneur se répandit aussitôt parmi les troupes. Le succès

de l'expédition était heureusement trop assuré dans ce moment, pour qu'elle pût y faire naître un autre sentiment que celui d'un honorable regret et la légitime ardeur d'une glorieuse vengeance.

Le général Valée prit le commandement en chef qui lui revenait de droit, et la nouvelle batterie de brèche ouvrit son feu, soutenu par celui de toutes les autres. Dans la nuit précédente, les assiégés avaient cherché à réparer la brèche dont ils avaient garni la crête avec des sacs de laine, des bâts et des débris d'affûts. Ces faibles obstacles furent facilement emportés : vers le soir, l'assaut fut décidé pour le lendemain matin. Au même moment, un parlementaire apporta au général en chef, de la part d'Ahmed, une lettre écrite par celui-ci, pendant que l'envoyé du général Damrémont était encore dans la ville. Le bey proposait de suspendre les hostilités et de reprendre les négociations. Le général répondit qu'au point où en étaient les choses, la suspension des hostilités n'était pas possible ; mais que si les portes de Constantine lui étaient ouvertes par son ordre, il consentirait à traiter sur les bases de l'ultimatum du général Damrémont. Cette dernière démarche de pacification resta sans effet.

Dans la nuit, les batteries continuèrent à tirer à intervalles inégaux, de manière à empêcher les assiégés d'entreprendre des travaux sur la brèche. Le 13, à trois heures et demie du matin, le capitaine du génie Boutault, et le capitaine de zouaves Garderens, qui furent chargés de l'honorable et dangereuse mission de la reconnaître, déclarèrent qu'elle était entièrement libre. En conséquence, on n'eut plus à s'occuper que de l'assaut. Les troupes destinées à y monter furent divisées en trois colonnes.

La première, commandée par le lieutenant-colonel Lamoricière, fut composée de 40 sapeurs du génie, 300 zouaves et deux compagnies d'élite du 2^e léger.

La deuxième, commandée par le colonel Combes, fut composée de la compagnie franche du 2^e bataillon d'Afrique, de 80 sapeurs du génie, de 100 hommes du 3^e bataillon d'Afrique, 100 de la légion étrangère, et 500 du 47^e de ligne.

La troisième, aux ordres du colonel Corbin, fut formée de deux bataillons, composés de détachements pris dans les quatre brigades.

En attendant le signal de l'assaut, la première colonne et la deuxième furent placées dans la place d'armes et dans le ravin y attenant, la troisième fut formée derrière le Bardo.

A sept heures, le général en chef ordonna l'assaut : aussitôt le colonel Lamoricière se lança sur la brèche à la tête de sa colonne, qui s'en empara en un instant au milieu de la plus vive fusillade. Le capitaine Garderens, qui fut grièvement blessé, y planta le drapeau tricolore, que de vives acclamations saluèrent. Mais bientôt la colonne, cherchant un passage pour pénétrer dans la ville, vint se heurter contre des obstacles sans cesse renaissants. Un combat de maisons et de barricades s'engagea acharné et terrible, et dura plusieurs heures. Nous n'en citerons que les traits principaux, renvoyant pour les détails multipliés de tant de sanglants et glorieux épisodes au brillant récit qu'en a fait le capitaine Latour-du-Pin.

A mesure que la première colonne cheminait dans la ville, le général en chef, qui se tenait à la batterie de brèche avec le duc de Nemours, lançait de nouvelles troupes

prises dans les deux autres colonnes. Ces troupes n'arrivaient que par détachements de deux compagnies, disposition sage et prudente qui prévint le désordre et l'encombrement, dont les effets avaient été si funestes l'année précédente, à l'attaque de la porte d'El-Cantara.

Plusieurs braves, et parmi eux beaucoup d'officiers, furent mortellement frappés. La chute d'un mur en écrasa quelques-uns, entre autres le commandant Sérigny du 2^e léger. Les assaillants eurent surtout à souffrir d'une explosion terrible, que l'on crut d'abord être l'effet d'une mine des assiégés, mais que l'on a su depuis avoir été produite par un magasin à poudre qui prit feu. Le colonel Lamoricière fut du nombre de ceux qu'elle mit hors de combat. Cet habile et intrépide officier fut horriblement brûlé. On eut à craindre pour sa vie, ou au moins pour sa vue, mais il conserva heureusement l'une et l'autre. Le colonel Combes, qui l'avait suivi de près sur la brèche, fut moins heureux : il reçut deux blessures mortelles, au moment où un mouvement qu'il venait d'ordonner livrait l'intérieur de la ville aux flots de nos troupes victorieuses ; il eut encore la force de s'assurer du succès, et celle de venir en rendre compte au duc de Nemours, nommé, comme nous l'avons déjà dit, commandant des troupes du siège ; il le fit avec un calme parfait, et termina par ces mots : « Ceux qui ne sont pas blessés mortellement jouiront de ce beau succès. » Ce fut seulement alors qu'on s'aperçut qu'une balle lui traversait la poitrine. Le surlendemain, il n'était plus. Ceux qui ont vu Combes dans ce moment suprême ne parlent encore qu'avec un douloureux et religieux enthousiasme de son stoïque trépas.

Dès que les colonnes d'attaque eurent complètement dépassé la brèche, et qu'elles furent maîtresses de Constantine, le général Rullière, qui en fut nommé commandant supérieur y pénétra. On s'y battait encore ; mais il ne tarda pas à voir venir à lui un homme qui lui remit une lettre, dans laquelle les autorités de la ville faisaient leur complète soumission, en implorant la clémence du vainqueur pour elles et les habitants. Le général fit aussitôt cesser le feu, et se dirigea sur la Casbah, dont il prit possession.

Pendant l'assaut, une partie de la population effrayée avait cherché à fuir par les côtés de la ville qui n'étaient pas exposés à nos coups : mais un grand nombre de ces malheureux périrent dans cette fuite dangereuse à travers des rochers escarpés, d'où ils ne pouvaient descendre qu'au moyen de longues cordes que leur poids brisait. Arrivés au-dessus de ces abîmes, nos soldats furent saisis d'horreur et de compassion en voyant dans le fond des précipices des hommes, des femmes et des enfants écrasés, mutilés, entassés les uns sur les autres, et dont quelques-uns se débattaient encore dans les angoisses d'une pénible agonie. Ben-Aïssa fut du nombre de ceux qui parvinrent à s'échapper. Le kaïd-el-dar (intendant du palais), blessé la veille, était mort pendant l'assaut.

Lorsque le calme fut rétabli dans la ville, le drapeau tricolore fut élevé sur les principaux édifices, et le duc de Nemours vint prendre possession du palais du bey.

Le général Valée, après avoir glorieusement terminé la partie militaire de la mission que la mort avait empêché le général de Damrémont de pousser tout à fait jusqu'au bout, s'occupa des soins moins éclatants, mais non moins utiles que réclamait l'administration du pays : ne voulant

point enchaîner l'avenir, ni rien préjuger sur ce que les véritables intérêts de la France, mûrement débattus, pourraient l'engager à faire de sa conquête, il évita sagement de prendre aucune de ces mesures précipitées qui souvent entraînent plus loin qu'on ne veut. En conséquence, il se contenta d'organiser le pays de manière à pourvoir aux besoins du moment : il établit, avec le simple titre de kaïd, un fonctionnaire indigène qui dut servir d'intermédiaire entre l'autorité française et la population, laissant exister au-dessous de lui tous les rouages de l'ancienne administration. Il investit de ces fonctions importantes et délicates un jeune homme appelé Hamouda, fils du Cheik-el-Belad, d'une famille ancienne et si vénérée dans le pays, qu'Ahmed n'avait point osé lui faire sentir le poids de sa tyrannie, quoiqu'il s'en méfiât. Son autorité dut s'étendre sur la ville et au dehors. Les habitants qui étaient restés à Constantine, et ceux qui, après l'avoir quittée, ne tardèrent pas à y revenir, furent traités avec douceur et justice. Mais le paiement des fournitures faites à l'armée dut s'effectuer par eux, ce qui était tout à fait juste et convenable. C'était bien le moins que l'on pût exiger d'une ville prise d'assaut ; aussi personne ne songea à s'en plaindre. Il est à remarquer qu'il y eut infiniment plus d'ordre administratif dans la prise de possession de Constantine, qu'il n'y en avait eu en 1830, à Alger, où nous étions entrés par capitulation. Cet ordre permit d'utiliser toutes les ressources, et de conserver les documents administratifs propres à faire connaître exactement le pays. En un mot, la chaîne des traditions ne fut pas rompue.

Dans les quinze jours qui suivirent la prise de Constantine, plusieurs tribus firent leur soumission à la France.

Farhat-ben-Saïd y arriva, le 27 octobre, avec une suite nombreuse, et fut reçu avec la plus haute distinction. Ahmed, n'ayant plus avec lui que quelques centaines de cavaliers, errait en fugitif dans les monts Aurès. Son influence paraissait complètement détruite ; malheureusement, celle d'Abd-el-Kader, ainsi qu'on s'y attendait du reste, commença aussitôt à agir dans la province de Constantine.

Quelques Jours après la prise de Constantine, le 12^e de ligne y arriva de Bône, où le choléra l'avait retenu, et qui, pour cette raison, n'avait point fait partie de l'expédition. Le 20 octobre, l'artillerie de siège et un convoi de malades partirent de Constantine, sous l'escorte d'une colonne de 1,500 hommes, et arrivèrent à Bône le septième jour. Enfin, le 29 octobre, le général en chef laissant à Constantine une garnison de 2,500 hommes⁽¹⁾, dont il confia le commandement au général Bernelle, se mit en marche avec le reste des troupes ; en arrivant à Bône il reçut sa nomination aux fonctions de gouverneur des possessions françaises du nord de l'Afrique.

Ainsi fut terminée la seconde expédition de Constantine. Nous croyons faire une chose agréable à l'armée d'Afrique, en mettant sous les yeux du lecteur, dans la note ci-dessous, la partie du rapport du général en chef, où se trouvent les noms des braves qui lui parurent mériter plus particulièrement l'honneur d'être cités⁽²⁾.

(1) Elle fut, quelque temps après, portée à 5,000.

(2) *Extrait du rapport du général Valée :*

Je voudrais pouvoir citer, Monsieur le Ministre, les noms de tous les officiers, sous-officiers et soldats qui ont bien rempli

Les restes du général Damrémont furent transportés en France et honorés d'un deuil public ; ils reposent dans

leurs devoirs ; mais je dois me borner à vous désigner ceux qui se sont particulièrement distingués.

Je nommerai en première ligne S. A. R. Mgr. le duc de Nemours, M. le lieutenant général baron de Fleury, et MM. les maréchaux de camp Trézel et Rulhière.

Le commandant du siège cite d'une manière particulière MM. le capitaine de Salles, major de tranchée, et les lieutenants Mimont et Letellier, aides-majors ; ces officiers ont rempli avec le plus grand zèle les fonctions pénibles qui leur étaient imposées ; ils ont pris part nuit et jour aux travaux et aux opérations les plus difficiles et les plus périlleux.

L'armée a remarqué l'empressement et l'habileté avec lesquels M. le docteur Baudens a dirigé le service difficile des ambulances et le zèle qu'ont montré tous les officiers employés à l'état-major de Mgr le duc de Nemours. S. A. R. cite en particulier le capitaine de hussards Ney de la Moskowa.

Dans l'artillerie : MM. le colonel de Tournemine ; les chefs d'escadron Maléchar, d'Armandy ; les capitaines Courtois, Caffort, le Bœuf, Munster ; les lieutenants Bornadon et Beaumont ; les maréchaux des logis Caprettan et Heimann, et le brigadier Seigeot, se sont fait particulièrement remarquer par leur zèle et leur bravoure.

Je citerai encore. Monsieur le Ministre, dans le génie, MM. les chefs d'escadron Vieux et de Villeneuve, les capitaines Niel, Boutault, Hakcet(qui a été tué), Leblanc, Potier(blessé à mort), les lieutenants Wolf et Borel-Vivier.

Dans le corps royal d'état-major, le chef d'escadron Despinoy ; les capitaines Borel, Mac-Mahon, de Creny, le lieutenant de Cisse.

Dans la cavalerie : MM. Laneau, colonel du 3^e chasseurs ; les capitaines Richepanse, officier d'ordonnance du général Rulhière ; de Belleau, du 3^e de chasseurs, et le sous-lieutenant Galfalla, des spahis réguliers.

les caveaux de l'église des Invalides. Le général Perrégaux, ayant été embarqué à Bône, pour être ramené en France, mourut dans la traversée et fut enseveli en Sardaigne. L'armée avait déjà perdu le général Caraman, mort à Constantine, du choléra qui y avait pénétré, mais qui du reste y fit peu de ravages. Ce général était fils du respectable vieillard qui s'était fait remarquer dans la première expédition par son dévouement pour les blessés.

Enfin, dans l'infanterie :

Le colonel Combes, du 47^e ; le lieutenant-colonel de Lamoricière, des zouaves ; les chefs de bataillon Montréal, du 3^e d'Afrique ; Bedeau, de la légion étrangère, et Leclerc, du 47^e ; les capitaines Levailant et de Garderens, des zouaves ; Houreaux, du 3^e bataillon d'Afrique ; Saint-Amand, de la légion étrangère ; Canrobert, Taponnier el Blanc de Loire, du 47^e de ligne ; Méran, Raindre de la légion étrangère ; de Roaut, Marulaz, du 17^e léger ; Guignard, de la compagnie franche ; de Billy, du bataillon des tirailleurs d'Afrique ; les lieutenants Desmaisons, officier d'ordonnance du général Rulhière ; Jourdan, Adam, du bataillon d'Afrique ; Dufresne, du 47^e ; Nicolas, du 23^e de ligne ; les sous-officiers Léger et Debœuf, du 3^e bataillon d'Afrique ; Justaud et Dose, de la légion étrangère ; Mariguët et Vincent, du 47^e de ligne. Les grenadiers et voltigeurs Dessertenne, caporal ; Colman, Reilein, du 47^e ; Pérès et Jourdat, du 17^e léger ; Courtois, sergent de zouaves, et Quatre-homme, caporal. Le chef de bataillon de Sérigny, du 2^e léger, tué dans la brèche ; le capitaine de Leyritz ; les sous-officiers Debray et Beugnot, du même corps.

LIVRE XXIV.

État des affaires de la province d'Alger et de celle d'Oran pendant l'expédition de Constantine. — Actes de l'administration civile du général Damrémont. — Arrêté sur les Kbaïles. — Délimitation du ressort des tribunaux à Alger. — Arrêté sur les transactions immobilières. — État de l'agriculture.

Pendant que le général Damrémont était dans l'est de nos possessions africaines, le commandement fut exercé à Alger, quelques jours, par le général Bro, et le reste du temps, par le général Négrier. Les forces avaient été tellement diminuées sur ce point, que pendant l'été, saison des maladies, on aurait eu de la peine à mettre 1,500 hommes en campagne, s'il avait fallu de nouveau prendre les armes. Abd-el-Kader et les agents de son gouvernement observaient fort incomplètement les clauses du traité, qu'ils ne paraissaient pas comprendre de la même manière que nous. El-Hadj-Mustapha, frère de l'Émir, et son khalifa à Médéa, fit plusieurs actes d'autorité sur Blida, où il leva même des contributions. Les Hadjoutes, et surtout les émigrés de Beni-Khelil, et de Beni-Mouça, qui étaient chez eux, recommencèrent à commettre des vols sur notre territoire. On s'en plaignit au bey de Miliana, qui répondit ironiquement que si nous voulions assurer la tranquillité du pays, nous n'avions pas de meilleur moyen d'y parvenir que d'en donner la police à son maître, et de rester dans les murs d'Alger. Ce même bey entravait de toute manière le commerce que

les tribus voulaient faire directement avec nous ; il se permit, un jour, d'envoyer des cavaliers sur notre territoire, pour faire rétrograder des bœufs que des Arabes conduisaient au marché de Bouffarik. Cette grossière violation du traité avait pour but de favoriser la vente sur nos marchés de 2,000 bœufs, achetés par la maison Durand à Abdel-Kader.

Les brigandages des Hadjoutes et les prétentions du bey de Médéa furent dénoncés à l'Émir, qui répondit vaguement qu'il y mettrait ordre lorsqu'il se trouverait dans la province de Titteri, où il comptait aller bientôt. Cependant il rappela son frère et le remplaça par Mohammed-el-Barkani qui avait été, avant lui, bey de Médéa. El-Hadj-Mustapha se conduisait mal envers les Arabes de son beylik ; il laissait régner parmi ses troupes une indiscipline dont les habitants de Médéa avaient beaucoup à souffrir ; ce fut l'unique cause de sa révocation ; nos plaintes n'y furent pour rien, car, son successeur continua à élever des prétentions sur Blida. Il y eut plus : des kaïds furent nommés par l'Émir, à Khachna et à Beni-Mouça ; enfin, quelques tribus de l'est, toujours agitées par Sidi-Saadi, songeaient à reprendre les armes. L'autorité fut instruite de ce qui se passait dans cette contrée par le kaïd des Isser. Le gouverneur général avait laissé pour instruction de travailler à y créer un pouvoir dépendant de la France, ou, au moins, indépendant de l'Émir, qui, d'après l'interprétation que nous donnions au traité, n'avait aucun droit sur ce pays. Le général Bugeaud et le général Damrémont voyaient, à cet égard, les choses de la même manière.

Il existait à cette époque deux partis chez les Amraoua, la tribu la plus puissante et la plus active de l'est de la

province d'Alger : l'un, auquel Ben-Zamoun de Flissa se rattachait, avait pour chef Omar-Mahiddin ; l'autre avait à sa tête Saïd-Oulidou-Cassi. Ces deux partis se disputaient le pouvoir, et l'on pouvait, à la première vue, n'y voir que des querelles personnelles ; mais dans le fond, il y avait plus que cela: c'était l'antique lutte entre les Kbaïles et les Arabes qui renaissait sur ce petit coin de la Barbarie, au moment où ces derniers, aidés par les circonstances et par l'ascendant d'Abd-el-Kader, recréaient leur nationalité. Omar-Mahiddin représentait, par son origine et ses alliances, la race kbaïle ; son rival se ralliait à la cause arabe. Le premier était donc conduit naturellement à se rapprocher de tout ce qui pouvait faire obstacle à Abd-el-Kader, et par conséquent poussé vers nous. Le général Damrémont avait jeté les yeux sur lui pour le commandement général des tribus de l'est de la province d'Alger ; un commencement de négociations avait eu lieu dans ce sens. Mais Saïd-Oulidou-Casi, aidé d'un autre cheik fort influent, appelé Oulid-Mansour, attaqua Omar-Mahiddin dans le mois 4^e septembre ; il fut repoussé ; malheureusement, Omar-Mahiddin fut blessé assez grièvement pour ne pouvoir poursuivre ses avantages et diriger lui-même les affaires. Saïd-Oulidou-Casi fut cependant refoulé dans la montagne de Drohh, où Ben-Zamoun vint le bloquer. Mais bientôt après, l'inaction forcée d'Omar-Mahiddin relevant les forces du parti de son adversaire, celui-ci reprit l'avantage et battit Ben-Zamoun, qui ne sauva sa vie que par un effort de valeur personnelle ; dans peu de jours, il se trouva maître de la contrée. On s'attendait à le voir attaquer notre territoire, ce qui n'aurait pas laissé que d'être pour nous un grand embarras, dans un moment où nos forces

étaient si considérablement réduites à Alger, mais il en fut autrement : entraîné par les conseils d'un cheik d'Isser, qui était un agent secret de l'autorité française, il songea, une fois vainqueur de son rival, à prendre le rôle que nous avions voulu donner à celui-ci ; c'est-à-dire que, séduit par l'appât d'une position indépendante, il se laissa aller à la pensée qu'en s'appuyant sur nous, il pourrait devenir l'égal d'Abd-el-Kader. Cette disposition d'esprit, entretenue avec soin, écarta le danger que l'on avait pu craindre un instant, et qui motiva l'occupation militaire de la ferme de Regahia, où une compagnie presque entière périt de la fièvre dans le courant de l'été.

Pendant que ces événements se passaient, des démonstrations, faites à propos, éloignèrent de notre territoire les kaïds que l'Émir avait nommés, sans trop s'embarrasser du traité. Le bruit s'était répandu dans nos tribus, bruit qui n'était point sans fondement, qu'un système de brigandage était organisé chez les Hadjoutes contre les Arabes de notre territoire, afin de les forcer à émigrer. Quelques mesures de vigueur, l'arrestation et l'exécution de quelques-uns de ces brigands, rendirent un peu de confiance aux populations effrayées. Parmi les malfaiteurs qui payèrent leurs crimes de la vie se trouva un de nos déserteurs, celui-là même qui, dans le combat du 8 novembre précédent, avait écrit son nom sur le cadavre d'un de ses anciens officiers. Tout paraissait rentrer dans l'ordre, lorsqu'une lettre de l'Émir, qui avait quitté l'ouest et qui s'avancait vers Titteri, fit craindre, à Alger, des embarras d'une nature plus grave que ceux qu'on y avait éprouvés depuis le départ du gouverneur. La ville de Blida était le rendez-vous habituel des voleurs qui infestaient notre territoire ; ils y étaient accueillis et y vendaient

publiquement les produits de leurs brigandages. Lorsqu'on se plaignait aux habitants de cet état de choses, ils répondaient qu'étant faibles et désorganisés ils se trouvaient dans l'impossibilité de le faire cesser. L'autorité française, fatiguée de ces réponses évasives, finit par prescrire aux habitants de Blida de s'organiser en milice urbaine, d'établir des postes de sûreté et d'interdire l'entrée de leur ville aux gens suspects. Les habitants de Blida eurent à peine reçu cette communication qu'ils envoyèrent une députation à l'Émir, pour se plaindre de la mesure ; et peu de temps après, on reçut à Alger une lettre menaçante d'Abd-el-Kader, qui engageait l'autorité française à cesser de s'occuper de gens qui évidemment ne voulaient pas des Chrétiens. Cette lettre était presque une déclaration de guerre ; heureusement, elle n'eut pas de suite. Je dis heureusement, car, je le répète, on était peu en état à Alger de soutenir une reprise générale d'hostilités qui, de plus, aurait pu avoir des conséquences pour l'expédition de Constantine. Il est probable qu'Abd-el-Kader, qui avait intérêt à n'entraver en rien nos opérations contre Ahmed-Bey, comprit lui-même qu'il était allé trop loin : car, il donna, peu de jours après, des explications amicales, et ses agents parurent, pendant quelque temps mieux comprendre le traité de paix qu'ils ne l'avaient fait jusque-là. Le kaïd des Hadjoutes punit même quelques-uns des siens pour des actes de brigandage. Enfin, depuis cette époque jusqu'à la prise de Constantine, l'autorité française n'eut pas de plaintes sérieuses à adresser à l'autorité arabe ; mais dès qu'Ahmed eut succombé, les choses reprirent leur ancienne pente. Ce changement fut si sensible, qu'il était difficile de ne pas y voir du calcul. Vers le milieu de novembre,

un officier indigène du corps des zouaves fut assassiné, entre Maelma et Douéra, par des cavaliers Hadjoutes. Les Arabes d'un douar voisin, craignant d'être inquiétés pour ce crime, émigrèrent tous quelque temps après, et un fort détachement d'Hadjoutes vint protéger leur fuite. Cet événement coïncida avec l'arrivée à Alger du général Valée, qui venait d'être élevé à la dignité de maréchal de France.

A Oran comme à Alger, une fois les premiers moments de politesses diplomatiques passés, Abd-el-Kader mit dans ses relations avec les Français un mauvais vouloir qui semblait déceler une arrière-pensée fâcheuse. Le général Bugeaud eut plusieurs fois à s'en plaindre. L'Émir se montrait très-exigeant pour tout ce qui était à son avantage, mais nullement pressé d'exécuter les quelques conditions qui lui étaient onéreuses. Il ne fournit pas tous les bœufs qu'il devait ; quant aux grains, il se dispensa d'en envoyer ; le général Bugeaud quitta Oran sans que la clause du traité relative à cette partie de la contribution eût été exécutée.

La position que nous nous étions faite par le traité de la Tafna ne comportant pas l'existence d'un bey à Mostaganem, Ibrahim en fut rappelé ; il retourna à Alger avec une pension de retraite convenable. Un simple hakem, placé sous les ordres de l'autorité française, fut laissé à Mostaganem.

Le général Bugeaud quitta l'Afrique vers la fin de l'année. Il laissa le commandement de la province au général Auvray, qui avait remplacé le général Brossard, mis en accusation ; nous ferons connaître plus loin cette affaire et ses suites. Avant le départ du général Bugeaud, l'Émir envoya, en qualité d'oukil ou de consul à Oran, El-Hadj-ben-Habib. Nous envoyâmes, de notre côté, à Mascara, le

commandant Ménonville du 47^e de ligne. Cet officier supérieur étant décédé quelque temps après, fut remplacé par le capitaine Daumas.

Le gouvernement du général Damrémont fut trop court et trop absorbé par les préoccupations militaires, pour que ce général ait pu donner beaucoup de temps à d'autres objets. Cependant quelques actes importants d'administration signalèrent son passage aux affaires. Nous allons les faire connaître, en suivant l'ordre chronologique.

Le 15 avril, les fonctions d'agha des Arabes furent supprimées ; les affaires arabes furent centralisées auprès du gouverneur général et formèrent une direction, sous le titre de *Direction des affaires arabes*⁽¹⁾.

Le 5 juin, parut un arrêté fort important sur les Kbaïles. On sait qu'une foule d'individus de cette race viennent, chaque année, chercher de l'ouvrage à Alger, où on les emploie principalement aux travaux des champs et des jardins. Ce sont des gens laborieux, sobres, et d'une assez grande fidélité de détails ; mais lorsque leur cupidité est mise en jeu par l'appât d'un gain considérable, dont ne les sépare qu'un crime facile, ils deviennent capables de tout. C'est un fait généralement admis par les Turcs, qui ne les laissaient jamais coucher dans l'intérieur de leurs maisons de campagne. Ils leur bâtissaient des loges au dehors. Les Européens, moins méfiants, avaient été souvent victimes de leur trop grande confiance. Nous n'en citerons qu'un exemple vraiment effrayant : en 1836, un Européen de la banlieue d'Alger, qui avait un fort bel établissement d'horticulture où il employait des Kbaïles, leur

(1) L'auteur de cet ouvrage en fut chargé.

laissa imprudemment apercevoir, un jour, qu'il avait chez lui une somme d'argent considérable. La nuit venue, ces misérables volèrent l'argent et égorgèrent, à l'exception d'une femme qu'ils épargnèrent, tout ce qu'ils trouvèrent dans la maison, même de malheureux enfants. Les détails de cette tragique histoire sont horribles. Les coupables ne purent être saisis. Il est à présumer qu'ils avaient déjà franchi les limites de notre étroit territoire, lorsque le crime fut découvert.

Ce fut sous l'impression que cet événement laissa dans les esprits que l'on elabora l'arrêté du 4 juin. Le mal tenait à ce que les Kbaïles qui venaient travailler à Alger, n'étant ni connus ni surveillés par des agents spéciaux qui connussent leur langue, rien ne leur était plus facile que de se soustraire à l'action de la police, à laquelle ils pouvaient cacher jusqu'à leur existence. On conçoit que des hommes pour qui un sac de mille francs est une fortune inappréciable, dont on ignorait souvent le véritable nom et le pays, et qui n'avaient que quelques lieues à faire pour se soustraire à jamais à toute espèce de poursuite, devaient succomber facilement à des tentations que leur instinct sauvage provoquait plus qu'il ne les repoussait. En conséquence, l'arrêté du 4 juin les plaça sous la surveillance d'un amin de leur nation, établi et propriétaire à Alger. Il leur fut interdit de travailler, et même de séjourner sur notre territoire, sans s'être fait inscrire sur un registre tenu par cet amin, et sans être munis d'un livret et d'une plaque portant le numéro d'inscription. L'inscription sur le registre étant la preuve de l'admission du Kbaïle dans la corporation, l'amin s'assure, avant de l'effectuer, de la vérité des déclarations faites par le postulant sur son

nom, sa tribu et ses antécédents. Tout Kbaïle qui change de maître doit faire connaître sa mutation à l'amin, et le maître qu'il quitte doit inscrire sur le livret le motif du congé. Il est défendu à toutes personnes de prendre à leur service des Kbaïles non munis d'une plaque et d'un livret, sous peine de 15 à 50 francs d'amende, et de cinq jours à un mois d'emprisonnement. Tout Kbaïle qui est trouvé sans livret et sans plaque est passible d'une amende de cinq francs, prononcée par l'amin, sans préjudice du droit réservé au procureur général de déférer le contrevenant à la police correctionnelle, comme coupable de délit de vagabondage. Tout Kbaïle qui quitte notre territoire sans en avoir fait la déclaration à l'amin et en avoir reçu un permis de départ est passible de 15 fr. d'amende et de trois jours de prison, s'il est pris ou s'il revient plus tard à Alger, sans préjudice des peines qu'il peut avoir encourues pour d'autres causes.

L'arrêté du 4 juin, rendu sur la proposition de M. Bresson, intendant civil, est une des plus sages et des plus efficaces mesures qui aient été prises à Alger en faveur de la sécurité publique. Depuis cette époque, on n'entendit plus parler de ces horribles assassinats commis dans les maisons de campagne et qui venaient trop souvent épouvanter la population européenne.

Le 8 juillet, conformément à l'article 4 de l'ordonnance royale du 10 août 1834, un arrêté déterminait l'étendue du ressort des tribunaux d'Alger pour les crimes et délits. Ce ressort comprit le Fhas, toute la partie du Sahel comprise à droite de l'Oued-el-Agar, le territoire de la concession de Rassautha et celui de Boufifarik. Les crimes et délits commis en dehors de ces limites, par un indigène

au préjudice d'un Européen, par un indigène au préjudice d'un autre indigène, lorsque le fait intéressait la souveraineté française ou la sûreté de l'armée, enfin, par un Européen au préjudice d'un indigène, restèrent réservés aux conseils de guerre, en exécution de l'ordonnance précitée.

Par un autre arrêté du 10 juillet, toute transmission d'immeubles fut provisoirement interdite à l'ouest d'une ligne indiquée de l'Oued-el-Agar au blockhaus d'Oued-Aïche ; il fut aussi interdit à tout Européen de s'établir sur ce territoire sans l'autorisation expresse du gouverneur. Le but de cette mesure était d'empêcher la spéculation sur les immeubles de se porter sur un territoire encore peu connu, que nous devions bientôt occuper, et où elle ne s'était déjà que trop exercée.

Nous avons dit, dans le livre XV de ces Annales, qu'un arrêté du 27 janvier 1835 avait réglé l'exercice et la discipline de la profession d'avocat, ou, comme on dit à Alger, de défenseur près les tribunaux ; nous en avons fait connaître les principales dispositions. Ces dispositions, fort mal observées du reste, furent modifiées par arrêté du 13 juillet. Le cautionnement fut réduit de 8,000 à 4,000 fr. pour Alger, et de 3,000 à 2,000 fr. pour Bône et Oran. Le cautionnement des huissiers fut réduit à 2,000 fr. pour Alger, et à 1,200 pour Bône et Oran.

Durant l'année 1837, la population européenne prit encore un peu d'accroissement ; mais les étrangers continuèrent à être en majorité. Voici quel était, au commencement de 1838, l'état de cette population :

| | Français | Etrangers | Total |
|------------|----------|------------|--------|
| Alger | 4,262 | 5,562 | 9,824 |
| Oran | 1,183 | 2,6223,805 | 3,805 |
| Bône | 954 | 1,668 | 2,622 |
| Bougie | 165 | 250 | 415 |
| Mostaganem | 28 | 76 | 104 |
| | 6,572 | 10,198 | 16,770 |

En comparant cet état avec celui que nous avons donné au livre XXI pour l'année 1836, on voit que l'augmentation fut, en 1837, de 2,209 individus, dont 1,107 français et 1,102 étrangers.

On comptait, à la fin de 1837, tout près de 7,000 hectares de terre en culture dans la partie du territoire organisée en communes sous l'administration du comte d'Erlon. La population européenne de ces communes était de 2,207 individus, et la population indigène de 4,428. Plusieurs chemins vicinaux ouverts dans le Fhas et dans le Sahel, en rendant les communications plus faciles, donnèrent un développement assez marqué à l'industrie agricole dans cette partie du pays, où se trouvent les communes dont nous venons de parler. Le progrès fut là incontestable. De nombreuses plantations de mûriers et d'oliviers furent faites. Nous devons citer particulièrement la plantation de mûriers de M. Urtis, près de Kouba, l'établissement de M. Fruitier à Beni-Messous, ceux de M. Caron à Sidi-Kalef, et de M. Mazères à Dély-Ibrahim. Les noms de ces Européens doivent être joints à ceux qui sont entrés les premiers dans la voie de la véritable colonisation, et dont nous avons parlé dans les livres précédents.

Dans la Métidja, les choses ne présentaient pas un aspect aussi satisfaisant que dans la banlieue d'Alger. La

culture arabe, en décadence totale depuis quelque temps par suite des émigrations des indigènes et des achats de terre faits par les Européens, ne se releva pas et ne fut point suffisamment remplacée par la culture européenne. Cependant quelques nouveaux établissements se formèrent à Beni-Mouça. Nous citerons celui de M. de Saint-Guilhem à Haouch-Kateb, et celui de M. de Montagu à Haouch-Aïssous. Ces deux colons s'établirent de leur personne sur leurs propriétés et en dirigèrent eux-mêmes l'exploitation, conduisant la charrue au besoin, ce qui est le seul moyen de réussir. Au résumé, les produits agricoles diminuèrent d'une manière alarmante dans la Métidja, tellement qu'en 1838 il fallut faire quelques avances en grains au peu d'Arabes qui l'habitaient encore.

Nous avons dit, dans le livre XXI, que M. le maréchal Clauzel, par arrêté du 20 juin 1836, avait autorisé les navires étrangers à faire le cabotage sur les côtes de l'Algérie. Cette disposition fut confirmée par une ordonnance du 23 février 1837, qui permit à ces mêmes navires de faire les transports entre la France et l'Algérie, et changea ainsi, à l'avantage de la colonie, une des principales dispositions de celle du 11 novembre 1835, qui réservait exclusivement ces transports aux navires français. Les autres dispositions de l'ordonnance du 11 novembre restèrent en vigueur.

LIVRE XXV

Le maréchal Valée, gouverneur général de l'Algérie. — Ses premières relations avec Abd-el-Kader. — Actes de l'Émir dans la province de Titteri. — Son expédition contre les Kou-louglis d'Oued-Zeithoun. — Ses prétentions ambitieuses. — Il envoie un ambassadeur à Paris. — Établissement du camp du Fondouk. — Occupation de Blida et de Coléa. — Brigandages continuels des tribus d'Abd-el-Kader sur notre territoire. — Le général d'Auvray à Oran. — Procès du général Brossard.

La mort du général Damrémont avait été un de ces événements auxquels on ne croit pas devoir se préparer : aussi, lorsque la nouvelle en parvint à Paris, elle embarrassa extrêmement le cabinet. On ne sut qui envoyer en Afrique, car on pensa qu'il n'était point encore temps d'en confier le commandement à celui à qui il était secrètement destiné. Comme il fallait cependant se décider sur-le-champ à quelque chose, on nomma M. le général Valée gouverneur par intérim. Ce fut cette commission provisoire qu'il reçut à Bône. Des fonctions intérimaires ne convenaient ni à son caractère, ni à son rang ; mais, sans s'expliquer à cet égard, il se contenta de manifester une grande répugnance générale pour le gouvernement de l'Algérie provisoire ou définitif. Il écrivit dans ce sens au ministère. On peut même croire qu'il aurait suivi sa lettre de très-près, sans même passer par Alger, si son devoir le lui eût permis. Quoi qu'il en soit, après quinze jours d'hésitation, il

se décida à se rendre dans cette ville où il arriva le 20 novembre. Le lendemain, un aide de camp du roi vint lui annoncer qu'il était élevé à la dignité de maréchal de France. Voyant alors qu'il ne pouvait plus être question d'une position intérimaire, il se décida à accepter les fonctions de gouverneur général de l'Algérie ; mais, soit calcul, soit illusion, il présenta comme un sacrifice une acceptation qui, dans le fait, n'en était plus un. Ceci lui permit de faire ses conditions et de prendre dès le principe une attitude assez indépendante à l'égard du ministère.

De tous les gouverneurs qu'a eus jusqu'à lui l'Algérie, le maréchal Valée fut sans contredit le plus éclairé. Doué d'une promptitude et d'une facilité de conception admirables, il mettait sur-le-champ le doigt sur le nœud d'une question, quelque étranger qu'il fût à la matière qui la constituait. Son esprit cultivé était malheureusement moins élevé qu'étendu. Assez ferme dans ses résolutions, il était quelquefois lent à se décider, parce qu'il voyait dans une affaire beaucoup plus de choses qu'un autre ; mais lorsqu'il avait pris un parti, et que les faits venaient malheureusement à se trouver en désaccord avec ses prévisions, il se refusait à les reconnaître, comme si son jugement infaillible eût dû régler la marche des événements. Cette fatale disposition d'esprit fut la cause de bien des maux, et cela dès le principe, comme nous allons le voir à l'instant. Quant au caractère, quoiqu'on ait exagéré les aspérités de celui du maréchal Valée, il est certain qu'il avait quelques travers rudes et peu agréables. Du reste, son esprit distingué se faisait jour à travers cette enveloppe, et donnait à ses boutades, même les plus humoristes, certaine allure originale et piquante qui les lui faisait le plus souvent pardonner.

Ensuite il souffrait assez patiemment la réplique, et avait au résumé le fond plus bienveillant que les formes⁽¹⁾.

Dès les premiers jours de son administration, M. le maréchal Valée fit comprendre aux fonctionnaires, placés sous ses ordres, qu'il entendait qu'il n'y eût en Algérie d'autre volonté exécutoire que la sienne. Tout plia sous son autorité, et le pouvoir fut constitué comme il devait l'être. Ce fut un service important qu'il rendit à un pays où depuis bien des années les liens de la subordination tendaient sans cesse à se relâcher. Malheureusement il poussa trop loin les conséquences d'un principe juste : son activité inquiète réduisit à une nullité presque complète tous les chefs de service. Au lieu de se contenter de les diriger et de surveiller l'ensemble de leurs opérations, il voulut tout voir et tout faire lui-même. Il se trouva ainsi accablé d'affaires minimes, dont, malgré sa puissance de travail, cette intervention directe retardait l'expédition, et se perdit souvent dans les détails, vers lesquels les habitudes de sa première profession ne l'entraînaient déjà que trop.

A l'époque où le maréchal Valée prit le commandement, les forces de l'armée d'Afrique s'élevaient à 45,000 hommes. Le général Rulhière, nommé lieutenant général depuis la prise de Constantine, eut le commandement de la division d'Alger. Les maréchaux de camp Bro et Bernelle furent placés sous ses ordres. Ce dernier fut remplacé à Constantine, où il ne resta que fort peu de temps, par le

(1) Voici un mot charmant du maréchal Valée, et qui le peint parfaitement : *Il ne faut pas s'en prendre au cœur des travers du caractère.*

général Négrier. Le général Trézel, nommé comme M. Rulière lieutenant général, avait été désigné par le ministère pour remplir les fonctions de chef d'état-major de l'armée d'Afrique ; mais, comme cette désignation avait été faite sans qu'on eût consulté le maréchal, celui-ci s'obstina à ne pas vouloir du général Trézel, qui était venu à Alger pour prendre possession de ses fonctions, et qui n'y resta que quelques heures. Deux autres généraux, MM. de Castellane et Rapatel⁽¹⁾, avaient sollicité de l'emploi en Afrique. Ils furent placés à Oran et à Bône, comme nous le verrons plus tard.

Nous avons vu dans le 24^e livre que, peu de temps après la prise de Constantine, un fort détachement d'Hadjoutes avait violé notre territoire pour protéger la fuite des habitants d'un douaire du Sahel, auprès duquel un officier des Zouaves avait été assassiné. Nous avons vu aussi que les brigandages partiels avaient repris leurs cours, et qu'à Oran les rapports entre l'Émir et le général Bugeaud étaient empreints d'une certaine aigreur. Tel était l'état des affaires arabes à l'arrivée du maréchal Vialée. Il écrivit d'abord à l'Émir pour lui signifier sa nomination. Abd-el-Kader avait quitté l'ouest, après y avoir mis à la raison quelques tribus récalcitrantes, et il était en ce moment dans la province de Titteri, à deux journées de marche au sud de Médéa. Une ligue s'était formée contre lui dans cette contrée. Elle avait à sa tête Bou-Diaf, cheik des Oulad-Madi, et Ben-Aouda, cheik des

(1) Le général Rapatel, qui avait déjà servi plusieurs années en Afrique, était rentré en France pendant l'administration du général Damrémont.

Oulad-Moktar. L'Émir obtint par adresse la défection du premier, et marcha contre l'autre à la tête des troupes qu'il avait amenées de l'ouest, augmentées des contingents des tribus soumises de Titteri et de la garnison de Médéa. Ben-Aouda fut obligé de se soumettre et de lui livrer un certain Iman-el-Mahidin, fanatique qui prêchait contre lui, et qui passait pour thaumaturge. Sans s'arrêter à contester les prodiges que l'on attribuait à cet homme, Abd-el-Kader démontra aux Arabes qu'il ne les opérait que par le moyen de l'esprit immonde ; et ayant ainsi détruit son crédit, il l'envoya prisonnier à Mascara, où je ne sais ce qu'il devint. Après ce succès, il s'enfonça vers le midi, rangea sous son autorité la ville de Bou-Sada, ainsi que les montagnes de Ouennougha, et remonta ensuite vers le nord, en se dirigeant vers Hamza. Dans cette course, qui le conduisit sur les frontières de la province de Constantine, il reçut l'hommage d'une foule de tribus, et nomma Abd-el-Salem-el-Tobal de Medjana son khalifa sur la nouvelle contrée qui venait de reconnaître son pouvoir.

L'Émir avait dans le courant du mois d'octobre choisi pour consul à Alger M. Garavini, négociant italien qui gérait déjà le consulat d'Amérique. Ce choix avait été dicté par le juif Durand. Cet adroit Israélite aurait pu, sans aucun doute, prendre pour lui-même les fonctions de représentant d'Abd-el-Kader, qu'il avait déjà exercées ; mais, comme le rôle équivoque qu'il avait joué dans les dernières négociations l'avait rendu suspect, il voulut détourner de lui l'attention publique, et crut avoir trouvé, dans la nomination de M. Garavini, avec qui il était lié, un moyen de se réserver les avantages réels du consulat arabe, sans en

avoir les charges. Mais M. Garavini ne put conserver la position qu'il lui avait faite. C'était un homme léger et vaniteux qui se rendit bientôt insupportable à l'autorité française, et qui n'avait pas assez de consistance pour qu'on songeât même à tirer parti de ses travers. Ensuite, on pensa qu'en cas de rupture avec l'Émir, sa qualité d'agent consulaire d'Amérique pouvait rendre embarrassant. En conséquence, le ministre refusa de le reconnaître, et fit signifier à l'Émir, par le maréchal Valée, qu'il eût à nommer un représentant de sa nation.

Abd-el-Kader était engagé dans l'expédition dont nous parlons dans le paragraphe précédent, lorsqu'il reçut cette notification. Il en fut profondément irrité, et y répondit d'un ton superbe, offrant dans les plis de son bournous, avec tout l'orgueil d'un romain, la paix ou la guerre. Voici sa lettre :

« Le prince des croyants, celui qui défend par les armes la cause de Dieu, El-Hadj-Abd-el-Kader, fils de Mahiddin(que Dieu le conserve), au gouverneur d'Alger, commandant des troupes françaises.

« Salut sur ceux qui se conforment aux ordres de Dieu.

« Mon consul Garavini m'a fait connaître qu'il ne peut continuer à s'occuper de mes affaires. Tu lui as écrit une lettre dont il m'a envoyé copie. Cette lettre, nous l'avons lue et comprise. Elle lui prescrit de renoncer à nous servir, et annonce que tu veux qu'un Arabe soit mis à sa place. Je ne puis consentir à cela. D'abord, je ne trouve chez les miens personne qui puisse remplir les fonctions de consul de manière à contenter les deux nations et veiller à leurs intérêts réciproques. Garavini est un homme sage qui ne

cherche que ce qui peut nous être avantageux aux uns et aux autres. Aucun Arabe, aucun Français ne serait en état de remplir ses fonctions. Ensuite, la France ne peut me forcer à prendre un consul de son choix. C'est à moi à voir ce que j'ai à faire. Si vous voulez nommer chez moi un consul arabe, nommez-le ; je ne m'y oppose pas. Mais on veut enfreindre le droit des gens. Pourquoi vous mêler du choix de mes agents ? Est-ce que je me mêle des vôtres ? Votre manière d'agir viole les principes consacrés entre les gouvernements. Mais il paraît qu'on est satisfait de voir régner le désordre à Alger et à Oran. On a empêché des personnes qui voulaient se rendre chez moi d'exécuter leur dessein. On les a même jetées en prison, et on leur a fait diverses avanies. Lorsque notre consul Garavini a réclamé, tu ne l'as pas écouté, et tu n'as plus voulu de lui. Cette conduite dénote un caractère violent. Elle prouve que tu veux faire naître la mésintelligence entre nous et le gouvernement français. J'ai choisi un chrétien de votre ville même, et vous n'en voulez pas !

« Au reste, je suis tout prêt à rompre, puisqu'on viole tous les usages, qu'on cherche à me contrarier dans ce qui regarde le bien de mon service, et qu'on veut me rabaisser. Tout le monde sait maintenant que j'ai fait choix de Garavini. Je ne dois pas en prendre un autre.

« Il faut écrire à ton ministre que j'entends conserver mon consul et que je n'en veux point d'autre. J'attends une prompte réponse. Nous espérons voir arriver de France un homme sage pour commander à Alger, un homme qui nous laisserait le repos, et qui ferait ce qu'il serait convenable de faire. Nous avons pensé que ta manière d'agir

ne serait pas celle des brouillons qui t'ont précédé. Mais, si tu marches sur les traces de ces gens-là, Dieu nous rendra victorieux de nos ennemis, de ceux qui veulent nous molester. Dieu a dit : *Que l'injustice retombe sur son auteur. Il a dit aussi : Il vaut mieux être opprimé qu'opprimeur.*

« Au reste, je ne m'écarterai pas du traité, si vous l'ob« servez vous-même.

« Écrit dans le mois de Ramadan de l'année 1254 (décembre 1837).»

Il était manifeste, par le style de cette lettre qui avait dû être étudiée, que l'Émir était convaincu que nous redoutions la guerre, et que ses idées avaient pris une direction qui nous forcerait tôt ou tard à la faire. D'un autre côté, les avantages de la paix factice obtenue par M. Bugeaud étaient à peu près nuls, puisque le seul bien positif que l'on pût espérer de son fâcheux traité était la cessation du brigandage, et que le brigandage, interrompu un instant, n'avait en définitive point cessé. Dans cet état de choses, il aurait été à propos de parler, pour le moins, aussi haut qu'Abd-el-Kader, et, si à ce désir de la paix dont on paraissait animé se joignait l'intelligence des moyens propres à la consolider, ne pas craindre de rappeler à l'infériorité de sa position un homme, puissant de cœur et de tête à la vérité, mais que la prospérité commençait à aveugler jusqu'à la démence⁽¹⁾.

(1) Je ne prétends pas prêcher ici une susceptibilité diplomatique exagérée. J'admets qu'il y a des choses qu'il faut savoir passer sous silence, et qu'enfin on ne doit pas mettre le destin des peuples à la merci d'un moment d'humeur. Mais,

Mais ce langage pouvait amener un peu plus tôt une rupture ouverte, qui aurait pu avoir du retentissement jusque dans la province de Constantine, où le maréchal Valée avait annoncé officiellement qu'à moins de *nouvelles fautes* la paix était assurée⁽¹⁾. Or, nous l'avons dit, lorsque les faits se sont trouvés en désaccord avec une idée émise par M. Valée, il s'est toujours obstiné à ne pas les voir. En conséquence, il ne vit dans l'orgueilleuse lettre de l'Émir que l'expression d'un instant d'humeur, et dans les actes de brigandage de ses Arabes que des événements fortuits que l'on ne pouvait empêcher.

Conformément aux ordres du ministère, M. Garavini cessa cependant ses fonctions officielles ; mais il avait conservé avec l'Émir des relations commerciales. Au moment où celui-ci marchait sur Hamza, il manda à ce négociant de se rendre auprès de sa personne, et lui envoya quelques cavaliers pour l'escorter dans le voyage. Cinq ou six autres Européens, poussés par le désir fort naturel de voir un pays nouveau, s'offrirent à l'accompagner. Le maréchal ne s'y opposa point. Tout cela paraît, à la première vue, assez simple ; mais pour ceux qui connaissaient la manière d'agir des Arabes, il n'en était point ainsi : la partie du territoire de l'Algérie où M. Garavini devait trouver Abd-el-Kader était précisément celle dont les termes, si ma-

dans l'espèce, un langage ferme n'aurait nui à rien. Je crois même qu'il aurait rendu l'Émir plus circonspect, et que, dans tous les cas, il n'aurait pu que hâter un dénouement inévitable que nous ne gagnâmes absolument rien à retarder.

(1) Dans une lettre adressée le 4 novembre au président du conseil des ministres et publiée dans le *Moniteur*.

lencontreusement équivoques, du traité de la Tafna, rendaient la possession contestable: or, l'Émir, en envoyant ouvertement chercher M. Garavini à Alger, en annonçant le point où l'on devait le conduire, comptait pouvoir juger, par la manière dont le maréchal prendrait ce voyage, de quel œil celui-ci considérerait sa propre présence à Hamza. Il eut lieu d'être satisfait, car, après quelques hésitations, fondées sur les considérations indiquées ci-dessus, lesquelles ne pouvaient échapper à l'esprit pénétrant du maréchal, on laissa partir M. Garavini et ses compagnons de voyage. L'Émir les reçut avec beaucoup de courtoisie, et immédiatement après leur départ d'auprès de lui, il marcha sur la tribu des Koulouglis d'Oued-Zeithoun, résolu de prendre jusqu'au bout la mesure de la patience du maréchal.

Nous avons fait connaître ailleurs l'origine de cette tribu établie sur le territoire contesté. Elle ne nous avait jamais été directement hostile ; quoiqu'elle eût préféré à tout une indépendance complète, que plusieurs de ses membres, engagés dans les troupes d'Ahmed-Bey, eussent combattu contre nous à Constantine, elle avait un kaïd de nomination française et, comme turque par ses pères, ne redoutait rien tant que la domination arabe. Aussi repoussa-t-elle avec hauteur la sommation que lui fit Abd-el-Kader de reconnaître son autorité. Décidée à le combattre, s'il se présentait chez elle, elle demanda à Alger des munitions de guerre qui lui furent accordées. Mais elle fut vaincue dans cette lutte inégale. L'Émir, contrairement à ses habitudes, la traita sans pitié : son kaïd, Beiram, blessé et prisonnier, fut décapité après avoir été promené dans le camp du vainqueur portant cousu sur son dos son brevet de kaïd signé du maréchal Clauzel. On était alors dans les premiers jours de janvier 1838.

Dès que la nouvelle de ce qui se passait à Oued-Zeithoun fut parvenue à Alger, le maréchal fit partir le directeur des affaires arabes avec les gendarmes maures, les spahis irréguliers et un petit détachement d'infanterie, pour observer les mouvements de l'Émir. Cet officier alla s'établir à la position du Fondouk, sur le Haut-Hamise. L'Émir était campé à trois lieues plus loin, à Bouderbah. Il paraissait vouloir s'avancer jusqu'aux portes d'Alger, car sa cavalerie avait franchi l'Oued-Khadra et mis à contribution plusieurs villages de Khachna. Il avait écrit au kaïd de cet outhan pour le sommer de venir prendre ses ordres, et annonçait publiquement que le territoire réservé à la France ne s'étendait pas jusqu'à l'Oued-Khadra, mais seulement jusqu'à l'Haouch-Khadra, c'est-à-dire jusqu'au méridien de la Maison-Carrée. D'après ces renseignements, fournis par le directeur des affaires arabes, le maréchal envoya au Fondouk une brigade commandée par le général Bernelle. Celui-ci, peu d'heures après son arrivée sur ce point, fit écrire à l'Émir, par le directeur des affaires arabes, la lettre suivante :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'on a rapporté à M. le maréchal gouverneur général que vous aviez fait un mal infini aux gens d'Oued-Zeithoun, et même fait mettre à mort le koulougli Beiram qui avait été nommé kaïd par le Gouvernement français. On ajoute que vos cavaliers ont saccagé hier Talaa-Khalifa qui est sur le territoire de Khachna ; enfin, l'effroi des populations de nos montagnes prouve qu'elles s'attendent à des actes de violences de votre part.

« En conséquence, M. le maréchal a fait marcher de nombreuses troupes qui se sont établies sur le Hamise. Le

général qui les commande me charge de vous dire que ce ne sera qu'à la dernière extrémité qu'il se portera à des actes d'hostilité, car M. le maréchal ne rompra la paix que s'il y est contraint. Mais, d'un autre côté, il ne doit abandonner ni les droits de la France, ni la défense des populations placées sur notre territoire. En conséquence, le général commandant les troupes désire que vous lui donniez quelques explications sur ce qui s'est passé ces jours-ci et sur vos intentions ultérieures. Il n'est pas nécessaire de vous dire que vous devez vous abstenir de dépasser Bouderbalah.

« Salut. »

Copie de cette lettre fut transmise au maréchal. Mais il paraît que le général Bernelle avait outrepassé ses instructions, car il fut immédiatement rappelé et mis aux arrêts. Le général Rulhière vint prendre lui-même le commandement des troupes qui étaient au Fondouk. Il fut convenu qu'on n'élèverait, pour le moment du moins, aucune prétention sur le territoire contesté, qu'on se bornerait à défendre la ligne de l'Oued-Khadra et de la crête des montagnes. Rendu timide par l'exemple du général Bernelle, le général Rulhière aurait voulu resserrer encore cette limite déjà si restreinte. Il fit des efforts prodigieux d'imagination pour se persuader qu'aucun des villages saccagés n'était sur notre incontestable territoire. On alla même, dans son état-major, jusqu'à nier la présence d'Abd-el-Kader à Bouderbalah. Mais, dans ce moment même, la lettre du directeur des affaires arabes produisait l'effet qu'on devait naturellement en attendre : l'Émir ne voulant pas pousser les choses trop loin, rappela ses coureurs et répondit qu'il allait se retirer. En effet, deux

jours après, il se dirigea sur Médéa en se maintenant toujours sur le versant méridional des montagnes. Les troupes françaises suivirent pendant quelque temps une direction parallèle à la sienne dans la Métidja et rentrèrent ensuite dans leurs cantonnements.

Pendant que l'Émir était à Hamza et à Oued-Zeithoun, il reçut la soumission de presque toutes les tribus de l'outhan de Sebaou. Il désigna pour son lieutenant dans ce pays un certain Ahmed-el-Thaieb-ben-Salem, issu d'une ancienne famille de marabouts de Khachna. Ben-Zamoun affecta d'abord de se tenir à l'écart ; néanmoins il l'envoya complimenter par son fils. Ceux des Koulouglis d'Oued Zeithoun qui, en assez grand nombre, ne voulurent pas se soumettre, se réfugièrent sur notre territoire. Le maréchal Valée les traita généreusement. On leur affecta près de Fondouk des terres où ils s'établirent, et l'on forma, avec ceux d'entre eux qui étaient en état de porter les armes, cinq compagnies soldées destinées à la garde de cette partie du territoire. On leur donna pour chef un nommé Dely-Hassein, homme intelligent et brave, qui avait servi dans les troupes du bey de Constantine.

Lorsque Abd-el-Kader fut rentré à Médéa, le maréchal Valée voulut discuter avec lui par la voie diplomatique la question des limites qu'il venait de lui laisser trancher en sa faveur par la force. L'Émir, qui était en possession du territoire contesté, accepta la discussion et s'y engagea avec beaucoup de calme. Elle roula principalement sur ces mots *au delà* de l'article 2 du traité de la Tafna, si étrangement rédigé. Voici ce que l'Émir répondit verbalement ou par écrit à tous les raisonnements qu'on put lui faire à ce sujet :

« Vous me dites : Lisez l'article 2 du traité, qui porte

que la France se réserve Alger, son sahel et la plaine de Métidja, bornée à l'est à l'Oued-Khadra et au delà. Qu'est-ce que cela peut vouloir dire, si ce n'est que le pays que vous vous êtes réservé dans la province d'Alger a une limite à l'est, et que cette limite est l'Oued-Khadra ? Ces mots *au delà* sont une expression oiseuse qui ne signifie rien. Si la France l'a entendu autrement, pourquoi a-t-elle fixé une limite à l'est ? car, enfin, qu'est-ce qu'une limite, si ce n'est la ligne de séparation de deux héritages ? Ainsi, vous vous étendez jusqu'à l'Oued-Khadra, et vous n'avez rien à prétendre au delà. Quant à ce que vous dites que, d'après l'article 3, je n'ai rien à voir dans les tribus qui ne sont pas sur mon territoire, je ne le nie point. Mais Hamza et Sebaou sont sur mon territoire, précisément parce qu'ils ne sont pas sur le vôtre. »

L'Émir ne voulut jamais sortir de là. En vain lui objectait-on que c'était la Métidja que le traité disait être bornée à l'est par l'Oued-Khadra, ce qui n'était que l'énonciation d'un fait physique, énonciation assez inutile peut-être, mais que l'expression *au delà* avait une signification très-positive, et qu'elle voulait dire que nous n'avions pas voulu nous borner dans l'est. Il avoua seulement une fois et verbalement au directeur des affaires arabes, que sur sa demande le maréchal lui avait envoyé, que les termes du traité étaient équivoques, et que l'opinion contraire à la sienne pouvait être soutenue de bonne foi.

Abd-el-Kader tenait beaucoup à asseoir son autorité sur les tribus qui sont à l'est de la province d'Alger, car c'étaient celles-là qui alimentaient principalement nos marchés. En y établissant son pouvoir, il se rendait le dominateur de tout le commerce, et pouvait, en cas de guerre déclarée,

affamer Alger, ce qui en effet eut lieu deux ans plus tard. M. le maréchal Valée le comprenait fort bien, mais il s'était engagé dans une fausse voie, d'où il lui fut impossible de sortir.

Depuis la conclusion du traité de la Tafna, Abd-el-Kader avait l'intention d'envoyer à Paris un agent diplomatique. Dire ce qu'il espérait de cette mesure est assez difficile. Néanmoins, comme son rêve favori était la domination de tout l'intérieur de l'Algérie et la restriction de celle de la France à quelques points du littoral, on peut croire que c'est à cela qu'elle se rattachait. Cette combinaison avait de nombreux partisans en France, et l'Émir ne l'ignorait pas. Dans le mois de février, il fit partir de Médéa Miloud-ben-Arach, sur lequel son choix s'était porté. Cet Arabe avait pour interprète le juif Durand, agent élastique, qui passait alternativement au service des deux partis. Il resta plusieurs jours à Alger, remettant à son retour de France le règlement définitif de la question des limites, sur laquelle le maréchal était devenu très-pressant. M. Valée vit bien que c'était à Paris qu'il comptait réellement la traiter, et, en le faisant embarquer pour la France, il écrivit au ministère qu'il entendait qu'il n'en fût point ainsi. Comme la volonté du maréchal était toute-puissante alors, on fit ce qu'il désirait. Ben-Arach ne fut à Paris qu'un ambassadeur de parade. Chaque fois qu'il voulait ouvrir la bouche sur les affaires qu'il avait cru pouvoir y traiter, on le renvoyait au gouverneur général. Nous verrons dans le livre suivant ce qui se passa lorsqu'il revint à Alger quelques mois plus tard.

Abd-el-Kader avait nommé des kaïds dans les montagnes de Khachna, des Beni-Mouça et des Beni-Khe-lil, dont la partie située au sud des crêtes lui appartenait

incontestablement, d'après le traité de la Tafna. Mais ses kaïds étendirent leurs prétentions bien au delà de cette limite légale. Il en résulta, dans le mois de février et dans le mois de mars, d'assez fréquents conflits entre eux et les nôtres. Celui que l'Émir avait placé à la montagne de Beni-Mouça ayant établi un marché presque dans la plaine près de celui de l'Arba, notre kaïd le dispersa par la force. Il y eut quelques coups de fusils tirés et un homme tué. Dans l'est, Ben-Salem disputait à notre kaïd de Khachna la tribu des Beni-Aïcha, qui se trouvait sur le territoire contesté. Il avait rallié à lui la plupart des chefs influents de l'Outhan de Sebaou, même Ben-Zamoun, qui ne dédaigna pas, dans deux ou trois circonstances, de remplir sous lui les fonctions d'agha. Mais le kaïd des Issers, Mustapha-ben-Omar, d'origine turque, lui résista et fut obligé de se réfugier à Alger. On l'y accueillit bien ; on l'entretint plusieurs mois, dans la pensée que l'Outhan de Sabaou appartenant à la France, on ne tarderait pas à le rétablir dans son kaïdat, même à main armée s'il le fallait. Mais, à la fin, cet homme voyant que tout se bornait à des promesses, dont rien ne garantissait l'exécution, s'arrangea avec le gouvernement d'Abd-el-Kader, qui le traita bien, et qu'il servit fidèlement.

Les actes de brigandages des Arabes de l'Émir s'étaient un peu ralentis pendant que Ben-Arach était à Alger. Après son départ, ils recommencèrent. Le maréchal finit par en éprouver quelque irritation ; mais craignant tout ce qui aurait pu amener une rupture ouverte, il n'en fit jamais porter la moindre plainte à l'Émir. Il lui arriva même plus d'une fois de faire relâcher des malfaiteurs pris en flagrant délit, dès qu'il pensait qu'ils pouvaient être réclamés par celui-ci. Cependant il fallait, si l'on voulait

établir la sécurité, ou faire nous-mêmes sur notre territoire une police très-sévère, ou exiger impérieusement qu'Abdel-Kader retint ses maraudeurs. On ne fit ni l'un ni l'autre ; l'on se mit dans un milieu stérile. On ne prit aucune mesure rigoureuse contre les brigands, mais on tracassa quelques Maures inoffensifs qui voulaient aller vivre sur les terres de l'Émir, ainsi que le traité leur en donnait le droit ; on expulsa d'Alger un pauvre ouvrier charron qui lui avait confectionné un méchant petit affût. Le même traitement fut infligé à M. Garavini qui, après le refus fait par le ministre de le reconnaître comme agent de l'Émir, ayant continué à se rendre incommode à l'autorité, s'était déjà vu retirer son exequatur de consul d'Amérique. Enfin, on se borna à des actes puérils de mauvaise humeur. Cependant, vers la fin de mars, conformément aux ordres du ministre, nos troupes formèrent de nouveaux établissements à l'est et à l'ouest de notre petit territoire.

Trois projets d'occupation étaient présentés pour l'est : M. le général Rulhière était d'avis que l'on occupât le Fondouk ; M. Mangai, capitaine du génie fort éclairé, qui avait été chargé de la reconnaissance des lieux, penchait pour la haute colline de Cara-Mustapha, située à 7 kilomètres plus loin sur la rive gauche de l'Oued-Khadra, au point où cette rivière prend le nom d'Oued-Boudouaou ; l'auteur de cet ouvrage avait proposé depuis longtemps l'emplacement où s'était livré le combat du 25 mai 1837. Au lieu de choisir un de ces points, on se détermina à les occuper tous les trois. Deux camps retranchés furent construits au Fondouk et à Cara-Mustapha où l'on établit le 2^e léger. On éleva un blockhaus dans la redoute de Boudouaou et l'on confia ce poste aux Koulouglis d'Oued-Zeithoun.

C'était une très-mauvaise combinaison. Il fallait un camp unique, car la multiplicité des postes diminue nécessairement la portion mobilisable des troupes, les cloue au sol, et rend les ravitaillements plus difficiles. M. le maréchal Valée put le reconnaître plus tard.

L'établissement des camps de l'est eut lieu le 25 mars. La veille, le 63^e de ligne et les zouaves étaient allés prendre possession de Coléa, mais sans s'établir dans l'intérieur de la ville où il fut interdit aux Européens de pénétrer. Les troupes construisirent un camp sur un petit plateau qui la domine à très-courte distance. Le maréchal Valée, qui s'était rendu sur les lieux, désigna lui-même cet emplacement. Le 3 mai, il se transporta à Blida avec le 24^e le 47^e et le 48^e de ligne, et en prit possession de la même manière. On y établit deux camps : l'un, qui reçut la dénomination de camp supérieur, à 1,500 mètres au nord-ouest de la ville, et l'autre, dit camp inférieur, à pareille distance, au nord. Ces camps furent mis sous le commandement du général Galbois, maréchal-de-camp arrivé récemment de France, pour remplacer le général Bro qui y avait été rappelé. L'entrée de Blida fut provisoirement interdite aux Européens, comme celle de Coléa. Ces deux villes continuèrent à être administrées par des hakems arabes. On ne rencontra de la résistance nulle part. Quelques champs de blé ayant souffert auprès de Blida, par suite des mouvements de troupe et de l'établissement des deux camps, les propriétaires furent religieusement indemnisés.

Détournons maintenant nos regards de la province d'Alger et portons-les un instant sur celle d'Oran. Nous avons dit, dans le livre XXIV, que le général Bugeaud la quitta dans le mois de décembre, et que le général Auvray

en prit le commandement. Ce nouveau commandant ne resta que fort peu de temps à Oran, car dans le mois de janvier il fut nommé chef d'état-major de l'armée d'Afrique et partit pour Alger. Pendant qu'il était à Oran, il fit mettre en prison les chaouchs du consul arabe qui, à l'instigation de leur maître, s'étaient permis des actes d'autorité sur le marché de cette ville. L'Émir s'en plaignit amèrement ; mais le consul devint plus circonspect. Le général Rappatel remplaça à Oran le général Auvray qui lui-même avait remplacé, non le général Bugeaud, dont il n'avait ni le rang ni les pouvoirs, mais simplement le général Brossard, tombé en disgrâce pour des causes extrêmement graves dont j'ai pris l'engagement de parler, ce que je vais faire avec regret, car le sujet est fâcheux.

Nous avons dit, au commencement du livre XXII, que lorsque Abd-el-Kader se chargea lui-même du ravitaillement de Tlemcen, le juif Durand lui fit entendre que la remise des prisonniers arabes faits à la Sikak serait le prix de ce service, de sorte que l'Émir crut avoir fait avec l'autorité française une convention par laquelle il aurait payé en bœufs, grains et transports, la rançon de ses prisonniers qui lui furent en effet rendus. Or, Durand ayant reçu en espèces le prix réel de ces objets, put de cette manière se l'approprier en totalité. L'Émir croyant n'avoir rien de plus à réclamer que ses prisonniers, et l'autorité française ayant soldé les comptes de Durand, cette affaire paraissait complètement terminée. Il ne semblait pas à Durand que rien pût jamais faire découvrir la vérité ; mais peu de temps après la conclusion du traité de la Tafna, quelques Français faits prisonniers, dans la province d'Alger, ayant été conduits à l'Émir, et celui-ci se

disposant à les renvoyer à Oran, un des siens lui dit : « Quoi ! vous leur rendez leurs prisonniers pour rien ! Ils vous ont bien fait payer les vôtres. » Ce propos, qui du reste ne changea rien aux dispositions de l'Émir, parvint aux oreilles de M. Bugeaud. Ce général, connaissant déjà la duplicité de Durand, fit aussitôt partir pour Mascara un de ses officiers qui obtint d'Abd-el-Kader tous les éclaircissements désirables. M. Bugeaud manda Durand, qui avoua effrontément le fait, disant qu'il était négociant, que son métier était de gagner de l'argent, que c'était avec lui que l'administration française avait traité ; que les clauses du marché ayant été fidèlement exécutées, elle n'avait aucun compte à lui demander des bénéfices qu'il avait pu faire, ni de la manière dont il se les était procurés. Ceci était légalement vrai : car Durand avait en effet figuré seul dans le marché. Il avait transporté ou fait transporter à Tlemcen les denrées convenues ; on lui en avait payé le prix ; et tout était dit. La remise des prisonniers n'était qu'une mesure proposée par lui, et acceptée par l'autorité française, pour faciliter l'opération et obtenir le concours de l'Émir, sans lequel elle n'aurait pu évidemment avoir lieu. Abd-el-Kader s'était même contenté à cet égard d'une simple promesse, car la remise des prisonniers, qu'il fallait faire revenir de Marseille où ils avaient été envoyés, n'avait été effectuée que quelques mois après le ravitaillement, presque à l'époque du traité de la Tafna, et par conséquent sous le commandement de M. Bugeaud lui-même. Durand ajouta que du reste, quoiqu'il n'eût aucun compte à rendre de ses bénéfices, il déclarait les avoir partagés avec M. de Brossard, dont l'appui pouvait lui être nécessaire pour d'autres opérations. Il dit de plus que le général Brossard

l'avait plusieurs fois sollicité d'offrir ses services à l'Émir, moyennant 200,000 fr. une fois payés, et 50,000 francs de rente pour sa famille, s'engageant à ce prix, et avec le secours des mécontents qu'il ferait venir de France, à chasser avant un an les Français de l'Algérie. Durand fit cette dénonciation en protestant que, tout homme d'argent qu'il était, il ne voudrait pour rien au monde tremper dans un acte de trahison contre la France, et que c'était uniquement pour cela qu'il faisait connaître au général Bugeaud les intentions perverses de M. de Brossard. M. Bugeaud, après avoir reçu cette étrange confession, et réuni plusieurs renseignements venus d'autres sources sur des parts de bénéfices que le général Brossard aurait retirées des marchés de subsistance passés à Oran, et sur des tentatives de corruption de fonctionnaires publics exercées dans le but de favoriser de frauduleuses opérations, mit ce général aux arrêts forcés, à la suite d'une longue conversation qu'il eut avec lui. Il écrivit en même temps au ministre pour lui faire connaître les charges qui s'élevaient contre M. de Brossard, et il lui annonça qu'il allait le renvoyer en France, où le gouvernement en ferait ce qu'il jugerait à propos. Mais cette sévérité ne se soutint pas longtemps : les arrêts de M. de Brossard furent levés ; au lieu de le faire partir pour la France, on l'envoya en Espagne ; une nouvelle lettre de M. Bugeaud vint conjurer le ministre de ne donner aucune suite judiciaire à la première, et de permettre à M. de Brossard d'aller finir sa carrière militaire au service du Portugal. Enfin, M. le commandant de la division d'Oran réclama directement l'indulgence du Roi, en faveur de celui dont il s'était porté l'accusateur. M. Bugeaud alléguait, pour justifier ce changement de conduite, la profonde

compassion que lui inspira M. de Brassard, dont la famille venait d'arriver à Oran. Nous ne mettons certainement pas en doute les sentiments d'humanité dont il était animé ; mais nous devons dire que quelques personnes commencèrent dès lors à penser qu'il pouvait bien y avoir dans son désir d'étouffer cette affaire un motif tout personnel, et après avoir lu ce qui va suivre, le lecteur pensera peut-être de même.

M. de Brossard, soit qu'il fût fort de son innocence, soit qu'il eût confiance dans la puissance des révélations qu'il avait à faire, n'alla pas en Portugal, ne resta pas même en Espagne, et vint se livrer à la justice française. Il fut jugé à Perpignan par le 1^{er} conseil de guerre de la 21^e division militaire, dans les premiers jours de septembre 1838. Il était accusé de concussion, de tentative de corruption de fonctionnaires publics, d'immixtion comme fonctionnaire dans des affaires incompatibles avec sa qualité, de proposition de complot dans le but de faire armer les habitants contre l'autorité royale. Les griefs énoncés dans le rapport de M. Bugeaud furent reproduits dans les débats.

Mais bientôt M. de Brossard, passant du rôle d'accusé à celui d'accusateur, reprocha à M. Bugeaud d'avoir vendu à un négociant, le sieur Puig-y-Mundo d'Oran, le secret de la paix, pour une somme d'argent. Il s'agissait d'une affaire dans laquelle, en donnant à temps opportun à ce négociant connaissance de la conclusion de la paix, on lui procurait certains bénéfices qu'il devait partager avec M. Bugeaud. Ce dernier avoua le fait, et reconnut qu'il pouvait bien avoir quelque chose de contraire à *la dignité du commandement*. Ce furent ses propres expressions.

Mais il ajouta qu'il n'y avait rien contre l'honneur et qu'il destinait cette somme aux chemins vicinaux de son arrondissement d'Excideuil en Dordogne, qu'il avait déjà envoyé 7,000 francs au préfet de son département, lorsqu'ayant conçu des scrupules sur le degré de moralité de cette affaire, il força Puig-y-Muodo à reprendre son argent. M. Bugeaud dit aussi qu'avant de partir de Paris, il avait demandé à M. Molé, alors président du conseil des ministres, s'il lui serait permis, en cas qu'il traitât avec l'émir, d'exiger de lui 100,000 francs, toujours pour les chemins vicinaux d'Excideuil ; il dit que M. Molé lui avait répondu qu'il ne voyait rien que d'*honorable* dans cette demande, et qu'il l'appuierai, si elle était présentée au conseil ; mais que lui, général Bugeaud, considérant que le boudjou est l'unité monétaire des Arabes, avait pensé qu'il ne lui en *coûterait pas plus* d'exiger 100,000 boudjous (soit 180,000 francs) que 100,000 francs, et qu'il pourrait distribuer les 80,000 francs de surplus aux officiers de son état-major, y compris M. Brossard.

M. Molé nia, aussitôt qu'il eut connaissance des assertions de M. Bugeaud, avoir jamais rien dit de semblable⁽¹⁾ ; mais M. Molé avait aussi nié en pleine chambre que le traité de la Tafna fût ratifié le jour même où il en annonçait la ratification à Alger.

Il est certain que de l'argent fut demandé à Abd-el-Kader ; il est présumable, ainsi que nous l'avons dit au 22e livre de nos *Annales*, auquel nous renvoyons le lecteur, que ce fut parce qu'il trouva un peu chère la diplomatie domestique du général Bugeaud, qu'Abd-el-Kader

(1) Voir le Moniteur universel, du 7 septembre 1838.

chercha à traiter avec le général Damrémont.

Les aveux de M. Bugeaud rendirent très-incisif le défenseur de M. Brossard. Il en résulta de déplorables emportements de la part du premier de ces deux généraux, qui se sentait dans une position tellement équivoque, que maintenant encore il faut que l'esprit se recueille un instant pour se rappeler lequel des deux était l'accusé dans ce procès si scandaleusement célèbre.

Le conseil de guerre écarta tous les chefs d'accusation, excepté le troisième. En conséquence, le général Brossard ne fut condamné qu'à six mois de prison et à la dégradation. M. Brossard se pourvut en révision. Le jugement fut cassé pour vice de formes, et un autre conseil de guerre acquitta purement et simplement cet officier général, que le Gouvernement mit aussitôt à la retraite.

LIVRE XXVI.

Usurpations d'Abd-el-Kader dans la province de Constantine. — Farhat-ben-Saïd et Bel-Azouz dans le Zab. — Expédition de l'Émir sur Aïn-Madi. — Prétendue convention du 4 juillet. — État de l'occupation française dans la province d'Alger durant l'été de 1838. — Violences exercées à Tenez sur des négociants français. — Arrestation par les agents de l'Émir de deux courriers du maréchal Valée, et meurtre de l'un des deux. — Le général Castellane à Bône. — Commandement du général Négrier à Constantine. — Son rappel. — Le général Galbois le remplace.

Ahmed-Bey, après la prise de Constantine, s'était retiré dans le mont Aurès. Ne désespérant point de rétablir sa fortune, il cherchait de là à agiter les tribus. Ses agents ne cessaient de répéter que les Français ne resteraient pas à Constantine, qu'ils entreraient en arrangement avec lui, et qu'alors il punirait avec sa sévérité ordinaire ceux qui l'auraient trop facilement abandonné.

Par ce moyen, et par l'argent qui lui restait encore (car il avait fait sortir ses trésors de sa capitale avant que les Français en eussent commencé le siège), il était parvenu à rallier à lui quelques troupes, avec lesquelles il résolut d'aller attaquer Farhat-ben-Saïd, dans le Zab. Le lecteur doit se souvenir que cet Arabe puissant était depuis longtemps son ennemi. Ensuite, comme Farhat s'était rendu de sa propre personne à Constantine après la prise de cette ville, pour rendre hommage au vainqueur, Ahmed craignait avec raison que l'exemple d'un personnage aussi éminent n'entraînât bientôt tout le reste de la

province. Il avait donc un double intérêt à l'abattre. Farhat lui résistait depuis plusieurs années ; il s'était même, dans ces derniers temps, rendu maître de Biskara. Mais ce cheik ne se dissimula pas que sa soumission ostensible aux chrétiens avait dû lui faire des ennemis, même parmi ceux qui jusqu'alors avaient suivi sa bannière, et qu'ainsi, quoique Ahmed fût réellement plus faible que les années précédentes, il pouvait fort bien par le fait être devenu plus fort par rapport à lui. En conséquence, il fit demander du secours à Constantine. Le général Négrier, qui y commandait alors, ne crut pas pouvoir lui en accorder. Farhat ainsi abandonné à lui-même fut obligé de reculer devant son ennemi, dont les troupes occupèrent Biskara. Pressé par un adversaire implacable, voyant qu'il n'avait rien à attendre des Français, le malheureux cheik s'adressa à Abd-el Kader, et lui députa son frère et un jeune marabout du Tolga, nommé El-Hussen Bel-Azouz.

L'Émir était encore à Médéa. Quoiqu'il lui fût bien positivement interdit, par le traité de la Tafna, de se mêler en rien des affaires de la province de Constantine, qu'il fût impossible d'élever l'ombre d'un doute à cet égard, il ne voulut pas laisser échapper une si belle occasion d'augmenter sa puissance. Par son ordre El-Barkani, son khalifa de Médéa, se mit à la tête d'une petite armée, et marcha contre Ahmed-Bey. Avant la fin de mai Biskara était reprise ; les troupes d'A Ahmed étaient dispersées, et lui-même réduit à quelques serviteurs fidèles commençait, sur les frontières de Tunis, cette vie vagabonde et pénible qu'il mena si longtemps. Ainsi ce fut Abd-el-Kader qui porta le dernier coup à la puissance de l'ex-bey de Constantine. Bel-Azouz, le marabout dont nous avons parlé plus haut,

fut nommé son lieutenant dans leZab.

Farhat-Ben-Saïd, réduit à un rôle subalterne, s'indigna de la position que lui avait faite son ambitieux protecteur. Il chercha à se remettre en relation avec le maréchal Valée ; mais l'Émir, instruit de ses menées, le fit arrêter et l'envoya prisonnier à Takdemt.

Dans la Medjana, Abd-el-Salem, qui avait reconnu la souveraineté d'Abd-el-Kader, et qui, ainsi que nous l'avons dit au livre précédent, était devenu son représentant dans cette contrée, eut à la même époque une petite guerre à soutenir contre Ahmed-ben-Mohammed-el-Mokrani. Elle ne fut ni longue ni sanglante. El-Mokrani vaincu se retira à Zamora. Cet homme appartenait à la famille des Mokrani ou Beni-Gandous, à laquelle Abdel-Salem appartient lui-même. Ce dernier, quelque temps avant la prise de Constantine, ayant fait naître des soupçons sur sa fidélité dans l'esprit méfiant d'Ahmed-Bey, avait été arrêté, et Ahmed-ben-Mohammed avait été nommé kaïd de la Medjana à sa place. Son innocence ayant été reconnue, il n'avait pas tardé d'être remis en liberté, mais il était resté sans emploi. Après la prise de Constantine, il était retourné à la Medjana où il avait reconquis peu à peu son autorité. Ahmed-ben-Mohammed paraissait avoir abandonné la partie, lorsqu'il tenta subitement un effort qui, comme on vient de le voir, ne lui réussit point.

Abd-el-Kader ayant établi, au mépris des dispositions les plus formelles du traité de la Tafna, son autorité à l'ouest et au midi de la province de Constantine, marcha sur Aïn-Madi, ville du Sahara, capitale d'un petit État dont l'indépendance contrariait ses vues ambitieuses, quoiqu'il ne lui fût point hostile.

Aïn-Madi est à six fortes journées de marche au sud de Médéa. On ignore l'époque de sa fondation. On sait seulement que, bien avant l'établissement des Turcs en Algérie, elle était, comme Tugurth, la capitale d'une petite principauté où régnait la famille des Oulad-Ali, qui existe encore. Cette famille fut dépossédée par celle des Tedjini, qui est originaire du Maroc où elle a encore des propriétés. Lorsque les Turcs eurent établi leur domination en Algérie, ils essayèrent plusieurs fois de soumettre Aïn-Madi ; mais cette ville sut résister ou détourner l'orage par des présents. Une fois cependant elle fut obligée de se rendre à Mohammed-el-Kebir, bey d'Oran. C'était en 1783 ; cette soumission ne fut que passagère, car deux ans après, Mohammed-el-Kebir se trouva dans la nécessité de diriger contre Aïn-Madi une seconde expédition qui échoua, après un siège de plus de deux mois. Entre ces deux expéditions, le prince arabe qui régnait à Aïn-Madi, et qui était l'aïeul du Tedjini à qui Abd-el-Kader eut affaire, avait réparé et augmenté les défenses de la place. En 1826, le Tedjini de cette époque se crut assez fort pour prendre l'offensive contre les Turcs. Il s'avança jusqu'à Mascara qu'il assiégea. Il avait déjà enlevé deux faubourgs, lorsque le bey Hassan accourut d'Oran au secours de la place. Tedjini lui livra bataille dans la plaine d'Eghrès, mais, trahi par une partie de ses Arabes, il fut vaincu et tué après s'être vaillamment défendu. Le bey Hassan poursuivant ses avantages vint à son tour attaquer Aïn-Madi, mais le Tedjini de notre temps, appelé El-Hadji-Mohammed-Ben-Salem-el-Tedjini, qui avait succédé à son frère, le força de se retirer après quatorze jours de siège. Le bey, poursuivi dans sa retraite, perdit beaucoup de monde.

Aïn-Madi ne compte pas plus de trois cents maisons. Elle a une petite casbah et un bon mur d'enceinte très épais et flanqué de tours. Elle a deux portes couvertes chacune par un ouvrage extérieur en maçonnerie. La ville est entourée d'une zone de jardins, dont les murs extérieurs forment une première enceinte concentrique à celle de la ville, et susceptible de défense. La fontaine d'Aïn-Madi, qui donne son nom à la ville, ne coule pas dans son enceinte, mais elle en est fort rapprochée. Il y a dans la place trois puits qui suffisent aux besoins des habitants.

Tel était le petit État contre lequel Abd-el-Kader tourna ses armes vers le printemps de 1838. L'Émir y rencontra plus de résistance qu'il ne s'y était attendu. Pendant huit mois il tint Aïn-Madi assiégée, et perdit beaucoup de monde dans divers assauts toujours repoussés. Enfin il attaqua parla mine. Tedjini, craignant alors d'être forcé, accepta des propositions qui lui étaient faites depuis longtemps et qui paraissaient n'avoir pour but que de mettre à couvert l'honneur des armes de l'Émir. D'après ces propositions Tedjini devait abandonner Aïn-Madi et se retirer à El-Agrouat. Abd-el-Kader devait alors entrer dans la place ; mais, satisfait de cet acte de puissance, il s'engageait à n'y rester que cinq jours, après quoi Tedjini pourrait y retourner et remonter sur son petit trône. Un traité fut fait dans ce sens ; mais pendant les cinq jours qu'Abd-el-Kader passa à Aïn-Madi, ses soldats en ruinèrent presque tous les édifices, de sorte que, lorsque Tedjini y rentra, il n'y trouva guère que des ruines⁽¹⁾.

(1) Voici en quels termes Abd-el-Kader écrivit à El-Hadj-el Thaïb, son oukil à Oran, pour lui faire connaître son expédition d'Aïn-Madi :

Pendant qu'Abd-el-Kader était occupé du siège d'Aïn-Madi, son envoyé, Ben-Arach, revint de France. Le ma-

« Dieu nous ayant donné mission de veiller sur les intérêts des Musulmans, de prendre la direction de tous les peuples soumis à la loi de notre seigneur Mohammed (que le salut soit sur lui), nous sommes allés dans le Sahara, non pour nuire aux croyants, non a pour les combattre, les détruire ou les abaisser, mais pour consolider leur foi, les réunir dans un intérêt commun, et pour rétablir l'ordre.

« Tous ont écouté notre voix, tous nous ont obéi, et nous ont accepté pour chef, autant que cela pouvait être. El-Tedjini seul s'y est refusé. Nous nous sommes trouvés en face de ceux qui lui obéissaient ; ils étaient prêts à nous combattre. Mais nous les avons conjurés de venir à nous, pour l'amour de Dieu et de son prophète. Nous leur avons rappelé, à cet effet, divers passages de nos saintes écritures.

« Tout a été inutile, et nous avons désespéré de leur conversion. Nous avons craint, en usant d'indulgence à leur égard, de manquer le but que nous voulons atteindre, but qui consiste à *rattacher à un seul* centre les intérêts des Arabes, à instruire les ignorants dans la loi du prophète, à empêcher les mauvais exemples de germer parmi eux, à les préserver de la corruption qui peut leur venir de certains Arabes et des gens des villes, à mettre enfin à l'abri leurs femmes et leurs enfants.

« Usant alors du droit du plus fort, et d'ailleurs ayant été attaqués, nous avons ordonné à nos soldats victorieux de les combattre. La religion l'ordonnait. Mais ils prirent la fuite devant nos troupes.

« Nous les avons alors conjurés de nouveau de nous écouter. Ils s'y sont encore refusés. Tedjini nous dit qu'il comptait sur la force de ses remparts et sur le courage des habitants de la ville.

« Dès lors la place fut assiégée. Nos mines étant parvenues sous les remparts, les habitants effrayés demandèrent pardon et sûreté. Bien qu'ils nous eussent trompé plus d'une fois, l'un et l'autre leur

réchal Valée voulut, à son passage à Alger, terminer enfin avec lui la question des limites. Il formula ses demandes dans quatre articles ainsi conçus :

Article 1^{er}.

(Relatif à l'article 2 de la convention.)

Dans la province d'Alger, les limites du territoire que la France s'est réservé au delà de l'Oued-Khadra sont fixées de la manière suivante : le cours de l'Oued-Khadra jusqu'à sa source au mont Tibiarin, de ce point jusqu'à l'Isser

furent accordés : car le Très-Haut a dit : *Pardonnez et oubliez*. Nous espérons qu'un jour il nous tiendra compte de notre conduite, et nous fera miséricorde, en faveur du sang que nous avons épargné, et des femmes dont nous avons protégé la pureté.

« Le pardon fut donc accordé à la condition que les habitants quitteraient la ville pour aller où bon leur semblerait. Tous ont, en effet, quitté la ville où El-Tedjini a cependant laissé ses femmes et ses enfants qui ont été conduits à El-Agrouat. Ainsi la guerre est terminée. Je vous écris sur la terrasse de la maison d'El-Tedjini.

« J'ai résolu, pour exemple, de détruire cette ville. Que Dieu nous conserve la victoire, et qu'il nous préserve d'une mauvaise fin !

« Musulmans, priez Dieu pour votre Émir. Il ne travaille que dans votre intérêt. Réjouissez-vous, et demandez à Dieu qu'il le consolide et le fortifie ; croyez en la miséricorde divine, et lisez le chapitre du Coran Amran, et dites : O toi qui gouvernes l'univers ! tu donnes et ôtes le pouvoir à ton gré. Tu rabaisses, tu flétris, selon que tu le désires ; dans ta main est le bien, parce que tu es puissant sur toutes choses ; tu changes la nuit en jour et le jour en nuit ; tu fais sortir la vie du sein de la mort. Sans effort tu fais prospérer qui tu veux. O Musulmans ! ne cherchez pas de protecteurs parmi les infidèles ; n'en cherchez que parmi les croyants. »

au-dessus du pont de Beni-Hini, la ligne actuelle de délimitation entre l'outhan de Khachna et celui de Beni-Djead, et, au delà de l'Isser jusqu'au Bibans, la route d'Alger à Constantine, de manière à ce que le fort de Hamza, la route royale et tout le territoire au nord et à l'est des limites indiquées, restent à la France, et que la partie du territoire de Beni-Djead, de Hamza et de Ouannougha, au sud et à l'ouest de ces mêmes limites, soit administrée par l'Émir. Dans la province d'Oran, la France conserve le droit de passage sur la route qui conduit actuellement du territoire d'Arzew à celui de Mostaganem ; elle pourra, si elle le juge convenable, réparer et entretenir la partie de cette route, à l'est de la Macta, qui n'est pas sur le territoire de Mostaganem, mais les réparations seront faites à ses frais et sans préjudice des droits de l'Émir sur le pays.

Article II.

(Relatif à l'article 6 de la convention.)

L'Émir, en remplacement des 30,000 fanègues de blé et des 30,000 fanègues d'orge qu'il aurait dû donner à la France avant le 15 janvier 1838, versera chaque année, pendant dix ans, 2,000 fanègues (d'Oran) de blé et 2,000 fanègues (d'Oran) d'orge. Ces denrées seront livrées à Oran, le 1er janvier de chaque année, à dater de 1839. Toutefois, dans le cas où la récolte aurait été mauvaise, l'époque de la fourniture serait retardée.

Article III.

(Article 7 de la convention.)

Les armes, la poudre, le soufre et le plomb dont l'Émir

aura besoin, seront demandés par lui au gouverneur général, qui les lui fera livrer à Alger, au prix de la fabrication et sans aucune augmentation pour le transport par mer de Toulon en Afrique.

Article IV.

Toutes les dispositions du traité du 30 mai 1837, qui ne sont pas modifiées par la présente convention, continueront à recevoir pleine et entière exécution, tant dans l'est que dans l'ouest.

Ben-Arach ne discuta que faiblement les prétentions du maréchal ; mais il se trouva que cet agent, qui bien certainement aurait eu des pleins pouvoirs, s'il se fût agi d'accepter des conditions tout à l'avantage de son maître, déclara ne pas en avoir dès qu'il vit qu'il était question de rectifier ce que le traité de la Tafna avait de trop évidemment defectueux ; néanmoins, il apposa, le 4 juillet, son cachet aux propositions, mais comme simple visa et sans s'engager à autre chose qu'à les présenter à l'Émir. Il partit d'Alger le lendemain avec le commandant de Salles, premier aide de camp et gendre du maréchal. Cet officier était chargé de combattre les objections que pourrait faire Abd-el-Kader, mais il ne put parvenir jusqu'à lui. L'Émir, alors aux prises avec Tedjini, était bien aise de reculer le moment où il aurait à répondre par un refus formel aux demandes du maréchal. En conséquence, les autorités arabes retinrent M de Salles à Miliana sous divers prétextes. Ben-Arach le quitta pour aller voir sa famille à Mascara, et il resta seul avec le juif Durand. Enfin, après quinze jours d'attente et d'ennuis de toute espèce, il rentra à Alger sans avoir rien fait ni pu faire. Cependant le maréchal avait mis tout en œuvre pour bien

disposer l'esprit d'Abd-el-Kader ; il lui avait expédié des armes, de la poudre, des obus pour son siège d'Aïn-Madi ; des ouvriers français, armuriers et mécaniciens, s'étaient engagés au service de l'Émir ; mais au moment de quitter Alger, ils hésitaient, soit par inconstance, soit par crainte d'être retenus prisonniers, si la guerre venait à éclater ; le maréchal les obligea à partir, et des gendarmes les conduisirent à la frontière. Toutes ces avances n'aboutirent à rien. L'Émir reçut les utiles présents qu'on lui fit, mais il resta muet quant aux quatre articles modificatifs du traité de la Tafna. Les circonstances étaient graves ; l'Émir ne voulait évidemment rien céder ; il ne cherchait qu'à gagner du temps. La guerre ou la consécration de ses usurpations étaient les conséquences infaillibles de cet état de choses ; il fallait choisir. En acceptant la guerre, il aurait été avantageux de la commencer sur-le-champ, pendant qu'Abd-el-Kader était arrêté devant Aïn-Madi. Si l'on ne la voulait pas, il fallait rentrer tête baissée dans le système que le général Desmichels proclama le premier, c'est-à-dire abandonner à l'Émir tous nos droits sur l'intérieur de la Régence, même sur la province de Constantine, et négocier, d'après cette base si éblouissante pour son ambition, une nouvelle convention qui nous aurait garanti, outre Bône et Oran, toute la province d'Alger de Dellys à Cherchel, y compris ces deux villes et leur territoire. Cet arrangement, auquel il est hors de doute qu'Abd-el-Kader aurait souscrit avec empressement, nous aurait assuré, au lieu des lambeaux sans cohésion du traité de la Tafna, un beau et fertile pays, d'une défense facile et assez vaste pour les besoins de nos établissements et nos tentatives de colonisation : c'était le moyen le moins mauvais de sortir sans la guerre de la détestable

position où nous avait mis M. Bugeaud. Mais, sans vouloir la guerre, on préféra ne rien trancher encore et attendre les événements. Il est certain cependant qu'à cette époque le Gouvernement ne tenait point extrêmement à conserver Constantine, et qu'il penchait pour le système de l'occupation restreinte. M. Bresson, intendant civil de l'Algérie, avait parlé dans ce sens à la Chambre des députés dont il était membre. Il est vrai que ces paroles, où l'on crut apercevoir une arrière-pensée d'abandon, ayant excité un soulèvement général, le ministère le désavoua. Mais nous pouvons assurer qu'il avait puisé les éléments de son discours dans ses conversations avec M. Molé ; seulement il alla plus loin peut-être que ne l'aurait désiré cet homme d'État qui, dans les affaires de l'Algérie, n'a jamais abordé franchement une question.

Ceux qui liront ces pages auront sans doute de la peine à croire que les quatre articles rapportés plus haut, lesquels n'ont jamais été que des demandes formulées par le maréchal Valée, et constamment repoussées par Abd-el-Kader, furent officiellement présentés au public et aux Chambres comme des conventions politiques acceptées de part et d'autre, dont on avoua seulement que l'exécution n'avait pas encore été *consommée sur tous les points*. Rien n'est plus vrai cependant : on n'a qu'à consulter, pour s'en convaincre, le rapport fait à la Chambre des députés au nom de la commission du budget par M. Legrand, député de la Creuse, le 17 juin 1839, et le *Tableau de la situation des établissements français en Algérie* en 1838, publié par le ministère de la guerre, peu de mois après qu'un refus péremptoire d'Abd-el-Kader eut donné un démenti anticipé aux assertions du Gouvernement.

Les affaires se traînèrent péniblement dans la province d'Alger, durant l'été de 1838. L'outhan de Khachna jouit d'assez de tranquillité ; mais celui des Beni-Mouça et celui des Beni-Khelil furent sans cesse inquiétés par les Hadjoutes, qui semblaient avoir reçu la mission de les rendre inhabitables, tant pour les indigènes que pour les Européens. Ces derniers étant en outre des voisins assez incommodes et très-exigeants pour la plupart, les premiers souffrirent doublement d'un état de choses qui ne leur assurait ni repos intérieur ni sécurité extérieure. Plusieurs d'entre eux émigrèrent et allèrent chercher sur les terres de l'Émir ce qu'ils ne trouvaient pas sur les nôtres. Blida et Coléa étaient plutôt observées qu'occupées par nos troupes. L'entrée en était toujours interdite aux Européens. Ce système de prudence et de réserve, sage dans son principe, avait pour but d'habituer par degrés les habitants de ces deux villes à notre présence, et d'en prévenir la dépopulation. Le maréchal désirait aussi se ménager le temps et les moyens d'en bien connaître la statistique, afin de ne pas les livrer sans contrôle aux spéculations cupides et inintelligentes de quelques prétendus colons. Aussi, quoique provisoirement fermées à tous les Français sans distinction, même aux généraux et aux colonels, elles restèrent ouvertes aux employés de la direction des affaires arabes, dont la constitution mixte et naturellement protectrice des indigènes devait inspirer de la confiance à ceux-ci. Ces employés fournirent au Gouvernement tous les renseignements qu'il pouvait désirer, sans exciter les susceptibilités des populations musulmanes toujours promptes à s'alarmer de ce qu'elles ne comprennent pas bien, et qu'effraient les moindres recherches. Nous ne saurions

blâmer la circonspection dont usa le maréchal Valée dans cette circonstance. Mais peut-être la poussa-t-il un peu trop loin. Des détachements de gendarmes maures avaient été établis auprès des hakems dès deux villes, pour en rendre la police plus efficace et plus facile. Celui de Coléa, homme paisible et ami de l'ordre, reçut les gendarmes qui lui furent envoyés comme des auxiliaires utiles et désirables, avec lesquels il vécut en parfaite intelligence. Il n'en fut pas de même à Blida, dont le hakem vit en eux des surveillants incommodes, qu'il contraria de toute manière. Une rixe, qui fut l'effet de ses répugnances connues et hautement manifestées, ayant éclaté entre les gendarmes et quelques habitants, au sujet de l'arrestation d'un Arabe suspect, très-légalement ordonnée par le chef de la gendarmerie, un homme périt dans la lutte. Quoique les gendarmes ne fussent pas sortis de la ligne de leurs droits et de leurs devoirs, qu'ils n'eussent fait que repousser la force par la force, le maréchal, alarmé sans raison des suites que pouvait avoir cette affaire, les rappela. Ils furent remplacés par des hommes recrutés dans la population de Blida, et qui n'offraient point les mêmes garanties d'énergie et de fidélité. Aussi, malgré le voisinage de nos deux camps, cette ville continua à être le rendez-vous des Hadjoutes, et le marché où ils vendaient ostensiblement les produits de leurs déprédations.

Peu de temps avant cette affaire des gendarmes, un officier français avait été assassiné dans les environs du camp inférieur par des Beni-Salah. On ne chercha pas à punir ce crime. Le journal officiel de la colonie annonça que le khalifa de Miliana avait arrêté les meurtriers, et qu'il se disposait à les punir ; mais il n'en était rien. Ensuite

le Beni-Salah étant sur notre territoire, c'était à nous, et non à lui, de les mettre à la raison. Tous les jours ils tiraient de la rive gauche de l'Oued-Kebir des coups de fusil sur nos postes. Le maréchal, à qui il convenait de croire que tout était en paix, défendit de leur riposter. Mais à la fin reconnaissant, malgré lui, que la négation d'un fait ne suffit pas pour l'anéantir, il ordonna la construction de deux redoutes à blockhaus sur les mamelons de Mimich et d'Oulad-Sultan, qui dominant la gorge de l'Oued-Kebir. Cette mesure rendit plus rares les tiraillements plus insolents encore qu'incommodes des Beni-Salah. Dans le courant du mois d'août le général Galbois quitta le commandement des camps de l'ouest de la province d'Alger, pour aller prendre celui de la province de Constantine. Il fut remplacé à Blida par le général Guingret, récemment arrivé de France.

La longanimité du maréchal avait été mise à de rudes épreuves depuis son arrivée à Alger, mais nous n'avons pas encore épuisé la série des outrages qu'il eut à supporter de la part de l'Émir et de ses Arabes. Abd-el-Kader en vint au point d'envoyer presque publiquement des agents à Alger pour prêcher l'émigration aux Maures. Un jour il écrivit au cadî et aux ulémas de cette ville pour leur prescrire de réformer un jugement qu'ils avaient rendu et qui lésait les intérêts d'un homme auquel il s'intéressait. Tout malfaiteur arrêté sur notre territoire était à peu près sûr de trouver en lui un intercesseur dont le langage, trop souvent écouté, était plutôt celui du commandement que celui de la prière. A Ténez, le capitaine du navire français *Notre-Dame du Bon-Secours* fut violemment enlevé de son bord par le kaïd de cette ville, et détenu prisonnier jusqu'à ce que le

négociant, pour le compte duquel il naviguait, eût acquitté un droit arbitrairement imposé sur un chargement de grains qu'il venait d'effectuer. Par terre le commerce était entravé de toute manière, et des taxes énormes frappaient le peu de denrées que l'Émir permettait à ses Arabes de nous apporter. Depuis longtemps il n'était plus question des 60,000 fanègues de blé et d'orge, que d'après le traité de la Tafna il s'était engagé à nous payer. Mais toutes ces violations de la foi jurée paraîtront légères, si on les compare à l'insulte que nous fit à Sebaou Ben-Salem, qui administrait ce pays au nom d'Abd-el-Kader. Deux courriers du maréchal qui avaient déjà fait plusieurs fois le voyage de Constantine furent arrêtés et dépouillés par ce chef arabe, malgré les dépêches et les passeports dont ils étaient porteurs. L'un était ce Ben-Zekri que nous avons vu kaïd des Aribes, l'autre était un personnage moins connu, appelé Mohammed-Ben-Ferah. Ben-Salem les envoya à l'Émir à son camp d'Aïn-Madi. Abd-el-Kader garda le premier, et permit à Ben-Ferah de s'en retourner chez lui ; mais ce malheureux fut fusillé près de Tedjemout par les cavaliers mêmes qui lui servaient d'escorte. Plus tard, Ben-Zekri parvint à s'évader et revint à Alger.

A Mascara, la position de notre consul, M. le capitaine Daumas, était devenue intolérable. Un jour on pendit presque sous ses yeux un Arabe de cette ville qui, conformément au droit que lui en donnait le traité, avait voulu aller s'établir à Mostaganem. Dans une autre circonstance, un des khalifats d'Abd-el-Kader, à qui il était allé faire visite avec les autorités de Mascara, affecta de le laisser seul hors de sa tente, tandis qu'il avait invité tous les autres à déjeuner. Chaque jour amenait une nouvelle marque de

dédain. Les choses en vinrent au point que même les gens de service du consulat en furent indignés et demandèrent à quitter le poste. Telle fut constamment la nature de nos relations avec le gouvernement de l'Émir sous l'administration du maréchal Valée, jusqu'à la reprise ouverte des hostilités à la fin de 1839.

Nous avons dit dans le livre précédent que le général Castellane avait été nommé commandant de la province de Bône, dont Constantine relevait alors. Il n'y fit qu'une courte apparition, car arrivé en janvier 1837, il retourna en France dès le mois de mars suivant. Le général Castellane, pendant le peu de temps qu'il passa à Bône, travailla efficacement à l'embellissement de cette ville, qui était alors un immonde cloaque et qui depuis est devenue un des plus gracieux centres de populations de l'Algérie.

Après le départ du général Castellane, le siège du commandement de la province de l'est fut fixé à Constantine, où le général Négrier avait remplacé le général Bernelle ; l'arrondissement de Bône fut provisoirement commandé par M. le colonel Roux du 12^e de ligne. Les tribus arabes ou kbaïles ne s'y montraient nulle part hostiles à la France, mais il se commettait entre elles des actes de brigandages assez fréquents. Elles craignaient aussi les entreprises d'Haznaoui, qui depuis qu'il avait abandonné notre cause avait relevé son parti chez les Hanencha et à peu près ruiné celui de Resgui son rival. Le maréchal Valée, instruit de cet état de choses, résolut d'y mettre un terme, en rassurant les tribus par la présence de quelques troupes contre les mauvaises dispositions d'Haznaoui, et en étouffant les germes d'anarchie qui apparaissaient. Il ordonna, de plus, que l'achour et l'hokor seraient payés

dans toute l'étendue de l'ancien Beylik de Constantine, conformément à ce qui se pratiquait sous les Turcs. On sait que l'achour est la dîme prélevée sur les récoltes. L'hokor est le prix de la location des terres domaniales, qui forment à elles seules une bonne partie du territoire cultivable de la province de l'Est.

Conformément aux instructions données par M. le maréchal, M. de Mirbek, chef d'escadron commandant les spahis de Bône, fit dans le mois d'avril une première tournée avec quatre escadrons de son corps et une partie du bataillon turc. Il était accompagné de tous les kaïds, d'un cadî et d'un agent du trésor pour les perceptions. Il parcourut toutes les tribus situées entre la Seybouse et les frontières de Tunis, rendant la justice, réparant les petits désordres intérieurs, et faisant rentrer les contributions. Mais, comme le maréchal lui avait prescrit une extrême circonscription sur ce dernier article, et bien recommandé d'éviter l'emploi de la force, il ne reçut que fort peu de choses, car les Arabes, qui définitivement ne voulurent rien payer ne payèrent rien. Malgré cette réserve, M. de Mirbek fut attaqué le 26 avril près d'Ain-Ghiar par des insurgés appartenant aux Beni-Mezen, aux Oulad-Ali, aux Oulad-Amor-ben-Ali, et autres tribus des montagnes. Il les mit en fuite et leur tua une vingtaine d'hommes.

Dans le mois de mai, M. de Mirbek fit une seconde tournée. Il alla cette fois vers l'ouest et parcourut les tribus du bassin du lac Fetzara.

Au mois de juillet, une troisième tournée fut commencée par cet officier, dans le district de Ghelma ; mais elle ne fut pas terminée : dès conflits s'élevèrent entre lui et le colonel Guesvillers du 23^e de ligne, commandant le camp

de Ghelma, blessé qu'on eût donné action à un autre que lui sur des tribus placées sous son commandement. Ce conflit fut une des circonstances qui firent comprendre la nécessité d'avoir pour l'administration des indigènes des hommes spéciaux ne relevant que du commandant de la province, et indépendants, quant à leurs fonctions administratives, des chefs de troupes, quel que fût le rapport du grade entre les uns et les autres. Ce principe fut consacré par l'arrêté du premier novembre 1838, dont nous parlerons dans le livre suivant.

Suivons maintenant à Constantine le général Négrier. La garnison de cette ville, lorsqu'il vint en prendre le commandement, se composait du 26^e et du 61^e de ligne, du 3^e bataillon d'Afrique, de deux escadrons de chasseurs, d'un bataillon turc⁽¹⁾ et des spahis. Ces troupes étaient mal installées, soit dans la ville, soit au Bardo, dans des logements étroits, incommodes et dépourvus de tout. Les autorités n'étaient guère mieux au palais du Bey, où les hôtes qu'il avait reçus après le siège n'avaient à peu près laissé que les quatre murs. On s'est fort scandalisé dans le temps en France du pillage de la Casbah d'Alger ; on s'est peu occupé de celui-ci ; mais nous pouvons assurer que, quoique fait avec plus d'ordre, il n'en fut pas moins complet.

Hamouda-Ouled-Sidi Cheik, nommé kaïd de Constantine par le maréchal Valée, appartenait, comme nous l'avons dit, à une famille ancienne et fort considérée. C'était un jeune homme d'une figure charmante, d'une tournure noble, et dont les manières étaient pleines de distinction et de

(1) Ce bataillon prit la qualification de *Tirailleurs indigènes*.

grâce. Il était riche et semblait par la réunion de tous ces avantages, surtout du dernier, devoir être au-dessus de la corruption. Cependant de graves soupçons ne tardèrent pas à planer sur lui, au sujet de la contribution de guerre dont il avait été chargé de la levée. On l'accusait aussi sourdement d'exiger de fortes sommes des cheiks des tribus qui se soumettaient à la France, pour les faire confirmer dans leurs fonctions, conduite doublement coupable, en ce que d'un côté elle donnait à l'autorité française, aux yeux des Arabes, un caractère de rapacité qu'elle n'avait pas, et que d'un autre elle devait nécessairement rendre les soumissions plus difficiles et plus rares. Le général Négrier à qui tous ces bruits étaient parvenus, dut se mettre en garde contre Hamouda. Néanmoins, il se contenta pour le moment de l'observer.

Les chefs indigènes les plus influents à Constantine, après Hamouda, étaient Ali-ben-Bouahmed, kaïd des Zmoul, Mustapha-Balaouan, khalifa, et l'agha Bou-Zian. Lorsque M. Négrier arriva à Constantine, les Français ne connaissaient guère encore que la ville et la route qui les y avait conduits. Ce général éprouva le besoin de voir et d'étudier le pays par lui-même, afin de ne pas rester forcément dans la dépendance d'Hamouda et des autres chefs arabes pour les renseignements même les plus vulgaires. Il commença par faire de fréquentes reconnaissances dans un rayon de plusieurs lieues autour de la place. Le 25 décembre, résolu de les pousser plus loin, et voulant avoir sans cesse sous la main des troupes toujours prêtes à marcher, il organisa une colonne mobile composée de ses compagnies d'élite et de sa cavalerie. Lorsque cette colonne mobile devait sortir, les ordres étaient donnés la

veille au soir, après la fermeture des portes, de sorte que rien ne transpirait au dehors.

La première opération de la colonne mobile, commandée alors par le lieutenant-colonel Paté, fut dirigée contre la tribu de Moya, où l'on croyait que se trouvait Ben-Aïssa, qui paraissait vouloir insurger les habitants des montagnes. On surprit ces Kbaïles ; on leur enleva du bétail ; on tua quelques hommes qui n'eurent pas le temps de fuir, mais on ne trouva pas Ben-Aïssa. Cette petite expédition eut lieu le 19 janvier. Ben-Aïssa, effrayé, ne songea plus qu'à refaire sa fortune avec les Français, au lieu de les combattre. Il se rendit à Bône, où il fit sa soumission au général Castellane, qui l'envoya à Alger. Le 10 février, le général Négrier se porta sur Milah avec la colonne mobile et toute la cavalerie. Les habitants de cette délicieuse petite ville le reçurent avec la plus grande cordialité. Il confirma Ben-Atar, leur kaïd, dans ses fonctions. Le cheik des Zouagha vint lui faire sa soumission, ainsi que Hamlaoui, ancien agha d'Ahmed-Bey. Ce dernier revint avec lui à Constantine, où il rentra le 13, après avoir visité les ruines romaines de Khanegh.

Du 17 au 19 février, le général, avec la colonne mobile, reconnut la vallée du Bou-Merzoug jusqu'aux sources de cette rivière ; il ne rencontra que des tribus soumises. L'une d'elles, celle des Oulad-Sellem de Dkikia, près du Djebel-Guérioun, vint lui porter plainte contre les Oulad-Abd-el-Nour, qui lui avaient, disait-elle, enlevé du bétail. A son retour à Constantine, le général envoya aux Oulad-Abd-el-Nour l'ordre de rendre ce bétail ; ils s'y refusèrent. Comme ils étaient de plus accusés de chercher à former

une ligue contre les Français, ce qui à mon sens n'était nullement probable et n'a jamais été prouvé, le général résolut de les châtier rigoureusement. Il se mit en marche le 26 février, à la tombée de la nuit, avec la colonne mobile et toute la cavalerie, auxquelles se joignirent l'agha, le khalifa et le kaïd des Zmoul avec 300 cavaliers de diverses tribus. On arriva sur une partie très peuplée du territoire des Oulad-Abd-el-Nour, un peu après le lever du jour : 160 individus de cette tribu furent massacrés ; le butin en bétail fut considérable. Les Oulad-Abd-el-Nour se défendirent à peine ; cependant nous eûmes une quinzaine de cavaliers blessés. Ben-Zekri était alors kaïd de cette tribu. Après cette sanglante exécution, il abandonna son poste et se retira à Alger, où le maréchal l'employa à diverses missions, et où il lui arriva ce que nous avons raconté un peu plus haut. Ben-Zekri a toujours protesté de l'innocence de sa tribu, qu'il présenta comme victime de la cupidité de quelques chefs arabes qui, voulant la piller, l'avaient faussement accusée auprès du général. Ben-Aouna fut nommé kaïd des Oulad-Abd-el-Nour à sa place. A la même époque, l'agha Bou-Zian fut destitué et remplacé par Hamlaoui.

Cependant il ne pouvait plus y avoir de doute sur les pécunats et les exactions d'Hamouda ; la rapacité de cet homme s'exerçant sur tout, il n'avait pas été difficile de réunir contre lui des preuves accablantes. Le général les communiqua au maréchal Valée, qui, prévenu en faveur d'Hamouda, non-seulement n'en tint aucun compte, mais l'éleva à la dignité de hakem, ordonnant que son autorité serait indépendante de celle du général. Lorsque cette décision arriva à Constantine, de nouveaux griefs venaient

de s'élever contre Hamouda ; on l'accusait d'avoir supprimé ou altéré des lettres écrites par le général à diverses tribus. M. Négrier le mit aux arrêts chez lui, avec un poste à sa porte, en rendit compte au maréchal et partit, le 7 avril, pour aller reconnaître Stora avec la colonne mobile et la cavalerie.

Le même jour, il bivouaqua au Fedj-Gantours, le 8 à El-Arouch et le 9 à Skikda, sur les ruines de la colonie romaine de Rusicada, où s'élève maintenant Philippeville. Plusieurs cheiks ou notables de la tribu de Beni-Mehenna vinrent assurer le général de leurs sentiments de paix et de soumission. Cependant, dans la nuit, quelques coups de fusil furent tirés sur le camp français. Le 10 au matin, un officier du génie et un officier d'état-major, escortés de deux compagnies d'infanterie, allèrent reconnaître Stora. A leur retour, la colonne reprit le chemin de Constantine. Tous les Kbaïles des environs qui avaient pris les armes la harcelèrent dans la marche pendant quatre heures. Ils ne lui tuèrent cependant que trois hommes et en blessèrent 18. Comme ils firent eux-mêmes des pertes considérables, ils abandonnèrent la partie, avant qu'on fût arrivé à El-Arouch, où l'on bivouaqua. Le lendemain 11, on alla bivouaquer au Gantours, au lieu appelé Cheick-ben-Rouhou. Il y eut encore ce jour-là quelques coups de fusil de tirés, mais ce fut peu de chose. Le soir, les indigènes vinrent vendre des moutons au camp. Le 12, la colonne entra à Constantine.

Le 28 avril, elle en partit de nouveau pour aller visiter le pays des Harakta. Quelques jours auparavant, M. Doriac, lieutenant-colonel au 12^e de ligne, était parti sans ordre du camp de Medjez-Ahmar, où il commandait ;

il avait remonté la vallée de l'Oued-Cherf, jusqu'au Djebel-Fedlj-Trad, où on lui avait dit qu'existait une mine de cuivre, qu'il voulait visiter. Il n'avait avec lui que quatre compagnies, à qui ce goût pour la minéralogie coûta cher : car, attaqué par les montagnards de cette contrée, elles perdirent beaucoup de monde, et eurent de la peine à regagner Medjez-Ahmar, avec leur chef. M. Doriac perdit par cette imprudence sa position militaire ; mais, s'il eût pu visiter sa mine sans encombre, on n'aurait pas manqué de citer ce fait avec éloge et de le donner pour preuve de la tranquillité dont on jouissait dans le pays.

Ce fut l'événement que nous venons de raconter qui déterminina principalement le général Négrier à se porter chez les Harakta, afin de prévenir quelque prise d'armes dans cette contrée, attenante aux montagnes où M. Doriac s'était fait battre. Il bivouaqua, le 28, au confluent de l'Oued-Kaleb et du Bou-Merzouk. Il avait à sa suite l'agha Hamlaoui et le kaïd Ali, avec 600 cavaliers Zmoul. Le 29, la colonne alla bivouaquer à El-Bordj, au nord de la plaine de Babirra-Touila. On séjourna en cet endroit le 12. Moctar-ben-Chouala, cheik des Zennatia, s'y rendit avec 400 cavaliers et se joignit à la colonne qui, le 1er mai, alla bivouaquer à quatre lieues plus loin, dans la plaine de Temlouka. Le 2, elle s'arrêta au delà de cette plaine, sur un des affluents de l'Oued-Cherf ; elle séjourna dans cet endroit le 3 et le 4. Le 5, on traversa de nouveau la plaine de Temlouka, et l'on alla bivouaquer à l'Oued-Méris, chez les Amers. Le 6, on bivouaqua près de la mosquée de Sidi-el-Abassi. On séjourna le 7 sur ce point, qui est au centre de la tribu de Segnia. Ce même jour, le général alla, avec la cavalerie,

visiter Feskia, dans la plaine de Bagla : c'est une localité fertile et bien arrosée, où le bey de Constantine avait des écuries ; on y voit des ruines romaines assez considérables. Le 8, toute la colonne rentra à Constantine, n'ayant trouvé partout que des populations soumises.

A cette époque, Ahmed, chassé du Zab par El-Bar-kani et Farath-ben-Saïd, cherchait à se jeter chez les Hanencha avec quelques centaines de cavaliers qui lui étaient restés fidèles. Il s'avavançait dans cette direction, répétant sur son passage ce qu'il avait déjà dit tant de fois au sujet d'un prétendu arrangement entre lui et les Français. Le général, à la nouvelle de son approche, partit de Constantine le 15 mai, avec la colonne mobile, la cavalerie, deux bataillons du 26^e de ligne, quelque peu d'artillerie, et aller s'établir à Aïn-Sigan, chez les Telagma. Ahmed, le sachant dans cette position, lui écrivit qu'il était sur le point de conclure un traité avec la France, et qu'ainsi il ne devait pas y avoir d'hostilité entre eux. Le général lui répondit que c'était un grossier mensonge, et que partout où il le rencontrerait il le traiterait en ennemi. Le 18, il quitta Aïn-Sigan et se porta plus à l'est, dans la plaine de Melila, à un lieu appelé Terchi, où il séjourna jusqu'au 28. Ce jour-là, il alla s'établir dans une localité appelée Mogkniat, où il resta jusqu'au 28. Il observait de ce point la route que paraissait vouloir suivre Ahmed ; cependant, celui-ci parvint à lui échapper. Cet ex-bey voyait son petit camp s'affaiblir chaque jour par des défections. Bientôt, il ne lui resta plus qu'une poignée de cavaliers du Sahara, qui parlaient de l'abandonner comme les autres et qui refusaient de faire un pas de plus avec lui. Pour les contraindre à l'accompagner jusqu'au

lieu où il cherchait à aller, il s'avisa d'une ruse fort adroite. Un matin, il envoya en reconnaissance quelques serviteurs dévoués. Peu de temps après, on les vit revenir au galop, criant que le camp était tourné par les Français, et qu'il ne restait qu'un instant pour se mettre à l'abri de leurs coups. Aussitôt, les Sahari sautèrent sur leurs chevaux et se mirent à fuir avec Ahmed dans la direction opposée qui était précisément celle qu'il voulait suivre. Il arriva le lendemain chez les Hanencha, où il fut en sûreté. Les Sahari l'abandonnèrent bientôt ; mais il avait obtenu d'eux, par son habileté, tout ce que dans sa mauvaise fortune il pouvait en attendre.

Le général Négrier reprit, le 29, le chemin de Constantine, où il arriva le 30.

Dans le mois de juin, Bel-Cassem, un des hommes les plus influents de la tribu des Beni-Mehenna, et un autre chef appelé El-Makki-ben-Zerguin, accompagné des douze cheiks du sahel de Stora, vinrent faire leur soumission. Ben-Zerguin fut nommé kaïd de cette contrée, que le projet d'un établissement français à Stora, déjà formé par le maréchal gouverneur général, rendait fort intéressante. Un camp fut établi sur le Bou-Merzoug ; l'on fit dans la vallée de cette rivière une abondante récolte de foin, qui fut transportée à Constantine. Tout le pays paraissait calme. Cependant, le 13 juin, la correspondance de Constantine à Bône fut arrêtée par un fort parti de cavaliers arabes. Cinq hommes furent massacrés. On ne put obtenir aucune lumière sur les auteurs de cet attentat.

A la même époque, le général s'occupa de faire rentrer les contributions. Les Arabes n'avaient encore rien payé depuis la prise de Constantine, et il importait de faire

cesser cet état de choses. Cette opération financière fut payée depuis la prise de Constantine, et il importait de faire confiée à l'agha Hamlaoui, qui partit de Constantine avec ses cavaliers, les spahis et les Turcs, commandés alors par le chef de bataillon Janet du 26^e de ligne. Il commença sa tournée par la contrée située au midi de la route de Miliah, à Djemilah, et alla s'établir d'abord chez les Oulad-Kaleb. Tout se passa assez bien ; les impôts de cette partie de la province furent à peu près payés. Notre influence s'étendant plus loin, Messaoud, cheik des Rigah, vint faire sa soumission. L'agha rentra à Constantine après une tournée de vingt jours. M. Négrier venait d'être remplacé par le général Galbois, qui arriva à Constantine le 31 juillet. Le 28, un camp avait été établi à Smendou, pour l'exécution des travaux de la route que l'on voulait ouvrir sur Stora.

Depuis longtemps, il régnait une fâcheuse mésintelligence entre le maréchal et le général Négrier, au sujet d'Hamouda, attaqué par l'un et défendu par l'autre. M. Négrier avait eu quelque succès dans son commandement ; il était aimé des troupes et trop loué par les journaux pour pouvoir plaire au maréchal. Comme la lutte n'était pas égale, il demanda à se retirer. Le général Galbois, qui le remplaça, fit cesser les arrêts d'Hamouda et le réinstalla dans son poste de hakem qu'il n'avait point officiellement perdu. Pour tout le reste, il continua la politique de son prédécesseur, se montra aussi actif que lui, plus conciliant et non moins habile.

LIVRE XXVII.

Expédition du général Galbois contre les Harakta. — Organisation administrative de la province de Constantine. — Fondation de Philippeville. — Occupation de Milah. — Deuxième expédition contre les Harakta. — Première expédition de Sétif. — Belle défense du commandant Chadeysson à Djemilah. — Événements de la province d'Alger à la fin de 1838, et dans les premiers mois de 1839. — Occupation de Djidjeli. — Suite des événements de la province de Constantine jusqu'à l'expédition des Bibans. — Établissement des camps de l'Arba et de l'Aratch dans la Métidja.

Un mois après son arrivée à Constantine, le général Galbois dirigea une expédition contre les Harakta. Cette tribu se montrait fort récalcitrante au sujet des impôts dont la perception avait été ordonnée sur l'ancien pied. Le général était en outre informé qu'Ahmed-Bey, qui avait déjà attiré à lui les Amer-Cheraga peu après le départ du général Négrier, cherchait à y relever son parti. Il tenait ces renseignements de Bouakal, cheik des Oulad-Hamara, fraction soumise des Harakta. Il partit de Constantine le 8 septembre, avec deux bataillons d'infanterie, trois cents chasseurs du 3^e régiment, deux pièces de montagne, le bataillon turc et les spahis. Cette troupe, remontant la vallée de Bou-Merzoug, alla camper au confluent de ce cours d'eau et de l'Oued-el-Kelab ; elle passa là les journées du 9 et du 10. Le 11, on se porta à Feldje-Sila, dans le pays des Segnïa, qui, eux aussi, étaient en retard pour

les contributions. A l'approche des troupes, les principaux de cette tribu vinrent faire au général des assurances de soumission et des promesses de paiements ; mais on sut que la tribu tout entière se disposait à se soustraire par une fuite de nuit à l'exécution de ces promesses : on dut prendre des mesures en conséquence. Sur le soir, Bouakal fit occuper tous les passages par ses cavaliers, et les Segnïa, cernés de toutes parts, payèrent ce qu'ils devaient.

On passa à Feldje-Sila les journées du 12 et du 13. Le 14, on alla camper sur l'Oued-Meris. Le lendemain. 15, on arriva à Mekesbah, où on séjourna le 16.

Le 17, on traversa la plaine de Temlouka et l'on prit position à Merdjou-Kalil, où l'on passa les journées des 18, 19 et 20. Ce point était le rendez-vous qu'Ahmed-Bey avait, disait-on, assigné aux tribus qu'il comptait faire marcher contre nous ; mais la présence des troupes françaises dans le pays déjoua ses projets. Les Harakta, dont on avait parcouru le territoire, ne s'étaient montrés ouvertement hostiles nulle part ; quelques parcelles de la contribution étaient même rentrées, soit en nature, soit en argent. Les Amer-Cheraga, qui étaient avec Ahmed-Bey, firent demander au général Galbois l'autorisation de revenir sur leurs terres, ce qui leur fut facilement accordé. Le 20, on les vit défiler sous le camp avec de nombreux troupeaux, leurs femmes et leurs enfants. Une reconnaissance de cavalerie, destinée principalement à protéger leur rentrée, s'avança ce même jour jusqu'à Tiffech, où sont les ruines de l'ancienne Tipasa de Numidie.

Dans la nuit, le général reçut des dépêches qui lui annoncèrent que le maréchal Valée était arrivé à Bône et qu'il s'était immédiatement mis en marche pour Constantine.

Le 21, M. de Galbois se porta à sa rencontre et alla coucher avec ses troupes à Hammam sur l'Oued-Cherf. Le 22, on campa à Kenak-Zenad, en avant de Méris. M. le maréchal venait d'y arriver et y avait établi ses tentes. Le 23, les troupes, le maréchal et le général Galbois arrivèrent à Constantine.

Pendant la série de ces opérations, les commandants des camps de Medjez-Amar et de Ghelma avaient reçu et exécuté l'ordre de se porter à une journée de marche en avant de leurs positions respectives, à l'effet de tenir en bride, par cette démonstration, les tribus de leurs districts qui auraient été tentées de prendre les armes.

M. le maréchal Valée avait quitté Alger pour se rendre à Constantine, dans le double but d'organiser définitivement la province et de prendre possession de Stora ; la manière dont la Chambre et le public avaient accueilli les indiscretions de M. Bresson ayant décidé le ministre à s'occuper sérieusement de cette importante partie de l'Algérie.

Trois arrêtés parurent simultanément le 30 septembre, datés de Constantine.

Le premier établit que le commandement et l'administration de la province de Constantine seraient confiés à un officier général, qui prendrait le titre de commandant supérieur de la province.

Le second confia à des khalifas et à des kaïds placés sous les ordres du commandant supérieur le gouvernement de la partie du territoire où on ne croirait pas devoir établir des autorités françaises. Il y eut trois arrondissements de khalifas, savoir : le Sahel, comprenant toutes les tribus kbaïles, qui habitent les montagnes du littoral

entre l'Edough et Djidjeli ; le Ferdjioua, comprenant tout le pays situé à l'ouest de Constantine, jusqu'à Sétif ; la Medjana comprenant tout le pays entre Sétif et les Biban. Ben-Aïssa fut nommé khalifa du Sahel, El-Hamlaoui, khalifa de Ferdjioua, et Ahmed-ben-Mohammed-el-Mokrani, khalifa de la Medjana, tous trois ayant sous leurs ordres des kaïds et des cheiks pour les diverses fractions de leurs territoires. Les Hanencha, les Harakta et les Amer-Chéraga durent avoir des kaïds indépendants des khalifas, et relevant directement du commandant supérieur. Ali-Bouhamed, kaïd des Drides sous les Turcs et dans le moment kaïd des Zmoul, fut nommé kaïd des Harakta. Moktar-ben-Chouala, kaïd des Amer-Cheraga, et Resgui, kaïd des Hanencha.

Toute la partie méridionale de la province, celle qui touche au désert, fut donnée, quelques mois plus tard, à Bou-Zeid-ben-Ganah avec le titre de Cheik-el-Arab, en remplacement de Farhat-ben-Saïd dont nous avons vu la triste aventure.

Cette organisation, assez convenable en théorie, ne fut sous plusieurs rapports que nominale. Ben-Aïssa n'exerça jamais dans le Sahel qu'une autorité chancelante et contestée. El-Hamlaoui administra réellement la partie de son district située au sud de la route de Milah à Djémilah ; mais tout ce qui est au nord, le véritable Ferdjioua, commandé par le kaïd Bou-Akkès, resta de fait indépendant de lui ; El-Mokrani n'eut quelque autorité dans la Medjana qu'après l'expédition des Biban ; Ali-Bouhamed, kaïd des Harakta, resta constamment sans action sur eux et ne put jamais se présenter dans son outhan que sous la protection des troupes françaises ; Resgui fut chassé par

les Hanencha qui ne reconnaissaient qu'Hasnaoui (nous en parlerons bientôt plus longuement).

Le 3^e arrêté du 30 septembre détermina la composition du conseil d'administration de la province de Constantine. Le commandant supérieur en fut le président, et le payeur de la division le secrétaire. Les autres membres furent le sous-intendant militaire, le hakem de Constantine, les khalifas, le cheik El-Arab, et les trois kaïds des Harakta, des Amer et des Hanencha. Ce conseil fut spécialement chargé de surveiller la rentrée des impôts ; il dut dresser procès-verbal des versements faits au trésor par les autorités indigènes ; il eut aussi l'administration des biens du Beylik, et le droit, avec l'autorisation du gouverneur général, de pourvoir aux dépenses d'utilité publique d'une urgence reconnue et pour lesquelles des fonds spéciaux n'auraient pas été votés. Voilà ce que fut officiellement le conseil d'administration de la province de Constantine ; mais, en Algérie, les institutions sont rarement en réalité, telles que nous les présentent leurs actes constitutifs.

Le maréchal Valée, en même temps qu'il élaborait et promulguait les arrêtés dont nous venons de donner l'analyse, s'occupait activement de la prise de possession de Stora. Le 26 septembre, il fit reconnaître par M. le colonel du génie Vaillant la route de Smendou à El-Arouch. Il envoya ensuite le général Galbois prendre possession de cette dernière localité, et se porta enfin de sa personne, avec des forces imposantes et ce même général, sur Skikda où il arriva le 7 octobre. Le bataillon turc fut établi dans le nouveau camp d'El-Arouch.

Arrivé à Skikda, sur les ruines de Rusicada, le maréchal établit son quartier général sur le monticule où fut

peu après construit un fort qui reçut le nom de Fort-de-France. Cet emplacement est maintenant occupé par l'hôpital militaire de Philippeville. Dans la nuit, les Kbaïles tirèrent de loin quelques coups de fusil sur nos bivouacs. L'occupation de Stora était le but de l'expédition ; mais comme la côte y est extrêmement abrupte, on reconnut bientôt qu'il était impossible d'y fonder quelque chose qui pût devenir une ville. En conséquence, il fut résolu que les grands établissements seraient à Skikda qui, n'offrant aucun abri aux navires, aurait pour port la rade de Stora, laquelle n'en est éloignée que de 3,000 mètres.

Le lendemain, Ben-Zerguin, kaïd du Sahel, vint prévenir le maréchal que les Kbaïles se disposaient à attaquer le camp d'El-Arouch. M. le gouverneur général qui, malgré les coups de fusil de la nuit, ne voulait pas absolument entendre parler d'ennemis, reçut très-mal cet avis et celui qui le donnait. Cependant, comme il devait arriver ces jours-là de Constantine un convoi de vivres conduit par des Arabes, on envoya à sa rencontre un bataillon qui reçut ordre de s'avancer jusqu'à la position des Dices, à moitié chemin de Skikda à El-Arouch. Ce bataillon attendit vainement le convoi aux Dices ; après être resté sur ce point deux heures de plus que ne le prescrivaient les instructions données à son commandant, il rentra à Skikda. Le convoi était cependant bien arrivé à Ei-Arouch ; mais le capitaine Molière, commandant du bataillon turc, qui, lui aussi, avait reçu l'avis d'une prise d'armes des Kbaïles, avait hésité à le laisser continuer sa route. Il était sorti et rentré dans le camp, et enfin ne s'était mis définitivement en chemin que fort tard. Ce malheureux contretemps fit qu'il ne rencontra pas le bataillon envoyé à sa rencontre, et qu'il

fut attaqué par les Kbaïles et enlevé. Enorgueillis de ce petit avantage, les Kbaïles allèrent ensuite attaquer le camp de l'Harouch. Ils le harcelèrent pendant plusieurs jours et plusieurs nuits sans aucune espèce de succès.

Le maréchal et le général restèrent à Skikda jusqu'au 14. La position fut fortifiée au moyen d'ouvrages placés sur les points culminants. Stora fut reliée à Skikda par une ligne de blockhaus. Le matériel nécessaire à ces diverses constructions arriva par mer de Bône.

Le maréchal et le général Galbois rentrèrent à Constantine le 17 ; de là, le premier retourna à Bône où il s'embarqua pour Alger. Le 61^e de ligne et le 3^e bataillon d'infanterie légère d'Afrique furent laissés au nouvel établissement qui, par décision du Gouvernement du 31 octobre, prit le nom de Philippeville. C'est, au moment où j'écris, une ville tout Européenne de plus de 4,000 âmes. Elle est l'entrepôt de Constantine, dont elle n'est qu'à 18 lieues, ce qui explique sa prospérité. Malheureusement, la rade de Stora, qui lui sert de port, est bien moins bonne qu'on ne le croyait avant une fâcheuse expérience de plusieurs années.

Lorsque M. le maréchal Valée retourna à Alger, il relâcha à Philippeville, et y promulgua, le 30 novembre, un arrêté qui divisa en quatre cercles le territoire de l'arrondissement de Bône, savoir : Bône, la Calle, Ghelma et l'Edough. Le commandement et l'administration de chaque cercle durent, d'après cet arrêté, être confiés à des chefs français placés sous les ordres du général commandant l'arrondissement, relevant lui-même du général commandant supérieur de la province de Constantine. Ces commandants de cercle réunirent tous les pouvoirs militaires, civils et judiciaires. Ils eurent sous leur ordres,

chacun un kaïd pour l'administration des indigènes ; celui de Ghelma en eut deux, un arabe et l'autre kabaïle. Ces dispositions ne concernèrent point la partie du territoire soumise à l'action de l'autorité civile et des tribunaux ordinaires, laquelle ne comprenait encore que Bône et sa banlieue.

M. de Mirbek, chef d'escadron commandant des spahis de Bône, et M. Herbillon, chef de bataillon au 26^e de ligne, furent nommés commandants des cercles de La Calle et de Ghelma, qu'ils administrèrent d'une manière remarquable. Le cercle de Bône et celui de l'Edough n'eurent jamais de commandant particulier ; ils furent directement administrés par le général commandant l'arrondissement. Pendant que le maréchal Valée était à Constantine, l'intérim fut rempli à Alger par le général Rulhière. Celui-ci, qui ne voyait absolument les choses que comme M. le maréchal voulait qu'on les vit, exagéra encore, dans la crainte sans doute de rester en deçà, le système de timide circonspection adopté par le gouverneur. On aura probablement de la peine à croire que le directeur des affaires arabes fut fortement blâmé par lui pour avoir fait arrêter, au marché de Blida, deux Hadjoutes assassins d'un de nos spahis. Il fut même sur le point de faire relâcher ces deux malfaiteurs et n'osa pas les mettre en jugement avant le retour de M. Valée. Nous devons dire qu'il ne fut point approuvé en cela par M. le maréchal ; les assassins furent mis en jugement et condamnés.

Malgré l'extrême réserve de M. le général Rulhière, le hasard amena cependant une collision entre nos troupes et les Hadjoutes. Ces derniers s'avisèrent un jour d'envoyer une centaine de cavaliers chez les Beni-Mouça pour faire

émigrer, de gré ou de force, les indigènes de cette tribu. Ces cavaliers parvinrent effectivement, aidés par quelques mécontents du pays, à décider les habitants de plusieurs haouchs à passer sur les terres d'Abd-el-Kader, et reprirent la nuit, avec eux, la route de la Chiffa. Mais un officier de la direction des affaires arabes, qui venait d'arriver à l'instant même chez les Beni Mouça, prit les devants et courut avertir le commandant du camp de Bouffarik ; celui-ci fit immédiatement monter à cheval un escadron de chasseurs qui courut à la recherche des Hadjoutes. Les deux troupes ne tardèrent pas à se rencontrer ; les Hadjoutes ayant tiré sur les chasseurs, dont le commandant aurait voulu autant que possible, et conformément à ses instructions, éviter l'effusion du sang, ceux-ci ripostèrent par une décharge générale qui coucha quelques Hadjoutes sur le carreau et mit les autres en fuite ; malheureusement, quelques femmes de la colonne émigrante, qui s'arrêta aussitôt, furent également atteintes par les balles : mais ce fut sans le vouloir et sans le savoir que nos chasseurs répandirent ce sang innocent.

Le 21 octobre, c'est-à-dire immédiatement après que le gouverneur général eut quitté Constantine, le général Galbois partit de cette ville avec le 17^e léger, les chasseurs et les spahis, et se porta sur Milah dont il prit possession sans coup férir. Il y laissa un bataillon sous les ordres du commandant Pagès, et rentra à Constantine, le 23, avec le reste des troupes. On retira le 3^e bataillon d'Afrique de Philippeville, où l'on ne laissa que le 61^e de ligne, qui occupa de plus le camp d'El Arouch ; quelques compagnies furent échelonnées sur les routes de Philippeville et de Milah pour les réparer ou plutôt les

construire ; les Turcs occupèrent le camp de Smendou.

Les résultats de la première expédition du général Galbois contre les Harakta n'avaient pas été complets ; l'arrivée du maréchal Valée ayant obligé ce général de rentrer à Constantine plus tôt qu'il ne comptait le faire, ces Arabes, qui n'avaient encore payé qu'une très-faible partie de leurs contributions, voyant le danger s'éloigner, ne payèrent plus rien ; en conséquence, dès que le général fut débarrassé de tout autre soin, c'est-à-dire après l'occupation de Milah, il retourna chez eux. La colonne à la tête de laquelle il se mit partit de Constantine le 24 novembre, et alla coucher le même jour à Aïn-Sedjara ; le 25, elle coucha à Aïn-Adada, et le 26, à Fesguia. Le 27, on se porta à Aïn-Taxa ; on y passa la journée du 28 et celle du 29 ; ce fut là que Bou-Aziz-ben-Ganah, décidé à quitter le parti d'Ahmed-Bey, fit sa première démarche de soumission. Il envoya un de ses parents demander un sauf-conduit qui lui fut accordé, et bientôt il se présenta lui-même. D'Aïn-Taxa, la colonne se porta à Aïn-Adjeladje, où elle arriva le 30. Le 1er décembre au matin, le général Galbois reçut, dans cette position, des dépêches du gouverneur général qui lui prescrivaient de se porter sans retard sur les Bibans. Ainsi il était obligé d'abandonner encore une fois les Harakta avant d'en avoir fini avec eux, car dans sa course, s'il n'avait pas rencontré d'ennemis, il n'avait pas trouvé non plus beaucoup d'amis ; mais cette fois, il put laisser quelques forces dans le pays. Le lieutenant-colonel de Bourgon, du 22e de ligne, avait reçu l'ordre de se diriger avec un bataillon de son régiment, de Ghelma où il était, chez les Harakta, pour se réunir à la colonne

expéditionnaire qu'il rencontra, le 2 décembre, sur l'Oued-Kourn ; le général Galbois l'établit sur ce point et rentra à Constantine avec les troupes qu'il en avait amenées. M. de Bourgon resta dans le pays jusqu'à la fin de décembre et fit rentrer enfin la contribution, qui s'éleva eu tout à 30,000 boudjous.

Le mouvement que le général Galbois devait opérer sur les Bibans avait pour but de favoriser celui que le maréchal paraissait vouloir effectuer en même temps d'Alger sur Hamza. Le 3^e bataillon d'infanterie légère d'Afrique fut d'abord envoyé chez les Beni-Kicha, à Aïn-Khachba, où nous avons eu un camp permanent plus tard, à 7 lieues en avant de Milah ; elle y prit position. Le bataillon du 17^e léger, qui était à Milah, alla s'établir entre Beni-Kicha et cette ville, où il fut remplacé par quelques compagnies du bataillon turc. Le général Galbois partit de Constantine, le 5 décembre, avec le restant des troupes disponibles ; il se dirigea sur Djemilah, laissant Milah sur sa droite, cette direction lui ayant paru la plus courte et l'étant en effet ; le même jour, il coucha sur l'Oued-Bakara et, le 6 décembre, à Bou-Azoun. La pluie, qui tombait par torrents, obligea le général Galbois de s'arrêter à cette position ; on y passa toute la journée du 7 et la nuit qui la suivit. Le 8, le général, toujours contrarié par le temps, se détermina à se replier sur Milah, où il arriva le même jour. Comme les mulets succombaient sous leurs fardeaux et ne pouvaient plus avancer sur un sol qui n'était plus qu'une mer de boue, on fut contraint d'abandonner une partie des vivres et des bagages à la bonne foi des Arabes de Bou-Azoun, qui en furent de fidèles dépositaires. On leur laissa aussi une quarantaine de malades ; ces hommes furent bien traités

par les Arabes et regagnèrent Milah quelques jours après.

Le corps d'armée passa à Milah la journée du 9 et celle du 10. Le 3^e bataillon d'Afrique manquant de vivres à Beni-Kicha, s'était replié pendant ce temps sur la position occupée par le bataillon du 17^e léger, où il en trouva. Il avait laissé ses tentes aux Arabes de Beni-Kicha ; ces indigènes furent aussi fidèles que ceux de Bou-Azoun. Ils rendirent les tentes intactes, lorsqu'on les leur redemanda, et même une somme d'argent qu'un cantinier avait oubliée dans la sienne. La pluie continuant, le général Galbois était fort embarrassé ; il voyait bien qu'il y avait danger à s'avancer dans l'intérieur du pays avec l'affreux temps qui régnait, mais les ordres du maréchal étaient précis ; comme il concourait à un mouvement combiné, il pouvait compromettre, en tardant à les exécuter, le succès d'une grande opération. Il se détermina donc à continuer sa marche ; le 11, son petit corps d'armée alla coucher à Beni-Kicha, s'étant renforcé des deux bataillons dont nous parlons plus haut. Le 12, le général arriva à Djemilah avec la cavalerie ; l'infanterie, qui était extrêmement fatiguée, s'arrêta un peu en arrière, moins un bataillon qui arriva à Djemilah, où il eut à repousser dans la nuit une attaque, peu vive au reste, des Kbaïles.

Djemilah est l'ancienne Cuiculum, ainsi que nous l'avons déjà dit. On y voit des ruines romaines assez imposantes ; entre autres un arc de triomphe et un théâtre. Les troupes y furent toutes réunies le 13. Le 14 au matin, elles prirent la route de Sétif, moins le bataillon d'Afrique qui fut laissé à Djemilah avec une section d'artillerie de montagne et un détachement de génie. Le général

alla coucher au marabout de Sidi-Fermitou, à une lieue et demie en arrière de Sétif, où il arriva le 15 à dix heures du matin.

Les dépêches que le général Galbois avaient reçues chez les Harakta lui ordonnaient de s'avancer sur les Bibans ; mais arrivé à Constantine, il en avait reçu d'autres qui lui prescrivaient de ne pas dépasser Sétif. En vertu de ce second ordre, il ne passa qu'une nuit sur les ruines de cette antique cité. N'ayant reçu là aucune nouvelle du maréchal, il se mit en retraite le 16 avant le jour. L'infanterie prit les devants ; mais elle se trompa de route, et suivit celle des Abd-el-Noour. Le général et la cavalerie, qui partirent peu de temps après, prirent comme en venant celle de Milan. Les Kbaïles étaient descendus de leurs montagnes, et s'ils ne se fussent pas trop hâtés d'attaquer l'infanterie, cette erreur aurait pu avoir les suites les plus funestes. En effet, le général croyant l'infanterie devant lui, et celle-ci se croyant sur la bonne voie, les deux colonnes auraient continué d'avancer en s'éloignant sans cesse l'une de l'autre, par la divergence des chemins ; de sorte qu'au bout d'un certain temps ce corps, déjà bien faible quand il était réuni, se serait trouvé fractionné dans un pays difficile et au milieu d'ennemis, que la facilité du succès aurait rendus bientôt très-nombreux ; heureusement les Kbaïles se mirent à tirer sur l'infanterie avant qu'elle fût très-éloignée ; de sorte que le général instruit par l'explosion des armes à feu de la fausse direction qu'elle avait prise, se mit aussitôt en communication avec elle, et la rappela sur le bon chemin. La colonne eut un engagement assez vif au passage du défilé de Mons. Les tiraillements continuèrent jusqu'à Djemilah où elle arriva avec le beau temps.

Le chef de bataillon Chadeysson, commandant du 3^e bataillon d'infanterie légère d'Afrique, avait été attaqué dans cette position dans la nuit du 14 au 15, et dans celle du 15 au 16. Il n'avait alors que la moitié de son monde. Dans la journée du 16, le restant de son bataillon arriva à Djemilah avec un convoi qu'il avait attendu à Beni-Kicha.

Le général Galbois crut devoir laisser le commandant Chadeysson à Djemilah, et partit de cette position avec ses autres troupes le 17. La marche de ce jour fut inquiétée par les Kbaïles dans toute la longueur de la vallée de l'Oued-Bousselah ; à la sortie de cette vallée, Bou-Akès, cheik de Ferdjiouah, vint faire cesser leur feu, et assurer le général de ses dispositions pacifiques. Un convoi de mulets chargés de vivres, que l'on envoyait de Milah au bataillon d'Afrique, fut rencontré en cet endroit. Les Arabes qui le conduisaient, effrayés de l'attaque des Kbaïles, avaient pris la fuite. Le général le confia à Bou-Akès qui le conduisit à Djemilah. Le 18, les troupes couchèrent à Milah, et le 19, elles rentrèrent à Constantine. Le temps fut beau depuis le 16. Les troupes eurent horriblement à souffrir dans la première partie de cette expédition, de la pluie et de l'affreux état des chemins ; mais elles n'eurent que quelques hommes tués et une trentaine de blessés.

Le commandant Chadeysson, resté à Djemilah, s'y établit le mieux qu'il put dans les ruines dont le sol était couvert. Le 18, à 10 heures du matin, il fut attaqué par 3 à 4,000 Kbaïles du pays de Ferdjioua, qui le tinrent assiégé pendant cinq jours et quatre nuits dans son petit camp ouvert et dominé de toute part. Ses forces ne s'élevaient qu'à 670 hommes. Comme celles de l'ennemi augmen-

taient à chaque instant, sa position devint bientôt extrêmement critique. Les soldats, qui n'avaient que 40 cartouches, les ménagèrent avec le plus grand soin, ne tirant jamais qu'à coup sûr. Ils repoussèrent toutes les attaques, dont quelques-unes furent très-vigoureusement conduites, et tuèrent beaucoup de monde à l'ennemi, sans faire eux-mêmes des pertes très-sensibles ; mais ils eurent à lutter contre un autre adversaire plus redoutable que les Kbaïles, contre la soif, qui les dévora pendant ces cinq jours de combat. L'ennemi avait détourné un ruisseau qui passait à 40 pas en avant du camp, où il ne resta bientôt que quelques bidons d'eau que l'on réserva pour les blessés. Les périls et les souffrances n'affaiblirent pas un instant le courage de nos soldats : aucun vœu pusillanime ne se manifesta, aucune demande de reddition ne se fit entendre. Il y a plus, les Kbaïles offrirent, le quatrième jour du siège, de cesser leurs attaques, si l'on voulait leur promettre qu'ils seraient exempts de contributions, et Chadeysson leur répondit fièrement qu'il n'avait ni le pouvoir, ni la volonté d'accepter d'eux aucune condition ; que s'ils désiraient la paix ils n'avaient qu'à se retirer, et aller à Constantine implorer la clémence du général.

Il y avait dans notre camp quelques cheiks arabes qui nous restèrent fidèles. Deux ou trois d'entre eux étant parvenus à traverser les lignes ennemies, apportèrent à Constantine la nouvelle de la position fâcheuse où se trouvait la petite troupe, de M. Chadeysson. Aussitôt le général envoya à son secours le 26^e de ligne. Les Kbaïles, instruits de l'approche de cette troupe, s'éloignèrent successivement de Djemilah dans la journée du 22. Vers le soir du même jour, il n'en restait plus que quelques groupes,

que Bou-Akès, escorté d'une centaine de cavaliers, vint faire retirer. Ce cheik qui intervenait ainsi comme pacificateur, quoique tardivement, fit connaître au commandant Chadeysson que le 26e n'était qu'à une journée de marche ; il arriva en effet le lendemain. Le colonel d'Arbouville qui le commandait, ne jugeant pas que la position de Djemilah fût tenable pour le moment, prit sur lui de la faire complètement évacuer.

La défense de Djemilah est un des beaux faits d'armes de l'armée d'Afrique. Cependant on en parla peu dans le temps, parce que toute action de guerre irritait alors le maréchal, qui voulait se persuader et persuader au public que sa sagesse avait complètement pacifié l'Algérie. Néanmoins, il avait songé à occuper la position du Bordj-Hamza et à prendre ainsi possession du territoire contesté, où il avait si imprudemment, au commencement de l'année, laissé établir la puissance d'Abd-el-Kader. Mais cette velléité était combattue par la crainte de rallumer la guerre. Il naquit de la combinaison de ces deux forces divergentes, agissant simultanément sur son esprit, une résultante qui lui fit prendre des dispositions pour opérer militairement, en lui laissant, jusqu'au dernier moment, l'espérance que l'émir céderait enfin sur les quatre fameux articles, et que la question aurait une solution pacifique. Ce fut alors qu'il prescrivit au général Galbois de se porter sur Sétif. Il réunit lui-même au Fondouk des forces considérables, pour marcher sur Hamza. Il paraissait devoir partir d'Alger de sa personne, pour aller se mettre à leur tête le 5 décembre. Ses équipages étaient prêts, les ordres étaient donnés, lorsque des pluies intenses, qui durèrent pendant tout le reste du mois, vinrent en arrêter l'exécution et justifier aux yeux

du public le renvoi de l'entreprise à une saison plus convenable. Mais comme l'émir, malgré de nouvelles instances, était resté silencieux sur les quatre articles, que par conséquent la guerre était toujours dans les éventualités présumables, que l'esprit de M. le maréchal n'était pas encore fait à cette idée de reprise des hostilités avec Abd-el-Kader, je crois, autant du moins qu'il est possible à la pensée d'un homme de lire dans celle d'un autre, qu'il ne serait pas parti quel qu'eût été l'état de l'atmosphère.

L'expédition de Hamza étant définitivement ajournée, on s'occupa des Hadjoutes, ces audacieux et constants ennemis de notre repos. Le camp construit à Oued-Lallègue sous le maréchal Clauzel fut occupé. Des blockhaus relièrent cette position d'un côté à Blida et de l'autre à Coléa. Mais ce fut une faible barrière par l'effet d'une circonstance particulière qui la rendit à peu près inutile : il y avait, près du camp d'Oued-Lallègue, à Haouch-Bournou, et sur quelques autres points du voisinage, un assez grand nombre de familles indigènes, qui déclinaient l'autorité de notre kaïd des Beni-Khelil et ne reconnaissaient que celle du kaïd des Hadjoutes. La direction des affaires arabes leur ordonna, ou de vider les lieux ou de se soumettre à l'action légale du premier. Elles déclarèrent qu'elles optaient pour l'émigration : elles en avaient le droit, d'après les clauses du traité ; mais, après s'être ainsi prononcées ostensiblement, elles allèrent intriguer en secret auprès du chef militaire de Blida, qui était alors M. le colonel Duvivier, pour être autorisées à rester dans leurs positions, sans pour cela être contraintes de se mettre sous les ordres de notre kaïd ; elles demandèrent, en un mot, d'être indépendantes, ou du moins placées en dehors

de la hiérarchie administrative arabe établie dans la province. Leur demande fut appuyée par M. Du vivier, et admise par le maréchal, je ne sais par quel renversement d'idées. Il résulta de cela que les Arabes de Ben-Bournou et leurs voisins n'étant pas surveillés continuèrent leurs relations avec les Hadjoutes ; les maraudeurs de cette tribu qui voulaient commettre quelque vol sur noire territoire se rendaient d'abord un à un chez eux, partaient ensuite de là pour mettre leurs projets à exécution, et repassaient ensuite tous ensemble nos lignes, soit la nuit, soit même en plein jour à la vue des garnisons de nos blockhaus, qui ne comprenaient pas comment ils avaient pu y pénétrer. Un jour qu'ils eurent l'insolente audace de passer ainsi au galop, après le lever du soleil, sous le canon d'Oued-Lallègue, avec un troupeau qu'ils avaient enlevé près de Bouffarik, l'officier qui commandait le détachement de cavalerie établi dans le camp se mit à leurs trousses et leur fit lâcher prise ; mais, attendu qu'il les poursuivit jusqu'à une demi-lieue au delà de la Chiffa, limite de notre territoire, il fut mis aux arrêts par M. le maréchal et le fait signalé dans un ordre du jour, comme si l'on eût voulu que l'armée sût bien qu'elle n'était là que pour souffrir patiemment les plus grossières insultes.

Dans le mois de février 1839, Abd-el-Kader, de retour de son expédition d'Aïn-Madi, se porta dans la province de Tittery, et vint ensuite s'établir momentanément à Boukhorchfa, au-dessous de Milianah. Lorsque M. le maréchal le sut aussi près de lui, il lui envoya son gendre, M. de Salles, pour rouvrir les négociations relatives aux quatre articles modificatifs du traité de la Tafna. Le diplomate français était chargé de riches présents que l'émir, aveuglé par la fortune, reçut avec un superbe dédain.

Quant aux articles qu'on soumettait à sa sanction, il répondit avec une orgueilleuse modestie qu'il ferait ce que voudraient les Arabes dont il n'était que le représentant. Il y eut en effet un grand conseil où les propositions de M. le maréchal furent repoussées, comme on devait s'y attendre. Pendant que cette affaire se débattait, Abd-el-Kader réclama de M. de Salles une négresse et son fils, la première affranchie, et l'autre esclave de son secrétaire. Ces deux malheureux s'étaient réfugiés depuis quelques mois à Alger, où ils vivaient honnêtement de leur travail. Ils avaient déjà été réclamés par lettres, et M. le maréchal avait prescrit au directeur des affaires arabes d'arranger cette affaire *avec justice et convenance d'après la loi*. D'après cette décision, le directeur des affaires arabes, considérant qu'un des principes les plus sacrés que nous aient légués nos pères, est que la terre de France rend libre tout esclave qui la touche ; qu'Alger est France ; que, dans tous les cas, la question d'état devait être discutée, et qu'elle ne pouvait être tranchée par la simple assertion du réclamant, d'autant moins que la négresse se disait affranchie, décida que ni elle ni son fils ne seraient rendus, après avoir pris, pour plus grande assurances-avis de M. Chaix, procureur général. L'affaire en était là lorsque l'émir en parla à M. de Salles, qui transmit aussitôt de Boukhorchfa la nouvelle demande d'extradition au maréchal. Cette fois, elle fut accueillie, M. le maréchal pensant sans doute que cet acte de complaisance rendrait Abd-el-Kader plus accommodant. Les nègres furent arrêtés et le directeur des affaires arabes reçut l'ordre de les faire conduire par des gendarmes indigènes jusqu'aux frontières où la remise en fut faite à un détachement d'Hadjoutes. Ces misérables,

au moment de quitter Alger, se roulèrent dans la poussière, en suppliant qu'on les pendit sur place, sans les envoyer chercher la mort si loin. Le directeur des affaires arabes dut, comme militaire, exécuter les ordres qui lui avaient été donnés ; mais l'obéissance lui parut dans cette circonstance si pénible, qu'il se démit immédiatement de son emploi, protestant ainsi, autant qu'il était en lui, contre un des actes les moins honorables qui se soient accomplis en Algérie. Tel fut tout le fruit de la mission de M. de Salles auprès d'Abd-el-Kader. On s'en occupa à la chambre des députés. Le ministre de la guerre, interpellé à ce sujet, annonça que le gouverneur général avait été blâmé, et que pareille chose ne se renouvellerait plus. Mais le directeur des affaires arabes, dont la conduite fut louée, n'en avait pas moins perdu sa position.

Abd-el-Kader, peu de temps après qu'il eut répondu par un refus formel aux propositions du maréchal Valée, écrivit au roi des Français une lettre dont nous croyons devoir mettre la traduction sous les yeux du lecteur :

« Le serviteur de Dieu, El Hadj-Abd-el-Kader, commandeur des Croyants (à qui le Très-Haut veuille accorder la sagesse et la justice nécessaires pour les gouverner !), à S M. Louis-Philippe, roi des Français (puisse son règne être long, heureux et plein de gloire !)

« Depuis la fondation de l'Islamisme, les Mahométans et les Chrétiens sont en guerre. Pendant des siècles, ce fut une obligation sainte pour les deux sectes. Mais les Chrétiens négligeant leur religion et ses préceptes, ont fini par ne plus considérer la guerre que comme un moyen humain d'agrandissement. Pour le véritable Musulman, au contraire, la guerre contre les Chrétiens reste obligatoire

dans tous les cas, à plus forte raison lorsque les Chrétiens envahissent le territoire des Musulmans. D'après ce principe, je me suis donc écarté des préceptes de ma religion, lorsque j'ai contracté avec toi, roi des Chrétiens, un traité de paix, il y a deux ans, et surtout en cherchant aujourd'hui à consolider cette paix à tout jamais. Tu connais les devoirs imposés par le Coran à tout prince musulman ; ainsi, tu dois me savoir gré d'avoir fait fléchir pour toi la rigueur de ses préceptes.

« Mais il est un sacrifice que tu exiges de moi qui est trop formellement en contradiction avec ma religion pour que je puisse m'y soumettre, et tu es trop juste pour vouloir m'en faire une obligation irrévocable. Tu me demandes que j'abandonne des tribus dont j'ai déjà reçu la soumission, qui sont venues d'elles-mêmes me payer l'impôt prescrit par le Coran, qui m'ont supplié, et me supplient encore de les administrer. J'ai moi-même parcouru leur territoire, qui d'ailleurs est en dehors des limites de celui que le traité réserve à la France, et vous voudriez qu'aujourd'hui, par un autre traité, j'ordonnasse à ces mêmes tribus de subir le joug des Chrétiens ? Non ; si les Français sont mes amis, ils ne peuvent vouloir une chose qui déconsidérerait leur allié aux yeux de tout son peuple ; ils ne voudront pas, pour de misérables tribus qu'il leur importe si peu de gouverner directement ou de laisser gouverner, me mettre dans la terrible alternative ou de forfaire à ma loi, ou de renoncer à une paix si désirable pour nous « tous.

« Mais on me dira peut-être que cette considération religieuse qui me force à refuser ces tribus, m'obligeait

aussi de réclamer les Arabes de la Métidja, d'Oran et de Constantine. Non, car ceux-là sont restés avec les Français de leur pleine volonté, et je me suis en outre réservé le droit de donner asile à ceux d'entre eux à qui répugnerait la domination chrétienne, tandis que les tribus que je refuse ne sont point nomades ; elles sont attachées à leur sol, réclament mon gouvernement et sont trop nombreuses pour que je puisse leur donner dans mon territoire une portion de terrain égale à celle qu'elles abandonneraient.

« Grand roi des Français ! Dieu nous a désignés, l'un et l'autre, pour gouverner quelques-unes de ses créatures, toi dans une position bien supérieure à la mienne par le nombre, la puissance et les richesses de tes sujets ; mais il nous a imposé également l'obligation de les rendre heureux.

« Examine donc avec moi notre position, et tu reconnaîtras que de toi seul dépend le bonheur des deux peuples.

« Signe ou ne signe pas, me dit-on, mais ton refus sera la guerre. Eh bien ! moi je ne signe pas, et je veux la paix, rien que la paix.

« Pour qu'un traité soit utile à tes sujets, il faut que je sois craint et respecté des miens. Mais dès l'instant qu'ils verraient que, suivant mon bon plaisir, je me crois le droit de les livrer à l'administration des Chrétiens, ils n'auraient plus de confiance en moi, et alors il me serait impossible de leur faire observer la moindre clause du traité. Seras-tu compromis au contraire, toi Sultan de la nation française, de la nation la plus puissante du monde, en faisant des concessions à un jeune prince dont le pouvoir commence à peine à

s'affermir sous ton ombre ? Ne dois-tu pas me protéger, « me traiter avec indulgence, moi qui ai rétabli l'ordre parmi ces tribus qui s'égorgeaient, qui tâche chaque jour de faire naître chez elles le goût des arts et des utiles professions. Aide-moi donc au lieu de m'entraver, et Dieu te récompensera.

« Si la guerre éclate de nouveau, plus de commerce qui peut procurer de si grands avantages dans ce pays, plus de sécurité pour tes colons ; surcroît de dépenses, diminution de produits, le sang des tiens coulant sans avantage, une guerre de partisans à mort. Je n'ai pas l'orgueil de croire que je pourrais tenir ouvertement tête à tes troupes, mais je les harcellerai sans cesse. Je perdrai du territoire sans doute, mais j'aurai pour moi la connaissance du pays, la frugalité et le dur tempérament de mes Arabes, et surtout le bras de Dieu, qui soutient toujours le faible opprimé.

« Si, au contraire, tu veux la paix, nos deux pays n'en feront plus qu'un, le moindre de tes sujets jouira de la sécurité la plus absolue dans toutes nos tribus ; le commerce deviendra véritablement libre ; les deux peuples se mêleront chaque jour davantage, et tu auras la gloire d'avoir introduit dans nos contrées, sans effusion de sang, cette civilisation dont les Chrétiens se sont rendus les apôtres.

« Tu comprendras, j'en suis sûr, ce que je te dis ; tu m'accorderas ce que je te demande, et ce que je te demande est de ne pas voir dans mon refus de signer un nouveau traité le désir de recommencer la guerre, mais de n'y voir, au contraire, que celui de consolider les bases de l'ancien, et d'établir une amitié sincère entre les deux peuples.

« Que Dieu t'inspire une réponse digne de ta puissance et de la bonté de ton cœur. »

L'Émir écrivit en même temps au duc d'Orléans dans les termes suivants:

« Le serviteur de Dieu, commandeur des Croyants, à S. A. R. le duc d'Orléans, fils du roi des Français (que le salut soit sur lui !).

« J'ai reçu dans le temps, des mains de mon ambassadeur Ben-Aratch, le beau présent que tu m'as envoyé. Sa magnificence est digne de ton rang élevé. Dieu veuille qu'il soit un gage sincère de ton amitié pour moi ! C'est au nom de cette amitié que je réclame ton intercession dans la demande que j'adresse à ton illustre père. Au nom de Dieu que nous adorons tous, je te nomme mon représentant auprès de lui. Persuade-le, préviens ses objections, fais triompher ma cause, car c'est celle de la France, sois en certain.

« Si mes Arabes se civilisent à l'ombre d'une paix durable qui établisse des rapports avantageux aux deux nations, tu partageras mon bonheur et ma gloire et les bénédictions des heureux que nous aurons faits.

« Je mets mon espérance dans la générosité de ton âme, la bienveillance de ton caractère et l'influence que doit donner ta haute position. »

Ces lettres étaient sans aucun doute fort adroites ; elles caressaient avec habileté les idées qui avaient cours en France dans une partie du public, des Chambres et même des membres du Gouvernement, et que l'Émir connaissait bien, car il avait un interprète français fort habile, chargé

de lui traduire et de lui expliquer tous les articles des journaux où il était question des affaires de l'Algérie⁽¹⁾.

Il désirait éloigner la guerre quelque temps encore, et, en faisant sanctionner par la France la prise de possession du territoire contesté dans l'est de la province d'Alger, se donner celui de consolider ses usurpations dans celle de Constantine. Peut-être aurait-il obtenu ce qu'il désirait s'il eût mis plus de soin à réprimer les déprédations de ses Arabes, s'il eût fait jouir la colonie française de ce repos que le traité devait, disait-on, lui assurer, et s'il eût enfin renoncé une fois pour toutes à ses tracasseries de tous les jours qui irritaient profondément les esprits contre lui en Algérie et en France. Mais le Gouvernement, quelles que fussent ses dispositions secrètes, ne pouvait honnêtement faire de nouvelles concessions à un homme qui, soit mauvais vouloir, soit impuissance, peut-être l'un et l'autre, ne remplissait pas même les engagements les plus formels. Cependant, comme il ne voulait pas non plus la guerre, il ne répondit rien, et, suivant en cela les habitudes molles qu'il a eues trop longtemps dans les affaires d'Afrique, il ajourna la question, ou plutôt il en remit la solution au hasard des événements. M. le maréchal Valée fut très-irrité de l'obstination d'Abd-el-Kader, principalement à cause de l'outhan d'Hamza dont il désirait surtout la cession : car il aurait voulu établir par là des communications régulières avec Constantine. Des pensées de retraite lui revenant à l'esprit depuis quelque temps, il voyait dans l'exé-

(1) Il est hors de doute que les lettres que l'on vient de lire furent composées par cet interprète. Le style de ces deux pièces est dans le fond trop européen pour qu'il n'en soit pas ainsi.

cution de ce projet une manière très-convenable de clore son administration. Il eut tant d'humeur d'être obligé d'y renoncer, que, abandonnant tout d'un coup son système de longanimité sans cependant éclater ouvertement, il se mit à autoriser les indigènes de notre territoire, et même nos rares colons, à faire des courses sur les tribus d'Abd-el-Kader et à leur rendre une partie du mal qu'ils en recevaient. Ainsi, le résultat de cette politique de concessions, qui n'osa jamais prendre l'attitude convenable à la force et au bon droit, fut l'organisation honteusement clandestine du brigandage. Mais le gouverneur général, las bientôt de cet état de choses, fatigué des attaques de la presse, irrité contre tout le monde et contre lui-même, envoya à Paris sa démission. Elle y arriva vers le mois d'avril 1839. On était alors dans une crise ministérielle. Le cabinet qui dirigeait encore une administration expirante, déjà fort embarrassé de lui-même, ne voulut point se charger du soin de trouver un nouveau gouverneur à l'Algérie ; il supplia donc M. le maréchal de vouloir bien rester à son poste. C'est ce que celui-ci se résigna à faire ; mais il fit payer cette complaisance au ministère, si toutefois c'en était une, en redoublant pour lui de dédain et de mauvais procédés.

Il arrive souvent que ceux que la fortune a élevés au-dessus des autres, lorsqu'ils s'aperçoivent que le public commence à examiner leurs actes avec une curiosité peu bienveillante, cherchent à détourner son attention par quelque fait nouveau et inattendu. Chacun connaît l'histoire du chien d'Alcibiade. La petite ville de Djidjeli fut pour le maréchal Valée ce que la queue de ce pauvre animal avait été pour le spirituel athénien. Il résolut de s'en emparer. Un navire français de commerce, le brirk l'*Indépendant*,

qui avait échoué non loin de cette ville et dont l'équipage avait été mis à rançon par les Kbaïles des environs, loi en fournit un prétexte plausible. Mais avant d'entrer dans les détails de cette expédition, il convient que nous reprenions l'histoire des événements de la province de Constantine, et que nous les conduisions jusqu'à l'époque où elle eut lieu.

Nous avons plusieurs fois parlé de Resgui et d'Haznaoui, ces deux cheiks rivaux des Hanencha, qui s'étaient trouvés à notre égard dans des positions si diverses. Resgui avait été longtemps notre ennemi, et alors il avait eu l'avantage sur son antagoniste, qui était pour nous. A l'époque où cette histoire est parvenue, Haznaoui avait au contraire abandonné notre cause et supplanté Resgui, qui à son tour était devenu notre ami. Ainsi, il semblait que notre amitié était un motif d'exclusion au gouvernement des Hanencha.

Pour mettre fin à cet état de choses de fâcheux exemple, le général Galbois résolut d'envoyer des secours à Resgui qui, malgré l'abaissement où il se trouvait alors, annonçait dans ses lettres pouvoir, à l'approche de nos troupes, faire soulever 500 cavaliers en sa faveur. Cette opération fut confiée à M. le chef de bataillon Jannet du 26^e de ligne, qui partit de Ghelma, le 8 février, avec un bataillon de son régiment, une cinquantaine de cavaliers, deux pièces de montagne, et alla camper à une journée plus loin au pied du Djebel-Sessi sur la Seybouse. Il attendit là Resgui qui n'arriva que le 10 avec 20 cavaliers seulement, au lieu des 500 qu'il avait annoncés. M. Jannet comprit fort bien dès ce moment que l'entreprise était manquée ; cependant, comme un officier de cœur se

décide difficilement à reculer devant le danger sans ordre précis, ou sans nécessité absolue, il reprit sa marche, et s'avança jusqu'auprès de la ville ruinée d'Hadjara qui est en plein territoire des Hanencha. Mais voyant que partout les partisans d'El-Hasnaoui couraient aux armes et que personne ne bougeait en faveur de Resgui, il dut se déterminer à la retraite qu'il opéra par Ksar-el-Djedja. Il fut poursuivi jusqu'à la Seybouse ; mais il maintint l'ordre dans sa petite troupe. Le 17, il rentra à Ghelma sans pertes trop considérables. Resgui se rapprocha de ce camp avec sa famille, et Haznaoui triomphant se mit à jouer en petit, chez les Hanencha, le rôle d'Abd-el-Kader, instituant des kaïds, se faisant payer des contributions par ses voisins plus faibles que lui, et se réservant prudemment, du reste, une retraite sur les terres de Tunis où il transporta une partie de sa fortune personnelle. Tantôt il paraissait agir pour le compte d'Ahmed-Bey, tantôt il se posait seulement en protecteur de cette puissance déchue à laquelle il paraissait alors n'accorder qu'une pitié dédaigneuse. Ahmed, obligé de subir les caprices de cet homme, courait, selon les circonstances, de l'Aurès chez les Hanencha, et de chez les Hanencha à l'Aurès, où il s'était ménagé un refuge dans une position respectable appelée Amar-Cadou.

Le territoire des Hanencha étant limitrophe du cercle de la Calle, Haznaoui chercha plusieurs fois à étendre son influence sur les tribus de ce district ; mais ces projets furent déjoués par M. de Mirbek qui y commandait, et qui dans l'exercice de ses fonctions savait joindre beaucoup de fermeté à des formes conciliantes fort appréciées des Arabes. Il était loyalement secondé par le kaïd Mahmoud-ben-Hassen, et par le cheik Ali-Labrak qui s'étaient

franchement ralliés à notre cause, après l'avoir combattue. Ce dernier ayant été assassiné au mois d'avril 1839 par des gens de la tribu des Oulad-Arid, partie insoumise des Nehed, M. de Mirbek marcha contre cette tribu ; mais il ne put tirer du meurtre d'Ali-Labrak qu'une satisfaction fort incomplète.

Peu de temps avant cet événement, le kaïa du Kef, ville tunisienne, s'était avancé avec quelques troupes jusqu'à Tonga, à trois ou quatre kilomètres de la Calle, et avait voulu lever des contributions sur les Arabes de cette contrée, qu'il disait sujets de son prince. M. de Mirbek eut avec lui une entrevue à la suite de laquelle le kaïa s'éloigna. Depuis cette époque, la question des limites avec Tunis se reproduisit presque chaque année.

Au mois de mars, le cheik Bouakal ayant été assassiné chez les Ouled-ben-Aziz, fraction des Harakta, le général Galbois voulant tirer satisfaction de ce meurtre, fit partir le lieutenant-colonel Bourgon, du 23^e de ligne, avec 1,200 hommes, et quelques centaines de cavaliers indigènes commandés par le kaïd Ali. Les Oulad-bou-Aziz furent cernés ; on leur enleva leurs troupeaux et on les força de livrer les principaux coupables qui furent immédiatement décapités. Tout cela se fit par le kaïd Ali ; les troupes françaises n'appuyèrent l'opération que de leur présence.

Au mois d'avril, le général Galbois fit une grande reconnaissance à l'est de l'Harouch, dans les montagnes qui séparent le bassin de l'Oued Sefsaf de celui du lac Fetzara, et s'assura de la possibilité d'établir des communications avec Bône dans cette direction. On s'avança jusqu'aux ruines de la ville romaine de *Nedes*, sans aucun acte d'hostilité de la part des indigènes. Le général était

de retour à Constantine depuis peu de jours, lorsque M. de Salles vint lui annoncer les dispositions du maréchal au sujet de Djidjeli. M. de Salles devait se rendre dans cette ville par mer avec un bataillon de la légion étrangère, tandis que M. le général Galbois s'y porterait par terre avec les troupes disponibles de sa province, conformément aux ordres du maréchal. Ce général se remit donc en campagne ; mais arrivé à Djemilah, ce qu'il apprit sur la topographie du pays qui lui restait à traverser pour atteindre Djidjeli, et sur les dispositions de ses habitants, le décida à laisser à M. de Salles la conduite entière de l'entreprise. Au reste, sa présence à Djemilah eut peut-être pour conséquence de retenir chez eux les Kbaïles qui, se voyant menacés sur leurs derrières, ne se portèrent pas vers la côte en aussi grand nombre qu'ils l'auraient probablement fait sans cela.

Ce fut le 13 mai que M. le commandant de Salles parut devant Djidjeli, avec un bataillon de la légion étrangère tiré de Bône, et commandé par M. Horain, jeune Polonais fort distingué. Le débarquement s'opéra sans peine, et on entra dans la ville sans coup férir. Les jours suivants, pendant qu'on s'occupait de la construction de trois petits forts sur les positions dominantes de l'extérieur, il y eut avec les Kbaïles quelques engagements dans l'un desquels M. Horain fut blessé mortellement. Mais tout ne tarda pas à s'arranger : les Kbaïles cessèrent leurs inutiles attaques, leurs cheiks firent des promesses de paix, et les habitants de Djidjeli, qui avaient fui, rentrèrent en partie dans leur petite ville, où tout était tranquille, lorsque M. de Salles retourna à Alger vers la fin du mois.

Pendant que M. de Salles voguait vers Djidjeli et que

le général Galbois marchait sur Djemilah, les commandants de Philippeville et de Bougie manœuvraient de leurs côtés pour détourner l'attention des Kbaïles du point menacé. Le premier fit partir, le 11 mai, un bataillon du 61^e de ligne commandé par M. le chef de bataillon Choppin qui alla bivouaquer ce jour-là à la vallée de l'oued Zama, non loin de la mer, dans la direction de Collo. Le lendemain, il voulut pousser plus loin ; mais attaqué par les Kbaïles, embarrassé de ses blessés, pour lesquels il n'avait pas de moyens de transport, il fut obligé de rentrer à Philippeville. A Bougie, le lieutenant-colonel Bedeau, de la légion étrangère, s'avança avec ses forces disponibles vers le col de Tisi, qu'il franchit au point du jour, et surprit le village de Mèlalah qui est au delà. Il n'y laissa commettre aucun désordre, et se mit en pourparlers avec ceux des habitants, en assez grand nombre, qui n'avaient pas fui. Mais pendant ce temps, les Kbaïles de la campagne se réunissaient, de sorte qu'il fallut bientôt songer à la retraite ; elle s'opéra en ordre, mais avec quelques pertes.

Le général Galbois que nous avons laissé à Djemilah resta quelque temps dans cette position qu'il mit en état de défense, et où il établit un bataillon. Sa présence dans ces parages ayant enhardi le parti français, Ahmed-ben-Mohammed-el-Mokrani, et Messaoud-ben-el-Saadi, cheik des Rigah, marchèrent contre Abd-el-Salem, le battirent complètement, et s'emparèrent de sa musique et de ses drapeaux. Un des frères de Ben-Illis, kaïd des Rigah sous l'administration turque, assassiné l'année précédente pendant qu'il se rendait à Constantine pour offrir ses services au maréchal Valée, fut tué à cette affaire dans les rangs ennemis, et sa tête envoyée au général Galbois. Ce

dernier, après cette victoire de nos alliés, se porta sur Sétif où il resta jusque vers le milieu de juin. Il envoya de là sa cavalerie à la poursuite d'Abd-el-Salem, qui se réfugia dans les montagnes.

Le général Galbois laissa à Sétif le bataillon turc, ainsi que quelques compagnies du 23^e de ligne, et retourna à Constantine par la route des Oulad-Abd-el-Nour. Ces troupes ne restèrent pas longtemps à Sétif où aucun établissement n'était encore créé. La difficulté d'approvisionner ce poste détermina le général à en ordonner l'évacuation. La garnison se replia sur Djemilah. El-Mokrani et les siens, le cheik Messaoud et les Rigah de son parti, se retirèrent avec elle, craignant quelque réaction. Ils allèrent s'établir dans la vallée de l'Oued-Deheb. La réaction, qui ne put les atteindre personnellement, eut lieu en effet ; Abd-el-Salem, après l'évacuation de Sétif, reparut en maître dans la Medjanah. Abd-el-Kader lui-même se porta dans les montagnes de Bougie, et s'avança jusqu'en vue de cette place. Il fut reçu par les Kbaïles avec respect, mais avec méfiance, et resta peu de temps chez eux.

Au mois d'août, le général Galbois, instruit de ce qui se passait dans l'ouest de sa province, fit partir quelques troupes pour Sétif sous le commandement du colonel Guesvillers. El-Mokrani et les Rigah de Messaoud quittèrent alors l'Oued-el-Deheb et se disposèrent à rentrer chez eux, sous la protection de nos baïonnettes. Ben-Omar, lieutenant de Ben-Salem, qui était resté chez les Amar-Garaba, s'éloigna en toute hâte et leur laissa le champ libre.

M. le colonel Guesvillers n'ayant rencontré d'ennemis nulle part, dans le district de Sétif, et voyant que tout

paraissait y être rentré dans l'ordre, reprit la route de Constantine, conformément à ses instructions. Arrivé sur les terres de Djemilah, il fut attaqué par les Beni-Mérouan. Bou-Akès, cheik de Ferdjioua qui était avec lui, mit bientôt fin au combat par sa seule influence sur les Kbaïles. Nous avons vu que la même chose avait eu lieu l'année précédente, lorsque le général Galbois revint de sa première expédition de Sétif. Ce fait se reproduisit depuis dans de petites circonstances de détail. Bou-Akès, qui était assez puissant pour qu'une parole de lui fît déposer les armes aux montagnards, l'aurait été probablement assez pour les empêcher de les prendre ; mais il était bien aise de nous faire voir à chaque instant l'étendue de son influence en apaisant les flots qu'il avait laissés se soulever. Il affectait du reste une indépendance absolue, et ne paraissait jamais à Constantine.

Peu de temps avant le mouvement opéré sur Sétif par le colonel Guesvillers, le général Galbois avait été informé par la police maure, que des agents d'Amed-Bey venaient souvent à Constantine, et que ce personnage entretenait par leur moyen une correspondance assez suivie avec quelques chefs arabes qui avaient reconnu notre autorité, et qui se trouvaient par là en état de trahison. Ces agents furent arrêtés. Par suite de cette mesure, Ben-Atar, kaïd de Milah, Ben-Zerguin, kaïd du Sahel, et quelques habitants de Constantine d'un rang inférieur, furent mis en jugement sous la prévention de correspondance avec l'ennemi. Les deux kaïds et trois autres indigènes reconnus comme eux coupables de ce crime furent condamnés à la peine de mort par le conseil de guerre, le 2 juillet 1839. Le fait seul de correspondance suffisait sans aucun doute pour attirer légalement sur leurs têtes la rigueur

des lois ; mais comme la nature de cette correspondance n'était pas ouvertement hostile, qu'elle ne se rattachait à aucun plan de conspiration, et qu'elle ne portait guère que sur des intérêts privés, principalement sur les moyens de faire passer à Ahmed une de ses femmes⁽¹⁾ restée à Constantine, l'autorité supérieure crut devoir user d'indulgence à leur égard et les recommander à la clémence du roi qui leur fit grâce entière.

Il ne se passa plus rien qui mérite d'être rapporté dans l'intérieur de la province de Constantine jusqu'à l'expédition des Bibans, dont nous parlerons un peu plus loin. Il n'y eut rien non plus de remarquable à Philippeville, à Bône, ni dans l'Edough. Haznaoui fit, au mois de juillet, invasion sur des tribus soumises du cercle de la Calle, et maltraita principalement les Douairs établis auprès d'Aïn-Ghiar. Les Arabes pillés se plaignirent avec amertume de ne pas avoir été secourus par les Français, disant avec raison que leur ayant payé l'impôt, ils avaient acheté le droit de l'être. La garnison de la Calle était certainement trop faible pour marcher contre Haznaoui, mais le raisonnement des Arabes n'en conserve pas moins toute sa force. L'impôt est tout simplement un vol lorsque le Gouvernement qui le reçoit n'exerce aucune protection sur ceux qui le donnent. Aussi, au mois de septembre suivant, il y eut quelques troubles chez les Oulad-Dieb, au sujet de la perception des contributions ; mais ils furent promptement étouffés et n'eurent pas de suite.

(1) C'est cette femme, nommée Zora, qui dénonça elle-même les correspondants d'A Ahmed-Bey. Elle se fit depuis chrétienne, et a épousé, je crois, un Européen.

Le cercle de Ghelma plus à l'abri que celui de la Calle des influences hostiles d'Haznaoui fut parfaitement tranquille pendant toute l'année 1839. L'administration sage et paternelle du commandant Herbillon, les souvenirs de celle du colonel Duvivier, y faisaient aimer la domination française à l'ombre de laquelle cet heureux petit coin de terre peut arriver à la plus haute prospérité ; car il n'est peut-être pas d'essai de colonisation fusionnaire qu'on ne puisse tenter dans ce cercle, avec des chances à peu près certaines de succès.

Nous voici arrivés à une époque de crise pour l'Algérie, à cette promenade pittoresque des Bibans à laquelle, pendant quelques heures de délire, on aurait dit que le triomphe civilisateur de Bacchus, revenant des Indes pouvait à peine être comparé. Mais avant d'aborder ce sujet, qui ouvrira le livre suivant, disons en quelques lignes où en étaient nos affaires dans ce moment même à Oran et à Alger.

A Oran, le général Rapatel, qui était rentré en France dans l'été de 1838, avait été remplacé par M. de Guehenuc. Ce nouveau commandant de la province était lieutenant général comme son prédécesseur. A Alger, deux nouveaux camps furent établis, dans l'été de 1839, sur le territoire des Beni-Mouça à quelques kilomètres l'un de l'autre : le premier près de remplacement du marché de l'Arba, et le second à l'entrée de la gorge d'où sort l'Oued-el-Akra, qui commence en cet endroit à prendre le nom d'Arach.

LIVRE XXVIII.

Expédition des Bibans. — Rupture du traité de la Tafna. — État de la population européenne et de la colonisation au moment de la rupture. — Cadastre. — Agriculture. — Administration forestière. — Commerce. — Revenus publics. — Travaux publics. — Examen de divers actes administratifs. — Réorganisation de la haute administration de l'Algérie. — Ordonnance sur le régime financier.

Nous pressentions ce qui ne devait pas tarder d'arriver lorsque, au mois d'août 1839, après avoir mis sous les yeux de nos lecteurs, en terminant le 3^e volume de la première édition des *Annales algériennes*, un tableau rapide de la situation de l'Algérie à cette époque, nous ajoutions que le Gouvernement ignorait lui-même ce qu'il devait faire, et que la question serait probablement résolue par quelque événement fortuit, futile peut-être, et à coup sûr plus ou moins étranger à cette même question. Cet événement fut un voyage du duc d'Orléans en Afrique. A considérer les choses du point de vue des théories constitutionnelles de l'époque, les voyages des princes, lorsque ceux-ci n'étaient pas chargés de commandements légalement et hiérarchiquement conférés, n'auraient dû être que des occasions de parades de troupes, de visites d'étiquettes et autres insignifiantes cérémonies ; mais, dans la réalité, il n'en était pas ainsi : on s'était habitué à donner un caractère politique à leurs moindres mouvements, et cela quelquefois même malgré eux. En conséquence, dès que l'on sut que M. le duc

d'Orléans arrivait en Algérie, ce fut un point arrêté dans l'esprit des masses qu'il fallait nécessairement qu'il vint y faire quelque chose. Mais quoi ? C'est ce que M. le maréchal Valée se chargea de trouver.

Le prince commença son voyage dans le mois de septembre. Il visita successivement Oran et Alger. Il partit de cette dernière ville, le 6 octobre, avec le maréchal, se rendit à Philippeville, et de là à Constantine. Partout il examina les établissements militaires avec soin et montra une grande sollicitude pour le soldat, dont l'état de malaise attestait sur trop de points la négligence de l'administration de la guerre. C'est de ce voyage, qui sous ce rapport fut un bienfait pour les troupes, que datent en Algérie de notables améliorations, dans cette branche si importante du service public, qui comprend le casernement et les hôpitaux.

Le maréchal Valée avait réuni à Milah environ 4,000 hommes. C'était de là qu'il devait partir avec le prince pour marcher à ce triomphe inconnu que sa prévoyance lui avait ménagé. Il fallait quelque chose de prompt, de saisissant, d'assuré surtout : telles étaient les conditions du problème. Deux opérations d'un certain éclat pouvaient être tentées : la première était de traverser par Sétif le pays des Kbaïles de Bougie et de revenir par ce port à Alger ; l'autre de franchir le fameux passage des Bibans et de donner ainsi une apparence d'accomplissement au projet favori de M. Valée, celui d'une communication par terre entre Alger et Constantine. Le maréchal s'arrêta d'abord, ou plutôt feignit de s'arrêter à la première. Dans ce but, il avait envoyé d'Alger à Bougie le 1^{er} bataillon du 62^e de ligne, et prescrivit au commandant de cette place de faire quelques démonstrations extérieures afin d'attirer

les forces des Kbaïles sur le nord, et de dégager ainsi la partie du sud par laquelle il paraissait vouloir s'introduire sur leur territoire. Toute l'armée crut que Bougie était en effet le terme de l'expédition. Cette armée fut partagée en deux petites divisions : le duc d'Orléans prit le commandement de la première, et le général Galbois celui de la seconde. L'infanterie se composait du 2^e léger venu de la province d'Alger, du 17^e léger, du 23^e de ligne, d'un bataillon du 22^e du bataillon turc de Constantine et d'une partie du 3^e bataillon d'infanterie légère d'Afrique.

La cavalerie était formée par deux escadrons du 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique venus d'Alger, le 3^e régiment de la même arme et les spahis de la province. Il y avait de plus neuf compagnies de sapeurs du génie et une batterie d'artillerie de montagne.

Ces forces partirent de Milah le 18 octobre, et arrivèrent à Sétif le 21. Elles restèrent dans cette localité jusqu'au 28. La pluie ne cessa de les incommoder cruellement pendant ces trois jours qui furent employés à des travaux de fortification, le maréchal ayant résolu de laisser garnison à Sétif.

Un assez grand nombre de cheiks arabes soumis avaient accompagné la colonne jusqu'à Sétif. Là, quelques cheiks Kbaïles des montagnes vinrent aussi se présenter au maréchal ; mais ce ne fut qu'une soumission apparente cachant un but d'espionnage. Ces hommes, inquiets de notre marche, désiraient savoir à quoi s'en tenir sur nos intentions. D'après ce qu'ils virent, ils crurent avec tout le monde que l'armée marchait sur Bougie et coururent avertir les leurs de se mettre en état de défense. Au moment où ils franchissaient la ligne de nos avant-postes, l'un d'eux tua d'un coup de pistolet un caporal du 2^e léger

qu'il rencontra à moins de cent pas des factionnaires.

L'armée partit de Sétif le 25, et alla bivouaquer près d'Aïn-Turc à cinq lieues plus à l'ouest. Le 26, le véritable but de l'expédition fut enfin connu ; la colonne, au lieu de continuer à suivre la route qui devait la conduire dans les montagnes de Bougie, reçut l'ordre d'appuyer à gauche vers le marabout de Sidi-Moubarek, direction qui était celle des Bibans. Cette simple manœuvre produisit un effet électrique sur les troupes, en découvrant à tous un projet que quelques personnes seulement avaient pressenti. Ces mots de *Bibans*, de *Portes de Fer*, parlait fortement à l'imagination des soldats ; il paraissait beau de rentrer par là à Alger, après avoir parcouru de vastes espaces dans cette contrée où jusqu'alors nous ne nous étions avancés qu'en tâtonnant. Le soir, on bivouaqua près de Bordj-Medjana.

A peu de distance de cette localité le pays change totalement d'aspect : ce n'est plus un plateau ondulé, aride et dépourvu d'arbres, comme celui que l'on traverse depuis Sétif ; c'est une verdoyante contrée, coupée de fraîches vallées, de collines et de montagnes couvertes d'une belle et riche végétation. L'armée s'y engagea, le 27, par les montagnes de Dra-el-Hamar et de Cheragrak, et alla établir son bivouac sur l'Oued-Bouketon. Un parti de cavalerie avait été signalé dans la journée. On mit quelques escadrons à sa poursuite ; mais ils ne purent l'atteindre. Quelques KJbaïles de la tribu des Beni-Abbès furent présentés par notre khalife, El-Mokrani, au maréchal pour lui servir de guides jusqu'au delà des Bibans. On affecta de les considérer comme des députés qui venaient offrir la soumission de leurs tribus ; on leur donna des burnous censés être d'investiture, et après les avoir officiellement

décorés du titre pittoresque de cheiks des Portes de Fer, on s'avança sous leur conduite vers ce redoutable défilé, en suivant la vallée de l'Oued-Bouketon dont il est le prolongement.

Le passage des Bibans s'effectua le 28 octobre. Ce même jour, le général Galbois se sépara du maréchal pour retourner à Constantine avec fort peu de troupes, la plus grande partie de celles qu'il commandait ayant été réunies à la division du duc d'Orléans. Le défilé n'était pas gardé et fut franchi sans obstacle. Le secret avec lequel avait été préparée cette opération et le bruit d'une marche sur Bougie en assurèrent le succès. Les événements qui suivirent ne permettent pas de douter que sans cela Abd-el-Kader eût pris des mesures pour s'y opposer. Dans ce cas, il est également hors de doute que la nature des lieux lui aurait donné de fortes chances de réussite.

La colonne ayant franchi les Portes de Fer, arriva dans la plaine qui est au delà et se dirigea vers les Beni-Mansour ; mais retardée dans sa marche par un violent orage, elle fut obligée de s'arrêter à deux lieues des Bibans. Le bivouac fut établi sur les bords de l'Oued-Mellelou, nom que porte l'Oued-Bouketon dans cette partie de son cours.

Le 29, on se remit en marche avec un beau temps. La colonne arriva à dix heures sur l'Oued-Beni-Mansour ou Oued-Lakal. On fit une grande halte en cet endroit pour abreuver les chevaux, qui depuis cinquante-deux heures n'avaient pu boire, les eaux de l'Oued-Bouketon étant salées et les petites sources d'eau douce qu'on avait rencontrées depuis l'avant-veille ayant à peine suffi au besoin des hommes. Les Beni-Mansour, qui habitent de beaux villages à constructions permanentes, comme les Kbaïles,

témoignèrent la plus grande surprise à la vue de nos troupes, car ils ignoraient complètement notre marche. Nous voyant ainsi comme tombés des nues au milieu de leurs troupeaux et de leurs riches campagnes, ils eurent le bon esprit de rester tranquilles. Aussi traversa-t-on leur territoire sans y commettre le moindre dégât et sans en emporter autre chose que les denrées qu'ils vendirent librement. Le soir, on coucha sur l'Oued-Kef-el-Redjela. Notre avant-garde fit prisonniers ce jour-là des courriers d'Abd-el-Kader : les lettres que l'on trouva sur eux appelaient les Kbaïles aux armes. Le 30, on arriva à Hamza ; on trouva ce vieux fort abandonné. Quelques cavaliers d'Abd-el-Salem se montrèrent à l'horizon ; mais à notre approche, ils prirent la fuite dans la direction de Médéa. La colonne fit une halte de quelques heures au fort de Hamza, puis, continuant sa marche, elle alla bivouaquer sur le territoire des Beni-Djead dans la vallée de l'Isser.

Le 31, l'armée bivouaqua au pont de Ben-Ini. Il y eut ce jour-là quelques tiraillements à l'arrière-garde formée par le 2^e léger. Les ennemis étaient peu nombreux et composés de Kbaïles de Beni-Djead et de cavaliers de Ben-Salem. Nous eûmes deux hommes tués et quelques blessés.

Le 1^{er} novembre, il y eut encore quelques coups de fusil à l'arrière-garde ; la colonne coucha au Fondouk, où se trouvait le général Rulhière avec toutes les forces disponibles de la division d'Alger. Le 2, le maréchal et le prince firent leur entrée à Alger, au milieu des acclamations d'une multitude ivre de joie et d'enthousiasme. Il semblait que le grand problème de la colonisation était à jamais résolu, que la conquête de l'Algérie entière était enfin terminée,

et que ce passage furtif des Portes de Fer mettait l'avenir du pays à l'abri de tous les orages. L'illusion gagna toutes les têtes ; de sorte qu'il est possible que le maréchal Valée ait cru de bonne foi, en ce moment, avoir accompli un des actes les plus glorieux de notre siècle. Depuis le triomphe de Caligula sur les coquillages de l'Océan, on n'avait jamais vu, je crois, un aussi affligeant exemple d'hallucination. Les fêtes durèrent plusieurs jours. Un vaste banquet réunissait sur l'esplanade de Bab-el-Oued tous les militaires, sans distinction de grade, qui avaient pris part à l'expédition des Bibans. Les plus magnifiques toasts y furent portés, et une palme, cueillie, dit-on, à l'entrée même des Portes de Fer, fut présentée, au nom de l'armée, au duc d'Orléans, qui ne l'accepta qu'avec hésitation, et plutôt comme un gage de l'affection des troupes que comme l'emblème d'un triomphe dont sa raison lui faisait sans doute trop bien sentir toute la futilité. Le journal officiel de l'Algérie, en rendant compte de ces fêtes, s'exprima ainsi :

« L'Afrique a désormais traversé l'époque d'épreuves qui marque toujours la naissance des grands établissements coloniaux ; elle marche maintenant par sa propre force, et nous touchons au moment où nos efforts recevront une glorieuse récompense. »

La dévastation de la Métidja, le pillage de nos troupeaux, l'incendie des fermes, le massacre de nos colons et de nos alliés, répondirent à ces trop confiantes paroles.

Abd-el-Kader s'était prononcé d'une manière péremptoire au sujet du territoire contesté : il s'était formellement refusé à en céder la moindre parcelle. Dès lors, il était manifeste que la violation de ce territoire, qu'il regardait comme à lui, serait un cas de guerre. S'il avait

pu exister des doutes à cet égard, ils auraient dû être levés par les lettres de l'Émir dont nous parlons plus haut. Il aurait donc fallu se mettre en mesure de résister à une attaque imminente. Mais peut-être M. le maréchal Valée avait-il des motifs, que nous ignorons, de croire que, comme l'armée française n'avait laissé aucune trace de son passage, qu'elle n'avait pas occupé Hamza, Abd-el-Kader se contenterait de quelques plaintes insolentes, et qu'il n'agirait pas par les armes. Quoi qu'il en soit, la promenade des Bibans rompit définitivement le traité de la Tafna. Le maréchal fut surpris par une guerre pour laquelle il n'avait rien disposé, quoique depuis deux ans il dût la prévoir. Mais nous devons suspendre un moment ici le récit des événements politiques et militaires, pour consacrer le reste de ce livre à l'examen des actes administratifs.

La population européenne de l'Algérie, suivant une marche lentement progressive, était arrivée, à l'époque de la rupture du traité de la Tafna, au chiffre de 25,023 âmes, savoir :

| | |
|-----------------------------------|-------|
| Alger et dépendances | 4,434 |
| Oran..... | 4,837 |
| Bône..... | 3,172 |
| Bougie..... | 298 |
| Mostaganem..... | 282 |
| Philippeville et Constantine..... | 2,000 |

Sur ce nombre, on ne comptait guère que 11,000 Français ; ainsi, la balance entre eux et les étrangers était toujours en faveur de ces derniers, mais moins cependant que dans les années précédentes.

Nous avons fait connaître dans le livre XXIV l'état de

la colonisation à la fin de 1837. En 1838, quelques nouvelles fermes européennes s'établirent à Beni-Mouça ; quelques chétifs établissements, uniquement destinés à l'exploitation des prairies, prirent aussi naissance à Khachna. Tout cela avait assez peu de consistance ; car très peu de ces établissements étaient dirigés avec économie et sagesse ; souvent même, l'improbité des exploitants s'unissait à leur ignorance pour rendre infructueux de coûteux essais. Plusieurs d'entre eux n'agissaient pas pour leur compte, et n'étaient que les gérants de malencontreuses compagnies qui s'étaient formées sans intelligence et sans connaissance des lieux ! Ceux-ci prenaient d'abord sur le fonds social de quoi entretenir une maîtresse : c'était là le premier point ; venaient ensuite les domestiques et les chevaux de luxe, les repas somptueux où en attendant les produits de l'Afrique, on consommait ceux d'Aï et du Périgord ; puis enfin les soirées indiennes, comme les appelaient ces messieurs, où des courtisanes nues leur versaient l'infusion du moka et les liquides flammes du punch. Comment faire prospérer un établissement agricole avec tout cela ? Aussi, au lieu de dividendes, c'étaient sans cesse de nouveaux appels de fonds, et quelquefois la déconfiture, et même la disparition du gérant avec ceux du dernier envoi. Les exploitants de bonne foi, ceux qui travaillaient pour leur compte, étaient généralement des jeunes gens qui, se laissant entraîner par l'exemple pernicieux des autres, donnaient trop de temps à leurs plaisirs et pas assez à leurs affaires. Quelques-uns cherchaient, il est vrai, à regagner cela par un travail sérieux de plusieurs semaines ; mais pour un agriculteur, la brèche faite par un seul jour de folie ne se répare pas facilement. Aussi, nous croyons pouvoir

assurer que presque tous les établissements agricoles européens formés au delà du Sahel, étaient en perte au moment où les Arabes les détruisirent, après la rupture du traité de la Tafna. Mais, enfin, ces établissements existaient ; ils offraient des produits à la consommation, et faisaient vivre quelques travailleurs européens, tout en ruinant, pour la plupart, leurs propriétaires et les ruinant par leur faute ; car en Algérie, plus qu'ailleurs, il nous faut des agriculteurs en sabots, et non des agriculteurs en gants jaunes.

Les Européens de la Métidja étaient, nous l'avons déjà dit, des voisins assez incommodes pour les indigènes ; du moins en général, car il y avait des exceptions. On ne saurait croire à quels excès d'injuste extravagance ils poussaient quelquefois leurs prétentions. L'un d'eux, nouveau Cacus, propriétaire, assez équivoque du reste, d'un champ où deux chemins se croisaient, avait établi de son autorité privée un poste armé au carrefour, et de là faisait main basse sur tout le bétail qui passait sur ces chemins fréquentés de tout temps, et dont il se portait propriétaire exclusif. Un autre, ayant tué un Arabe d'un coup de fusil, s'excusait en disant qu'il l'avait pris pour un maraudeur Hadjoute, et trouvait fort étrange que la justice se permit d'examiner le fait. D'autres, riverains de marais où les Arabes avaient, de temps immémorial, joui du droit d'aller couper des joncs pour couvrir leurs gourbis, prétendaient leur interdire l'exercice de ce droit. Je ne veux pas pousser plus loin cette récapitulation ; mais il faut encore que je dise qu'un Européen, je ne dirai pas un colon, car il n'était que négociant, adressa sérieusement une pétition au procureur général pour demander qu'un Arabe qu'il disait

son ennemi fût, par autorité de justice, déclaré responsable en son corps et ses biens, des dégâts qui pourraient être commis dans une ferme que cet Européen avait acquise où il n'avait pas voulu laisser un seul Arabe, et où il n'avait pas établi encore un seul chrétien.

Le sujet le plus journalier de discussion entre les Européens et les Arabes était surtout le libre parcours qui est véritablement si funeste à l'agriculture ; mais enfin, les premiers avaient acheté avec cette servitude, qui était aussi une propriété pour les autres. D'après l'usage du pays, toute propriété non close est sujette au libre parcours, depuis la récolte jusqu'aux semailles ; c'était à l'administration à modifier par degré cet état de choses, en ménageant les droits de chacun. Mais évidemment, l'intérêt privé ne pouvait trancher une question aussi délicate.

M. le maréchal Valée se montra dans les premiers temps de son gouvernement assez peu favorable à la colonisation. Il désapprouvait (et en cela il avait parfaitement raison), le système qui avait fait tolérer, et même quelquefois encourager, surtout sous le maréchal Clausel, les établissements isolés et excentriques. Il aurait voulu qu'on eût procédé tout différemment, c'est à-dire pas à pas, et non par bonds irréguliers ; de manière que les établissements européens agglomérés, et s'appuyant les uns sur les autres- pussent se prêter au besoin un mutuel secours. Cependant, comme l'impulsion contraire était donnée, il finit par se résigner à la subir. Il s'occupa même, dans l'année 1839, de la création de quelques villages européens, principalement sur le beau territoire de Beni-Mouça. Des familles de cultivateurs venues à Alger avec quelques avances demandaient des terres. On les établit sur des fermes

domaniales dont on leur concéda des parcelles ; mais ce fut presque toujours après que les lenteurs des formalités administratives leur eurent fait dépenser leurs faibles ressources dans les inquiétudes d'une longue et pénible attente ; de sorte que la plupart de ces malheureux n'eurent des terres qu'au moment où il ne leur était presque plus possible de les mettre en valeur.

Le service des concessions rurales fut confié au cadastre, institué par décision ministérielle du 24 juillet 1838. Le cadastre, comme le dit fort bien le tableau de situation, publié par le ministère de la guerre en 1839, n'a en Algérie que peu de rapports avec ce qu'on appelle en France du même nom. Il est chargé de rechercher les propriétés domaniales rurales, d'en dresser les plans et la statistique, d'éclairer l'administration sur le parti que l'on peut tirer des terres selon la nature du sol, de désigner les cours d'eau que l'industrie peut utiliser, les mines, carrières, etc., qui pourraient être exploitées ; sa mission, en un mot, est d'étudier le sol sous le point de vue géodésique, industriel, agricole, minéralogique, et surtout domanial. Il travaillait avec activité et intelligence à l'accomplissement de cette mission ; mais M. le maréchal, en lui confiant le service des concessions rurales, ne comprit pas assez que ce service se compose naturellement de deux parties bien distinctes ; l'une, toute matérielle, consiste à distribuer les lots et à installer les colons ; l'autre, que par opposition on peut appeler morale, est relative au choix de ces mêmes colons, à l'étude de leurs besoins, de leurs ressources, de leurs moyens d'action enfin. Le cadastre pouvait et devait s'occuper de la première. Quant à la seconde, il manquait pour s'en mêler des données nécessaires que l'administration civile

pouvait seule posséder. Or, cette administration, que l'on appelait alors direction de l'intérieur, dut s'abstenir, d'après les ordres précis du maréchal, de s'ingérer en rien dans cette affaire. Il résulta de cela que l'on ne sut pas à quel excès de misère étaient déjà arrivés les malheureux que l'on jeta sur les localités où M. Valée voulut établir des villages. Ce fut au point qu'un employé du cadastre conduisant à Ben-Seman, ferme domaniale de Beni-Mouça, quelques-uns de ces misérables ne savait pas qu'ils n'avaient pas même de quoi manger, et il dut, pour ne pas les voir tomber d'inanition en route, les nourrir à ses dépens. A Ben-Seman, ils reçurent de la charité des militaires du camp de l'Arba, leurs premiers moyens d'existence. Voici, en quelques lignes, le tableau de situation des établissements agricoles européens de la Métidja au moment de la rupture du traité de la Tafna.

ÉTABLISSEMENTS DU GOUVERNEMENT.

| | | |
|--------------|------------------------|---------------|
| Beni-Khelil. | Bouffarich..... | 142 familles. |
| | Soukali..... | 40 familles |
| | Bouagueb..... | 6 familles |
| Beni-Mouça. | Mimouch..... | 15 familles |
| | Bouladjourah..... | 11 familles |
| | Ben-Nouar-el-Lous..... | 6 familles |
| | Ben-Seman..... | 15 familles |

ÉTABLISSEMENTS PARTICULIERS.

A ceux dont nous avons parlé dans le livre XXIVe, il faut ajouter à Beni-Mouça, Haouch-ben-Youssef, Haouch-Kidar, Haouch-Khasnadji, et une ferme de nouvelle construction à Haouch-ben-Chenouf ; à Beni-Khelil, une

ferme, également de nouvelle construction, à une lieue au nord de Bouffarik sur la route de Douéra près de Sidi-Aïd. A Khachna, les établissements nouveaux ne consistèrent qu'en quelques baraques pour l'exploitation des prairies.

Dans le Sahel, et surtout dans le Fahs, l'agriculture continua, en 1838 et 1839, à être en progrès, au moins comparatif. Malheureusement, la récolte des céréales fut là, comme ailleurs, très-mauvaise en 1838, à cause de la sécheresse. Les cultivateurs arabes en souffrirent tellement, que l'administration fut partout obligée de leur faire des avances de grain pour leurs semailles.

Un service forestier fut constitué en Algérie en 1838, sans raison suffisante ; car, il n'y avait pas de bois en exploitation. Nous pensons que les commandants de cercle, et les autres agents qui à des titres quelconques administraient les diverses parties du territoire, n'avaient nullement besoin de cette institution spéciale pour combattre par de sages mesures de conservation la tendance des indigènes à détruire les bois. Cette grande diversité d'agents et de fonctionnaires ne vaut rien en Algérie, où il serait à désirer que tout eût une allure rapide et simple. Malheureusement, les colonies se formant à l'instar des métropoles, tout ce qui existe dans les unes ne tarde pas à avoir sa contrefaçon dans les autres. Ceci explique pourquoi les colonies françaises ont rarement prospéré, la France ayant toujours été un pays à administration compliquée et lente. On dirait que la Providence, qui l'a si richement dotée sous tant de rapports, lui a imposé cette dure loi pour qu'elle ne prit pas un essor dangereux pour l'indépendance des autres États. Mais voilà peut-être des réflexions bien graves à propos des agents forestiers de l'Algérie, qui, s'ils n'y

font pas encore naître une plus grande quantité d'arbres, n'empêchent pas du moins ceux qui y viennent naturellement d'y pousser. Faisons-les suivre de quelques considérations plus appropriées au sujet.

Il est certain que l'Algérie n'est pas une contrée fort boisée, quoique bien des gens en aient exagéré la nudité. Mais les bois de la Calle, de l'Edough, de Stora, de Mazafran, du Bou-Douaou, de Mouley-Ismael, des montagnes de Bougie et autres de la zone maritime, ont une importance positive. Les plaines de l'intérieur, soumises depuis des siècles au régime destructeur des nomades, sont dégarnies ; mais un régime opposé leur rendrait leur antique végétation. Je dis à dessein *antique végétation*, car je n'admets pas, sur le témoignage de Salluste, que ces contrées aient toujours été déboisées. Les détracteurs de l'Algérie répètent sans cesse cette expression *arbori infundus*, qui sous la plume de cet auteur semble être une sentence sans appel, puisqu'il devait mieux que personne connaître un pays qu'il avait gouverné. Cette province pouvait, en effet, être déboisée du temps de Salluste, parce qu'elle était exclusivement peuplée de Numides, dont les habitudes étaient celles de nos Arabes modernes. Mais peu après lui, les nombreuses colonies romaines qui s'y établirent durent modifier cet état de choses. Comment admettre, en effet, que tant de villes, dont nous voyons encore les débris, ce qui ne nous permet pas de douter de leur existence, aient pu prospérer dans un pays sans bois ? Les colons romains durent nécessairement en planter dès le principe des établissements coloniaux. Des villes maritimes commerçantes peuvent, à la rigueur, ne rien tirer de leur territoire. Mais la chose devient plus difficile à

l'intérieur, où le commerce ne pourrait transporter certains objets de première nécessité, le combustible surtout, qu'à des prix tellement élevés que l'existence y deviendrait impossible, et que par conséquent les hommes ne s'y porteraient pas. Ainsi, puisqu'il y avait, sous les Romains, dans l'intérieur de la Numidie et de la Mauritanie un nombre extrêmement considérable de villes habitées par des hommes soumis, par leurs habitudes sociales et domestiques, aux mêmes besoins que nous, il devait aussi y avoir du bois. Cette induction est d'accord avec le témoignage des historiens arabes qui racontent que lorsque les Musulmans arrivèrent pour la première fois dans cette contrée, son sol était un bocage continu jusqu'à l'Océan. Léon l'Africain, qui écrivait dans le XVI^e siècle, parle des bois de Sétif où il n'existait qu'un seul arbre lorsque nous en prîmes possession. Si l'Algérie se civilise un peu, si elle est sagement administrée, elle pourra, vu la prodigieuse puissance végétale de son sol, se reboiser en moins d'un demi-siècle.

Dans les premiers temps de son administration M. le maréchal Valée fut très-sobre d'arrêts. Son bon sens lui faisait comprendre que la plupart des questions qui se présentaient rentrant par quelques points dans les matières déjà constituées, il suffisait de décisions spéciales pour les résoudre, sans augmenter le nombre déjà si grand des actes législatifs de la colonie ; et quant aux autres, il voulait se donner le temps de les étudier, car il n'acceptait jamais les opinions toutes faites, sans un préalable et souvent lumineux examen. Ce n'est que sous lui que les séances du conseil d'administration ont présenté quelque intérêt, qu'il y a eu discussions, débats, échange de lumières. Avant lui,

chaque membre se renfermait dans sa spécialité, et rien n'était plus faux que cette formule banale : *Le conseil d'administration entendu.*

Le premier arrêté législatif que rendit le maréchal Vallée fut celui du 31 janvier 1838, sur l'organisation et la police des corporations d'indigènes étrangers aux villes où ils exercent leurs industries. Ces indigènes sont les Mozabites, les Biskeris, les Kbaïles, les Mzita, les Agrhouath et les nègres libres.

Les Mozabites exploitent, comme nous l'avons déjà dit, les bains, les boucheries et les moulins ; les Biskeris exercent, comme nous l'avons dit également, la profession de portefaix et de commissionnaires ; les Kbaïles sont plus particulièrement cultivateurs ; les Agrhouath s'emploient aux marchés à l'huile, et les Mzita à ceux des céréales ; quant aux nègres libres ils blanchissent les maisons, font des paniers en paille ou jonc, et autres menus ouvrages.

Les bons résultats de l'arrêté du 4 juin 1837 relatif aux Kbaïles décidèrent l'administration à en étendre les dispositions, légèrement modifiées, à toutes les corporations en général. Tel fut le but de celui du 31 janvier 1838. Les amins ou chefs de corporation furent placés sous les ordres du maire. Les moyens de répression mis à leur disposition furent l'amende, la prison et les peines corporelles admises par la législation du pays, c'est-à-dire la bastonnade ; cependant il fut établi que les décisions prononçant un emprisonnement de plus de trois jours, ou d'autres peines corporelles, enfin une amende de plus de 10 francs, ne seraient exécutoires qu'avec l'approbation du maire, en ce qui concerne l'amende, et des cadis pour le reste.

L'obligation du livret et de la plaque fut rendue com-

mune à toutes les corporations ; mais les peines encourues par les habitants qui prendraient à leur service des indigènes des corporations non pourvus de ces garanties furent réduites à l'amende, un peu augmentée, il est vrai, mais sans prison. En définitive le principe de l'arrêté du 4 juin fut celui de l'arrêté du 31 janvier.

Le 7 mai 1838, un arrêté du gouverneur général, rendu conformément à l'article 4 de l'ordonnance du 10 août 1834, détermina les limites du ressort des tribunaux ordinaires en matière criminelle autour des places d'Oran, d'Arzeu et de Mostaganem, en les restreignant à une zone très-étroite sur ces trois points.

Le 28 juillet, un arrêté semblable fut rendu pour Bône. Le 15 avril 1839, un autre arrêté du gouverneur général, modifiant celui du 8 juillet 1837, étendit le territoire du ressort des tribunaux ordinaires d'Alger à l'est jusqu'au Boudouaou, à l'ouest jusqu'au Mazafran, et au sud jusqu'au pied des montagnes, laissant cependant Blida en dehors.

Nous devons parler ici d'un incident assez remarquable que présenta à Oran l'administration de la justice au commencement de 1839 ; un Européen de cette ville, étant, se disant, ou se croyant propriétaire d'une partie du terrain du camp de Miserghin, obtint du tribunal civil un jugement qui l'envoyait en jouissance. Ce jugement fut rendu par défaut contre le commandant de ce camp, à qui il fut signifié et qui dédaigna d'y faire opposition, j'entends opposition légale, car un huissier s'étant présenté pour le mettre à exécution, en rencontra une très matérielle, et fut éconduit avec menaces et risées. Il devait, en effet, paraître fort étrange à des militaires qu'un huissier vint en quelque sorte les sommer de déguerpir

de leur poste ; et il est certain que cette affaire avait pris une tournure ridicule et choquante que le tribunal aurait sagement fait de ne pas lui donner. Mais, cependant, il est bon d'observer qu'il ne s'agissait pas du sol du camp lui-même, car alors c'aurait été le comble de la démente : il était question d'un champ adjacent, faisant partie des terres comprises dans la zone de défense et des cultures militaires que le général Bugeaud avait fait commencer l'année précédente.

L'huissier repoussé de Miserghin requit M. le capitaine de gendarmerie d'Agard de lui prêter main-forte. Cet officier en fit son rapport au général commandant à Oran, qui lui défendit d'obtempérer au réquisitoire. Plainte de l'huissier au procureur du Roi, et nouveau réquisitoire émané cette fois de ce dernier à M. d'Agard. Cet officier soumit encore la question au général, qui lui prescrivit de ne pas avoir pour le réquisitoire du procureur du Roi plus d'égard que pour celui de l'huissier. La sagesse voulait que le procureur du Roi en restât là. Il était évident que M. d'Agard n'aurait pas fait à Miserghin plus que l'huissier, et que la non-exécution du jugement par fait de force majeure était suffisamment constatée. Mais l'esprit de robe étant en jeu, il fallut aller jusqu'au bout. M. d'Agard, poursuivi par le procureur du Roi, fut condamné, le 25 février 1839, à quinze jours de prison par le tribunal correctionnel d'Oran pour refus d'un service légalement requis.

Lorsque M. le maréchal Valée eut connaissance de cette affaire, il fut extrêmement irrité contre le tribunal d'Oran. Il suspendit de ses fonctions le procureur du Roi, et envoya le juge à Bône, le faisant ainsi changer de siège assez arbitrairement : c'était mettre la violence à la place

de la raison. Ces magistrats s'étaient conduits, nous le croyons, avec peu de sagesse ; mais le gouverneur général aurait dû agir, nous le croyons aussi, avec plus de modération, et éviter de déconsidérer la justice en donnant une preuve aussi évidente de sa dépendance à l'égard de l'autorité administrative et militaire. La robe avait agi avec passion, et l'épée ne sut pas être plus sage. Quant à M. d'Agard, victime fort innocente de ce conflit, il perdit sa position en Afrique : le tribunal supérieur, auquel il avait appelé, confirma la sentence du juge ; cette décision fut cassée par la Cour suprême, que sa science et son indépendance mettent si fort au-dessus des petites passions ; M. d'Agard fut rappelé en France. Ce fut une espèce de compromis où, comme toujours, le plus petit fut sacrifié.

Le 24 août 1838, un arrêté, modifiant les articles 1 et 2 de celui du 12 septembre 1832, régla la police des ports de l'Algérie, et prit des mesures pour prévenir les embarquements clandestins sur les navires du commerce. La composition de la population européenne était malheureusement si peu pure en Algérie, que l'autorité se crut obligée de veiller avec un soin minutieux sur les personnes qui s'embarquaient, de crainte qu'elles ne le fissent, soit pour échapper à leurs créanciers, soit pour se soustraire aux conséquences de quelque méchante affaire. Il fut donc réglé que nul ne pourrait obtenir de permis d'embarquement, sans que son nom eût été affiché huit jours à l'avance à la mairie, afin que la plus grande publicité possible fût donnée au projet de départ.

Le 31 octobre 1838, une ordonnance du Roi modifia encore une fois la haute administration de l'Algérie. Le directeur des finances redevint indépendant de l'intendant

civil, qui prit la dénomination de directeur de l'intérieur. Il ne fut rien changé aux attributions du procureur général. Les sous-intendants de Bône et d'Oran prirent, par analogie, le titre de sous-directeur. Un sous-directeur fut aussi créé à Alger, mais il fut bientôt supprimé.

M. Guyot, sous-intendant militaire à Bône, fut nommé directeur de l'intérieur, M. Bresson n'ayant pu s'accommoder d'une position devenue inférieure à celle qu'il avait occupée. M. Dussert, maire de Bône, fut nommé sous-directeur, à Oran, M. de Soubeyram sous-directeur à Alger, et M. Huber, sous-directeur à Bône.

L'ordonnance du 31 octobre établit en principe, par son article 3, que, dans toutes les parties du territoire de l'Algérie administrées par l'autorité françaises, il pourrait être institué des commissaires civils ou des commandants, dont les pouvoirs et le traitement seraient déterminés par le ministre de la guerre, sur la proposition du gouverneur général. Ces paroles sont textuellement celles de l'ordonnance. Elles ne disent grammaticalement qu'une chose, c'est que les *administrés* auront des *administrateurs*. Mais la naïveté n'existe que dans l'arrangement des mots ; car, au fond, l'ordonnance veut dire que les administrateurs français établis dans les divers districts seront ou des commissaires civils, ou des chefs militaires. M. le maréchal Valée n'eut pas la charité d'aider un peu à la lettre, et au fait le moins qu'il pût exiger de ceux qui faisaient en France des ordonnances pour l'Algérie, c'était qu'ils les écrivissent en français. Faisant même abstraction de la conjonction qui précède le mot *commandant*, M. le maréchal crut ou affecta de croire que l'ordonnance voulait qu'il n'y eût partout que des commissaires civils, qu'on pourrait appeler aussi

commandants. Il réclama contre cette disposition ; le ministre de la guerre lui donna à cet égard des explications qui le satisfirent et qu'il eut soin de rendre publiques. Ce ne fut même qu'après les avoir reçues qu'il fit insérer dans le bulletin officiel des actes du Gouvernement l'ordonnance du 31 octobre, à la suite de laquelle elles furent imprimées.

M. le maréchal Valée, et d'autres avant lui, avaient senti, tout comme le ministère, la nécessité de donner aux parties du territoire soumis des agents spéciaux plus dépendants de l'autorité centrale que les maires dans les lieux où les communes étaient instituées, plus permanents que les chefs militaires sur les autres points, et partout plus intelligents que ne l'étaient généralement les uns et les autres. M. Valée pensait qu'il pourrait trouver dans l'armée des sujets convenables, à la seule condition de ne pas toujours suivre l'ordre du tableau hiérarchique, et les excellents choix qu'il avait faits pour les cercles de la Calle et de Ghelma, dans l'arrondissement de Bône, ont assez prouvé qu'il avait raison en cela. Les rédacteurs de l'ordonnance, au contraire, pensaient que des sujets de la classe civile conviendraient mieux en certains cas, en ce sens qu'ils seraient plus complètement indépendants des influences purement militaires ; et qu'au bout du compte, il y a plus de chances de trouver un bon administrateur dans les rangs civils que dans ceux de l'armée.

Il fut convenu en conséquence, par une sorte de compromis, qu'il y aurait des commissaires civils là où la population européenne aurait acquis une certaine importance numérique, et que, sur les autres, il n'y aurait que des commandants militaires. C'était ce que M. le maréchal avait déjà réglé par les arrêtés sur les provinces de Bône

et de Constantine, dont nous avons parlé dans le livre précédent. Le ministre se réserva l'organisation de celle d'Alger : mais ce ne fut que plus d'un an après qu'il publia son travail, c'est-à-dire après la rupture du traité de la Tafna.

Le 1^{er} février 1839, l'exportation des grains et farines pour toute destination autre que la France fut suspendue sur tout le littoral de l'Algérie. Cette mesure était motivée par la mauvaise récolte de l'année précédente.

Le 5 avril 1839, le 4^e et le 5^e bataillon de la milice africaine d'Alger furent augmentés chacun d'une compagnie composée des habitants des établissements européens de la Mitidja, à l'est de la route d'Alger à Blida.

Le 19 avril 1839, une ordonnance royale conserva aux membres du corps enseignant, employés en Algérie, tous les droits des membres de l'Université. Le 8 juillet suivant, un arrêté rétablit la liberté d'exportation des céréales, suspendue par celui du 1^{er} février précédent.

Le 23 avril, il fut arrêté que les actes rédigés en une autre langue que la langue française devraient, pour recevoir la formalité de l'enregistrement, être accompagnés d'une traduction faite par un interprète assermenté.

Le 31 août 1839, une ordonnance royale constitua la gendarmerie d'Afrique en légion de quatre compagnies, dont les chefs-lieux furent Alger, Bouffarik, Constantine et Oran.

Le 24 décembre suivant, un entrepôt fictif fut établi à Philippeville, sous la condition de renoncer à l'exportation.

Voilà l'ensemble de toutes les mesures administratives prises en 1838 et 1839, moins l'acte le plus important qui

organisa, à partir du 1^{er} janvier 1840, le régime financier en Algérie, et dont il nous reste à parler. C'est une ordonnance royale rendue le 21 août 1839, et dont voici les principales dispositions.

Les droits, produits et revenus furent divisés en deux catégories : *revenus de l'État et revenus coloniaux*. Les premiers se composèrent des droits de douane et de navigation, des droits d'enregistrement et autres analogues, des revenus du domaine, des droits sur la pêche du corail, du produit de la vente des poudres à feu, du prix des places sur les bateaux à vapeur de l'État, de la taxe des lettres, des droits de garantie des matières d'or et d'argent, et enfin des contributions extraordinaires de guerre. Ces revenus furent compris dans le budget général des voies et moyens, sous le titre de *produits et revenus de l'Algérie*.

Les revenus coloniaux se composèrent de tous les autres produits dont les principaux furent : les taxes imposées à l'exercice des professions industrielles, les octrois, droits sur les marchés, etc., les revenus du domaine colonial et les contributions payées par les indigènes. Ils formèrent le budget des voies et moyens de la colonie.

Les dépenses furent divisées également en deux catégories, savoir : dépenses à la charge du trésor et dépenses à la charge de la colonie. Les premières comprirent le gouvernement d'Afrique, les services militaires irréguliers et les services civils généraux. Les secondes comprirent l'administration des villes, des circonscriptions administratives et des tribus indigènes ; les indemnités dues pour expropriation, occupation ou démolition d'immeubles, autrement que pour service militaire, et, en général, toutes les dépenses qui sont en France à la charge des communes

ou des départements, et auxquels en Algérie il n'est pas ouvert de crédit au budget de la guerre.

Les taxes, perceptions ou revenus ne purent être établis, modifiés ou supprimés, savoir : ceux au profil de l'État, qu'en vertu d'une ordonnance royale, ceux au profit de la colonie, qu'en vertu d'arrêtés rendus par le ministre de la guerre, ou par le gouverneur général avec l'approbation préalable de ce ministre.

Le domaine se divisa en *domaine de l'État et domaine colonial*. Le premier comprit les immeubles affectés aux services publics rétribués sur les fonds de l'État et ceux qui, sous l'ancienne administration, n'avaient pas une affectation spéciale à des besoins locaux. Le domaine colonial se composa du reste.

Les autres dispositions de l'ordonnance du 21 août sont relatives à la comptabilité. Cette ordonnance fit disparaître les revenus particuliers des communes établis par l'arrêté du 18 novembre 1834, ou plutôt elle ne fit de l'Algérie qu'une commune sous le rapport financier.

Les dépenses qu'occasionnait à la France l'occupation de l'Algérie s'accrurent beaucoup par la prise de Constantine. Elles s'élevèrent, en 1838, à 40,822,907 francs. Les revenus du pays ne furent, à la même époque, que de 4,808,036 francs.

Dans l'année 1838, un évêché fut érigé à Alger par bulle donnée à Rome sur la demande du Gouvernement français, et reçue, en la forme accoutumée, par ordonnance du Roi du 25 août. Par une autre ordonnance du même jour, M. Dupuch, prêtre du diocèse de Bordeaux, fut nommé à l'évêché d'Alger. La bulle portant institution canonique du nouvel évêque est datée des ides de septembre 1838,

et l'ordonnance qui en ordonne la publication est du 13 octobre suivant.

M. le maréchal Valée, quoiqu'animé pour la religion du juste respect que ne lui refuse aucun homme sensé, pensait que l'établissement d'un évêque en Algérie était une mesure encore prématurée. Il craignait que, dans un pays où le personnel de la haute administration est si mobile, l'évêque ne se créât, par le fait seul de son inamovibilité, une position gênante pour le pouvoir. Sans nous dissimuler ce que cette appréhension pouvait avoir de fondé, nous croyons cependant que, tout bien considéré, ce n'est pas un mal, au contraire, qu'au milieu de cette grande mobilité de systèmes et de gouvernements, il y ait au moins un point fixe. Il faudrait bien se garder sans doute d'ouvrir à l'évêque la moindre porte sur les affaires temporelles du pays : c'est une faute qui a déjà été commise une fois, et dans laquelle on fera sagement de ne pas retomber ; mais il peut légalement exercer une influence morale et salutaire sur la formation de la société algérienne, et travailler avec succès à l'œuvre de la civilisation.

Le clergé peut jouer un beau et noble rôle en Algérie, s'il se pénètre bien de la sainteté, et surtout de la grandeur de sa mission. Il faut pour cela que ses actes soient dégagés de toute pensée d'ambition temporelle, que son langage soit grave, qu'il serve aux peuples le pain des forts. Il ne doit point trop s'occuper d'images, de reliques, de petites cérémonies, saintes sans doute, mais qui, aux yeux des Musulmans, se rapprochent un peu de l'idolâtrie, et qui même chez nous affligent des esprits sérieux, très-disposés du reste à se rallier au catholicisme. L'Eglise, par ménagement pour la faiblesse des païens, n'a pas

craint dans un temps de s'écarter de sa simplicité primitive. Ici, pourquoi ne chercherait-elle pas au contraire, à s'en rapprocher ? Toutes ces petites choses n'intéressent ni le dogme, ni même la discipline. Elles ont du charme sans doute pour des âmes simples, que la constitution du clergé prive des joies de la famille et des distractions mondaines ; mais, la virile contemplation et le développement intelligent des grandes vérités humanitaires du christianisme ne vaudraient-ils pas mieux ? Nous ne prétendons pas au reste qu'il faille proscrire toutes les pompes du culte ; seulement qu'on ne le fasse pas descendre à de trop matérielles proportions.

Le lecteur connaît maintenant quelle était sous tous les rapports la situation de l'Algérie, au moment de la rupture du traité de la Tafha.

LIVRE XXIX.

Reprise des hostilités— Combat d'Oued-Lallègue. — Dévastation de la Métidja. — Évacuation de plusieurs postes. — Combats du 15, et du 31 décembre, et du 29 janvier. — Occupation de Cherchel. — Expédition de Médéa. — Expédition et occupation de Miliana.

Pendant que le maréchal Valée goûtait les joies d'un trompeur triomphe après sa promenade des Biban, les Arabes se préparaient à la guerre. Le premier acte d'hostilité déclarée fut commis par les Hadjoutes le 10 novembre, trois jours après que M. le duc d'Orléans eut quitté Alger pour retourner en France. Quelques cavaliers de cette tribu, poussant devant eux des bœufs qu'ils avaient volés, ou plutôt qu'ils avaient feint de voler à leurs complices, les gens de Ben-Bournou, attirèrent le chef de bataillon Raphael, du 24^e de ligne, dans une embuscade que lui tendait El-Bechir, émigré de Beni-Khelil, et alors un des chefs les plus influents des Hadjoutes. M. Raphael y périt avec le lieutenant Wittenstein, du 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique, et quelques soldats. Cet événement aurait dû ouvrir les yeux au maréchal sur ce qui se préparait, quand même il n'aurait pas eu d'autre indication ; mais comme presque personne n'avait le courage de choquer ses idées préconçues, on le lui présenta comme un fait isolé, résultat d'une vengeance particulière d'El-Bechir contre le commandant Raphael, dont il avait eu personnellement à se plaindre.

Le général Rostolan, qui commandait alors à Blida, ne s'y trompa point ; il fut le seul qui ne craignit pas de dire la vérité au maréchal et de lui présenter la guerre comme imminente. Il déplut, sans parvenir à tirer M. Valée de son étrange aveuglement ; cependant les événements ne tardèrent pas à rendre le doute impossible.

Le 13, les Hadjoutes surprirent le troupeau du camp supérieur de Blida, mais le colonel Gentil, du 24^e de ligne, arriva assez à temps pour le leur reprendre.

Le 16, les montagnards se réunirent en assez grand nombre sur les hauteurs qui entourent Blida et se mirent à tirer sur la ville. Le général Rostolan les attaqua et les dispersa.

Pendant ce temps, l'émigration, excitée par les agents de l'Émir, était plus active que jamais chez les Arabes de notre territoire, où il ne resta plus, dans peu de jours, que les hommes plus particulièrement attachés au sol qui les avait vus naître.

Le 20, la plaine fut envahie par 2,000 cavaliers, les uns arrivant de l'est, envoyés par Ben-Salem, attaquèrent avec plus ou moins de succès plusieurs fermes de Khachna ; d'autres débouchèrent des montagnes par la gorge de l'Aratch, mais ils furent en partie contenus ce jour-là par les troupes de nos camps de Beni-Mouça, commandés par le chef de bataillon Levaillant, du 2^e léger. Les Hadjoutes arrivant de l'ouest s'emparèrent d'un petit convoi qui se rendait de Bouffarik à Oued-Lallègue, et dont l'escorte, composée d'une trentaine d'hommes, fut massacrée en entier ; un autre convoi plus considérable, qui était destiné pour Blida, fut aussi attaqué ; mais l'officier qui le commandait prit de bonnes dispositions qui donnèrent aux troupes de Bouffarik le temps d'aller à son

secours. Ce brave officier fut malheureusement tué dans cette affaire.

Le 21 fut un jour plus néfaste encore que le précédent : le matin, près de 1500 cavaliers arabes passèrent la Chiffa et se dirigèrent vers Bouffarik en tournant le camp d'Oued-Lallègue. Ce camp recevait les ordres de Blida, et il était d'usage d'envoyer chaque jour un piquet au-devant des quelques cavaliers qui apportaient les dépêches. A onze heures du matin, le chef de bataillon Gallemant, du 24^e de ligne, qui commandait le camp depuis la mort du commandant Raphel, fit donc partir ce piquet ; mais, à cause de la proximité de l'ennemi, il le rendit plus fort que de coutume ; il était à peine à un quart de lieue du camp, que les 1500 cavaliers arabes revinrent sur leurs pas. M. de Gallemant, qui s'aperçut aussitôt de cette manœuvre, sortit sans perdre de temps pour aller au secours de son piquet avec toutes ses forces disponibles, ne consistant qu'en 132 hommes du 24^e de ligne et 23 chasseurs du 1^{er} régiment.

Le sous-lieutenant Bardé, qui commandait le piquet, croyant, en voyant venir du secours, qu'il s'agissait d'un mouvement offensif, continua à s'avancer, au lieu de se replier, de sorte qu'on se trouva engagé plus loin qu'on ne le voulait. Dans ce moment, les Arabes arrivèrent ; le piquet fui taillé en pièces, et M. Bardé tué. M. Gallemant, attaqué à son tour, chercha à se former en carré, mais il n'en eut pas le temps ; il reçut une balle à travers le corps et son cheval le ramena presque mourant au camp. Les Arabes chargèrent à l'arme blanche, sabrant tout ce que le feu avait épargné. Nous eûmes, dans cette malheureuse affaire, 108 hommes tués, dont 2 officiers, le capitaine Thomas et le lieutenant Bardé. Le canon du camp,

appuyant une sortie effectuée par le peu d'hommes qui y restaient encore, conduits par le capitaine Carbuccia, permit de recueillir quelques blessés et les quelques hommes valides que le fer et le feu avaient épargnés. Après ce succès, l'ennemi, qui de son côté avait éprouvé quelques pertes et qu'éloigna du camp l'artillerie de ce poste, alla tirer quelques coups de fusil sur le blockhaus d'Aïn-Amra ; puis enfin il repassa la Chiffa, emportant les têtes, les armes et les dépouilles des morts.

Les soldats du camp d'Oued-Lallègue allèrent alors enlever les cadavres mutilés de leurs camarades, pour leur rendre les derniers devoirs. Pendant cette triste opération, une colonne de 400 hommes arriva du camp supérieur de Blida, mais elle ne pouvait plus être d'aucun secours.

Ce fut la veille de cette sanglante journée, c'est-à-dire le 20 novembre, que commença la destruction des établissements agricoles de la Métidja. Ce jour-là, le nommé Poulhariès, un des colons de la ferme de Nouar-el-Lous, fut massacré tout près de son habitation. A l'entrée de la nuit, la ferme elle-même fut attaquée par les Arabes. Les quelques Européens qui s'y trouvaient s'y défendirent vaillamment. Les Arabes, ne pouvant y entrer de vive force, y mirent le feu ; mais les Européens se rendirent maîtres de l'incendie et continuèrent à combattre. Ils n'étaient que sept, y compris une jeune fille et un enfant. Les noms de ces braves gens méritent d'être connus : c'étaient Duchaussoy, ancien gendarme, ses deux fils, dont un âgé de 10 ans seulement, sa fille, âgée de 18 ans, Baptiste, Camille Acloque, ancien maréchal des logis de spahis, et Victor Frédouille. Malgré leur résistance héroïque, ils auraient fini par succomber, si l'approche de

quelques autres Européens n'avait fait prendre la fuite aux assaillants, qui les crurent plus nombreux qu'ils ne l'étaient. Ces Européens étaient des colons de Beni-Mouça qui, ayant abandonné leurs fermes trop isolées, cherchaient à gagner Haouch-Kateb, où ils espéraient pouvoir se défendre. Les braves habitants de Nouar-el-Lous s'étant joints à eux, ils gagnèrent tous ensemble Haouch-Kateb. Les indigènes de cette localité firent pendant quelque temps cause commune avec les Européens ; mais aucun secours n'arrivant, les derniers profitèrent d'un moment favorable pour se réfugier à Alger, et les indigènes, forcés par les circonstances plus encore que par leur inclination, passèrent à l'ennemi.

Tous les autres établissements de Beni-Mouça, de Khachna et de Beni-Khelil furent successivement abandonnés ou forcés par les Arabes. Les Européens d'Haouch-Kidar furent enlevés ; ceux d'Haouch-Khasnadji furent tous massacrés. A Haouch-Kuadra, un vieux berger kbaïle, assisté d'un enfant de 12 ans, défendit pendant toute une nuit le parc muré où était enfermé le troupeau de la ferme. Mais, là comme ailleurs, on ne fut pas secouru. A Baba-Ali, les habitants européens et indigènes se défendirent pendant plusieurs jours. Un de ces derniers réussit, en bravant mille dangers, à porter à la Ferme-Modèle, occupée par des troupes françaises, un billet par lequel on demandait du secours. La réponse qu'il rapporta fut désespérante : le commandant de ces troupes déclarait que des ordres positifs s'opposaient à ce qu'il envoyât le secours demandé. En conséquence, les Européens opérèrent leur retraite comme ils le purent, et les indigènes passèrent à l'ennemi.

Les Arabes d'Oulad-Chebel furent les derniers qui

résistèrent. Ils s'étaient réfugiés sous la Ferme-Modèle ; mais, comme ils n'en obtinrent aucun secours, ils durent suivre le torrent et abandonner notre territoire. Bientôt il ne resta plus une ferme habitée à Beni-Khelil ni à Beni-Mouça. Les kaïds de ces deux outhans se retirèrent à Alger. Il est à croire que la nouvelle de tous les tristes événements que nous venons de rapporter aurait suffi, pour convaincre le maréchal que l'Émir lui faisait la guerre ; mais il reçut de plus de celui-ci une lettre qui la lui déclarait formellement. Depuis son retour des Bibans, il avait engagé avec Abd-el-Kader une correspondance dont sa conduite démontra qu'il attendait les plus pacifiques résultats, correspondance qui aboutit à la dépêche suivante reçue le 20 novembre :

« Le seigneur El-Hadj-Abd-el-Kader, prince des croyants, au maréchal Valée.

« Salut sur ceux qui suivent le chemin de la vérité.

« Votre première et votre dernière lettre nous sont parvenues. Nous les avons lues et comprises. Je vous ai déjà écrit que tous les Arabes, depuis Ouelassa jusqu'au Kef, sont d'accord pour faire la guerre sainte. J'ai fait ce que j'ai pu pour combattre leur dessein, mais ils ont persisté. Personne ne veut plus la paix, chacun se dispose à la guerre. Il faut que je me range à l'opinion générale pour obéir à notre sainte loi. Je me conduis loyalement avec vous, et vous avertis de ce qui se passe. Renvoyez mon consul qui est à Oran, afin qu'il rentre dans sa famille. Tenez-vous prêt. Tous les Musulmans déclarent la guerre sainte. Vous ne pourrez, quoi qu'il arrive, m'accuser de trahison. Mon cœur est pur, et je ne ferai jamais rien de contraire à la justice.

« Écrit le lundi soir à Médéa, le 11 de ramadan 1255 (18 novembre 1839).

« P. S. Lorsque j'ai écrit au roi, il m'a fait répondre que vous aviez la direction de toutes les affaires pour la paix comme pour la guerre. Je choisis la guerre, ainsi que tous les Musulmans. Tenez-vous pour averti et répondez ce que vous jugerez à propos, puisque c'est à vous à parler et non à un autre. »

Dès qu'il fut bien établi que l'on était en guerre, que le maréchal lui-même l'eut déclarée, les mêmes personnes qui, quelques jours auparavant atténuaient les faits les plus graves, se mirent à exagérer l'importance de tous ceux qui se produisirent depuis. Pendant quelques semaines, la consternation régna à Alger ; on n'entendait parler que de choses effroyables et impossibles, d'armées de 30 à 40,000 hommes qui arrivaient précédées de 5 à 6,000 pionniers pour saper les murs de la ville. Presque toutes les maisons de campagne des environs d'Alger furent évacuées et démeublées, celle même du maréchal au quartier de Mustapha-Pacha. On fit des ouvrages de fortification à la caserne du même nom, située dans ce même quartier. La terreur fut alors à son comble ; elle alla jusqu'à faire craindre un mouvement insurrectionnel de la part des Maures de la ville, qui, tout surpris de se voir comptés pour quelque chose, en devinrent presque insolents. Dans le fait, le nombre des ennemis qui parcouraient la plaine était bien moins considérable qu'on ne le croyait. Il n'y en eut jamais plus de 3,000.

Nos forces étaient bien plus nombreuses. La seule division des Bibans, employée avec intelligence, aurait suffi pour arrêter les ravages des Arabes. Or, nous avions alors, dans l'arrondissement d'Alger, près de 20,000 hommes ;

ces troupes, il est vrai, étaient trop disséminées. Les camps doubles de Khachna, de Beni-Mouça et de Blida, avaient été une grande faute ; M. le maréchal le sentit, et dès qu'il fut revenu de cette espèce d'étourdissement où l'avait jeté la reprise des hostilités, sa première pensée fut de modifier son système de postes militaires.

Le 23 novembre, le camp inférieur de Blida fut levé. Le 28 et le 30, on abandonna les postes de Sidi-Khalifa et d'Oued-Aïch. Le 1er décembre, on enleva les blockhaus d'Aïn-Amra et de Boukroulel, sur la ligne du camp d'Oued-Lallègue à Coléa.

Le camp d'Oued-Lallègue fut lui-même abandonné le 4. On y brûla pour plus de 50,000 francs de foin et une grande quantité de planches, qu'on ne put enlever faute de moyens de transport. Par suite de ces diverses évacuations, un peu plus de 2,000 hommes se trouvèrent réunis, tant à Blida qu'au camp supérieur, sous les ordres du général Duvivier. Tous les arrivages de denrées ayant cessé depuis la reprise ouverte des hostilités, les habitants indigènes de cette ville souffraient cruellement de la misère. On se crut obligé d'en expulser quelques-uns pour ne pas les voir mourir de faim. La misère était grande aussi à Alger, où les objets de première nécessité avaient énormément augmenté de prix. Mais là au moins, on avait les arrivages de mer ; ensuite, les indigènes qui voulaient émigrer y firent, pendant quelques jours, de nombreuses ventes de bétail à assez bas prix.

L'évacuation d'Oued-Lallègue et de ses dépendances fut opérée par le colonel Gentil, du 24e de ligne, et celles de Sidi-Khalifa et d'Oued-Aïch par le colonel Changarnier, du 2e léger.

Le 3 décembre, ce dernier colonel étant à Bouffarik,

près de 2,000 cavaliers se présentèrent devant ce camp et cherchèrent à enlever le troupeau de l'administration. Il prit aussitôt l'offensive, et les poussa, de position en position, jusqu'à ce qu'ils eussent franchi la Chiffa. Ils eurent une quinzaine de morts.

Après cette petite affaire, le général Rullière conduisit d'Alger à Bouffarik un renfort de 2,000 hommes. Le 7, il donna au colonel Changarnier l'ordre de partir dans la nuit pour aller faire évacuer et détruire le camp de l'Arach ; cet ordre fut exécuté. La garnison du camp, forte de 400 hommes, rentra à Bouffarik le lendemain. Il ne resta donc plus, de tous les nouveaux postes militaires, que les deux camps du Fondouk et de Cara-Mustapha, celui de l'Arba et le camp supérieur de Blida. Pendant trois mois, toutes les opérations se bornèrent à les ravitailler et à les défendre, ce qui amena quelques combats. Le général Dampierre fut plus spécialement chargé de ceux de l'est ; la garde du Sahel fut confiée au général Rostolan ; le général Rullière commanda directement les troupes qui communiquaient avec Blida et Coléa.

Coléa, où commandait le colonel de Lamoricière, ne fut point inquiété. Il n'en fut pas de même de Blida : le 8 décembre, un bataillon d'infanterie régulière de Médéa vint s'établir chez les Beni-Salah ; il partait de là pour harceler chaque jour les détachements qui faisaient communiquer la place et le camp supérieur.

Le 14, le général Rullière conduisit avec sa colonne un grand convoi à Blida. L'ennemi, instruit de sa marche, vint l'attendre entre cette ville et Mered ; ses forces se composaient du bataillon régulier de Médéa, de quelques centaines de Kbaïles, et d'environ 400 cavaliers. Il y eut un engagement assez vif, dans lequel les Arabes furent

battus. Une partie de leur infanterie, chargée par quelques escadrons de chasseurs, perdit une quarantaine d'hommes ; nous n'eûmes que cinq hommes tués et une vingtaine de blessés, au nombre desquels fut le capitaine Forquin du 1^{er} de chasseurs, qui mourut peu de jours après. Le général Rulhière arriva après cette affaire au camp supérieur de Blida : ce camp manquait d'eau depuis trois jours. Nous avons dit ailleurs que l'eau nécessaire à Blida et à ses jardins est fournie par l'Oued-Kebir au moyen d'un barrage construit au-dessus de la ville ; comme l'ennemi était maître du terrain, il avait plusieurs fois détourné l'eau. Le général Duvivier avait fait exécuter à la vérité des travaux qui l'assuraient à la ville, mais l'ennemi restait toujours maître de l'empêcher de couler jusqu'au camp. On y avait bien fait une ample provision d'eau avant que le blocus en fut aussi resserré qu'il l'était alors, mais elle était épuisée ; il fallait donc, à tout prix, faire revenir l'eau au moins pendant quelques heures, pour qu'on pût la renouveler. C'est à quoi s'occupa le général Rulhière, dès le lendemain 15 décembre. Ce jour-là, il introduisit de plus à Blida la partie du convoi qui était destinée pour cette place. Pendant que ces deux opérations s'effectuaient, le colonel Changarnier contenait l'ennemi sur les bords de la rivière. A midi, tout étant terminé, la colonne du général Rulhière se remit en marche pour Bouffarik, où elle arriva après un petit combat d'arrière-garde. Nous n'eûmes dans toute cette journée que cinq hommes tués et soixante blessés.

Ces deux petites affaires du 14 et du 15 décembre n'avaient rien eu de bien remarquable ; néanmoins, le général Rulhière aurait désiré que M. le maréchal en parlât

plus qu'il ne fit dans ses communications officielles : il souhaitait surtout que les noms des militaires qu'il avait signalés comme s'y étant distingués fussent mis à l'ordre de l'armée. Le maréchal ne l'ayant point fait, le général Rulière en fut si vivement contrarié qu'il demanda à rentrer en France. Depuis quelque temps les relations de service étaient au reste fort pénibles avec M. le maréchal, dont les derniers événements avaient sensiblement augmenté l'âpreté de caractère. M. Rulière fut remplacé par le général Schram ; celui-ci n'eut que peu de temps le commandement des troupes, car il fut nommé chef d'état-major de l'armée d'Afrique, en remplacement du général Auvray.

Pendant que ces divers événements se passaient dans les environs de Bouffarik et de Blida, l'est de la plaine en voyait s'accomplir d'autres non moins graves. Ben-Salem n'avait avec lui que 700 hommes de troupes régulières, tant en infanterie qu'en cavalerie ; mais, vu l'inaction des nôtres, ce noyau lui suffit pour empêcher les tribus kbaïles de continuer leur commerce avec Alger et pour ravager l'outhan de Khachna. Les Arabes de ce vaste et beau district, abandonnés par nous, quittèrent tous successivement notre territoire, à l'exception du kaïd EI-Arbi-ben Kaïa, qui se réfugia à Alger. Le blockhaus du Boudouaou fut abandonné, et Ben-Salem vint y mettre le feu. Les réfugiés d'Oued-Zeithoun, réunis à Marachda, furent obligés de se concentrer à Bedr-el-Din, sous le canon du camp du Fondouk ; ce camp et celui de Cara-Mustapha eurent leurs communications coupées avec Alger, et même entre eux ; celui de l'Arba à Beni-Mouça se trouva dans la même position.

Le 21 décembre, un grand convoi conduit par le gé-

néral Dampierre arriva au Fondouck, alors occupé par le 48^e de ligne, ainsi que Cara-Mustapha. Ben-Salem était campé sur le haut Boudouaou ou Oued-Khadra, à Tala-Khalifa ; mais on n'en savait rien, au moins il faut le croire, car le général Dampierre, après avoir passé la nuit au camp du Fondouck, se porta sur le Boudouaou inférieur pour en avoir des nouvelles. Les voitures du convoi retournèrent à vide le même jour à la Maison-Carrée, escortées par un des bataillons de la brigade de M. Dampierre. Un renfort de 200 hommes de la garnison du Fondouck dut aussi les accompagner, mais jusqu'à Sidi-Khaled seulement. Ce détachement, à son retour, fut attaqué par Ben-Salem, qui était descendu dans la plaine peu de temps après le départ du général Dampierre. Son commandant, M. le chef de bataillon Marchesan, sut résister par ses bonnes dispositions et son sang-froid à tous les efforts d'un ennemi infiniment supérieur en nombre ; il rentra sans perte considérable au camp de Fondouck, dont le canon dispersa les Arabes. Le général Dampierre était pendant ce temps à la Regaïa, d'où il rentra le même jour à la Maison-Carrée.

Dans le courant de décembre, nos troupes effectuèrent trois ravitaillements du camp de l'Arba. Au retour du premier, qui eut lieu le 10, le colonel Lafontaine, du 62^e de ligne, fut attaqué par les Hadjoutes, mais il regagna assez facilement la ferme-modèle d'où il était parti, et eut même quelques avantages sur l'ennemi.

Le 16 décembre, les Arabes qui bloquaient la place et le camp supérieur de Blida, reçurent de Médéa un canon et un obusier, qu'ils mirent en batterie contre la ville. Le feu de cette artillerie fit peu de mal à la garnison à laquelle il ne tua que deux hommes. Dans la nuit du 24, un convoi

parti du camp supérieur pour porter du fourrage à Blida, attaqué au retour, eut une douzaine d'hommes tués dans son escorte. Le 25, les Arabes voyant l'inutilité du feu de leur artillerie sur Blida, la transportèrent devant une redoute à blockhaus située sur la rive droite de l'Oued-Kebir à 1,500 mètres du camp.

Ce blockhaus ayant hissé le signal de détresse, le colonel Gentil, qui commandait dans le camp, fit une sortie pour aller à son secours. L'ennemi abandonnant alors le blockhaus, vint à lui, et il s'engagea un combat dont l'issue fut douteuse, mais pendant lequel on put cependant jeter des renforts dans la redoute. Nous eûmes ce jour-là 8 tués et 30 blessés.

Le 29, le camp et la redoute, toujours bloqués, manquèrent d'eau encore une fois ; on était sans nouvelle d'Alger ; on ne pouvait pas même communiquer avec Blida. La position devenait à chaque instant plus critique. Le colonel Gentil demanda un homme de bonne volonté pour aller, la nuit, à travers les dangers les plus imminents, porter une lettre à Bouffarik ; huit se présentèrent. Il choisit le caporal Bourdis qui parvint heureusement à sa destination. Ce brave caporal fut nommé sergent pour cette belle action.

Dès que le maréchal Valée eut reçu la dépêche du colonel Gentil, il quitta Alger, alla se mettre à la tête des troupes réunies à Douéra sous le commandement du général Rostolan, et se rendit avec elles et un convoi considérable à Bouffarik où il coucha le 30 décembre. Le lendemain 31, laissant le convoi à Bouffarik, il se porta vers le camp supérieur de Blida, par Oued-Lallègue, en manœuvrant dans le but d'attirer l'ennemi au combat. Il avait avec lui deux bataillons du 2^e léger, deux du 23^e de ligne, un du

17^e léger, 300 chasseurs du 1^{er} régiment et 4 pièces d'artillerie. Il se trouva en présence de la cavalerie ennemie un peu au delà de Sidi-Khalifa ; mais celle-ci, tiraillant et caracolant sur nos flancs, évita avec soin de se laisser aborder. Après bien des mouvements inutiles pour l'amener à un engagement plus sérieux, le maréchal était sur le point d'atteindre le camp supérieur, lorsque le colonel Changarnier le fit prévenir qu'un corps assez considérable d'infanterie se montrait sur la droite, à peu de distance de la colonne ; ayant reçu l'ordre de l'attaquer, cet officier supérieur s'élança sur les Arabes à la tête de son régiment. Le maréchal chargea également de sa personne avec la cavalerie, commandée par le colonel Bourjoly. Comme les chasseurs étaient plus éloignés de l'ennemi que le 2^e léger, et que d'ailleurs ce brave régiment manœuvra avec une incroyable rapidité, les deux corps arrivèrent en même temps sur la ligne arabe, qui fut enfoncée au premier choc, et rejetée dans le plus grand désordre au delà de l'Oued-Kebir. Épouvantée de la vigueur de cette attaque, la cavalerie ennemie s'éloigna aussitôt en toute hâte, sans même avoir essayé de porter secours à l'infanterie. Les Arabes laissèrent plus de 300 morts sur le champ de bataille. On leur prit deux drapeaux, une pièce de canon et leurs tambours. Après cette victoire, qui rendit aux troupes une confiance qu'un mois de désastres avait un peu ébranlée, le maréchal arriva au camp supérieur de Blida, où il fut reçu avec le plus vif enthousiasme.

Le 1^{er} janvier, le maréchal envoya chercher le convoi qu'il avait laissé à Bouffarik. On rétablit la circulation de l'eau au camp supérieur de Blida, et un ouvrage destiné à protéger les communications entre le camp et la ville fut

commencé. L'ennemi ne paraissait plus sur aucun point. On sut que les troupes régulières avaient repassé le Ténia, et que les contingents des tribus s'étaient dispersés, pensant que nous allions prendre l'offensive et franchir nous-mêmes les montagnes ; mais la saison ne le permettant pas, le maréchal rentra à Alger.

L'effet moral produit par le combat du 31 décembre dura un mois, pendant lequel les Arabes ne se montrèrent en nombre nulle part ; des détachements isolés de maraudeurs continuèrent seulement à battre la campagne. Enfin l'ennemi, rassuré par notre inaction, reparut vers la fin de janvier. Le 29 de ce mois, un corps assez considérable d'infanterie et un millier de cavaliers se jetèrent entre le camp supérieur de Blida et la ville pour attaquer les travailleurs qui, depuis quelques semaines, étaient employés à ouvrir de longues tranchées dans les beaux jardins de Blida pour dégager les environs de la place. Le colonel Changarnier vint à leur aide, du camp supérieur, et repoussa au loin l'ennemi.

Le mois de février se passa ensuite sans événement militaire qui mérite la moindre mention, mais les courses des maraudeurs continuèrent.

Lorsque la nouvelle des désastres qui avaient suivi de si près le triomphe intempestif des Bibans arriva en France, le Gouvernement s'empressa d'envoyer des renforts en Afrique. Les cadres des corps qui y étaient déjà furent remplis ; deux nouveaux régiments, le 3^e léger et le 68^e de ligne, furent embarqués ainsi qu'un bataillon de tirailleurs, le premier qui ait été organisé et qu'on appelait vulgairement alors tirailleurs de Vincennes. On fit partir aussi douze escadrons pris dans les 1^{er}, 4^e, 8^e 9^e régiments de chasseurs, et les 5^e et 6^e régiments de hussards.

Ces douze escadrons furent formés d'abord, en Afrique, en deux régiments de marche ; plus tard ils furent fondus dans les régiments de chasseurs d'Afrique, dont le nombre fut porté à quatre. Au moyen de tous ces renforts, la division d'Alger présenta au 1er mars 1840 un effectif de 33,044 hommes. Le lecteur remarquera bien que je ne parle que de la division d'Alger, et non des troupes des autres provinces, car, en comptant celles-ci, on aura un effectif de 58,000 hommes pour toute l'armée d'Afrique, à la même époque.

Dans les premiers jours de mars, les Arabes, redevenus plus audacieux à mesure que les souvenirs des combats du 31 décembre et du 29 janvier s'éloignaient, recommencèrent à se montrer dans les environs de nos camps ; leurs maraudeurs poussèrent leurs courses jusque dans la banlieue d'Alger. Mais le moment où M. le maréchal Valée devait enfin prendre l'offensive était venu : d'après son plan de campagne, adopté par le Gouvernement, la prise de Cherchel devait être sa première opération. Un fait d'une nature fort grave s'était produit dans le port de cette ville : le 26 décembre précédent, un navire français du commerce, le *Frédéric-Adolphe*, avait été capturé par une tartane de Cherchel, pendant un calme qui le retenait peu loin des côtes ; l'équipage s'était sauvé dans les embarcations et avait pu gagner Alger. Cet événement, dont le bruit se répandit bientôt au loin, jeta l'effroi dans le commerce, qui crut un instant à la renaissance de la piraterie, conséquence non encore prévue du traité de la Tafna. Le lendemain, le maréchal envoya deux bateaux à vapeur à Cherchel pour reprendre le navire capturé ; mais ils le trouvèrent échoué sur la plage et déjà complètement pillé.

Ne pouvant le ramener, ils y mirent le feu et canonnière la ville pendant quelques heures. Les choses en restèrent là jusqu'à l'époque où est arrivé notre récit.

Le maréchal Valée partit de Blida le 11 mars pour se porter sur Cherchel, où il arriva le 15 sans autre combat que quelques coups de fusil sur les flancs et à l'arrière-garde. Il trouva la ville complètement évacuée ; il n'y restait pas un seul habitant, à l'exception d'un mendiant aveugle et d'un nain idiot, qui ne paraissaient pas se douter de ce qui se passait autour d'eux. Le maréchal établit à Cherchel le 17^e léger et le 2^e bataillon d'infanterie légère d'Afrique ; mais le premier de ces corps fut bientôt rappelé à Alger. Ces troupes se mirent aussitôt à construire quelques ouvrages avancés pour couvrir les abords de la place ; le maréchal et le reste des troupes rentrèrent à Blida le 21, sans autres difficultés que celles que présenta le passage des rivières grossies par la pluie qui tombait depuis plusieurs jours.

Dans les premiers jours d'avril, M. le duc d'Orléans arriva à Alger avec une suite nombreuse ; il venait prendre part, en qualité de lieutenant général, aux opérations qui se préparaient et dont la prise de Cherchel n'était que le commencement. L'armée expéditionnaire fut formée en deux divisions : la première commandée par le duc d'Orléans, et la seconde par le général Rumigny. Il y eut de plus une réserve, dont le maréchal conserva plus particulièrement le commandement.

Pendant que le maréchal Valée se disposait, peut-être avec un peu trop de lenteur, à entrer en campagne, un rassemblement considérable d'Arabes et de Kbaïles s'était formé dans l'est, sous les ordres de Ben-Salem. M. le maréchal résolut d'aller le disperser avant de se mettre

en marche sur Médéa ; à cet effet, il se rendit au camp du Fondouk, où il avait concentré environ 4,000 hommes. Il partit de cette position le 19 au matin, et se porta vers l'ennemi qui se mit aussitôt en retraite dans la direction d'Hamza, marchant cependant en ordre, de mamelons en mamelons ; nos troupes le poursuivirent l'espace de cinq lieues, dans un pays très-difficile, sans pouvoir l'atteindre. Le maréchal forma son bivouac vers les quatre heures du soir ; l'ennemi en fit autant et s'établit en face et à peu de distance de nos troupes. Pendant la nuit, le maréchal fit quelques tentatives pour le surprendre, mais les difficultés du terrain furent telles qu'il fallut y renoncer. Au jour, lorsqu'il fut possible de reprendre la marche, il avait disparu, laissant derrière lui une longue trace de fumée, provenant des cabanes et des meules de paille qu'il incendiait sur son passage. Le maréchal, ne voulant pas s'engager trop avant, reprit le chemin du Fondouk, où il arriva sans avoir été inquiété et avec environ 400 bœufs ramassés par-ci par-là ; il rentra ensuite à Alger. Le 23, il fit évacuer le camp de l'Arba ; le même jour, deux ou trois cents cavaliers vinrent attaquer, à la Rassauta, le petit nombre d'Arabes qui ne nous avaient pas abandonnés, et leur tuèrent quelques hommes. Le 25, M. le maréchal partit pour Blida, où toutes les troupes destinées à l'expédition furent réunies. L'armée passa la Chiffa le 27 avril.

Avant de se porter au delà des montagnes, le maréchal voulait nettoyer la plaine des ennemis qui pourraient s'y trouver, afin de ne pas être inquiété sur ses derrières. En conséquence, la première division reçut l'ordre de se diriger tout à fait à l'ouest, et d'aller prendre position auprès du lac Aloulah, au delà du bois des Karésas, que les autres

troupes durent fouiller. Le colonel Lamoricière avec ses zouaves y pénétra par Coléa. Mais les Hadjoutes l'avaient évacué depuis longtemps ; on n'y trouva que quelques gourbies abandonnées qui furent incendiées. Vers les quatre heures du soir, au moment où l'armée, presque toute réunie auprès du lac, allait former ses bivouacs, une colonne de deux à trois mille cavaliers arabes, conduite par Sidi-Embarek, déboucha subitement dans la plaine par la gorge de l'Oued-Djer. Le maréchal marcha à elle, mais elle rentra dans les montagnes, après l'échange de quelques coups de fusil dont un atteignit mortellement le lieutenant-colonel Miltgen.

Le 28, le maréchal resta en position. Le 29, l'armée se remit en mouvement. Les guides reçurent l'ordre de la diriger sur Sidi-Riar, en passant par les montagnes des Beni Menade ; c'est un marabout situé sur la route de Miliana à quelques kilomètres du Bordj-Bouhalouan ; mais on était encore dans la plaine lorsqu'à neuf heures on aperçut, dans la direction que suivait l'armée, un corps de cavalerie arabe qui se replia à son approche sans engager de combat. La première division se forma aussitôt sur deux lignes et continua à marcher dans cet ordre. Peu à peu les groupes d'Arabes qui se montraient à l'horizon devinrent plus nombreux et plus intenses. Enfin, à midi, l'armée se trouva en face de 7 à 8 mille cavaliers et de l'Émir en personne : c'était là une véritable bonne fortune dont il aurait été possible de profiter mieux qu'on ne le fit ; mais, au lieu de marcher droit à l'ennemi, on fit une halte de plus d'une heure, sous prétexte d'observer ses mouvements. L'Émir s'arrêta aussi de son côté pour nous observer ; puis, voyant que nous ne bougions pas et que notre aile droite était assez éloignée du lac Alloulah pour qu'il pût avec de la célérité

passer entre les deux, il fît un à-gauche et exécuta, presque à la portée de nos canons, une marche de flanc d'une audace extrême, qui le porta sur nos derrières. Les Arabes défilèrent en cinq corps distincts ; Abd-el-Kader était à la tête du troisième avec ses spahis réguliers. Quand il eut passé, l'armée française fit lentement face en arrière et le suivit de loin dans la direction de la Chiffa où il disparut. Seulement, un millier de ses cavaliers se portèrent par la gorge de l'Oued-Djer vers les montagnes, sans doute pour suivre par là nos mouvements ultérieurs. Ils rencontrèrent sur ce point le 17^e léger qui échangea quelques coups de fusil avec eux, et avec deux ou trois cents Kbaïles qui se montraient sur les hauteurs où les Arabes prirent tranquillement position. L'armée française se massa à hauteur de la gorge de l'Oued-Djer et forma ses bivouacs.

Cette journée ne fut que fatigante pour nos troupes, car elles n'eurent au plus qu'une quinzaine de blessés ; mais elle jeta le trouble et l'inquiétude dans le quartier général : la manœuvre hardie d'Abd-el-Kader faisait craindre qu'il n'eût conçu un projet qui ne l'aurait pas été moins, c'est-à-dire, celui de tomber avec toutes ses forces sur le Sahel et sur la banlieue d'Alger, qu'il aurait pu ravager et incendier jusqu'aux portes de la ville. On reçut dans le même moment des dépêches qui augmentèrent les craintes : elles annonçaient que Cherchel était attaqué, et que, le 28, un détachement des Arabes de l'est avait fait invasion dans le Sahel et pénétré jusqu'à Birkadem. Ces diverses circonstances eurent chacune leur influence sur les déterminations qui furent prises et qui furent les suivantes : on résolut de ne pas chercher à pénétrer dans la vallée du Chélif comme le maréchal en avait d'abord eu le projet,

mais de traverser les montagnes au passage déjà connu du Ténia, ce qui, en cas d'échec, rendait la retraite plus assurée. Il fut convenu qu'un camp, où l'on déposerait tout le matériel destiné à l'occupation de Médéa, serait construit à la ferme de Mouzaïa ; on écrivit au général Guehenuc à Oran d'envoyer sur-le-champ par mer, 2,000 hommes de sa division à Cherchel, où on convint d'aller les prendre pour en renforcer le corps expéditionnaire, avant de se porter vers le Ténia ; enfin, il fut arrêté que l'on manœuvrerait entre la Chiffa et l'Oued-Djer encore quelques jours, ce qui permettrait d'avoir des nouvelles des mouvements d'Abd-el-Kader. Tous ces points convenus, le quartier général put partager pour le reste de cette nuit orageuse le repos que l'armée goûtait depuis longtemps.

Le 30, à sept heures du matin, l'armée se mit en mouvement pour se rapprocher de la Chiffa. Elle eut, au passage de l'Oued-Djer, un engagement sans grande importance et alla camper sur le Bouroumi.

Le 1er mai, elle continua sa marche sur la Chiffa, où elle arriva à midi, suivie par quelques centaines d'Arabes qui tiraillèrent avec l'arrière-garde. En arrivant à la Chiffa, elle aperçut sur la rive gauche du camp une masse de cavalerie ennemie au milieu de laquelle était Abd-el-Kader, et qui s'éloigna sans combattre. On sut ainsi que l'Émir ne s'était point porté sur Alger, mais qu'il était resté dans la plaine. Le même jour, les blessés et les malades furent évacués sur Blida. Le commandant de cette ville reçut l'ordre d'envoyer à la Chiffa les approvisionnements destinés pour Médéa. Le convoi arriva le 2 et suivit l'armée à la ferme de Mouzaïa, où elle se rendit aussitôt et où l'on se mit à construire le camp projeté ; les travaux continuèrent

toute la journée du 3. Le 4, on laissa au camp un bataillon du 48^e et les sapeurs du génie ; le reste de l'armée se porta de nouveau sur la Chiffa pour recevoir un second convoi qui devait être expédié de Blida. Quelques centaines d'Arabes vinrent tirailler avec l'arrière-garde, formée par la 1^{ère} division ; mais quelques coups de canon les eurent bientôt dispersés. Le 5, le convoi que l'on attendait de Blida étant arrivé, l'armée retourna à Haouch-Mouzaïa, où elle séjourna le 6. Le 7, elle se mit en marche sur Cherchel et alla camper à Bordj-el-Arbah, où elle arriva sans avoir rencontré l'ennemi.

Le lendemain, 8 mai, l'arrière-garde eut un léger engagement avec un millier d'Arabes au passage de l'Oued-Nador ; elle arriva ensuite sans combat jusqu'à l'Oued-Hachem. Les hauteurs qui sont sur la rive gauche de ce cours d'eau étaient garnies par quelques centaines de Kbaïles que le colonel Changarnier précipita avec quatre compagnies de son régiment dans le ravin qui était derrière eux. L'arrière-garde fut aussi attaquée ; les tiraillements continuèrent à peu près jusqu'à l'Oued-Belal, à une demi-lieue de Cherchel, où l'on prit position. L'armée eut, dans cette journée, 50 hommes mis hors de combat.

Les 2,000 hommes que le maréchal avait écrit au général Guehenuc d'envoyer à Cherchel y étaient arrivés depuis deux jours. Cette place n'avait commencé à être inquiétée par l'ennemi qu'après le départ du 17^e léger, dont le dernier bataillon avait été embarqué le 20 avril. Dès le 21, les Kbaïles, enhardis par l'affaiblissement de la garnison, se montrèrent sur les hauteurs et vinrent tirailler avec le 1^{er} bataillon d'Afrique, mais faiblement. Il en fut de même les jours suivants, jusqu'au 2 mai ; ce jour là,

l'attaque fut plus sérieuse, mais elle n'en fut pas moins repoussée. Le commandant Cavaignac commandait alors à Cherchel. Le maréchal déposa dans cette ville ses malades et ses blessés, y prit 100,000 rations de vivres envoyées d'Alger, et ayant renforcé son armée des 2,000 hommes venus d'Oran, qui se composaient de trois bataillons pris dans le 1er et le 41e de ligne, et le 13e léger, il quitta la position de l'Oued-Belal le 10 mai, pour se porter sur Bordj-el-Arba. Il y eut ce jour-là, sur les hauteurs de droite, près des ruines de l'aqueduc romain, un petit engagement avec les Kbaïles, et des tiraillements à l'arrière-garde avec 12 ou 1500 cavaliers arabes qui la harcelèrent pendant toute la marche. Nous eûmes 50 hommes hors de combat. L'armée bivouaqua à Bordj-el-Arba ; le 11, elle arriva à Haouch-Mouzaïa sans combat.

Le 12 mai devait être un jour célèbre dans l'histoire de nos guerres d'Afrique : il s'agissait de franchir le difficile passage de Ténia, que nos troupes avaient déjà forcé à d'autres époques, il est vrai, mais qui n'avait jamais été aussi bien défendu qu'il paraissait devoir l'être ce jour-là, comme il le fut en effet. Abd-el-Kader avait réuni sur ce point toute son infanterie régulière ; on savait qu'il avait fait construire des retranchements sur les hauteurs de la gauche de la route ; c'était par là que, dans les campagnes de 1830 et 1836, le maréchal Clauzel avait fait attaquer la position. Le terrain est de telle nature qu'il est à peu près impossible de l'attaquer autrement.

L'armée quitta, à six heures du matin, Haouch-Mouzaïa, où on laissa le convoi et la cavalerie ; elle arriva, sans que les Arabes lui eussent opposé la moindre résistance, jusqu'au plateau qui sépare les pentes inférieures et assez douces

de la montagne des pentes supérieures qui sont extrêmement raides. Comme c'est toujours là que les troupes se sont arrêtées pour prendre un peu de repos et de nourriture avant le combat, on l'a appelé le plateau du déjeuner. On s'y arrêta aussi cette fois, et les soldats ayant rompu quelques biscuits et mangé quelques restes de viande cuite la veille, avec cette bonne et franche insouciance qui, en face du danger, distingue cette généreuse classe d'hommes, le maréchal Valée prit les dispositions suivantes :

La 1^{ère} division fut formée en trois colonnes : la première, commandée par le général Duvivier ayant sous ses ordres les colonels Changarnier et Gentil, et composée de deux bataillons du 2^e léger, d'un bataillon du 24^e et d'un bataillon du 41^e de ligne, fut destinée à agir tout à fait à gauche pour s'emparer du grand pic de Mouzaïa, appelé Djebel-Enfous par les Arabes.

La deuxième colonne, commandée par le colonel Lamoricière, fut composée des deux bataillons de zouaves, du bataillon de tirailleurs et du bataillon du 15^e léger. Elle fut destinée à se porter sur les crêtes, lorsque le mouvement de la première serait dessiné, mais en prenant moins à gauche.

La troisième colonne, composée du 23^e de ligne et d'un bataillon du 48^e, fut commandée par le général d'Houdetot et destinée à suivre la route tracée qui conduit directement au col. Le quartier général resta avec cette colonne.

La 2^e division et le 17^e léger furent chargés de couvrir les mouvements de la 1^{ère} et de repousser les attaques que l'ennemi pourrait tenter sur les derrières.

A midi et demi, le maréchal ayant donné ses instructions à ses généraux, la première colonne fit un à-gauche

et commença à gravir les hauteurs. Le contrefort principal du grand piton de Mouzaïa était défendu par trois retranchements successifs, reliés à une batterie placée plus à gauche, sur le contrefort d'un autre piton plus petit situé à l'est du premier. Nos troupes passèrent entre les deux, tournèrent les retranchements sous un feu meurtrier et, après avoir profité, pour s'arrêter quelques minutes et reprendre haleine, du passage d'un nuage qui, dans cette région élevée, les cacha un instant à la vue de l'ennemi, elles continuèrent leur pénible ascension et couronnèrent enfin les crêtes qui sont immédiatement au-dessous du piton. Arrivée là, la tête de la colonne fut assaillie par une réserve d'infanterie régulière qui lui tua quelques hommes à l'arme blanche, entre autres le capitaine Rigondet, du 2^{ème} léger ; mais cette troupe fut bientôt culbutée et presque anéantie par les baïonnettes de nos soldats. Le terrain que l'on venait de parcourir est d'un si difficile accès que, sur plusieurs points, les hommes n'avaient pu avancer qu'en s'accrochant par les mains aux rochers et aux broussailles ; les officiers supérieurs et le général Duvivier lui-même étaient à pied.

Nos soldats avaient beaucoup fait, mais il leur restait encore beaucoup à faire. Le piton était défendu par trois autres retranchements et couronné par une redoute que ses défenseurs n'avaient pas encore abandonnée. Cette position était la plus formidable de toutes ; mais la charge battit, et en quelques minutes elle fut enlevée par le 2^e léger, qui y arbora son drapeau.

Pendant que la première colonne était aux prises avec l'ennemi, les deux autres s'avançaient lentement sur la route du col. A deux heures, la seconde fit son à-gauche, et suivant l'arête d'un contrefort boisé et très-difficile, où

elle eut à supporter, sur sa droite, le feu d'un retranchement que ses défenseurs abandonnèrent quand ils se virent tournés, et, sur sa gauche, celui d'un corps de Kbaïles embusqués dans des rochers, elle se réunit à la première, au delà du piton de Mouzaïa, qui venait d'être enlevé. Le général Duvivier dirigea les deux colonnes réunies vers le col, but de leurs efforts. Au delà du petit lac qui est entre le piton et le col elles rencontrèrent encore une redoute qu'elles enlevèrent en courant, et suivant toujours les crêtes, elles arrivèrent enfin au col que les Arabes abandonnèrent à leur approche

Dès que les troupes de la première et de la deuxième colonne parurent sur le mamelon qui domine immédiatement le col, la troisième colonne et le quartier général s'y portèrent par la route. Les Arabes placés sur les hauteurs à l'ouest du col, voyant cette nouvelle troupe s'ébranler, tirèrent sur elle quelques coups de deux mauvais canons que notre artillerie eut bientôt fait taire. Ces derniers combattants se mirent alors en retraite avec les autres bataillons réguliers de l'Émir dans la direction de Miliana. Les Kbaïles irréguliers se dispersèrent, et la première division de l'armée française prit position depuis le piton de Mouzaïa jusqu'au col. Pendant que la première division enlevait avec tant de vigueur les positions retranchées de l'ennemi, la deuxième fut attaquée, en arrière et sur les flancs, par plusieurs détachements d'Arabes et de Kbaïles, qui perdirent assez de monde dans une série de petits engagements très-vifs, dans l'un desquels le général Ruminigny fut blessé d'un coup de feu qui lui traversa la cuisse ; il l'avait déjà été légèrement au combat du 30.

Abd-el-Kader comptait beaucoup sur la force des ou-

vrages qu'il avait fait construire pour défendre le col, et sur le courage de ses troupes, qui, en effet, ne se battirent point mal. Il paraît que ses manœuvres des jours précédents avaient eu pour but de nous ramener vers cette position, qu'il annonçait aux siens devoir être le tombeau de l'armée française. Il est certain que si la première colonne eût échoué dans son attaque du piton, il aurait pu arriver de grands malheurs, car le maréchal avait beaucoup de troupes nouvelles et faiblement aguerries. Mais les têtes de colonne étaient excellentes, et c'est ce qui assura le succès.

Cette journée ne coûta à l'armée française que 300 morts ou blessés. Le général Marbot, premier aide de camp du duc d'Orléans, fut au nombre de ces derniers. Près des deux tiers des pertes portèrent sur le 2^e léger ; ce régiment eut 42 tués, dont 4 officiers, et 145 blessés.

Le 13, le maréchal fit évacuer les blessés sur Haouch-Mouzaïa. Cette opération s'effectua sans accident. La cavalerie et le convoi, qui étaient restés à Haouch-Mouzaïa, arrivèrent au col le 14. Pendant que ces divers mouvements avaient lieu, les troupes du génie construisirent quelques ouvrages de campagne au col où le maréchal avait résolu de laisser deux bataillons. Elles furent aussi employées à prolonger, sur le versant méridional de la montagne, la route que le maréchal Clauzel avait fait commencer en 1836.

Le 16, l'armée se remit en mouvement. Le lieutenant-colonel Drolanvaux fut laissé au col avec un bataillon du 41^e de ligne et un de la légion étrangère. Le 23^e de ligne eut à repousser quelques détachements ennemis qui voulaient inquiéter la marche. Les zouaves débusquèrent du bois de Zboudj-Lazara un bataillon de réguliers qui y avait

pris position. Tout le corps d'armée, diminué des troupes qu'on avait laissées au col, bivouaqua sur ce point.

Deux chemins conduisaient de Zboudj-Lazara à Médéa : l'un passe à gauche d'une chaîne de collines d'une médiocre élévation, qui se prolonge jusqu'auprès de cette ville, et qu'on appelle Nador ; l'autre passe à droite de cette même chaîne. Ce fut ce dernier que l'armée suivit le 17, de même que dans les expéditions précédentes. Les collines dont nous venons de parler étaient occupées par les Kbaïles et par quelque infanterie régulière ; mais le maréchal s'étant jeté un peu à droite, ces troupes ne purent inquiéter sa marche ; elles se replièrent successivement et allèrent prendre position en avant de Médéa. La cavalerie arabe, qui du reste était peu nombreuse ce jour-là, se présenta sur le flanc droit de l'armée française. Une ligne de tirailleurs suffit pour la contenir, et elle ne tarda pas à disparaître.

L'armée française arriva devant Médéa à onze heures. La cavalerie de réserve et le 17^e léger tournèrent la ville par la droite ; la 1^{ère} division se porta sur les positions occupées à l'est par l'ennemi ; mais aux premiers boulets qui leur arrivèrent, les Arabes se mirent en retraite. Les troupes de l'Émir disparurent dans la direction de la montagne de Rigah vers la vallée du Chélif, nous abandonnant Médéa complètement vide d'habitants. Tous leurs mouvements dans cette journée n'avaient eu pour but que de favoriser l'évacuation de cette malheureuse ville, constante et déplorable victime des fluctuations de notre politique.

L'occupation de Médéa était résolue d'avance. Le maréchal Valée y établit le général Duvivier avec près de 2,000 hommes de troupes, y compris l'artillerie et le génie ;

il se disposa ensuite à retourner à Alger. Nous n'hésitons pas à dire que ce fut une très-grande faute. Il aurait fallu ne point laisser de repos à un ennemi évidemment découragé, descendre avec lui dans la vallée du Chélif, et pousser jusqu'au bout la fortune. Les vivres ne manquaient point ; l'armée avait encore 200,000 rations. Ses derrières étaient assurés, et il est raisonnablement permis de croire que si le maréchal ne s'était pas mis trop tôt en retraite, Médéa se serait repeuplée en peu de jours et qu'on y aurait eu un marché.

Pendant que l'armée était à Médéa, les Arabes attaquèrent, une nuit, le bivouac de notre cavalerie ; ils y mirent un instant un peu de désordre, mais il n'y eut du reste aucun mal réel.

Le 20, l'armée, moins les troupes laissées à Médéa, reprit le chemin du col. La 1^{ère} division marchait en tête ; venaient ensuite les bagages, puis le 17^e léger et ce qui restait de la 2^e division. Comme on devait s'y attendre, Abd-el-Kader, qui, depuis deux jours, était en observation dans les environs de Médéa, reprit l'offensive dès qu'il s'aperçut de ce mouvement de retraite, manœuvrant de manière à venir se placer sur la direction que suivaient nos troupes. Dans cette occurrence et pour éviter un combat inutile, il était nécessaire de gagner le col, ou du moins les pentes qui y conduisent, avec la plus grande célérité. Malheureusement, la 1^{ère} division mit trop de lenteur dans ses mouvements, les bagages obstruèrent la route, et l'arrière-garde, arrêtée par eux, fut obligée de faire une halte, qui permit à l'ennemi de l'attaquer dans une position désavantageuse. Abd-el-Kader avait quelques bataillons réguliers déjà arrivés sur les contreforts à gauche de la route ; un autre corps d'infanterie

était à droite sur les bords de la Chiffa ; sa cavalerie était à gauche du bois de Zboudj-Lazara, où le 17^e léger s'était arrêté. Toutes ces forces tombèrent sur ce régiment. Les cavaliers, qui ne pouvaient combattre à cheval dans un pareil terrain, mirent pied à terre pour faire le coup de fusil. Le colonel Bedeau, du 17^e léger, fit face partout et se défendit avec autant d'habileté que de valeur. Le général Dampierre, qui commandait à l'arrière-garde, vint à son secours avec le bataillon du 15^e léger et celui du 48^e de ligne. Le 2^e bataillon des zouaves vint aussi prendre part au combat qui se prolongea plusieurs heures, avec des pertes considérables de part et d'autre. Il ne cessa que lorsque les troupes de l'arrière-garde furent parvenues aux deux tiers des hauteurs qui conduisent au col, près d'une mine de cuivre qui se trouve sur la route. Si le maréchal, qui resta de sa personne à l'arrière-garde, eût fait exécuter un retour offensif à toute la 1^{ère} division, il aurait pu changer en victoire une affaire à laquelle on ne sait quelle qualification donner. Ce ne fut pas précisément une défaite de notre arrière-garde ; cependant on fut forcé d'abandonner des blessés à l'ennemi. Nous eûmes 40 tués et 212 blessés, au nombre desquels furent le général Dampierre et le colonel Bedeau.

L'armée bivouaqua au col. Le lendemain, 21, elle en partit avec les deux bataillons qu'elle y avait laissés en allant à Médéa ; elle arriva sans avoir rencontré d'ennemis à Haouch-Mouzaïa, où le général Rostolan s'était rendu la veille pour y prendre les blessés qu'il avait fait transporter à Alger ; elle fit une halte de deux heures à ce camp, qui continua à être occupé ; le même jour, elle arriva à Blida. Les troupes rentrèrent ensuite dans leurs cantonnements

et le prince s'embarqua pour la France.

Pendant que l'armée était en campagne, les environs d'Alger furent infestés de maraudeurs. Nous avons vu que, le 28 avril, les Arabes de Ben-Salem s'étaient avancés jusqu'à Bir-Khadem. Le 15 mai, ils pénétrèrent dans le quartier d'Hamma, jusqu'au café dit des Platanes, tuèrent et enlevèrent du monde, et ravagèrent quelques habitations. Ils se retirèrent par le gué de l'embouchure de l'Arach, où quelques compagnies de la garnison de la Maison-Carrée leur tuèrent une dizaine d'hommes. Dans cette échauffourée, une jeune jardinière européenne d'une beauté remarquable avait été enlevée par un Arabe, qui, l'ayant jetée sur le devant de sa selle, fuyait avec sa proie. Le mari était à quelques pas de là, armé d'un fusil ; préférant voir sa femme morte qu'entre les mains des Arabes, il n'hésita pas à tirer sur le groupe au risque de la tuer ; mais il eut le coup d'œil assez sûr et la main assez ferme pour n'atteindre que le ravisseur, qui tomba avec sa femme, rendue à son amour par ce coup hardi.

L'occupation de Miliana entrainait, comme celle de Médéa, dans le plan de campagne soumis par M. le maréchal au Gouvernement, et adopté par lui. D'après ce plan, des colonnes mobiles, partant sans cesse de ces deux places, devaient harceler les Arabes et transporter ainsi la guerre au delà des montagnes, tandis que la colonisation, si cruellement compromise quelques mois auparavant, se serait librement développée en deçà.

Les troupes destinées à opérer sur Miliana, présentant un effectif de 10,000 hommes, furent réunies à Bli-da. Elles passèrent la Chiffa, le 4 juin, et allèrent bivouaquer à Haouch-Mouzaïa, où on laissa la partie du convoi

destinée pour Médéa. Le 5, l'armée bivouaqua à Karoubet-el-Ouzri, à l'entrée du pays des Beni-Menad. Le 6, elle pénétra sur le territoire montagneux de cette tribu, et traversa plusieurs ravins, dont un, dit Chaba-el-Keta, l'arrêta assez longtemps par la nécessité où l'on fut de pratiquer des rampes pour le passage de l'artillerie. Il y eut, ce jour-là, quelques tiraillements avec les Kbaïles, dont on incendia les cabanes et les moissons. A cinq heures, on arriva au confluent de l'Oued-Djer et de l'Oued-Hammam, où l'on y établit le bivouac.

Le 7 au matin, le corps expéditionnaire s'étant remis en marche, rejoignit, près du marabout de Sidi-Riar, la route directe d'Alger à Miliana, que le maréchal n'avait pas voulu prendre d'abord, parce qu'au-dessous de ce point elle coupe quatorze fois l'Oued-Djer. On remonta la vallée de l'Oued-Adelia, mais lentement, à cause des nombreux coups de pioche qu'il fallut donner çà et là pour rendre la route praticable aux voitures de l'artillerie. La cavalerie arabe, qui se montrait dans le lointain, n'envoya contre nous que quelques tirailleurs, promptement dispersés par nos gendarmes maures et nos spahis. L'ennemi ne chercha pas à défendre le col du Gontas. L'armée le franchit sans obstacle, descendit par Aïn-Sultan dans la vallée du Chélif, et prit position sur l'Oued-Zeboudja, un des affluents de droite de cette rivière.

Le 8, le corps expéditionnaire descendit la belle, fertile et large vallée du Chélif, jusqu'au marabout de Sidi-Abd-el-Kader, bâti à l'entrée de la gorge qu'il faut suivre pour monter à Miliana., et au fond de laquelle coule l'Oued-Boutan, dont les eaux limpides descendent du Zacar. La cavalerie de l'Émir déployait ses masses sur la

gauche de la colonne, mais à une distance considérable, et sans paraître vouloir l'attaquer.

Miliana est située sur un ressaut du mont Zacar qui forme comme une plaine aérienne, à une des extrémités de laquelle la ville a été bâtie. Des rochers à pic lui servent de base de deux côtés. Au nord, les escarpements abrupts du mont Zacar semblent la séparer, elle et sa petite plaine, du reste du monde. Ce coin de terre arrosé par des sources abondantes, paré d'une riche et gracieuse végétation, entouré de profonds et verdoyants ravins, et d'où enfin, la vue s'étend sur la magnifique vallée du Chélif qu'il domine à une hauteur considérable, offrirait un délicieux asile à une de ces petites républiques de sages, qu'à défaut de réalité l'imagination enfante quelquefois dans des rêves consolateurs.

A l'approche de nos troupes, celles d'Abd el-Kader avaient forcé les paisibles habitants de Miliana d'abandonner leurs foyers ; elles avaient même mis le feu à la ville, mais l'incendie fit peu de progrès et ne détruisit guère que quelques échoppes de marchands juifs. Cette tentative de destruction annonçait que l'Émir n'avait nullement le projet de défendre Miliana. Néanmoins, favorisé par la nature du terrain qui permettait à ses gens de nous faire quelque mal en ne courant que peu de chances d'en recevoir, il embusqua son infanterie derrière les rochers, et lorsque les têtes de nos colonnes, conduites par les colonels Changarnier et Bedeau, se mirent à gravir les contreforts du Zacar, cette infanterie fit sur elles un feu assez bien nourri, soutenu par celui de deux mauvais canons. Mais tout cela ne produisit que fort peu d'effet ; nos troupes entrèrent à Miliana presque sans pertes. L'ennemi se mit en retraite par la route de Cherchel.

Le maréchal testa trois jours à Miliana ; il fit exécuter au mur d'enceinte, qui était en mauvais état, les réparations les plus urgentes, et construire trois ouvrages extérieurs pour la défense des jardins. Une mosquée fut disposée pour servir d'hôpital, une autre fut affectée au service des vivres. Les troupes destinées à former la garnison de cette pauvre ville déserte furent établies dans les maisons les plus vastes et les plus convenablement situées.

Abd-el-Kader avait construit à Miliana une fonderie, encore bien incomplète, et quelques forges pour l'exploitation d'une mine de fer qui existe aux environs. La perte de ces établissements situés en dehors de la ville, à la chute des eaux qui descendent des montagnes, dut faite pressentir à l'Émir quel serait le sort de tous ceux qu'il possédait encore dans l'intérieur du pays.

M. le maréchal Valée laissa à Miliana un bataillon du léger et un bataillon de la légion étrangère sous le commandement de M. le lieutenant-colonel d'Illens. Ces deux bataillons et les détachements du génie et de l'artillerie qui leur furent adjoints présentaient un effectif de 1,100 hommes environ. Le 12, le maréchal quitta Miliana avec le reste des troupes et redescendit dans la vallée du Chélif. La deuxième division fut chargée de couvrir le convoi, tandis que la première combattait l'ennemi qui se montrait assez nombreux sur les hauteurs de droite et de gauche de la gorge de l'Oued-Boutan. On arriva ainsi jusque dans la plaine après avoir chassé l'ennemi de toutes les positions d'où il cherchait à nous inquiéter. Au delà du marabout de Sidi-Abd-el-Kader, l'armée se dirigea sur l'Harba de Djendel, localité située sur le Chélif. Peu d'instant après, un gros de cavalerie s'étant présenté

en avant de notre gauche, les spahis et les gendarmes maures les chargèrent. Mais ayant eu affaire à plus forte partie qu'elle ne le supposait, cette troupe, qui ne fut pas soutenue à temps, fut obligée de se mettre en retraite, ce qu'elle fit du reste avec beaucoup d'ordre. On fit alors marcher la légion étrangère, et la cavalerie ennemie disparut. On incendia ce jour-là les belles moissons de la vallée du Chélif. Nous eûmes dans cette journée 14 hommes tués et une centaine de blessés.

L'armée coucha à l'Arba sur la rive gauche du Chélif ; c'est l'emplacement du marché de la tribu de Djendel. Le 13, on partit de ce point, on repassa le Chélif à deux lieues plus loin, et l'on alla coucher sur le plateau d'Ouamri, dans la direction de Médéa. La marche fut lente, parce qu'il fallut travailler sur plusieurs points pour rendre la route praticable. On tirailla plus ou moins toute la journée avec les Arabes qui présentaient une masse de 2,000 cavaliers au plus. Les tiraillements furent assez vifs au passage du Chélif. Le 14, l'armée arriva à Zboudj-Lazara où elle prit position. Pendant qu'elle formait ses bivouacs, les troupes de l'Émir s'établissaient à gauche et non loin de la route du col. On tirailla très peu ce jour-là.

Le maréchal, avant de se rendre à Médéa, devait aller prendre les approvisionnements destinés à cette ville, lesquels, comme nous l'avons vu plus haut, avaient été laissés à Haouch-Mouzaïa. Comme il était possible que l'ennemi eût pris position au col, on résolut de l'y surprendre ou, dans le cas où il n'y serait pas encore, de l'y prévenir. En conséquence, le général fit partir à minuit le colonel Changarnier avec cinq bataillons. Cet officier supérieur ne rencontra pas l'ennemi sur sa route, et arrive

au col, qui n'était pas occupé, il y prit position. Le 15, au point du jour, le reste de l'armée se mit en marche pour monter au col. L'arrière-garde et la gauche furent aussitôt vivement attaquées par les forces de l'Émir. Le combat fut long et sur certains points assez acharné. Nous eûmes 30 hommes tués et près de 300 blessés. Les troupes de l'Émir perdirent aussi assez de monde. Un retour offensif effectué par le colonel Changarnier, qui était redescendu du col avec une partie de son monde, leur fit éprouver de grandes pertes. Toute l'armée fut réunie au col vers quatre heures. Le maréchal fit aussitôt évacuer tous les blessés sur Haouch-Mouzaïa. Le général Blanquefort, chargé de cette opération, dirigea le lendemain sur le col les approvisionnements déposés à cette ferme. L'escorte de ce convoi eut dans le trajet un petit combat à soutenir contre la tribu de Mouzaïa.

Le 17, le général Blanquefort conduisit les blessés à Blida. Il revint au col, le 19, avec un fort convoi pris dans cette ville.

Le 20, l'armée se trouva réunie à Médéa. Il y eut sur la route des tiraillements sans importance.

Le général Duvivier n'avait pas été inquiété à Médéa où il travaillait activement à se fortifier.

La chaleur était excessive et les troupes extrêmement fatiguées. Cependant M. le maréchal ne pouvait clore la campagne avant d'avoir jeté un nouveau convoi dans Miliana dont l'approvisionnement était incomplet. Il chargea de cette opération le colonel Changarnier. Cet officier supérieur, ayant sous ses ordres 5,000 hommes pris dans les deux divisions, partit, le 22, de Médéa où resta le maréchal avec le reste de l'armée. Il alla coucher ce jour-là

à l'Arba de Djendel. Il y eut quelques tiraillements dans la marche.

Le 23, M. Changarnier arriva au marabout de Sidi-Abd-el-Kader, à l'entrée de la vallée de l'Oued-Boutau, et y prit position. La cavalerie arabe couvrait la plaine du Chélif ; elle ne s'était pas encore montrée aussi nombreuse. Pendant que le convoi était introduit dans Miliana par le colonel Changarnier, les troupes qu'il avait laissées à la position, sous le commandement du colonel Gentil, du 24^e de ligne, furent vivement attaquées ; mais les Arabes, après quelques vicissitudes de fortune, furent définitivement repoussés.

Le lieutenant-colonel Illens avait eu, le 15, une petite affaire dans les jardins de Miliana. Il avait tué ou pris une vingtaine d'hommes à l'ennemi, qui du reste ne s'était pas présenté en force.

Le ravitaillement de Miliana ayant été heureusement opéré, le colonel Changarnier alla établir son camp à l'entrée de la plaine, au-dessous du marabout de Sidi-Abd-el-Kader.

Le 24, il alla coucher à l'Arba de Djenbel. La plaine était, comme la veille, couverte de cavaliers arabes ; on voyait même au loin quelques bataillons réguliers. Le colonel chercha à attirer cette infanterie au combat, mais ce fut inutilement ; tout se borna à des tiraillements avec la cavalerie arabe.

Le 25, le colonel Changarnier alla coucher sur le plateau d'Ouamri. On tirailla assez vivement jusqu'au deuxième gué du Chélif. Le 26, il fit sa jonction avec le maréchal Valée, qui était parti de Médéa le même jour pour aller à sa rencontre, et l'armée réunie s'établit au col.

Le 27, le général Blanquefort descendit à Blida avec

quelques troupes. Il y conduisit les blessés et en ramena, le 29, un convoi destiné pour Médéa. Ce convoi fut conduit à sa destination, le 30, par le général d'Houdetot, qui revint à la position le 1er juillet, n'ayant eu dans ce mouvement que quelques coups de fusil à échanger avec les Kbaïles. Toute l'armée descendit, le même jour, à Haouch-Mouzaïa, à l'exception du 2e léger et du 24e de ligne. Le 2, ces troupes, conduites par le colonel Changarnier, firent irruption sur le territoire des Mouzaïa. Deux bataillons, partis d'Haouch-Mouzaïa, y pénétrèrent en même temps par la plaine. Quelques Kbaïles furent tués ou pris, mais le plus grand nombre s'échappa. On prit environ 2,000 têtes de bétail, et l'on brûla des cabanes et des moissons. Toute l'armée rentra à Blida le même jour.

Le 4 juillet, l'armée pénétra dans les montagnes des Beni-Salah, au sud de Blida. L'établissement d'un poste permanent à Aïn-Telazid, sur le point culminant de ces montagnes, fut ordonné. On établit de là une communication télégraphique avec Médéa. On espérait aussi, sans aucune espèce de raison il est vrai, trouver dans cette direction un chemin plus court et plus facile que celui du Ténia. Le camp supérieur de Blida fut évacué, et toutes les troupes destinées à la garde de cette ville furent définitivement établies à l'intérieur. Le 5, celles qui avaient fait partie du corps expéditionnaire rentrèrent dans leurs cantonnements ; elles apprirent avec plaisir que les colonels Changarnier et Lamoricière venaient d'être nommés maréchaux de camp.

Ainsi se termina la campagne du printemps ; elle commença par l'occupation de Cherchel et finit par celle de Miliana. Mais les garnisons de ces trois places, trop faibles

pour agir à l'extérieur, furent immédiatement bloquées par les indigènes. Les Hadjoutes et les cavaliers de Ben-Salem continuèrent à parcourir la Métidja quand cela leur convint, et s'ils n'y commirent plus de ravages, c'est qu'il n'y restait plus rien à ravager.

LIVRE XXX.

Massacre de Mocta-Kéra. — Ravitaillement de Médéa. — Combat de Cara-Mustapha. — Campagne d'automne. — Événements de la province de Constantine. — Deuxième occupation de Sétif. — Défense d'Aïn-Turc. — El-Hadj-Mustapha, frère d'Abd-el-Kader, dans la province de Constantine. — Combat de Medzerga. — Assassinat du capitaine Saget et punition des Beni-Salah. — Événements de la province d'Oran. — Affaire de Mazagran. — Le général Lamoricière à Oran. — Rappel du maréchal Valée. — Actes administratifs en 1840.

Il y eut, le 12 août, une fâcheuse affaire dans les environs de Coléa. Une colonne de 5 à 600 cavaliers arabes s'étant jetée entre cette ville et le camp de Mahelma, le colonel qui commandait à Coléa l'envoya reconnaître par quelques compagnies d'infanterie et un petit détachement de chasseurs, présentant en tout une force de 200 hommes au plus. Cette troupe fut bientôt enveloppée par les Arabes. Son commandant n'ayant pas su prendre les dispositions qu'exigeaient les circonstances, elle fut taillée en pièces : 80 hommes furent massacrés et 40 faits prisonniers. Le commandant fut du nombre de ces derniers ; il avait été blessé. Le reste se réfugia dans la redoute de Mocta-Kéra.

Les troupes de la division d'Alger restèrent dans leurs cantonnements jusqu'à la fin d'août. Il fallut alors songer au ravitaillement des places dont nous avons fait la conquête. Le général Changarnier fut chargé de cette opération.

Il partit de Blida, le 26 août, avec un peu plus de 2,000 hommes et un convoi considérable. Conformément aux ordres qui lui furent donnés, il dut tenter le passage par les montagnes des Beni-Salah, en suivant le chemin que M. le maréchal croyait exister dans cette direction ; on ne trouva qu'un sentier affreux, plus long que la route du col et un terrain infiniment plus difficile. Le premier jour, le général Changarnier n'alla pas plus loin que le nouveau poste d'Aïn-Telazid, parce qu'il n'était parti de Blida qu'à une heure du soir. Le lendemain, il bivouaqua sur l'Oued-Ouzra, et n'arriva à Médéa que le 28 dans la matinée. Il eut dans ces deux journées quelques légers engagements avec les Kbaïles. L'ennemi était, du reste, peu nombreux ; il ne s'attendait pas à voir déboucher les Français par ces horribles gorges. Le général Changarnier, après avoir déposé le chargement de son convoi à Médéa, ne jugea pas prudent de s'y engager de nouveau : car El-Barkani était dans les environs avec quelques troupes, qui auraient pu dans ce terrain difficile lui faire beaucoup de mal sans en recevoir ; il prit donc le chemin ordinaire du col le 29 au matin. Lorsqu'il fut parvenu à la mine de cuivre, son arrière-garde fut vivement attaquée et ses flancs menacés. Il fit aussitôt filer en avant ses bagages ainsi que sa cavalerie, et ayant massé son infanterie, il ordonna à ses tirailleurs de rentrer brusquement dans la colonne. Cette apparence de fuite enhardit l'ennemi, qui se mit imprudemment à leur poursuite. Lorsqu'il fut bien engagé, le général fondit sur lui à la baïonnette avec toute son infanterie, et le culbuta jusqu'au bois des Oliviers en lui tuant une centaine d'hommes ; le reste disparut. Le général reprit alors sa marche, passa le col et alla bivouaquer au confluent de la Chiffa et de

l'Oued-Kebir. Le lendemain, il rentra à Blida à 6 heures du matin.

El-Barkani avait deux bataillons de réguliers et un millier de Kbaïles, à l'affaire du 29 ; on lui fit quelques prisonniers. Nous eûmes, dans toute l'opération de ce premier ravitaillement de Médéa, 23 hommes tués et 76 blessés.

Le général Changarnier trouva la garnison de Médéa dans une position encore assez supportable ; elle avait eu, le 3 août, une affaire très-chaude ; voici les détails de ce combat :

Une partie des troupes campait, depuis quelques jours, hors la ville pour construire sur un point utile à garder quelques retranchements qui devaient en compléter la défense. Le jour que nous venons de dire, ces tirailleurs furent attaqués par quatre bataillons de réguliers et environ 2,000 Arabes ou Kbaïles des tribus, conduits par l'Émir en personne, qui manœuvra de manière à les envelopper. Pendant qu'ils soutenaient le combat, qui de minute en minute devenait plus vif, le général Duvivier fit rentrer à la hâte un bataillon qui, comme les jours précédents, était allé couper les blés des environs de la place. Ce bataillon, commandé par le capitaine Nagant, du 23^e de ligne, arriva au moment où une partie des troupes engagées commençait à plier ; il chargea aussitôt l'ennemi à la baïonnette et lui fit perdre tout le terrain qu'il avait gagné ; mais le général, n'ayant plus de nouvelles troupes fraîches, ne voulut pas qu'il s'aventurât trop loin ; il dut donc s'arrêter après ce premier succès, qui du reste fut décisif. Les Arabes tirillèrent encore quelque temps pour pouvoir relever leurs blessés, et à neuf heures, ils se mirent en retraite. Ce combat, très

meurtrier de part et d'autre, coûta à la garnison de Médéa 57 tués et 86 blessés ; le lieutenant-colonel Chapenay, du 23^e de ligne, fut du nombre des morts.

Dans le mois de septembre, le maréchal fit évacuer le camp de Cara-Mustapha, qui n'avait jamais été qu'une superfétation, vu sa proximité de celui du Fondouk ; mais on crut cependant devoir laisser dans cette localité un petit poste que l'on établit dans une tour construite à cet effet. Dès que Ben-Salem sut qu'il n'y avait plus de camp à Cara-Mustapha, il s'y porta avec quelques troupes et se mit à faire le blocus de la tour, dont la garnison, ne pouvant sortir pour aller à l'eau, se trouva bientôt dans une position fort critique. Les troupes du Fondouk étant trop faibles pour tenter la moindre sortie, il fallut en faire marcher d'Alger. Le 17 septembre, le général Changarnier partit de la Maison-Carrée vers le soir, avec environ 1200 hommes d'infanterie et 400 chasseurs à cheval ; il surprit, au point du jour, Ben-Salem, qui se jeta en désordre sur la rive droite du Boudouaou ; le général l'y ayant poursuivi l'attaqua de front et par la gauche au moment où il cherchait à se mettre en position sur le plateau où se trouve le tombeau du marabout dont il portait le nom. Les Arabes furent mis en pleine déroute et laissèrent 126 des leurs sur le champ de bataille ; 11 prisonniers, 42 chevaux, 200 fusils, quelques mulets, un tambour, et enfin les éperons, les tapis et le cachet même de Ben-Salem, qui, dans la surprise du matin, avait été obligé de sauter à cheval presque nu, furent les trophées de cette victoire. Le lieutenant-colonel Tartas, du 1^{er} de chasseurs, dont c'était le début en Afrique, tua d'un coup de sabre le kaïd des Isser, ce même Mustapha-ben-Omar quelque temps notre allié, et qui ne s'était résigné à servir

Abd-el-Kader qu'après s'être vu abandonné par nous, au mépris des promesses les plus formelles. C'était un fort honnête homme et un vaillant guerrier ; il mourut bravement de la main d'un brave ennemi, au moment où il cherchait à rallier ses cavaliers. Tous les Français qui l'avaient connu, le général Changarnier entre autres, l'estimaient et le regrettèrent.

Après cette affaire, le général Changarnier rentra momentanément à Alger ; il retourna ensuite à Blida pour aller opérer le ravitaillement de Miliana. La garnison de cette ville était dans la position la plus déplorable. Miliana n'est pas un endroit malsain par lui-même ; sa position élevée semble au contraire donner des garanties de salubrité ; cependant une horrible contagion faucha en peu de mois la première garnison française qui y fut établie. Plusieurs causes y contribuèrent : l'exigüité de la ration réglementaire du soldat est balancée, partout où il y a un marché, par les denrées qu'il peut se procurer pour améliorer son mince ordinaire ; à Miliana, ville dépeuplée et bloquée, il n'y avait point de marché, et le soldat fut réduit pour satisfaire son appétit aux plus déplorables expédients : les fruits verts, les herbes sauvages, les reptiles les moins propres à l'alimentation, lui servirent de pâture ; il en résulta des dysenteries qui se compliquant avec la nostalgie, maladie morale enfantée par l'isolement et l'ennui, devinrent mortelles. Comme il fut impossible de cacher les premiers ravages du mal, les choses en vinrent au point que tout homme qui, se sentait atteint se croyait perdu et l'était en effet. Lorsqu'on put compter les décès par centaines, une sorte de délire s'empara des survivants : ils désiraient la mort, ils l'appelaient ; il ne restait aux plus énergiques

qu'assez de force pour préférer à la maladie les quelques balles que les Kbaïles venaient tirer de temps à autre sur la ville. Enfin, lorsque le général Changarnier arriva à Miliana, 800 hommes avaient déjà succombé, et parmi les trois cents qui vivaient encore, cent cinquante seulement étaient en état de supporter le poids de leurs armes.

Le colonel Illens avait mis à profit, pour faire connaître à Alger son horrible position, la bonne volonté d'un déserteur de la légion étrangère qui, après avoir servi quelque temps dans les troupes de l'Émir, était venu se rendre. Cet homme, voulant racheter sa faute par quelque grand acte de dévouement, parvint à tromper la vigilance de l'ennemi, et apporta au maréchal les alarmantes dépêches du commandant de Miliana. Ce ne fut cependant que plusieurs semaines après les avoir reçues que le maréchal fit partir le général Changarnier.

On a dit, à l'époque où les malheurs de la garnison de Miliana excitaient le plus vivement la commisération publique, qu'elle était morte de faim. La chose n'est point exacte : mais il est certain que l'approvisionnement de cette place ayant été mal calculé, et qu'une partie s'en étant trouvée avariée, nos malheureux soldats seraient en effet morts de faim si le plus grand nombre d'entre eux n'étaient morts de maladie.

Ce fut le 1^{er} octobre que le général Changarnier partit de Blida avec un convoi considérable pour aller ravitailler Miliana. Il bivouaqua le même jour à Haouch-Mouzaïa, et le 2 à Oued-Hammam. Les tiraillements des Kbaïles furent continuels dans toute cette seconde journée de marche. Il y eut même des engagements assez vifs au passage de l'Oued-Bourkika, à Karoubet-el-Ouzri et à Cheba-el-Keta.

Le 3 octobre, l'ennemi devint plus pressant dans la vallée de l'Oued-Adélia. Le colonel Leblond, du 48^e de ligne, qui commandait l'arrière-garde, fit opérer un mouvement offensif assez meurtrier pour les Kbaïles. Plusieurs centaines de cavaliers garnissaient les hauteurs du Gontas ; mais les gendarmes maures suffirent pour les mettre en fuite. On franchit le col et on alla bivouaquer sur l'Oued-Zboudja.

Le 4, le convoi arriva à Miliana, où il déposa son chargement. Les hauteurs de droite et de gauche de l'étroite vallée de l'Oued-Boutan étaient occupées par les Kbaïles qui en furent facilement débusqués ; nos troupes occupèrent cette position pendant que le ravitaillement de Miliana s'opérait. Les débris de la garnison de cette place furent remplacés par de nouvelles troupes qui reçurent l'assurance de ne pas y rester longtemps. Il parut nécessaire de la leur donner, tant le séjour de Miliana paraissait alors redoutable. Un seul militaire de l'ancienne garnison, le capitaine du génie Tripier, demanda à y rester : cet officier avait observé en sage les causes du mal dont la forte trempe de son âme le préserva, et ses conseils indiquèrent ce qu'il convenait de faire pour en empêcher le retour. Sur les 300 hommes de l'ancienne garnison que ramena le général Changarnier, plusieurs portaient la mort dans leur sein : il n'en restait plus que 80 au 1^{er} janvier 1841. Ainsi, plus de 1,000 hommes sur 1,100 périrent en moins de six mois.

Le ravitaillement de Miliana, l'évacuation des malades et le remplacement de la garnison furent terminés à quatre heures du soir. Avant la nuit, tout le corps d'armée était au bivouac sur l'Oued-Souffai, au delà de l'Oued-

Boutan ; il partit de cette position le 5 et alla coucher sur l'Oued-Hammam, au même point que le 2. On tirailla vivement toute la journée à l'arrière-garde. Le 6, on se porta sur l'Oued-Djer. Le combat fut très-acharné ce jour-là à l'arrière-garde ; le lieutenant-colonel Cavaignac, qui la commandait, prit plusieurs fois l'offensive, et fit éprouver des pertes à l'ennemi. A Karoubet-el-Ouzri, le feu de deux obusiers démasqués à propos lui tua beaucoup de monde. Le 7, le corps d'armée rentra à Blida. Nous eûmes dans cette course 42 hommes tués et 260 blessés.

La mauvaise saison approchant, M. le maréchal résolut de profiter des beaux jours qu'on pouvait espérer encore pour se porter lui-même avec toutes ses forces disponibles au delà des montagnes, compléter pour l'hiver les approvisionnements de Médéa et de Miliana, et tâcher d'attirer Abel-el-Kader à quelque combat sérieux. Ayant réuni ses troupes à Haouch-Mouzaïa, il fit partir, le 27 octobre au soir, pour le col sa brigade d'avant-garde, commandée par le général Changarnier. Cette brigade arriva à sa destination sans avoir rencontré d'ennemi. On trouva seulement au col une sentinelle endormie qu'un soldat stupide commit la faute de tuer. Quelques minutes après, une patrouille arabe tomba au milieu de nos gens, et la même faute fut encore commise. Le général fut fort irrité de cette précipitation irréfléchie : car on eût pu obtenir de ces hommes, si on se fût contenté de les faire prisonniers, des renseignements sur la position des Arabes, que la présence d'une sentinelle au col annonçait ne pouvoir être fort éloignés. En effet, il y avait, sur les bords du petit lac qui est sur la gauche, plusieurs bataillons réguliers qu'on aurait pu surprendre. Mais comme ce ne fut qu'au jour qu'on les aperçut et qu'on

marcha à eux, ils se mirent en retraite par les crêtes, en échangeant quelques coups de fusil avec les nôtres qui, ne devant pas s'écarter du col, ne purent les poursuivre bien loin.

Comme les voitures ne pouvaient aller jusqu'à Médéa et que les bêtes de somme n'étaient pas en quantité suffisante pour transporter dans cette ville, d'un seul coup, l'énorme approvisionnement qu'il fallait y jeter, le maréchal eut recours à un expédient fort simple : les voitures déposèrent leur chargement à la ferme de Mouzaïa ; les mulets conduisirent, le 28, le leur jusqu'au col et redescendirent à vide à la ferme. Le 29, ils y prirent celui des voitures, et remontèrent au col d'où toute l'armée réunie se mit en marche sur Médéa, moins quelques troupes destinées à garder la partie du convoi qu'on y avait laissée.

Entre le bois des Oliviers et le Nador, l'arrière-garde fut vivement attaquée. Le général Changarnier, qui vint en prendre le commandement, repoussa l'ennemi. Mais comme les moyens de transport pour les blessés manquèrent un instant dans cette partie de la colonne, il fallut s'arrêter plusieurs fois dans des positions désavantageuses, ce qui nous fit perdre plus de monde qu'on n'en aurait perdu sans cela. Nous eûmes dix-sept tués et quatre vingt-dix blessés. Le capitaine Fouquet du 53^e de ligne, le lieutenant Laurine du 24^e furent au nombre des morts, ainsi que le brave sergent Bourdis dont nous avons déjà parlé. L'armée arriva à Médéa à neuf heures du soir. Le 30, l'armée ayant déposé à Médéa le premier chargement du convoi, retourna au bois des Oliviers. Les Arabes avaient un camp dans la vallée de la Chiffa ; nos troupes s'y portèrent, mais elles le trouvèrent évacué.

Dans la nuit, les mulets escortés de quelques troupes allèrent prendre au col le second chargement du convoi ;

à leur retour, toute l'armée se porta de nouveau à Médéa où ce second chargement fut déposé.

Le 1er novembre, l'armée bivouaqua au col et rentra à Blida le 2. La garnison de Médéa avait assez souffert, dans ces derniers temps, pour qu'il eût été un instant question d'abandonner la place, et de se replier la nuit sur Blida.

Le 5 novembre, l'armée se remit de nouveau en campagne pour se porter sur Miliana, où elle arriva le 8. La place fut approvisionnée pour six mois. La garnison en fut relevée par le 2e bataillon d'infanterie légère d'Afrique, commandé par le chef de bataillon Blangini. Abd-el-Kader avec ses troupes régulières venait d'abandonner la vallée du Chélif et s'était porté vers Mascara. Le 9, l'armée pénétra sur le territoire des Rigah qu'elle ravagea ; elle traita de même, le 10, celui de Beni-Menade. Il n'y eut dans ces deux journées que de légers engagements dans l'un desquels M. d'Harcourt, sous lieutenant au régiment de zouaves, fut tué. Le 11, on rentra à Blida.

Du 15 au 22, le maréchal opéra en personne un nouveau ravitaillement de Médéa, lequel ne fut nullement inquiété, et termina la campagne d'automne. Le 25e fut relevé à Médéa, par le régiment de zouaves commandé par le lieutenant-colonel Cavaignac. Des mesures furent prises pour que les soldats fissent des jardins et même de plus grandes cultures dans la zone de défense de cette place et de celle de Miliana.

On commença à Blida de longs retranchements formant une espèce de parc, dans le but, disait-on, de favoriser le développement de la colonisation européenne dans cette ville. Cette idée de parquer des colons et de coloniser à l'abri d'un retranchement est tellement fausse, que nous

ne pensons pas qu'elle ait jamais existé sérieusement dans l'esprit du maréchal Valée. Mais comme il était fortement question au ministère, à cette époque, d'enceindre d'un retranchement toute la Métidja, le maréchal, dont le bon sens se révoltait à cette énormité, crut pouvoir l'éviter par un moyen terme, et le parc de Blida naquit.

Nous avons dû raconter sans interruption ce qui se passa au centre de nos établissements après la rupture du traité de la Tafna. Il est temps maintenant de revenir sur nos pas et de présenter au lecteur le récit des événements des autres provinces pendant la même période : nous commencerons par celle de Constantine.

Le 28 octobre 1839, lorsque le général Galbois se sépara au bivouac de l'Oued-Bouketon, pour retourner à Constantine, du maréchal Valée, qui allait franchir le Biban, on ne lui laissa qu'un demi-bataillon du 22^e de ligne, un escadron de chasseurs et quelques spahis. Il ramena tous les malades, qui étaient en assez grand nombre, et près de cinquante mulets à vide qui avaient porté les vivres consommés jusqu'au point de la séparation. Le 29, il arriva au village de Sidi-Mouça, où il passa deux jours. Il trouva là un fort approvisionnement de blé et d'orge appartenant à Ben-Azouz, khalifa d'Abdel-Kader, dans le Zab. Il en fit charger tout ce qu'il put sur les mulets qu'il ramenait, et distribua le reste à Ahmed-ben-Mohammed-el-Mokrani et aux autres chefs indigènes qui l'avaient accompagné jusqu'aux Bibans. Il se porta ensuite sur Sétif, en passant par Bordj-Medjana et Aïn-Turc. Averti par ses éclaireurs, entre ces deux dernières localités, qu'on apercevait au loin un fort parti de cavalerie qui paraissait se disposer à attaquer sa petite colonne, il fit embusquer dans un pli de terrain l'escadron

de chasseurs et ordonna au convoi de continuer sa marche. L'ennemi ne tarda pas à s'approcher et à commencer le feu ; mais chargé en flanc par les chasseurs, commandés par le capitaine Marion, il fut mis en pleine déroute. Ces Arabes étaient des Rigah de Ras-el-Oued. Le général Galbois arriva à Sétif le lendemain de cette petite affaire. L'occupation définitive de ce point important ayant été décidée, il s'y arrêta quelques jours pour y organiser le service. Il y établit 400 hommes du bataillon turc, un peu d'artillerie, quelques spahis pour la correspondance et deux compagnies du 1er bataillon du 62e de ligne, qui venait d'arriver dans la province de Constantine et qui, à peine débarqué à Philippeville, avait été dirigé sur Sétif. Ces dispositions prises, il rentra à Constantine, en passant par le pays des Abd-el-Nour.

L'arrondissement de Constantine fut assez tranquille dans les deux derniers mois de 1839 et les trois premiers de 1840. Il ne se ressentit point des violentes secousses qui agitaient à cette époque les provinces d'Alger et d'Oran. Cependant il y eut, vers la fin de mars, un petit engagement entre les troupes du camp de Beni-Tamtam et des cavaliers harakta qui avaient tenté un coup de main sur les Amer. Quelque temps auparavant, deux petites expéditions avaient été dirigées, l'une de Bône contre les Eulma du lac Fetzara, l'autre de Philippeville contre les Kbaïles. Les Eulma avaient chassé leur cheik ; ils furent contraints de le reprendre, et du reste traités avec indulgence. Quant à la seconde expédition, les détails en sont bien fâcheux : elle avait pour but de châtier les Beni-Toufout et les Beni-Isaac, qui avaient commis quelques actes de brigandage sur la route d'El-Arouch. Ces Kbaïles habitent des monta

gues d'un difficile accès. On n'arriva pas jusqu'à eux ; mais trompé sans doute par les guides et par l'obscurité de la nuit, on tomba sur des douars des Eulma⁽¹⁾, tribu soumise, inoffensive et qui n'avait jamais donné le moindre sujet de plainte : 67 personnes de cette tribu, hommes, femmes ou enfants, périrent dans cette regrettable échauffourée. La vérité se fit jour enfin ; on reconnut l'erreur dont les Eulma avaient été les déplorables victimes. Le général Galbois fit alors rendre à cette tribu ce qu'on put retrouver du bétail qui lui avait été enlevé ; mais la mort de tant d'innocents était un mal sans remède.

Dans le mois d'avril, Ben-Ganah, qui, après être resté longtemps inactif à Constantine, s'était enfin déterminé à se-rapprocher du Sahara, dont il avait le commandement nominal, envoya au général Galbois cinq cents paires d'oreilles humaines, des drapeaux et son propre sabre tout ébréché par suite des coups terribles qu'il avait portés, disait-il. Ce sauvage trophée était, annonçait Ben-Ganah dans ses dépêches, celui d'une victoire qu'il venait de remporter dans le Zab sur Bel-Azouz, khalifa d'Abd-el-Kader. Cet heureux événement eut un retentissement prodigieux en Afrique et même en France ; il valut à Ben-Ganah la décoration d'officier de la Légion d'honneur et une récompense pécuniaire de 50,000 francs. Depuis, des doutes s'élevèrent sur la part réelle que Ben-Ganah aurait prise à cette affaire. On prétendit que Bel-Azouz étant en tournée pour prélever un arriéré de contributions des tribus qui ne voulaient rien payer, pas plus à lui qu'à Ben-Ganah, l'auraient surpris, la nuit, dans son camp, qu'il se

(1) Tribu différente de celle dont il est question plus haut.

serait sauvé à grand-peine en perdant la moitié de son monde, et que Ben-Ganah, arrivé le lendemain de l'affaire, n'aurait eu qu'à couper les oreilles des morts. Mais je tiens de M. le commandant Saint-Germain, qui a été à même de recueillir sur les lieux des renseignements positifs, que cette affaire fut non une surprise, mais une petite bataille rangée, où Ben-Ganah commandait bien réellement les troupes qui vainquirent Bel-Azouz, qu'il y combattit vaillamment de sa personne et qu'il tua plusieurs ennemis de sa main. Quoi qu'il en soit, il est certain que Ben-Ganah ne profita pas de cette victoire pour asseoir son autorité dans la contrée ; que Bel Azouz put regagner Talga, sa résidence ordinaire ; qu'il resta maître de Biskara et des autres villes du Zab, et que son adversaire rentra à Constantine sans être en réalité plus cheik-el-Arab qu'auparavant.

Vers la même époque, le général Galbois, instruit qu'une grande agitation régnait chez les Harakta, qu'Ahmed-Bey avait paru chez eux, voulant d'ailleurs les punir de leur dernier acte d'agression, partit de Constantine avec une partie du 61^e et du 22^e de ligne, les Turcs, la cavalerie, de l'artillerie et se porta sur Aïn-Babouch, au pied du Djebel-el-Rouis. Il fut rejoint le 16, dans cette localité, par le général Guingret, qui, d'après ses ordres, s'était dirigé sur ce point avec les forces disponibles de son arrondissement. Les Harakta avaient fui à l'approche de nos troupes et s'étaient retirés avec leurs troupeaux vers la partie orientale de leur vaste territoire ; le général se mit à leur poursuite le 18, après avoir laissé 600 hommes à Aïn-Babouch sous le commandement du chef de bataillon Choppin, du 61^e de ligne. On traversa ce jour-là une grande plaine et on alla coucher à Aïn-Beida,

près du Djebel-Hamamah. Le 19, on bivouaqua à Aïn-Sedjara ; le 20, on parvint à l'Oued-Meskiana, un des affluents de la Medjerda. Toute la vallée de cette petite rivière était couverte de troupeaux ; jamais, dans tout le cours de leurs guerres en Afrique, les Français n'en avaient vu un si grand nombre réuni sur un même point ; ce fut une prise facile pour notre cavalerie, qui s'en empara en un clin d'œil. Les Harakta les défendirent à peine ; il y eut cependant quelques coups de fusil tirés, dont un atteignit mortellement M. Lepic, sous-lieutenant des chasseurs d'Afrique. L'infanterie, qui était restée en arrière, ne prit aucune part à l'action ; elle bivouaqua sur la rive gauche de la Meskiana et la cavalerie sur la rive droite, à trois quarts de lieue de l'infanterie.

Le 21, le corps d'armée tout entier se mit en retraite, traînant à sa suite près de 80,000 têtes de bétail. Le cheik de la fraction des Harakta appelée les Oulad-Saïd, à qui appartenait la plus grande partie des troupeaux capturés, vint avec quelques notables de sa tribu faire des assurances de soumission, dans l'espérance que cet immense butin serait rendu. Le général accueillit ces suppliants avec indulgence et leur dit de venir le trouver à Constantine, à quelques jours de là ; mais, à peine l'avaient-ils quitté, que la colonne fut harcelée par 3 à 600 cavaliers arabes avec lesquels était, dit-on, Ahmed-Bey ; on tirailla pendant quelques heures, et nous eûmes quelques hommes tués et blessés. On coucha ce jour-là à Ain-Ouessa, à trois lieues d'Aïn-Sedjarah. Le 22, la cavalerie revint à la position d'Aïn-Babouch, où l'infanterie n'arriva que le lendemain ; on fit dans ce camp le compte du bétail enlevé, et il ne se trouva plus que 23,000 moutons, 480 bœufs et 231 chameaux ;

les Arabes auxiliaires, et surtout leurs chefs, s'étaient approprié le reste.

Le 24, le général Galbois reprit la route de Constantine avec ses troupes, et le général Guingret avec les siennes celle de Bône. Le commandant Choppin resta avec son détachement à Aïn-Babouch jusqu'au 28, pour présider à l'évacuation sur Constantine des subsistances que, dans la prévision d'une expédition plus longue, on avait réunies sur ce point.

La vigoureuse expédition dirigée contre les Harakta rendit cette tribu moins remuante, et consolida pour un temps considérable le repos de la partie orientale de la province de Constantine. La situation de l'ouest était également satisfaisante. Les compagnies du 1^{er} bataillon du 62^e de ligne, rentrées à Constantine avec le général Galbois au commencement de novembre 1839, en étaient reparties, le 2 décembre suivant, pour Sétif et Djemilah où elles s'établirent. Le chef de bataillon Filippi prit le commandement de Sétif le 7 de ce même mois, et le conserva jusqu'au mois de février, époque où il fut confié à M. de Froidefont, lieutenant-colonel au 22^e de ligne. Ces deux commandants trouvèrent à Sétif un officier d'artillerie fort intelligent, M. Duguet, qui leur fut d'un grand secours par sa connaissance de la langue et des affaires arabes. Le souvenir des traverses que les Amer-Garaba avaient éprouvées par suite de la première occupation de Sétif et de l'évacuation qui la termina les tenait éloignés de nous. Cependant la conservation de ce point n'était possible qu'à la condition de vivre avec les indigènes du voisinage dans des rapports d'amitié et de commerce. Pénétré de cette vérité, M. Duguet travailla avec habileté à ramener les Amer. Il en vint à bout : le beau

marché de Sétif se rétablit, et l'abondance régna dans le camp. Les Amer, une fois soumis, se trouvèrent en butte à mille petites vexations de la part de leurs voisins, les Eulma de Bazer, qui ne l'étaient point encore. Le camp français leur prêta un secours efficace, et les Eulma, se trouvant les plus faibles, acceptèrent notre domination comme les Amer, à la condition d'être comme eux protégés par nous au besoin. L'occasion ne tarda pas à s'en présenter, car les Eulma soumis furent bientôt attaqués par les Oulad-Abel-el-Nour. Ils réclamèrent et obtinrent des Français la protection qu'ils étaient en droit d'en attendre ; les agressions des Oulad-Abel-el-Nour furent réprimées aussi exactement que l'avaient été, peu de temps auparavant, celles des Eulma. Les deux commandants firent aussi des courses chez les Kbaïles ; la première fut dirigée, le 23 décembre 1839, par M. Filippi contre les Oulad-Nabeth qui avaient tiré sur nos spahis. Au mois d'avril suivant, M. de Froidefont marcha contre les habitants du Djebel-Babour qui avaient attaqué les Amer. Il les punit par l'incendie de leurs demeures de cet acte hostile et non motivé. Il y eut à cette époque, dans la direction donnée aux petites affaires de Sétif, un esprit de suite et une sagesse fort remarquables.

Vers la fin d'avril le général Galbois, instruit que les partisans d'Abd-el-Kader cherchaient à remuer dans l'ouest, résolut d'augmenter encore la garnison de Sétif, où le maréchal n'avait d'abord voulu établir que 300 hommes ; il y envoya le colonel Lafontaine qui y organisa une brigade composée du 2^e bataillon du 62^e de ligne, des compagnies d'élite des deux autres bataillons de ce même régiment, d'une partie du 3^e bataillon d'infanterie légère d'Afrique, du bataillon turc, d'un escadron de chasseurs,

et des spahis. Ben-Omar, lieutenant d'Abelel-Salem, venait de reparaître dans la Medjana, et avait mis en fuite notre khalifa Ahmed-ben-Mohammed-el-Mokrani. Les Amer et les Eulma restaient fidèles, ainsi que la portion des Rigah qui avait pour cheik El-Messaoud-ben-el-Saadi ; mais celle qui obéissait à Amed-el-Chérif était pour Abdel-Kader, de même que plusieurs tribus kbaïles. Dans cet état de choses, il fallait tenir la campagne et marcher droit à Ben-Omar ; mais c'est ce qu'on ne fit pas. Seulement, le 2 mai, le 6e bataillon du 62e commandé par M. Delpy de la Cipierre, reçut l'ordre de s'établir à Aïn-Turc et de s'y retrancher. Ce lieu était destiné à être le théâtre d'une de ces belles défenses de poste dont l'histoire de nos guerres d'Afrique offre plusieurs glorieux exemples.

Le 4 mai, les travaux étaient à peine ébauchés lorsque M. de la Cipierre, qui était sans artillerie, fut attaqué avec fureur par près de 4,000 Kbaïles. Non content de leur tenir tête, il fit une vigoureuse sortie et les débusqua avec sa petite troupe des positions dont ils s'étaient emparés. Les attaques se renouvelèrent les jours suivants avec un acharnement toujours croissant, mais avec tout aussi peu de succès. Le 8 mai, les cartouches commençaient à manquer à nos soldats, lorsque le colonel Lafontaine, parti de Sétif, arriva à Aïn-Turc. L'ennemi, chargé par les escadrons du commandant Richepanse et par le kaïd des Amer, Ben-Ouani, fut mis en pleine déroute. Il reparut cependant le lendemain et fut encore battu sur le même terrain que la veille.

Le colonel Lafontaine, après avoir ravitaillé le camp d'Aïn-Turc, y laissa une pièce d'artillerie, quelques fusils de rempart, en renforça la garnison et retourna à Sétif.

Le 10, les Kbaïles attaquèrent de nouveau, mais faiblement. Le 11, l'attaque fut plus sérieuse ; la garnison fit une sortie extrêmement meurtrière pour l'ennemi, qui, chargé par quarante-cinq de nos chasseurs, éprouva des pertes considérables. Les journées du 12 et du 13 furent sans combat.

Le 14, le colonel Lafontaine ayant reçu du commandant de La Cipierre avis qu'une nouvelle attaque se préparait, partit de Sétif avec la colonne et se porta à Aïn-Turc. N'y ayant pas trouvé l'ennemi, il s'achemina dans la direction de Zamora, résolu d'aller à sa rencontre. Il le rencontra en effet à peu de distance. La colonel avait disposé ses troupes en échelons ; mais comme ces échelons étaient beaucoup trop espacés, le premier, vigoureusement attaqué par toutes les forces des Kbaïles, perdit assez de monde et fut sur le point de plier ; mais bientôt l'ennemi, chargé par les autres, fut complètement battu et s'enfuit dans les montagnes.

La belle défense d'Aïn-Turc fit le plus grand honneur au commandant de La Cipierre et au 62^e de ligne. Le général Galbois ordonna que la redoute construite sur ce point porterait le nom de ce régiment. Ce général qui dans tout le cours de son commandement ne cessa de déployer la plus grande activité, jugeant sa présence nécessaire à Sétif, se dirigea sur ce camp peu de jours après son retour de l'expédition des Haracta. Il y arriva, le 16 mai, avec une partie du 22^e et du 61^e de ligne.

Le 19, il fit marcher contre les Righa d'Ahmed-el-Chérif, qui avaient pris part à l'attaque d'Aïn-Turc, le colonel Levasseur du 22^e de ligne. Cet officier supérieur arriva chez eux le 20 au matin, brûla leur gourbis et leur enleva 500 têtes de bétail. Il rentra à Sétif avec son

butin le 21. Le 24, les colonels Josse et Lafontaine allèrent s'établir avec quelques troupes à la position de Raz-el-Oued, sur le territoire des Righa. La partie soulevée de cette tribu, jugeant que toute résistance serait inutile, fit sa soumission au général Galbois, qui était resté à Sétif. Le colonel Josse rentra alors à Sétif avec ses troupes, et le colonel Lafontaine avec les siennes à Aïn-Turc, où il arriva le 29. Ce poste avait encore été attaqué la veille au soir par quelques centaines de Kbaïles qui furent facilement repoussés. Le 4 juin, le général Galbois y établit son quartier général. Il fit de là rayonner ses troupes dans toutes les directions pendant plusieurs jours, et lorsque le pays lui parut complètement pacifié, il rentra à Constantine. La redoute d'Aïn-Turc, dont l'occupation ne parut plus nécessaire, fut évacuée le 29 juin. Le colonel Levasseur eut le commandement de Sétif, et le colonel Lafontaine retourna à Philippe ville.

Les événements de l'ouest avaient eu leur contrecoup dans l'arrondissement de cette ville. Le bruit s'y étant répandu que les Français avaient été battus par Abd-el-Kader, quelques centaines de Kbaïles, conduits par le marabout Ben-Bakrich, étaient venus faire une folle attaque sur le camp d'El-Arouch. Ils en avaient été pour leurs frais de poudre et pour quelques hommes tués.

La tranquillité la plus complète régna dans la province de Constantine depuis ces diverses affaires jusqu'au mois d'août. A cette époque, on apprit qu'Abd-el-Kader, mécontent de Bel-Azous, son khalifa du Zab, avait envoyé dans cette contrée son frère El-Hadj-Mustapha. Ce dernier arriva à Msilah avec un faible détachement de spahis réguliers, et se dirigea aussitôt sur Sétif, soulevant toutes les tribus sur son passage. En moins de huit jours l'insurrection

devint générale ; elle gagna jusqu'aux Amer, dont le kaïd seul resta fidèle. Le colonel Levasseur fut presque bloqué dans son camp, que du reste El-Hadj-Mustapha n'osa jamais attaquer sérieusement. Le 17 août, une reconnaissance de cavalerie, commandée par le capitaine Marion, tomba dans un gros d'Arabes, perdit beaucoup de monde et eut de la peine à se dégager. Quoique la mission de M. Marion ne fût que d'observer l'ennemi, il avait été obligé de combattre pour ne pas laisser périr sous ses yeux le kaïd des Amer, Ben-Ouani, qui s'était imprudemment engagé. Si El-Hadj-Mustapha, au lieu de perdre son temps à tirailler devant Sétif, eût tourné le camp et se fût jeté sur ses communications avec Constantine, il eût peut-être soulevé tout le reste de la province, et mis le général Galbois dans de cruels embarras.

Lorsque le général apprit ce qui se passait à Sétif, il se hâta d'y envoyer des renforts ; mais il ne put le faire que successivement, les troupes dont il pouvait disposer se trouvant disséminées dans les tribus pour la rentrée des contributions. Il fit venir de Bône, à marches forcées, deux escadrons du 4^e régiment de chasseurs d'Afrique qui venait d'y être organisé sous le commandement de M. Bourgon, et fit aussitôt partir ce colonel pour Sétif avec ces deux escadrons et deux autres pris dans le 3^e régiment. M. Bourgon arriva à Sétif le 29 ; le colonel Levasseur se porta à sa rencontre avec quelque infanterie, dans la crainte qu'il ne fût attaqué dans le défilé de Mons, où il aurait été bien difficile à de la cavalerie seule de se défendre. Pendant ce temps, El-Hadj-Mustapha voyant la garnison de Sétif momentanément affaiblie par ce mouvement de troupes, vint tirailler de plus près qu'il ne l'avait encore fait ;

mais le lieutenant-colonel de Froidefond fit une sortie qui le repoussa au loin.

Le 1^{er} septembre, à l'issue d'un conseil de guerre où il fut décidé que l'on prendrait sur-le-champ l'offensive, le colonel Levasseur sortit de Sétif à la tête de toutes les troupes réunies sous son commandement, moins ce qui était strictement nécessaire à la garde du poste, et se dirigea vers Medzerga, sur le territoire des Oulad-Nabeth, où l'on savait qu'El-Hadj-Mustapha avait son camp. On ne tarda pas à rencontrer la cavalerie ennemie, qui se mit à tirailler aussitôt à la tête et sur les flancs de la colonne française. Le colonel Levasseur lui opposa de bonnes lignes de tirailleurs d'infanterie, et, sans s'embarrasser davantage de son feu, il continua à s'avancer vers Medzerga. Cette position est à trois lieues de Sétif : on y trouva, comme on s'y attendait, l'infanterie kbaïle. Cette troupe, vigoureusement chargée par les escadrons de chasseurs conduits par le colonel Bourgon, fut en un clin d'œil enfoncée, sabrée, et couvrit de cadavres le champ de bataille. Nous ne perdîmes que quelques hommes, et parmi eux le commandant Achille de Lesparda, du 4^e régiment, tué d'un coup de feu. Son corps repose glorieusement dans les jardins de Sétif, sous un modeste monument que lui ont élevé ses frères d'armes. Le drapeau des Kbaïles fut pris par le maréchal des logis Tellier du régiment de chasseurs.

Un bataillon d'infanterie régulière arabe, qu'avait reçu depuis peu de jours El-Hadj-Mustapha, se montra dans les montagnes au-dessus de Medzerga, mais il ne prit aucune part à l'action, et s'éloigna en toute hâte, abandonnant lâchement les Kbaïles qui se firent tuer en gens de cœur. Ces malheureux furent aussi abandonnés par la

cavalerie d'El-Hadj-Mustapha qui ne fit aucun effort pour aller à leur secours ; elle n'osa pas même charger les lignes de tirailleurs qui continuaient à la tenir à distance. Cependant, après le combat, lorsque la colonne française reprit le chemin de Sétif, elle vint tirer avec son arrière-garde sans autre résultat que de brûler assez inutilement de la poudre.

L'affaire de Medzerga fut un coup de vigueur très-honorable pour les deux colonels Levasseur et Bourgon. Ce combat rompit tout à fait la ligue qu'El-Hadj-Mustapha était parvenu à former contre nous. Les tribus kbaïles, furieuses de l'abandon où les Arabes avaient laissé leurs guerriers, s'en séparèrent les premières. Les Amer ne tardèrent pas, de leur côté, à revenir à leur kaïd Ben-Ouani ; en peu de jours, il ne resta plus au parti d'Abd-el-Kader dans tout le cercle de Sétif que les Righa. Le général Galbois, qui était arrivé à Sétif le 1er septembre avec le 3e bataillon du 61e de ligne, ne voulant pas s'engager dans une voie sanglante de réaction qui n'était point dans ses mœurs douces et bienveillantes, et qui peut-être aurait été impolitique, accueillit avec une indulgente bonté tous ces transfuges repentants. Il poussa même l'indulgence jusqu'à réintégrer sur les contrôles les spahis des Amer qui nous avaient momentanément abandonnés, et ne leur fit éprouver aucune retenue de solde pour les quelques jours qu'ils avaient passés dans les rangs ennemis.

Le 11 septembre, tout étant rentré dans l'ordre aux environs de Sétif, le général fit partir le colonel Josse avec deux bataillons, quatre escadrons et deux pièces d'artillerie, pour aller aux nouvelles d'Hadj-Mustapha qui s'était retiré chez les Righa. Cet officier supérieur campa

ce jour-là à Aïn-Textel, et le 12 à Aïn-Radir sur un emplacement que le chef arabe avait occupé la veille.

Le 13, au matin, quelques coureurs ennemis s'étant montrés, le colonel Josse envoya contre eux deux escadrons de chasseurs et de spahis pour les reconnaître. Cette troupe ayant engagé un combat inégal avec les Arabes, il fallut lui envoyer des renforts successifs, de sorte que bientôt toute la colonne fut en ligne. L'ennemi céda le terrain et s'enfonça dans les montagnes. Les nôtres rentrèrent dans leur camp.

Le 14, le colonel Josse pénétra dans la montagne, mais Hadj-Mustapha n'y était plus : voyant la partie définitivement perdue pour lui, il avait repris le chemin de Msilah. La colonne française rentra à Sétif le 16. Le 28, le colonel de Bourgon fut envoyé contre les Oulad-Assa, fraction de la tribu des Oulad-Abd-el-Nour, qui avait donné quelque sujet de plainte, et qui fut châtiée. Cette petite expédition fut, du reste, sans importance. Le colonel de Bourgon fit, à un de ses bivouacs, couper la tête à deux Arabes qui lui parurent suspects, et que pour cette raison, il aurait probablement aussi bien fait d'envoyer au général à qui ils auraient pu faire des révélations utiles. Sans affecter une philanthropie quelquefois hors de saison à la guerre, nous avouons que nous avons la faiblesse de croire qu'il est rare qu'il n'y ait pas quelque chose de mieux à faire d'un homme désarmé que de lui couper la tête. Nous aurons, au surplus, à parler, dans un instant, d'un de ces cas exceptionnels où il serait dangereux et même immoral de préférer miséricorde à justice.

Le général Galbois resta plus d'un mois à Sétif. La tranquillité paraissant ensuite complètement rétablie, et l'étant en effet, il retourna à Constantine. Le 61^e de ligne

tout entier fut établi à Sétif, dont l'importance était démontrée par les événements. Il est manifeste, en effet, que sans l'occupation de ce point, Abd-el-Kader aurait étendu son influence jusqu'aux portes de Constantine.

Le 10 novembre, le kaïd des Amer, Ben-Ouani, fit une course sur les terres du Cheik Messaoud des Righa et lui enleva beaucoup de bétail.

Les premiers six mois de l'année 1840, s'écoulèrent assez paisiblement dans l'arrondissement de Bône. Vers le milieu du mois d'août, le cheik des Radjette ayant été assassiné par des hommes de la tribu des Senhadja, le général Guingret marcha contre cette tribu qui de plus refusait de payer l'impôt. On brûla quelques habitations, et l'on vida quelques silos de grains. Il n'y eut que quelques coups de fusils de tirés dont l'un blessa grièvement le capitaine Trembley, un de nos meilleurs officiers de cavalerie. Les Radjette et les Threate marchèrent avec la colonne française à cette expédition, qui fit rentrer les Senhadja dans le devoir.

Dans le courant d'octobre, M. Saget, capitaine d'état-major, chargé du service topographique dans l'arrondissement de Bône, officier de la plus haute distinction, fut assassiné chez les Beni-Salah de la montagne par le cheik Ahmed-ben-Chaïb qui l'avait traîtreusement attiré dans sa demeure. Mahmoud, kaïd de la Calle, qui voyageait avec lui, l'avait prévenu de se méfier de cet homme dont la perfidie était bien connue. La générosité trop confiante de son caractère lui fit dédaigner cet avis. Mahmoud, convaincu qu'il marchait à la mort, l'accompagna par dévouement et périt avec lui. Les spahis de son escorte, qu'on avait eu soin de loger dans des habitations séparées, furent complètement dépouillés, et ne durent la vie qu'à l'intervention

des femmes de la tribu. Ce crime horrible demandait une satisfaction éclatante ; mais on retarda le châtiment pour le rendre plus sûr.

Dans les premiers jours de décembre, deux colonnes, l'une partie de Ghelma sous les ordres du général Guingret en personne, l'autre de Dréan sous ceux du commandant de Mirbek, pénétrèrent sur le territoire des Beni-Salah et y mirent tout à feu et à sang ; tous les hommes qui furent atteints furent mis à mort. On ne put malheureusement saisir Ben-Chaïb, mais on s'empara d'Ali-ben-Djaballah, un de ses principaux complices, qui fut décapité ; soixante autres têtes presque aussi coupables furent sacrifiées aux mânes de Saget. Les pertes matérielles éprouvées par les Beni-Salah s'élevèrent à plus de 500,000 francs. Ce terrible et juste châtiment, infligé à ces lâches violateurs des droits sacrés de l'hospitalité, ne fut encore qu'une faible expiation de leur crime : bienveillance habituelle pour les indigènes, clémence même autant qu'on le peut, mais rigueur impitoyable dans des cas analogues à celui-ci fort heureusement extrêmement rares. Nous devons dire à la louange de MM. les généraux Galbois et Guingret, que cette règle était la leur. Ce dernier, dans une circonstance où l'exaspération légitime des esprits aurait pu, je ne dis pas justifier, mais au moins expliquer certains écarts, veilla avec le plus grand soin à ce qu'on épargnât les femmes et les enfants, faibles créatures que ne devraient jamais broyer les sanglantes disputes des hommes. Ici surtout, la conduite des femmes des Beni-Salah, au moment du crime, rendait sacré l'accomplissement de ce devoir d'humanité.

Les cercles de Ghelma et de la Calle, toujours commandés par MM. de Mirbek et Herbillon, ne cessèrent de

jouir en 1840 de la plus parfaite tranquillité, due principalement à l'administration habile et conciliante de ces deux officiers. Celui de la Calle était cependant soumis à l'action de deux causes de trouble : le voisinage d'Haznaoui et les prétentions des agents du bey de Tunis au sujet de la question toujours pendante des frontières. Au mois d'août, le kaya du kef écrivit à M. de Mirbek que la tribu des Nehed relevait de la régence de Tunis, et devait lui payer les contributions d'usage ; prétention insoutenable, car cette tribu est la plus rapprochée de la Calle, et se trouve par conséquent sur notre territoire, soit qu'on en fixe la limite à la Zainah, soit qu'on la resserre à la crête des montagnes qui sont à l'ouest de cette rivière. M. de Mirbek transmit la lettre du kaya au général Guingret, qui répondit au Tunisien de manière à lui faire abandonner la partie, du moins pour le moment. Au reste, la lettre du kaya n'avait probablement d'autre but que de prévenir la prescription et de laisser la question intacte jusqu'à sa solution définitive.

Haznaoui, de son côté, fit contribuer pour son compte quelques tribus qui avaient déjà payé à la France, sans qu'il fut possible de l'en empêcher, vu le peu de forces dont M. de Mirbek pouvait disposer. Ce cheik arabe se mit en rapport avec El-Hadj-Mustapha, lorsque ce dernier était devant Sétif ; il prit même des mesures pour entrer de son côté en campagne, mais la prompte défaite des insurgés de l'ouest changea ses dispositions.

Il ne se passa rien qui mérite d'être rapporté, à Djidjeli ni à Bougie, dans l'année 1840. Djidjeli eut pour commandant supérieur, pendant la plus grande partie de cette période, le lieutenant-colonel Picolau, de la légion étrangère. Les indigènes des environs, quoique ne reconnaissant

en rien notre autorité, fréquentaient cependant le marché de cette ville, dont le commerce, moins actif qu'avant l'occupation, n'était cependant pas tout à fait mort.

Bougie était toujours sans communication aucune avec l'intérieur. Cette place eut successivement pour commandant en 1840, après M. Bedeau appelé au commandement du 17^e léger, le colonel Dubarey, le lieutenant-colonel Tussac, le colonel de Polignac et le lieutenant-colonel Augustin.

Malgré la reprise des hostilités, la tranquillité de la province d'Oran ne fut que médiocrement troublée dans les premiers mois qui suivirent la rupture du traité de la Tafna. Cela tint à deux causes, savoir : à ce que l'Émir avait concentré presque tous ses moyens d'action sur la province d'Alger, et au petit nombre de points attaquables que présentaient nos établissements dans celle d'Oran ; tout se borna, pendant deux mois, à l'échange de quelques coups de fusil aux avant-postes. Mais, dans les premiers jours de février 1840, Mustapha-ben-Tami, khali-fa de Mascara, à la tête de 1500 à 2,000 hommes, dont un quart environ d'infanterie, vint attaquer avec quelque vigueur un poste fermé situé sur les ruines de Mazagran et défendu par 123 hommes du 1^{er} bataillon d'infanterie légère d'Afrique, commandés par le capitaine Lelièvre. L'ennemi espérait forcer cette faible garnison à se rendre par le manque d'eau, ignorant qu'il existait un puits dans l'enceinte du poste. Du 2 au 6 février, Ben-Tami ne fit que tirailler ; il avait une mauvaise pièce de canon qui ne put tirer qu'un seul coup. Le 6 au matin, il manifesta quelques velléités d'assaut ; mais bientôt découragé par l'inutilité de ses efforts, il abandonna la partie et se retira complètement,

non sans avoir éprouvé des pertes assez considérables. Le même jour, la garnison de Mostaganem, commandée par le lieutenant-colonel Dubarail, avait tenté dans la matinée une diversion qui ne laissa pas que d'inquiéter Mustapha-ben-Tami, bien que cet officier eût été obligé de se retirer devant la cavalerie arabe, dont les forces lui étaient extrêmement supérieures. La même chose était arrivée le 3. La garnison de Mazagran n'eut qu'un homme tué dans les quatre jours de combat qu'elle eut à soutenir ; cette circonstance, rapprochée du prodigieux retentissement qu'eut dans le temps la défense de ce poste, suffirait, sans autres détails, pour démontrer qu'il y eut beaucoup d'exagération dans la manière dont on présenta cette action de guerre, qui, néanmoins, est loin d'être sans gloire pour le 1^{er} bataillon d'infanterie légère d'Afrique. Seulement, la vérité historique nous oblige de dire que le Gouvernement et le public firent en plus pour les défenseurs de Mazagran ce qu'ils avaient fait en moins, en 1838, pour ceux de Djemilah, dont on s'occupa à peine.

Le 7 mars, quelques cavaliers arabes attaquèrent les troupeaux des Douair et des Zmela, entre Miserghin et Mers-el-Kebir ; ils en avaient déjà enlevé une partie, lorsque Mustapha-ben-Ismaël accourut avec ses cavaliers et leur fit lâcher prise. Ces coureurs appartenaient à un corps de 2 à 3,000 chevaux que Mohammed-bou-Hamadi, khalifa de Tlemcen, tenait réunis depuis quelque temps vers le Rio-Salado. Le 12 mars, ce chef arabe se rapprocha de Miserghin avec tout son monde. On ne vit d'abord paraître qu'une masse de 2 à 300 cavaliers, qui faisaient mine de vouloir enlever les troupeaux de nos auxiliaires à Tlemzemet, entre Bridia et Miserghin. Le lieutenant-colonel Yousouf,

chef du corps des spahis d'Oran, sortit aussitôt du camp de Miserghin, où il commandait, et se porta sur eux avec 600 hommes du 1^{er} régiment d'infanterie de ligne, deux pièces d'artillerie et 250 de ses spahis. Les Arabes battirent en retraite devant lui et l'attirèrent jusqu'au milieu du gros de leurs forces qui mirent bientôt les spahis dans une complète déroute ; l'infanterie, au milieu de laquelle se jeta le colonel Yousouf, se forma en carré et tint bon, protégée par l'artillerie. Les spahis fuirent jusqu'auprès de Miserghin, où le chef d'escadron Montauban, aidé de quelques officiers français, parvint à les rallier et à les ramener au combat. Peu de temps après, le général Guéhenuc, que le colonel Yousouf avait fait informer de ce qui se passait, arriva avec toutes les forces disponibles d'Oran. A l'approche de ces troupes, Mohammed-bou-Hamidi se retira sans être inquiété dans sa retraite, et emportant 41 têtes coupées, dont 32 de spahis ; nous eûmes en outre une soixantaine de blessés.

Après ce combat, les Arabes restèrent quelque temps assez tranquilles. Le 14 mai, ils se montrèrent de nouveau en assez grand nombre entre Bridia et Miserghin. Le général Guéhenuc, instruit de bonne heure de leurs mouvements, quitta Oran et alla les attaquer à la tête de toutes les forces disponibles de sa division, présentant un effectif de 4,000 hommes environ. Il partagea ses troupes en trois colonnes commandées par le général Parchappe, le colonel Devaux, du 1^{er} de ligne, et le colonel Randon, du 2^e régiment de chasseurs d'Afrique. Son intention était d'acculer l'ennemi au défilé de Bridia, mais ce but ne fut atteint qu'en partie ; la plupart des Arabes parvinrent à s'échapper à travers le lac, toujours franchissable dans la

belle saison. D'autres cependant ne purent avoir de retraite que par le défilé ; on tua à ceux-ci quelques hommes et on leur prit quelques chevaux abandonnés par leurs maîtres dans le marais de Bridia. Le général Guéhenuc se déterminà à occuper ce point, où le général d'Arlanges avait fait construire, en 1836, une redoute qui fut remise en état et utilisée ; le colonel Devaux eut le commandement de ce nouveau camp, qui fut quelquefois attaqué par Bou-Hamidi, notamment le 28 mai, le 1^{er} et le 14 juin, mais toujours sans aucune espèce de succès.

Le 19 août, 400 cavaliers arabes traversèrent le lac salé pendant la nuit, et, après s'être tenus cachés une partie du jour dans les ravins de Tlemsemet, ils fondirent, vers les trois heures du soir, sur le troupeau des Douair, qu'ils enlevèrent presque en totalité. L'alarme ayant été donnée au camp de Miserghin, le lieutenant-colonel Smidt, du 13^e léger, commandant de ce camp, en sortit avec deux bataillons et les spahis. Ceux-ci, commandés par le chef d'escadrons Montauban, prirent une noble revanche de l'affaire du 12 mars ; ils poursuivirent les Arabes jusqu'au delà du lac, leur reprirent le troupeau et leur tuèrent une douzaine d'hommes.

Cette affaire fut la dernière qui eut lieu dans la province d'Oran sous le commandement de M. de Guéhenuc que dès le lendemain, 20 août, M. de Lamoricière, récemment nommé maréchal de camp, vint remplacer. Désirant passer le plutôt possible de la défensive à l'offensive, le général Lamoricière abandonna d'abord la position de Bridia dont l'occupation paraissait une partie notable des troupes de la division, sans protéger autant qu'on l'avait espéré le territoire de Miserghin ; ce poste était en outre

très-insalubre. Les Arabes se méprirent sur le motif réel de cette évacuation, et le 6 septembre, ils se présentèrent en assez grand nombre dans la plaine à la hauteur de Tlemset. Le lieutenant colonel Smidt marcha à eux de Miserghin, et les rejeta sans peine au delà de Bridia.

Le 21 octobre, le général Lamoricière se porta sur la tribu des Garraba qu'il surprit le 22 au point du jour, et à qui il fit quelques prisonniers et un butin assez considérable. Le 8 novembre, une nouvelle expédition dirigée contre la même tribu eut un succès à peu près semblable ; elle produisit une quantité assez considérable de grains. Au retour il y eut, près du Tlélat, un petit engagement où fut tué le colonel Maussion, chef d'état-major de la division d'Oran, fort bon et fort regrettable officier.

Le 23 novembre, le général se mit en route avant le jour pour aller attaquer les Oulad-Djébarra, fraction non soumise des Douairs. Ces Arabes, très-remuants et très-hostiles à nos auxiliaires, habitaient au delà du Rio-Salado ; il fallait deux jours de marche pour arriver à eux. On savait qu'ils étaient continuellement sur leurs gardes, ayant toujours sur un piton élevé d'où l'on découvrait tous les chemins par lesquels on pouvait arriver à eux, deux vedettes chargées d'avertir la tribu de l'approche de l'ennemi. Ces vedettes furent adroitement enlevées par quelques-uns de nos auxiliaires dans la nuit qui précéda l'arrivée de la colonne sur le Rio-Salado, mais les gendarmes, à qui elles furent confiées, les ayant laissé échapper, elles eurent le temps de donner le signal d'alarme, de sorte que lorsque nos troupes arrivèrent sur le territoire ennemi, tout avait fui. Le coup de main manqua donc presque complètement ; cependant, le commandant Montauban, qui se porta à trois

lieues plus loin avec deux escadrons de spahis, fit quelques prisonniers et quelque butin. Au retour de la colonne sur Oran, il y eut quelques tiraillements à l'arrière-garde.

Il ne se passa rien de remarquable pendant le mois de décembre. Le 12 janvier, à l'entrée de la nuit, le général Lamoricière partit d'Oran pour aller enlever les troupeaux arabes qui paissaient sur le Sig, non loin d'un camp occupé par Ben-Tami. Cette opération fut effectuée le 13 et réussit en partie. Le 14, la colonne étant en route pour rentrer à Oran, rencontra Mustapha-ben-Tami qui, sorti lui-même de son camp, le 12, dans la nuit avec un bataillon régulier et quelques centaines de cavaliers, pour aller tenter un coup de main sur notre camp du Figuier, revenait sur ses pas, ayant appris que nos troupes étaient dans la plaine du Sig. Il résulta de cette rencontre fortuite un combat très-vif dans lequel le bataillon régulier de Ben-Tami fut sabré et presque détruit par notre cavalerie. Le capitaine Fola-cher du 2^e de chasseurs d'Afrique, et le capitaine Brosset du 15^e léger, jeune officier distingué, à qui un heureux et brillant avenir semblait destiné, furent tués dans cette affaire. A Cherchel, le chef de bataillon Gauthrin, qui avait été appelé au commandement supérieur de ce poste, en remplacement de M. Cavaignac nommé lieutenant-colonel aux zouaves, voulut faire quelques sorties, qui d'abord lui réussirent ; mais dans la dernière, son arrière-garde fut taillée en pièces et il fut lui-même tué. Après cet événement, qui eut lieu le 10 janvier 1841, il ne se passa rien qui mérite d'être mentionné jusqu'à l'arrivée du général Bugeaud.

Ce général fut nommé gouverneur de l'Algérie vers la fin de 1840, en remplacement de M. le maréchal Valée,

qui tomba en disgrâce, moins d'un mois après avoir reçu du ministre de la guerre une lettre très-flatteuse dans laquelle on lui témoignait, dans les termes les plus honorables, la satisfaction du Gouvernement au sujet des dernières opérations militaires qu'il avait dirigées. Son administration finit, à quelques jours près, avec l'année 1840. Avant de passer à celle de son successeur, nous devons faire connaître au lecteur les divers actes administratifs afférents à cette même année ou à la fin de la précédente.

L'insurrection générale contre laquelle le maréchal eut à se débattre motiva plusieurs arrêtés relatifs soit à la défense du territoire, soit à des mesures de coercition contre certaines catégories de la population indigène.

Le 4 décembre, un arrêté maintint les dispositions prohibitives des anciens arrêtés, sur la vente des armes et munitions de guerre aux indigènes, dispositions qu'un jugement récent du tribunal d'Alger paraissait considérer comme abrogées.

Le 5 décembre, un arrêté augmenta de 4 bataillons la milice africaine de la province d'Alger. Ces bataillons devaient être formés des habitants européens des campagnes et pour la défense de ces mêmes campagnes. Mais lorsque cette mesure fut prise, il n'y avait plus rien à défendre sur les deux tiers au moins des points désignés dans l'arrêté. Les fermes étaient brûlées et les habitants tués, pris ou dispersés.

Le 17 février 1840, parut l'arrêté ministériel sur les commissariats civils de la province d'Alger. Cette province fut divisée en cinq districts, savoir : Kouba, Douéra, Bouffarik, Hamise et Atlas. Celui de Kouba entoura la commune d'Alger, depuis le cap Caxine jusqu'à l'Arach.

Il comprit tout l'ancien Fahs, à l'exception des quartiers de Beni-Messous et de Zouaoua, une partie du Sahel et le quartier de Birtouta.

Le district de Douera comprit les quartiers de Beni-Messous et de Zouaoua, et tout le reste du Sahel jusqu'au Mazafran.

Le district de Bouffarik fut formé de toute la partie centrale de l'ancien outhan de Beni-Khelil.

Le district du Hamise comprit la plaine de Khachna et de Beni-Mouça.

Le district de l'Atlas s'étendit sur toutes les montagnes de Beni-Khelil, Beni-Mouça et Khachna.

Des commissaires civils furent nommés pour les quatre premiers districts ; quant à celui de l'Atlas, il dut avoir un commandant militaire assisté d'un adjoint civil.

Le territoire de Coléa resta purement militaire.

Les choses avaient pris depuis quelques mois une tournure qui rendit assez peu occupée l'existence de MM. les commissaires civils. Celui de Hamise n'avait point d'administrés, de sorte qu'il put rester dans le repos le plus absolu. L'adjoint de l'Atlas, étroitement resserré dans Blida au milieu d'une centaine de cantiniers, ne vit jamais que du haut de sa terrasse les montagnes dont le nom se trouvait uni au sien.

Celui de Bouffarik eut à administrer quatre à cinq cents Européens groupés avec lui sous le canon du camp d'Erlon.

Quant à ceux de Douéra et de Kouba, surtout ce dernier, leurs fonctions eurent tout d'abord une réalité incontestable. Outre la population européenne, il y avait là encore quelque population indigène.

Les commissaires civils eurent des attributions admi-

nistratives, des attributions judiciaires et des attributions financières.

Comme administrateurs civils, ils furent chargés :

1° De la publication et de l'exécution des lois, ordonnances, arrêtés, etc. ;

2° De l'exécution des mesures de sûreté générale ;

3° De la police municipale ;

4° De la police rurale ;

5° De la voirie vicinale ;

6° De la surveillance des travaux exécutés sur les fonds du budget des services coloniaux.

Les commissaires civils eurent de plus les fonctions d'officiers de l'état civil.

Comme juges, les commissaires civils durent connaître, en matière civile,

1° Sans appel jusqu'à la valeur de 300 francs, et à la charge d'appel, jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de première instance de toutes les affaires énumérées dans les articles 1, 2, 4 et 6 de la loi du 25 mai 1838 ;

2° En dernier ressort, jusqu'à la valeur de 300 francs, et à la charge d'appel, à quelque somme que la demande pût s'élever, des affaires mentionnées dans les articles 3 et 5 de la même loi ;

3° A la charge d'appel, des affaires comprises dans l'article 6 de la loi précitée.

Les commissaires civils durent connaître en outre, dans les limites indiquées ci-dessus, de toutes les matières spéciales dont les lois défèrent en France la connaissance aux juges de paix.

En matière commerciale, leur compétence comprit

toutes les affaires, sans appel jusqu'à 300 fr., et à la charge d'appel, jusqu'aux limites en dernier ressort de la compétence des tribunaux de première instance.

Les appels furent portés au tribunal civil.

Les commissaires civils durent exercer comme juges de police les attributions que les lois confèrent en France aux juges de paix. Ils furent aussi officiers de police judiciaire.

En matière de finances, les commissaires civils eurent la surveillance des biens appartenant à la colonie, et celle du recouvrement des revenus et impôts de toute nature. Les kaïds et les cheiks furent placés sous les ordres des commissaires civils. Mais, lorsque l'arrêté du ministère de la guerre parut, il n'y avait plus de kaïds dans la plaine, attendu qu'il n'y avait plus d'Arabes. Il existait des cheiks dans le Fahs, c'est-à-dire, dans le district de Kouba et dans une partie de celui de Douéra.

A peine l'arrêté ministériel du 17 février fut-il arrivé à Alger, que le maréchal Valée déclara en état de guerre les districts du Hamise et de Bouffarik, ce qui mit dans ces localités les commissaires civils dans la dépendance de l'autorité militaire. La déclaration de l'état de guerre s'étendit aussi à Philippeville, où le ministre avait, depuis plus de six mois, nommé un commissaire, M. Berthier de Sauvigny, que le maréchal s'était refusé d'y installer. M. Berthier venait d'après ce refus d'être nommé à Bouffarik, et son titre de commissaire civil de Philippeville avait passé à M. Fenech que le maréchal y toléra, avec la restriction dont nous venons de parler.

Par arrêté du 9 mars, le gouverneur général maintint, à titre de subdivision des districts, les circonscriptions communales existantes dans le massif d'Alger, et

ordonna que les maires y continueraient provisoirement leurs fonctions, comme adjoints des commissaires civils, mesure qui se trouva du reste d'accord avec une disposition de l'arrêté ministériel du 17 février.

Le 26 février 1840, une ordonnance royale nomma M. Henriot, avocat général à Metz, procureur général en Algérie, en remplacement de M. Chaix appelé à d'autres fonctions. M. Chaix avait succédé à M. Sémerie, mort avant d'avoir pu venir en Afrique. C'était un homme capable et ferme, qui fit d'utiles et nombreuses épurations dans le barreau d'Alger.

Le 18 février, un arrêté du gouverneur général prenant en considération l'état de malaise résultant de l'interruption du commerce avec les indigènes, autorisa l'importation par mer en franchise de droits de plusieurs produits étrangers de consommation alimentaire.

Par arrêté du 8 juillet, il fut décrété que des bureaux de pesage, jaugeage et mesurage, seraient établis sur tous les points de l'Algérie où le besoin s'en ferait sentir. Il n'en existait encore qu'à Alger et à Bône.

Un arrêté du 20 avril mit à exécution à Philippeville, à dater du 1er octobre 1840, les lois, arrêtés, règlements et tarifs des administrations financières en vigueur.

Le 23 septembre, la ville de Philippeville avec ses dépendances fut placée dans le ressort du tribunal de première instance de Bône.

Le 1er octobre, toute la partie du Sahel de Stora, comprise entre Philippeville et le camp de d'El-Arouch, fut soustraite à l'autorité du khalifa et fut constituée en cercle militaire. Le commissaire civil n'eut action que sur la ville et le port. Un escadron de spahis irréguliers et un peloton de gendarmerie indigène durent être organisés

dans ce cercle. A la même époque, un bataillon de milice africaine fut formé à Philippeville.

Le 4 décembre, les dispositions de l'arrêté du 18 février précédent relatif à l'admission en franchise de droits de certains produits étrangers, lesquelles n'étaient valables que pour six mois, furent prolongées pour un an de plus.

Le 20 octobre, l'exportation des chevaux, juments, mules et mulets à destination de l'étranger fut interdite.

Le 3 décembre, une commission permanente de salubrité fut créée dans la ville de Philippeville ravagée par la fièvre, et que rendait encore plus malsaine la malheureuse habitude de malpropreté de la population provençale qui y affluait.

Le 17 janvier 1841, les dispositions de l'ordonnance du 24 septembre 1840 sur le tarif des douanes de la métropole furent rendues exécutoires dans l'Algérie, avec les modifications nécessitées par la législation spéciale de la colonie. Cet arrêté fut le dernier que signa le maréchal Valée. Il en est encore quelques-uns relatifs à la colonisation et aux troupes indigènes, d'une date antérieure, et dont cependant nous n'avons pas encore parlé, afin de les présenter tous ensemble à la fin de ce livre, car ils sont, par leur application et par leurs principes, les plus importants de tous.

Les Arabes ayant complètement abandonné la Métidja, la plus grande partie du Sahel, quelques points du Fahs, en partie les villes de Coléa et de Blida, et en totalité celles de Cherchel, de Médéa et de Miliana, un grand nombre de propriétés se trouvaient délaissées ; d'autres, occupées par des Européens, avaient été achetées à rentes, et les indigènes à qui ces rentes étaient servies avaient également

émigré. Dans ces circonstances qui avaient ainsi amené le refoulement des indigènes, le Gouvernement prit les dispositions suivantes :

Le 23 septembre 1840, un arrêté du gouverneur général déclara réunies au domaine de l'État toutes les propriétés situées dans la ville de Cherchel et dans la zone de défense du territoire de cette place qui n'auraient pas été réclamées au 1er octobre suivant.

Le même arrêté décréta la formation à Cherchel d'une colonie de cent familles, à qui seraient concédés, pour une redevance annuelle, une maison et dix hectares de terre, à la charge de réparer la maison et de cultiver les terres dans le courant de l'année 1841. Il fut réglé que Cherchel et son territoire seraient administrés par un commandant militaire assisté d'un agent civil, qu'ils seraient dans le ressort des tribunaux d'Alger, et qu'à dater du 1er novembre, le système financier en vigueur en Algérie y serait appliqué.

Le 1er octobre, il fut rendu deux arrêtés semblables au précédent pour les propriétés abandonnées de Blida et de Coléa. Dans la première de ces deux villes, une colonie de 300 familles fut décrétée ; dans la seconde, il fut réglé qu'on établirait une colonie militaire de 300 soldats pris parmi les hommes ayant immédiatement droit à leur congé, ou qui atteindraient le terme de leur service au 1er janvier 1842. Ces derniers devaient continuer à recevoir, jusqu'à cette époque, les vivres et la solde.

Les trois arrêtés relatifs à Cherchel, Blida et Coléa avaient appliqué à ces trois localités le principe de la confiscation des biens des émigrés, principe que celui du 1er novembre 1840 rendit général pour tous les points

où l'autorité française est établie. Voici les dispositions fondamentales de ce dernier acte :

Le séquestre apposé sur les propriétés des indigènes en vertu des actes administratifs antérieurs, même par l'arrêté du 8 septembre 1830, si évidemment illégal, fut maintenu à l'égard de tous les biens affectés à des services publics, inscrits sur les sommiers du domaine ou mis à sa disposition. Furent frappés de séquestre et provisoirement réunis au domaine, les immeubles appartenant à des indigènes reconnus coupables d'avoir porté les armes contre la France, ou simplement d'avoir, depuis la reprise des hostilités, abandonné le territoire qu'ils occupaient pour passer à l'ennemi.

Il fut réglé que la mainlevée du séquestre pourrait être prononcée avec autorisation du ministre, non-seulement en faveur des indigènes à qui il aurait été indûment appliqué, mais encore en faveur de ceux qui reviendraient à nous et dont la soumission serait acceptée. Dans ce cas, la mainlevée des immeubles affectés à des services publics ou ayant reçu une destination quelconque d'utilité publique, ne donnait lieu qu'à une indemnité ; et si l'immeuble avait été aliéné, le propriétaire primitif n'avait droit qu'au prix principal ; mais cette disposition relative à la mainlevée devait cesser au 1^{er} janvier 1842, époque fixée pour la réunion définitive au domaine de tous les immeubles non encore rendus.

Toutes ces dispositions relatives aux biens des indigènes émigrés mirent à la disposition du Gouvernement une quantité considérable d'immeubles dont les listes durent être successivement publiées ; mais très-peu d'Européens se présentèrent sur les points où l'on paraissait vouloir établir des colonies.

M. le maréchal Valée, dans les premiers temps de son gouvernement, s'était montré peu partisan des corps indigènes : sur sa demande, les spahis réguliers d'Alger avaient été supprimés par l'ordonnance du 31 août 1839, laquelle cependant avait attaché deux escadrons de spahis au 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique. Les spahis de Bône et d'Oran avaient été maintenus, ainsi que les zouaves, dont la suppression avait été également demandée par lui. Néanmoins, M. le maréchal, reconnaissant plus tard le parti que l'on pouvait tirer des corps indigènes, abandonna ses préventions.

Les spahis irréguliers furent conservés, l'effectif des gendarmes maures fut augmenté, les réfugiés d'Oued-Zeithoun furent formés en compagnies de milice.

Tout cela se fit d'abord à titre provisoire ; mais dans l'année 1840, des arrêtés assurèrent l'existence de ces corps et leur donnèrent plus d'extension qu'ils n'en avaient jamais eu.

Le 5 juillet, un arrêté du gouverneur général organisa définitivement les spahis de Sétif ; ils durent former un escadron de 100 hommes commandé par un officier français.

Le même jour, un autre arrêté établit que les khalifas du Sahel, de Ferdjiouah et de la Medjana, le cheik-el-arab et le kaïd des Harakta, auraient chacun un escadron de spahis irréguliers.

Le 3 et le 20 septembre, d'autres arrêtés prescrivaient la formation d'escadrons semblables à Ghelma et à la Calle. Nous avons déjà parlé de celui du 1^{er} octobre, qui ordonna la formation d'un escadron de spahis irréguliers à Philippeville.

La solde des spahis irréguliers de Sétif, de Ghelma,

de la Calle et de Philippeville fut fixée à 1 fr. 30 c. par jour, plus une prime journalière d'entretien de 40 c, moyennant quoi ces spahis durent se monter, s'habiller, s'équiper et s'armer à leurs frais, et pourvoir à leur nourriture et à celle de leurs chevaux. La solde des spahis des khalifas ne fut que de 30 centimes, soit 9 francs par mois.

Il existait, à Bône et à Constantine, des corps d'infanterie turque, auxquels on avait donné, dans ces derniers temps, la dénomination de tirailleurs ; nous en avons parlé quelquefois : celui de Constantine fut organisé sur des bases fixes, autant du moins qu'il y a quelque chose de fixe en Algérie, par un arrêté du 5 juillet. L'effectif en fut réglé à huit compagnies de cent cinq soldats, huit caporaux, quatre sergents dont deux français, un fourrier français, un sergent-major français, et un lieutenant ou sous-lieutenant, commandant la compagnie, également français. Le commandant du bataillon fut un capitaine français.

Le corps turc de Bône et celui des réfugiés d'Oued-Zeithoun dans la province d'Alger ne formèrent chacun d'abord qu'un demi-bataillon de quatre compagnies ; mais ce dernier fut constitué en bataillon de six compagnies par arrêté du 10 janvier 1841.

La solde des tirailleurs fut fixée à 1 franc, et la prime journalière d'entretien à 25 centimes. Moyennant cette prime, les effets d'habillement, de grand équipement et de petit équipement furent mis à la charge des hommes, qui durent pourvoir à leur nourriture, excepté en campagne, où ils eurent la ration. Le mode d'administration des tirailleurs fut réglé par un arrêté du 15 octobre.

La gendarmerie maure de la province d'Alger fut

constituée en deux escadrons, par un arrêté du 20 novembre 1840, chaque escadron présentant un effectif de cent cinq gendarmes, huit brigadiers, quatre maréchaux des logis, un sous-lieutenant français ou indigène et un lieutenant commandant français. La solde des gendarmes fut réglée à 2 francs et la prime journalière à 50 centimes, plus la ration de vivres et de fourrages ; ils durent s'équiper et s'habiller à leur frais.

Cette extension donnée à la gendarmerie maure permit de placer les quelques Arabes qui nous étaient restés fidèles après la dévastation de la Métidja. Les trois kaïds de Khachna, Beni-Mouça et Beni-Khelil, qui s'étaient réfugiés à Alger, y furent nommés sous-lieutenants.

LIVRE XXXI.

Le général Bugeaud, gouverneur général de l'Algérie. — Ses premières opérations dans la province d'Alger. — Expédition de Takdemt dans la province d'Oran, et occupation de Mascara. — Expédition de Thaza. — Échange des prisonniers avec les Arabes. — Création d'un bey de Mascara et de Mostaganem. — Campagne d'automne dans la province d'Oran et dans celle d'Alger.

M. le général Bugeaud, successeur de M. le maréchal Valée, arriva à Alger le 22 février 1841. Le maréchal en était parti quelque temps auparavant, laissant le commandement au général Schram, qui le remit au nouveau gouverneur et rentra ensuite en France. Le nom seul de M. Bugeaud était effrayant pour la colonie. Il s'était souvent posé à la Chambre des députés en adversaire systématique de nos établissements africains ; on le regardait comme l'agent d'exécution d'une volonté puissante que l'on croyait à tort défavorable à l'Algérie ; enfin, il était l'auteur du traité de la Tafna. On connaissait si bien à Paris l'effet que devait produire sa nomination, que le ministre de la guerre crut devoir faire précéder son arrivée de l'avis suivant, qui fut affiché partout : « Le général Bugeaud ne tardera pas à partir pour Alger. On ne doit pas inférer de sa nomination que l'occupation sera restreinte ; la campagne qui doit s'ouvrir au printemps prouvera le contraire. »

M. Bugeaud ne se contenta pas de cet avis : dès son arrivée à Alger, il répandit une proclamation où il annon-

çait au public que ses idées s'étaient complètement modifiées au sujet de l'Algérie. Au fait, il y avait déjà commandé, et, comme nous l'avons dit ailleurs, on s'attache toujours à un pays où l'on exerce le pouvoir. Ensuite, l'Afrique étant devenue une assez belle affaire pour lui, il était naturel qu'il se fût pris à croire, contrairement à sa première opinion, qu'elle en était aussi une fort bonne pour la France, par cette tendance de l'esprit humain à voir tant de choses à travers le prisme des intérêts privés.

Tout le monde ne fut pas, du reste, également effrayé de la nomination du général Bugeaud : on avait confiance en ses talents militaires déjà éprouvés en Afrique ; on savait qu'il était versé dans la science agricole et un peu administrateur ; enfin il était possible que loin de vouloir renouveler la politique de la Tafna, il ne cherchât au contraire qu'à en effacer les souvenirs si peu flatteurs pour son amour-propre. Au résumé, M. Bugeaud fut reçu, à son arrivée à Alger, à peu de choses près comme l'avaient été ses prédécesseurs. Indépendamment des hommages officiels, il fut salué par les harangues officielles des notabilités coloniales qui avaient accompagné de leurs regrets le cercueil administratif de M. le maréchal Valée, parce que dans ces derniers temps celui-ci, qui jusqu'alors les avait traitées avec beaucoup de dédain, s'était mis à leur faire de ces politesses banales, toujours si puissantes sur l'esprit du vulgaire quand elles viennent des grands.

L'effectif de l'armée d'Afrique était, au départ du maréchal Valée, de 63,591 hommes, répartis ainsi qu'il suit : à Alger, 30,738 ; à Oran, 15,260 ; à Constantine et Bône, 17,593.

On reprochait, non sans raison, au maréchal Valée d'avoir trop disséminé ses forces ; M. Bugeaud arriva en Afrique bien décidé à ne pas tomber dans la même faute, et résolu, avant d'avoir rien examiné, de faire évacuer presque tous les camps. Après avoir visité en courant la ligne d'Alger à Blida, il s'embarqua, le 7 mars, pour la province de Constantine, laissant au général Baraguey-d'Hilliers, qui devait commander en son absence, l'ordre de faire abandonner et détruire le camp du Fondouk et celui de Mahelma.

Cet ordre ne fut exécuté que pour le camp du Fondouk. On transporta à Alger tout ce qui, dans ce camp, pouvait être transporté, et on démolit ou incendia le reste. Le Gouvernement avait dépensé sur ce point près de 300,000 francs. Il y avait aussi un commencement de village européen, qui fut détruit avec tant de hâte, que les habitants n'eurent le temps ni les moyens d'emporter leur chétif mobilier. Le maréchal Valée avait cherché, peu de temps avant son départ, à ramener au moins à la neutralité les tribus de l'est, en les engageant à reprendre avec Alger leur ancien commerce, leur promettant qu'il prendrait de son côté des mesures pour que leurs caravanes fussent protégées par les troupes du Fondouk. L'évacuation de ce poste prouva qu'elles auraient eu tort de compter sur de telles promesses.

Les ordres pour l'évacuation du camp de Mahelma allaient recevoir leur exécution, lorsque le gouverneur général revint de Constantine et les révoqua par suite d'autres réflexions.

M. Bugeaud ne passa que peu de jours dans la province de l'est. Il y arriva par Bône et en sortit par Philippeville ; il parcourut ainsi les deux routes de Constantine.

Il ordonna l'évacuation de tous les camps situés sur la première de ces deux lignes, à l'exception de Ghelma, et encore ce point fut bien près d'être également abandonné. Par suite de ces nouvelles dispositions, Dréan, Nechmaya, Hammam-Berda, Medjez-Amar et Sidi-Tamtam, furent successivement abandonnés par les troupes françaises dans le courant de 1841. On établit des postes de spahis irréguliers à Dréan, Nechmaya et Medjez-Amar.

M. Bugeaud voulait aussi abandonner Sétif, mais il céda facilement aux observations qui lui furent faites sur l'importance de ce point, surtout dans les circonstances du moment où il était possible qu'Abd-el-Kader cherchât à transporter de ce côté le théâtre de la guerre. Rentré à Alger le 18 mars, M. le gouverneur rendit, le 19, un arrêté qui déclarait en état de guerre tous les points de l'Algérie occupés par nos troupes. Cette mesure, nécessitée impérieusement par l'état des choses, mettait partout la milice africaine sous les ordres de l'autorité militaire, à laquelle elle subordonnait l'autorité civile pour toutes les mesures de police. La guerre étant en effet partout, l'autorité militaire devait être la première partout. La milice africaine ou garde nationale dut à ce régime une vigueur de constitution qui en fit de précieux auxiliaires pour l'armée.

Dans le courant du mois de mars, un parti d'Arabes maraudeurs fut taillé en pièces sur l'Arach par la gendarmerie française de Kouba. La garnison de Coléa enleva quelque bétail aux Hadjoutes, qui avaient conduit, comme par bravade, leurs troupeaux presque sous le canon de cette place. Ces Arabes perdirent aussi quelques cavaliers dans une course qu'ils firent aux environs de Bouffarik.

Cependant il était temps de songer à ravitailler Médéa et Miliana, et de commencer contre Abd-el-Kader cette série d'expéditions qui devaient aller le chercher jusqu'au centre de la province d'Oran. Malheureusement, les moyens de transport manquaient : des mulets devaient être envoyés de France pour couvrir les pertes de l'année précédente ; mais, soit qu'on les eût demandés trop tard, soit qu'on y eût mis de la négligence en France, ils n'arrivaient pas. Comme néanmoins on ne pouvait attendre, M. Bugeaud se décida à mettre en réquisition toutes les bêtes de somme et les charrettes de la partie du territoire sur laquelle il avait action. Du reste, la réquisition ne fut pas gratuite ; les propriétaires furent convenablement payés. A cette mesure exigée par la nécessité, on joignit celle de charger de sacs de farine les chevaux de la cavalerie. Ce moyen fort simple de transport fit jeter les hauts cris à quelques officiers routiniers, mais le gouverneur général n'en tint pas compte, et fit bien.

Le 1^{er} avril, il partit de Blida pour conduire un premier convoi à Médéa, où il arriva le 3 sans avoir rencontré l'ennemi. Le convoi fut versé dans cette place, et l'armée vint bivouaquer au bois des Oliviers, après une très-légère escarmouche. Le 4, elle remonta au col pour aller chercher un second convoi à Haouch-Mouzaïa. L'arrière-garde, commandée par le général Changarnier, fut vivement attaquée en queue par la cavalerie arabe, et à gauche par quelques bataillons réguliers. Cette dernière troupe, prise en flanc par le 23^e de ligne et les gendarmes maures, et chargée de front par quelques compagnies conduites par le lieutenant-colonel d'état-major Despinoy, fut promptement enfoncée ; elle fit des pertes considérables. A la

queue de l'arrière-garde, l'ennemi fut également repoussé par le chef de bataillon Brunet, du 48^e de ligne. Dans cette petite affaire, le général Changarnier reçut une blessure que l'on crut d'abord mortelle, mais qui heureusement n'eut pas de suite fâcheuse. Ce général, qui depuis la reprise des hostilités avait continuellement été chargé de la partie la plus active de la guerre, put continuer son service.

Après le combat, une partie des troupes prit position au col, et le reste alla chercher à Haouch-Mouzaïa le second convoi, qui fut conduit sans accident à Médéa. L'armée rentra à Blida le 8 au soir ; de là chaque corps retourna dans ses cantonnements. Les zouaves furent relevés à Médéa par le 53^e de ligne ; ils avaient fait quelques courses dans les environs, pendant leurs quatre mois de séjour dans cette place, et enlevé un peu de bétail aux Arabes.

Pendant que le général Bugeaud se portait sur Médéa par le col de Mouzaïa, le général Duvivier allait avec sa brigade dans les montagnes des Beni-Salah, à la recherche du chemin qu'avait rêvé M. le maréchal Valée. Cette nouvelle tentative ne fut pas heureuse. M. Duvivier ne trouva que ce qu'avait trouvé M. Changarnier l'été précédent, c'est-à-dire un pays d'un accès extrêmement difficile et des sentiers de chèvre. Au débouché des montagnes, du côté de Médéa, il rencontra quelques troupes d'El-Barkani, qu'il repoussa après un combat assez vif. Cette course coûta à l'armée 11 morts et 54 blessés.

Médéa avait été ravitaillée de près de 400,000 rations ; mais l'intention du gouverneur général était d'augmenter encore l'approvisionnement de cette place ; ensuite il lui restait à aller à Miliana. En conséquence, le 22 avril, les troupes sortirent de nouveau de leurs cantonnements,

et se réunirent à Blida où la pluie les retint jusqu'au 26. Il y eut deux divisions, ou plutôt deux brigades, la première commandée par le duc de Nemours arrivé depuis quelque temps en Afrique ; la seconde par le général Baraguey-d'Hilliers. Le général Changarnier fut attaché à la 1^{ère} division. Le 3^e et le 4^e régiment de chasseurs d'Afrique formèrent une brigade commandée par le colonel Bourgon.

Le 26, l'armée alla prendre position sur la rive gauche de la Chiffa. Le 27, elle arriva au col sans combat. Cependant une colonne, qui avait tourné la position par les montagnes de Mouzaïa, reçut quelques coups de fusil des Kbaïles embusqués dans les bois. Les voitures furent laissées à la ferme de Mouzaïa. L'armée prit position au col ; la cavalerie et les mulets y déposèrent leur chargement et redescendirent aussitôt à la ferme pour y prendre celui des voitures, qui ne pouvaient aller plus loin, et remontèrent ensuite au col. Enfin le ravitaillement de Médéa s'opéra par échelons comme la chose avait déjà eu lieu sous le maréchal Valée. Les Arabes se montrèrent en assez grand nombre. Le général Bugeaud chercha vainement à les attirer au combat : ils se tinrent hors de portée ; seulement quelques centaines d'entre eux tiraillèrent avec notre arrière-garde en allant, et surtout en revenant. Nous eûmes une douzaine de blessés.

Le 1^{er} mai, l'armée prit la direction de Miliana, en appuyant sur le Gontas, par une route plus courte, plus facile et plus militaire que celle qu'on avait suivie dans les expéditions précédentes. La cavalerie arabe se montra en avant de nos colonnes, fuyant à notre approche, poussant devant elle les troupeaux et les populations, et incendiant les habitations. De notre côté on coupait, par ordre

du général, tous les arbres fruitiers qui se trouvaient sur notre passage. Ce système de dévastation mutuelle dura pendant toute la campagne. L'armée campa le 1^{er} au pied du Gontas.

Le 2, après quelques heures de marche, elle descendit dans la plaine du Chélif en avant d'Aïn-Sultan. Il y eut là un petit engagement d'arrière-garde, où quelques hommes furent mis hors de combat. Le même jour, l'armée prit position à l'entrée de la gorge qui conduit à Miliana, sur les deux rives de l'Oued-Boutan, près du marabout de Sidi-Abd-el-Kader ; le convoi alla déposer son chargement dans cette ville. Dans le trajet, il fut attaqué sur son flanc gauche par les Kbaïles, car on n'avait pas eu la précaution de faire garder la route par de l'infanterie. Mais quelques pelotons à pied du 4^e régiment de chasseurs le défendirent ; et cette faute n'eut pas de résultat fâcheux. Le convoi, après avoir laissé à Miliana les munitions de guerre et de bouche destinées à cette place, les malades et les blessés, redescendit au camp de Sidi-Abd-el-Kader.

Cependant le général Bugeaud apprit, d'une manière positive, qu'une réunion considérable de Kbaïles s'était formée depuis plusieurs jours, qu'elle était peu éloignée de nous, et que selon toutes les probabilités elle nous attaquerait le lendemain. Il désirait ardemment d'en venir aux mains ; il prit les dispositions suivantes pour donner une importance réelle au combat qui semblait se préparer : la division du général Baraguey-d'Hilliers dut occuper la droite de nos positions, son flanc droit se rapprochant des ravins de Miliana ; celle du duc de Nemours dut prendre la gauche, ayant derrière elle la brigade de cavalerie. Les bagages reçurent ordre de rester auprès du marabout

de Sidi-Abd-el-Kader, sous la protection d'un bataillon du génie et de quelques autres fractions de troupes ; le 17^e léger alla, dans la nuit, s'embusquer dans Miliana même ; on va voir dans quel but. L'intention du général Bugeaud était que la droite, après avoir tirailé quelque temps avec les Kbaïles, simulât une retraite de manière à les attirer dans la vallée de l'Oued-Boutan, au point où cette vallée en s'élargissant forme une petite plaine entourée de collines, au pied des escarpements de Miliana. Lorsqu'ils auraient été engagés dans cette espèce d'entonnoir, les troupes de la gauche, qui jusque-là devaient se montrer le moins possible, auraient attaqué leur flanc droit, le 17^e descendant de Miliana les aurait pris par derrière, et la droite aurait repris l'offensive. Ce plan était assez habilement conçu, mais l'exécution manqua. Le 3, au petit jour, les troupes étaient aux postes qui leur avaient été assignés. Les Kbaïles commencèrent l'attaque sur notre droite. La cavalerie arabe, dont la force pouvait être ce jour-là de près de 4,000 chevaux, s'était formée dans la plaine du Chélif, espérant peut-être que les Kbaïles nous y feraient descendre en désordre, et qu'alors elle pourrait prendre quelque avantage sur nous. Après plus d'une heure de tiraillements la droite commença son mouvement de retraite ; mais l'ennemi ne parut pas devoir donner directement dans le piège ; un coup de canon tiré de la place de Miliana, pour annoncer le départ du 17^e lui donna sans doute à penser ; ensuite avant de s'abandonner à une poursuite inconsidérée, il est probable qu'il voulut savoir ce que nous avions à notre gauche ; car la majorité de ses forces se dirigea de ce côté-là. Ces demi-sauvages ont vraiment l'instinct de la guerre. Le 58^e et le 24^e de ligne, qui

occupaient les positions les plus avancées de la première division, se trouvèrent donc dans la nécessité de prendre l'offensive plutôt qu'il ne l'aurait fallu. Le 58^e commença le mouvement : l'ennemi, culbuté des mamelons dans les parties basses, y rencontra quelques escadrons de chasseurs que le général Changarnier avait fait avancer ; la queue de sa colonne fut sabrée par cette cavalerie, par les gendarmes maures et par quelques officiers d'état-major qui se précipitèrent sur elle. Le reste se sauva, grâce à la nature du terrain, qui, à chaque instant, arrêtait la poursuite ; tout était fini lorsque le 17^e arriva sur le champ de bataille. Cette affaire coula une centaine de morts aux Kbaïles. Le général Bugeaud, après ce succès, que ses bonnes dispositions auraient dû rendre plus complet, si à la guerre l'exécution était aussi facile que la conception, fit descendre les troupes dans la plaine du Chélif ; mais la cavalerie arabe, qui n'avait été que spectatrice de ce combat, ne l'attendit pas ; elle disparut dans la direction du pont de la route d'Oran. Il marcha quelque temps dans cette même direction, puis voyant que l'ennemi avait une avance considérable sur lui, il ramena l'armée à Sidi-Abdel-Kader, où elle passa la nuit.

Le 4, l'armée s'avança jusqu'au pont du Chélif. La cavalerie arabe fut aperçue au milieu de la plaine. La nôtre, alors débarrassée de son chargement de farine, quoique très-inférieure en nombre, marcha à elle avec beaucoup de résolution et de célérité ; mais celle-ci ne l'attendit pas et se porta au galop au delà du Chélif. Elle incendia dans sa fuite les baraques en ramée du camp de Boukerchfa que Sidi-Mohammed-ben-Allal-Moubarek avait occupé longtemps et où se trouvait, quelques jours auparavant, Abd-

el-Kader lui-même. Notre armée passa le pont et établit ses bivouacs sur la rive gauche de la rivière, au pied du Djebel-Doui.

Le 5, nos troupes se remirent en marche pour retourner à Alger, en remontant la vallée du Chélif par la rive gauche. Après une heure et demie de marche, elles arrivèrent à hauteur d'une gorge très-ouverte du Djebel-Doui, qui conduit sur le territoire des Beni-Zoug-Zoug. Quelques cavaliers arabes, placés en observation à l'entrée de cette gorge, tirèrent sur la tête de nos colonnes. Le général fit marcher contre eux la gendarmerie maure, commandée par le capitaine d'état-major d'Alonville, qui, après les avoir poursuivis quelque temps, se trouva en face de forces supérieures, ce qui obligea le général de la faire appuyer par une trentaine de gendarmes français qui se trouvaient sous sa main. Ce premier engagement nous coûta quelques hommes : le capitaine de gendarmerie Broqueville y fut mortellement blessé ; mais l'approche des deux régiments de chasseurs accourant au galop déterminait la retraite de la cavalerie arabe, qui entraînait à sa suite, ou plutôt poussait devant elle d'immenses troupeaux, et un grand nombre de femmes, d'enfants et d'hommes à pied. Douze ou quinze cents têtes de bétail, une vingtaine d'hommes, et environ quatre-vingts femmes ou enfants restèrent entre nos mains. L'ennemi eut une trentaine de morts, parmi lesquels quelques êtres inoffensifs, malheur presque inévitable dans une échauffourée de cette nature. Mais nous devons dire, nous en qui les actes d'inhumanité trouvent toujours un juge sévère, que si quelques soldats se laissèrent aller à une fureur condamnable, l'humanité et l'énergie des officiers comprimèrent promptement le dé-

sordre, et que les prisonniers furent traités avec la plus grande douceur ; de sorte que cette affaire n'eut nullement le caractère sauvage d'une razzia. Le mouvement offensif de notre cavalerie l'avait éloigné de plus de deux lieues du corps d'armée. Le général Bugeaud fit avancer quelque infanterie pour soutenir la retraite qui s'opéra en bon ordre. Il aurait bien fait de s'avancer lui-même avec toute son armée dans le pays des Beni-Zoug-Zoug. L'ennemi, embarrassé dans sa marche par les troupeaux, les hommes à pied, les femmes et les enfants, dont la plus faible partie seulement était en notre pouvoir, aurait été forcé d'accepter le combat, ou de nous abandonner la totalité de cette riche proie. Il y eut certainement là une faute commise.

Au moment où notre cavalerie était sur le point de reprendre sa place dans le corps d'armée, un nouveau corps d'Arabes se présenta sur la droite. Le général fit quelques manœuvres pour l'attaquer ; mais il ne nous attendit pas et disparut dans les gorges du Djebel-Doui. Nos troupes reprirent alors leur première direction et allèrent bivouaquer sur le territoire des Hachem, au centre de la plaine, sur la rive droite du Chélif qu'elles passèrent au gué.

Le 6, l'armée campa au delà d'Aïn-Sultan, sur la route de Médéa, et, le 7, à Haouch-ben-Amrah, sur le territoire des Soumatha. Il y eut, pendant ces deux journées, quelques tiraillements d'arrière-garde. On rencontra sur la route, le 6, neuf cadavres qui furent reconnus : c'étaient des Koulouglis à notre service, pris dans le Sahel quelques jours auparavant et fusillés en cet endroit par les Arabes.

L'armée, qui était arrivée de bonne heure à Haouch-ben-Ararab, en repartit à minuit sur trois colonnes pour

descendre dans la Métidja, à travers les montagnes de Soumatha. Les cabanes des Kbaïles furent partout incendiées ; mais comme notre position à Haouch-ben-Amrah leur avait fait connaître la direction que nous comptions suivre, ils avaient mis leurs personnes et leurs troupeaux en sûreté. Cependant la colonne de gauche ramassa quelques centaines de bœufs. Vers le milieu de la journée, le général ayant aperçu une vingtaine de Kbaïles sur un mamelon peu éloigné de lui, leur fit faire des signes d'amitié qui déterminèrent deux de ces hommes à venir parler. Il chercha à leur démontrer que leurs intérêts matériels exigeaient qu'ils vécussent en bonne intelligence avec nous et qu'ils rétablissent leurs relations commerciales avec Alger. Les Kbaïles ne le nièrent point ; mais ils dirent qu'ils ne pouvaient séparer leur cause de celle des autres tribus, et qu'ensuite ils étaient contraints de suivre leurs chefs, soumis eux-mêmes à l'influence de l'Émir et soutenus par ses troupes. Le général, voulant leur donner une marque de bienveillance que méritait la franchise de leurs réponses, ordonna de cesser les ravages. L'armée coucha à l'Afroun. Le 9, la cavalerie se rendit à Bouffarik et le reste de l'armée à Blida. Le soir même, le général alla coucher à Alger, où la cavalerie n'arriva que le lendemain.

Le 2^e bataillon d'Afrique avait été relevé à Miliana par un bataillon du 48^e de ligne, commandé par M. Brunet. M. le commandant Blangini n'avait eu à repousser que d'assez faibles attaques pendant ses six mois de séjour dans cette ville. Cependant, dans le courant d'avril, le nombre des ennemis ayant augmenté, ces attaques devinrent plus vives, et pendant quelques jours les communications entre la ville et les postes avancés furent très-difficiles.

Dans la nuit du 22 au 23, deux Arabes parvinrent à s'introduire dans la place en escaladant sans bruit le rempart. Ils auraient été sans doute suivis par d'autres ; mais les sentinelles les aperçurent assez à temps pour faire manquer le coup de main.

Pendant que le général Bugeaud opérait au delà des montagnes, Sidi-Mohammed-ben-Allal-Moubarek vint attaquer, le 1^{er} mai, la ville de Coléa qu'il savait réduite à une faible garnison. Il fut facilement repoussé par le commandant Poério de la légion étrangère. Des partis de cavalerie vinrent aussi tirailler, le même jour, devant le camp de Maelma et devant la redoute de Mocta-Keira sans aucune espèce de succès. Les Arabes furent plus heureux à Oulad-Fayed, où l'on avait établi un petit poste pour protéger le troupeau de l'administration établi dans la plaine de Staoueli. Une quarantaine d'hommes de ce poste en étant sortis avec leur chef, le capitaine Muller de la légion étrangère, pour prêter appui à des gendarmes maures qui poursuivaient quelques maraudeurs, tombèrent dans une embuscade et périrent tous.

Le 14 mai, le général Bugeaud ayant laissé au général Baraguey-d'Hilliers le commandement de la province d'Alger, s'embarqua pour celle d'Oran, et arriva à Mostaganem le lendemain au soir. Les troupes de la division d'Oran, conduites par le général Lamoricière, y arrivèrent le même jour. Elles avaient fait, quelque temps auparavant, une course au sud d'Oran, au delà du Djebel-Tessala, et n'avaient pas rencontré d'ennemis, toutes les tribus hostiles ayant fui au loin à leur approche.

Le dessein du général Bugeaud était de commencer ses opérations par la destruction de Takdemt, selon toutes les probabilités le *Gadum-Castra* des romains, dont

Abd-el-Kader avait commencé, dès 1836, à relever les ruines, et dont il paraissait vouloir faire le centre de sa domination. Pendant deux mois, le général Lamoricière avait travaillé à tout disposer pour cette entreprise ; aussi, dès le 18 mai, c'est-à-dire, trois jours après l'arrivée du gouverneur général à Mostaganem, l'armée put se mettre en mouvement. Elle fut formée en deux divisions, la première, commandée par le duc de Nemours et la deuxième par le général Lamoricière. Elle se composait de douze bataillons de six cents hommes chacun, du 2^e régiment de chasseurs d'Afrique, des spahis réguliers d'Oran, et de cinq cents Arabes auxiliaires, Douair ou Zmela. Elle traînait avec elle un immense convoi de vivres et de munitions, et le matériel qui pouvait être nécessaire pour un siège. Chaque homme portait, en outre, huit jours de vivres ; enfin, les chevaux de la cavalerie étaient chargés chacun de 60 kilogrammes de riz.

Le jour de son départ de Mostaganem, l'armée coucha à Mezra, et le 19 à Sidi-Megrdad sur l'Oued-Hillil. Le 20, elle traversa la Mina, et alla camper au confluent de cette rivière et de l'Oued-Relouk. Le 21, une forte pluie ayant retardé la marche du convoi, on fut contraint de s'arrêter à peu de distance de la position de la veille, sur l'Oued-Relouk. Le 22, on s'engagea dans un pays montagneux où il fallut sur plusieurs points mettre la main à la pioche, pour rendre la route praticable aux voitures. On coucha à Akbat-el-Begrah ce jour-là, le 23 sur l'Oued-Menassa, le 24 à Aïn-Kremia, et le 25, enfin, on arriva devant Takdemt.

Il n'y eut pendant cette marche de huit jours que quelques coups de fusil sur les flancs et à l'arrière-garde. Le 22, un Arabe vint, après que l'armée eût formé ses

bivouacs, remettre aux avant-postes une lettre pour le gouverneur général ; elle ne contenait que des bravades ridicules.

Takdemt paraît être, comme nous venons de le dire plus haut, le Gadum-Castra des Romains. Dans le moyen âge, elle fut pendant plus d'un siècle la capitale d'un état indépendant ; elle portait alors aussi le nom de Tahart⁽¹⁾. Ruinée et totalement abandonnée à la décadence de la domination arabe, elle traversa presque oubliée la période turque. Dans ces derniers temps, Abd-el-Kader entreprit de la relever. Lorsque les Français y arrivèrent, il y existait un fort assez bien construit et quelques centaines de maisons ; c'était dans ce fort que l'Émir avait établi son principal dépôt d'armes et de munitions ; mais il l'avait évacué à notre approche, ainsi que la ville à laquelle il avait fait mettre le feu. L'armée y entra sans difficulté. Le général Bugeaud fit renverser par la mine les murs du fort. On détruisit aussi les maisons dont l'incendie n'avait guère endommagé que les toitures. Les habitants, retirés derrière un ravin au delà de Takdemt, échangèrent quelques coups de fusil avec nos zouaves.

Pendant que le marteau de la civilisation renversait Takdemt, Abd-el-Kader contemplait du haut des montagnes voisines cette œuvre de destruction à laquelle il s'était d'avance résigné. Au surplus, on n'eut ni le temps ni les moyens de tout détruire. Le 26 au matin, l'armée se mit en marche pour Mascara. Comme le général Bugeaud présumait que les cavaliers arabes, qui se tenaient

(1) Ou Tiaret, nom qui est resté à une localité voisine dont nous aurons souvent à parler.

dans le lointain, ne manqueraient pas d'accourir à Takdemt, des qu'ils verraient nos troupes s'éloigner, il y embusqua deux bataillons, qui en effet leur tuèrent quelques hommes : car les choses se passèrent comme il l'avait pensé. Le soir, on bivouaqua sur la Mina, dans un lieu appelé Mechera-Assa, et le lendemain encore, sur la même rivière au-dessous du Djebel-ben-Omar. Le 28, l'armée campa au pied de la montagne de Fortassa. Jusqu'alors, Abd-el-Kader avait toujours flanqué l'armée française, mais en évitant le combat. Ce jour-là, il parut un instant vouloir l'accepter. Le général prit des mesures en conséquence : le convoi fut parqué, les cavaliers déposèrent leur chargement de riz et se remirent en selle ; mais l'Émir, après quelques hésitations, s'éloigna avant qu'on fût à portée de canon de lui.

Le 29, l'armée campa à Ternifina, lieu assez agréable, où l'on voit trois ou quatre marabouts et quelques jardins. Le 30, elle arriva à Mascara ; la ville était complètement évacuée ; quelques Arabes se montraient sur les hauteurs au nord et à l'ouest ; mais ils s'éloignèrent aux premières démonstrations que l'on fit pour les attaquer. Le général Bugeaud laissa à Mascara une garnison de trois bataillons, deux du 15^e léger et un du 41^e de ligne, sous les ordres du colonel Tempoure. On lui forma un approvisionnement de vivres de près de cinquante jours, et le reste du corps expéditionnaire prit, le 1^{er} juin, la direction de Mostaganem, par la montagne d'Akbat-Kredda qui est la route la plus courte, mais aussi la plus mauvaise. L'ennemi commença à harceler l'arrière-garde à très-peu de distance de Mascara. Cette arrière-garde, composée de trois bataillons du 6^e léger, du 13^e léger et du 41^e de ligne, était commandée

par le général Levasseur. Au delà d'Akbat-Kredda, la route, bordée de ravins profonds, suit pendant plusieurs lieues une crête extrêmement étroite dominée à droite et à gauche par d'autres crêtes parallèles. Pendant que le corps d'armée et le convoi s'engageaient dans ce passage dangereux, l'arrière-garde dut prendre position à Akbat-Kredda pour contenir l'ennemi. Lorsqu'il fallut enfin qu'elle s'y engageât à son tour, celui-ci se jeta sur les crêtes de droite et de gauche, et dirigea sur elle un feu bien nourri qui dura plusieurs heures, et ne lui tua cependant que dix hommes. Elle eut en outre une soixantaine de blessés. Le général Levasseur fit éprouver des pertes plus considérables aux Arabes, tant par la mousqueterie que par le feu des obusiers de montagne. On alla bivouaquer un peu au delà du confluent de l'Oued-Kessab et de l'Oued-Hammam.

Le 2, l'armée coucha à Ben-Quirret, où elle arriva sans que les Arabes, découragés par l'insuccès de leur attaque de la veille, eussent cherché à l'inquiéter. Le 3, on revint à Mostaganem où M. le duc de Nemours s'embarqua pour rentrer en France. Le général Bugeaud était revenu dans cette place pour y prendre une foule d'objets nécessaires à la garnison de Mascara, qui devait être considérablement augmentée. Il fallut pour le transport de ces objets et d'un supplément de munitions de bouche, un convoi encore plus considérable que celui qui avait suivi l'armée à Takdemt. On chargea même les bœufs du parc de l'administration militaire. Tous les préparatifs étant terminés, les troupes se remirent en campagne le 7 juin, et arrivèrent à Mascara le 10, en suivant une direction qui les fit passer très-près de la petite ville de Kalah que ses habitants avaient abandonnée. Il n'y eut que quelques coups de fusil tirés à l'arrière-garde. Le général

Bugeaud avait l'intention de laisser M. de Lamoricière à Mascara avec 5 à 6,000 hommes. Pour cela, il fallait trouver les moyens de les y faire vivre. Dans ce but, M. Bugeaud y avait fait transporter, comme nous venons de le dire, un supplément d'approvisionnements ; mais cela ne suffisant pas encore, il pensa qu'au lieu de brûler les moissons de la belle plaine d'Eghrès, il devait tout simplement les récolter. En conséquence, pendant près de quinze jours, nos troupes, la faucille d'une main et le fusil de l'autre, parcoururent les parties les plus accessibles du territoire des Hachem-Eghrès. Il y eut quelques petits combats où les Arabes eurent toujours le dessous, et dans les détails desquels il serait fastidieux d'entrer. On recueillit près de 2,500 quintaux métriques de grains ; mais M. Bugeaud, je ne sais par quel motif, remit à plus tard l'exécution de son projet de laisser le général Lamoricière à Mascara ; il partit avec lui, le 24, pour retourner à Mostaganem.

Le colonel Tempoure, qui était malade, fut remplacé à Mascara par le lieutenant-colonel Gery. La première garnison de cette place fut relevée ; la nouvelle se composa d'un bataillon du 13^e léger, d'un du 15^e et de deux compagnies de chacun des autres régiments de l'armée, savoir : les 1^{er}, 41^e et 56^e de ligne, et le 6^e léger.

L'armée rentra à Mostaganem le 27, sans autre événement que quelques coups de fusil à l'arrière-garde. Les Medjar, tribu fort nombreuse sur le territoire de laquelle cette ville est bâtie, avaient continué, malgré la guerre, de faire quelque commerce avec les Français. Ils venaient vendre fort cher à Mostaganem du bétail et des chevaux qu'ils se procuraient à fort bon compte dans l'intérieur, et ils y achetaient les objets manufacturés que les Arabes

ne pouvaient plus se procurer que par ce canal, et que par conséquent, ils leur revendaient à très haut prix. Abd-el-Kader le savait, mais il ne pouvait que contrarier ce commerce, que la position favorable des Medjar ne lui permettait pas d'anéantir complètement. Ceux-ci, de leur côté, n'avaient aucun intérêt à rompre ouvertement avec l'Émir, parce qu'une partie des avantages qu'ils tiraient de leur situation mixte aurait disparu dès l'instant que leur soumission à la France les aurait empêchés d'aller trafiquer chez les autres tribus. Cependant, la force des choses les conduisit à faire cette soumission. Déjà, l'autorité française s'était crue, à plusieurs reprises, sur le point de les y amener, lorsqu'une reconnaissance sortie de la place, s'empara d'un certain Ben-Djeloul, ancien agha des Medjar, destitué par Abd-el-Kader. Cet homme, qui s'était approché de Mostaganem avec quelques cavaliers, se voyant pris, assura qu'il n'était venu que dans des intentions pacifiques, et pour traiter avec les Français de la soumission de sa tribu. Cependant on le soupçonna, d'après plusieurs indices, de n'avoir eu d'autre but que d'espionner les Arabes qui venaient commercer à Mostaganem, et de se remettre par ce moyen dans les bonnes grâces de l'Émir ; il fut d'abord traité en prisonnier de guerre. Sa captivité attira à Mostaganem, quelques personnages notables des Medjar, qui y vinrent pour le justifier ou, au moins, traiter de sa rançon. Ces derniers, dans l'intérêt de leur cause, furent naturellement conduits à dire tout ce qui pouvait faire croire que leur tribu était en général disposée à se soumettre, et qu'ainsi Ben-Djeloul avait pu être véridique dans sa déclaration. Pour s'en assurer le général Bugeaud, qui arriva sur ces entrefaites, résolut de faire avancer quelques

troupes jusqu'à Sour-Koul-Mitou, sur le Chélif, pensant que cette démonstration déciderait les Medjar, si leurs dispositions étaient telles qu'on le lui disait.

D'après cette détermination, le colonel Tempoure partit de Mostaganem dans la nuit du 4 au 5 juillet, et alla s'établir avec 1,600 hommes à la position indiquée. A peine y était-il arrivé, que loin de recevoir des soumissions, il fut attaqué par toutes les populations du voisinage ; il tint bon et repoussa l'ennemi. Le lendemain, il fut assailli par des forces plus considérables que la veille. Le combat fut un instant assez vif. Le chef d'escadron Montauban, des spahis, y fut très-grièvement blessé. Dans la soirée, l'ennemi reçut un renfort de cavaliers réguliers de l'Émir. Quelques notables des Medjar que le colonel Tempoure avait avec lui, au nombre desquels était Ben-Djeloul, qui avait été mis en liberté, vinrent alors déclarer à cet officier supérieur qu'il ne fallait pas compter pour le moment sur la moindre soumission, mais qu'on devait, au contraire, s'attendre à une nouvelle et très-vive attaque pour le lendemain. Le colonel Tempoure vit qu'il fallait songer à la retraite. Il l'effectua dans la nuit sans aucun accident et sans que l'ennemi s'en aperçut. Le général Bugeaud, convaincu que le temps des soumissions n'était pas encore venu, s'embarqua pour Alger où il arriva le 10. Mais après son départ, les négociations avec les Medjar, que l'on avait pu croire tout à fait rompues se renouèrent. L'affaire de Sour-Koul-Mitou n'avait pas fait oublier à Abd-el-Kader les torts que cette tribu avait à ses yeux, à cause de ses relations commerciales avec Mostaganem. Il avait sévi contre quelques individus et beaucoup d'autres étaient menacés. Du nombre de ces derniers était Ben-Carda, cheik des Amarnah.

Cet homme craignant pour sa personne et pour ses biens, craignant surtout de se voir enlever un magnifique cheval auquel il tenait extrêmement et dont l'Émir avait grande envie, vint avec son monde se mettre sous la protection des Français. Son exemple entraîna quelques autres fractions des Medjar. A la première nouvelle qu'en reçut le général Bugeaud, il se hâta de revenir à Mostaganem pour y recevoir les hommages de ses nouveaux alliés. Il s'attendait qu'on lui présenterait quelques centaines au moins de beaux cavaliers, mais il ne vit, à quelques rares expressions près, que de pauvres paysans presque nus qu'il fallut payer, nourrir, et à qui on fut même obligé de fournir des tentes. La plupart de ces hommes s'étaient laissé entraîner à la défection par leurs chefs qui seuls étaient suspects à Abd-el-Kader ; quant à eux, leur pauvreté prouvait que s'ils étaient venus de temps à autre vendre quelques poules à Mostaganem, ce commerce ne les avait pas enrichis. On en forma une mauvaise milice, que le général Bugeaud donna pour garde à un fantôme de bey de Mascara créé par lui à cette occasion. Ce bey était un certain Hadj-Mustapha-Ouled-Othman dont le père avait été bey d'Oran sous les Turcs. C'était un homme sans consistance, sans capacité, un crétin intellectuel qui ne rendit aucune espèce de service, et qui se servit des appointements qu'on lui alloua pour éteindre en peu de mois, dans la débauche, une existence déjà flétrie. Après cette création de bey, le général Bugeaud retourna à Alger.

Pendant que le général Bugeaud opérait dans la province d'Oran, son lieutenant, M. Baraguey-d'Hilliers, manœuvrait dans celle de Tittery. Le 18 mai, il partit de Blida avec environ 8,000 hommes d'infanterie et 1,000

chevaux. Il passa le col sans coup férir, et arriva le 19 à Médéa. Le 20, il se dirigea sur Boghar, établissement nouveau d'Abd-el-Kader, dans la vallée supérieure du Chélif. L'armée traversa le pays des Hassan-ben-Ali, et alla bivouaquer à Berouakia sur celui des Abid, non loin d'une source d'eau thermale.

Le 22, elle coucha sur l'Oued-Akoum à la sortie du défilé de Chaibat-el-Aar, près du marabout de Sidi-Ali, sur le territoire des Douair.

Le 23, elle descendit la vallée de l'Oued-Akoum qui se jette dans le Chélif, et arriva dans la vallée de cette rivière entre Boghar et Ksar-el-Boghari. Cette dernière localité est un assez gros village composé de gourbis ou cabanes, situé sur les hauteurs de la rive droite du Chélif. On y confectionnait des effets d'habillement pour les troupes de l'Émir, depuis que les nôtres occupaient Médéa dont une partie des habitants s'y était réfugiée. On le trouva abandonné et on y mit le feu.

Boghar est en face de Ksar-el-Boghari, sur les hauteurs de la rive gauche. L'Émir y avait fait construire un hôpital et des magasins assez considérables. Il y avait quelques maisons en pierre. Les Arabes l'avaient évacué et y avaient mis le feu. Lorsque nos troupes en approchèrent, elles reçurent une centaine de coups de fusil partis de quelques groupes ennemis qui furent promptement dispersés. On chercha à détruire par la mine et la pioche ce que l'incendie avait épargné. On trouva cachées dans un ravin trois pièces de canon que l'on mit hors de service.

Le 24, l'armée se porta sur Thaza, autre établissement de l'Émir situé plus à l'ouest. Elle remonta, pour y arriver, la vallée de l'Oued-Bouzeid, un des affluents de

gauche du Chélif, traversa le pays de Zenakra, et bivouaqua à l'Oued-Sidi-ben-Othman sur celui des Oulad-bou-Aziz. Le 25, elle arriva à Thaza. L'Émir avait là un fort assez bien construit. Il y existait des moulins, des manutentions, des magasins, etc. ; tout cela avait été évacué et les Arabes y avaient mis le feu. Une inscription, gravée sur une plaque de marbre placée au-dessus de la porte du fort, était ainsi conçue :

« Cette ville de Thaza a été construite et peuplée par le prince des Croyants, le seigneur El-Hadj-Abd-el-Kader (que Dieu le rende victorieux). Lors de son entrée, il a rendu témoignage à Dieu de ses œuvres et de ses pensées et a dit : Dieu m'est témoin que cette œuvre m'appartient et que la postérité en conservera le souvenir. Tous ceux qui se rapprocheront de moi et qui viendront sur nos terres heureuses, recherchant avec empressement la paix et la tranquillité, trouveront après moi et jusqu'à l'éternité l'exemple de mes bonnes œuvres et de mes bienfaits. »

Thaza fut traitée comme Boghar. Les démolitions durèrent deux jours. L'inscription que nous venons de rapporter fut envoyée à Paris : triste trophée qui ne confirma que trop ce que nous écrivions en 1836 : « Le plus grand mal que nous ait fait Abd-el-Kader a été de nous mettre dans la nécessité de ne représenter, dans ce moment, qu'une idée brutale, une idée de destruction ; tandis qu'il représente lui une idée morale, une idée d'organisation. » Mais telles sont les dures conséquences de la guerre.

Le 27, l'armée se remit en marche et descendit la vallée de l'Oued-Deurdeur, petite rivière qui se jette dans le Chélif presque en face de Miliana. Il y eut ce jour-là quelques coups de fusil sur les flancs et à l'arrière-garde.

On coucha dans un lieu appelé Guelta-Zerga. Le 28, on arriva sur le Chélif.

Le 29, le général Baraguey-d'Hilliers jeta dans Miliana 100,000 rations de riz et 50,000 cartouches. La garnison de cette ville n'avait pas été attaquée depuis le dernier ravitaillement ; elle était dans un état satisfaisant. L'armée reprit le lendemain la route de Blida, où elle arriva, le 2 juin, sans autre événement.

On remarquera que, par une heureuse coïncidence, le général Baraguey-d'Hilliers, parti de Blida le 18 mai, le jour même que le général Bugeaud partait de Mostaganem, s'empara de Thaza le 20, en même temps que ce dernier arrivait à Takdemt.

Pendant que le général Baraguey-d'Hilliers marchait sur Thaza, un échange de prisonniers français et de prisonniers arabes s'opéra sur la Chiffa, entre Sidi-Mohammed-ben-Al-lal-Moubarek, agissant au nom d'Abd-el-Kader, et M. l'abbé Dupuch, évêque d'Alger, agissant au nom du Gouvernement français. Il n'est pas hors de propos de faire connaître ici avec quelques détails les circonstances qui firent que l'on chargea cet ecclésiastique d'une mission de cette nature. M. le maréchal Valée étant encore gouverneur général de l'Algérie, M. Massot, sous-intendant militaire, fut pris par quelques coureurs arabes entre Alger et Douéra. Sa famille, qui était en relation avec M. Dupuch, écrivit à ce prélat pour le prier d'intervenir auprès de M. le gouverneur général pour que celui-ci proposât l'échange de ce fonctionnaire. Le maréchal refusa d'agir lui-même ; mais il autorisa M. Dupuch à écrire à ce sujet à l'Émir. Abd-el-Kader répondit avec beaucoup de courtoisie à l'évêque que non-seulement il consentait à l'échange proposé, mais qu'encore il était tout disposé

à étendre la mesure à tous les prisonniers en général. Les choses en étaient là lorsque M. Bugeaud arriva à Alger. Le nouveau gouverneur autorisa l'évêque à donner à sa petite négociation l'extension indiquée par l'Émir. Après quelques lettres écrites et reçues de part et d'autre, l'échange de tous les prisonniers fut convenu et s'accomplit en partie au lieu que nous venons de dire. Ceux des prisonniers français qui se trouvaient dispersés dans les tribus de l'ouest furent envoyés à Oran. Tout se passa avec cordialité et franchise des deux côtés. Seulement, comme le jour fixé pour l'échange se trouva précisément être celui où le général Baraguey-d'Hilliers se mettait en mouvement, Sidi-Mohammed craignit un instant une trahison ; mais il fut promptement rassuré. M. Dupuch eut avec lui un assez long entretien, où, prenant à la lettre les formules de politesse dont les Arabes sont extrêmement prodigues, il puisa la persuasion qu'il était appelé à rétablir l'harmonie entre les deux nations. Dès lors, il ne cessa, sous mille prétextes, d'entretenir des relations avec les Arabes, jusqu'au moment où le gouverneur, blessé de cette invasion de l'évêque sur le domaine de la politique, lui fit comprendre qu'il devait les cesser ; il l'engagea même à aller passer quelque temps en France.

Les troupes de la division d'Alger se remirent en mouvement le 6 juin ; elles opérèrent d'abord un nouveau ravitaillement de Médéa, qui s'effectua sans incident digne d'attention. Elles se portèrent ensuite sur Miliana, où elles introduisirent un convoi de vivres et de munitions de guerre. Cela fait, le général Baraguey-d'Hilliers descendit la vallée du Chélif, et s'avança jusqu'à quelques lieues au-dessous du pont de la route d'Oran. Toutes les moissons qu'il

rencontra sur son passage furent livrées aux flammes. Tel était le système de guerre adopté sur tous les points où l'on ne pouvait, comme à Mascara, utiliser les moissons pour l'approvisionnement des garnisons françaises⁽¹⁾.

Le 19 juin, le général Baraguey-d'Hilliers étant revenu sur ses pas pour gagner Médéa, et étant campé près de l'Arba de Djendel, détacha quelques bataillons de sa colonne pour ramener à Blida le duc d'Aumale qui était malade. Ce jeune homme, un des nombreux princes de la famille régnante, venait d'être nommé colonel du 17^e léger ; son tempérament, non encore formé, n'avait pu résister aux fatigues de la guerre, où il s'est depuis fort distingué.

Le général se porta ensuite sur la tribu des Righa⁽²⁾, à laquelle on enleva quelques centaines de bœufs après

(1) Dès 1836, M. Bugeaud avait dit et écrit, qu'on ne pourrait venir à bout des Arabes qu'en *dominant leur agriculture*. Ce mot, qui avait paru très-profond, avait fait fortune en certains lieux. Nous avons vu que le maréchal Valée fit, en 1810, incendier quelques moissons ; mais ce ne fut qu'en 1841 que la dévastation systématique, poussée jusqu'à la destruction des arbres, fut méthodiquement organisée. Jusque-là, on n'avait brûlé et coupé que par boutade. Mais en 1841, on dévasta froidement, *cum pondere et mensurâ*, avec l'impassibilité de la providence qui lâche un fléau sur une contrée, parce que l'ensemble de ses combinaisons exige qu'il en soit ainsi. Ce sauvage système avait été adopté par le ministère, comme tant d'autres diamétralement opposés ; cependant il n'osa pas le proclamer à la face du monde civilisé, et il eut toujours soin en publiant les rapports qui lui venaient de l'Algérie de supprimer les passages relatifs à ces pitoyables exploits.

(2) Il s'agit de celle qui est voisine de Médéa, et non de celle qui habite auprès de Miliana.

un très-léger engagement ; puis il arriva à Médéa, où il s'arrêta deux jours pour faire reposer son monde. Il partit de cette ville le 23, et alla s'établir auprès du marabout de Sidi-Abd-el-Kader-Medfa, dans les montagnes des Soumatha. Un des cheiks des Soumatha, nommé Ben-Miloud, s'était rendu plusieurs jours auparavant auprès du général et lui avait fait espérer la soumission de toute cette tribu kbaïle ; mais le général attendit vainement pendant deux jours la réalisation de cette espérance : il n'y eut de soumission que celle de Ben-Miloud lui-même. Ce cheik, dont la conduite prouva la bonne foi, avait cherché en effet, par un motif ou par un autre, à ramener sa tribu à notre parti ; voyant qu'il ne pouvait en venir à bout, il se réfugia dans notre camp avec sa famille. Le général Baraguey-d'Hilliers ravagea alors le territoire des Soumatha. Dans les deux jours pendant lesquels il avait attendu leur soumission, des courses avaient été dirigées sur celui des Bou-Halouan. On ravagea ensuite une partie de celui des Beni-Menade.

Le 1^{er} juillet, le général Baraguey-d'Hilliers partagea ses troupes en trois colonnes, et s'avança dans la plaine des Hadjoutes ; on la parcourut dans tous les sens ; mais comme on ne pénétra pas dans le bois des Karesas, on ne fit que peu de butin. Le 2, les trois colonnes se réunirent sous les murs de Coléa, et de là les troupes rentrèrent dans leurs cantonnements.

Pendant tout le cours de cette expédition, nous n'eûmes que 10 hommes tués et 28 blessés.

Lorsque la saison des grandes chaleurs fut passée, le général Bugeaud, voulant opérer de nouveau de sa personne dans la province d'Oran, se rendit par mer à Mostaganem où il arriva le 19 septembre. Les troupes de la

division d'Oran y étaient réunies depuis la veille. M. Bugeaud en forma deux corps. Le premier, dont il se réserva le commandement direct, devait se porter sur la vallée du Chélif pour y promener le bey Mustapha, et y recevoir les soumissions des tribus qui, disait-on, n'attendaient que l'arrivée de nos troupes pour abandonner le parti d'Abd-el-Kader. Le gouverneur général donna à ce corps la dénomination, au moins bizarre, de *Colonne politique* : il fut composé de 7 bataillons, de 4 escadrons de spahis, de 5 escadrons de chasseurs, de deux sections d'artillerie de montagne, du bataillon turc, et des cavaliers du bey. Le 2^e corps, appelé colonne d'approvisionnement, et destiné au ravitaillement de Mascara, resta sous les ordres du général Lamoricière. Il fut composé de 11 bataillons, un escadron de chasseurs, trois sections d'artillerie de montagne, et des cavaliers douair et zmela.

Ces deux colonnes partirent de Mostaganem à un jour de distance l'une de l'autre, le 22 et le 23 septembre. M. de Lamoricière opéra sans accident le ravitaillement de Mascara. Au retour il eut à soutenir un léger combat d'arrière-garde. Il trouva la garnison de Mascara en bon état ; elle n'avait eu à repousser aucune attaque sérieuse.

La colonne commandée par M. Bugeaud, partie de Mostaganem le 22, et marchant à petites journées, prit position sur la Mina, à Sidi-ben-Acel le 26. Elle y passa la journée du 27, attendant les soumissions annoncées ; mais personne ne se présenta. Le 28, le général Bugeaud se porta un peu plus loin ; et il n'y eut pas plus de soumission que la veille. Fatigué d'une attente que tout annonçait devoir être inutile, il ne songea plus alors qu'à combattre ; mais comme il n'avait en face pas plus d'ennemis que d'amis,

il se jeta, la nuit venue, dans les montagnes des Flitta ; il surprit une partie de cette tribu à Aïn-Kesser, lui enleva près de 2,000 têtes de bétail, lui fit plus de 300 prisonniers, hommes, femmes et enfants, et lui tua un peu de monde. Cela fait, il se mît en retraite sur Mader, où il arriva le 2 octobre. Il envoya de là le butin et les prisonniers à Mostaganem, où il se rendit aussi de sa personne. Il y trouva le général Lamoricière de retour du premier ravitaillement de Mascara, et se disposant à en opérer un second.

Le général Bugeaud repartit de Mostaganem le 5 octobre avec l'intention de retourner chez les Flitta. Le général Lamoricière en partit le 4, avec la colonne qui devait ravitailler Mascara. Ce dernier, arrivé à Hassian-el-Ghoumeri, reçut avis qu'Abd-el-Kader était à Aïn-Kebira avec des forces considérables, et qu'il se disposait à lui offrir le combat. Comme M. de Lamoricière était embarrassé d'un grand convoi, il crut devoir l'éviter, malgré l'avis de quelques officiers qui pensaient qu'il fallait au contraire saisir avec empressement l'occasion d'en venir aux mains avec un ennemi jusqu'alors insaisissable, sans trop se préoccuper du convoi qu'il était assez facile de parquer et de défendre avec peu de troupes pendant l'action. Il préféra à tout la sûreté de ce convoi dont il était spécialement chargé ; de sorte que, sans se laisser éblouir par la séduisante espérance d'un succès d'autant plus éclatant qu'il aurait pu l'obtenir seul, à quelques lieues de son général en chef, il abandonna la route qu'il avait commencé à suivre, et manœuvra de manière à se rejeter sur la gauche, pour se réunir au général Bugeaud, à qui il fit immédiatement connaître cette disposition.

Le général Bugeaud l'approuva et changea lui-même ses projets : il résolut de réunir les deux colonnes. Cette

réunion eut lieu sur l'Oued-Hillil dans la nuit du 6 au 7 ; mais dès lors l'Émir renonça à tout projet d'attaque, et toute chance de bataille fut perdue. Le gouverneur général, par suite de ses nouvelles dispositions, donna une nouvelle organisation à son armée : la moitié de l'infanterie, le convoi et les gros bagages, furent mis sous les ordres du général Levasseur ; le reste de l'infanterie et toute la cavalerie formèrent un autre corps dont le général Bugeaud, ayant immédiatement sous lui le général de Lamoricière, se réserva le commandement direct. Ces deux corps arrivèrent, le 7 au soir, à Aïn-Kebira. L'Émir avait abandonné ce point et s'était retiré sur l'Oued-Maoussa dans la plaine d'Eghrès.

Le 8, le général Bugeaud espérant le surprendre dans cette position, se mit en marche à deux heures du matin. Toute la cavalerie, chasseurs, spahis et arabes auxiliaires, était en avant-garde. On se porta sur la position où l'on supposait que se trouvait l'ennemi. Les chasseurs, les spahis, les douair et les meukalia de notre bey, prirent par la droite, et ne rencontrèrent que quelques groupes de cavaliers ennemis, qu'ils mirent en fuite. Les Medjar, qui prirent sur la gauche, furent ramenés avec perte par quelques escadrons de spahis de l'Émir. Ben-Carda fut tué dans cette affaire où il fut le seul de sa troupe qui se conduisit bien. L'ennemi se retira à l'approche des zouaves qui avaient suivi la cavalerie au pas de course, et des chasseurs qui, par un changement de direction, se portaient sur lui. L'Émir avait sur nos troupes une avance considérable. On le poursuivit vainement dans sa retraite, qui fut constamment couverte par un millier de spahis réguliers. Cette troupe se conduisit dans cette journée avec beaucoup d'habileté et de bravoure,

ne cédant le terrain que pied à pied et ne se laissant jamais entamer. Il y eut de leur côté, et de celui de nos chasseurs, plusieurs traits de bravoure individuelle honorables pour les uns et pour les autres. L'étendard des Arabes passa trois fois en des mains différentes, ceux qui le portaient ayant été successivement tués. Le dernier le fut par le fourrier Bourdillon du 2^e régiment de chasseurs, qui fut tué lui-même au moment où il venait de s'emparer de l'étendard, lequel resta définitivement aux Arabes.

Le soir l'armée prit position sur l'Oued-Maoussa. Les vedettes des spahis de l'Émir étaient à portée de la voix des nôtres. Les uns et les autres échangèrent des paroles d'estime au sujet du petit combat de cavalerie de la journée, noble sympathie de la bravoure pour la bravoure.

Le 9, le général Levasseur alla déposer le convoi à Mascara. Il rentra le 10 à la position de l'Oued-Maoussa. Le 11, l'armée traversa la plaine d'Eghrès et se porta sur l'Oued-Frouha au centre du pays des Hachem-Eghrès ; cette tribu est celle d'Abd-el-Kader ; c'est le berceau de sa puissance ; elle avait fui dans les montagnes avec ses troupeaux. Résolu de la poursuivre aussi loin qu'il le pourrait, le général Bugeaud alla s'établir le 12 sur l'Oued-Fekan ; pour ne pas être retardé dans ses mouvements par les bagages, il les envoya le 13 à Mascara, sous la conduite du général Levasseur, avec les malades et les grains qu'on avait trouvés dans divers silos. Ainsi allégé, il passa l'Oued-Hammam, et alla bivouaquer sur l'Oued-Sfisef, sur la limite du territoire des Hachem et de celui des Beni-Amer. Le 14, il se porta dans les montagnes des Ktarnia, où l'on savait que s'étaient retirés les Hachem, d'après les indications d'un

transfuge ; mais cette contrée est si horriblement accidentée, qu'on ne put s'y avancer bien loin, ni y faire beaucoup de mal à l'ennemi. On prit cependant quelques centaines de-têtes de bétail et 50 prisonniers environ. Le reste de la population s'était engagé dans des gorges où il fut impossible de la poursuivre. On vit dans le lointain un corps de cavalerie, où l'on crut, sans indication positive du reste, que se trouvait Abd-el-Kader. On coucha à la fontaine de Tichtiouïn. Dans la nuit, les Arabes dirigèrent sur notre bivouac une fusillade très-nourrie pendant quelques instants ; mais comme les coups partaient de fort loin, aucun ne porta. On dédaigna d'y répondre et le feu cessa.

Le 15, l'armée revint sur l'Oued-Hammam, qui est le même cours d'eau que l'Habra. Le 16, elle alla détruire la Guetna de Sidi-Mahiddin, où se trouvait la maison paternelle de l'Émir, ce lieu d'étude et de prière où il avait été élevé. Il y avait là une trentaine d'autres habitations et une grande quantité de meules de paille que l'on brûla, et de grains que l'on transporta à Mascara. La dévastation que l'Émir avait portée deux ans auparavant jusque sous les murs d'Alger, fut ainsi ramenée sur le patrimoine de ses pères. Justes et légitimes représailles sans doute ; cependant ce ne fut pas sans quelque regret que les Français, dont les premiers sentiments sont presque toujours si généreux, renversèrent ces murs où avait commencé une noble existence. La mosquée fut respectée.

Sidi-Saïd, frère aîné d'Abd-el-Kader, était encore à la Guetna, la veille du jour où l'armée y arriva. A la nouvelle de notre approche, il réunit les habitants et leur annonça qu'il fallait fuir. Ces hommes, que le fléau de la guerre n'avait jamais atteints, se prosternèrent, rendirent gloire à

Dieu, et pleins de résignation, s'éloignèrent de leurs paisibles foyers, avec leurs femmes et leurs enfants. La bibliothèque de la Guetna, qui était nombreuse, fut cachée dans un ravin, où les Français n'allèrent pas la chercher. Ces détails furent donnés par un prisonnier français, employé dans la maison de Sidi-Saïd, et qui parvint à s'évader pendant la fuite de celui-ci. Le 17, l'armée entra à Mascara. Le 19, elle en sortit pour se porter sur Saïda. Le 20, elle campa à l'Oued-Taghia, et le 21, sur l'Oued-beni-Média-rin. Dans la nuit, les bataillons réguliers de l'Émir, commandés par Mustapha-ben-Tami, tentèrent une attaque sur notre camp. Pendant que quelques coups de fusil étaient tirés sur la gauche, le gros des Arabes se porta, avec assez de résolution, sur la droite, où un bataillon se trouvait négligemment campé sans poste avancé. Il y eut un instant de fâcheux désordre. Heureusement, le général Bugeaud, qui se porta assez à temps sur le point menacé, jeta précipitamment en avant trois compagnies du 15^e léger et deux compagnies de zouaves, qui lui tombèrent sous la main, ce qui donna aux troupes surprises le temps de se remettre. L'ennemi fut repoussé. Le lendemain 22, l'armée arriva à Saïda ; elle s'était mise en marche avant le jour, pour tâcher d'atteindre l'infanterie, qui était venue l'attaquer dans la nuit, mais elle ne la trouva point. On arriva à Saïda, dans la matinée.

Saïda, est située au delà de la petite chaîne de montagnes qui borne au sud la plaine d'Eghrès. C'était un établissement nouveau qu'Abd-el-Kader avait fait élever sur les ruines d'une ville romaine. Il consistait en une enceinte de murailles garnies de tours, et adossée à des rochers escarpés, qui en formaient un des côtés. Il y avait dans

l'intérieur quelques maisons, ou plutôt quelques cabanes, et à l'un des angles un réduit qui servait de logement au commandant de ce fort que l'Émir avait fait construire pour tenir en bride les tribus du pays appelé Yakoubia, tribus très-mal disposées pour lui. Saïda est sur les bords de l'Oued-bou-Telleug qui y faisait tourner un moulin. Elle était complètement évacuée et l'ennemi y avait mis le feu, lorsque nos troupes y arrivèrent. Les quelques canons qu'on savait y exister en avaient disparu.

Les habitations furent détruites, ainsi que le moulin ; mais on n'eut pas le temps de raser complètement l'enceinte ; on y ouvrit seulement de larges brèches, aussi rapprochées qu'on le put. Après cette destruction, on allait revenir sur Mascara par un autre chemin, lorsque plusieurs notables des Hassasna, une des tribus de l'Yakoubia, se présentèrent aux avant-postes. Ils annoncèrent qu'ils étaient envoyés par leurs compatriotes pour proposer au général Bugeaud de le conduire sur une fraction considérable des Hachem, dont ils connaissaient la retraite. Ils ajoutèrent que leurs cavaliers, ceux des Oulad-Brahim, des Oulad-Kaled et en général ceux de tout le pays d'Yakoubia, marcheraient avec nous, et qu'on les trouverait à l'entrée des montagnes où il s'agissait d'opérer. Les offres de ces Arabes furent acceptées. On savait que depuis qu'Abd-el-Kader était au pouvoir, une haine violente animait les gens d'Yakoubia contre les Hachem, à qui l'Émir avait donné la jouissance exclusive de plusieurs propriétés du Beylik, exploitées autrefois par les premiers. Il ne paraissait donc pas y avoir de trahison à craindre de leur part. En conséquence, l'armée partit sous leur conduite dans la nuit du 23 au 24, après que quelques-uns d'entre eux eurent été prévenir les tribus que

le mouvement s'opérait. On trouva les cavaliers annoncés au lieu désigné. Ils étaient au nombre de 400 environ. On pénétra dans les montagnes, à l'est de Saïda ; mais comme le trajet était long, on ne put arriver qu'au jour dans la vallée de l'Oued-Tifride, au lieu où l'on comptait trouver les Hachem ; ils en étaient déjà partis. Des traces récentes annonçaient que près de 20,000 êtres de l'espèce humaine, et d'immenses troupeaux, avaient bivouaqué sur ce point. On s'empara cependant de quelques traînards et d'un peu de bétail, qui resta presque en totalité aux cavaliers d'Yakoubia. Le convoi qui transportait les effets des magasins militaires de Saïda avait aussi bivouaqué dans ces montagnes : mais il ne resta en notre pouvoir qu'une mule chargée de boutons de guêtres. Nous avions plus besoin de souliers, car nos soldats commençaient à en manquer.

Le général Bugeaud, dont on ne saurait vraiment trop louer l'activité, se rabattit sur la vallée de l'Oued-el-Abd à la poursuite des fuyards ; il coucha à Aïoun-el-Beuraneus, le 26, dans le lieu appelé Takrmaret. Le nombre des cavaliers de l'Yakoubia avait sensiblement diminué, car la plupart d'entre eux étaient allés rapporter à leurs familles le butin qu'ils avaient fait. Tous les autres se disposaient à les suivre, avec l'agrément du général, lorsque le hasard amena un petit combat de cavalerie. On avait commandé un grand fourrage qui ne produisit rien. Il rentrait à la position, lorsqu'une cinquantaine de nos spahis s'en séparèrent pour aller fourrager pour leur compte. Trois cents spahis de l'Émir, qui jusque-là avaient jugé à propos de ne pas se montrer, tombèrent sur ces imprudents qui se mirent d'abord à fuir : mais les officiers et les sous-officiers français qui se trouvaient parmi

eux, les firent retourner au combat ; et le reste de notre cavalerie, avertie par l'explosion des armes à feu, vint à leur secours, le corps des spahis en tête, résolument conduit par le lieutenant-colonel Yousouf. Les Abd-el-Kadériens furent culbutés et perdirent une vingtaine d'hommes. Leur étendard, le même peut-être qui avait échappé, le 8, des mains défaillantes du brave fourrier Bourdillon, frappé à mort, fut rapporté à notre camp par le lieutenant Fleury.

Le 27, on vida quelques silos appartenant aux Hachem ; le même jour, les cavaliers d'Yakoubia, qui ne pouvaient, sans danger pour leurs familles, en rester éloignés plus longtemps, retournèrent chez eux. L'armée coucha à Tazouta sur l'Oued-Zelemta, ruisseau qui coule de la montagne de Nosmot et qui est le même qu'on appelle plus loin Oued-Adad. Le général Bugeaud désirait fouiller cette montagne. Dans ce but, il envoya l'ordre au colonel Géry, de s'y porter de son côté avec les troupes disponibles de Mascara : mais l'armée était extrêmement fatiguée ; les soldats, comme nous l'avons dit, manquaient de chaussures ; le temps était mauvais, on n'avait plus que très-peu de vivres, et cette nouvelle entreprise devait prendre encore plusieurs jours. Les chefs de corps firent des observations, auxquelles le général Bugeaud crut devoir se rendre, et le contre-ordre fut donné ; mais il arriva trop tard au colonel Géry, qui était déjà parti de Mascara. Le général Bugeaud lui expédia alors des exprès, sur la position où il devait se trouver ; mais ceux-ci rencontrèrent partout des cavaliers arabes et ne purent passer. Le général fut donc contraint d'aller à sa recherche avec toute l'armée, et, l'ayant trouvé, il rentra avec lui à Mascara. Son arrière-garde fut harcelée par quelques centaines de cavaliers arabes,

qui perdirent quelques hommes dans une embuscade qu'on leur tendit.

Le général Bugeaud et le corps expéditionnaire rentrèrent ensuite à Mostaganem, où ils arrivèrent le 5 novembre, après 53 jours de campagne. Miloud-ben-Araich, pendant que l'armée française opérait au loin, était venu attaquer la partie soumise de la tribu des Madjer et avait été repoussé avec quelque perte. A Oran, il y avait eu une fâcheuse affaire : dans la nuit du 21 au 22 octobre, un fort parti arabe était tombé sur les Douair et les Zmela, campés entre la ville et une ligne de retranchements extérieurs récemment construits ; dans moins de rien, il eut pillé un grand nombre de tentes, tué quelques hommes et enlevé une soixantaine de femmes et d'enfants. On courut vainement après ces hardis ravisseurs qui passèrent deux fois par-dessus nos retranchements et entre nos blockhaus et ne perdirent que deux hommes, un tué et l'autre blessé.

M. Bugeaud s'embarqua à Mostaganem et rentra à Alger le 10 novembre. Avant de partir, il prescrivit au général Lamoricière d'aller établir son quartier général à Mascara et d'y réunir 6,000 hommes, mettant ainsi à exécution le projet qu'il avait formé au printemps. Le général Bedeau fut désigné pour commander à Mostaganem, et le colonel Tempoure à Oran. Pendant la longue absence du gouverneur, les opérations militaires, dans la partie centrale de nos possessions africaines, s'étaient bornées à des ravitaillements de Médéa et de Miliana. Il y en eut deux pour Miliana, effectués l'un et l'autre par le général Baraguey-d'Hilliers, et trois pour Médéa, le premier effectué par le même général, et les deux autres par le général Changarnier. Ce serait abuser de la patience du lecteur que

de lui en donner les détails, exactement semblables à tout ce qui s'était passé jusque-là dans les opérations de ce genre, et de le promener pendant plusieurs pages à travers des pays déjà connus, en compagnie d'événements identiques. Nous nous bornerons donc aux indications suivantes : le premier ravitaillement de Médéa fut excessivement pénible pour les troupes, à cause de la chaleur qui était horrible, quoiqu'on fût dans les premiers jours d'octobre, et du manque d'eau causé par la sécheresse qui régnait depuis près de sept mois ; aussi l'armée eut un nombre considérable de malades. Dans le second, il y eut, le 8 octobre, à Cheba-el-Keta, un combat assez vif, où l'ennemi fit quelques pertes. Le 29, le général Changarnier, en revenant du second ravitaillement de Médéa, attaqué à son arrière-garde au delà des bois des Oliviers, fit sur l'ennemi un retour offensif et le battit de la même manière qu'il l'avait déjà battu plusieurs fois sur le même terrain.

LIVRE XXXII.

Événements de la province de Constantine en 1841. — Expédition de Msilah. — Troubles à Bône. — Examen des actes administratifs en 1841.

L'année 1841 s'écoula assez paisiblement dans la province de Constantine, du moins comparativement à ce qui se passait dans les autres. Dans le mois de janvier, les troupes du camp d'El-Arouch firent une petite course chez les Kbaïles de la tribu des Beni-Ouelban pour les punir de quelques actes de brigandage. Environ un mois après, dans la nuit du 5 au 6 février, les Kbaïles des environs de Djidjeli vinrent attaquer cette place. Le lieutenant-colonel Picouveau, qui y commandait, opéra une sortie, les accula à la mer, et leur tua une centaine d'hommes. Ce sanglant échec leur ôta toute envie de continuer la guerre qu'ils avaient entreprise, on n'a jamais trop su pourquoi, et peu de jours après, les relations commerciales se renouèrent d'elles-mêmes entre la campagne et la ville.

Au mois de mars, le général Négrier remplaça à Constantine le général Galbois, qui l'avait remplacé lui-même en 1838. Il débuta par un grand acte de sévérité, juste peut-être dans son principe, mais assurément trop précipité dans l'exécution. L'administration faisait garder par des compagnies du bataillon turc des prairies dont elle s'était réservé les foins. Les Turcs ayant saisi du bétail qui, malgré les défenses, avait été conduit sur ces

prairies, quelques Arabes de la tribu des Zmoul, à qui il appartenait, leur tirèrent des coups de fusil. Cet acte d'agression irrita justement le général, qui envoya arrêter les huit principaux habitants du douar coupable, et leur fit aussitôt couper la tête. Il est possible que si l'affaire eût été plus mûrement examinée, quelques-uns de ces hommes eussent été sauvés. Dans un cas aussi grave, il ne faut rien précipiter, et huit têtes, même d'Arabes, valent bien vingt-quatre heures de réflexion.

Le 2 avril, les troupes de Philippeville allèrent ravager une partie du territoire de la tribu des Zerdez, qui avait donné quelques sujets de plainte. Une expédition semblable eut lieu, le 21 du même mois, chez les Kbaïles des environs de Sétif. Au mois de mai, le général Négrier se porta chez les Zmoul, et les obligea de payer quelque argent qu'ils devaient au trésor, tant pour arriéré de contribution que pour du bétail provenant de la prise faite chez les Harakta l'année précédente.

Du 5 au 11 mai, le général Guesviller, qui commandait à Sétif, parcourut la Medjana, et reconnut la petite ville de Zamora. Il fut amicalement reçu partout ; cependant quelques groupes de Kbaïles tirèrent près de Zamora sur son arrière-garde et lui blessèrent quelques hommes. Ce mouvement du général Guesviller avait pour but de préparer les voies à une expédition que M. Négrier se disposait à diriger sur Msilah qui avait reconnu l'autorité d'Abd-el-Kader, et où se trouvait encore Hadj-Mustapha, son frère. Cette opération, convenue avec le gouverneur général, était le complément stratégique de ce qui se passait en même temps sur d'autres points. Ainsi, la puissance d'Abd-el-Kader se trouva tout à la fois attaquée, à

l'ouest par le général Bugeaud, au centre par le général Baraguey-d'Hilliers, et à l'est par le général Négrier. Ce dernier partit de Constantine le 29 mai avec une colonne de 1,700 hommes, et arriva le 6 juin à Sétif. Il prit là un renfort de 600 fantassins et d'un escadron de chasseurs, plus les Arabes auxiliaires. Il en partit le 8 ; il arriva le 9 à Bordj-Medjana qu'il fit occuper par un détachement de 200 hommes. Il quitta cette localité le 10 ; le 11, il arriva à Msilah, en suivant la vallée de l'Oued-Ksab, et sans avoir eu à combattre.

Msilah est, comme nous l'avons déjà dit, une petite ville située sur le territoire des Oulad-Deradj, au delà de la chaîne de montagnes qui sépare la plaine de la Medjana de celle des Hodna, et qui joint le mont Aurès aux monts Ouannougah ; elle est bâtie en terre, fort mal percée et fort misérable, mais entourée de magnifiques jardins et d'épais vergers ; elle est traversée par l'Oued-Ksab, qui se jette dans le Chot ou lac salé situé à quelques lieues plus au sud.

Hadj-Mustapha avait abandonné Msilah à l'approche des troupes françaises, se dirigeant sur Bou-Sada. Le général Négrier le poursuivit quelques heures dans cette direction, mais n'ayant pu l'atteindre, il revint à Msilah, où il passa la journée du 12 et celle du 13. Cette ville, dont l'enceinte est fort étendue et qui était une cité florissante au temps de la puissance des Arabes, ne compte maintenant que 1,000 à 1,200 âmes de population. Le général Négrier la plaça sous l'autorité de notre khalifa El-Mokrani. Le 14, il se remit en marche pour Bordj-Medjana, en prenant un autre chemin que celui qu'il avait suivi en allant. Ce chemin lui fit traverser le territoire d'une fraction des Oulad-Madi qui lui fit sa soumission, et remonter la vallée

de l'Oued-Ghena, lequel porte, dans la partie supérieure de son cours, le nom d'Oued-Lokman, traverse la même chaîne de montagnes que l'Oued-Ksab, et se jette également dans le Chot à l'ouest de celui-ci. Le général bivouaqua, le 14, au-dessous du village kbaïle de Dalna, situé sur un rocher escarpé à gauche de l'Oued-Lokman. Il arriva à Bordj-Medjana le 16, après avoir passé près de deux autres villages kbaïles, Dréat et Tazerout. Le 18, il revint à Sétif. Le 26, il rentra à Constantine, où il arriva par la route qui traverse la plaine des Oulad-Abdel-Nour.

Pendant que le général Négrier marchait sur Msilah, Ben-Ganah, notre cheik-el-arab, se porta sur le Zab, où commandait, sous Hadj-Mustapha, Farath-ben-Saïd, délivré de sa captivité et réconcilié avec Abd-el-Kader. Bel-Azouz avait été disgracié par l'Émir pour crime de concussion. Ben-Ganah arriva sans obstacle jusqu'à Biskara dont il prit possession ; mais n'ayant su mettre des bornes à sa rapacité, les habitants, qui d'abord l'avaient bien reçu, se révoltèrent contre lui et le chassèrent. Il rentra à Constantine, où il chercha à tromper le général Négrier sur les résultats de son expédition ; mais celui-ci démêla bientôt la vérité et lui retira justement sa confiance.

M. Négrier franchit le premier parmi nous la chaîne méridionale des montagnes de la Barbarie, comme Suetonius Paulinus la franchit le premier chez les Romains. Ni l'un ni l'autre de ces deux chefs, séparés par tant de siècles, n'eurent à combattre. L'expédition de Suetonius Paulinus assura la domination romaine, qui, depuis cette époque, prit un essor prodigieux ; celle du général Négrier, en ruinant le parti d'Abd-el-Kader dans la province de

Constantine, rendit un service fort important à la domination française.

En revenant de son expédition de Msilah, le général Négrier reçut, chez les Oulad-Abd-el-Nour, un courrier de Bou-Akez, cheik de Ferdjioua, qui lui remit, de la part de ce chef puissant, une lettre qu'aurait écrite l'année précédente Ahmed-ben-Hadj-Ahmed-ben-el-Hamlaoui à Abd-el-Salem, nommé par Abd-el-Kader khalifa de la Medjana. Elle était très-hostile à notre domination et annonçait des projets non douteux de trahison. Hamlaoui fut immédiatement arrêté. Le général envoya en même temps à EI-Messaoud-ben-Ibrahim el-Seradj, kaïd des Oulad-Kebbeb et des Gromérian, créature d'Hamlaoui, l'ordre de se rendre auprès de lui. Cet Arabe, loin d'obéir, s'enfuit dans les montagnes ; on trouva chez lui une lettre de Messaoud ben-el-Saadi, cheik alors révolté des Righa, lettre qui le compromettait fortement et qui venait à l'appui de l'accusation portée contre Hamlaoui.

Bou-Akkès, qui ne parut pas de sa personne dans cette affaire, avait fait connaître par lettre au général Négrier qu'il avait saisi la correspondance coupable l'année précédente sur un émissaire d'Hamlaoui qu'il avait surpris et fait mettre à mort secrètement. Prévenant l'objection qu'on pouvait lui faire sur le long silence qu'il avait gardé à cet égard, il avait ajouté que la crainte que l'importante pièce tombée entre ses mains ne tombât entre celles de quelque interprète ou quelque autre agent à la dévotion d'Hamlaoui, l'avait empêché de l'envoyer au général Galbois.

Hamlaoui fut traduit devant un conseil de guerre ; il s'y défendit fort bien. La lettre incriminée n'étant pas de son écriture et portant seulement l'empreinte de son

cachet, ce qui, comme on le sait, constitue la signature des Arabes, il chercha à prouver que son cachet lui avait été surpris, dans une circonstance qu'il rappela, par le secrétaire du kaïd Ali, son ennemi, quoique son gendre. Mais il fut démontre aux juges, par plusieurs témoignages, que cette lettre était en la possession de Bou-Akkès à une époque antérieure à cette circonstance, qui, d'ailleurs, ne fut pas suffisamment établie. Le conseil de guerre déclara Hamlaoui coupable de correspondance avec l'ennemi ; mais, par une fiction plus bienveillante que logique, ne le considérant pas comme militaire, il écarta la peine de mort et ne le condamna qu'à vingt ans de travaux forcés. Il fut transféré en France et reçut peu après sa grâce complète du roi.

Quelque temps auparavant, Ali-ben-Aïssa, ce personnage si puissant sous le gouvernement d'Ahmed Bey, avait été condamné à la même peine pour fabrication de fausse monnaie. Comme des Arabes obscurs avaient, en diverses circonstances, subi la peine de mort pour des crimes bien moindres que ceux dont Ben-Aïssa et Hamlaoui avaient été déclarés coupables, ces deux jugements firent faire de pénibles réflexions ; tout le monde reconnut que l'administration de la justice n'était pas assise, à Constantine, sur des bases convenables, soit qu'il y eût eu d'un côté excès d'indulgence, soit qu'il y eût eu de l'autre excès de rigueur.

Dans le mois de juillet Bel-Azouz, probablement dans l'espérance de rentrer en grâce auprès d'Abd-el-Kader, essaya de soustraire Msilah à l'autorité d'El-Mokrani. Les habitants de cette ville feignirent d'entrer dans ses vues ; ils le reçurent dans leurs murs ; mais ils en donnèrent secrètement avis à El-Mokrani qui alla l'y surprendre et

l'envoya prisonnier à Constantine. Il fut de là conduit en France et détenu aux îles Sainte-Marguerite.

Le mois de juillet fut employé à quelques courses pour la levée des contributions. Il y eut une razzia, puisqu'il faut employer ce mot, chez les Moya qui avaient repoussé à coups de fusil le kaïd El-Achour, et une autre pour le même motif chez les Beni-Zouit, fraction des Beni-Mehenna. Dans le mois d'août une partie des troupes de la garnison de Sétif, passa 17 jours dans le pays des Ayad, à l'ouest des Righa, pour la rentrée des contributions. Il y eut quelques coups de fusil ; mais en définitive l'impôt fut payé. Dans le même mois, la garnison de Sétif alla attaquer les Oulad-Selem qui avaient attaqué eux-mêmes la partie soumise des Righa ; on leur prit du bétail et on leur tua quelques hommes.

Dans les premiers jours de septembre, le général Guesviller partit de Sétif avec ses troupes disponibles, et traversant les montagnes d'Ouannougah en passant par le village kbaïle de Mansoura, il s'avança jusqu'à la tribu de Msilah, sur les confins de la province de Tittery. Il ne rencontra point d'ennemis, et rentra à Sétif le 20 septembre sans avoir brûlé une amorce.

Le but de cette course était de déterminer la défection de Bou-Diaf qui, à d'autres époques, avait été en relation avec nous, qui ne s'était rallié qu'avec répugnance à Abd-el-Kader, et qui dans ces derniers temps était entré en négociation avec El-Mokrani. Cet Arabe, fort circonspect et très-fin, ne se présenta pas cependant au général Guesviller ; il voulut s'assurer de l'état véritable des esprits ; mais lorsqu'il eut vu que les populations n'avaient pris nulle part les armes contre les troupes françaises, il jugea qu'il pouvait, en toute sûreté, lever contre l'Émir

l'étendard de la révolte. Peu de temps après, il marcha avec ses cavaliers et ceux d'El-Mokrani contre quelques troupes d'Abd-el-Salem commandées par Ben-Omar, qui s'étaient montrées du côté de Msilah après la rentrée du général Guesviller. Il les défit ; El-Mokrani et lui envoyèrent à Sétif, pour trophées de leur victoire, quelques paires d'oreilles, ainsi que l'avait fait Ben-Ganah l'année précédente. Abd-el-Salem se tint tranquille le reste de l'année dans les montagnes des Beni-Abbès. Il possédait, ainsi qu'El-Mokrani, une maison à Kalah, et l'on assure que ces deux rivaux se rencontraient assez souvent sur ce terrain neutre où ils se faisaient des politesses réciproques. Ils appartenaient, comme nous croyons l'avoir déjà dit, à la même famille, une des plus anciennes de l'Algérie.

Le 12 septembre, le général Négrier étant à Philippeville apprit que les Kbaïles avaient attaqué un convoi conduit par des Arabes, entre cette ville et le camp d'El-Arouch. Voulant punir sans délai cet acte de brigandage, il partit dans la soirée avec une partie de la garnison, et arriva au jour sur le territoire des Beni-Toufout et des Oulad-el-Hadj où des troupes, venues d'après ses ordres du camp d'El-Arouch, firent jonction avec lui. La contrée fut ravagée ; le principal village des Oulad-el-Hadj, décoré par eux du nom de château (Kalah), fut incendié. Dans la nuit du 13, le général Négrier se replia sur le camp d'El-Arouch ; mais assailli dans sa retraite sur un terrain très-accidenté, il fut contraint d'abandonner le bétail dont il s'était emparé. Néanmoins il arriva à El-Arouch sans pertes considérables.

Dans le même mois de septembre, il y eut une autre petite expédition contre les Zerdeza à qui on prit du bétail,

après un engagement assez vif. Tous ces Kbaïles, voyant que les chances d'enlever quelques mulets sur la route ne valaient pas les risques que leur faisaient courir de justes représailles, firent acte de soumission au général Négrier, qui leur promit de les laisser tranquilles dans leurs montagnes, tant qu'ils resteraient en paix eux-mêmes.

Dans le mois d'octobre, les Zmoul. sommés de payer l'hokor de l'année, s'excusèrent sur ce que leur récolte avait été en partie ruinée dans la course faite chez eux au printemps, et sur ce qu'ils avaient été taxés trop haut. Le général n'ayant pas admis leurs raisons marcha contre eux, mais il ne put les surprendre ; car prévenus de son approche, ils s'enfuirent vers les montagnes de Bélezma. Il fit couper la tête à Ben-Chabou, kaïd de la petite tribu des Beraniah, accusé de les avoir avertis de la marche des troupes françaises, et de plus d'être en relation avec Ahmed-Bey. Cette exécution eut lieu à Fesguia sans nulle forme de procès. De là le général alla camper à Mokrniat, d'où il fit partir, le 5 octobre au soir, le lieutenant-colonel Béranger du 3^e de chasseurs, avec une petite colonne d'infanterie et de cavalerie, pour courir après les fugitifs. Cet officier supérieur s'avança jusqu'au pied des montagnes de Belezma sur la route de Biskara. Il ne put atteindre que quelques traîuards. M. Béranger rentra à Mokrniat le 7 au matin. Le général Négrier alla ensuite attaquer les Segnia qui avaient refusé de payer l'impôt. On fit sur eux un butin considérable en bétail, et on leur tua quelques hommes. Nous eûmes de notre côté 6 tués et 12 blessés. Le général rentra à Constantine le 12 octobre ; il laissa pendant quelque temps le bataillon turc dans le pays des Zmoul

qui y revinrent bientôt, et qui payèrent ce qu'ils devaient légitimement. Le reste de l'année ne fut marqué par d'autre événement que la mise à mort du kaïd des Oulad-Abd-el-Nour, convaincu d'horribles concussions. Cet Arabe avait épousé une Française, morte quelque temps avant lui.

Pour ne pas couper le récit des événements qui se rattachent plus particulièrement à Constantine, nous avons laissé de côté ceux de l'arrondissement de Bône. Nous allons maintenant nous en occuper.

En même temps que le général Galbois cédait la place au général Négrier, le général Lafontaine remplaçait à Bône le général Guingret qui n'avait mérité en rien cette disgrâce. Le pays était tranquille ; mais nous avons eu trop souvent en Afrique des gens qui ne sauraient rester en repos, ni y laisser les autres. La paix fut troublée parce qu'on voulut qu'elle le fût. Les montagnes de l'Edough avaient pour kaïd un nommé Kermiche, homme capable qui avait, soit par intérêt, soit par conviction, donné plus d'un gage de dévouement à notre cause. Il étendait progressivement et avec mesure son autorité sur les Kbaïles, marchant pas à pas, et n'exigeant rien que ce qu'il savait les avoir mis dans l'impossibilité de refuser. Ce chef avait des ennemis, comme en a tout homme en place, et ces ennemis l'accusaient de concussion, grief banal chez les Arabes. D'un autre côté, l'autorité civile de Bône lui reprochait d'avoir vendu pour son compte du tan provenant des bois de l'État, bois situés dans les montagnes de son district où les agents de l'administration n'avaient jamais mis les pieds, et dont ils ne connaissaient l'existence que par ouï-dire. Tant il y a que Kermich fut destitué et mis en prison. Un

certain Berkouchi, gendarme maure, fut provisoirement nommé kaïd à sa place.

Ce nouveau kaïd, voulant faire preuve de zèle et de vigueur, s'engagea à faire payer les contributions à toutes les tribus kbaïles. Il partit pour sa tournée avec 25 spahis réguliers commandés par M. le sous-lieutenant Allaume ; mais ce malheureux officier fut assassiné chez les Beni-Mohammed par le cheik Zerdoud, le 20 juin ; un soldat du train et deux spahis périrent avec lui, les autres ne durent leur salut qu'à la fuite. Dès que le général Lafontaine eut connaissance de ce fait, il fit marcher contre les Beni-Mohammed une assez forte colonne commandée par le colonel Senilhes, de la légion étrangère. Cet officier supérieur ne put joindre l'ennemi ; il rentra à Bône sans lui avoir fait d'autre mal que de lui brûler quelques cabanes.

Cet événement irrita encore plus les esprits contre Kermich ; on ne parlait de rien moins que de lui couper la tête, lorsqu'il parvint à s'évader. On envoya aussitôt des gendarmes maures et un peloton de spahis à son douar, mais les habitants les repoussèrent à coups de fusil. Sur ces entrefaites, M. le général Lafontaine rentra en France pour raison de santé, et le colonel Senilhes prit le commandement de l'arrondissement. Kermich, que l'on traquait toujours, s'était réfugié chez les Ataoua ; ne pouvant s'emparer de sa personne, Berkouchi voulut saisir du blé que Kermich avait mis en dépôt chez les Sénadja, mais il fut obligé de fuir devant Zerdoude, qui cherchait à insurger tout le pays. L'autorité française voyant que cet homme n'avait décidément aucune influence sur les tribus, le destitua et nomma kaïd Bou-Aiche, de la tribu des Drides. Cette nomination fut encore plus désagréable aux

Kbaïles que celle de Berkouchi. Le mécontentement fut encore accru par un enlèvement de bétail opéré sur un village des environs du fort génois, par suite d'une dispute survenue entre des marins français et des habitants de ce village. Zerdoude, mettant à profit cette disposition des esprits, redoubla ses efforts, fit l'inspiré, prêcha la guerre sainte et parvint enfin à réunir quelques centaines de Kbaïles, avec lesquels il vint ravager et incendier pendant plusieurs jours les environs de Bône jusque sous les murs de la place. Le colonel Senilhes était alors dans le cercle de la Calle, où il avait réuni quelques troupes sur la nouvelle d'un mouvement de celles du bey de Tunis, dont il ne se rendait pas bien compte : il s'agissait, comme tous les ans, de la levée des impôts sur la frontière. M. de Senilhes profita de sa présence dans le cercle de la Calle pour faire une course sur la tribu des Chiebna, la plus récalcitrante du cercle. De retour à Bône, il fit marcher, le 19 septembre, contre les Kbaïles de Zerdoude quelques compagnies qui les eurent bientôt refoulés dans la montagne, d'où ils ne descendirent plus. Les Arabes de la plaine attaquèrent, le lendemain, ceux du versant opposé de l'Edough et firent sur eux un riche butin. Zerdoude retourna dans sa tribu, et tout rentra dans le repos. Cependant, comme la mort de M. Allaume n'était pas pour cela vengée, le général Randon, nommé dans les premiers jours d'octobre commandant de la subdivision de Bône, dirigea, le 14 novembre, une expédition contre les Beni-Mohammed ; elle fut plus sérieuse que la première et contraignit Zerdoude à abandonner les montagnes de l'Edough. Mais le général comprenant que cette contrée sauvage pouvait à chaque instant redevenir au foyer d'insurrection, tant que l'accès

n'en serait pas rendu plus facile, résolut de l'ouvrir par une bonne route militaire. Il soumit, à cet effet, au gouverneur général un projet habilement conçu et qui fut mis à exécution dès le commencement de l'année suivante.

Dans le mois de juin, le cercle de Ghelma, ordinairement si paisible, fut le théâtre d'un petit fait de guerre. La tribu des Oulad-si-Afifi, située à l'extrémité de ce cercle, était devenue depuis quelque temps un repaire de voleurs ; les menaces ayant été impuissantes pour faire cesser cet état de choses, le lieutenant-colonel Herbillon marcha contre ces Arabes, saccagea quelques-uns de leurs douars et leur tua une vingtaine d'hommes dans un combat qu'ils eurent l'imprudence d'engager.

L'agitation produite chez les Kbaïles de l'Edough, par les suites de la destitution de Kermich, s'étendit jusqu'à Djidjeli : du 17 au 20 septembre, les Kbaïles des environs de cette place vinrent tirailler sous ses murs et se faire tuer stupidement du monde, sans aucune chance raisonnable de succès.

Nous avons épuisé tous les faits politiques et militaires de l'année 1841 ; nous allons passer aux faits administratifs.

L'année 1841 fut très-féconde en ordonnances royales, arrêtés ministériels et arrêtés de l'autorité locale, concernant l'Algérie. M. le général Bugeaud se montra non moins actif dans le cabinet qu'en campagne ; il est vrai que la plupart des actes qu'il promulgua, par lui-même ou par ses lieutenants, se ressentirent de la précipitation avec laquelle ils furent conçus et rédigés. Nous allons nous occuper d'abord des ordonnances royales.

La première est du 7 février ; elle donne au ministre

de la guerre le droit de régler, par des arrêtés spéciaux, les rapports de son département avec le gouverneur général de l'Algérie et avec les chefs de service sous ses ordres.

Le 17 février, une ordonnance abolit la quarantaine pour les navires venant des ports de l'Algérie avec une patente nette. Ce fut un immense bienfait pour le commerce, bienfait sans danger pour la santé publique en France, car la peste, contre laquelle le régime des quarantaines a été principalement institué, n'est point endémique en Algérie ; quand elle y a éclaté, elle y a toujours été transportée de l'Orient, dont les provenances y sont maintenant soumises aux mêmes lois sanitaires qu'en France.

L'ordonnance du 10 août 1834, portant organisation de la justice en Algérie, déjà modifiée une première fois par celle du 6 octobre 1836, l'avait encore été par celle du 16 janvier 1838, qui supprima l'emploi d'avocat général institué par une des dispositions de l'ordonnance du 6 octobre. Le 28 février 1841, il en parut une nouvelle, modifiant plus profondément celle du 10 août, et dont le texte fut désormais le seul officiel.

Le tribunal supérieur devint une Cour royale, composée d'un président, de quatre conseillers, de deux conseillers adjoints, d'un greffier et de deux commis greffiers.

Le tribunal de première instance d'Alger fut composé de deux juges, de trois juges adjoints, d'un greffier et de quatre commis greffiers. Ceux d'Oran et de Bône furent composés d'un juge, de deux juges adjoints, d'un greffier et d'un commis greffier. La compétence de ces tribunaux resta ce qu'elle était depuis l'ordonnance du 6 octobre 1836, si ce n'est que l'appel fut ouvert pour les jugements en

matière correctionnelle, dans tous les cas où la peine portée par la loi peut s'étendre à deux années d'emprisonnement, quelle que soit d'ailleurs celle qui est appliquée par le juge. La limite en rentes de la compétence en dernier ressort, en matières civile et de commerce, fut portée à 100 fr. au lieu de 50, attendu qu'à Alger, l'intérêt légal est de 10 p. 100.

Un procureur général, deux avocats généraux, un substitut de procureur général et deux procureurs du roi, formèrent le parquet auprès des diverses juridictions. Outre cela, il fut réglé que l'un des deux conseillers adjoints à la Cour royale, et l'un des juges adjoints aux tribunaux de première instance, seraient, par arrêtés du gouverneur général, désignés pour le service du parquet. Il fut aussi établi que, chaque année, le procureur général ferait la distribution du service entre les avocats généraux, le substitut et les conseillers ou juges adjoints attachés au parquet d'Alger. Les procureurs du roi furent attachés aux tribunaux d'Oran et de Bône.

Les tribunaux indigènes furent maintenus, ainsi que les assesseurs musulmans auprès des tribunaux français. La compétence des cadis resta pleine et entière pour les affaires civiles ou commerciales entre Musulmans ; mais ils n'eurent plus de juridiction criminelle, si ce n'est pour les infractions commises par les Musulmans, punissables selon leurs lois, lorsque d'après la loi française elles ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention. Ainsi, en matière criminelle, les Musulmans devinrent justiciables des tribunaux français, dans les cas mêmes où le crime ou le délit aurait été commis contre la personne ou les biens d'autres Musulmans. L'expérience de plusieurs années

avait démontré que les cadis étaient souvent embarrassés de leur juridiction criminelle.

La juridiction des rabbins fut supprimée. Les Israélites devinrent, pour tous les cas, justiciables des tribunaux français ; néanmoins, les rabbins sont appelés à donner leur avis écrit sur les contestations relatives à l'état civil et aux mariages entre les Israélites.

Dans toutes les juridictions, le recours en cassation ne fut ouvert qu'en matière criminelle ou correctionnelle ; il ne dut pas avoir lieu en matière civile.

Les tribunaux, et la Cour royale elle-même, furent saisis par le ministère public. Il n'y eut ni chambre du conseil, ni chambre des mises en accusation.

L'ordonnance dont nous venons de donner l'analyse, en ce qui modifie celle du 10 août 1834, améliora en Algérie la position des magistrats. Ils n'acquirent pas l'inamovibilité, mais ils devinrent plus stables sur leurs sièges, c'est-à-dire que le roulement n'eut plus lieu. Ils furent considérés comme détachés, pour un service public, du département de la justice, et purent rentrer dans la magistrature métropolitaine, après cinq ans d'exercice des fonctions à eux conférées en Algérie.

Deux autres ordonnances du 28 février 1841 fixèrent le traitement des magistrats de l'ordre judiciaire et instituèrent ces magistrats.

Une ordonnance du 18 mai institua des juges de paix dans les districts de Bouffarik et de Philippeville. Le district de l'Atlas, le territoire de Coléa et celui qui est situé entre la Chiffa et la route de Blida à Coléa, furent compris, jusqu'à disposition contraire, dans le ressort de la justice de paix de Bouffarik ; toutefois, il fut réglé que, dans les territoires ci-dessus désignés,

les commissaires civils ou leurs adjoints connaîtraient en dernier ressort des contraventions de police et de toutes les affaires civiles, jusqu'à une valeur de 150 fr. Pour le surplus, les juges de paix eurent la juridiction attribuée aux commissaires civils par l'arrêté ministériel du 17 février 1840. La faculté de leur institution était réservée par l'article 10 de l'ordonnance du 28 février 1841 sur l'organisation de la justice. Celle du 31 octobre 1838 avait établi que sur les points éloignés de plus de dix kilomètres du siège du tribunal de la province, les pouvoirs des commissaires civils, ou des commandants pourraient comprendre la juridiction des juges de paix, et même des attributions judiciaires plus étendues, à raison de la distance et de la difficulté des communications ; mais l'arrêté ministériel du 17 février 1840 donna cette juridiction à tous les commissaires civils indistinctement. La conclusion logique à tirer de la comparaison de ces trois actes, était que dès le moment qu'on établissait un juge de paix, à Bouffarik par exemple, qui est éloigné de plus de dix kilomètres d'Alger, et qu'on faisait ainsi rentrer ce district dans le droit commun sous le rapport de l'administration de la justice, à plus forte raison les points moins éloignés devaient y rentrer ; cependant les cercles de Kouba et de Douéra restèrent sous la juridiction exceptionnelle des commissaires civils. Au surplus, l'administration de la justice par les commissaires civils, absolument gratuite, a été assez goûtée des justiciables et n'a donné lieu à aucune plainte. On comprenait peut-être à Paris que Kouba et Douéra seraient sous la juridiction du juge adjoint d'Alger chargé de la justice de paix, d'après le 1er paragraphe de l'article 10 de l'ordonnance du 28 février 1841 ; mais on ne le comprit pas ainsi à

Alger, ce qui du reste est de fort peu d'importance.

Poursuivant l'analyse des ordonnances, selon leur ordre chronologique, nous en trouvons une du 23 janvier 1841, qui établit que les officiers de l'armée d'Afrique, qui jusqu'alors avaient reçu des rations de vivres, toucheraient en remplacement de la ration une indemnité journalière de 44 centimes, si ce n'est dans les lieux où le gouverneur général déciderait que la ration devrait être perçue en nature.

Le 19 octobre, une ordonnance rendit exécutoires en Algérie, à partir du 1^{er} janvier 1842, les lois, décrets et ordonnances qui régissent en France : 1° les droits d'enregistrement ; 2° les droits de greffe ; 3° les droits d'hypothèque ; 4° les obligations des notaires, huissiers, greffiers, commissaires-priseurs et autres officiers publics et ministériels, en ce qui concerne la rédaction matérielle des actes et la tenue des répertoires. Les droits de France furent réduits de moitié en Algérie, sans cependant pouvoir descendre pour un acte au-dessous de 25 centimes. Ceux de succession ne furent point établis.

Après les ordonnances royales viennent naturellement les arrêtés ministériels. Celui du 8 mai établit que les villes et les territoires de Mostaganem, Philippeville, Bougie, Blida et Cherchel, formeraient des districts administrés d'après les principes de celui du 17 février 1840. Il y avait déjà des commissaires civils dans les trois premières de ces villes et un adjoint civil à Blida ; il resta donc à convertir cet adjoint en commissaire civil, et à en créer un à Cherchel.

Le, 14 mai, un autre arrêté ministériel régla la forme des ventes par adjudication publique des biens domaniaux, lesquelles durent avoir lieu sans le concours des notaires,

par le directeur des finances ou son délégué. Les actes de concession ou d'échange, autorisés par le gouverneur général, durent être passés par le directeur des finances et dans ses bureaux. Cependant, lorsque les actes de vente ou de concession contenaient des clauses obligatoires pour des tiers, ces conventions complémentaires devaient être rédigées en acte notarié, aux frais des concessionnaires ou acquéreurs.

Le 1^{er} juin, un arrêté ministériel régla l'exercice de la profession de commissaire-priseur. Le 30 novembre, parut un arrêté de même nature sur la profession des défenseurs (avocats) ; le nombre en fut fixé à douze à Alger et à quatre à Bône et à Oran. Le cautionnement fut réglé à 4,000 fr. pour Alger et à 2,000 fr. dans les autres villes ; ils furent assujettis à une taxe et durent avoir une chambre de discipline ; les autres dispositions du règlement précédent furent maintenues. Les praticiens continuèrent du reste à être une des plaies de l'Algérie : semblables au chandelier des maisons de jeux, c'est à eux qu'au bout du compte tout arrive.

Nous allons passer maintenant à l'examen des actes administratifs de l'autorité locale. Un des articles de l'arrêté du 1^{er} décembre 1840 rendait passibles de 500 fr. à 2,000 fr. d'amende tous les détenteurs ou administrateurs de biens placés sous le séquestre, et généralement quelconque de rentes, créances, ou autres droits incorporels appartenant à des émigrés, qui n'en auraient pas fait la déclaration, dans le délai de deux mois, à partir de la promulgation de ce même arrêté. Ceci imposait à l'administration l'obligation de publier d'abord des listes d'émigrés ; et comme ces listes n'avaient pas été publiées, les déclarations ordonnées n'avaient pas été faites, car

des particuliers n'étaient pas obligés de présumer l'émigration. Néanmoins l'administration algérienne fit signer au général Schram, pendant son intérim, le 27 janvier, un arrêté qui rendait la déclaration obligatoire, quelle que dût être l'époque de la publication des listes, mais le délai fut prorogé jusqu'au 1er mai.

Le 3 février suivant, un autre arrêté du général Schram, ordonna que des terres à proximité des camps seraient mises à la disposition des troupes, à raison, autant que possible, de deux hectares cinquante centiares par bataillon, pour être cultivées au profit de la masse d'entretien et de l'ordinaire. Cette mesure était bonne, et aurait dû être prise depuis longtemps. A Oran, où une certaine impulsion agricole avait été donnée aux troupes, dès 1837, par le général Bugeaud, le 2e régiment de chasseurs d'Afrique, commandé par le colonel Randon, qui avait bien saisi la chose, avait déjà de fort belles cultures.

Le 11 mars, M. Bugeaud signa son premier arrêté qui interdit tout commerce avec les tribus hostiles, acte complètement superflu, car les tribus hostiles l'étaient principalement en ce qu'elles s'interdisaient d'elles-mêmes toute relation commerciale avec nous. Le même jour, un autre arrêté régla qu'il ne serait pas reçu dans la province d'Alger de soumissions isolées d'Arabes ou de familles arabes, ayant ou n'ayant pas fait partie des tribus du Sahel et de la Métidja, et que les chefs seuls pourraient être admis à traiter de la soumission de leurs tribus. Les Arabes, en fort petit nombre, qui étaient revenus précédemment, furent contraints de s'établir tous ensemble auprès de la Maison-Carrée, et il leur fut interdit, sous diverses peines, de franchir l'Arach, à moins qu'ils ne fussent employés

sur les chantiers de l'administration ou par les colons.

Le 24 mars, un arrêté prononça des peines correctionnelles sévères contre ceux qui auraient illégalement acheté ou détenu des objets provenant des magasins militaires.

Le 25 mars, un corps de guides indigènes, portant la dénomination de Mekalia, fut institué auprès du gouverneur général.

Le 28 mars, des gardes urbaines indigènes soldées furent instituées à Blida, Coléa et Djidjeli. Le complet en fut fixé à trois cents hommes pour Blida, deux cents pour Coléa, et cent cinquante pour Djidjeli.

Le 12 avril, un arrêté régla la police des voitures publiques à Alger. Le 19 du même mois, un autre arrêté interdit d'une manière absolue l'exportation des laines dans la province de Constantine. Cet arrêté commence par ces mots d'une ineffable naïveté : *Considérant que l'avenir de notre établissement colonial en Algérie dépend de l'affermissement de notre domination.* Viennent ensuite plusieurs autres phrases dont la conclusion est que l'affermissement de notre domination ne pouvant être que l'œuvre de nos soldats, on doit veiller à leur bien-être, ce qui est également incontestable ; une des conditions du bien-être consistant à être bien couché, il s'ensuit qu'il faut des matelas, et par conséquent de la laine pour les faire. Or M. Bugeaud, membre de la Chambre des députés, pensa que l'administration militaire ne pourrait avoir de la laine qu'autant qu'il serait interdit au commerce d'en exporter. Mais ce moyen n'ayant pas produit l'effet qu'il en attendait, et les prix s'étant élevés au lieu de s'abaisser, la prohibition fut levée le 12 juillet. Ce fut un nouveau

mécompte: car l'impulsion contraire étant donnée, les prix ne baissèrent pas immédiatement. Alors, un troisième arrêt du 17 août rétablit la prohibition, non-seulement pour les laines, mais encore pour les céréales. Malgré toutes ces mesures saccadées et peu réfléchies, l'administration militaire ne put acheter, en 1841, dans la province de Constantine, que 7,500 kilogrammes de laine. L'arrêté du 17 août accuse de cet état de choses un petit nombre de commerçants européens avides, qui avaient, dit-il, accaparé les laines. L'avidité est de l'essence du commerce, et ce n'est pas avec des récriminations banales que l'on fait des actes législatifs de quelque portée. Que l'on empêche la spéculation de prendre une direction qui compromette l'avenir du pays, telle que l'accaparement de la propriété foncière par exemple, contre lequel nous avons été le premier à nous élever, rien de plus sage: mais le système de prohibition absolue appliqué au commerce proprement dit, peut avoir les plus fâcheux résultats. Dans l'espèce, de quoi s'agissait-il ? De débarrasser l'administration, dans l'achat des laines, de la concurrence des négociants ; mais de là à la loi du maximum, il n'y a qu'un pas ; or, tout ce qui ressemble à une loi de cette nature a pour résultat immédiat de dégarnir les marchés ; et dans ce cas comment acheter ? Ensuite, il était à la connaissance de tout le monde qu'en 1840, beaucoup d'Arabes, se trouvant dans la gêne, avaient vendu leurs laines à venir, à la condition qu'une partie du prix leur en serait payé d'avance par les négociants avec qui ils avaient traité. Il était manifeste dès lors que ces laines devaient chercher et trouver, à peu d'exceptions près, un débouché qui assurât les bénéfices que ces négociants en attendaient. L'administration était

maîtresse des ports ; mais elle était sans action sur les frontières de terre. C'est à quoi M. Bugeaud ne songea pas.

Le 21 avril, un arrêté porta à trente hectares par régiment les terres qui, d'après l'arrêté de M. Schram, devaient être cultivées par les troupes à proximité des camps. Ces trente hectares durent être pris, d'abord sur les biens domaniaux, et, en cas d'insuffisance, par expropriation pour cause d'utilité publique, sur ceux des particuliers.

Le 30 mai, le gouverneur général déclara déchu de leurs droits de propriété, tous les habitants de la ville de Mascara, et d'un rayon de vingt-quatre kilomètres à l'entour, qui, ayant abandonné leurs immeubles pour suivre l'ennemi, n'y seraient pas rentrés dans le délai d'un mois. Toute transmission d'immeubles fut interdite, jusqu'à disposition contraire, sur le même terrain.

Le 14 juin, un arrêté du gouverneur général, signé par M. le général de Bar en l'absence de M. Bugeaud, prononça la peine d'emprisonnement contre les individus qui, expulsés de l'Algérie ou d'une partie de son territoire, en vertu des pouvoirs donnés au gouverneur général par l'article 5 de l'ordonnance du 22 juillet 1834, y rentreraient sans autorisation.

Le 16 juin, un entrepôt réel fut créé à Oran.

Le 5 juillet, un arrêté prorogea jusqu'au 30 juin 1842 les dispositions de l'arrêté du 50 juin 1836, relatif au cabotage, et à la francisation provisoire des petits navires qui le font. Le 14 du même mois, le chef du service du domaine à Constantine fut déclaré secrétaire du conseil d'administration de cette province, à la place du payeur qui cessa d'en faire partie.

Le 16 juillet, un arrêté rendit passibles de six jours à deux mois d'emprisonnement, et de 16 à 200 francs d'amende les personnes qui achèteraient des rations ou des bons de fourrages aux militaires, ou aux employés militaires, à qui l'État en alloue. En cas de récidive, la durée de l'emprisonnement dut être de trois mois à deux ans, et l'amende de 200 à 800 francs ; tout cela sans préjudice des poursuites à diriger contre les vendeurs, d'après la loi du 12 mai 1793, qui prononce contre eux la destitution et un an de prison.

Cet arrêté fut rendu à la suite de quelques affaires où des agents comptables, poursuivis par la justice, avaient expliqué certains bénéfices, qu'ils disaient légitimes, par les avantages que leur procuraient les rachats de bons. Il est positif, qu'en effet, ces rachats avaient lieu depuis douze ans à l'armée d'Afrique, sans que personne eût jamais pensé à la loi du 12 mai 1793 ; que les plus hauts fonctionnaires de l'intendance, les généraux, les gouverneurs même, avaient vendu des bons de fourrage, n'ayant presque jamais eu le nombre de chevaux réglementaire. Enfin, M. Bugeaud lui-même en avait vendu, pendant qu'il commandait à Oran en 1837. Ainsi, chose remarquable et qu'on ignorerait généralement sans l'arrêté du 16 juillet, M. Bugeaud, tous ses prédécesseurs, et l'immense majorité des officiers et des employés de l'armée d'Afrique avaient encouru la destitution et un an de prison d'après une loi de 1793 ; ce qui, du reste, ne doit que fort médiocrement charger leur conscience, tant l'usage avait prévalu sur la loi.

Le 16 avril, la direction des affaires arabes fut confiée à M. le chef d'escadrons Daumas. Le 30 du même mois, un arrêté rendit exécutoires en Algérie, à dater du 1^{er} octobre

suivant, les dispositions de la loi du 6 mai 1841, relatives aux tarifs des douanes de la métropole, en les combinant avec celles qui résultent de la législation spéciale de l'Algérie, sur la réduction des droits pour les marchandises étrangères, et l'admission en franchise des marchandises françaises.

Le 18 septembre, M. Bugeaud interdit l'exportation, d'un point à l'autre de l'Algérie, des bêtes bovines, non destinées au service de l'armée. Cette mesure prohibitive avait pour but, comme celle qui était relative aux laines, de favoriser les achats de l'administration militaire, et elle eut pour conséquence, comme cette dernière, un résultat tout opposé.

Le 25 octobre, un arrêté régla que toute action contre le domaine de l'État, et contre celui de la colonie, ne pourrait être introduite en justice, sans qu'au préalable le demandeur se fût pourvu devant le directeur des finances, par simple mémoire avec production de pièces ; et que réciproquement, nulle action relative à une propriété domaniale ne pourrait être portée devant les tribunaux, au nom de l'État ou de la colonie, sans qu'au préalable le directeur des finances eût notifié aux parties intéressées, en la forme administrative, l'objet de la demande ; le tout dans un délai de trente jours.

Le 9 décembre, parut un arrêté fort important sur les expropriations pour cause d'utilité publique. L'utilité publique doit être déclarée et l'expropriation prononcée par arrêté du gouverneur général rendu en conseil d'administration. La prise de possession par l'État peut être immédiate, et par conséquent précéder toute liquidation d'indemnité. C'est une dérogation violente aux principes de notre législation, qui établissent que nul ne peut être

privé de sa propriété sans une juste et préalable indemnité. L'indemnité est réglée par le conseil d'administration après une expertise contradictoire, à laquelle cependant ce conseil n'est pas obligé de se tenir, si sa conviction s'y oppose. Il peut, dans ce cas, avant de statuer, ordonner une nouvelle expertise, et prescrire ou faire telle vérification qu'il juge convenable.

L'ordonnance du 31 juillet 1836 avait fixé un délai de trois mois pour la remise des demandes en indemnité pour dépossession d'immeubles, sous peine de déchéance, déchéance qui fut levée par une décision du 12 février 1841. Un grand nombre de demandes et de titres furent déposés ; mais les propriétaires déposés n'en retirèrent aucun fruit ; seulement, l'administration fit une coupure : il fut décidé administrativement, et sans acte officiel, que toutes les affaires antérieures à 1833 seraient mises à l'arrière, et que, pour les expropriations postérieures à cette époque, l'indemnité serait payée par le service au profit duquel l'expropriation aurait eu lieu. En effet, le génie militaire fit depuis cette époque plusieurs paiements ; mais ceux qu'effectuèrent les services civils furent fort rares, pour ne pas dire nuls.

La colonisation, si fortement compromise par les événements de la fin de 1839 et du commencement de 1840, ne reprit point vigueur en 1841. Dans l'été de cette dernière année, on commença à appliquer en grand ce système d'obstacles continus, déjà appliqué sur une plus petite échelle par le maréchal Valée, au territoire de Blida. On traça dans la Métidja un triangle dont le sommet fut Blida et la base une ligne tirée de l'embouchure de l'Arach à Fouka, point situé sur la mer, au nord de Coléa. L'aire de

moins fertile de la plaine, fut réservée à la colonisation, et l'on décida que les côtés du triangle, moins la base qui s'appuie au Sahel et à la mer, seraient fortifiés au moyen d'un large fossé avec parapets, garni de blockhaus à distances convenables. On commença par le retranchement de l'ouest, ce côté étant celui des Hadjoutes, et par conséquent le plus menacé ; l'ouvrage avança rapidement ; il se trouva presque terminé, pour ce côté, au 1^{er} janvier 1842. On remit à une autre époque les travaux du côté de l'est, dont la partie la plus voisine du Sahel fut cependant exécutée. Depuis la première décision relative à cet obstacle continu, qui, comme nous venons de le dire, devait d'abord être garni de blockhaus dans toute son étendue, le général Bugeaud ordonna qu'il n'y en aurait qu'aux extrémités des deux lignes, et que la surveillance du reste serait confiée à de fortes patrouilles de cavalerie. C'était un commencement d'abandon d'un système absurde, que le général Bugeaud n'avait jamais approuvé, mais qui était si fort en faveur à Paris, qu'il ne crut pas devoir s'y opposer ouvertement ; il l'usa, le rendit ridicule, et bientôt il n'en fut plus question.

FIN DU SECOND VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE SECOND VOLUME.

LIVRE XVII.

Arrivée du maréchal Clausel à Alger en qualité de gouverneur général. — Choléra-morbus. — Nominations de beys. — Expéditions dans la province d'Alger. — Événements de Bône et de Bougie. — Expédition de Mascara. — Combat du Sig. — Combat de l'Habra. — Entrée des Français à Mascara et incendie de cette ville. — Fin de l'expédition de Mascara.....1

LIVRE XVIII.

Événements survenus à Alger pendant l'expédition de Mascara. — Négociations avec Abd-el-Kader. — Le maréchal Clauzel marche sur Tlemcen. — Entrée des Français dans cette ville. — Contribution de Tlemcen. — Occupation du Méchouar. — Combats de la Tafna. — Rentrée des troupes françaises à Oran et du maréchal à Alger. — Expéditions du général Perrégaux dans la province d'Oran.....35

LIVRE XIX.

Retour du maréchal Clauzel à Alger. — Expédition de Médéa. — Rappel du général d'Uzer. — Yousouf mameluk, bey de Constantine. — Voyage du maréchal en France. — Malheureuse expédition du général d'Arlanges. — Camp de la Tafna.

—Défaite et prise du bey nommé à Médéa par le maréchal. — Le général Bugeaud en Afrique. — Combat et victoire de la Sikak. — Événements de Bougie. — Meurtre du commandant Salomon.....71

LIVRE XX.

Le maréchal Clauzel à Paris. —Nouveau plan de conquête. — Opérations militaires à Alger et à Oran. — Retour du maréchal Clauzel à Alger. — Mission du général Damrémont. — Révolte des tribus à Bône. — Préparatifs de l'expédition de Constantine. — Expédition de Constantine. — Insuccès et retraite. — Ravitaillement du Méchouar par le général Létang. — Incursion des Arabes dans la Métidja.....113

LIVRE XXI.

Administration coloniale. — Établissement de la Ras-sautha. — Établissement de Regahia. — Concessions diverses. — Bouffarik. — Ferme-Modèle. — Institution de la direction des habous. — Analyse de diverses actes administratifs. — M. Bresson, intendant civil. — Travaux publics. — Port d'Alger. — Mouvement de la population européenne. — Instruction publique. — Suppression regrettable de l'hôpital militaire d'instruction.....147

LIVRE XXII.

Le général Brossard à Oran. — Ravitaillement de Tlemcen par Abd-el-Kader. — M. le lieutenant général comte Damrémont est nommé gouverneur général. — Son arrivée à Alger. — Mission du général Bugeaud à Oran. — Mouvements d'Abd-el-Kader dans la province de Titteri et du général Damrémont dans celle d'Alger. — Soulèvement des tribus de l'est. —

Expéditions chez les Issers, et combat de Boudouaou. — Le général Damrémont, ayant pacifié l'est, marche vers l'ouest. — Événements de la province d'Oran. — Négociations avec Abd-el-Kader et traité de la Tafna. — Évacuation du camp de la Tafna et de Tlemcen.....163

LIVRE XXIII.

État des affaires dans la province de Bône. — Le général Damrémont y arrive. — Négociations avec Abmed-Bey. — Préparatifs de guerre. — Tentative d'intervention de la part de la Turquie. — Camp de Medjez-Amar. — Expédition de Constantine. — Mort du général Damrémont. — Prise et occupation de Constantine.....199

LIVRE XXIV.

État des affaires de la province d'Alger et de celle d'Oran pendant l'expédition de Constantine. — Actes de l'administration civile du général Damrémont. — Arrêté sur les Kbaïles. — Délimitation du ressort des tribunaux à Alger. — Arrêté sur les transactions immobilières. — État de l'agriculture.....235

LIVRE XXV.

Le maréchal Valée, gouverneur général de l'Algérie. — Ses premières relations avec Abd-el-Kader. — Actes de l'Émir dans la province de Titteri. — Son expédition contre les Koulouglis d'Oued-Zeithoun. — Ses prétentions ambitieuses. — Il envoie un ambassadeur à Paris. — Établissement du camp du Fondouk. — Occupation de Blida et de Coléa. — Brigandages continuels des tribus d'Abd-el-Kader sur notre territoire. — Le général d'Auvray à Oran. — Procès du général Brossard.....247

LIVRE XXVI.

Usurpations d'Abd-el-Kader dans la province de Constantine. — Farhat-ben-Saïd et Bel-Azouz dans le Zab. — Expédition de l'Émir sur Aïn-Madi. — Prétendue convention du 4 juillet. — État de l'occupation française dans la province d'Alger durant l'été de 1838. — Violences exercées à Tenez sur des négociants français. — Arrestation par les agents de l'Émir de deux courriers du maréchal Valée, et meurtre de l'un des deux. — Le général Castellane à Bône. — Commandement du général Négrier à Constantine. — Son rappel. — Le général Galbois le remplace.....271

LIVRE XXVII.

Expédition du général Galbois contre les Harakta. — Organisation administrative de la province de Constantine. — Fondation de Philippeville. — Occupation de Milan. — Deuxième expédition contre les Harakta. — Première expédition de Sétif. — Belle défense du commandant Chadeysson à Djemilah. — Événements de la province d'Alger à la fin de 1838, et dans les premiers mois de 1839. — Occupation de Djidjeli. — Suite des événements de la province de Constantine jusqu'à l'expédition des Biban. — Établissement des camps de l'Arba et de l'Aratch dans la Métidja.....297

LIVRE XXVIII.

Expédition des Bibans. — Rupture du traité de la Tafna. — État de la population européenne et de la colonisation au moment de la rupture. — Cadastre. — Agriculture. — Administration forestière. — Commerce. — Revenus publics. — Travaux publics. — Examen de divers actes administratifs. — Réorganisation de la haute administration de l'Algérie. — Ordonnance sur le régime financier.....333

LIVRE XXIX.

Reprise des hostilités. — Combat d'Oued-Lallègue. — Dévastation de la Métidja. — Évacuation de plusieurs postes. — Combats du 15, et du 31 décembre, et du 29 janvier. — Occupation de Cherchel. — Expédition de Médéa. — Expédition et occupation de Miliana.....361

LIVRE XXX.

Massacre de Mocta-Kéra. — Ravitaillement de Médéa. — Combat de Cara-Mustapha. — Campagne d'automne. — Événements de la province de Constantine. — Deuxième occupation de Sétif. — Défense d'Aïn-Turc. — El-Hadj-Mustapha, frère d'Abd-el-Kader. dans la province de Constantine. — Combat de Medzerga. — Assassinat du capitaine Saget et punition des Beni-Salah. — Événements de la province d'Oran. — Affaire de Mazagran. — Le général Lamoricière à Oran. — Rappel du maréchal Valée. — Actes administratifs en 1840.....401

LIVRE XXXI.

Le général Bugeaud, gouverneur général de l'Algérie. — Ses premières opérations dans la province d'Alger. — Expédition de Takdemt dans la province d'Oran, et occupation de Mascara. — Expédition de Thaza. — Échange des prisonniers avec les Arabes. — Création d'un bey de Mascara et de Mostaganem. — Campagne d'automne dans la province d'Oran et dans celle d'Alger.....445

LIVRE XXXII.

Événements de la province de Constantine en 1841. — Expédition de Msilah. — Troubles à Bône. — Examen des actes administratifs en 1841.....485